PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 1953

Sommaire

Le président (Edouard Depreux) 4
Camille Delabre 8
Claude Fuzier (Seine) 11
Huet 17
Théo Staub 17
Léon Boutbien 18
Marceau Pivert 23
Jean Roger 28
Berthe Fischer 29
Germaine Picard-Moch 31
René Naegelen 32
Guy Mollet 36
Le président (Jules Moch) 46
Berthe Fouchère (Oise) 46
Yver 50
Simbron (Loire-Inférieure) 50
Edouard Depreux 51
Dumortier (Pas-de-Calais) 53
Max Lejeune (Somme) 57
Gontier (Alpes-Maritimes) 62
Baranton 64
Gaston Defferre 68
Marceau Pivert 71
Gaston Defferre 73
Guy Mollet 74
Le président (Max Lejeune) 78
Pierre Commin 79
Edouard Depreux 80
Kléber Loustau 89
André Philip 97
Jean Le Bail 102
Le président (Jean-Raymond Guyou) 106
Alduy 107
Robert Lacoste 110
Arthur Comte 115
Christian Pineau 120
Paul Ramadier 127
Claude Fuzier (Seine) 132
Augustin Laurent 137
Marceau Pivert 146

Fondation Jean-Jaurès

Weitz 154
Bernard Chochoy 157
Midon (Var) 164
Le président (Pierre Métayer) 167
Hauriou (Haute-Garonne) 167
Georges Richard (Pas-de-Calais) 170
Albert Gazier 173
Léon Boutbien 177
Francis Leenhardt 184
Guy Mollet 190
Le président (Augustin Laurent) 200
Alain Savary 201
Félix Gouin 208
Jules Moch 213
Gérard Jaquet 223
André Hauriou 234
Le président (Gaston Defferre) 238
Marinus Van der Goess van Neters 239
Fritz Heine 240
Rodolfo Llopis 242
Harry Earnshaw (traduction) 245
Victor Laroque 246
Guy Mollet 250
Marcel-Edmond Naegelen 251
André Philip 258
Etienne Weill-Raynal 269
Robert Lacoste 272
Grouzet 277
Max Lejeune 280
Jean Roger 284
André Bidet 287
Le président (Christian Pineau) 292
Marceau Pivert 292
Germaine Picard-Moch 303
Guy Mollet 308
Arthur Notebart 318
Pierre-Olivier Lapie 319
Francis Leenhardt 323
Le président (Lamine Gueye) 327
André Bidet 329
Etienne Weill-Raynal 331
Levy-Jacquemain 339
Olivier Reinach 345
Caput 348
Caput 358

Fondation Jean-Jaurès

Joseph Begarra 361
Sylvandre 363
André Bidet 368
Le président (Albert Gazier) 371
Sicard 371
Berthe Fouchère 372
Sicard 373
Guy Mollet 374
Le président 375
Courtois 377
Georges Brutel 378
Max Lejeune 382
Cartier 385
Georges Brutel 386
Max Lejeune 388
Cartier 389
Pierre Commin 390
Mireille Osmin 391
Christian Pineau 392
Alain Savary 395
Christian Pineau 401
Alain Savary 404
Léon Boutbien 405
Alduy 406
Gaston Defferre 408
André Bidet 409
Etienne Weill-Raynal 410
Junillon 411
Guy Mollet 413
Etienne Weill-Reynal 413
Robert Coutant 414
Pierre Rimbert 419
Weitz 420
Robert Coutant 422
Guy Mollet 424
Pierre Rimbert 425
Guy Mollet 427

Séance du jeudi 2 juillet 1953 (matinée)

Pierre Commin - Camarades, pour présider la séance de ce matin, le bureau vous propose comme président de séance notre camarade Edouard Depreux, et comme assesseurs notre camarade Huet, maire d'Asnières, nos camarades Elise Bourdon (Finistère), Gustave Robert (Pas-de-Calais), Patient (Guyane), et Cazelles (Loir-et-Cher).

Fondation Jean-Jaurès

Il n'y a pas d'opposition ?
Il en est ainsi décidé. Je vais demander au bureau de prendre place.

Le président (Edouard Depreux)

Camarades, je déclare la séance ouverte.
Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue dans cette ville d'Asnières, dont le maire, présent à mes côtes, à la tête d'une liste Socialiste, a été réélu triomphalement, le mot n'est pas excessif, comme dans beaucoup de communes de la Seine et beaucoup de communes de la France entière, manifestant avec éclat la très grande vitalité de notre Parti.
(Applaudissements).
A vrai dire, Je ne suis pas ici tout à fait chez moi. Je me trouve dans le 5ème secteur, qui est celui d'Albert Gazier, mais je ne pense pas qu'il y ait entre nous le moindre incident de mur mitoyen ou de plainte pour violation d'espace vital. Nos efforts sont exactement les mêmes et il nous a été évidemment agréable d'enregistrer dans la grande presse, après les élections municipales, une déclaration de M. Buchet, animateur du Centre des Indépendants - car, bien sûr, il ne s'agit pas d'un parti, mais d'un centre, il n'y a pas chez eux de Congrès, mais des semaines d'études, il n'y a pas de discipline, mais des querelles d'investiture qui battent tous les records, chaque indépendant reprochant à un autre indépendant de ne pas avoir sa carte en règle - une déclaration de M. Buchet, disant : "Le succès Socialiste aux élections municipales s'explique par la qualité des administrateurs Socialistes."
Hommage touchant, mais qui n'explique pas tout car si nous avons obtenu, en effet, de beaux résultats dans les villes où nous avons pu témoigner de notre efficacité, nous avons également marqué des progrès et des progrès importants là où nous n'avions pas la direction et où nous étions dans l'opposition.
Notre Congrès s'ouvre, par conséquent, dans d'excellentes conditions morales et je voudrais - parce que nous avons respecté toutes les traditions, y compris celle du retard au départ - être très bref dans mon allocution et ne pas insister.
Vous ne comprendriez pas néanmoins qu'au seuil de notre Congrès, nous n'ayons pas une pensée émue pour un certain nombre de nos camarades qui nous ont quittés depuis l'an dernier. Je pense, en particulier, à Salomon Grumbach, car on conçoit mal un Congrès Socialiste national, ou un Congrès international, dont Salomon Grumbach est absent. Il a marqué toute la vie nationale et internationale du Parti de son empreinte, pendant de très longues années. Il nous a tenus au courant, avec une objectivité scrupuleuse, de l'état d'esprit des partis frères. Il s'est énormément dévoué à tous les postes qu'il avait occupés et je suis sûr d'être votre interprète en redisant, une fois de plus, à sa veuve que le souvenir de Salomon Grumbach est toujours présent parmi nous et plus particulièrement au moment des Congrès.
La fédération du Nord, le groupe parlementaire, ont été cruellement endeuillés par la disparition prématurée de notre ami Denis Cordonnier, dont je crois qu'on peut vraiment dire qu'il est en grande partie mort au service du Parti, cumulant les dévouements et, par conséquent, ajoutant à des raisons de fatigue d'autres

Fondation Jean Jaurès

raisons de fatigue. Il a été - et il a beaucoup d'autres titres, bien sûr - il a été le maire de Lille. Il a été Conseiller général du Nord, député, l'animateur de notre fédération des élus où sa perte a été particulièrement ressentie avec douleur, et il y a une chose qui est touchante, c'est de voir combien tous nous recevons encore des lettres aujourd'hui des infirmes civils, disant que leur grande cause était celle de Denis Cordonnier. Ils remercient Rachel Lempereur d'avoir repris de ses mains le flambeau et le Socialisme tout entier de défendre la cause des invalides civils.

Le bon chansonnier Gaston Monthesus, qui égayait toujours les manifestations des vétérans du Parti, car il avait gardé la fraîcheur de sa vingtième année, nous a quittés, lui aussi, depuis quelques mois, ainsi que notre ami Raymond Vidal, qui n'était pas seulement pendant de nombreuses années le maire de Saint-Germain, le bon militant de la fédération de Seine-et-Oise, mais l'homme profondément humain, qui se penchait sur la grande misère des travailleurs immigrés, sur les difficultés de leur vie quotidienne en liaison, n'est-ce pas Brutel, avec le Secrétariat du Parti.

Je voudrais aussi renouveler nos sentiments de sympathie émue à la fédération du Puy-de-Dôme, qui a perdu Jean Butez, dont Brutel a pu dire dans "Le Populaire" sans risquer d'être contredit par personne, qu'il était le modèle des secrétaires fédéraux, un très grand animateur, un homme à qui le Parti doit beaucoup.

Nos amis de l'Union Française ont perdu notre camarade Teteau et à eux aussi, je veux dire notre très grande sympathie, et enfin, c'est hier ou avant-hier, je crois, qu'on a conduit à sa dernière demeure notre ami Rivière, qui avait été ministre de la grande équipe du Front Populaire, animée par Léon Blum, en 1936, et qui, depuis, était rentré au Parti, modestement, inlassablement, avec une totale probité, un total désintéressement, et travaillait à la fois pour la fédération de la Creuse et pour le Parti.

Camarades, si vous le voulez bien, nous allons nous recueillir pendant une minute, en souvenir de ces camarades.

(Les délégués, debout, observent une minute de silence).

Je voudrais aussi évoquer la mémoire d'un certain nombre de militants de l'Internationale disparus au cours de l'année, et notamment Tomas Centeno, mort dans les bagnes franquistes, assassiné par les sbires du Caudillo, ancien député aux Cortès républicaines.

Noe Jordania, ancien Président de la République Socialiste de Géorgie, mort en exil à Paris.

Elieser Kaplan, un des leaders du Mouvement Socialiste israélien. Ancien ministre du gouvernement d'Israël, mort à Tel Aviv.

John Mill, du Parti Socialiste américain.

Mathilde Thibault, du Parti travailliste hollandais.

Eugen De Witte, du Parti social démocrate tchécoslovaque, mort dans les prisons communistes.

Pour eux aussi, si vous le voulez bien, une minute de recueillement.

(Les délégués, debout, observent une minute de silence)

Voici, camarades, la liste des délégués des Partis Socialistes étrangers qui sont ou seront présents au cours de nos débats.
Internationale Socialiste, Victor Larock, membre du Bureau de l'IS.
Argentine, Cristobal Solari, Secrétaire de la fédération de Santa-Fe en exil.
Autriche, PSO excusé.
Allemagne, Fritz Heine, Secrétaire général à la propagande, membre du Bureau du SPD.
Espagne, Rodolfo Llopis, Secrétaire général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, Ancien Président du Conseil de la République en exil.
Grande-Bretagne, Harry Earnshaw, ancien Président de l'exécutif du Labour Party, membre de l'exécutif.
Hollande, Van der Goess van Naters, membre de l'exécutif du Parti du Travail hollandais, délégué à l'Assemblée consultative de Strasbourg.
International Jewish Bund, Rafaël Ryba, secrétaire.
Israël, Marc Jarblum, représentant à Paris du MAPAI.
Italie, PSDI, excusé.
Luxembourg, François Weirig, Trésorier général du PSOL, Emile Ludwig, Vice-président.
Sarre, Richard Kirn, président du Parti Socialiste Sarrois, ministre du Travail, Karl Mossinger, secrétaire.
Belgique, Victor Larock, député d'Ixelle, membre du Bureau du PSE.
Union Socialiste des Emigrés, S. Voinea (Roumanie) et Z. Zaremba (Pologne).
D'autre part, nous avons reçu des messages de sympathie du Parti Socialiste d'Israël, du Parti Social Démocrate suédois, du Parti Social Démocrate danois et du Parti Socialiste autrichien.
Camarades, nous sommes avertis que notre ami Victor Provost, souffrant, bien qu'en meilleur état de santé, serait absent des débats du Congrès. L'absence de Provost est une absence bien rare. Il faut vraiment un cas de force majeure
pour l'empêcher de venir parmi nous et il va sans dire que nous lui adressons, ainsi qu'à la fédération du Nord, des vœux extrêmement cordiaux et affectueux de prompt rétablissement. Nous savons depuis de longues années, ce que nous devions à Provost. Nous le savons encore beaucoup mieux depuis qu'il a été un porte-drapeau - et quel porte-drapeau ! - dans une élection mémorable qui a démontré que, dans la circonscription la plus ouvrière de France, c'était la social-démocratie qui était, à la fois, le premier des partis ouvriers et le premier des partis républicains
(Applaudissements)
Tous nos vœux également de prompt rétablissement à Rosenfeld, qui je crois, n'est-ce pas Guy Mollet, va mieux mais sera néanmoins absent des travaux.
J'ai encore une mission d'informer les délégués que les candidatures au Comité directeur doivent être déposées avant ce soir 22 heures, dernier délai. Les candidats doivent indiquer leur nom, leur prénom, leur profession, leur fédération et la date de leur adhésion au Parti.
Certains camarades me font observer que notre ami Coffin est également souffrant depuis plusieurs semaines. Il est absent de nos travaux du groupe

parlementaire et de sa fédération et il va sans dire qu'à lui aussi, nous adressons nos vœux de prompt rétablissement.
Il y a d'ailleurs bien d'autres camarades que j'oublie certainement ; quand on fait une énumération, vous le savez bien, on pêche toujours, avec la meilleure volonté du monde, par omission, et je m'excuse d'avance pour ceux que j'aurai pu oublier.
Notre ami, Tanguy-Prigent, lui, a tout de même droit, bien que présent, à des vœux de complet et total rétablissement. Il est dans la bonne voie. Nous nous en réjouissons profondément, mais je crois que, sans être médecin, nous lui donnons tous le conseil de se ménager encore ; le Parti exige qu'il soit bien portant et que, par conséquent, il ne recommence pas à travailler autrement que par étape et très sagement.
(Applaudissements).
Pour la suite de l'ordre du jour, je donne la parole à Pierre Commin.

Pierre Commin - Camarades, vous avez sur vos tables le programme des travaux présenté par le Secrétariat du Parti. Il y a une seule modification, c'est après le quatrième point : 4 bis, nomination de la Commission de réintégration. Je vais demander au président de mettre aux voix d'abord le programme des travaux qui vous est présenté.

Le président - Pas d'observations ?
Adopté.

Pierre Commin - Nomination de la Commission de vérification des mandats. Le Bureau vous propose les noms suivants : Bidet (Tunisie), Larbois (Seine-et-Oise), Ornin (Rhône), Silvan (Soudan).

Le président - Pas d'opposition ?
Adopté.

Pierre Commin - 4° : Nomination du Bureau de vote pour l'élection du Comité directeur. Nous vous proposons les noms suivants : Florimond Lecomte (Nord), Lancel (Seine), Gustave Robert (Pas-de-Calais).

Le président - Pas d'opposition ?
Adopté. Nous souhaitons bonne chance à nos trois camarades !

Pierre Commin - 4bis : Nomination de la Commission de réintégration. Nous vous proposons les noms suivants : Brutel, Jean Courtois, Largois (Seine-et-Oise), Bertrand (Nord), Jacques, de la Commission nationale des Conflits.

Le président - Tout le monde est d'accord ?
Pas d'opposition ?
Adopté.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

L'ordre du jour comporte maintenant : examen des rapports statutaires, 1°- rapport général d'activité.
Qui demande la parole ?
La parole est à notre camarade Camille Delabre.

Camille Delabre

Camarades, dimanche dernier, les camarades du Pas-de-Calais ont posé la question de la discipline dans le Parti. Par sa profession, un de nos camarades qui fait de nombreux déplacements en France, et a des contacts avec des militants de Parti, nous a fait part de ses conversations et aussi des articles signés par certains militants qui, dans la presse bourgeoise ou même à la radio, défendent leurs propositions plutôt que celles définies dans nos Congrès et Conseils nationaux.
Dans notre fédération, on est très sévère sur l'application de la discipline. On défère à la Commission des conflits tous les indisciplinés, quelles que soient leurs responsabilités dans le Parti. La liberté d'expression est sans restriction à l'intérieur du Parti, mais dans toutes les manifestations publiques, que ce soit dans la presse parlée ou écrite, que ce soit au cours de réunions publiques, le militant Socialiste doit faire abstraction de ses propres positions pour ne défendre que la politique du Parti définie dans les Assises nationales.
Agir autrement, c'est donner des armes à nos adversaires. Pour empêcher le renouvellement de ces faits, notre Congrès a adopté cette résolution :
"Le Congrès fédéral du Pas-de-Calais, ému de l'utilisation faite par nos adversaires de déclarations faites dans la presse bourgeoise ou dans les discours de certains camarades, rappelle que la discussion des différents points de vue, en toute liberté, dans les sections et Congrès fédéraux ou nationaux, est plus qu'un droit, mais un devoir, mais fait obligation à chacun de défendre partout et toujours les positions définies par nos Assises nationales, est devenue ainsi la loi de tout le Parti et non d'une fraction de celui-ci ; demande au Comité directeur, dans un souci d'efficacité, de veiller énergiquement au respect d'une discipline indispensable et de prendre toute mesure pour atteindre ce but."
Nous avons aussi, dimanche dernier, approuvé le rapport général d'activité présenté par le Bureau du Parti. Nous l'avons voté à l'unanimité et peut-être viendra-t-on nous reprocher l'appui de nos mandats, parce que c'est devenu une habitude de nous reprocher notre importance, alors que, d'autre part, des camarades se félicitent de nos résultats.
Nous avons essayé, dans le Pas-de-Calais, de mettre en application les recommandations du Congrès de Lyon, sur l'organisation du Parti. Nous rencontrons de grosses difficultés et nous comprenons qu'avec de faibles moyens, de nombreuses fédérations ne puissent rien tenter dans cette direction.
Il y a d'abord une question de cadres ; les anciens à qui nous devons tout sont réticents lorsqu'il s'agit de changer leurs méthodes de travail et de propagande. Vous connaissez leurs réactions et point n'est besoin de vous les décrire.
Nous constatons néanmoins les progrès dans l'application des recommandations de Lyon, au fur et à mesure que des jeunes prennent la direction de nos sections.

Le Secrétariat général doit persévérer dans ses efforts. C'est parce que la Commission des anciens combattants a fait du bon travail que nous avons pu réunir des camarades sur le plan fédéral. C'est parce que la Commission centrale agricole a fait du bon travail que nos Congrès agricoles régionaux ont connu le succès. Les résultats de la Conférence ouvrière de Puteaux sont à mettre à l'actif des animateurs de la Commission ouvrière.
La Commission de l'éducation nationale a droit à toutes nos félicitations. Que les autres responsables des autres commissions m'excusent, mais je pense que les succès obtenus par la Commission des anciens combattants, la Commission de l'éducation nationale, la Commission ouvrière, la Commission centrale agricole, nous permettent d'orienter notre action sur le plan fédéral.
Il faut créer au sommet pour étendre notre réseau en province. Nos commissions fédérales pourront, avec le temps et la patience, obtenir la création des groupes de travail locaux. C'est en continuant dans cette voie que nous ferons travailler de nombreux camarades. Nous parlons souvent de l'éducation Socialiste, pour regretter sa faiblesse. Pourquoi ne pas l'organiser ? Pourquoi nos publications consacrent-elles toutes leurs colonnes à l'actualité ?
Il faut nous pencher sur cette question. C'est la plus importante. On en parle beaucoup, mais avons-nous donné les moyens aux militants de nos sections ?
Voyez-vous, dimanche dernier, dans le Pas-de-Calais, nous en avons aussi parlé, et le Congrès a donné mandat à sa cellule fédérale de créer une école de cadres dans notre fédération.
La presse fédérale a été très bien aidée par la PN (?). Nous remercions tous ceux qui participent à la rédaction du bulletin ; ils devraient pourtant pouvoir obtenir davantage de concours. Jugeant le Bureau du Parti sur ses résultats et en tenant compte des moyens financiers mis à la disposition, avons-nous fait tout ce qu'il fallait pour lui procurer les ressources ?
Ainsi les résultats obtenus dans notre fédération sont fonction de notre trésorerie. Ce n'est pas avec les cotisations que nous pourrions faire tourner deux équipes pour le cinéma et éditer du matériel pour notre propagande électorale.
C'est avec le produit de notre souscription annuelle que nous avons acquis notre siège fédéral, notre matériel roulant. Nous marquons aussi notre solidarité avec les fédérations voisines. Nos camarades de la Somme peuvent vous dire que, grâce à notre union, ils se procurent chaque année des fonds importants, qu'il leur serait plus difficile de trouver s'ils étaient seuls.
Notre souscription annuelle obtient un très gros succès, car nos sections sont intéressées à sa réussite. Nous leur laissons la moitié des sommes collectées. Notre centralisation empêche les souscriptions locales qui sont rarement bénéficiaires. Là, je voudrais dire aussi aux camarades qu'il fut, il y a quelques années, très difficile de mettre en route cette souscription fédérale, mais nous avons mobilisé tous les militants, les parlementaires sont venus vendre des billets dans les communes, les secrétaires fédéraux se sont dérangés, ont assisté à des ventes de timbres sur les marchés, dans les foires, et nous avons ainsi mobilisé tous les militants, les maires des communes nous accompagnent, etc. et

c'est ainsi que nous avons obtenu le succès extraordinaire que vous connaissez pour notre souscription fédérale.
Nos sections ont des trésoreries plus saines et, sur le plan fédéral, nous avons des fonds qui permettent de travailler. Pendant la campagne électorale municipale, deux équipes organisaient chacune deux séances de cinéma par soirée. Une autre s'organise avec ses moyens plus réduits et nous avons aussi des films de 35 millimètres pour les grandes salles.
A cette occasion, je me fais l'interprète de toute la fédération pour féliciter et remercier les camarades du service cinématographique du Parti, qui nous fournissent un excellent matériel de propagande. Nous devons nous adapter et le film restera pendant quelques années encore un moyen pour attirer les auditeurs dans les réunions des sections rurales. Aussi, si les ressources le permettaient, c'est un film tous les ans que nous pourrions demander à ces camarades. La propagande par le cinéma est assez coûteuse, mais elle permet de toucher un nombreux public. Nous allons aussi à domicile. Nous avons édité, pour la campagne municipale, 200 000 tracts reproduisant l'appel au pays, 100 000 tracts contre les mensonges Communistes au sujet des ouvriers mineurs, 100 000 tracts "l'action Socialiste pour la reconstruction", 150 000 tracts "l'action Socialiste en faveur du logement", 200 000 tracts "l'action Socialiste en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre", 25 000 tracts s'adressant aux commerçants, et plus de 30 numéros spéciaux de "l'Espoir" de notre hebdomadaire fédéral.
Nous avons obtenu des succès électoraux, certes, en raison de l'action de nos élus sortants, mais nous les avons aidés, certes, avec le matériel de propagande mis à leur disposition.
La campagne électorale fut préparée par la visite de toutes nos sections dans le dernier trimestre de 1952. Nous avons, en 1953, lancé une campagne de recrutement et vous me permettrez de vous en donner les résultats. Hier soir, nous pouvions dire que 1.027 adhésions avaient été enregistrées depuis le début de l'année. 26 sections ont été crées et 73 ont dépassé leurs effectifs.
(Applaudissements)
Nous préparons déjà la visite des sections à partir de septembre : nous continuons notre marche ascendante.
Camarades, je vous demande de ne plus dire que nos mandats vous gênent : c'est un étrange reproche que nous ne méritons pas : nous pourrions vous dire, par notre prise de matériel, que nous aidons tout le parti ; nous pourrions vous dire que, lors des votes, le délégué de droit représente le 5ème de la représentation dans les Congrès nationaux.
Non, camarades ! Ce que j'ai voulu faire, ce n'est pas vous humilier ou vous écraser. Votre travail est difficile, nous en avons conscience. Il faudrait qu'au moins une fois par an, dans un Conseil National ou une assemblée de secrétaires fédéraux, nous examinions nos méthodes de travail, que nous confrontions nos expériences pour que toutes les fédérations en tirent un profit maximum. Nous cherchons à forger un Parti Socialiste plus puissant, et vous aussi. Tous ensemble, travaillons à renforcer notre organisation ; examinons nos faiblesses ;

révisons et améliorons nos méthodes de travail ; félicitons-nous aussi de nos succès.
(Applaudissements)

Le président - la parole est Gaby (?) de la Dordogne.

Gaby Paul (?) - Camarades, deux mots seulement. La fédération de la Dordogne vote le rapport d'activité, seulement elle a tenu à ce que le délégué vienne dire à la tribune de ce Congrès qu'elle déplore que les responsables nationaux du Parti Socialiste n'aient pas cru devoir engager Guy Mollet à solliciter l'investiture, lors de la dernière crise ministérielle. Il y aurait là une possibilité de faire entendre au pays notre voix d'une façon solennelle ; persuadés que les solutions Socialistes sont les seules susceptibles de faire sortir de l'ornière, le pays, la fédération aurait souhaité qu'à l'occasion d'une déclaration ministérielle de Guy Mollet, notre position soit portée sans équivoque, à la connaissance de tous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fuzier de la Seine.
Nous avons encore six orateurs inscrits. Est-ce que vous êtes d'accord pour clôturer là-dessus ou est-ce que quelqu'un désire encore s'inscrire ?
La clôture est prononcée.

Claude Fuzier (Seine)

Camarades, je vous prie de m'excuser de retenir votre attention quelques instants sur les problèmes qui ont préoccupé la Commission nationale ouvrière, au cours des deux dernières années et qui nous paraissent, au moment où nous assistons, sous quelque forme que ce soit, à un regroupement des forces ouvrières Communistes, prendre une importance capitale et nécessiter de notre part une attention soutenue et des solutions efficaces.
Vous avez pu lire, dans les rapports publiés à la direction du Parti, une page consacrée à l'action de la Commission nationale ouvrière, chargée des groupements Socialistes d'entreprises.
Depuis cette publication, des événements nouveaux, qui ont eu une certaine résonance dans le Parti, sont survenus, telle la conférence ouvrière de Puteaux qui a amené beaucoup de colère chez nos adversaires et il faut bien le dire, quelque perplexité chez certains de nos amis. Nous y reviendrons, mais je veux vous dire, de suite, que nous avons recueilli là les fruits du travail de longue haleine qui nécessitent quelques observations.
Pour un militant neuf dans le Parti, il apparaît paradoxal de justifier la présence, au sein d'un parti qui s'affirme le Parti de la classe ouvrière, pris au sens le plus large du terme, évidemment, d'une action ouvrière, d'une action ouvrière - je n'ai pas peur du terme - bien qu'il ait été exploité par une autre organisation politique en décadence. Il faut bien reconnaître, pourtant, que cette tâche n'est pas inutile, étant donné l'incompréhension que nous avons trop souvent rencontrée, étant

données, d'autre part, les interprétations qui ont été données de la composition même du Parti.
L'orthodoxie marxiste nous rappelle qu'un Parti ne peut exister valablement que dans la mesure où il représente une classe sociale bien déterminée, et elle nous rappelle que, de toutes façons, une organisation politique pratique la politique de la classe qui la compose.
Je n'ai pas l'inquiétude de nombreux camarades qui croient sincèrement, en s'appuyant sur des forces statistiques pertinentes, que le Parti Socialiste n'est plus ou n'est pas un parti suffisamment ouvrier. Ces camarades jugent un peu trop dans l'absolu. Ils ne tiennent pas compte de l'évolution sociale de notre pays, par exemple, ils ont tendance à considérer qu'un personnel à statut, qu'il soit fonctionnarisé ou nationalisé, n'est pas de la classe ouvrière, qu'ils définiraient presque, en somme, dans leur esprit, par la non possession d'un avancement et une retraite particulière.
Les mêmes camarades se gargarisent alors d'un "ouvriérisme" verbal et vont vers l'ouvrier, ce qui m'a toujours très inquiété, parce que cela prouve qu'ils n'en sont plus. Egalement, les références qui sont données, à ce sujet, par rapport aux périodes d'avant 1914 et d'avant 1936, ne tiennent compte ni de l'introduction dans ce secteur fonctionnarisé, de larges couches de la population ouvrière, SNCF, Electricité, Gaz, Banques, Hospitaliers, etc., dont le nombre croît régulièrement et croîtra encore dans les années à venir, ou l'introduction dans la vie syndicale et par là même, dans la vie politique, de gens à qui cette forme d'activité à été longtemps interdite. Je pense à nos camarades de l'enseignement qui, avant 1914, ne pouvaient militer que dans une semi clandestinité, la référence au Parti Communiste et les comparaisons qui sont faites ne me paraissent guère meilleures, car il reste à démontrer la qualité de mineur de M. Maurice Thorez ou de M. Auguste Lecoeur, la qualité de métallurgiste de M. Ambroise Croizat, la qualité de tisserand de Jeannette Veermersch ou la qualité de pâtissier de Jacques Duclos, comme quelque chose de réel !
D'autre part, il ne faut pas oublier, que, contrairement à ce qui se passe au sein du monde communiste - car il y a un monde communiste même en France - la division profonde qui sépare, de nôtre côté, le politique du syndical, nous empêche de puiser dans le réservoir du syndicalisme pour les postes de responsables politiques et ce, de façon encore plus accentuée, depuis la libération.
Enfin, il faudrait quand même rappeler qu'il y a une quarantaine d'année, le nombre des syndiqués et adhérents au Parti Socialiste avant la scission de Tours, était minime et que le recrutement se faisait parmi certaines catégories de la classe ouvrière que des traditions où une composition spéciale, un fort pourcentage de professionnels qualifiés, mettaient en bonne position pour conduire une action de classe. Or, nous devons constater que notre Parti a conservé les positions prédominantes dans cette sorte d'élite ouvrière, qui groupe aussi bien les professionnels que les agents de maîtrise que les cadres et même les enseignants, tous gens qui ont le désir, et qui ont eu le désir de s'élever dans

la hiérarchie sociale et qui aussi, simplement, se sont trouvés élevés dans cette hiérarchie sociale par leur qualification.
Il faut reconnaître aussi objectivement qu'au fur et à mesure de l'extension et de là transformation du prolétariat industriel, nous n'avons pas pénétré dans cette masse de plus en plus grande de manœuvres ou d'ouvriers dits spécialisés - qui n'ont de spécialisés que le nom - masse beaucoup plus sensible aux slogans et aux mots d'ordre sains qu'à l'appel permanent à la raison dont nous faisons la base de notre propagande. Cela explique en partie, l'influence notable du Parti Communiste en ces milieux.
En revanche, il est certain que la déconcentration industrielle sur laquelle des choses excellentes ont été dites dans notre Parti et particulièrement dans les précédents Congrès, crée, parallèlement à celle classe ouvrière concentrée, maniable et influençable, une classe ouvrière éparpillée, insaisissable, désarmée, très individualiste, dont les aspirations sont d'une élévation petite-bourgeoise pour employer un vieux mot qui fait quelque fois sourire et qui pour faire aboutir ses aspirations compte beaucoup plus sur la défense isolée et individuelle, c'est-à-dire sur une forme de débrouillardise sociale que sur l'action de masse. Ces gens-là peuvent être des électeurs, mais rarement des militants. De toute façon, ils ignorent - et nous les laissons dans cette ignorance - que leur sort dépend quand même des solutions d'ensemble apportées aux grands problèmes politiques et sociaux.
Alors, regardons-nous dans une glace et constatons honnêtement que notre Parti représente essentiellement ces deux fractions de la classe ouvrière, la vieille élite traditionnelle du mouvement ouvrier français, et la nouvelle fraction isolée et individualiste.
C'est en cela, qu'il reste bien un parti de classe, mais c'est en cela qu'il risque de devenir un parti sans conscience de classe. Deux solutions simplistes s'offrent alors : ou suivre le courant, ou aller à contre-courant, mais ne serait-ce pas nier la raison d'être du Socialisme que de ne pas se dire que notre travail d'organisation de la classe ouvrière n'est valable que dans la mesure où nous lui faisons prendre conscience de sa propre existence, basée sur sa propre communauté d'intérêt ou alors, vouons-nous au choix simpliste, à l'alternative entre des formules creuses ou un parti radicalisé ; j'ai peur que dans l'état actuel des choses, ce soit la deuxième voie qui soit la nôtre.
Pour avoir quelques chances de succès, c'est le Parti, d'abord, qui doit posséder cette conscience de classe, c'est le Parti lui-même qui doit procéder à son propre réarmement ouvrier en travaillant sur lui-même et surtout, ce qui est plus difficile, sur sa mentalité. La vie continue, et les élections aussi et nous sommes gâtés par la 4ème République, en la matière, mais est-ce que cela doit nous effrayer ? Je ne le pense pas, à une condition toutefois, que le Parti pratique, en la matière, une politique réaliste et concrète dans son action.
Certains pensent que nos formes d'organisation ne sont pas bonnes et sont la cause de tous nos maux ; je leur dis qu'ils n'ont sans doute pas examiné l'effort intense que notre Parti a fait depuis la libération, à ce sujet, et la multitude de textes qui en découlent.

S'il s'agit d'ajouter un plan à un autre plan, ce n'est pas difficile et les humoristes n'ont déjà que trop tendance à faire du Socialiste un monsieur qui a, sur toutes choses, un plan tout prêt. Ce pourrait être là une de nos plus graves faiblesses. On m'a toujours dit que les institutions n'étaient valables que par les hommes qui les appliquaient et on m'a toujours dit que la réciproque n'était pas vraie. La manie constitutionnelle n'est pas le propre de sociétés fortes, on en a un exemple en France, à l'heure actuelle. Nous semblons être atteints de cette manie et c'est très grave ! Alors, essayons d'abord d'utiliser, d'appliquer ce que nous avons comme lois du Parti, qu'elles soient écrites ou traditionnelles et nous aurons fait un grand pas en avant, beaucoup plus que par des efforts de planification intérieure qui se surajoutent et quelquefois se contredisent. Mais, cela dépend de nous tous et non pas de quelques divinités lointaines, de bâtir à la mode Communiste, quelque chose qui vous domine et l'égard nous pouvons, dans notre cas, verser notre bile quotidienne.

C'est ainsi, je le rappelle, que le Parti s'est donné, dans un Congrès comme celui d'aujourd'hui, mais qui se tenait à Lyon, les bases statutaires d'une action ouvrière. On y avait été ambitieux, mais enfin, quelles sont les fédérations qui ont mis en pratique, au moins l'esprit de ce que leurs délégués avaient exigé à ce Congrès ?

Encore, l'année dernière, nous avons déterminé notre position sur les problèmes syndicaux qui a mis en application l'orientation définie ; quelles sont les fédérations qui ont posé ces problèmes et les ont résolus ?

Loin de moi la stupide idée qui consiste à être mu par une confiance permanente et instinctive de l'élu, mais il est parfaitement inutile d'avoir un parti digne de ce nom pour avoir des élus. Les électeurs suffisent et quelques comités électoraux argentés ; nous en avons suffisamment d'exemples à l'heure actuelle, dans ce pays.

Quand on a la prétention de transformer de la cave au grenier une société entière, il faut autre chose, et singulièrement autre chose que la représentation même de cette société dans ses formes actuelles. Il faut des gens capables de s'emparer, du jour au lendemain, ou progressivement, au choix, suivant les interprétations de l'économie du pays, de la contrôler et de la faire marcher, et que ces gens-la ne soient pas seulement les fonctionnaires d'un quelconque état mais les hommes de la classe ouvrière enfin libérée.

Cette formation doit être systématique et doit dire si nous voulons jouer un jour ce rôle systématique et total de gestionnaires.

Cette grande ambition qui m'apparaît être la nôtre est celle de nos statuts, elle suppose que, dès aujourd'hui, dans les petites choses et dans les petits détails, nous n'oublions pas que le but impose un certain nombre de perfections mais, hélas, nous sommes loin du compte. Nos groupes d'entreprise ont pour tâche, non seulement de faire la propagande du Parti, mais, de renseigner et d'éduquer les travailleurs de faire que, répondant au souhait qui avait été prononcé par Lipnay (?) je crois, un ouvrier ne dise plus : "Je suis un salarié", mais "Je suis un Socialiste". C'est une de ces petites choses, mais une de ces petites choses qui

exigent beaucoup de persévérance dans l'effort, et qui, en tous cas, gênent singulièrement nos mortels ennemis que sont les Communistes.
N'est-ce pas Jacques Duclos lui-même qui, au dernier Comité central du Parti Communiste parlait des dirigeants Socialistes multipliant les groupes d'entreprises pour mieux diviser la classe ouvrière ?
Mais, d'accord ! Parce que, pour nous, diviser la classe ouvrière, cela veut dire toujours mieux l'armer pour liquider en son sein cet élément étranger introduit par l'esprit impérialiste et totalitaire qu'est le Communisme et assurer son triomphe par son unité démocratique.
Enfin, tout nous est possible maintenant et permis. Les derniers résultats électoraux prouvent l'audience plus large du Parti ; la politique difficile que nous avions menée est maintenant, avec le recul du temps, et l'oubli, mieux comprise ; les autres organisations ouvrières libres se sentent attirées vers nous et devant le danger réactionnaire et les nécessités impérieuses de faire mieux que de se défendre, mais de repasser à l'offensive, attendre de nous des exemples et des preuves.
Il nous faut pouvoir soutenir tout cela et régler par la même occasion un certain nombre de problèmes que je rappelle pour mémoire, car ils ont été déjà traités dans le dernier Congrès du Parti,
Il nous faut, comme l'a dit le Parti l'année dernière, lutter pour l'unité du syndicalisme libre. Or, nous savons bien que souvent, nos camarades sont éparpillés dans des organisations syndicales concurrentes et parfois rivales. Le parti est là un facteur d'unité, par la possibilité qui lui est donnée de réunir, au sein de ses groupes d'entreprise, les militants divisés sur le plan syndical.
Il nous faut régler, dans le sens de notre texte de l'an dernier, le problème de l'appartenance à la Confédération Générale du Travail, d'obédience Communiste, ou mieux, qu'au sein des groupes d'entreprise, faire le travail d'explications fraternelles, nécessaire pour réveiller la conscience ouvrière et socialiste de certains camarades. Il nous faut lutter contre la tendance au corporatisme systématique qui divise et affaiblit la classe ouvrière.
Ce sont les groupes qui peuvent, en posant les problèmes sous un angle plus large que celui de syndicats devenus compagnies d'assurance, intégrer mieux chaque catégorie de travailleurs dans la lutte générale du prolétariat.
Il nous faut combattre le Communisme en proposant nos solutions sur les problèmes sur lesquels, par crainte de la pression politique, les syndicats libres sont muets, afin de faire entendre aux travailleurs, autre chose que les mensonges permanents que lui imposent les cellules pendant tout le temps où il est au travail, ce qui représente 40 et 50 heures par semaine !
Qui, mieux que le groupe d'entreprise, peut le faire ?
Il faut, enfin, que le Parti dans ses élus, dans ses responsables, entendent en permanence les désirs, les problèmes de la classe ouvrière ; qui peut mieux les faire entendre que les groupes d'entreprise ?
Alors, c'est quand nous considérons tout cela avec quelque regret et quelquefois quelque sentiment de désespoir que nous constatons combien le Parti, c'est-à-dire nous tous, est insuffisamment doté, est insuffisant dans ce domaine.

Malgré les circulaires du centre, malgré les efforts, trop peu de fédérations se sont posé le problème et l'ont résolu. Je serais curieux de connaître le nombre de réponses reçues à la suite de l'envoi, par exemple, d'une circulaire expliquant la notion nouvelle de correspondant Socialiste d'entreprise. Je pense que le Secrétariat général pourrait peut-être nous donner quelques renseignements à ce sujet.
Je voudrais connaître également le nombre de fédérations qui n'ont pas encore envoyé les noms de militants ouvriers susceptibles de diffuser les tracts et le matériel de propagande de notre Commission ouvrière, matériel réservé exclusivement aux usines, aux chantiers et aux bureaux pour lequel un effort particulier et coûteux a été fait ?
Les résultats obtenus sont fragmentaires et ne prouvent pas une poussée du Parti tout entier dans cette direction. Pourtant, cette poussée est une impérieuse nécessité, et les premiers résultats positifs nous prouvent que nous détenons là une arme redoutable et rapidement payante.
Notre Conférence de Puteaux a entraîné de la part de la presse communiste un déchaînement qui était pour nous une récompense et a permis à des syndicalistes Force Ouvrière, Autonomes, et chrétiens de se retrouver au coude à coude avec leurs frères Socialistes.
La deuxième conférence tenue à Tarbes nous a montré que les forces ouvrières du Parti étaient bien vivantes dès que l'on faisait appel à elles, et nous espérons bien que d'autres conférences régionales ouvrières suivront.
Aussi est-ce à ce Congrès tout entier que la Commission nationale ouvrière s'adresse. L'inquiétude que nous avons tous devant la chute de nos effectifs, alors que nos positions nous apportent des électeurs plus que des militants, accentuant pas là même un déséquilibre déjà dangereux entre notre clientèle électorale et nos adhérents, cette inquiétude nous devons, nous pouvons la lever en faisant pénétrer dans le Parti, par l'intermédiaire de notre action ouvrière et de nos groupes, un sang nouveau et dynamique.
Alors, je vous demande, au cours des débats qui pendant quatre jours vont vous absorber, de ne jamais oublier qu'il ne suffit pas de proposer la meilleure des politiques, mais d'avoir également et surtout les moyens matériels et humains de l'appliquer.
Si cette seule idée, bien vulgaire, pouvait en définitive vous convaincre, je crois que nous aurions fait du bon travail pour le Parti.
(Applaudissements)

Le président - Mes chers Camarades, nous venons de recevoir un télégramme du Secrétaire général du Parti arménien ainsi libellé :
"Parti Socialiste arménien présente salutations fraternelles au Congrès, souhaite bon succès travaux".
La parole est à notre ami Huet, maire de la grande ville d'Asnières, dont nous sommes les hôtes, pour une communication.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Huet

Mes chers camarades,
J'aurais dû vous souhaiter la bienvenue à l'orée de ce Congrès, je le fais un peu tardivement et je m'en excuse. Je voulais vous dire que la ville d'Asnières était vôtre, c'est dire que tous les services municipaux sont à votre disposition et que quelles que soient les demandes au point de vue pratique, que vous ayez à faire, elles seront satisfaites.
J'avais à vous faire aussi deux annonces : l'une en ce qui concerne le banquet donné ce soir en l'honneur de Groussier et de Paul Boncour. Nowina nous fait passer une note en priant tous les militants de bien vouloir s'inscrire d'urgence pour que nous soyons nombreux ce soir à fêter nos illustres anciens.
J'avais à vous faire une autre annonce, c'est que demain, en fin de matinée, notre ami Maurice Coutrot, président du Conseil général de la Seine, et la municipalité d'Asnières auront le plaisir de vous offrir un vin d'honneur qui se tiendra dans les salons de la mairie d'Asnières à la salle des mariages.
Et maintenant, avant de terminer, je voulais formuler trois vœux :
- L'un qui vient du médecin pour vous rappeler que l'Académie de Médecine ces jours ci a signalé qu'il y avait 48% d'alcooliques en France ;
- Le second qui vient du sociologue pour vous signaler qu'il y a plus de 16% de la population française âgés de plus de 65 ans ;
- Le troisième aura pour thème nos soi-disant succès électoraux des élections municipales dernières ; j'insiste et j'invite nos camarades de province qui ont plus le temps que ceux des grandes cités de méditer et d'apporter le poids de leur expérience et de leurs réflexions aux problèmes qui doivent nous animer incessamment, pour leur rappeler que ce succès a été très souvent le succès de personnalités et d'hommes et non pas le succès du Parti Socialiste tout entier. Ce qu'a dit Fuzier était exact : on nous a apporté des électeurs, on ne nous a pas apporté des militants.
Mes chers camarades, je vous souhaite des travaux heureux et féconds. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Staub de la Loire Inférieure.

Théo Staub

Camarades, j'ai mandat de ma fédération de demander que soient fournies à ce Congrès des explications qui avaient été promises au dernier Conseil national à propos d'un incident ennuyeux concernant un vote indiscipliné du groupe.
Nous pensons qu'il serait opportun, pour sanctionner le travail de l'année, de distinguer l'action générale du Parti dont nous n'avons qu'à nous féliciter et dont nous n'avons surtout qu'à féliciter le Comité directeur et le Secrétariat général, en la personne de Guy Mollet, de l'action parlementaire dont, sur ce point au moins, nous ne pouvons pas nous féliciter, et nous demanderons que soit donc voté par division l'ensemble des rapports d'activité et le rapport du groupe parlementaire.

Nous pensons, en effet, que le fait qu'un groupe ait pu, non seulement commettre une faute, un vote indiscipliné, mais surtout s'il a été commis par erreur ne pas s'en apercevoir et ne pas le rectifier aussitôt, prouve une insuffisance d'organisation à laquelle il faut porter un remède.
Nous ne demandons pas d'ouvrir le débat, nous de mandons simplement que des mesures soient prises pour que cela ne puisse plus se produire. C'est tout à quoi tend mon intervention.

Le président - La parole est à Léon Boutbien.

Léon Boutbien

Camarades, la fédération de l'Indre a procédé à une étude détaillée des rapports statutaires qui lui ont été soumis et elle est arrivée à cette conclusion qu'il y avait, incontestablement, sur certains points de l'activité du Parti, des résultats appréciables qui avaient été obtenus. Il y a un effort qui a été fait, et les fédérations en ont bénéficié pour une large part, notamment dans le domaine des nouvelles méthodes de propagande, notamment dans la mise à la disposition des fédérations d'appareils cinématographiques qui nous permettent d'agrémenter nos réunions et d'attirer un certain public, notamment dans un travail des Commissions d'études du Parti qui ont incontestablement fourni une documentation et des sources de réflexion aux organismes exécutifs du Parti.
Ce n'est donc pas dans un sens de critique négative que j'aborde cette tribune et j'ajoute que ma fédération est une fédération bien portante et dans ces conditions, c'est dans le but de chercher quelques-uns des remèdes nécessaires que comporte la situation actuelle du Parti, que je voudrais orienter mon exposé.
Il est un fait, que de 1946 à 1953, les effectifs du Parti sont passés de 353 742 adhérents à 108 437. Il est également un fait que la décroissance des effectifs du Parti est constante depuis 1946, et que si nous regardons le rapport entre les voix obtenues aux élections législatives de 1951, 2 660 000, par rapport aux suffrages exprimés de la nation, 1391, et le nombre d'adhérents inscrits au Parti : 4,35%. Autrement dit, nous ne sommes capables d'organiser actuellement que 4,35% en moyenne des hommes qui votent Socialiste.
Il y a là un problème et je pense que c'est notre devoir d'aborder courageusement, honnêtement, l'étude critique qui nous permettrait de comprendre pour quelles raisons
le Parti continue à perdre des effectifs, même si, dans certaines circonstances, il est en mesure de gagner des voix.
Tout d'abord, Je dois dire que les fédérations, les petites fédérations, ont une situation extrêmement difficile qui n'a rien de commun avec celle des grandes fédérations. Nous n'avons aucune gêne de voir les grosses fédérations disposer de très nombreux mandats dans les Congrès ; nous avons quelquefois la saine ambition d'avoir autant de mandats qu'eux, mais il est bien évident que les conditions de travail, de propagande, de recrutement et d'organisation sont tellement différentes dans les petites fédérations que dans les grandes, que cela

impose pour les propagandistes et pour les secrétaires fédéraux et pour les fédérations tout entières, des tâches qui ne sont pas comparables.
Il est bien évident que le fiait qu'il existe en France 5 où 6 fédérations importantes ne doit pas nous faire oublier qu'il reste 90 départements français dans lesquels la situation du Parti est loin d'être ce qu'elle doit être. Comment alors, dans certains départements à faible démographie, n'ayant pas de prolétariat concentré, n'ayant pas de grands centres urbains, où la propagande est difficile, parce que dispersée, comment arriver à constituer dans ces petites fédérations, des noyaux actifs et importants.
Eh bien, je crois pour ma part, d'abord, qu'il est absolument indispensable de poser devant le Parti, ce qui est la vraie difficulté de notre recrutement. La vraie difficulté de notre recrutement, elle ne tient pas seulement compte de considérations sociologiques. Je crois que Fuzier a dit très exactement tout à l'heure les difficultés de caractère sociologique qu'on peut rencontrer dans notre recrutement actuel, mais elle tient compte très également, de l'absence de cadres moyens du Parti.
Le Parti n'a pratiquement pas assez de cadres pour être en mesure de les répartir sur les départements ; il est bien évident que nous avons du mal à trouver des militants actifs sérieux, et en même temps, connaissant d'une manière même élémentaire l'essentiel de la doctrine pour être en mesure d'animer les sections.
Vous savez très bien la difficulté qu'il y a dans les petites communes, à réunir les sections, à les faire vivre, à les entretenir, en quelque sorte, en fonction même des préoccupations dominantes de la politique du Parti. C'est là un problème redoutable que le problème des cadres, et pour ma part, je serais heureux si nous reprenions certaines initiatives prises au préalable, à savoir, des réunions, des semaines d'études, qui grouperaient à Paris un certain nombre de militants que les fédérations choisiraient pour leurs capacités ou leur dévouement, qui pourraient ainsi acquérir les éléments essentiels leur permettant ensuite d'être localement des propagandistes avertis.
Enfin, il ne faut pas oublier non plus, les difficultés des petites fédérations en matière de finances. Nous sommes pratiquement des collecteurs d'impôts pour le Centre, et il ne reste pratiquement rien dans les caisses fédérales pour alimenter une propagande quand nous avons payé les timbres, les feuillets, pour le Centre. Je connais bien les difficultés du Centre, mais il ne faut pas oublier les difficultés des fédérations et aucun secrétaire fédéral ne me contredire quand je dirai qu'actuellement, compte tenu des salaires très bas pratiqués en province, il est extrêmement difficile d'obtenir des cotisations plus élevées que celles qui sont usagées par le Centre et pratiquement, notre rôle se borne à revendre, je ne dis pas au prix coûtant, mais presque, les fournitures qui sont données par le Centre, sans laisser à la disposition des fédérations, les moyens matériels capables d'animer une propagande.
Or, une propagande dispersée dans un département, suppose des frais énormes. Et, voyez-vous, nous avons quelquefois une certaine amertume à constater que l'on nous envoie, dans un souci louable sans doute, une certaine quantité de matériel, des brochures, des publications diverses, dont l'éclectisme et le choix

ne sont pas toujours très adaptés à la propagande à laquelle on les destine. On pourrait faire ainsi certaines économies fondamentales qui seraient plus utiles si elles étaient consacrées à des tournées de masse, organisées par le Parti, comme avant-guerre, et qui lui permettraient de répercuter dans l'opinion de nos fédérations de province la pensée du groupe parlementaire, comme la pensée des organismes centraux du Parti. Je crois que ce serait plus profitable et plus utile, qu'un certain gaspillage sur des fournitures qui n'ont aucun écho.

Plutôt que de recevoir par écrit les discours, nous aimerions mieux voir les orateurs eux-mêmes, qui pourraient nous aider à faire une propagande active et directe, si bien que mon deuxième propos tendra, après avoir demandé que se constituent des semaines d'études, à demander que le Parti organise des tournées de masse à travers le pays. Je dirai que ces tournées sont d'autant plus nécessaires que nous sommes da ns une position politique d'opposition et que nous avons à faire valoir notre point de vue partout.

Deuxièmement, j'en arrive maintenant à des aspects plus critiques qui, évidemment, méritent d'être repris. Je pense que je m'abriterai derrière les déclarations que faisait Guy Mollet lui-même au Congrès de 1946. Il disait : "On n'affaiblit pas le Parti quand on dénonce les défaillances de sa Direction."

Je pense que, sous cette autorité, je peux me permettre, maintenant, quelques critiques plus précises, en ce qui concerne la Direction du Parti lui-même.

Tout d'abord, reconnaissons-le, il est bien évident que les multiples tâches qui assaillent les responsables du Parti actuellement, ne leur permettent pas de consacrer tout le temps nécessaire à la réorganisation et au redressement de ses effectifs.

C'est évidemment une question individuelle, une question de conscience individuelle que chacun règle selon son jugement. Il n'est pas question d'interdire telle ou telle activité à tel ou tel militant responsable, mais il est une question que l'on peut se poser, à savoir, si vraiment, il a le temps matériel de tout faire en même temps, et de tout faire bien en même temps !

C'est un premier problème qui est important, et cela a quelquefois des traductions concrètes extrêmement ennuyeuses.

Je suis, par exemple, frappé de la faiblesse de la représentation du Parti Socialiste dans les délégations internationales.

Il y a eu le Congrès - qui à mon avis était un congrès historique - qui s'est tenu à Rangoon au mois de janvier et qui groupait, pour la première fois, les partis se réclamant du Socialisme en Asie ; les autres partis frères ont envoyé à ce Congrès des représentions importantes ; ils ont envoyé Clément Atlee pour représenter le Parti Travailliste et c'est vous dire l'intérêt que le Parti Travailliste apportait à une telle manifestation internationale. Nous - sans vouloir faire un reproche au camarade qui y est allé, mais pour dire que notre représentation n'était pas assez étoffée - nous avons envoyé notre camarade Bidet !

Je pense de plus en plus que l'absence d'une représentation solide du Parti Socialiste dans de grandes manifestations internationales, tend de plus en plus à laisser le Parti Socialiste en dehors du grand courant d'idées international qui se constitue aujourd'hui.

Je pourrais encore donner beaucoup d'exemples, mais je veux surtout insister - et ce n'est pas une question personnelle - sur le fait que je crois qu'il y a là une défaillance de la direction dans les manifestations internationales.
Enfin, il faut bien le dire aussi, nous avons peut-être le devoir de nous inquiéter d'une certaine tendance à la "bureaucratisation" dans le Parti. On a assez dénoncé la "bureaucratisation" chez les staliniens pour ne pas, à notre tour, tomber dans le même travers. Il y a actuellement des clientèles au sein du Parti et la dernière décision du Conseil national concernant la désignation des représentants du Parti à l'Assemblée de l'Union française, n'est pas, à mon avis, de nature à limiter ce péril, car il est bien évident que le fait que les six premières vacances à l'Union Française seront pourvues par le Comité directeur, et le Comité, seul, entraîne nécessairement une obédience fonctionnaire vis-à-vis du secrétariat, qui n'est pas nécessairement compatible avec la totale démocratie qui doit régner au sein d'un Parti comme le nôtre.
Enfin, nous avons été un peu surpris, en lisant les rapports et en lisant plus particulièrement le préambule, le préambule signé par Guy Mollet. Oh ! Vous me direz qu'il n'est pas très méchant, il a simplement répété une partie du texte du 44ème Congrès ; il a ensuite repris un certain nombre d'éléments d'analyse très vagues, sur la situation politique en général, mais en réalité, il n'a fait aucune espèce de synthèse sur la vie passée du Parti.
Or, je le répète, nous étions en quelque sorte engagés, un contrat nous liait depuis sept ans : C'était le Congrès de Lyon lui-même où, dans la motion finale nous avions dit : "La structure du Parti date d'un demi-siècle et n'est plus adaptée aux formes modernes de la politique il est urgent de la modifier". Nous sommes en droit, maintenant de demander quel est le bilan après sept ans d'expériences en ce qui concerne les modifications promises au Congrès de Lyon !
Il est bien évident qu' j'aurais facilité à répéter ou à rappeler à la tribune les textes qui ont circulé à l'époque. Je ne voudrais pas faire de peine à Deixonne en lui rappelant les propres lettres qu'il nous a envoyées en 1947 en ce qui concerne les accusations qu'il portait contre le groupe parlementaire, contre le Comité parlementaire et contre le Secrétaire général, mais je dois dire tout de même…

Métailler - Si on publiait les oeuvres de Boutbien…

Léon Boutbien - On peut, cela ne me gênerait nullement !

Métailler - Comme cela ne gêne pas non plus Métailler !

Le président - Les interruptions ne sont d'ailleurs pas obligatoires !

Léon Boutbien - Je ne comprends pas très bien le sens de cette intervention !
Je dis donc, que dans ces conditions, il est nécessaire qu'une explication s'institue ; ce préambule remplace théoriquement, l'ancien rapport moral et voyez-vous, c'est tout de même sur le rapport moral que nous pouvons engager une critique valable sur 1'orientation du Parti pendant l'année écoulée. Dans le

préambule que nous propose Guy Mollet, on ne parle plus maintenant que de discipline. Je suis, je crois, aussi discipliné que les autres, pas plus indiscipliné qu'un autre, mais pas plus discipliné non plus... (rumeurs)... Mais j'avoue que la discipline pour un Socialiste ne peut pas être confondue avec une discipline de caractère militaire !

Il est bien évident que, dans un parti démocratique, on ne peut être discipliné qu'à partir du moment où l'élaboration de la décision a été prise démocratiquement, dans la mesure où on a été soi-même associé à la prise de responsabilité.

Or, voyez-vous, la discipline, dans le Parti, est incontestablement nécessaire pour son efficacité et sa cohésion, mais encore faut-il qu'on ne mette pas le Parti devant des prises de position sans qu'il ait été prévenu et averti de ce qui allait être dit ou fait.

Je veux bien qu'après coup on nous demande de ratifier les décisions prises - c'est peut-être une conception de la discipline aussi cela - mais cela aura peut-être un jour des limites ! Dans un parti comme le nôtre, si nous acceptons une discipline, nous ne l'acceptons qu'à partir du moment où l'élaboration des décisions a été complètement discutée démocratiquement entre nous, sans quoi, nous ne voyons pas de quelle discipline il s'agit ! Il s'agirait d'une autre discipline qui s'apparenterait à un caporalisme politique plus qu'à une décision librement acceptée d'un parti comme le nôtre !

C'est pourquoi, pour de multiples raisons - et j'ai souci de ne pas tout dire parce que j'estime qu'aujourd'hui le problème n'est pas de déplacer les responsabilités - je crois, voyez-vous, qu'il y a un gros effort à faire pour redonner une santé morale vigoureuse au Parti. Je sais bien que vous êtes sensibles aux résultats, on pourrait d'ailleurs les apprécier dans le département ! On a de très bons résultats et nous sommes en train de chercher l'explication de ces résultats de ces succès et nous n'en avons pas trouvé une qui nous satisfasse pleinement, mais enfin, véritablement, il y a tout de même la chute des effectifs du Parti qui subsiste et il faudra mettre un terme à cette chute d'effectifs.

Il y a donc nécessité pour nous de revoir très rapidement, les problèmes d'organisation, de structure du Parti, d'éviter la "bureaucratisation" qui se manifeste de plus en plus, d'éviter aussi des susceptibilités personnelles inutiles et excessives, car nous travaillons tous avec le même objectif et la même bonne volonté et nous avons tous le même souci d'unité du Parti et de sa cohésion.

Je pense qu'il serait bon et utile qu'un climat fraternel, amical s'institue dans tous les rapports qui peuvent exister aussi bien au sein de groupe que du Comité directeur et entre les membres de cet organisme.

Mais j'ajoute que nous n'avons pas pu, dans la fédération de l'Indre, voter le préambule qui nous était proposé, et c'est pourquoi, en demandant que, dans un prochain Congrès ordinaire, soit rétablie la procédure du rapport moral, nous demanderons, pour cette année, au Congrès, de bien vouloir accepter la disjonction sur le préambule signé par notre camarade Guy Mollet.

J'ajoute que la fédération de l'Indre votera tous les rapports statutaires organiques, considérant le travail accompli par les militants à tous les échelons,

Fondation Jean Jaurès

mais qu'elle votera contre le préambule signé par le Secrétaire général simplement pour manifester son regret de ne pas avoir vu une synthèse suffisamment forte et vivante de l'activité de l'année, apportant ainsi aux militants des raisons supplémentaires d'espérer et de travailler.

Le président - La parole est à Marceau Pivert.

Marceau Pivert

Camarades, j'ai deux petites observations à présenter, dans un esprit très fraternel, comme on vient de le demander ici, bien qu'on n'ait pas tout à fait réussi, ici, à l'exprimer soi-même.
Avant même de traiter les deux petites questions, je veux faire observer à Léon Boutbien que la manière dont il a présenté la délégation du Parti à Rangoon n'est pas très fraternelle… (applaudissements)… Pour les militants Socialistes, la question est d'avoir des délégués fidèles. Si quelqu'un, dans ce Parti sur les problèmes anti-impérialistes, anti-colonialistes, a quelques titres, après 30 années de combat, pour représenter la position du Socialisme International, c'est André Bidet… (applaudissements)… Je demande aux camarades de ne pas demander de grands noms pour représenter la politique du Parti, mais - c'est Bracke qui nous là dit un jour - des hommes sûrs plutôt que des surhommes.
(Applaudissements)
Et maintenant, deuxième observation qui, je l'avoue Léon, m'a un peu surpris, car nous sommes complètement d'accord, et nous l'avons dit, sur la manière dont une majorité, contre nous, a décidé désormais de déléguer les pouvoirs du Parti à certains camarades pour être les représentants du Parti à l'Assemblée de l'Union Française.
Nous avons protesté ; nous avons dit : "C'est le Parti lui-même, donc le Congrès, qui devrait faire une liste et qui devrait déléguer, dans cette Assemblée extrêmement importante, ses meilleurs militants".
Le Parti ne nous a pas suivi. Mais, Léon Boutbien, je pense que ce n'est pas toi qui aurait dû venir faire reproche à Guy d'avoir le droit de déléguer les futurs délégués à l'Union Française, car c'est Guy qui t'a fait désigner pour être toi-même à l'Union Française.
(Applaudissements)
C'était bien quand tu étais d'accord avec Guy ; c'est mal quand tu es en désaccord avec lui, quand tu es maintenant en lutte avec lui. Ce n'est pas du tout le problème.

Léon Boutbien - Tu permets, Marceau, un mot.

Marceau Pivert - Tu sais que je dis très franchement à n'importe qui, ce que je pense et que c'est l'intérêt du Parti qui a guidé.....

Léon Boutbien - Tu permets, un mot ?

Fondation Jean Jaurès

Il ne faut tout de même pas transformer la tribune d'un Congrès uniquement en tribune de réunion publique. En réalité, lorsque j'ai été désigné à l'Union Française, ce mode de désignation n'existait pas. J'ai été désigné par le groupe parlementaire lui-même. D'ailleurs, tu le sais très bien toi-même, je crois avoir été désigné lorsqu'il y a eu, pour la quatrième fois, des camarades à renouveler.
Dans ces conditions, j'aime mieux te dire que, si je reconnais, à cette époque, que Guy m'a soutenu pour l'élection, c'est sur un plan politique qu'il l'a fait, pour une lutte politique précise. Mais je n'ai pas parlé de cela. Je disais qu'actuellement, il y avait des tendances à la bureaucratisation. C'est tout à fait autre chose et cela n'a aucun rapport avec une élection personnelle.

Marceau Pivert - En tout cas, nous pouvons conclure que ce genre d'argument est difficile à avaler. J'ai réagi tout de suite pour mettre les choses au point.
Je passe à un autre sujet, et je dirai à Camille Delabre que la plus grande partie de son exposé nous donne satisfaction. Nous sommes d'accord sur les choses à faire et même sur les choses qui ont été faites. Par conséquent, nous ne nous plaindrons jamais de voir des fédérations qui se développent et qui recrutent, si elles emportent, comme c'est normal dans une organisation démocratique - c'est la loi du Parti - la récompense de leurs efforts en pouvant diriger le Parti comme elles l'entendent.
Ce n'est pas là-dessus que nous devons, en effet, nous chamailler. Ce qu'il a dit est très juste. Il y a des techniques nouvelles de propagande à développer. Le Parti a commencé, il y a même des projets. Je passe ici une proposition, à Pierre Commin, sur le cinéma, qui, je le pense, donnera satisfaction à tout le monde.
Il y a maintenant un autre point qui souligne justement ce qu'a dit Fuzier il y a un instant, à savoir que le recrutement du Parti dépend de sa politique, mais dépend aussi de ses militants. Entre les deux, il y a une dialectique du mouvement qu'il faut savoir saisir.
On a un peu abusé, je crois, des statistiques ; je le dis très sincèrement aux camarades qui sont spécialisés dans ce genre de science. L'on a même aggravé la situation. Si c'est dans une intention pure, pour remonter le courant, en faisant des propositions éclatantes de vérité et d'efficacité, tant mieux. Si c'est dans une intention un peu moins exacte et un peu plus suspecte, je crois que les camarades se sont laissés aller au jeu des chiffres. J'ai déjà fait mon observation dans la "Revue Socialiste" qui a commencé très honnêtement à étudier la composition sociale du Parti.
La "Revue Socialiste" a publié, en effet, avec le résultat de 400 sections, au lieu de 5.000, une composition sociale qui est basée sur les commissions exécutives. Ce n'est donc pas la physionomie exacte, parce que, dans une section de paysans, on donne à l'instituteur le moyen de faire les procès-verbaux. Par conséquent, on va avoir une composition sociale à l'échelon commission exécutive, qui ne sera pas l'exacte signification de la composition sociale du Parti.
Alors, ceux de nos adversaires qui veulent utiliser cela pour montrer que le Parti Socialiste est en train de dégringoler, nous les laissons à leur raisonnement.

Fondation Jean Jaurès

Nous, nous allons continuer à montrer que le Parti Socialiste est vivant, a une masse de classe ouvrière et paysanne et qu'il n'a pas du tout désespéré de son destin.
(Applaudissements)
Seulement, sur ce point précis, j'invite les camarades qui, en effet, ont fait la disjonction, la distinction entre électeurs et militants - Léon Boutbien, tu avais raison - à bien faire attention à des possibilités qui ne sont pas toujours mises en évidence.
J'ai là, sous les yeux, par hasard, à la suite d'une étude que nous avons faite à la "Revue Socialiste", les municipalités qui ont une bibliothèque et qui sont abonnées à la "Revue Socialiste". Vous allez voir qu'il y a peut-être plus de municipalités bourgeoises que de municipalités socialistes. Ce n'est pas long, mais c'est intéressant à connaître.
Aix, Amiens, Arles, Avignon, Béziers, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Caen, Cambrai, Châlons-sur-Saône, Dignes, Dijon, Douai, Issy-les-Moulineaux, La Rochelle, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Niort, Périgueux, Pont-à-Mousson, Sceaux, Tarbes, Valenciennes, Vienne, Saint-Etienne.
Sur 125 communes ou villes de plus de 9 000 habitants, avant les élections, 12 sont abonnées à la "Revue Socialiste". Sur 125 municipalités socialistes, 12 sont abonnées à la "Revue Socialiste". Nous sommes donc des Socialistes à 10%, dans ces municipalités, car c'est à la disposition d'une municipalité de mettre, justement, la revue théorique du Parti entre les mains ne fut-ce que d'un seul lecteur qui en discutera et qui pourra alimenter vraiment la formation de cadres et de futurs Socialistes. C'est un geste élémentaire et si on faisait cela, une subvention du Parti pour que vive la "Revue Socialiste" serait inutile. On pourrait même imaginer une revue qui arriverait à faire ses affaires si tous les Socialistes s'en occupaient. Voilà un petit détail ; il a son importance ; il signifie justement l'absence de véritable mobilisation de toutes les formes d'action du Parti pour les moyens d'expression du Parti.
Si je développais cela, je verrais avec quelle prolifération on trouve des littératures extérieures au Parti et des revues extérieures au Parti qui se développent avec des noms de Socialistes, quelles que soient les nuances, alors que si nous concentrions tous nos efforts pour avoir nos moyens d'expression portés vers les adversaires, au lieu de laisser les adversaires utiliser nos dirigeants ou nos élus, je crois que nous aurions plus d'efficacité.
En tout cas, camarades, il s'agit là d'un problème, je le pense, que tout le Congrès voudra prendre en charge. Il ne s'agit pas du tout de critiquer ce qui a été fait.
Par contre, je suis obligé de regretter un certain nombre de choses, et ce sera ma deuxième observation, sur la manière dont a fonctionné le groupe parlementaire par rapport au Comité directeur, dans certains cas particulièrement délicats.
Je l'ai dit avec la même liberté d'esprit devant le Comité directeur ou dans les réunions du groupe parlementaire, et je demande aux camarades du groupe parlementaire d'excuser ce que le vais rappeler : Ce sont des faits.

Fondation Jean Jaurès

Nous n'avons pas l'occasion, comme autrefois, de discuter sur les rapports du groupe parlementaire, cela fait pourtant partie de l'activité générale du Parti.
Je dis : Sur certains points, il y a amélioration possible, et je demande à la Direction du Parti de noter les points sur lesquels il y a des défaillances.
Les réunions du Comité directeur sont quelquefois renvoyées ; il y a même eu trois semaines, dans les périodes assez graves, où il n'y avait pas de réunion. Mais cela encore, si le Bureau fonctionne et s'il y a la confiance du Comité directeur, ça peut s'expliquer.
Par contre, quand il y a des situations sérieuses où le Comité directeur apparaît comme devant prendre en mains, ou tout au moins donner son avis, il s'agit de quelque chose qui a été décidé autrefois, qui a un règlement. Je sais que les relations sont toujours très délicates, mais il y a eu récemment une investiture, et on n'a pas fait jouer le règlement. Je me suis trouvé devant cette situation : j'étais à une réunion du groupe parlementaire et du Comité directeur où j'ai été simplement invité à entendre ce que disaient les députés et à regarder ce qui allait se passer. Je n'en savais rien moi-même. On ne savait pas si c'était une réunion commune. Quelques camarades du Comité directeur ont pris parti, d'autres ont dit : "Nous ne sommes pas invités à donner notre avis". C'était important, il s'agissait de l'investiture. On peut avoir actuellement le soulagement de considérer que la situation est normale, puisque le Parti a tiré un argument de propagande dont tout le monde se félicite, du fait que l'investiture n'a pas été donnée.
Mais si le gouvernement avait été investi, camarades, je crois qu'il y aurait eu des remous, parce qu'il y aurait, déjà, sur nos épaules, des décrets-lois. Le Parti serait engagé dans une voie qui ne serait peut-être pas celle qu'il souhaiterait, dans la Chambre actuelle. Par conséquent, à ce moment-là, je dis que le Comité directeur devait prendre la situation en mains, en application des règlements qui ont été votés et admis par tout le monde.
Il y a l'autre cas ; je ne veux pas l'invoquer longuement car c'est une position politique que nous aurons à revoir dans la politique générale : Il s'agit du vote sur les crédits militaires. La motion de la Loire Inférieure a rappelé tout à l'heure que nous exigions un certain nombre d'explications. Je sais d'ailleurs que ce seront des explications tout à fait satisfaisantes : Les camarades ont fait ce qu'ils ont pu. Nous avons été plus ou moins victimes d'un certain nombre d'opérations de truquage des gouvernements bourgeois eux-mêmes.
Quand ils savent que le Parti doit voter pour les crédits militaires et qu'il s'abstient sur les crédits d'Indochine, ils s'arrangent de manière à présenter un scrutin dans lequel on met le tout ensemble. Voilà un des points sur lesquels notre tactique parlementaire et de Parti a été prise en défaut, ce qui a permis à Monsieur Letourneau de débarquer en Indochine en disant : "Le groupe parlementaire vote les crédits d'Indochine", ce qui est grave. Il est grave que nous soyons ainsi amenés à nous laisser manœuvrer par les adversaires.
Il y a ou bien une politique qui n'est pas très claire, ou bien, dans la tactique, un certain nombre de difficultés qui n'ont pas été prévues.

Je suis tout de même obligé de dire que, sur ces problèmes, j'ai personnellement fait un certain nombre d'interventions.
Dès le 23 décembre 1952, j'ai posé la question devant le groupe : "N'attendez pas le budget ; discutons entre nous. Décidez ce que vous voudrez, mais discutons maintenant. C'est un problème d'orientation de politique générale". Je rappelle qu'à ce moment-là, le groupe parlementaire a refusé d'en discuter, protestations d'Antoine Mazier (?) qui s'en rappellera certainement. Et puis l'on n'en a pas discuté jusqu'au moment où l'on a voté. Après le vote, on en a discuté dans une séance où, par 22 voix contre 19, Comité directeur et groupe parlementaire réunis, on a décidé de voter les crédits militaires et de s'abstenir sur les crédits d'Indochine.
Camarades, ce n'est pas sérieux. Immédiatement, le règlement a joué. Le Comité directeur devait prendre en mains, mais il n'y avait pas les 60% de voix du groupe parlementaire et du Comité directeur.
J'ai posé la question, on a fait jouer le règlement. Le Comité directeur lui-même a décliné l'invitation. Il a dit : "Je ne m'en occupe pas". J'ai le droit de dire que ce n'est pas normal, j'ai le droit de dire que ce n'est pas normal, que ce n'est pas une politique ferme, que ce n'est pas une politique qui restaure l'autorité du Comité directeur par rapport au groupe parlementaire. J'ai le droit de dire que cela peut jeter la confusion et que cela a jeté la confusion dans l'esprit de certains militants. Fort heureusement, nous avons fait l'impossible, tous, pour rétablir la vérité sur les crédits d'Indochine.
Nous sommes contre la guerre d'Indochine ; nous avons fait des propositions. On ne veut pas suivre notre politique, par conséquent nous nous abstenons. Voilà la vérité ; je le dis pour la presse et je le dis parce que c'est la volonté du Parti.
Cependant, il y a eu, dans toute cette série de séances - je ne parle pas de la dernière - des positions désagréables pour le membre du Comité directeur que je suis. Vous m'excuserez de le dire très calmement au Congrès. Cela rend la tâche et les responsabilités à un membre du Comité directeur très délicates, lorsqu'il ne sent pas exactement quelles sont les limites de ses prérogatives, lorsqu'il ne sait pas s'il doit intervenir ou non, lorsque son opinion est ou n'est pas prise en considération.
Je demande que, dorénavant, la situation soit plus claire, que l'on sache exactement ce qui appartient au groupe parlementaire, ce qui appartient au Comité directeur, ce qui appartient à la réunion des deux. Je demande que, surtout, on puisse exercer un contrôle par des votes à l'appel nominal. Des camarades m'ont demandé - ce n'est pas à moi de les rassurer - comment avait voté untel dans certains votes très importants. On ne le sait pas.
Il faut, par conséquent, qu'il y ait automatiquement un contrôle possible du Parti. Ceci m'amène d'ailleurs à souhaiter que la démocratie jusqu'au point que lorsque, dans un Congrès national, il y a des motions de minorité, elles soient également publiées.
Dans la dernière manifestation du Parti, dans le Congrès de l'année dernière, des motions ont été renvoyées. Lorsqu'on n'assiste pas au Congrès, on ne connaît pas

le texte de ces motions qui sont repoussées à 100 voix près quelquefois. Ce n'est pas un élément d'éducation pour le Parti, ce n'est pas un élément de discipline. Il faut un maximum d'information à l'intérieur du Parti.
Je ne crois pas demander des choses extraordinaires. Je l'ai fait avec le maximum de fraternité. Je fais confiance aux camarades oui dirigeront le Parti, pour qu'il en soit tenu compte.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Roger.

Jean Roger

Camarades, mon intervention ne sera pas faite en tant que délégué de la Seine-et-Oise, mais en tant que représentant du Mouvement de l'Enfance Ouvrière et mandaté par son bureau. Vous prendrez le rapport page 52, chapitre 6 du rapport d'activité. Il commence par ces mots :
"Le MSO a connu, jusqu'à la fin de 1952, des vicissitudes nombreuses et graves qui ont été dénoncées dans les rapports précédents".
Je n'en suis que plus à l'aise pour venir dire aujourd'hui, et c'est une mission particulièrement agréable, combien nous avons été, de notre côté, satisfaits des relations actuelles avec le Parti. Nous avons trouvé en particulier auprès de tous les services de la Cité Malesherbes, l'accueil le plus compréhensif et l'aide la plus efficace. Nous avons eu la joie, cette année surtout, de voir rétablis, dans une atmosphère amicale, des liens vraiment amicaux - je m'excuse de la répétition - entre les bureaux de la région parisienne, les bureaux de province, les bureaux nationaux. Et tous ceux qui savent, dans tous les domaines, non seulement le domaine du Parti Socialiste, mais le domaine des syndicats, le domaine des groupes d'enseignement, les problèmes qui se posent toujours entre Paris et province, peuvent comprendre à quel point notre joie a été grande de voir enfin un accord dans l'action totale, entre nos diverses sections.
Nous avons aussi eu la joie de voir que la Section Française de l'Internationale des Faucons Rouges, bien que numériquement peu représentée, parce que nous n'avons pas beaucoup de mandats aux conférences internationales, y a été très écoutée. Par conséquent, ce n'est certainement pas le nombre des délégués, parfois, qui joue, mais les positions que l'on défend. Nous avons été très heureux de voir les propositions françaises remporter toujours l'unanimité au Congrès International de Nüremberg.
Je pense que le parti a souvent appliqué la formule, autrefois, dans des moments dramatiques : "Qui aime bien, châtie bien". J'aimerais aujourd'hui qu'on renverse la formule et que l'on dise que le Parti qui a souvent bien châtié doit faire sentir qu'il aime bien son Mouvement de l'Enfance Ouvrière et que cette amitié doit être effective car, quand on aime bien quelque chose, c'est une amitié agissante que l'on demande.
Nous avons, cette année, à organiser à Bordeaux, confié par l'Internationale, le camp international, la république internationale des Faucons Rouges qui succède à des républiques internationales qui ont eu lieu en Autriche, en Allemagne et

qui ont remporté de très gros succès. Ce sont nos camarades de le Gironde qui ont la charge pratique de l'organisation du camp. Un appel a été fait à toutes les fédérations du Parti pour une solidarité agissante. Je remercie ici celles des fédérations qui nous ont déjà répondu. Je demande aux autres, au retour chez elles, et lorsqu'elles vont réunir leur CA et rendre compte du Congrès, de penser à notre camarade trésorier de la fédération Socialiste de Gironde qui reçoit 1'argent pour le camp, et de lui envoyer quelque chose.
Un dernier point en terminant : Je voudrais que nous pensions souvent à nos jeunes aides du Mouvement de l'Enfance Ouvrière. Vous savez que beaucoup de moniteurs, puisque aide correspond moniteur dans la terminologie des colonies de vacances, partent en colonies de vacances, font du bon travail et sont rémunérés sur une base qui va parfois de 10 à 15 000 frs.
Pensez que nos aides qui pourraient très bien aller faire ce travail, paient pour être les cadres des colonies de vacances MEO. Je pense qu'il y a là, au moment où ils pourraient faire un excellent travail, ailleurs, rémunéré, un sacrifice dont il faut que ceux qui ont parfois grondé nos aides leur tiennent compte aujourd'hui.
Un dernier point. Vous avez devant vous un militant qui a toujours pensé, qui l'a dit aussi, qu'il valait mieux aller dans les autres mouvements de jeunesse pour essayer d'amener les jeunes vers nous. Je ne pense pas qu'il soit question de revenir sur cette opinion, mais je pense que, tout en allant vers les autres mouvements de jeunesse, il faudrait s'intéresser aussi aux nôtres.
Dernière question dont je voudrais vous parler : Je voudrais que lorsqu'on complétera le film admirable qui a été fait sur nos communes de France, on ajoutât des séquences qui concernent les camps internationaux MEO avec mention "parlé français", ceci pour Daniel Meyer dont j'ai accepté un reproche hier, et aussi des séquences sur ce qu'ont fait des municipalités en matière de colonies de vacances.
Il m'a semblé que, dans le film, on n'avait pas assez montré - je félicite tout de même les auteurs du film ; il est très bon, il a fallu faire vite - toute la partie plein-air, santé, vacances de nos enfants. Je crois que les municipalités socialistes, sur ce point, font un effort qui vaut largement celui des autres municipalités.
Je m'excuse d'avoir retenu, un moment, l'attention du Congrès sur le problème des MEO. Moi qui viens souvent à la tribune pour critiquer, c'est avec joie que je suis venu dire combien il m'était agréable de voir quelles sont, actuellement, les relations entre MEO et Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Berthe Fischer.

Berthe Fischer

Je suis mandatée par la Commission nationale féminine qui s'est réunie hier toute la journée pour présenter à ce Congrès quelques observations et quelques revendications.

Nos militantes se plaignent très souvent de ne pas être suffisamment aidées par nos fédérations dans leurs initiatives et dans leurs efforts. Elles se plaignent de n'être pas suffisamment aidées par les militants fédéraux et très souvent, en effet, nos camarades sont disposées à nous considérer comme une organisation autonome à l'intérieur du Parti. Il ne s'agit pas de cela, il ne s'est du reste jamais agi de cela. Nous n'avons pas d'autre ambition que de bien servir le Parti et, comme le disait hier soir à notre réunion publique Pierre Commin, il s'agit pour nous d'exprimer, de développer sur le plan féminin, les idées socialistes, de faire pénétrer dans des masses encore inexpérimentées et qui ne participent pas d'une façon suffisamment active au grand mouvement des idées et des choses, il s'agit de faire pénétrer, dis-je, les conceptions socialistes, il s'agit pour nous d'étudier les problèmes féminins et d'y apporter les solutions socialistes.

Il s'agit d'amener au Parti ces travailleuses, ces ménagères, ces mères de famille, qui pourraient être, de par leur place dans la société, de par leur activité spécifique, des agents permanents et excellents de propagande.

La place normale de la femme, à cause de ses fonctions au foyer, à cause aussi de sa double fonction de ménagère et de salariée qui lui fait sentir, plus que l'homme, le poids de la mauvaise organisation et de l'injustice sociales, la place normale de la femme - Pierre Commin le disait hier soir - doit être dans le Parti Socialiste, mais il faut l'y amener et on l'y amènera en faisant auprès d'elle des efforts constants de propagande.

Il faut alors donner à la Commission du Parti qui se consacre à l'étude des problèmes féminins, les moyens matériels, c'est-à-dire les moyens pécuniaires, pour organiser et réaliser sa propagande. Des moyens matériels pour faire vivre un journal qui extériorise notre action au sein du Parti, qui pourrait - s'il était suffisamment développé - pénétrer dans les lieux de travail où les femmes sont rassemblées, ce qui aiderait considérablement le recrutement féminin.

Des moyens matériels pour aller dans les fédérations pour essayer d'y organiser les femmes que la propagande générale du Parti n'a pas encore touchées. A ce propos, la Commission féminine a exprimé le vœu que, dans chaque réunion, désormais organisées dans les fédérations, il soit fait appel à une femme.

Un Parti qui, comme le Parti Socialiste, doit transformer la société sur tous les plans, sur le plan économique, sur le plan social, sur le plan de la morale, sur le plan des mœurs, ne peut pas sans les femmes qui constituent une partie importante de l'humanité et qui sont avant tout les éducatrices des générations qui montent, ne peut pas sans les femmes accomplir pleinement son rôle et sa tâche révolutionnaire, et je voudrais que les camarades du Parti fussent persuadés de cela… (applaudissements)… Je me demande précisément s'ils le comprennent suffisamment.

Dans les consultations électorales, si notre Parti n'a pas encore la place importante et décisive que nous voudrions lui voir avoir, est-ce que cela n'est pas dû au fait que les efforts pour amener les femmes aux conceptions socialistes ne sont pas suffisants ? On a l'habitude de dire qu'une femme vote comme son mari, mais une enquête qui a été faite par notre camarade de la fédération du Nord nous permet d'affirmer qu'il y a 40% de femmes qui sont seules et qui subissent

dans la plupart des cas, ou l'influence énergique du Parti Communiste, ou l'influence confessionnelle du MRP. Les femmes, dans un certain nombre de partis frères, jouent un rôle considérable dans le développement de l'influence du Socialisme dans ce pays.
La Social Démocratie autrichienne, avec ses 275 000 femmes, la Social Démocratie Allemande avec ses 230 000 femmes, le Parti Socialiste autrichien, avec ses 350 000 femmes organisées dans les Femmes prévoyantes socialistes, ont constaté l'apport précieux et décisif que constituaient les femmes dans la propagande socialiste. Nous savons bien que, dans ces pays, les conditions sont différentes, mais cela ne suffit pas seulement à expliquer l'importance de ces partis sur le plan féminin, c'est certainement que ces partis ont mis à la disposition des Commissions de propagande féminines les moyens matériels en rapport avec l'importance du but poursuivi.
Nous nous félicitons, camarades, des efforts qui sont réalisés par le parti pour la jeunesse. Il faut, en effet, assurer la relève et nous savons bien qu'un parti sans jeunes est un parti qui se meurt, mais les générations qui montent ont les femmes pour éducatrices et les générations qui montent seront Socialistes dans la mesure où les femmes seront Socialistes. Vous pouvez amener l'adolescent à nos conceptions, mais s'il doit trouver chez lui une atmosphère familiale peu favorable à nos idées, si la mère l'oriente dans une autre direction, vous pouvez être certains qu'il ne restera pas avec nous.
Multiplier les efforts de propagande auprès des femmes, c'est agir sur les jeunes et sur la propagande auprès des jeunes, d'une façon efficace et, je pense, décisive.
Il faut que le Parti songe sérieusement à cela, il faut qu'il songe à donner à notre commission les moyens de se réaliser et de faire un travail plus efficace encore pour le Parti.
Ce sont ces quelques observations que je fais au Congrès, au nom de la Commission nationale féminine.
(Applaudissements)

Le président - Le Camarade Robert ayant renoncé à la parole, je donne la parole à Germaine Picard-Moch.

Germaine Picard-Moch

Je ne veux pas, camarades, vous parler maintenant des femmes, mais, en trois phrases, demander que ne soit pas passé sous silence dans ce Congrès, à l'occasion du rapport d'activité du groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale, le remarquable rapport du Docteur, député du Nord, sur l'alcoolisme.
Je ne pense pas être la seule à me réjouir qu'un travail pareil, aussi documenté, aussi intéressant, aussi Socialiste, puisse servir à nos propagandistes, dans la plupart de nos fédérations. Je le constate avec d'autant plus de plaisir qu'un certain nombre parmi nous se souviennent du chagrin, de l'humiliation, que nous avions éprouvés, l'an dernier à propos d'un autre rapport, ou de la participation à un autre rapport d'un autre médecin du groupe parlementaire, chagrin augmenté

du fait que l'auteur de ce rapport était parmi ceux pour lesquels nous avions la plus grande sympathie.
Je demande au Congrès de bien vouloir s'associer à moi, pour exprimer la reconnaissance que le Parti doit à des militants comme le Docteur Guignard (?)
(Applaudissements)

Le président - La parole est à René Naegelen.

René Naegelen

Nous avons à répondre de l'administration et de la bonne marche de trois publications centrales du Parti, la Revue Socialiste mensuelle, le Populaire-Dimanche hebdomadaire, et Le Populaire de Paris, quotidien.
Depuis trois ans, c'est-à-dire depuis que nous avons pris en mains l'administration de la Revue Socialiste, recouvrement des abonnements, la Revue Socialiste, avec son bon millier d'abonnés, 1 050 exactement, et malgré son nombre imposant de pages, équilibre son budget. Je le dis au Congrès et particulièrement à Marceau Pivert, qui était mal informé, la Revue Socialiste maintenant n'a pour vivre plus besoin de recourir aux subventions du Parti.
Quant au Populaire-Dimanche - mais j'y reviendrai tout à l'heure - il termine l'année sans faire de déficit, heureusement, mais sans faire de bénéfice, hélas !
Le Populaire quotidien, lui, vit ou plutôt, il a vécu car, vous le savez bien, il n'est plus qu'une sorte de présence et d'affirmation socialiste quotidienne. Il a vécu le drame de la presse d'opinion en France. Tous les quotidiens politiques qui paraissent sur 6 pages, bien entendu, font par mois des déficits qui se chiffrent par plusieurs millions.
Depuis que j'ai été appelé à l'administration du Populaire, notre journal a connu bien des vicissitudes et couru de graves dangers. Les uns affirment - qui feraient mieux de balayer devant leur porte, ils auraient fort à faire - que nous sommes couverts de dollars. Les autres l'insinuent. Il a fallu d'abord, pour mettre en ordre la situation financière en 1948, qui était grave et embrouillée, lancer une première souscription dans le Parti, puis une deuxième, plus tard, qui a rapporté 18 millions de francs, car nous avions l'ambition de faire de l'organe central du Parti un grand quotidien qui serait à la fois un quotidien politique et un quotidien d'information générale. Nous avions réuni 18 millions de francs. Il a fallu cesser rapidement, au bout de quelques mois, car tous les journaux d'opinion, les uns et les autres, ceux de la presse stalinienne, si l'on peut s'exprimer ainsi, connaissent de mois en mois des baisses de tirage. Il a fallu rapidement revenir sur 4 pages.
Cela ne suffisait pas - nous sommes couverts de dollars ! - il a fallu réduire le format des 4 pages. Cela ne suffisait pas encore. Pour ne pas disparaître, il a fallu, au mois d'août dernier, paraître sur 2 pages, les deux pauvres pages que vous connaissez actuellement.
Cela ne suffisait pas encore - voyez-vous comment nous sommes couverts de dollars !! Et si nous n'avons pas disparu au mois de décembre - combien de fois ai-je demandé au conseil d'administration et au Secrétariat général du Parti de me délivrer de cette hantise permanente d'essayer de faire vivre avec les moyens

dérisoires qui sont à notre disposition un journal quotidien - si nous n'avons pas disparu au mois de décembre, c'est parce que nous avons lancé une nouvelle souscription qui, à notre grande stupéfaction, a rassemblé 4 millions 500 000 francs, ce qui indique que le Parti tient encore à sa tribune quotidienne.
Cela ne suffisait pas encore et notre quotidien aurait disparu si le Parti n'avait pas créé à Arras une imprimerie qui est sa chose propre, une imprimerie qui nous a permis de faire plus d'un million de francs d'économies par mois et qui nous permet de subsister.
Pourquoi ce million de francs d'économies ? Parce que, là, les frais généraux sont réduits au minimum. Parce que, là, le plomb qui sert au Populaire sert à la fois au quotidien socialiste d'Arras, Le Libre Artois, au vigoureux, puissant hebdomadaire de la fédération du Pas-de-Calais, l'Espoir et à l'hebdomadaire bien vivant aussi le Cri du Peuple de la Somme.
Pourquoi un million d'économies ? Parce que cette imprimerie, sur ses travaux commerciaux, réalise des bénéfices qui servent à combler les inévitables déficits de l'impression des journaux politiques.
Dirigée, animée par notre Camarade Gustave Robert, qui est à la fois dynamique, infatigable et audacieux, cette imprimerie qui est la propriété du Parti, permet à 4 publications Socialistes de vivre, mais elles vivent difficilement, corsetées qu'elles sont par une trésorerie trop étroite, corsetées qu'elles sont encore dans un secteur géographique trop étroit.
Permettez-moi de vous dire - et je le dis tout net - qu'il est impensable qu'une imprimerie, propriété du Parti, avec les milliers de sections que nous avons, les centaines de milliers de municipalités que nous avons, avec le nombre considérable des adhérents que nous avons - car je ne suis pas de l'avis de Boutbien, le nombre de nos adhérents est considérable et s'il y avait un drame, ce ne serait pas le drame du Parti Socialiste ; de fait, il y en a un, c'est le drame de la démocratie française, d'où la passion politique qui animait notre pays a disparu, ce qui est navrant et dangereux, c'est cette désaffection de l'opinion publique française pour la chose politique ; que nous nous soyons maintenus, c'est un bon résultat pour le Parti Socialiste, dont nous devons être fiers.
Je dis que c'est impensable que cette imprimerie ne puisse pas se développer, réaliser des bénéfices qui seraient mis entièrement au service de la propagande du Parti Socialiste. Ce que je peux dire de notre imprimerie d'Arras, je pourrais la dire aussi de la Librairie Socialiste, dont l'exploitation devrait être beaucoup plus prospère qu'elle ne l'est, et qui devrait réaliser des bénéfices, elle aussi ; si on voulait bien concentrer sur elle tous les besoins des sections, des collectivités et des membres du Parti, elle ferait des bénéfices qui seraient mis aussi au service de la propagande.
Nous sommes tenaces ; nous ne nous lasserons pas de répéter qu'il existe à Arras une imprimerie qui est la propriété du Parti, qu'elle exécute parfaitement les travaux, et à des prix qui supportent avantageusement la concurrence. Nous ne nous lasserons pas de répéter qu'elle existe et qu'il faut que, ensemble, nous lui permettions de vivre et de se développer.

Mais Je reviens à notre Populaire. Nous continuerons tel qu'il est, à le faire paraître jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au dernier franc, sans jamais contracter un franc de dette. Nous le faisons avec des moyens dérisoires, avec un téléscripteur qui nous relie de Paris à Arras et qui nous oblige à arrêter tout envoi de copie vers 4 heures 1/2 du soir. Nous le faisons avec 5 rédacteurs en tout et pour tout 5 rédacteurs appointés qui font à la fois, bien sûr, Le Populaire quotidien et le Populaire Dimanche.
Notre quotidien compte encore 7 500 abonnés et je dois vous dire que, depuis plus de six mois, le chiffre de sa vente, sans augmenter naturellement, est stationnaire et que nous n'enregistrons pour ainsi dire plus de pertes de lecteurs et d'abonnés.
Nous essaierons donc de maintenir au Parti sa tribune quotidienne et laissez-moi vous dire que l'audience de notre Populaire n'est pas en rapport avec son tirage, par le fait des citations de la radio et des reproductions nombreuses de la grande presse quotidienne en France et à l'étranger.
Voyez-vous, notre Populaire a été placé à l'avant-poste de ce combat inégal entre ce qu'on appelle la grande presse d'information et la presse d'opinion, combat inégal qui - si le gouvernement n'intervient pas - se terminera un jour ou l'autre par la disparition de la presse d'opinion en France.
Mais je dois vous parler aussi de notre Populaire-Dimanche. Il compte encore 70.000 abonnés. Il en a compté plus mais ce chiffre est encore supérieur, bien supérieur, à celui que nous espérions atteindre lorsque nous avons lancé notre hebdomadaire, au mois de novembre 1949. Cependant, je vous dois toute la vérité : quand on compte 70 000 abonnés, au renouvellement de ces abonnements, on observe un déchet inévitable. Il y a d'abord ceux qui s'en vont, ceux qui disparaissent, ceux qui ne sont plus puis, il y a, il faut bien le dire - il faut pour le savoir lire notre courrier - les économiquement faibles, les vieux, qui ne peuvent plus "joindre les deux bouts" et qui, la mort dans l'âme, nous disent qu'ils ne peuvent pas renouveler leur abonnement. Il y a surtout les négligents, ceux qui ne pensent pas à renouveler leur abonnement. Nous leur envoyons une lettre qui nous coûte 15 francs et du travail, pour leur dire que leur abonnement arrive à expiration ; quelques semaines plus tard, nous leur envoyons une traite de 354 francs, avec les frais, pour un renouvellement d'un semestre. Certaines de ces traites nous reviennent impayées. Pourquoi ? Généralement, c'est parce que l'intéressé ne se trouvait pas là lors de la présentation ; plus particulièrement dans la région parisienne, on est absent de son domicile.
Ces retours de traite, nous les communiquons aux secrétaires de sections, et nous voyons bien là qu'il y a négligence ; je ne citerai qu'un exemple - que les autres camarades de la région parisienne m'en excusent, mais c'est le meilleur - à Nimest (?) nous avons envoyé une liste de trente noms de camarades qui n'avaient pas payé leur traite. Il a vu les camarades les uns après les autres, et ces trente abonnés ont été récupérés. Nous installons environ 150 à 200 abonnés par mois, mais cela, je le répète, est insuffisant pour compenser les pertes, et si nous n'y prenons pas garde, "le Populaire-Dimanche", l'hebdomadaire du Parti

connaîtra le sort du "Populaire" quotidien. Ce sera plus long, cela durera des mois, des années, mais nous serons sur la pente déclinante, alors qu'il serait si facile de faire un effort pour recruter des abonnés nouveaux !
Nous avons des collecteurs, mais nous n'en avons pas assez - 300 environ - qui font un travail admirable, qui nous trouvent chaque semaine des abonnés nouveaux et qui nous apportent chaque mois le renouvellement de leurs abonnés.
Nous cherchons à trouver - et je pense que tous lisez tout de même "Le Populaire-Dimanche" - des collecteurs responsables dans les sections. Quand nous en trouvons, que les sections veulent bien désigner un camarade et que ce camarade nous écrit, nous lui envoyons la liste d'abonnés existants, et il s'aperçoit souvent que, parmi les abonnés, il y a des hommes qu'il ne connaît pas, qui ne sont pas dm Parti, et qu'au contraire il y a des membres de la section qui ne sont pas abonnés : Notre chiffre d'abonnement, en quelques semaines est quelquefois doublé, triplé ou même décuplé !
Si les sections voulaient bien s'atteler à cette tâche concrète, alors, nous pourrions dépasser le chiffre de 100 000 abonnés et vous faire un hebdomadaire sur 16 pages.
Mais, je vous demande de ne pas chercher des prétextes plus ou moins bons pour nous expliquer cette perte d'abonnements. Nous en recevons des suggestions ! Nous en recevons des critiques ! Le parti est très fort - il l'a toujours été, c'est une vieille tradition - pour la critique, mais ces suggestions comme ces critiques se contredisent et s'annulent : Les uns trouvent que la partie politique est trop abondante dans le journal, les autres trouvent que c'est la partie récréative : Nous tenons compte des goûts divers d'une vaste clientèle pour que chacun trouve dans le "Populaire-Dimanche" quelque chose qui l'intéresse.
Je crois, voyez-vous, que nous pouvons être fiers de notre "Populaire-Dimanche" ; il est là, allez l'acheter, lisez-le, regardez-le, vous verrez qu'il est à la fois sérieux récréatif et complet.
Dans le numéro que nos camarades de la région parisienne ont reçu ce matin même, vous verrez un article de Commin : "La victoire de l'immobilisme et de l'impuissance", un article sur l'ajournement de la Conférence des Bermudes, notre président du Conseil dépeint sous le titre de "Père Magloire", une page dMchos, "La révision de la Constitution vue par les Socialistes" par Jean Minjoz, l'admirable article de Jean Texier ; je sais bien qu'il y a de nombreux abonnés qui ne sont pas du Parti et qui restent attachés à notre hebdomadaire parce qu'il veulent lire la critique de haute qualité et de haute tenue de Jean Texier… (applaudissements)… Il y a également un article sur le Tour de France - car il faut bien sacrifier à la mode saisonnière - il y a une double page : "L'ordre soviétique règne à Berlin-Est" avec des photographies, nos feuilletons : "Comment évaluer les profits d'une grande société ?" par Robert Mossé, un article d'études, la page de la femme, le cinéma et la radio et puis la page des enfants qui est un des éléments d'attrait du "Populaire-Dimanche".
Alors je vous le dis, soyons fiers de notre hebdomadaire et tâchons de faire quelque chose pour lui. Attelons-nous à une tâche concrète : Que soit portée à

l'ordre du jour de toutes les sections la question du "Populaire-Dimanche" pour la désignation d'un collecteur responsable. Je sais que c'est peut-être là ce qu'on appelle une tâche mineure mes camarades, mais c'est par l'exécution des tâches mineures qu'on édifie les grandes constructions, les constructions solides, les constructions qui durent.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, l'an dernier, il n'y avait pas eu de discussion sur les rapports d'activité et nous l'avions tous un peu regretté. Je me félicite que, cette année il y ait cette discussion, car elle permettra, au moins sur un point, d'attirer l'attention du Congrès et du Parti. Je vais reprendre les interventions les unes après les autres.
Je reviendrai dans un instant sur ce qu'a dit Camille Delabre de la presse et de la discipline du Parti. Je me félicite qu'il ait démontré que même si le travail est facilité dans les grandes fédérations, les résultats sont toujours excellents là où on travaille et là où on se bat, car nos camarades, quelquefois, ne se rendent pas compte que les grandes fédérations ont des difficultés aussi importantes que les petites.
Or, cette année, le Pas-de-Calais qui, au 1er juillet compte bien des adhérents de plus qu'au 1er décembre 1952, n'a pas recruté ces adhérents dans les coins les plus faciles : La grande masse de ces adhérents nouveaux vient de la région agricole, du plateau d'Arras et cet accroissement d'adhérents est dû au dévouement de nos prospecteurs dans cette région dont le travail, je dois le dire, est facilité par l'utilisation du cinéma ; on a pu, reconstituer là-bas un nombre important de sections.
Bagy de Dordogne a soulevé un problème politique, celui des raisons pour lesquelles les responsables nationaux n'ont pas demandé au Secrétaire général du Parti d'aller jusqu'à l'investiture. Je suppose qu'il sera d'accord avec moi - le Congrès aussi - pour dire que c'est là un débat que nous ouvrirons demain matin, au cours des discussions de politique générale.
Je regrette que notre ami Fuzier soit moins éloquent dans son verbe qu'il ne l'est dans ses écrits. Il a fait, à mon avis, une intervention qui devrait retenir l'attention du Parti ; je pense que, sauf à réétudier certains détails, elle devrait donner lieu à une étude très sérieuse car elle est constructive, et elle propose un certain nombre de solutions réelles.
A Staub et à Marceau Pivert - sur l'intervention duquel je reviendrai - qui ont posé une question, celle du vote, celle d'un vote du groupe parlementaire, je voudrais dire, et ils le savent - Marceau l'a déjà souligné - que la volonté du Parti a réellement été respectée, que s'il y a eu un incident à l'Assemblée il vous a déjà été expliqué ; en tout état de cause, il sera encore expliqué dans le débat de politique générale, mais je voudrais profiter de l'occasion pour dire - et surtout à Staub - que cette année, une tentative pour différencier l'action du groupe

parlementaire et celle du Comité directeur n'est pas heureuse, car je ne crois pas qu'il y ait eu, depuis longtemps, dans la vie du Parti, une entente aussi complète entre le groupe parlementaire et le Comité directeur.
Il y a certes des difficultés, mais je voudrais - et je n'en doute pas - que dans le vote sur les rapports d'activité, on n'essaye pas de dissocier, et que s'il y a lieu à, je ne dis pas félicitations, mais à approbations de l'activité du Parti depuis un an, cette approbation soit valable aussi bien pour les camarades du groupe parlementaire que pour l'ensemble de la Direction du Parti, y compris le Comité directeur.
Notre ami Boutbien a bien voulu reconnaître qu'il y avait un effort de fait dans certains domaines. Il a soulevé un certain nombre de problèmes intéressants, par exemple les difficultés des petites fédérations, et cela c'est exact ! Si tout à l'heure je vous donne des résultats de la situation actuelle du Parti à ce 1er juillet, vous constaterez un phénomène dangereux pour le Parti, c'est que les fédérations dites grosses, parce qu'elles ont de nombreux adhérents - et dont je ne dis pas pour autant qu'elles sont les meilleures car je souhaiterais que, dans le Parti, on tienne plus compte encore, du pourcentage de Socialistes par rapport à la population, que du nombre total des adhérents à une fédération… (applaudissements)… - voient toutes, sans exception, grossir leur nombre d'adhérents en ce 1er juillet. Trente fédérations, d'ores et déjà ont dépassé leur chiffre du 31 décembre dernier, ce qui corrige un peu le ton pessimiste de certains qui parlent eu Parti en crise.
Mais par contre, le nombre total des adhérents du Parti, en ce 1er juillet n'est supérieur que de quelques centaines au nombre d'adhérents du 1er juillet 1952. C'est qu'en effet, si les grandes fédérations voient presque toutes leurs effectifs augmenter, les petites fédérations voient leurs effectifs se stabiliser ou diminuer.
Il y a là un problème important pour le Parti, mais que prouve-t-il ? Il prouve une chose qu'il faut bien que vous reteniez, c'est que l'élément essentiel du Parti c'est la section de base. Il y a trop de camarades qui, pendant la période électorale se satisfont de succès électoraux et qui ne se rendent pas compte que ces succès sont éphémères s'ils ne sont pas garantis, cautionnés par l'existence d'une section à la base.
Je ne voudrais pas faire de problème de régionalisme, mais vraiment, c'est une question de régions, dans le Parti et ce n'est pas du tout un problème nord-sud, non, non ! Il y a dans le sud des points où l'organisation est une chose permanente et où les succès, la montée, sont eux-mêmes permanents, et il y a par contre, des coins, où on a sacrifié à l'électoralisme et où - je ne dis pas qu'on s'est radicalisé politiquement, on peut avoir dans le Parti une position révolutionnaire - on s'est radicalisé sur les méthodes ; il y a des coins où le nombre des élus dépasse le nombre des membres qui ont la carte du Parti. Il y a une fédération - je ne la citerai pas car elle est animée par un excellent camarade - qui, le 1er juillet n'a pas repris une carte, c'est-à-dire qu'il y a un député socialiste qui n'a pas sa carte du Parti. Nous arrivons à constater des choses dangereuses et il faut voir comment y remédier.

Nous écrivons à ces camarades, nous sommes en contact constant avec eux, les trois délégués à la propagande que nous avons - nous n'en avons que trois, nos ressources n'en permettant pas davantage, et je voudrais, au passage, saluer leur dévouement permanent ; je sais que ceux d'entre vous qui les ont eus dans leur fédération ont pu apprécier leur mérite et leur dévouement… (applaudissements)... - vont dans les petites sections ; évidemment, il y a une autre méthode - Boutbien l'a évoquée - qui consisterait en tournée de masses.

Ah ! nous avons essayé plusieurs fois, au Secrétariat, c'est très difficile. Cette année, nous espérons réussir avec une autre méthode : au nom du Comité directeur, j'ai proposé au groupe parlementaire celle qui consiste à demander à tous les responsables nationaux du Parti, c'est-à-dire aux élus à l'Assemblée Nationale, aux élus au Conseil de la République, à nos représentants au Conseil de l'Union Française, plus au membres du Comité directeur, de bien vouloir assurer quatre réunions par an hors de leur département.

Je demande simplement aux camarades, surtout à ceux qui sont sévères, de bien vouloir nous aider à récupérer les réponses, et nous lancerons aussitôt la tournée de masse comme il faut.

Je passe à la partie critique, la plus sévère, de l'argumentation de Léon Boutbien. Il y en a une qui me vise particulièrement, je vais y répondre. Les multiples tâches assumées par certains camarades empêchent de faire bien tout ce qu'il y a à faire. Au fond, c'est le genre de reproche que je préfère. Ca change des fois où on vous reproche de ne rien faire, puisque on veut bien vous reprocher de trop faire ! Cela compense ! Mais je voudrais dire une chose, c'est que j'aimerais que l'on dise ce que le Secrétariat général n'a pas fait. J'aimerais qu'on ne se contente pas d'une formule vague pour dire "en voulant faire trop, on ne fait rien de bien".

En ce qui concerne l'organisation de la propagande écrite du Parti, il a bien voulu constater que cette propagande écrite est bonne, puisque l'on nous a fait le reproche, dans la même intervention, de ce qu'elle était trop copieuse, trop importante.

En ce qui concerne la propagande orale, nous faisons ce que nous pouvons, mais votre serviteur accepte qu'on reprenne la publication du nombre de réunions publiques faites en France, en dehors de sa circonscription, pour chaque responsable ; j'aurai le plaisir, pour mon compte, d'en compter 72 en 1952, et je ne suis pas de ceux qui ont fait le mieux.

Il y a un argument qui m'a beaucoup touché, que je veux relever, parce que ce n'est pas à mon égard, c'est celui qui touche à la représentation du Parti dans les délégations internationales.

Camarades, vous avez tous un rapport ; si vous voulez bien l'ouvrir à la page 227, vous y verrez comment le Parti a été représenté dans les délégations internationales, si vous estimez qu'il s'agit là d'une représentation faible et qui n'a pas de répercussion dans l'Internationale, alors, j'accepterai le jugement, et pourtant, il est parfaitement incomplet, ce rapport. Je tiens par exemple à corriger les omissions, car une injustice a été commise à l'égard de notre camarade Devagne (?) qui, parce que spécialiste des problèmes de l'Est, nous a

représentés auprès de nos amis Sarrois et qui ne figure pas là. Notre camarade Arna (?) nous a représenté.
Il ne fait même pas état d'un certain nombre de choses importantes comme le fait que le Secrétaire général du parti est devenu Vice-président de l'Internationale. Mais puisqu'on parle du crédit du Parti dans l'Internationale, et qu'on a évoqué particulièrement le problème de Rangoon, et qu'on a fait la comparaison avec les autres délégations, camarades, il n'y avait pas de représentants français à Rangoon. Il y avait trois représentants de l'Internationale ; le parti français n'avait pas à choisir une délégation plus ou moins importante, il n'était pas comme tel, représenté. C'est l'Internationale qui, à Milan, dans un vote à bulletins secrets, a désigné ses trois représentants, et si notre ami Bidet, le nom choisi n'a pas été Bidet, le nom choisi pour la France a été Guy Mollet, et si c'est notre ami Bidet qui y a été, je voudrais dire que c'est parce que dans l'Internationale, Bidet, à l'heure actuelle, représente tellement bien l'apôtre du Socialisme démocratique, qu'on a demandé cette fois encore pour Stockholm que ce soit Bidet qui présente le rapport sur les problèmes d'Extrême-Orient.
Camarades, il y a des injustices qu'il ne faut pas laisser passer. Représentation à l'Internationale, ah certes, le il y avait des absences, mais la qualité de la représentation n'était pas tellement mauvaise ; si vous voulez vous reporter au seul Congrès de l'année, Milan, 27 octobre, Secrétaire général, plus André Philip, Depreux, Pineau, Rosenfeld, Gazier, Bidet, Rachel Lempereur, j'ai l'impression que c'est une délégation qui fait honneur à la section française et qui le fait tellement que l'Internationale n'a pas hésité, à confier deux des rapports principaux au Congrès de Stockholm à des Français et que la France a, de plus, maintenant, une des vice-présidences de l'Internationale. C'est donc, là, je le répète, un reproche injustifié.
Je passe au suivant : la bureaucratisation du parti et l'exemple ici est excellent, la désignation des représentants du parti à l'Assemblée de l'Union Française.
Il paraît que le fait que ce soit le Comité directeur, c'est-à-dire l'organisme élu par le Congrès, qui va maintenant désigner une fraction - c'est cela la décision prise l'année dernière - des membres de l'Union Française est moins démocratique que quand c'était le groupe parlementaire qui les désignait tous.
C'est drôle, mais j'avais eu l'impression d'entendre les mêmes orateurs soutenir le langage absolument contraire à celui-là, il y a quelques années, et que l'on avait au contraire considéré que c'était un succès au point de vue organisation démocratique que d'associer le Comité directeur à la représentation de Socialistes à l'Union Française.
J'en arrive au préambule. Il parait qu'il n'a pas été étoffé. Ce préambule, s'il est ce qu'il est, c'est parce que le Congrès l'a décidé : Il a dit que nous n'aurions plus de rapport moral, qu'en réalité nous ferions un ensemble des rapports d'activité. Si le Congrès doit en décider autrement, je serais d'accord pour faire un rapport moral et non plus un bref préambule au rapport d'activité. Mais je n'accepte pas que l'on dise que s'il est ainsi, c'est à cause de tel ou tel changement d'attitude, parce que si l'on veut reprendre la politique depuis 1946, on s'apercevra qu'il y a

un certain nombre de changements internationaux, de changements nationaux et l'on verra qu'il y a des changements même dans la pensée des individus.
Je passe au dernier point, car il y a un point sur lequel j'accepte le reproche et sur lequel, vraiment, je crois qu'il y a eu faiblesse de la part du Comité directeur, c'est celui de la discipline, et puisque nous avons la possibilité de discuter de ce problème avant que le Congrès ne décide de l'attitude du Parti pour l'année à venir sur tous les grands problèmes nationaux et internationaux, je voudrais que l'adoption des rapports d'activité comporte une indication qui est la suivante, à savoir que lorsque le Congrès aura décidé, dans quatre jours, de la politique du Parti, il deviendra interdit, à quelque membre du Parti que ce soit, quelle que soit la place qu'il ait occupée ou qu'il occupe, de tenir en public un autre langage que celui qui aura été tenu ici, et cela ce n'est pas du caporalisme… (applaudissements)… C'est de la discipline que l'on consent, quand on accepte d'appartenir à une organisation comme le Parti Socialiste. Or, camarades, ce qui s'est passé cette année ne doit plus se renouveler.
Il y a eu, l'année dernière, par exemple, un certain nombre de décisions de prises sur les grands problèmes et des camarades ont cru pouvoir - ce ne sont pas les plus coupables, je parlerai d'autres après - défendre dans la presse - j'ai ici un dossier épouvantable - non pas la position du Parti mais la position personnelle qu'ils avaient prise dans nos Congrès l'année dernière et qui avait été battue par le Congrès.
Je répète que ces camarades ne sont pas ceux que je considère comme les plus dangereux ou les plus gênants pour la vie du Parti. Car vous savez, c'est gênant quand vous allez quelque part et que l'on vous sort des articles d'un camarade qui ne reflète pas les décisions du Parti, c'est bien plus difficile à contredire que quand il s'agit d'un adversaire. Mais quand en plus, quelques camarades ne se contentent pas de la plume mais font les mêmes interventions à la radio, c'est fort gênant pour la vie du Parti et cela ne doit plus être possible dans l'avenir.
Néanmoins, ce n'est pas encore ce qui est le plus grave, les uns parlent, on entend leurs voix, les autres écrivent et ils signent, mais il y a quelque chose de bien plus sérieux, ce sont les déclarations qu'un journaliste vous accroche à la sortie d'une réunion, ce sont les échos de presse, que l'on sait susciter de temps en temps, même quand on n'est pas qualifié pour le faire, mais qui eux, alors, nuisent terriblement au Parti. Si j'ajoute qu'il en est qui ne parlent pas que du Parti, il en est même qui essaient d'atteindre dans leur honneur individuel certains responsables du Parti, je dis que cela manque au moins de dignité et que c'est dangereux pour la santé du Parti.
Alors, puisqu'il a été question d'un vote sur le préambule, je souhaiterais que ce vote soit vraiment clair et qu'il signifie que le futur Comité directeur aura un mandat précis, celui d'obtenir, que lorsque le Parti aura défini une position, chacun aura droit de la discuter à l'intérieur du Parti, dans les organes intérieurs, pas seulement le droit, mais le devoir de le faire, pour faire triompher son point de vue, mais nul n'aura plus le droit de le défendre hors du Parti, sauf à risquer des sanctions.
(Applaudissements)

Notre camarade Marceau Pivert a, dans son intervention, défendu des thèses avec lesquelles je suis d'accord presque intégralement. Sa critique de la valeur de certaines soi-disant statistiques est parfaite. On a publié, sur la vie du Parti, sur ses effectifs, sur sa composition sociale, des chiffres complètement grotesques. C'est probablement l'art suprême du mensonge que la statistique, quand elle est ainsi utilisée et quand on sait comment on a trouvé la composition sociale du Parti, non pas en fonction de sa composition réelle, mais en multipliant par le nombre d'adhérents du Parti, la composition des Commissions administratives fédérales, on se rend compte de ce que cela peut vouloir signifier.

Quand on sait qu'il est des coins, celui que je connais le mieux est mon Pas-de-Calais où des sections intégralement ouvrières se donnent un employé des mines ou un instituteur comme secrétaire parce qu'il tient mieux la plume et que l'on multiplie cet instituteur par les cinq cents membres de la section, on en déduit qu'il y a cinq cents instituteurs, on voit où l'on peut aller.

Un autre élément de la statistique qui me parait dangereux, c'est la comparaison avec les partis frères, quand on fait la comparaison du Parti français avec les partis anglais ou scandinaves, là où il y a communauté d'action et communauté organique entre les organisations syndicales libres et le Parti. Je dis que la comparaison n'est pas honnête. Le seul parti en Europe qui se soit trouvé dans les mêmes conditions que nous, avec le même péril stalinien, c'est le parti italien, c'est le seul. Alors, est-ce qu'on veut nous donner le parti italien en exemple ? Il faut justement que nous sachions nous garder des erreurs qu'ils ont commises : tel Parti Socialiste démocratique italien, en perdant son caractère de parti révolutionnaire et plus encore le parti crypto en devenant uniquement autour de Nenni le larbin, le domestique et l'antichambre des staliniens. (Applaudissements)

Les comparaisons ne sont pas valables, camarades. Que des gens extérieurs au Parti s'y livrent, d'accord ; ils sont payés pour cela, mais que des camarades du parti le fassent, c'est du défaitisme et c'est quelque chose de très dangereux.

Marceau Pivert a commis une erreur, mais de fait, c'est quand il a dit que le Comité directeur n'avait pas été appelé à voter dans l'investiture de Mendes France. Il y a bien eu vote par appel nominal ce jour-là du groupe parlementaire et du Comité directeur réunis, ainsi qu'il est décidé dans le protocole d'accord signé cette année, mais si ce n'est pas cette fois là, c'en est une autre. C'est le jour où nous avons été appelés à décider si nous allions ou non à la Conférence des Présidents - qui avaient été ou n'avaient pas été présidents - et c'est ce jour-là où le Comité directeur n'a pas été appelé à se prononcer et que la décision a été prise par le groupe seul qui avait estimé que c'était un problème parlementaire. Nous discuterons de cela, si vous le voulez bien, demain dans le problème de politique générale.

Merci à Roger. Ça fait du bien de temps en temps d'entendre dire que le Parti ne travaille pas trop mal !

Fondation Jean-Jaurès

Pas besoin de dire que je suis d'accord avec Richard et Moch. Je souhaite, et je sais qu'il y a une motion dans ce sens, que dans les résolutions adoptées par le Congrès dans le domaine de la politique générale, soit repris ce problème.
Pas besoin de dire que je suis d'accord avec Naegelen et j'en arrive à la conclusion.
Il n'est pas utile de dire que le groupe parlementaire, le Comité directeur ou le Secrétariat ne sont pas à l'abri des erreurs, c'est bien évident, mais ce qui peut être intéressant, dans un débat comme celui-ci, c'est d'essayer de retenir ce qui peut, pour l'avenir, améliorer la vie du Parti, sa propagande et son organisation.
Seulement, puisqu'il est normal que l'on fasse des reproches, je voudrais me livrer à quelques-uns, pour ma part.
Je crois qu'il y a parfois dans le Parti, à la base même, dans certains coins, un manque d'efforts.
Je vous l'ai dit tout à l'heure, il y a des coins de France où l'on confond trop l'action électorale avec l'action même d'organisation, et plus encore avec l'action d'éducation.
Combien de fédérations ou de sections où la documentation du Parti est empilée sur des tables ou dans des placards et n'est pas lue ?
Il y a un immense effort à faire par les camarades du Parti eux-mêmes.
Il y a un deuxième effort à faire, c'est l'effort financier. La maladie de Provo l'empêche, malheureusement, de venir vous dire quelle est la situation du Parti. Dans les Conseils nationaux, dans les Congrès, pour échapper à une augmentation du taux de la cotisation, l'ensemble des délégués présents vote toujours à la quasi unanimité et d'enthousiasme d'excellentes dispositions. C'est ainsi, par exemple, que l'an dernier, nous avons dit : "Eh bien, nous aurons les timbres 1, 2, 3, car il y a un peu partout des camarades à qui leur situation personnelle permet de payer plus cher le timbre" et l'on en avait tiré comme conclusion que ce serait doublement favorable, d'abord parce qu'en n'augmentant pas la cotisation, cela ferait des ressources supérieures pour la section, la fédération et le Centre, et d'autre part, parce que cela permettrait lorsqu'on aurait affaire à un économiquement faible, un vieux ou un malade, membre du Parti, de lui maintenir quand même sa carte pour presque rien grâce à la générosité des autres.
C'est parfait, seulement par un égoïsme bien compris, combien sont-ils les trésoriers locaux qui gardent pour eux le bénéfice des cotisations au-dessus du chiffre réel sans qu'il en vienne rien, quelquefois un petit peu, à la fédération, mais rien au Centre ?
Le nombre des timbres 2 et 3 est parfaitement ridicule, à telle enseigne qu'il faut se demander si l'on doit garder le système des 1, 2, 3 sur le papier collant ou s'il ne faut pas que nous arrivions à mettre les 1, 2, 3 sur le dessus de telle façon que celui qui achète le timbre soit bien sur qu'on ne lui colle pas un 1 sur sa carte quand il a pris un timbre 3.
Vous avez voté avec le même enthousiasme, chers camarades, dans un Parti qui s'est toujours affirmé internationaliste, et qui l'a prouvé, la nécessité pour tout le

monde d'avoir le timbre international sur sa carte. Eh bien, prenez les résultats dans vos fédérations respectives, et vous verrez que ce n'est pas "emballant" !
Alors, au Centre, quand les ressources ne s'améliorent pas, il est difficile de faire tout ce que nous voudrions !
C'est ainsi, par exemple, que créer des écoles de cadres, et il faut en avoir plusieurs, il faut des écoles régionales, il faut avoir des ressources ; or, actuellement les ressources du Parti ne nous permettent pas de faire ces créations pourtant utiles.
Il y a là, Je le répète, un effort de conscience à faire. Vous êtes tenus par les décisions que vous avez vous-même votées au nom des fédérations que vous représentez et c'est un devoir de votre part que de les faire appliquer dans vos propres fédérations.
J'ai dit tout à l'heure ce qu'il fallait penser d'un certain manque de discipline. Je voudrais dire que ce qui me paraît le plus grave dans ce manque de discipline, c'est qu'il traduit un manque de patriotisme, c'est qu'en réalité, il y a trop de camarades qui, n'osant pas prendre la responsabilité de leur propre carence, trouvent plus facile, au lieu de faire une nécessaire autocritique du faire du masochisme collectif en répartissant cela, soit sur l'ensemble, soit mieux encore sur les responsables nationaux quels qu'ils soient.
J'estime que nous avons mieux à faire à l'heure qu'il est, qu'il serait meilleur en tous cas qu'il serait plus sain de voir la situation actuelle du Parti.
Je vais donner quelques chiffres. Je vous ai dit qu'il y avait 30 fédérations qui avaient dépassé leur chiffre au 31 décembre 1952. Il en est 50 qui ont dépassé ou atteint leur chiffre du 1er juillet 1952. Il en est par contre 56 qui sont à l'heure actuelle au-dessous de leur chiffre de 1953/4, la plupart de tout petits chiffres. En règle générale un nombre extraordinaire de fédérations ont cent feuillets de moins que l'an dernier, et ce sont presque toutes des fédérations qui se sont trouvées dans l'obligation de consacrer leur effort financier à l'organisation de la propagande électorale ou municipale et qui, par là même, ont retardé la prise d'un certain nombre de feuillets. Nous sommes aux mêmes chiffres qu'en 1952 ; nous avons la moitié de nos fédérations qui ont largement - l'une pour 1 500 feuillets - dépassé leurs chiffres de l'an dernier. Nous pouvons, si nous voulons, au lieu de chercher de vaines querelles les uns aux autres, rattraper cet effectif.
Enfin, en ce qui concerne les élections, alors je dis vraiment qu'on a minimisé les résultats. On les a minimisés dans la presse adverse, c'est normal, c'est leur jeu, mais que dans le Parti on minimise les résultats des élections municipales dernières, c'est vraiment scandaleux !
Ils étaient tous d'accord nos adversaires pour annoncer la décadence évidente et certaine du Parti Socialiste ; au lieu de cela, nous avons été les plus grands vainqueurs des élections municipales.
(Applaudissements)
Quand on essaie de présenter comme un succès les résultats des indépendants, ce n'est pas vrai, c'est un simple transfert à l'intérieur de la Droite, ce sont d'anciens électeurs, j'allais dire gaullistes, néo-gaullistes, qui sont retournés à

leur origine, en votant cette fois à la Droite, qu'elle se qualifie ou non, indépendante.
Les seuls vraiment qui aient vraiment gagné du terrain, ce sont les Socialistes. Ne vous y trompez pas. Nos adversaires les plus malveillants, c'est-à-dire les staliniens l'ont reconnu. Il faut lire - je ne voudrais pas faire de publicité pour un journal qui, heureusement baisse sérieusement - de temps "L'Humanité" et lire le rapport que Jacques Duclos a consacré à ces problèmes. Je vous affirme que c'est là un des plus beaux encouragements qu'il pouvait nous donner.
Camarades, en ce qui concerne les résultats, je dis qu'ils sont bons. Le Parti a connu des heures difficiles, il a remporté une victoire à laquelle un certain nombre du Parti eux-mêmes ne croyaient pas ; il a par son attitude sauvé les institutions. Pour le faire, il courait un grand risque. On veut faire état de ce qu'il est revenu à 110 000 adhérents : Prenez les chiffres, vous vous apercevrez que, dans les années d'avant-guerre, c'était son chiffre permanent 110 000, sauf, 1936, puis, après la guerre 1949. C'est un fait qu'en France, ce n'est pas comme en Autriche ou même comme en Belgique, c'est un fait qu'on adhère moins aux organisations en général.
Mais il y a un fait sur lequel, tout de même, l'attention du Parti doit être attirée, c'est que cette hémorragie est arrêtée. Aujourd'hui, le nombre d'adhérents est déjà égal à ce qu'il était l'an dernier. Si vous le voulez, au 31 décembre, il sera sensiblement supérieur, pas terriblement supérieur. Nous oscillerons pendant longtemps autour des 110 à 120 000, mais ce qui fera la vie du Parti, c'est beaucoup plus votre foi, votre enthousiasme, votre raison, si vous voulez faire de l'éducation autour de vous. Ce qui fera la victoire du Parti, c'est le courage avec lequel vous allez essayer d'être les animateurs, dans le pays, de ce front dont nous avons besoin pour regrouper, parmi la classe ouvrière, qui en ont "marre" d'être exploités par la bourgeoisie et dupés par ceux qui ont su, à un moment donné, trahir la révolution pour en être les bénéficiaires.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, reste pour conclure à mettre aux voix les rapports d'activité. Sous quelle forme ? Je crois que Boutbien a demandé la disjonction.

Léon Boutbien - J'ai déposé un texte ; tu n'as qu'à le lire, il est très clair.

Le président - Deux votes séparés, un sur le préambule, l'autre sur l'ensemble.

Guy Mollet - C'est de droit.

Le président - Je mets d'abord aux voix le préambule.

Léon Boutbien - Le texte est plus clair. Il faudrait en donner lecture.

Le président - "En demandant la disjonction, le Congrès manifeste sa volonté de voir rétabli, dans les rapports statutaires, de l'année prochaine, le rapport moral,

Coll. Fondation Jean Jaurès

d'organiser une semaine d'études pour la formation des cadres du Parti, d'étudier tous les moyens d'organisation et de propagande pour augmenter les effectifs du Parti, et aider les fédérations dans leurs tâches".

Dans la salle - Renvoi à la Commission des résolutions.

Le président - Est-ce qu'on vote sur les rapports à l'exception du préambule ?

Guy Mollet - On vote sur le préambule.

Dans la salle - Les fédérations ne sont pas mandatées à cet effet.

Le président - Boutbien a demandé la disjonction. Il semble qu'il n'y ait pas d'opposition en ce qui concerne l'ensemble des rapports, moins le préambule. C'est pour cela qu'il faut un vote spécial sur le préambule.
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet - Le texte présenté par Boutbien comporte deux choses : Un certain nombre de propositions comme celles qui consistent à réorganiser les tournées de masse, à revenir pour l'avenir au rapport moral. Toute cette partie-là doit obligatoirement être renvoyée à la Commission des résolutions, puisque la plupart des fédérations ne se sont pas encore prononcées sur des propositions comme celles-là.
Mais l'autre partie de la proposition de Boutbien tend à voter contre le préambule, en ce qui concerne le passé. Là-dessus, les fédérations ayant été saisies des rapports sont habilitées à voter.
Je demande donc que l'on vote immédiatement pour ou contre le préambule.

Un délégué - Si l'on vote sur le préambule, c'est en somme un rétablissement par la bande du rapport moral.

Le président - De toute manière, dans nos statuts et dans la tradition, la disjonction est toujours possible. Elle est demandée par Boutbien, il est très normal qu'il y ait un vote pour ou contre là-dessus.

Guy Mollet - Ce n'est pas une innovation, c'est une décision du Congrès. Le jour où nous avons créé le préambule à la place du rapport moral, le Congrès a décidé que si la demande de division était faite, elle était de droit, et que s'il était demandé de voter sur le préambule, c'était normal, de la même façon que s'il était demandé de voter sur le rapport du groupe parlementaire seul.
C'est une décision du Congrès. Du moment que cela a été décidé, il faut l'appliquer. Du moment qu'on demande de voter sur le préambule seul, on doit le faire.

Le président - Je mets aux voix le préambule.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Dans la salle - Il faut mettre aux voix la division.

Le président - La division, du moment qu'elle est demandée, est de droit. Donc, il n'y a pas de vote sur la division. Il y a un vote sur le préambule, pour ou contre.

Guy Mollet - Sur la division, une seule question peut se poser : Est-ce que le dixième des camarades ayant des mandats demande que le vote sur le préambule ait lieu par appel nominal ?

Dans la salle - Non.

Guy Mollet - Dans ces conditions, il y a lieu de voter à mains levées.

Le président - Que ceux qui sont partisans de l'adoption du préambule lèvent la main avec leurs mandats rouges.
Contre ? Deux délégués. Abstentions ? Il n'y en a pas.
Le vote est acquis à l'unanimité moins deux mandats.

Guy Mollet - Il faut maintenant voter sur les autres rapports d'activité.

Le président - Je mets l'ensemble des rapports aux voix, Pour ?
Contre ?
Abstentions ?
Adopté à l'unanimité.
(Applaudissements)
La séance est levée.
Elle sera reprise à 15 heures 30 précises.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
45ème congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 153

Séance du jeudi 2 juillet, (après-midi)

La séance est ouverte à 15 heures 30 sous la présidence de M. Jules Moch.

Le président (Jules Moch)
La séance est ouverte. Nous allons examiner le rapport de la Commission des conflits. Est-ce que des camarades demandent la parole sur ce rapport ?

Berthe Fouchère (Oise)
Camarades, la fédération de l'Oise m'a chargée de demander quelques explications à la Commission des conflits, au sujet du différend qui a opposé nos

Coll. Fondation Jean-Jaurès

camarades Boutbien de la fédération de l'Aisne, et de Pierre Bloch, à notre camarade Moses.
Nous avons tout d'abord remarqué que ces trois camarades appartiennent à la SNEP, et nous nous sommes demandé s'il ne s'agissait pas d'une affaire de boutique. Nous avons regretté, si cela est, que cette affaire fut transposée sur le plan du Parti.
La lecture des considérants nous a ensuite absolument stupéfiés. Nous lisons d'abord que le camarade Moses n'a jamais milité au moins depuis 1945, au sein de sa section, où il est à peu près inconnu, pas plus d'ailleurs que dans les commissions d'études ou commissions techniques.
Il est évident qu'un camarade manque singulièrement à ses devoirs lorsqu'il n'assiste pas régulièrement aux réunions de sa section, et lorsque, ainsi, il ne participe pas à la vie de son Parti. Mais il n'y a pas que Moses qui soit dans ce cas, il y a malheureusement des quantités d'autres camarades, et si nous voulions exclure du Parti tous ceux qui n'assistent pas régulièrement aux réunions de leur section, il serait nécessaire que la Commission des conflits siégeât chaque jour, du 1er janvier au 31 décembre.
D'autre part, nous pensons qu'en l'occurrence c'est l'affaire du secrétaire de section, et qu'il appartenait au secrétaire de la 9ème section de déposer une demande de contrôle contre le camarade Moses. Or, nous savons que la 9ène section, au sein de laquelle notre camarade Moses n'est pas inconnu, a conservé à ce camarade sa sympathie et son estime.
Et puis, reprenant les considérants, nous lisons que Moses, comme un certain nombre d'autres militants, d'autres citoyens, n'ont donné leur adhésion au Parti, ou leur réadhésion, après la libération, en vue de se placer dans les conditions les plus favorables pour profiter des perspectives d'avenir qu'à tort ou à raison ils attribuaient à une telle adhésion.
Eh bien, vous savez, en ce qui concerne Moses, qu'il est auditeur à la Cour des Comptes, et qu'il n'attendait certainement pas de sa réadhésion au Parti de consolider son avenir dans la vie privée, car Moses n'est pas un militant de la dernière heure, il appartient au Parti depuis plus de 20 ans.
Et puis, en tout cas, il s'agit là de sonder les cœurs, il s'agit de faire un procès d'intention, et cela ne correspond pas à la morale socialiste, ni à la conception que nous avons de la justice socialiste.
Nous continuons à lire les considérants : "Ces griefs, retenus à l'encontre de notre camarade, sont pertinents et graves." Eh bien, ils ne sont ni pertinents, ni graves, et ils ont heurté profondément la conscience socialiste des militants de la fédération de l'Oise, et la conception qu'ils ont du fonctionnement de la justice socialiste. Il est possible qu'il y ait d'autres griefs plus graves à 1'encontre de notre camarade Moses, mais nous désirons les connaître, et j'exprime maintenant le vœu de la fédération de l'Oise, à savoir qu'il y ait une Commission spéciale qui soit constituée et qui entende les arguments de la Commission des conflits, qui ont motivé l'exclusion du camarade Moses.
(Applaudissements)

Le président - Est-ce qu'il y a des camarades dans la salle pour répondre au nom de la Commission des conflits ?

Marceau Pivert - Je m'associe au vœu de la fédération de l'Oise, et je souhaite que la Commission du Congrès entende en effet un certain nombre d'observations et pose tout au moins des questions. Comme membre du Comité directeur, j'ai eu à connaître de ce cas, et je crois qu'il est heureux que dans le Parti, une fédération ait eu le souci de la justice socialiste au point d'informer les responsables, ce genre d'informations devant d'ailleurs être porté devant une Commission. On ne peut pas ici, en assemblée du Congrès, traiter d'un problème comme celui-ci.

Le président - Est-ce qu'il y a dans la salle un membre de la Commission des conflits ? Lecomte ?

Lecomte - Il y a des choses plus graves.

Le président - Boutbien a la parole au nom de la Commission.

Léon Boutbien - Camarades, très exactement notre secrétaire de la Commission des conflits soupçonnait que la question qui vous est présentée viendrait devant le Congrès. Il m'a téléphoné hier soir, m'informant qu'il devait aller plaider devant le tribunal à Dijon et demandant que la question ne vienne pas devant le Congrès avant qu'il soit lui-même présent.
Je suis de l'avis de Marceau Pivert, j'estime que la question doit au préalable revenir devant une commission désignée à cet effet, pour étudier spécialement ce cas. Ce n'est pas dans l'ensemble du Congrès qu'on peut débattre cette question qui a fait l'objet - je me bornerai à le rappeler - d'une décision unanime de la Commission nationale des conflits.

Berthe Fouchère - L'Oise demande la constitution d'une commission spéciale pour entendre les arguments.

Léon Boutbien - C'est une autre question. Si vous estimez que la désignation des membres n'est pas faite de manière démocratique, à vous d'aviser dans ce sens. Mais pour l'instant, la décision est intervenue de façon régulière ; les délais ont été observés et la Commission, je vous le rappelle, s'est prononcée à l'unanimité, (Brouhaha)

Le président - Camarades, je voudrais vous faire remarquer qu'il n'est pas statutaire de nommer une commission qui serait une commission de révision d'une décision de la Commission des conflits.
Mais comme le Congrès est saisi de la décision, ce que vous pouvez faire c'est nommer une commission qui rapportera devant le Congrès la décision souveraine, appartenant au Congrès à la fin de la session.

Fondation Jean-Jaurès

Etes-vous d'accord sur cette procédure ?

Dans la salle - Oui, oui.

Le président - Combien de membres proposez-vous pour cette commission ?

Guy Mollet - Du point de vue statutaire, il ne faut pas qu'il y ait de confusion. On a mêlé pas mal d'organismes.
Une première chose : tout à l'heure, Marceau disait : Cela a été évoqué devant le Comité directeur. Non, jamais.

Marceau Pivert - J'ai dit que j'ai eu, en tant que membre du Comité directeur, un certain nombre d'informations qu'en conscience je ne peux pas garder pour moi, car j'ai le sentiment qu'une injustice a été commise et qu'une affaire grave a été dissimulée.

Guy Mollet - Nous sommes bien d'accord sur le problème lui-même.
Camarades, il est vrai que dans le Parti le problème de la justice socialiste est un problème indépendant de la direction du Parti.

Marceau Pivert - Parfait, quand les magistrats eux-mêmes sont indépendants.

Le président - Respectez la discipline, Marceau.

Guy Mollet - Le Comité directeur en tant que tel n'a jamais eu à connaître des plaintes portées par les uns contre les autres, et le Comité directeur et le Bureau du Parti se sont imposés depuis toujours une règle d'action qui est d'ignorer intégralement le travail fait à la Commission nationale des conflits.
N'oubliez pas que la Commission nationale des conflits est un organisme élu directement par le Congrès et responsable devant le Congrès. La séparation des pouvoirs, chez nous, est totale dans ce domaine.
Alors aujourd'hui, vous vous trouvez devant la situation suivante : Les attendus paraissent insuffisants pour justifier la décision prise envers un certain nombre de camarades.
Je crois que vous pouvez prendre une seule décision qui est de faire revenir le rapport de la Commission des conflits en discussion à un autre moment de nos débats, lorsque le responsable de la Commission des conflits pourra venir expliquer devant vous ce qui s'est passé. Si vous estimez à ce moment-là que pour un problème de discipline certains détails ne peuvent pas être communiqués au Congrès dans son ensemble, vous pourrez désigner une délégation du Congrès qui entendra le rapport détaillé et qui, ensuite, viendra faire son rapport devant le Congrès.
Cela, vous ne pouvez pas le décider maintenant, sans avoir entendu la réponse du secrétaire de la Commission nationale des conflits.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Ma conclusion est donc que vous acceptiez l'excuse valable d'un camarade absent aujourd'hui et que vous votiez le renvoi à demain de l'étude du rapport de la Commission des conflits.

Le président - Pas d'opposition sur la proposition de Guy Mollet ? Elle est adoptée.
Les camarades qui désirent prendre la parole dans le débat sur le mode d'élection du Comité directeur sont priés de se faire inscrire maintenant au Bureau,
Nous passons à la question suivante : rapport de la Commission de contrôle. Ce rapport figure page 115 de la brochure. Quelqu'un demande-t-il la parole sur ce rapport ?
Je le mets aux voix pour la forme... Pas d'opposition? Adopté.
L'ordre du jour appelle maintenant le rapport de la Commission de vérification des mandants. La parole est à Yver.

Yver

Camarades. La Commission de vérification des mandats s'est réunie en fin de matinée. Elle a pris connaissance de ce que les fédérations ont pris en feuillets et timbres au cours de l'exercice 1952. Elle s'est assurée que le calcul du nombre de mandats des délégués, pour les Assises nationales en 1953 a été fait conformément aux articles de nos statuts et conformément à la décision du 44ème Congrès national, c'est-à-dire sur la base de 25 cotisants à 12 timbres.
La Commission a entendu les explications fournies par le Secrétaire administratif ; elle s'est assurée que les fédérations ont été avisées en temps utile du nombre de leurs mandats respectifs.
La Commission a rempli son mandat et vous demande de valider les mandats présentés par les délégués au 45ème Congrès 1953 : nombre de délégués 343, mandats : 3.403.

Le président - Pas d'opposition ? Adopté. Nous allons passer au débat sur le mode d'élection et la composition du Comité directeur.
La parole est au camarade Simbron (?)

Simbron (Loire-Inférieure)

Camarades. La fédération de la Loire-Inférieure pense qu'il n'existe pas de mode parfait de désignation des délégués au Comité directeur ; s'il existait un mode parfait, il y a sans doute un certain temps que nous le saurions et nous l'aurions vraisemblablement adopté.
Nous sommes en présence d'un certain nombre de propositions : Ou bien le maintien du statu quo pour une représentation proportionnelle des tendances, ou bien une représentation géographique, mais il semble bien que ce système de représentation géographique soit difficilement réalisable dans la pratique.

Fondation Jean-Jaurès

Représentation proportionnelle des tendances : nous sommes, dans la fédération de la Loire-Inférieure, unanimes à condamner un système qui ne ferait que cristalliser ces tendances et qui arriverait en fait à nuire à l'unité du Parti.
Nous pensons par conséquent que quel que soit le système adopté - nous en avons l'expérience pour la désignation des organismes fédéraux - nous aboutirions en fait à retrouver à peu près les mêmes camarades au Comité directeur.
C'est pourquoi, à notre avis, il n'est peut-être pas utile de faire perdre au Congrès un temps précieux pour une question qui nous apparaît après tout secondaire. Nous estimons qu'il vaut beaucoup mieux discuter des méthodes à venir pour lutter efficacement en faveur du Socialisme, plutôt que de se diviser sur la façon d'élire plus ou moins bien le Comité directeur.
En conséquence, nous concluons au maintien du statu quo et demandons au Congrès de ne pas perdre un temps précieux en discussions qui ne sont pas d'an intérêt capital après tout.
(Applaudissements)

Le président - Je demande aux camarades qui suivront de prendre exemple sur la brièveté du camarade Simbron (?) et je donne la parole à Baranton de la Seine. Baranton n'est pas là, la parole est à Depreux.

Edouard Depreux

Camarades, je ne suis pas tout à fait d'accord avec une des formules qui vient d'être employée à la tribune, quand notre camarade a dit qu'il s'agit d'une question, après tout, de deuxième importance. Je crois, moi, qu'il s'agit d'une question très importante pour la vie du Parti, et par conséquent pour le fonctionnement même de la démocratie en France, qui dépend d'un Parti Socialiste fort.
Je suis - et je ne serai pas d'accord avec tout le monde là-dessus - partisan de donner au Comité directeur des pouvoirs importants entre les congrès. Et ce matin notre ami Guy Mollet semblait demander pour le Comité directeur, par rapport aux pouvoirs qu'il a aujourd'hui, des pouvoirs encore accrus, notamment en matière de discipline.
Eh bien, pour que ce soit possible il faut que le Comité directeur jouisse au sein du Parti d'un prestige et d'un prestige presque indiscuté. Il faut qu'il ait une très grosse autorité morale, et cela dépend beaucoup de son recrutement et de son mode d'élection.
Qu'il n'y ait pas de mode d'élection parfait, c'est évident. J'ai été membre de la CAP avant la guerre ; j'ai été membre du Comité directeur, sauf pendant une interruption de deux ans, depuis la libération. C'est un sujet auquel j'ai pensé très souvent et je voudrais vous faire part très franchement de mes impressions.
Premier point : on a limité le nombre des parlementaires qui figurent au Comité directeur. A-t-on eu raison, a-t-on eu tort ? Je crois en tout cas qu'aujourd'hui il faudrait, suivant une expression dont on use et abuse, un peu repenser la question, parce qu'elle a elle-même beaucoup évolué ; en dehors de l'Assemblée

Fondation Jean-Jaurès

nationale et du Conseil de la République, il y a une assemblée qu'on appelle l'Assemblée de l'Union française, qui n'est pas souveraine, et les membres de l'Assemblée de l'Union française ne sont pas comptés, en ce qui concerne le Comité directeur, comme des parlementaires. Là aussi, a-t-on raison, a-t-on tort, je n'en sais trop rien.

Car après tout, que reproche-t-on aux parlementaires et pour quelle raison en a-t-on limité le nombre ?

S'ils étaient officiellement les représentants du groupe parlementaire, je comprendrais parfaitement les précautions que prend le Parti. Le Comité directeur peut avoir son avis, doit avoir son avis à donner, et un avis décisif, sur la stratégie générale du Parti, les groupes parlementaires étant maîtres, au contraire, de la tactique au sein de cette stratégie.

Mais, dites-moi, lorsque vous élisez un parlementaire vous ne l'élisez pas ici parce que parlementaire, ni quoi que parlementaire, vous l'élisez comme militant et son autorité, il la tire des Congrès eux-mêmes. Il est élu par le suffrage universel Socialiste.

On a parlé de la possibilité d'un recrutement régional Cela m'apparaît, et je le regrette beaucoup, comme utopique C'est une impossibilité géographique et ferroviaire ou autre, et si vous ne voulez pas que tous les membres du Comité directeur soient recrutés exactement au sein du même milieu géographique, je crois que vous êtes obligés de faire appel à un certain nombre de parlementaires.

Tous savez, lorsqu'en cours d'année nous avons eu des non parlementaires élus au Comité directeur - ça c'est présenté deux fois - (lorsque Commin a été élu au Conseil de la République d'une part, lorsque Provost a été élu à l'Assemblée Nationale d'autre part), cela a posé incontestablement, pour le Comité directeur, des problèmes difficiles.

Nous voulions, à l'unanimité, garder ces camarades, Commin parce qu'il était Secrétaire général adjoint du Parti, Provost parce qu'il était trésorier. Il a fallu que d'autres camarades se sacrifient. On pouvait croire qu'il y aurait beaucoup de volontaires, mais la difficulté a été précisément d'accepter telle ou telle démission, même à titre temporaire, et nous avons éliminé du Comité directeurs, la mort dans l'âme, des camarades valables, qui incontestablement rendaient à ce moment-là de très grands services.

Alors, je vous en supplie, il ne faudrait pas considérer les parlementaires comme des militants diminués et qui, parce qu'ils sont élus, ne pensent pas d'abord et avant tout au Parti, à partir du moment où c'est le Congrès qui leur donne ce pouvoir.

Et puis, la deuxième question qui sûrement sera soulevée, question très importante, c'est la fameuse question des tendances, de ces tendances qu'on proscrit, de ces tendances qui officiellement ne doivent pas exister, ce qui n'empêche qu'à l'occasion des Congrès il y a tout de même un certain nombre de préoccupations qui interviennent au moment où on élit les membres du Comité directeur.

Moi, je voudrais que dans l'intérêt du Parti il n'y ait pas, au Comité directeur de camarades disposés à voter systématiquement "oui" lorsque le secrétaire général

est en faveur d'une thèse, ni des camarades décidés à voter systématiquement non lorsque le secrétaire général du Parti émet telle ou telle thèse. Je n'aime pas plus les béni-oui-oui que les béni-non-non. Je crois que l'intérêt du Parti serait précisément que tous les hommes qui peuvent rendre service puissent siéger au Comité directeur qui serait ainsi représentatif au maximum.
Vous savez, le Parti n'a pas fait une bonne action le jour où, par exemple, au hasard d'un scrutin, et précisément parce qu'il n'y avait pas de tendances - il n'y en avait pas officiellement mais il en existait en fait - on a éliminé André Philip. L'année d'après, vous avez été saisis d'un tel remord collectif qu'André Philip est arrivé triomphalement premier. Eh bien, pourtant, il valait autant dans les deux cas : l'année où il a été battu comme l'année où il a été élu. Et j'ajouterai que je ne suis pas persuadé non plus que le Parti, collectivement, ait bien agi le jour où Jules Moch n'a pas été élu. On peut ne pas être d'accord avec quelques aspects du problème politique, avec Jules Moch, et ça m'est arrivé, et ça m'arrivera probablement encore, mais je crois que la présence de Jules Moch au Comité directeur serait pour le Parti tout entier, et pour le prestige du Comité directeur, une excellente chose.
(Applaudissements)
Alors, je vais employer très prudemment une formule interrogative, ne croyez-vous pas qu'il serait vraiment plus sage, non pas pour cristalliser les tendances - car je prends l'engagement solennel et je l'ai pris souvent, de toujours être indiscipliné vis-à-vis de la tendance à laquelle on peut croire que j'appartiens. Je me considère comme solidaire pendant un Congrès avec les camarades qui pensent comme moi, et c'est fini le soir même du Congrès. Autant la discipline de Parti et le patriotisme de Parti s'imposent, autant la discipline est une chose exécrable et qu'il faut éliminer.
Mais je me demande si, pendant un Congrès, on ne pourrait pas dire que sur la motion de politique générale, après tout, on se sépare, quitte à être d'accord ensuite, une fois la décision prise, et qu'on évite au Comité directeur la présence de camarades représentant l'une et l'autre des tendances ou les deux ou trois tendances qui se sont dégagées à on moment précis.
Alors là, je n'en parle plus en termes interrogatifs, je suis persuadé que j'ai raison : Qu'une majorité ait la prétention légitime de garder cette majorité au Comité directeur, soit, mais qu'elle ne cherche pas à obtenir la quasi unanimité, et plutôt que d'être conformiste, qu'elle recherche tous ceux des camarades qui peuvent être utiles au Parti, et je crois qu'on aura bien travaillé pour le Comité directeur et le parti lui-même.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Dumortier.

Dumortier (Pas-de-Calais)

Chers camarades, c'est la deuxième fois seulement que je prends la parole dans des assises du Parti aussi je me permettrai, dès le début de mon court exposé, de vous demander votre extrême bienveillance. Il se peut en effet que manquant de

métier, je heurte ou je choque certaines habitudes, ou certaines règles tacites de nos Congrès. Si cela arrivait, je vous demanderais de bien vouloir l'imputer à l'inexpérience et de ne pas m'en tenir rigueur.
L'ordre du jour du Congrès appelle, en son article 2, le mode d'élection et la composition du Comité directeur. Comme j'appartiens à la fédération du Pas-de-Calais, je crois qu'il n'est pas inutile, devant certaines attitudes de certains camarades, de préciser comment j'ai été appelé à prendre cet après-midi la parole à la tribune. Dans notre petite section de 170 membres, nous avons reçu le Bulletin intérieur du Parti. Nous l'avons étudié avec toute notre bonne foi, toute notre sincérité, et je vous assure, mes camarades, sans mot d'ordre, sans idées préconçues et sans désir de donner automatiquement raison à certains de nos dirigeants. J'ai été mandaté par ma section pour intervenir au Congrès fédéral du Pas-de-Calais, et j'ai eu la satisfaction de voir le Congrès unanime sur un certain nombre d'observations que j'ai présentées. D'ailleurs, le Congrès national ce matin a été unanime lai aussi dans certains votes et cette unanimité qui s'est révélée ce matin ne prouve pas que les délégués du Parti soient des gens mineurs qui acceptent des mots d'ordre... (applaudissements)…

Dans la salle - Très bien.

Dumortier - Mais simplement des gens qui ont pensé devoir voter dans ce sens, parce qu'ils avaient, devant les événements actuels, une réaction commune et une position commune.
Je n'ai pas l'intention, mes camarades, de reprendre l'ensemble des thèses qu'une douzaine des meilleurs des nôtres ont exposées devant le Conseil national. Je voudrais simplement faire quelques observations, qui seront brèves.
La première, c'est celle de tous nos camarades devant l'ordre du jour. Nous avons dit, en voyant reposer le problème de la nomination du Comité directeur : "Encore !" On va recommencer à se battre au sein du Parti sur la façon de désigner tel ou tel de nos responsables ! Est-ce que le problème n'est pas de choisir les meilleurs, et non pas de "clicher" des tendances ou des vœux d'ordre régional ? Nous comprenons que le Parti, organisme vivant, peut devant certaines circonstances, certaines situations d'ordre politique, être amené à modifier sa structure interne, son mode de représentation. Nous n'entendons pas fixer une fois pour toutes, et pour toutes les années à venir, le mode d'élection du Comité directeur, pas plus que le mode d'élection de n'importe quelle instance administrative. Mais il nous semble tout de même qu'on pourrait ne pas poser les mêmes problèmes toutes les années, ou tous les deux ans, qu'on pourrait prendre enfin une position qui soit, sinon définitive, tout au moins temporairement acceptée et acceptable, et qu'il faille des raisons profondes pour modifier ces modes de représentation.
Mes camarades, nous pensons que l'une de ces conditions serait que certains d'entre nous, lors d'un Congrès national, estiment que l'action du Comité directeur qui doit être de gérer le Parti selon les décisions des Congrès, s'est écartée de cette voie, que certains estiment que le Comité a commis des faits

répréhensibles, et si c'est exact, il faudrait examiner s'ils justifient une modification du mode d'élection du Comité directeur.
Nous avons lu et examiné avec beaucoup de soin les observations de nos différents camarades, et je dois dire que je n'ai trouvé nulle part un reproche à cet égard. Je crois que c'est sur un autre plan que nos camarades, de la Seine en particulier, se sont placés : soit pour poser le problème de la représentation géographique, soit pour poser le problème de la représentation des tendances.
Un camarade a exposé, au Conseil national, que deux ou trois grandes fédérations, agissant massivement, pouvaient empêcher toute modification dans la façon de concevoir les décisions des Congrès entre deux Congrès successifs. Il y a là un problème qui a été évoqué en partie ce matin, celui de la liberté dont nous jouissons dans les fédérations. Il y a un problème de lutte.
Je comprends très bien ce qu'a dit Guy Mollet ce matin quand il a parlé de ces difficultés rencontrées dans certains départements particulièrement ingrats. Croyez-vous que nous n'ayons pas, dans le Pas-de-Calais, une situation du même ordre ? Ceux d'entre vous qui, répondant à l'appel des sections locales ou de la fédération du Pas-de-Calais, sont allés tenir des conférences dans le Haut-Artois, le Boulonnais, peuvent se rendre compte que l'influence cléricale s'y exerce à la meilleure façon des pays chouans.
Je vais vous citer, Je m'en excuse, le cas de ma petite ville qui a environ 9.000 habitants, dans laquelle le nombre des établissements confessionnels est impressionnant. J'ai chez moi un petit séminaire, un centre d'apprentissage catholique, les Jésuites, les Sœurs dominicaines, les Sœurs de la visitation, les Carmélites. D'un seul coup, à chaque élection, sur 4.000 électeurs 700 voix cléricales tombent dans l'urne.
Quinze jours avant les élections, mes camarades, on a organisé des missions, les frères Jésuites ont prêché, et leur thèse était "le Marxisme". Ce n'était peut-être pas faire de la politique, mais traiter de la position de l'église vis-à-vis du marxisme, ne croyez pas que ce soit là une tentative pour apporter des suffrages à une liste socialiste.
Ne croyez-vous pas, mes camarades, que dans la région minière nous avons, vis-à-vis du Parti Communiste, une position aussi difficile que dans la banlieue parisienne ? Je crois que le problème est le même partout, mais que c'est avant tout une question de travail et d'organisation.
Vouloir opter pour une représentation géographique, cela conduirait, à mon avis, à de très grosses difficultés. Ce serait, et Bidet l'a déclaré au Conseil national, risquer de développer des idées régionalistes et l'esprit de clocher. Actuellement, nous devons nous efforcer au contraire, même sur le plan international, de supprimer le chauvinisme national, afin de permettre une action commune de tous les partis socialistes, tout au moins en Europe, et si possible dans les continents voisins.
Elargir le plus possible l'action du Parti, mais ne pas adopter une représentation géographique, avec tous les périls que cela implique, voilà notre thèse.
Rougeron déclarait que le but essentiel devait être de créer une armée disciplinée, organisée et animée d'une volonté de conquête.

Vous avez repoussé il y a sept ans, mes camarades, la représentation géographique. Je ne crois pas que vous vous déjugerez.
J'en arrive à la représentation proportionnelle. D'abord, je voudrais savoir de quelle proportionnelle veulent parler nos camarades. Est-ce de l'intégrale ? Et de la proportionnelle avec vote préférentiel ?
Est-ce de la proportionnelle avec panachage ? Mes camarades, on a cité Léon Blum lors du Congrès de Tours, déclarant que la proportionnelle devait être la loi du Parti. Je voudrais que l'on se rapportât un peu au Congrès de Tours, au moment où nous étions minoritaires et où nous savions qu'il fallait défendre le droit à la vie de cette minorité qui allait être étouffée par les dirigeants bolcheviques.
Je me permets, pour être complètement honnête, de dire que Léon Blum a changé d'avis, après la guerre, et qu'il est revenu sur cette position.
Existe-t-il dans le Parti, actuellement, mes camarades, une minorité qui puisse se plaindre de ne pas faire entendre sa voix ? Existe-t-il actuellement des gens qui puissent se plaindre, au sein de la SFIO de ne pas pouvoir, dans un Congrès national, ou un Conseil national, dans une assise quelconque du Parti, exprimer leur opinion ? Je ne le crois pas. Je n'ai entendu à cet égard ce matin, je n'ai lu nulle part dans la presse, aucune opinion en ce sens.
Mes camarades, il y a eu une époque, avant la guerre - vous allez me dire, "mais depuis combien de temps êtes-vous au Parti ?" Eh bien, en 1927 j'adhérais déjà aux Etudiants Socialistes et mon opinion est appuyée sur autre chose que sur des lectures, sur l'expérience - je disais donc qu'avant guerre, il y a eu durant une certaine époque des sections "Blumistes" et des sections "Paul-Fauristes". Il y avait une ligne de clivage marquée entre les différences tendances du Parti et cette ligne n'existe plus, mes camarades. Il n'y a plus, actuellement, de tendances organisées au sein du Parti, mais il y a encore des problèmes de majorités, des rencontres qui se créent. Aujourd'hui, si vous votiez par exemple sur le problème de l'armée européenne, ou sur le problème de la participation a un gouvernement bourgeois, les majorités ne seraient pas les mêmes.
Nous pensons, nous, qu'il y a un autre risque à ce mode de représentation. Alors que les tendances n'existent pas, certains de nos camarades, conscients (peut-être ont-ils raison) de n'avoir pas actuellement, à la Direction du Parti, la place que leur valeur personnelle devrait leur conférer, ou leur mérite, ou leur dévouement, etc. pourraient créer, pour les besoins de la cause, ces tendances aboutissant simplement à ce que le Parti se déchire en son sein, pour des majorités occasionnelles, alors que nous avons d'autres combats à mener à l'extérieur du Parti, contre la réaction bourgeoise et contre les staliniens.
(Applaudissements)
Mes camarades, je vais en avoir terminé mais je tiens à vous faire part de l'observation d'un gars du bâtiment de notre région à qui nous avons donné connaissance d'une motion politique qui s'appelle : "Pour un parti en crise dans un pays en crise". La réflexion de ce camarade ouvrier, unanimement approuvée par notre Section, a été la suivante : "Ca n'est pas avec des titres comme ça qu'on

crée la foi et l'enthousiasme nécessaires, mais c'est avec des titres comme ça qu'on détruit et qu'on sape l'action du Parti.
(Applaudissements)
Je pense que quelle que soit votre décision concernant le mode d'élection du Comité directeur, il serait bon que nous prenions des précautions pour qu'aucun autre Conseil national ne perde son temps à des questions de cette sorte qui, à mon sens, ont certes leur importance, mais une importance mineure vis-à-vis des grands problèmes politiques qui nous préoccupent.
Et je propose qu'on ne puisse modifier le mode d'élection du Comité directeur qu'après une décision de Congrès, sans que le fond du problème ait été abordé. Seul un Congrès pourrait décider la mise à l'ordre du jour du prochain Congrès d'une question d'organisation de cet ordre.
Il est un autre aspect de la question, c'est celui du recrutement. Quand un jeune travailleur nous rejoint, nous nous efforçons, en quelques séances d'instruction, de lui expliquer comment fonctionne démocratiquement le Parti. Nous lui expliquons comment ses organismes dirigeants sont élus, et nous aimerions ne pas avoir tous les six mois à lui dire qu'il y a une rectification. Je pense que vous serez unanimes à vouloir avec moi que nous quittions un problème, auquel on attache souvent trop d'importance en raison de certaines insuffisances locales ou de certaines questions personnelles, afin d'améliorer notre recrutement, afin de promouvoir autour du Parti Socialiste ce rassemblement démocratique et social dont nous espérons qu'il nous permettra de faire passer un peu de Socialisme dans la direction des affaires publiques.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Max Lejeune, de la Somme.

Max Lejeune (Somme)

Camarades, c'est au nom de la fédération socialiste de la Somme que j'interviens à la tribune pour marquer quelle est sa conviction.
Vous avez reçu tous, dans les sections, un document contenant un texte publié sous le titre : "Motion d'Abbeville." Ce document a été voté par la fédération socialiste de la Somme, depuis 1945, à chacun de ses Congrès. Et si, jusqu'ici, il n'a pas été soumis au Congrès national, c'est parce que les secrétaires fédéraux, les uns après les autres, considérant l'atmosphère du Parti, ont pensé qu'il était inutile de lui faire perdre quelques instants.
Mais, secrétaire fédéral, je me suis fait rappeler à l'ordre par certains de mes militants qui sont obstinés, et à la veille du Congrès il m'a bien fallu transmettre cette motion que prudemment j'ai intitulée "motion d'une section", puisque le Congrès fédéral n'avait pas eu lieu et qu'il faut, à la base comme au sommet, respecter la démocratie.
Depuis, notre Congrès fédéral s'est tenu, et c'est une majorité des 9/10ème qui a renouvelé les positions antérieures, majorité des 9/l0ème dans une fédération qui n'est pas en perte de vitesse, je me permets de le dire, dans une fédération qui est vivante et qui travaille et qui, par exemple, a amélioré, depuis le 1er janvier de

cette année son effectif ; sur 1.550 membres au départ, il s'est accru de plus de 350 membres. Mais, peut-être est-ce une tare...
La fédération socialiste est venue à l'unité en 1905, en qualité de fédération autonome. Avec trois autres fédérations, elle a fusionné avec le parti ouvrier d'alors, pour faire le Parti Socialiste unifié. Elle en a peut-être gardé une certaine nostalgie, ou certains travers, comme vous voulez, mais pour moi, il est aujourd'hui un devoir, c'est celui de traduire ici sa pensée.
La fédération socialiste de la Somme est attachée à la liberté d'expression, à l'intérieur du Parti, et je me souviens d'un Congrès, en 1945 où Daniel Meyer, venant à Amiens, s'est fait quelque peu contrer par certains vieux militants, qui avaient une trentaine d'années de Parti et qui lui reprochaient ses opérations de 1944.
Nous sommes donc atteints peut-être d'un virus particulier, mais nous avons la conviction - et personnellement je l'ai également - qu'il est nécessaire, pour qu'un Parti grandisse et que ses fédérations vivent, qu'il y ait la possibilité pour chacun, dans la discipline, c'est sûr, d'exprimer ses tendances profondes, car si on veut faire l'unité du monde du travail, on ne le pourra que dans la mesure où toutes les variétés de pensée du monde ouvrier pourront se traduire dans l'organisation commune.
Et c'est pourquoi cette motion a été reprise au Congrès.
Je me permettrai de relire le passage du discours prononcé par Léon Blum le 20 décembre 1920 à Tours ; pour ceux qui comme moi sont venus au Parti il y a 25 ans, et qui ont depuis lors, fréquemment, régulièrement - sauf le Congrès de 1944, car les boches ne me l'ont pas permis - fréquenté toutes les assises du Parti en tant que délégués, j'estime que le rappel du discours de Léon Blum est nécessaire : "C'est la base du Parti Socialiste, c'est cela, le contrat qui existe entre tous les camarades adhérant au Parti, c'est un contrat qui peut être souscrit et renouvelé avec ceux qui ont pu nous quitter à certaines époques, ou avec ceux qui voudraient entrer chez nous." disait Léon Blum, le 20 décembre 1920, opposant les thèses du centralisme démocratique du Parti Communiste aux positions traditionnelles du Parti Socialiste.
Quand le Parti inscrivait dans ses statuts que la liberté de discussion était entière, que la presse était libre, ce n'était pas de vagues notions démocratiques introduites dans notre constitution Socialiste, c'était une règle tirée de l'essence même de ce que doit être le Parti Socialiste.
Et la représentation proportionnelle, croyez-vous qu'elle ait un autre objet ? La représentation proportionnelle n'était pas faite pour partager la direction en diverses tendances, car malgré tout la loi des majorités existait dans le Parti au point de vue de l'action. Quand une majorité de Congrès ou de CAP avait pris une décision, l'action de tous les membres du Parti était engagée. L'importance de la représentation proportionnelle n'était pas une importance politique, c'était quelque chose de bien plus haut, c'était une importance morale ; la représentation proportionnelle était le gage matériel de la liberté de pensée ; la représentation proportionnelle n'avait d'autre sens, dans notre Parti, par cela même qu'il est d'essence du Socialisme de grouper tous les travailleurs tous les

prolétaires de tous les pays et qu'à l'intérieur de la conception centrale du Socialisme, toutes les variétés de pensée et d'opinion étaient tolérées. Chacune de ces opinions, chacune de ces nuances avait sa part, sa juste part, sa libre part, dans l'élaboration de la pensée et de la volonté commune.

Voici ce que signifiaient ces dispositions qu'il ne suffit pas de lire dans des statuts en disant nous réviserons ceci, nous abrogerons cela ; ces idées tenaient à l'essence même de notre Parti et nous ne pouvons les faire disparaître sans transformer ce Parti dans son essence. Voilà ce que disait Léon Blum en 1920. Et quand il le rappelait, il traduisait la pensée de tous ceux qui avaient fait l'unité de 1905, de tous ceux qui avaient admis que dans un journal comme "l'Humanité", organe du Parti Socialiste avant guerre, puissent être exprimées toutes les nuances de la pensée Socialiste, de la pensée la plus ouvriériste jusqu'à la pensée la plus révolutionnaire, de la pensée de l'intellectuel, jusqu'à la pensée du travailleur qui n'était pas toujours le moins réformiste.

Eh bien, en 1920, c'est contre cela qu'il s'est insurgé, contre cette attaque menée contre la liberté de pensée à l'intérieur du Parti. Et quand il est revenu d'Allemagne, en 1945, il est certain qu'il a dû lui-même dire le mot fameux que je me souviens d'avoir entendu dans un Congrès de scission avant guerre : "Je suis épouvanté." Il a retrouvé un Parti qui naturellement trempé à des épreuves inattendues, avait pris l'allure d'une cohorte au combat, avec une discipline intransigeante, et où il était nécessaire d'agir beaucoup plus que de penser et de tergiverser. Il a retrouvé un Parti qui, en 1945 même, préconisait l'unité avec le Parti Communiste. On s'est aperçu, à la fin du Congrès, qu'on n'avait pas voté la motion d'unité, et trois hommes, penchés sur un quatrième, au coin d'un tréteau comme il y en a tant dans cette salle, ont rédigé cette motion d'unité qui est dans le petit opuscule, édition du Congrès national extraordinaire de novembre 1944.

Naturellement, à cette époque où la victoire, la libération, étaient venues, certains pensaient que les Communistes avaient beaucoup appris et qu'il serait malgré tout peut-être nécessaire de faire un petit bout de chemin vers eux, en laissant tomber beaucoup de ce qui était de la démocratie à l'intérieur du Parti.

Et alors, on allait un peu dans les chemins du centralisme démocratique, et le Comité directeur est venu remplacer la Commission administrative permanente chargée, ce jour là, de tous les péchés du vieux Parti.

Eh bien, voyez-vous, un certain nombre d'entre nous n'a pas l'impression que le Parti y ait gagné et nous savons que nous sommes minorité, et mon propos ne se prolongera pas outre mesure, mais je me suis fait attraper dimanche dernier à Amiens, parce que mes amis ont trouvé que je n'étais pas un avocat assez convaincu et que je voyais la défaite au bout du chemin, et mes camarades de la section m'ont "remonté un peu les galoches". Ils m'ont dit : "Il faudra tout de même que tu défendes la motion au Congrès, parce que c'est celle de la fédération." Et c'est pourquoi aujourd'hui je remplis ma tâche de secrétaire fédéral politique.

Je suis moi-même persuadé de la justesse de ce que disent les camarades. Je suis persuadé également que tout à l'heure nous allons nous faire battre. Pourquoi ? C'est une question d'arithmétique qui veut que la fédération du Nord et du Pas-

de-Calais, avec la fédération du Sénégal un jour, et la fédération de la Côte d'Ivoire l'année suivante, et la fédération des Bouches-du-Rhône, n'est-ce pas Gaston ? - en renfort, me régleront mon compte tout à l'heure ou plutôt le sort de ma motion fédérale.

Un délégué - Est-ce que tu pourrais dire au Congrès comment est élu ton Comité directeur de la fédération de la Somme ? Est-ce qu'il est élu à la proportionnelle, ou par cooptation régionale ?

Max Lejeune - Oh, là là... je vais répondre tout de suite à mon camarade Delatre ; je lui dirai que le Comité directeur - puisqu'on l'appelle comme ça dans le Parti, nous avions une autre formule, nous l'appelions la Commission exécutive - le Comité directeur se compose d'un représentant par canton. C'est une habitude que nous avons, et nous ne regardons pas la tendance du camarade qui est désigné. Toutes les motions s'expriment en toute liberté, et vois-tu, nous respections tellement la démocratie que nous n'essayons pas de faire une motion de synthèse, et je veux bien te dire que cette motion est celle des 9/l0ème de la fédération socialiste de la Somme.
Tu peux croire que, au moins à l'échelon fédéral, mon ingéniosité de militant aurait pu me permettre de venir aujourd'hui avec une motion d'unanimité sur la question. Il aurait peut-être simplement fallu que je change un mot ou un autre... (Applaudissements)

Un délégué - Max tu permets ? La question de Delatre est particulièrement intéressante et me permet de poser une question au Secrétaire général du Parti. Lorsque la proportionnelle est écartée par une décision du Congrès national, peut-elle être employée dans les organismes fédéraux ?

Max Lejeune - Camarade, je ne me livre pas ici à une attaque contre le Secrétariat général du Parti, alors je ne tiens pas à ce que des interventions puissent donner à la mienne une tonalité que je ne veux pas qu'elle ait. Je veux simplement dire ceci, et constater un fait : Tout à l'heure, nous allons voter. Les voix de la fédération du Nord, qui a certainement fait sa synthèse sur ce problème, les voix de la fédération du Pas-de-Calais, tomberont en bloc, avec celles de quelques unes des grosses fédérations, et le problème sera donc renvoyé à nouveau. Un certain nombre de camarades à l'intérieur du Parti, qui ont la conviction d'avoir été fidèles au Parti à travers bien des épreuves, les plus difficiles et quelquefois les plus dures, qui ont travaillé énergiquement, qui ont tout de même le sentiment d'avoir leur mot à dire dans la direction du Parti, ne seront pas candidats au Comité directeur. Ils ne seront pas candidats parce que, quoi qu'on en ait pu dire tout à l'heure, les choix se font par tendances et sur cette grande liste qui est établie, il y a tel camarade que l'on biffera parce qu'il aura été pendant quelques années en dehors du Parti, tel autre que l'on biffera parce qu'il n'a pas l'ancienneté suffisante, et nous savons que tout cela s'est traduit - je le dis comme je le pense, - au cours de ces années dernières, avec la

Fondation Jean Jaurès

concession faite concernant la nomination de 4 ou 5 camarades minoritaires, par la désignation d'une tendance majoritaire à l'intérieur du Comité directeur.
Et c'est cela, véritablement, qui nous choque. C'est ce sentiment que nous avons que le Parti, qui a vécu avec les tendances dans la peau pendant tant d'années, ne s'en est pas dégagé et qu'au moment du vote, chaque militant fait ce qu'il faisait autrefois dans les Congrès : La tendance ne lui a pas été présentée, mais il la compose par le choix des camarades qu'il a inscrit sur son propre bulletin. Et c'est un fait d'expérience, un fait que nous avons vécu depuis 1945. C'est pour cela, d'ailleurs, que certains camarades ne seront jamais candidats au Comité directeur, avec un mode de désignation comme celui qui a cours depuis 1945.
Maintenant, on a allégué Léon Blum. On a dit qu'il avait présidé à cette transformation des statuts, à cette adoption d'un Comité directeur comme élément dirigeant du Parti. Oh, c'est sûr. Comme je l'ai dit tout à l'heure, dans le climat de 1945, Léon Blum, qui retrouvait un Parti très changé, où manquaient beaucoup quelques visages et où il y avait par contre beaucoup de nouveaux visages, Léon Blum ne s'est pas heurté au courant. Il s'y est essayé seulement une fois, quand il a voulu proposer cette déclaration de principe qui est un véritable chef d'œuvre mais qui avait le tort d'être faite pour un Parti Socialiste, pour des hommes d'un Parti Socialiste de 1945, alors que trop de membres du Parti voulaient garder le vieux texte de 1905. Eh bien, le texte de 1945 a été balayé, malgré toute sa valeur historique. Reportez-vous à lui aujourd'hui, vous n'aurez pas un mot à y ajouter, pas un mot à retrancher. Toute l'attitude du Parti depuis cette date prouve que Léon Blum avait raison. Il s'est fait battre, ayant livré la bataille sur le point qui lui semblait le plus important : La déclaration de principe des Socialistes de France. Il s'est fait battre.
Alors, ce n'était pas la peine pour lui, il le sentait bien, de se battre pour une question d'organisation intérieure où son nom, naturellement, n'avait pas le même poids.
Et maintenant, je veux en terminer rapidement, m'excusant d'avoir été trop long dans ce combat un peu inutile, mais peut-être pas tout à fait inutile parce qu'il se peut que la représentation proportionnelle ne soit pas acceptée pour le Comité directeur du Parti, mais il se peut que dans les semaines qui viennent on apporte quelques modifications à sa désignation ou à sa composition...
En ce qui concerne la composition, la fédération socialiste de la Somme est d'accord pour maintenir à dix le nombre des parlementaires à l'intérieur du Comité directeur. Elle demande, malgré tout, que les membres de l'Assemblée de l'Union française soient considérés comme des parlementaires. Ils en ont les facilités, ils ont plus de liberté que les autres, beaucoup plus de temps à consacrer au Parti, à sa propagande externe et à ses combats intérieurs, et alors la fédération de la Somme a pensé qu'il était possible, qu'il était nécessaire de considérer les conseillers de l'Union française comme des parlementaires.
La fédération de la Somme demande également que dans le Comité directeur il n'y ait pas de fonctionnaires du Parti, c'est-à-dire qu'en dehors des camarades qui composent le Bureau du Parti régulièrement désignés par le Comité directeur, après son renouvellement à la suite du Congrès national, il n'y ait pas de

fonctionnaires du Parti, des camarades qui tirent leurs moyens d'existence de la rétribution qu'ils reçoivent du Parti.
Je dois dire, par ailleurs, qu'il y a chez nous un acquiescement à la formule qui a été défendue par certaines fédérations voulant qu'il n'y ait pas, au sein du Comité directeur, plus de 5 membres appartenant à une même fédération départementale.
Voila, en gros, l'intervention que j'avais à faire au début de ce Congrès, et je m'excuse de ne pas l'avoir suffisamment préparée, mais je l'ai faite avec le sentiment d'exprimer la conviction profonde d'une fédération qui, depuis 1945, après avoir traversé honorablement l'épreuve de 1945, a beaucoup travaillé pour le Parti, a beaucoup lutté pour le triomphe des idées Socialistes, et ma foi a réussi, il y a quelques semaines encore, à les faire triompher dans toutes les grosses communes, dans toutes les grosses villes du département et dans la plupart des chefs-lieux de Canton.
C'est une fédération qui a conscience de sa valeur, qui a conscience de ce qu'elle apporte dans le travail commun du Parti, qui exprime sa pensée en souhaitant que la majorité qui se dégagera respecte malgré tout cette pensée minoritaire, parce que cette pensée minoritaire n'obéit à aucun mobile personnel. (Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Gontier, des Alpes-Maritimes. Il reste quatre orateurs inscrits.

Gontier (Alpes-Maritimes)

Camarades, comme tant d'autres, ma fédération s'est divisée en proportionnalistes et en majoritaires. Au nom des majoritaires, qui furent de beaucoup les plus nombreux, je ne veux pas vous faire le procès, devenu classique, de la représentation proportionnelle des tendances. Il y a cependant un inconvénient à ce système que je voudrais souligner, car je crois que personne ne l'a fait jusqu'à présent : C'est qu'il exclut la possibilité d'une unanimité au sein du Parti. Il est tout entier basé sur nos divisions.
Il deviendrait inapplicable si, lors d'un Congrès national, une seule motion était soumise à son approbation et obtenait l'intégralité des mandats.
Certes, il n'est pas toujours possible de se trouver toujours d'accord sur tous les problèmes. Nous tenons même à affirmer nos conceptions personnelles. Mais il est souhaitable que se manifeste l'homogénéité du Parti, et il serait paradoxal et dangereux que, par une sorte de déclaration de principe, nous affirmions que cette homogénéité ne sera jamais brutale... C'est ce qui a déterminé un grand nombre de nos camarades en faveur du système majoritaire actuel, mais je dois ajouter que, proportionnalistes et majoritaires se sont retrouvés pour estimer que si le système majoritaire actuel était conservé, il conviendrait d'en améliorer le fonctionnement.
Le plus gros inconvénient de ce système, c'et que la plupart des délégués sont appelés à voter alors qu'ils ne savent rien ou très peu de choses concernant un

certain nombre des candidats. Le plus gros inconvénient de cet état de choses est que cela les incite à une sorte de conservatisme.
Pour remédier à cet inconvénient, nous proposons que chaque année un plan de travail soit dressé par le Comité directeur, sous forme d'un questionnaire ayant trait à tous les problèmes de politique intérieure ou étrangère, soulevés par l'actualité. Le questionnaire serait adressé en temps utile à toutes les sections. Celles-ci disposeraient ainsi d'un outil extrêmement utile pour organiser les discussions préparatoires. D'autre part, les candidats, en répondant soit individuellement, soit en groupe, à ce questionnaire, auraient la possibilité de préciser leur position à l'égard de ces problèmes. Ces réponses seraient publiées par un numéro spécial du Bulletin intérieur.
Il n'y aurait donc plus de candidats dont on ignorerait à la fois les états de service dans le Parti et l'action qu'il entend mener pour résoudre les problèmes de l'heure, pour organiser la propagande du Parti et étendre son rayonnement.
Du même coup, deviendraient inutiles ces motions dont nous avons conservé la tradition, qui étaient la base même du système proportionnaliste dans le passé, mais dont il faut bien reconnaître qu'elles font figure d'anachronisme dans le système d'aujourd'hui, au fonctionnement duquel elles n'apportent aucune espèce de commodité. Elles ne font au contraire qu'augmenter la confusion.
Ces textes sont trop nombreux, ils ne diffèrent souvent que par la forme, ou par le plan suivi, et pour avoir assisté à un certain nombre de réunions de sections, je sais que nos camarades éprouvent bien de la peine à comparer ces textes, à choisir entre eux, et la plupart d'ailleurs ignorent qu'ils se donnent une peine inutile, car nous savons que ces textes trop nombreux dès la veille du Congrès, se multiplient au début de celui-ci et disparaissent à la fin, non pas comme par enchantement, mais par nécessité.
Par ailleurs, le projet d'organisation du système actuel que je vous propose, présente cet avantage de permettre un meilleur déroulement des travaux de nos Congrès. En effet, tout naturellement, le questionnaire qui aurait servi de base de travail, permettrait aux candidats au Comité directeur de préciser leur point de vue, et servirait aussi de base aux travaux de nos Congrès. En reprenant au cours du Congrès les divers chapitres du questionnaire, on parviendrait à sérier les questions beaucoup mieux qu'actuellement, et à entendre les divers orateurs, orateurs inscrits sur un problème précis avant de passer au problème suivant.
Ceci permettrait même d'organiser sérieusement le travail des commissions, qui permettrait à son tour de limiter le nombre des orateurs dans les séances plénières et de donner plus de clarté à nos débats qui trop souvent se déroulent dans une confusion décevante pour les nouveaux et jeunes délégués venant pour la première fois, animés de tout leur enthousiasme, assister à nos assises nationales, où ils sont déroutés par les longueurs, les redites, le temps perdu.
J'insiste donc, mes chers camarades, pour que vous étudiez sérieusement notre proposition. Ces problèmes ne sont pas des problèmes mineurs. Donner plus de clarté et plus de justice au renouvellement annuel de notre organisme exécutif, vouloir plus ordonné et plus réconfortant notre rendez-vous annuel, vouloir tous

ensemble mieux travailler et mieux nous comprendre, c'est aussi œuvrer pour la réalisation du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Baranton de la Seine.

Baranton

Camarades, à l'unanimité la fédération de la Seine du Parti Socialiste a voté la courte motion suivante sur le problème qui nous préoccupe :
"La fédération de la Seine désire que l'élection des membres du Comité directeur soit faite à la représentation proportionnelle. Il serait désirable aussi que les membres de l'Assemblée de l'Union française soient intégrés à la représentation des parlementaires au sein du Comité directeur".
D'autre part, la fédération de l'Oise, qui renonce à la parole, me prie d'indiquer qu'à la grosse majorité, peut-être même à l'unanimité, la fédération de l'Oise, tout en s'opposant à la résurrection des tendances organisées, estime qu'il est normal que chaque courant de pensée ait un nombre équivalent à la représentation proportionnelle dans les organismes directeurs, toutes les nuances étant ainsi associées au travail commun rendant la possibilité de l'application d'une discipline infiniment plus stricte.
Le débat qui s'engage cet après-midi sur la composition du Comité directeur s'ouvre dans des conditions générales qui en font un problème de brûlante actualité. En effet, camarades, la crise que notre pays traverse, qui est à notre sens plus une crise de régime qu'une crise parlementaire habituelle, rappelle singulièrement la crise que nous avons vécue en 1936. En 1936, la bourgeoisie, déchirée, impuissante, atterrée, était prête à tout subir ; le caractère marquant des grèves de 1936 c'était, incontestablement, le net dépassement du caractère revendicatif. On assistait, dans tout le pays, à des occupations d'usines et l'ouvrier marquait ainsi sa volonté de se libérer des années de souffrance. Il y avait là un désir incontestable d'affranchissement total.
Quelle a été, à cette époque, l'attitude des deux partis qui se réclament de la classe ouvrière ? Ils repoussaient la perspective révolutionnaire, la mobilisation extraordinaire des ouvriers qui aurait pu peut-être mettre le pouvoir entre leurs mains puisque l'un des deux partis était maître du gouvernement. Waldeck Rochet, au nom du parti stalinien, disait :
"Les électeurs ne se sont pas prononcés pour la révolution, nous ne sommes ni dos pugilistes ni des partisans du tout ou rien, nous prendrons nos responsabilités en collaborant à l'amélioration du sort des classes laborieuses dans le cadre de la société actuelle", et notre camarade Salengro, à la délégation des gauches, disait que "ceux qui ont pour mission de guider les organisations ouvrières fassent leur devoir, qu'ils s'empressent de mettre un terme à cette agitation injustifiée, pour ma part mon choix est fait, je maintiendrai l'ordre envers et contre tout".
Les aspirations à poursuivre la grève, les tendances à l'appropriation des entreprises, les tendances à la gestion ouvrière se perdent dans la confusion et,

finalement, les ouvriers laissent à l'initiative parlementaire le soin d'agir; et la grande vague retombe, s'abaisse, se dissout peu à peu.
Le Parti Socialiste comme le parti stalinien avait respecté la légalité démocratique. Après le vote des 40 heures et des congés payés, des délégués ouvriers, des conventions collectives, on proclame la pose et le régime du profit individuel reprend son petit train-train quotidien. C'est dire qu'à la base, dans certaines circonstances de la vie nationale que nous pouvons revoir demain, le Comité directeur a une terrible responsabilité qui pèse sur ses épaules puisqu'il a apprécié dans quelle mesure la masse soulevée peut présenter un caractère de sérieux lui permettant de se mettre à sa tête et de manifester, dans la vie politique, les conclusions révolutionnaires qui peuvent s'imposer.
La situation financière actuelle est un des symptômes essentiels de l'effondrement du capitalisme. La bourgeoisie, comme en 1936, se dissout peu à peu sous le poids de ses crimes, le poids des trois guerres qu'elle a fomentées et dont les suites restent connue une plaie purulente dans son front qui s'étend, s'aggrave chaque jour. Un déficit de 1.000 milliards, à moins d'un miracle, le régime ne va-t-il pas entrer dans une période d'inflation? Un roulement de dévaluations successives qui va entraîner des misères accrues pour la classe ouvrière, une chute de la monnaie qui peut entraîner de violents sursauts d'indignation dans tout le pays. Le parti peut se trouver, dans un petit nombre de jours, devant des mouvements de masse plus violents, plus symptomatiques encore qu'en 1936 car alors des explosions de colère de la classe libérale, des classes moyennes, s'ajouteraient dans ce cas là à l'agitation ouvrière elle-même.
Le système capitaliste, miné par ses contradictions, pose désormais, de façon permanente, le problème de sa succession.
Il est indispensable alors, chers camarades, que le Comité directeur comprenne des Socialistes de toutes tendances, afin que les décisions de ce Comité résultent d'une confrontation loyale et fraternelle des faits.
Je n'hésite pas à le dire, chers camarades, car il faut toujours être francs entre nous, je considère qu'un Comité directeur qui serait composé uniquement de Socialistes, de révolutionnaires avec cette espèce d'impatience et d'inquiétude qui est en nous depuis d'aussi nombreuses années, qu'un Comité directeur composé de cette façon ne serait certainement pas apte à apprécier les faits avec une tête froide suffisante mais il en est également de même d'un Comité directeur composé de camarades qui déclarent, comme le déclarait notre camarade regretté Renaudel, que notre Socialisme sera réalisé dans 2000 ans, par des réformes de détails successives. Le monolithisme met des œillères dans un sens ou dans l'autre aux plus clairvoyants, déforme nécessairement les faits et vicie les décisions prises. Seul un Comité directeur composite permet un examen sérieux des avantages et des inconvénients de chaque solution et permet de dégager une solution qui est bien souvent une solution de synthèse mais qui est conforme au sens de la vie.
La représentation proportionnelle des tendances est aussi une condition absolument indispensable au recrutement d'un parti. A l'heure actuelle les événements de l'Est nous laissent peut-être espérer, pour la première fois depuis

1917, une espèce de désagrégation du stalinisme qui trouve sa fin avec la mort du dictateur exécré. C'est le moment que nous pouvons utiliser pour essayer de ramener au parti les brebis égarées par le stalinisme mais évidemment il faut pour cela que nous le demandions dans notre motion, que la place de toutes les tendances soit admise au sein du Parti et que toutes les tendances de la vie ouvrière retrouve, dans le Parti, les conditions licites d'expression qui découlaient de la Charte de 1950. C'est enfin une question de fair play.
Un camarade tout à l'heure, et je n'y reviens pas, a rappelé que pendant des dizaines d'années, les tendances hostiles à la participation ont laissé au camarade Renaudel et à ses amis, qui constituaient à ce moment-là une petite minorité, tous les moyens d'expression dans la presse du Parti et la place normale qui leur revenait au sein du Comité directeur. Je vous demande de considérer que nombreux sont les camarades qui étaient au Parti Socialiste et qui l'ont quitté parce, précisément, dans les lettres que j'ai reçues de camarades de Toulouse, de la Gironde, du Nord, de la Savoie, qui étaient des amis et qui ont quitté le Parti, tous disent : "Nous ne pouvons pas accepter d'être simplement des cotisants". Ils ne pouvaient pas se satisfaire d'une simple intervention platonique tous les ans au sein de la section ou de la fédération et ils avaient le désir de participer à la vie de la fédération suivant le nombre des voix obtenues correspondant à une part de responsabilités.

Augustin Laurent - Je viens d'entendre, Baranton, que vous venez de dire que des militants de la fédération du Nord auraient quitté le parti parce qu'ils ne pouvaient pas s'exprimer librement dans nos Congrès ?

Baranton - Il ne s'agit pas de cela.

Augustin Laurent - De quoi s'agit-il ?

Baranton - Si vous m'aviez écouté, mon cher camarade…

Augustin Laurent - J'ai entendu que la fédération du Nord était en cause.

Baranton - Je viens de dire que des militants, avec lesquels j'étais en correspondance, de la Gironde, de la Haute-Garonne, du Nord, de la Savoie…

Augustin Laurent - Les noms du Nord ?

Baranton - Je vous les donnerai. Ces camarades, donc, m'ont écrit non pas parce qu'ils reprochaient de ne pas avoir le droit de discussion à l'intérieur d'une section, mais ils disent et ils témoignent - et ceux qui ont quitté le parti par sentiment révolutionnaire sont unanimes sur ce point - qu'ils ne peuvent pas se satisfaire d'une brève intervention annuelle dans leur section au moment de la préparation d'un Congrès et ils revendiquent tout naturellement leur part de

responsabilités proportionnelles au sein de la fédération et au sein du Comité directeur.

Madame …(?) - Ce sont les gauchistes systématiques ceux-là.

Baranton - C'est aussi une question d'efficacité. Nous sommes condamnés à vivre ensemble et à agir aussi. C'est une question d'efficacité et si vous voulez bien me laisser m'expliquer je vais vous expliquer pourquoi nous sommes condamnés à vivre et agir ensemble. Les Socialistes réformistes, les possibilistes comme on les appelait dans l'ancien temps, les Socialistes démocratiques, les Socialistes révolutionnaires ne peuvent pas espérer, et vous le savez bien, vaincre séparément. La grande famille Socialiste ne peut espérer vaincre que si elle forme son unité. Aucune des fractions de la famille Socialiste ne peut vaincre séparément. C'est ce qu'avaient compris nos aînés, en 1905, et ils avaient organisé un parti pour que la vie commune soit possible, pour que tous les Socialistes puissent avoir leur place dans un parti unique.
Il faut en effet que la démocratie ouvrière s'exprime d'une façon ou d'une autre. Ou bien on désire un parti unique de la classe ouvrière, et la démocratie doit nécessairement s'exercer à l'intérieur de chaque parti, chaque tendance ayant sa part de responsabilité ; ou bien on renonce à la démocratie intérieure et on aboutit nécessairement à la pluralité des partis. Ou, alors, il faut imposer le parti unique et refuser la représentation des minorités dans le parti, et c'est le bolchevisme.
Nous, nous sommes pour l'unité Socialiste comme en 1905 et cette unité n'est possible qu'avec la démocratie intérieure, c'est-à-dire la représentation des tendances à tous les échelons. L'unité Socialiste ne crée pas la division, elle crée, au contraire, la synthèse. La synthèse n'est pas la marche côte à côte de la conception réformiste et de la conception révolutionnaire, c'est la fusion par la pratique, par les solutions données pas à pas, jour à jour, aux problèmes qui se posent dans les fédérations et à la Direction.
La fusion c'est Guesde et ses amis, ajoutant à leur bon nombre par tous les moyens ; c'est Jaurès répondant : " Jamais, sous aucune sollicitation bourgeoise, vous ne devez renoncer à l'éventualité révolutionnaire, au droit à la révolution".
"Que les révolutionnaires ne parlent jamais de la nécessité de la force sans démontrer la nécessité des réformes qui renforcent la classe ouvrière ; que les réformistes ne fassent jamais appel aux électeurs, ne se mêlent à la vie de la démocratie, sans avertir les masses, il leur faudra un jour sans doute user d'autres moyens".
Voilà l'essentiel de l'esprit d'unité de Guesde et de Jaurès.
Les camarades révolutionnaires ont-ils manqué à l'engagement de 1905 ? Ont-il orienté malhonnêtement leur propagande ? Dans un sens seulement révolutionnaire ? Ont-ils saboté le travail de réforme, l'action parlementaire du parti ? Non, au contraire. Les camarades placés à la droite sont-ils restés fidèles à la pensée de Jaurès ? Je leur pose la question.

Jaurès et Guesde nous ont indiqué une forme supérieure de la tolérance. Non seulement tolérer l'expression d'une conception d'activité différente, mais la considérer comme liée à la sienne, la défendre en même temps que la sienne et de ces deux conceptions uniques faire la doctrine du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - J'ai encore une communication à vous faire. Les instructions pour l'élection des membres du Comité directeur, que vous avez trouvées dans vos dossiers, prévoient que les candidatures doivent être déposées avant ce soir 22 heures. Le bureau accepte, pour tenir compte du fait qu'un certain nombre de délégués sont absents d'une part, et d'autre part qu'il n'y a pas de séance de nuit, que les déclarations de candidatures puissent être faites jusqu'à demain matin, dernière limite, puisqu'il faut ensuite imprimer les bulletins.
La parole est maintenant à Defferre, avant-dernier orateur.

Gaston Defferre

Camarades, après ce qu'on dit tout à l'heure certains orateurs, je me demande si je ne dois pas m'excuser d'être le secrétaire fédéral d'une fédération qui représente 334 mandats et qui, depuis trois ans, a pratiquement doublé ses effectifs… (applaudissements)… Oui, par dessus le marché a commis la très grave erreur, si je comprends bien certains des orateurs qui m'ont précédé, de remporter certains succès électoraux en 1951, et même de s'emparer de la mairie de Marseille il y a quelques semaines.
(Applaudissements).
Je me demande vraiment s'il ne faudra pas que je présente des excuses, comme me le suggère mon ami Augustin Laurent, à notre camarade révolutionnaire Baranton.
Ceci dit, je veux en venir aux choses sérieuses... (protestations)… J'ai déposé une motion qui demande le maintien du statuquo, une motion qui traite trois problèmes dont, en vérité, deux je crois sont d'ores et déjà réglés car la plupart des camarades sont d'accord.
D'une part la question de la représentation régionale n'a pas été sérieusement soutenue, ni demandée ici ; d'autre part, la question de la représentation des parlementaires n'a pas non plus fait l'objet de débats très passionnés.
Par centre, en ce qui concerne la représentation des tendances notre ami Max Lejeune, avec beaucoup d'esprit, beaucoup de bonne humeur et beaucoup d'efficacité, a soutenu le retour à la représentation proportionnelle des tendances.
Je voudrais, en quelques mots, répondre aux arguments qu'il a présentés.
D'abord je voudrais rappeler pourquoi et comment, en 1945 - car j'ai appartenu à cette époque à la Commission qui a été chargée de préparer la rédaction des statuts - pourquoi et comment en 1945 le Parti a décidé de renoncer à la représentation proportionnelle des tendances.
Ce n'est pas, mon cher Max, simplement dans l'euphorie de la libération et parce que nous pensions que le Parti, après la libération, devait conserver la force, qu'il avait par la force des choses adoptée pour lutter pendant l'occupation, mais c'est

parce qu'un certain nombre d'entre nous, et beaucoup plus les autres que moi-même, et d'autres qui étaient beaucoup plus anciens dans le Parti et surtout qui étaient plus anciens dans l'activité sur le plan national, se sont rappelés que de 1920 à 1939, à certaines époques, la lutte des tendance avait été telle, avait pris une telle acuité, que le Parti tout entier était beaucoup plus occupé par la lutte intérieure des tendances que par l'activité qu'il aurait dû avoir : Se tourner vers l'extérieur pour essayer de combattre nos adversaires.
(Applaudissements)
Un certain nombre de camarades ont aussi rappelé que ces luttes de tendances nous avaient amenés à un certain nombre de scissions qui ont été, personne ne peut le contester, extrêmement préjudiciables au Parti.
Quant à Léon Blum, il faut se rappeler dans quelles conditions, en 1920, il a préconisé la représentation proportionnelle des tendances. En 1920 il s'agissait de tenir tête à quoi et à qui ? Au Parti Communiste naissant qui voulait imposer sa dictature et ses formules autoritaires à l'intérieur du Parti. Et c'est en réaction contre cela, et dans un réflexe de défense que Léon Blum a fait le discours dont Max Lejeune a donné lecture tout à l'heure.
En 1945, instruit par l'expérience d'un parti libre de 1920 à 1939, ce même Léon Blum a préconisé à la Commission de rédaction des statuts, un système nouveau qui excluait la représentation des tendances. On peut donc dire que, lorsque Blum, en 1946, a adopté cette position, il se rappelait parfaitement de ce qu'il avait dit et écrit en 1920, mais qu'il tenait compte à la fois de l'expérience des vingt années écoulées et des circonstances nouvelles dans lesquelles nous nous trouvions. Et c'est ces circonstances dont je voudrais rapidement dire un mot.
Il est possible qu'avant la guerre il ait existé dans le Parti des grands courants de pensée qui réunissaient d'une façon permanente un certain nombre de camarades, quels que soient les problèmes qui soient posés à leur attention. Actuellement il est indiscutable, qu'il s'agisse des militants du Parti, qu'il s'agisse du groupe parlementaire, qu'il s'agisse du Comité directeur, que les camarades se situent beaucoup plus en fonction des problèmes qui leur sont posés qu'en fonction d'un courant général de pensée. C'est si vrai que si nous citons, comme exemple, quelques uns des événements les plus récents, à propos par exemple de l'armée européenne, on trouve un certain nombre de camarades qui ne sont pas d'accord sur d'autres problèmes, qui, par exemple, ne sont pas d'accord entre eux sur la politique économique et financière et qui n'ont pas été d'accord entre eux sur certains problèmes politiques, comme par exemple le problème de l'Indochine ou le problème de la Tunisie. Quand on parle de l'Indochine on rencontre l'accord d'un certain nombre de camarades qui sont, par ailleurs, en désaccord sur d'autres problèmes, comme les problèmes de politique intérieure ou comme certains problèmes de politique internationale. Quand on parle des problèmes de politique internationale, en général, on constate l'accord d'un certain nombre de camarades, en désaccord, par contre, sur d'autres problèmes. Et quand nous nous trouvons en présence d'événements politiques importants comme par exemple une investiture d'un président du Conseil désigné, nous nous apercevons que la répartition des camarades, aussi bien dans le Comité

directeur que dans le groupe parlementaire, ne se fait pas en fonction de tendances générales et permanentes mais qu'elle se fait en fonction des circonstances ou des pensées de chacun dans le moment. Nous en avons eu un exemple frappant au moment de l'investiture de Mendès-France, on a vu se produire des regroupements qui étaient complètement différents de ceux qui s'étaient produits dans d'autres circonstances.

Par conséquent, si à une époque déjà lointaine, la nécessité d'un classement par courants de pensée permanents a pu apparaître parce qu'ils correspondaient à un état de choses données, peut-être même à un besoin, actuellement cela ne correspond ni à un besoin ni à un état de choses et je peux même dire que si le Congrès décidait le rétablissement de la représentation proportionnelle des tendances il irait à l'encontre des faits, ce serait une création artificielle qui serait imposée au Parti et je me demande alors comment des camarades pourraient se classer quand des événements inattendus - et vous savez comme moi qu'en ce moment les événements vont vite - se produiraient. Est-ce qu'ils resteraient dans la tendance dans laquelle ils ont été classés à un moment donné, en fonction d'un événement déterminé, ou est-ce qu'ils abandonneraient, pour suivre leur courant naturel de pensée et se situeraient comme ils croiraient en conscience devoir le faire ?

(Applaudissements)

En vérité, camarades, il faut dire les choses comme elles sont. Et je ne veux, croyez-le bien, donner de leçon de morale à personne, je considère que je n'ai pas qualité pour le faire ; mais il a existé une époque où le système des tendances a servi à permettre l'accès de certains camarades dans les organismes directeurs et vous savez très bien que si, demain, le système des tendances était rétabli, des camarades qui, quand ils se présentent à titre individuel pour des raisons que je n'ai pas à apprécier - c'est le Congrès qui en est juge puisque c'est lui qui, en cette matière constitue le corps électoral - des camarades qui ne sont pas élus peuvent supposer que s'ils appartenaient à une tendance quelconque, cette tendance ayant droit à tant de sièges, peut-être rentreraient-ils au Comité directeur. C'est une supposition qu'il est permis de faire, camarades.

Je ne crois pas que ce système soit bon et je veux conclure par là : Comment, en réalité se font les élections au Comité directeur que l'on critique tellement ? Rappelons-le. Depuis 1944 est-ce que vous avez jeté un coup d'œil sur la liste des camarades qui ont composé le Comité directeur ? Faites-le camarades, et vous noterez des changements importants. Vous noterez aussi et vous noterez surtout que ces changements se sont produits au moment où sur un événement déterminé, ou sur une question de politique générale, il s'est produit un changement dans le Parti. Vous noterez aussi, et cela n'est pas contradictoire, et je crois que c'est une des forces de notre Parti, que certains camarades qui représentent une valeur intellectuelle et morale, qui représentent une force politique pour nous dans le pays, sont élus quelle que soit leur tendance sur le problème qui a été évoqué au cours du dernier Congrès.

Je veux citer un exemple, et je pense qu'il ne m'en voudra pas puisqu'il est intervenu tout à l'heure à ce sujet, c'est celui de notre ami Depreux. L'année

dernière, notre Congrès était dominé par la question de l'armée européenne. Chacun connaît la position de Depreux à ce sujet : Il est contre. Eh bien il y a des camarades, et notamment des camarades de la fédération des Bouches-du-Rhône, qui dans son immense majorité était pour l'armée européenne, qui ont voté pour Depreux. Je suis un de ceux-là… (applaudissements)… Nous avons voté pour lui parce que nous pensons que la présence de Depreux au Comité directeur est une bonne chose pour le Parti.

Marceau Pivert

Je veux évoquer ici la mémoire d'un camarade, qui malheureusement ayant été spécialisé dans le travail international, n'a pas été élu, cela explique notre émotion, car en effet la minorité représentait environ 11 membres sur 30 l'année dernière et il n'y en avait que quatre qui la représentait, les quatre étant d'ailleurs choisis par la majorité. Vous dires ce que vous voudrez, ce n'est pas cela qui est démocratique et je veux dire à Gaston qu'il a parfaitement raison sur le problème des tendances cristallisées, mais il y a tout de même un moment où le Congrès est appelé à définir une orientation générale, le devoir de tout le monde est d'essayer de faire en sorte que cette orientation soit unanime. Nous nous y efforçons mais il y a des problèmes sur lesquels on ne peut pas se mettre d'accord. Et alors il y a une motion de majorité et une motion de minorité. Il semble qu'il n'y a pas de tendances possibles, c'est vrai, les fluctuations, les opinions sont encore très grandes dans la classe ouvrière, dans le pays, dans le Parti, mais sur les problèmes fondamentaux il y a tout de même des minorités qui se sont maintenues et qui se maintiennent avec une certaine orientation cohérente. Ces minorités sont à la merci de la bonne volonté de la majorité. Cela est nouveau dans le Parti et les vieux militants ont raison de rappeler que le Parti n'était pas conçu comme cela autrefois et qu'on a fait un peu trop de pas vers ce qu'on appelle le centralisme démocratique et qu'on a ainsi le désir, dans une certaine mesure, de vieilles traditions, de représentation proportionnelle dans le Parti et un homme comme ...?.. s'il pouvait nous le dire, serait évidemment contre la reconstitution des tendances ; mais je crois qu'il pourrait expliquer qu'à partir du moment où sur ces problèmes fondamentaux il y a une divergence sérieuse, le droit de tous les militants est d'avoir la proportion exacte de leur représentation pour diriger le Parti, conformément au vœu de la majorité, mais avec l'accord d'une minorité, exactement représentée et par le corps des délégués eux-mêmes. Voilà le problème. Ne passez pas à côté, ni au-dessus. Vous allez régler par un vote de majorité, mais il restera quelque chose qui n'est pas conforme à la conception que nous avons d'un Parti vraiment démocratique vivant et qui donne la traduction, d'année en année, des modifications en orientation générale qui peuvent se produire dans le Parti, donc à son organisme responsable.
(Applaudissements)

Le président - Ce n'est pas l'habitude d'interrompre un orateur, n'abusez pas.

Gaston Defferre - Notre ami Marceau Pivert sait que la tribune est toujours à sa disposition et s'il veut que je lui cède la place, je la lui laisse bien volontiers.

Marceau Pivert - Je suis prêt à faire ma confession publique sur un certain nombre d'erreurs organisationnelles et pas d'erreurs politiques, car si dans la vie antérieure du Parti il y a, en effet, le souvenir d'événements et d'événements douloureux, ces événements ont été placés sur la responsabilité de militants qu'on a accusés de ne pas s'être inclinés devant les décisions du Parti. Ce n'est pas exact pour ce qui nous concerne car nous avons été, je le dis comme je le pense, placés dans une situation où le Parti s'est jeté dans l'union sacrée et nous avons lutté contre l'union sacrée et on nous a refusé de nous expliquer devant le Congrès national, car nous avons été exclus avant.
Tous pouvez juger maintenant du résultat, camarades. Je répète qu'au point de vue organisationnel on ne peut pas tolérer une organisation fractionnelle, parce que c'est un parti dans un parti. Et là je suis prêt à reconnaître qu'il y a eu non seulement exagération mais large dépassement du respect de la démocratie intérieure du Parti, et je me suis toujours refusé à reconstituer quoi que ce soit alors que je vois d'autres camarades le faire. Mais je ne veux pas le faire et non pas du tout parce que j'ai peur de quoi que ce soit, mais parce que je pense que ce ne serait pas rendre service au Parti.
Rendre service au parti, au contraire, c'est lui demander de méditer ces évènements car vous n'avez qu'à voir ce qui s'est passé. On accuse quelquefois le thermomètre de vous montrer qu'il y a de la température ; ce n'est pas le thermomètre, c'est l'origine de la température qu'il faut voir, c'est la cause de la maladie qu'il faut voir. Ce parti dont on nous a exclus en 1938 qu'est-il devenu ? Heureusement nous nous sommes retrouvés, mais sur autre chose, pas sur l'union sacrée et aujourd'hui même si l'idée de l'union nationale est tout de même un peu plus sensible au Parti, on n'est pas priés de la refaire cette erreur.
Alors, camarades, ce que je vous demande c'est de ne pas traiter par-dessus la jambe, sous prétexte qu'on va reconstituer les tendances ; on n'est pas capable de reconstituer une tendance qui appartient à une réalité politique, or je pense qu'aujourd'hui la réalité politique c'est le Parti lui-même, c'est le parti de la classe ouvrière, qui doit s'enrichir chaque jour d'éléments de la classe ouvrière, qui n'a pas encore compris que c'est le seul chemin vers son émancipation. Je vous demande donc d'accélérer le rythme du rassemblement dans le Parti ; il faut qu'on ait vraiment l'impression d'un instrument qui vit, qui se façonne, qui se transforme et qui, d'année en année, fournit aux éléments jeunes, aux éléments dynamiques, aux éléments qui ne sont pas d'accord avec les traditions, qui sont des éléments oppositionnels - si vous voulez - le sentirent qu'ils sont chez eux dans ce parti, qu'ils ne sont pas simplement invités au bout de la table, choisir X plutôt que X et autorisés à faire une opposition, disons de sa Majesté. I1 faut qu'ils viennent vraiment avec leurs idées qui s'inclinent quand le Parti a décidé. Et si on a le retour à cette tradition c'est pourquoi nous sommes unanimes dans la Seine, malgré notre diversité, parce que nous sommes justement unanimes

pour qu'on respecte autant que possible la diversité à la fois dans l'expression de la pensée et dans la mobilité de cette pensée.
Vous reconnaissez vous-mêmes que vous changez de position, qu'il y a des courants d' opinions qui passent de l'un à l'autre, eh bien c'est ça la vie. Si elle se cristallise provisoirement au cours d'une année, à la fin d'un Congrès, si par exemple il y a une motion unanime à la fin de ce Congrès, la revendication reconventionnelle du Comité directeur tombe ; mais s'il y a une majorité et une minorité, de quel droit allez-vous vous-mêmes, vous qui êtes majorité, désigner les représentants de la minorité, les seuls qui vous conviennent et même en ne donnant que la moitié, le tiers ou le quart de cette minorité.
Voilà où quelque chose, tout de même ne va pas. Vous pourrez traiter le problème comme vous voudrez mais, puisqu'on m'a presque lancé le défi, je n'ai rien à retirer de l'action que nous avons menée, politique au service des organismes internationaux. Ce que je ne veux pas revoir, c'est une incompréhension totale d'une majorité brimant une minorité et quelquefois une minorité qui a raison, camarades
(Applaudissements)

Le président - Defferre reprend la tribune, mais je lui demande de ne pas la céder à un nouveau camarade, ce n'est pas conforme au règlement.

Gaston Defferre

Le Président a raison. Le Secrétaire général, sa Majesté, comme l'appelle notre ami Marceau Pivert, répondra, je pense tout à l'heure à son opposition.
En ce qui me concerne, si Marceau Pivert veut bien m'écouter je n'ai pas l'intention de revenir sur le passé et d'engager une polémique pour savoir si c'étaient les camarades qui étaient pour la résistance à Hitler et qui se sont battus qui avaient raison ou si c'étaient les autres ; cela c'est loin, n'en parlons plus. Si nous y pensons encore quelquefois ce n'est pas l'objet du débat d'aujourd'hui et je n'accepterai pas, pour ma part, que le débat que nous avons engagé revienne à dire si oui ou non c'était la majorité ou la minorité du Parti qui avait raison avant la guerre. Aujourd'hui ce n'est pas la question, c'est une question de statuts, de structure, presque de procédure que nous avons à décider.
Je note d'ailleurs que Marceau Pivert a reconnu lui-même qu'il n'existait plus de courants permanents de pensée, seule base valable de véritables tendances ; qu'il existait des opinions de camarades et de groupes de camarades qui se modifiaient en fonction des événements, ce qui enlève toute base réelle à l'organisation des tendances.
Mais là où je ne suis plus Marceau Pivert qui n'est pas logique avec lui-même car après avoir reconnu cette évidence que personne ne peut nier à l'heure actuelle, il dit "il faut tout de même permettre à la minorité de désigner elle-même ses représentants", de revenir donc, sinon à la proportionnelle, à une tendance organisée, en tous cas à la proportionnelle de la tendance du moment au cours du Congrès annuel.

Fondation Jean Jaurès

Eh bien, camarades, il n'est pas nécessaire d'avoir une bien grande expérience des organisations politiques, et en particulier du Parti Socialiste, pour savoir que si les choses étaient organisées ainsi, très vite ce qui au départ n'était pas une tendance organisée, à partir du moment où vous lui auriez donné corps en lui donnant un certain nombre d'élus, deviendrait une tendance organisée, même si elle n'avait pas de support… (applaudissements)… Et sous prétexte d'assurer la garantie qu'elle a, car elle est respectée, elle le sait quelle que soit la minorité nous introduirions dans les statuts du Parti des dispositions extrêmement dangereuses.
Et je veux conclure, camarades ; aujourd'hui je me trouverai peut-être dans la majorité - je m'en excuse - avec ma grosse fédération, j'ai déjà été depuis la libération bien souvent dans la minorité et je me souviens de Congrès au cours desquels notre fédération s'est trouvée dans la minorité sur certains problèmes et nous n'avons pas demandé pour autant une représentation proportionnelle de façon que nous soyons certains d'avoir des représentants au Comité directeur. Et je donnerai un dernier exemple, car dans une matière connue celle-là il faut essayer de serrer la réalité de très près et ne pas se laisser entraîner par des déclarations sentimentales ou par une idéologie qui, elle, peut paraître séduisante et en fait est dangereuse dans l'application : Une de ces fédérations, la fédération des Bouches-du-Rhône n'a aucun représentant au Comité directeur et je vous jure que cela ne nous donne aucun complexe. Je ne m'estime pas du tout diminué parce que ma fédération n'a pas de représentant au Comité directeur. Je m'estimerais diminué si ma fédération perdait des mandats car quand il s'agit de voter dans les Congrès je n'arriverais pas avec 234 mandats, ce qui dans le poids de la balance incontestablement représente quelque chose quand il faut prendre des décisions ; et je considère que l'influence de notre fédération dans le Parti est beaucoup plus fonction du nombre des mandats qu'elle détient, c'est-à-dire de son activité dans le pays, du nombre de ses militants, de l'activité de ses sections, de l'activité de ses élus que d'une représentation proportionnelle au Comité directeur.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous venons de recevoir un télégramme du parti suisse : "Regrettons de ne pouvoir envoyer délégation. Nous adressons à votre Congrès un salut fraternel et souhaitons bon travail et succès pour la cause du Socialisme démocratique en France. Parti Socialiste suisse, signé : Humbert Gross, secrétaire". La parole est maintenant à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, je voudrais d'abord voir deux points de détail. C'est je crois notre camarade Max Lejeune qui, dans son intervention, a dit le vœu de sa fédération de voir interdire, par un règlement, la présence de fonctionnaires du Parti dans le Comité directeur. Comme la formule est vague et comme elle pourrait donner lieu à des interprétations erronées, je voudrai s rendre les choses plus claires.

En dehors des membres du bureau il n'y a, dans le Comité directeur, qu'un seul camarade qui est, non pas fonctionnaire du Parti, mais qui a été choisi comme l'un des trois délégués nationaux de la propagande. Un point c'est tout.
Deuxième question, qui a été évoquée par plusieurs camarades. S'il y a limitation du nombre des parlementaires, doit-on ou non compter dedans les représentants de l'Union française ? Camarades, si jamais on devait adopter la décision disant que les représentants de l'Union française sont considérés comme parlementaires, vous aboutiriez à un résultat très rapide, c'est que vous n'auriez bientôt plus de représentants de l'Union française dans le Comité directeur. Il est déjà difficile d'y avoir des conseillers de la République, vous auriez presque uniquement des députés, pour une raison simple c'est que les uns sont plus connus que les autres et que si les camarades de l'Union française lorsqu'ils sont candidats comme non parlementaires, ont leur chance sur 21, à partir de l'instant où ils seraient dans les 10, il est vraiment difficile de choisir entre tous les parlementaires. Vous les élimineriez alors qu'il est à peine besoin de dire le rôle que de nombreux d'entre eux ont eu, les services qu'ils ont rendus au Comité directeur.
Avant d'aborder le point sérieux, celui de la proportionnelle, je voudrais encore parler d'un autre. Faut-il ou ne faut-il pas modifier la limitation du nombre de parlementaires ? Faut-il porter le nombre de parlementaires à 15, 18 ou à 20, ou même supprimer la limitation? C'est un problème qui, dans une autre structure du Comité directeur, pourrait être envisagé ; mais avec un Comité directeur tel qu'il est actuellement conçu de 31, avec les dispositions - c'est là-dessus que j'attire votre attention - avec les dispositions que le Congrès a adoptées l'année dernière, dispositions qui disent que lorsqu'il y a un problème important sur le plan de la politique, investiture, vote de confiance ou autre, il y a maintenant une décision unique prise en commun par le Comité directeur et le groupe parlementaire réunis, si vous portez à 15 ou à 20 le nombre des parlementaires dans le Comité directeur, cela veut dire que vous ramenez de 20 à 15 ou à 10 le nombre de nos parlementaires. Il faudra très vite revenir sur la décision prise et dire qu'en fin de compte le groupe parlementaire seul prend les décisions ; ce ne sera vraiment plus la peine de prétendre que le Comité directeur y est associé.
Je passe au point le plus important : Représentation proportionnelle à l'existence de tendances. Je voudrais bien qu'on ne se passionne pas trop parce qu'il n'y a pas de problème théorique là-dessus. Cela n'aurait rien d'affolant en soi que d'accepter l'idée de la proportionnelle des tendances à la condition qu'il puisse exister des tendances, et c'est là-dessus que je m'arrêterai dans un instant. Ce n'est donc pas un grand débat théorique, seulement si j'y suis personnellement opposé c'est parce que, premièrement, les arguments que l'on a apportés en faveur de cette thèse me paraissent des arguments inexacts.
Je vais les reprendre les uns après les autres. L'argument historique : Léon Blum, 1920. Defferre a dit l'essentiel. Quand il s'agissait de sauver une minorité opprimée, menacée, qui allait devenir dans les lendemains, le Parti lui-même, on comprend cette attitude. Mais est-ce que vraiment un camarade peut, avec

sérieux, et avec loyauté, prétendre qu'il y a actuellement dans le Parti Socialiste une minorité opprimée et menacée. Je ne le pense pas.
L'argument de l'actualité : Il porte sur deux faits. Les grosses fédérations éliminent dans la représentation les petites fédérations. Camarades, il semblerait qu'on ne prête vraiment plus attention, dans le Parti, à la structure du Parti et à ses règlements. Pour éviter justement qu'à l'occasion de l'élection au Comité directeur et à tous les organismes centraux du Parti le poids des grosses fédérations ne se fasse trop sentir il y a une disposition particulière au Parti Socialiste qui fait que chaque fédération a un mandat de plus que le nombre de mandats auxquels lui donne droit sa représentation proportionnelle au nombre de ses adhérents. C'est-à-dire que les petites fédérations, lors du vote au Comité directeur, disposent d'une masse 50, 60 fois un mandat qui n'intervient pas dans le vote politique si vous parliez de proportionnelle, mais qui interviennent massivement dans le vote pour l'élection des organismes centraux. C'est une précaution que le Parti a prise dès 1944.
On me dit "les minorités ne sont pas représentées proportionnellement". Vous savez, camarades, si je n'avais comme souci au secrétariat que celui d'assurer la permanence de telle équipe au secrétariat, et puis la certitude d'avoir des majorités sur tel et tel problème, des majorités de ce qu'elles veulent, comme quelqu'un a dit et j'y reviendrai, je serais favorable à la proportionnelle.
Mais voyons, depuis 6 ou 7 ans, je ne sais plus, que j'ai les fonctions de Secrétaire général, il n'y a jamais eu dans le Comité directeur un nombre correspondant de membres du Comité directeur proportionnel aux majorités qui s'étaient constituées et qui s'étaient affirmées dans les Congrès. Jamais. Cette année encore si on avait du faire le vote sur les motions de l'année dernière, et bien il y aurait au moins un camarade de moins dans le Comité directeur à être contre l'armée européenne qu'il n'y en a dans l'actuel Comité directeur.
Il y a quelque chose qui m'étonne : on a l'air de dire que les minorités ne sont pas représentées, elles le sont au moins autant que la proportionnelle l'assurerait et dans de nombreux cas elles l'ont été beaucoup plus.
J'en viens à l'argument sur la valeur des camarades. C'est le seul qui me fasse souffrir et c'est le seul sur lequel je n'accepte pas l'argument. L'année dernière on a parlé de leaders ; cette année on parle des suiveurs. Si vous voulez bien prendre, non pas la parole de tel ou tel camarade qui vous raconte ce qui se passe au Comité directeur mais les comptes rendus du Comité directeur qui, régulièrement sont publiés par le bulletin intérieur, qui sont repris dans le rapport qui vous est envoyé, vous vous apercevrez qu'il n'existe au sein du Comité directeur ni leaders, ni suiveurs. Et que sur chacun des problèmes on se divise, compte non tenu même de sa fédération, parfois à l'intérieur les camarades d'un même groupe ne votent pas pareil. C'est une injure à l'égard de bons camarades, de bons militants qui se dévouent et qui peinent ; il n'y a pas plus de suiveurs au Comité directeur qu'il n'y en a au groupe parlementaire ou ailleurs.

J'en viens à l'argument essentiel. La raison essentielle pour laquelle je souhaite qu'on n'accepte pas la proportionnelle c'est que c'est impossible, c'est que c'est grotesque.
Avant guerre, c'est Baranton qui a apporté le meilleur argument contre la proportionnelle ; avant guerre il y avait, dans le Parti, sur des problèmes théoriques, parce qu'on vivait une certaine période de l'histoire du Parti, des oppositions entre possibilistes, comme il a dit, réformistes, révolutionnaires ultras. On peut encore concevoir que sur de semblables positions il existe des oppositions. Dans la vie actuelle du Parti les problèmes que le Comité directeur a à régler, qui sont uniquement des problèmes d'exécution des décisions du Congrès précédent, ne permettent rien de pareil.
Je vais prendre un exemple précis. Dites-moi camarades, supposez que l'année dernière vous ayez déjà eu satisfaction, et qu'il y ait eu vote pour le Comité directeur, proportionnel aux tendances. Quel est le débat qui nous a divisés ? Celui sur l'armée européenne. Le Comité directeur n'a pas eu une seule fois, au cours de l'année, à prendre une décision sur la question de l'armée européenne et c'est là-dessus qu'on aurait bâti le Comité directeur ? Par contre nous avons eu à prendre des décisions sur des quantités d'autres problèmes, et des problèmes sur lesquels les camarades qui auraient été choisis comme représentants d'une même tendance auraient été en complet désaccord parce qu'enfin, parlons clair : Nous avions l'année dernière des camarades comme, disons Philip, Gouin, Augustin Laurent, comme moi-même, qui avions été dans un courant de pensée ; êtes-vous bien sûrs que les mêmes camarades soient tout à fait d'accord sur les problèmes lorsqu'il s'agit de participation ou autres ? Vous aviez un autre courant de pensée, vous auriez eu sur la même liste des camarades, de Max Lejeune à Marceau Pivert en passant par Depreux, et êtes-vous bien sûrs que vous avez sur la participation exactement la même opinion ? Vous savez bien que ce n'est pas sérieux.
On peut concevoir des courants de pensée ou des tendances comme vous dites s'il s'agit de problèmes théoriques. A partir du moment où il s'agit d'action, d'une action chaque jour fluctuante sur laquelle il est uniquement nécessaire de se dire "comment le Congrès de l'année dernière a-t-il dit que nous devions trancher ?" vous ne pouvez plus avoir de représentation proportionne.
Alors il ne faut vraiment pas dramatiser. L'adoption éventuelle de la proportionnelle ne modifierait rien au rapport des forces entre les courants existants s'il y en a dans le Comité directeur. La seule chose que cela donnerait, les seules modifications que cela apporterait seraient les suivantes : C'est que les représentants du Comité directeur, au lieu d'être élus par le Congrès seraient cooptés par les tendances. Première modification. La cooptation est absolument nécessaire, obligatoire, surtout à partir du moment où vous avez limitation du nombre de parlementaires. Autrement dit, à partir de maintenant le Congrès se subdiviserait pour dire "on va laisser aux hommes qui seraient choisis comme leaders des tendances le soin de désigner eux-mêmes leurs représentants au Comité directeur".

Deuxièmement, ces tendances dont vous dites vous-mêmes qu'elles ne peuvent pas exister sous une forme organique, deviendraient très vite organiques. Notre camarade Defferre avait raison de le dire tout à l'heure et alors que le Comité directeur, à l'heure actuelle, vote chacun en fonction de sa conscience, on se demanderait comment faire pour ne pas se diviser au sein de la tendance. Et peu à peu la discipline de vote de la tendance amènerait à la création de la tendance organisée.
Je ne parle que de celle qui existerait normalement, que de celle dont l'existence se justifierait par une prise de position politique sur un problème. Mais est-ce que vous n'avez pas peur, camarades, de voir très vite des tendances se créer en dehors de celles qui peuvent exister uniquement pour justifier une représentation au Comité directeur?
En ce qui me concerne je suis convaincu qu'on a perdu assez de temps à cela, et qu'il vaudrait mieux consacrer le total de nos forces, non pas à nous diviser entre nous, nais à nous battre contre l'adversaire commun.
(Applaudissements)

Le président - Toutes les fédérations ont un imprimé leur demandant de répartir approximativement leurs mandats en 3 colonnes. Je demande que ces imprimés soient retournés au secrétariat, à la table près de la fenêtre, de manière qu'on puisse organiser, par la proportionnelle cette fois, une Commission des résolutions spéciales qui apportera ses conclusions au Congrès.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
45ème congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 1953

Séance du vendredi 3 juillet (matinée).

La séance est ouverte à 10 h 15 sous la présidence de Max Lejeune ; Assesseurs : Grimaldi (Corse), Suzanne Baranton (Charente-Maritime), Midon (Var), Gazagnes (Haute-Garonne), Silvandre (Sénégal).

Le président (Max Lejeune)
J'ai déjà 20 orateurs inscrits sur le débat de politique générale intérieure. La question se pose de savoir si l'on doit organiser le débat. En fonction des inscriptions reçues ce matin, il faut prévoir deux séances du Congrès rien que pour le débat de politique générale.
Est-ce que vous êtes d'accord pour limiter le temps de parole ?

Les congressistes - Oui, oui.

Pierre Commin

Camarades, vous posez la question de savoir si nous organisons le débat, mais organiser le débat cela ne signifie pas que tous les orateurs verront leur temps de parole limité par exemple à 20 minutes. Il y a un certain nombre de camarades qui ont sans doute besoin d'un temps supérieur pour exposer un certain nombre d'idées et d'autres qui nous ont déjà fait connaître qu'ils se contenteraient de 10 minutes ou un quart d'heure.

Si le Congrès décide d'organiser le débat, cela veut dire que les orateurs se réuniront pendant une suspension de séance de 10 minutes ou un quart d'heure, feront connaître exactement le temps de parole dont ils ont besoin, et nous verrons, suivant le temps disponible, les limitations à envisager. Je crois qu'une limitation arbitraire à 20 minutes serait injuste et ferait perdre de l'intérêt au Congrès.

Je n'ai pas besoin de souligner que le débat de politique intérieure, comme celui de politique extérieure, est extrêmement important dans les circonstances actuelles ; il ne faut donc pas le limiter à mon sens à 20 ou 25 minutes par orateur. La meilleure solution serait, je pense, de demander à ceux des camarades qui désirent intervenir ou qui connaissent des délégués de leur fédération qui désirent intervenir, de se faire inscrire immédiatement et après quoi nous pourrions rassembler les orateurs et prévoir une organisation rationnelle des débats.

Je demande au président de consulter le Congrès sur cette proposition.

Le président - Je mets aux voix les propositions de Pierre Commin. Que ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main... Avis contraires ? La proposition est adoptée.

Les orateurs qui veulent intervenir dans le débat de politique générale sont priés de se faire inscrire immédiatement.

Un congressiste - Je demande combien il y a d'orateurs de la fédération de la Seine inscrits car dans tous les Congrès le brain-trust, brillant sans doute mais souvent fastidieux de la Seine, occupe la tribune les trois-quarts du temps.

Le président - Il y a certainement quelques camarades appartenant à une même fédération qui sont inscrits, mais puisqu'on demande la réunion de tous les orateurs, c'est à ce moment-là que devra intervenir votre observation.

La liste est close.

Pierre Commin - Camarades, la question posée est très importante. Si nous admettons la possibilité d'inscrire nos camarades absents ce matin, toute organisation devient difficile, car le temps de parole que nous allons répartir se trouvera modifié si nous avons tout à l'heure un certain nombre d'inscriptions. C'est donc au Congrès de dire s'il entend dès maintenant clore la liste des orateurs. C'est à lui seul qu'il appartient de prendre cette décision.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Je vais consulter le Congrès pour savoir s'il veut dès maintenant clore la liste des orateurs qui comporte 25 camarades. Je mets aux voix.
Que ceux qui sont partisans de clore dès maintenant la liste le manifestent en levant la main.
Avis contraires ? (Aucun)
L'inscription est close.
Les camarades sont priés de venir à la tribune pour s'entendre sur le temps de parole.

(Suspension de séance de dix minutes.)

Le président - La séance est reprise. La parole est à Edouard Depreux pour une demi-heure.

Edouard Depreux

Camarades, peut-être est-il un peu arbitraire de séparer le débat de politique intérieure du débat de politique extérieure, car le choix que l'on fait dans le domaine de politique extérieure, les possibilités que l'on envisage dans ce domaine ont une influence évidente sur les possibilités de la politique intérieure elle-même. Aussi n'est-il pas impossible que, quelle que soit la discipline des orateurs, ils aient un a tendance à franchir un peu les murs mitoyens que nous avons créés nous-mêmes entre les deux débats, et, s'il s'agit de l'Union française, des trois débats, car je ne vis pas comment on peut jeter les grandes lignes d'une politique générale qui ne partent pas de l'ensemble des possibilités de la politique extérieure et de la politique d'Union française.
Ceci dit, je voudrais souligner que, pour l'opinion informée, et hélas pour toutes sortes de raisons que nous connaissons bien, toute l'opinion française n'est pas informée, la propagande socialiste se trouve aujourd'hui dans des conditions infiniment meilleures qu'il y a six mois, qu'il y a un an.
Tout ce que nous avions prévu du développement de la politique de M. Pinay a été réalisé. On partait sur ce double postulat tacite que l'on peut tout faire à la fois et qu'il n'est pas nécessaire de demander des sacrifices nouveaux, entendez des sacrifices aux privilégiés. Quand M. Pinay a quitté le pouvoir, il est évident que son successeur, M. René Mayer, n'a pas pu faire venir un huissier pour dresser un constat, car M. René Mayer avait besoin des voix des partisans de M. Pinay. Néanmoins le bilan a été dressé. Il a été dressé d'une manière extrêmement brillante par M. Paul Reynaud, dont Gazier a dit, non sans finesse, qu'il avait plusieurs titres pour le dresser : Ancien Président du Conseil, Président de la Commission des finances et membre du même parti que M. Pinay. Certes, dans l'esprit de Gazier et dans le nôtre, une gradation ascendante, bien entendu.
Sur l'équilibre budgétaire, on discute simplement pour savoir s'il s'agit d'un déficit de 780, de 800 milliards, ou d'un peu plus. Je sais bien que l'heure est passée où l'on appelle les choses par leur nom et qu'on avait trouvé un charmant euphémisme. On parlait d'impasse. De même, le nouveau gouvernement ne

Fondation Jean-Jaurès

semble avoir ajouté au vocabulaire financier, lorsqu'il baptise les impôts ressources. C'est beaucoup plus gentil, c'est charmant et je suis persuadé que les contribuables apprécieront cette infinie délicatesse à leur égard.
On a pu dresser, dans tous les domaines, le bilan des ravages exercés par M. Pinay. Ce qu'on n'a peut-être pas assez dit, c'est que le bilan moral est beaucoup plus désastreux encore que le bilan matériel, car on a laissé créer cette illusion qu'après tout tout pouvait s'arranger.
Les assemblées parlementaires sont tellement comparables à des foules que, lorsque M. Laniel a éliminé provisoirement tous les soucis, en ne parlant plus ni de déficit, ni de moyens d'y parer, il a été acclamé. Seulement, ne pas résoudre les problèmes, cela peut être une habileté pour constituer un gouvernement. Nous savons qu'il y a eu de solides traditions d'immobilisme pendant un grand nombre de mois et pendant un grand nombre d'années. On a contourné les obstacles, on a vécu, on n'a rien résolu du tout et les problèmes se posent alors devant le pays avec une acuité croissante.
Je n'ai parlé que du déficit budgétaire. Je crois que le déficit de la balance des comptes et des paiements extérieurs est une chose encore beaucoup plus grave. Illusions, par conséquent et aucune solution.
On a plus ou moins remplacé M. Pinay. Et puis, nous avons eu une très longue crise de laquelle il faudrait que nous tirions quelques conclusions. L'instabilité ministérielle, on a raison de le dire, est en soi une chose déplorable.
Et c'est un mal surtout français. Je crois qu'au palmarès international nous avons une sorte de privilège d'occuper, dans ce domaine, la première place. Peut-être faudrait-il rechercher pour voir les causes, les causes réelles et profondes. On a quelquefois dit : C'est de la faute du mode d'élection et du régime électoral.
Je voudrais vous souligner que la proportionnelle n'empêche pas la stabilité gouvernementale en Suède, en Norvège, et dans un certain nombre d'autres pays ; que le scrutin statutairement majoritaire à un tour n'empêche pas la stabilité ministérielle en Grande-Bretagne avec cet inconvénient, tout de même, que lors des dernières élections c'est le parti qui a obtenu devant le suffrage universel le moins de suffrages qui dispose d'une majorité telle qu'il peut gouverner tranquillement et avec une majorité confortable, ce qui du point de vue strictement démocratique oblige quand même à ne pas vouloir calquer, même si on le pouvait, le régime britannique dans d'autres pays.

André Philip - Le mot "confortable" est peut-être un peu de trop. S'ils doivent toujours être présents même s'ils sont malades, ce n'est pas très confortable.

Edouard Depreux - J'admets très bien l'amendement Philip sur le confort limité, mais il est certain que Philip sera d'accord avec cette conclusion : Que ce n'est pas le mode d'élection qui peut dans tous les pays assurer ou ne pas assurer la stabilité ministérielle, qu'il faut chercher autre chose. Réforme constitutionnelle ? Mon Dieu, la France bat-elle le record des constitutions en ce qui concerne la quantité, pas forcément en ce qui concerne la qualité ; mais là aussi je crois que c'est un des aspects du problème.

Toutefois, il est certain qu'il est mauvais d'exiger pour l'investiture d'un président du Conseil la majorité absolue des députés présents ou absents, malades, abstentionnistes, en congé, c'est-à-dire 314 voix ; cela signifie qu'un abstentionniste est un homme qui vote contre.
Vous savez, nous ne sommes pas spécialement naïfs et nous savons très bien que s'il suffisait d'une majorité relative, certains qui ont frisé l'investiture - je ne dis pas tellement à une voix, mais à 13 voix - j'en suis certain, ne l'auraient quand même pas obtenue, car on se serait arrangé pour qu'un certain nombre d'abstentionnistes votent contre et qu'un certain nombre de gens qui ont voté pour s'abstiennent.
Ceci dit, il n'en est pas moins vrai qu'il y a une illusion des constituants lorsqu'ils se sont imaginés à tort, complètement à tort, qu'il fallait donner au président du Conseil une plus large majorité pour mieux asseoir son gouvernement. C'est la grande illusion d'ailleurs de l'Union nationale ; vous vous imaginez que lorsque vous réunissez des gens autour d'un tapis vert et qu'eux-mêmes représentent des groupes politiques importants, vous avez une majorité.
Vous n'avez une majorité que si vous avez, au préalable, une politique bien définie et un programme bien défini.
Si vous vous penchez sur l'histoire de la 3ème République, vous vous apercevrez que les gouvernements qui ont tenu le plus longtemps : Le gouvernement Combes et le gouvernement Waldeck-Rousseau, qui ont duré près de trois ans l'un et l'autre, s'appuyaient, surtout le second, sur une très petite majorité, une majorité de quelques voix ; seulement majorité aux oppositions, et l'opposition en régime parlementaire a son rôle fécond, fortement utile à jouer. Elle savait exactement ce qu'elle voulait. Il y avait là un clivage. Alors quand vous obligez les gens à rechercher une trop large majorité, vous avez les contradictions qui, jusqu'au Conseil des ministres, viennent paralyser l'action et sont génératrices d'immobilisme, certains ministres tirant à hue, d'autres à dia, et je crois qu'on aurait agi très intelligemment si au lieu d'avoir de trop ambitieux projets de réforme constitutionnelle on avait, comme l'a demandé le groupe Socialiste, sérié les difficultés et d'abord exigé la modification de ce malheureux article qui oblige ce barbare scrutin d'investiture, d'ailleurs prodigieusement inhumain, où un homme coupé de tout, sans amis, sans confidents, sans service, est obligé de répondre sur toutes les questions ; la suprême habileté - nous nous en sommes aperçus d'ailleurs il y a quelques jours - c'est de ne pas répondre. Car on a donné une information partiellement inexacte quand on a dit : "On était tellement enthousiasmés par le discours programme un peu vide de M. Laniel qu'on ne lui a pas posé de questions" ; pardon ! On lui a posé des questions, il n'y a pas répondu et personne n'a trouvé que cette absence de réponse était impertinente, au contraire, à la courtoisie parlementaire. Mais il n'a pas répondu avec beaucoup d'obligeance, avec une exquise courtoisie et je crois que c'est ainsi qu'on peut résumer le dernier débat. Donc là il y a quelque chose à faire.
Seulement il faut d'abord voir les problèmes politiques. Pourquoi y a-t-il instabilité ministérielle en France ? Parce que les partis sont beaucoup trop nombreux, ne sont pas organisés et qu'il y a des groupes parlementaires

infiniment petits où la densité ministérielle au mètre carré atteint probablement tous les records, qu'ils ne correspondent à rien dans le pays et qu'ils sont incapables de s'engager eux-mêmes dans une discussion.
Le groupe Socialiste a voté une fois pour ; il a voté pour Mendès-France. Nous avons discuté entre nous, il y avait d'excellents arguments pour et contre.
Le groupe à tort ou à raison - à raison à mon avis puisque j'avais soutenu cette thèse - a décidé de voter pour et ce sont les 105 voix Socialistes alors qui sont venues. Si les autres partis - à commencer par le parti de Mendès-France lui-même - avaient eu une organisation comme la nôtre, la crise ministérielle aurait incontestablement duré beaucoup moins longtemps.
A partir du moment où vous avez des gens qui se réunissent, qui échangent leurs points de vue et qui, ensuite, se divisent en trois : Pour, contre, abstentions - et même en quatre avec "n'ont pas pris part au vote" - vous n'avez pas cet embryon d'organisation des partis qui est le début d'organisation de la démocratie et contre toute la politique du Rassemblement du Peuple Français, première manière, contre toute la politique des prétendus Indépendants et de M. Pinay. La preuve est faite que l'organisation des partis est en soi une chose excellente et que dans tous les pays où le régime parlementaire fonctionne bien, il y a des partis peu nombreux mais eux-mêmes disciplinés et organisés, ce qui est, je le répète, le début d'organisation de la démocratie.
Seulement en France comme en Italie, il y a un mal supplémentaire sur lequel on n'a peut-être pas suffisamment attiré l'attention: il y a des groupes Communistes forts et des partis Communistes forts.
Jusqu'à nouvel ordre, le Parti Communiste français vote contre tout. Il vote contre tous les gouvernements de droite, contre tous les gouvernements du centre, et il vote ou il voterait contre tous les gouvernements de gauche. C'est là la plus prodigieuse mystification, car si les chefs Communistes ne sont pas des hommes de gauche et sont le contraire des hommes de gauche ; s'ils tournent le dos à toute la tradition républicaine et démocratique qui s'est affirmée chez nous depuis un siècle et demi, une partie importante des électeurs Communistes représente une force de gauche trompée, mystifiée, abusée ; et cela fait 100 voix, quand il y a cent députés Communistes, qui sont complètement stérilisées et il n'est pas vrai que, comme la Constitution l'a demandé, il faut la moitié des voix plus une pour investir un président du Conseil ; il y a de toute manière cent voix qui ne comptent pas et j'ai fait hier le calcul, il faut en réalité 59,7% des voix - que vous soyez de droite, de gauche ou du centre - pour former un gouvernement. Voilà une des causes profondes de l'instabilité.
Cela ne veut pas dire qu'il faut céder à l'intention apparemment facile de dissoudre le Parti Communiste, de supprimer sa représentation parlementaire par un coup de force ; cela c'est la facilité. La vraie solution est de tarir les sources du recrutement communiste, ce n'est pas de supprimer les élus, c'est de diminuer le nombre des électeurs ; et l'expérience, partout où elle a été tentée, est absolument décisive. On supprime un grand nombre d'électeurs communistes partout ; partout où on le réalise on démontre par le fait, et non par des discours, l'efficacité démocratique.

(Applaudissements)
Et si les gouvernements, en France, tombent comme les chefs d'Etat, c'est parce qu'ils ne savent pas très exactement ce qu'ils veulent, c'est parce que - dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres - ils hésitent, ils sont pusillanimes, ils poursuivent, ils arrêtent les poursuites, ils donnent tout à la fois l'impression de l'arbitraire et l'impression de l'impuissance ; ce qui cumule les inconvénients de l'un et l'autre système, et ils ne définissent pas les grandes lignes de la politique résolument sociale : Construction de logements - et je crois que Chauchois en parlera tout à l'heure avec compétence et comme un homme qui, précisément, peut en parler parce qu'il l'a réalisé - lutte implacable contre le taudis, lutte contre toutes les formes d'injustice sociale, élévation du niveau de vie des travailleurs, tout est là.
Tant que vous aurez un Parti Communiste fort - c'est vrai pour la France et c'est vrai pour l'Italie, ce sont les deux seuls pays démocratiques d'ailleurs qui ont ce terrible handicap, qui ont cette lourde hypothèque - vous aurez une politique qui ne sera pas dégagée d'entraves et vous ne pourrez pas résolument aller vers la stabilité ministérielle.
Beaucoup de nos adversaires réclament, eux, d'une manière un peu simpliste, les pleins pouvoirs, les pouvoirs spéciaux, des décrets-lois. Je crois que là aussi ils se font des illusions sur l'efficacité, mais je crois qu'il serait dangereux aussi, que nous paraissions comme accrochés à je ne sais quel fétichisme parlementaire.
Je suis persuadé que lorsque nous aurons des responsabilités, lorsque nous voudrons créer le Socialisme contre les puissantes féodalités, et contre un certain nombre de petites féodalités et de coalitions d'intérêt, quand nous voudrons, comme le demandait hier Germaine Moch, triompher de ce mal qu'est l'alcoolisme, nous aurons incontestablement besoin de gouverner dans le cadre de la démocratie en respectant toutes les prérogatives démocratiques ; mais enfin la démocratie ne consiste pas à paralyser celui qui agit ; elle ne consiste pas à le contrôler le matin, à midi, le soir. La démocratie consiste à lui donner la possibilité de travailler à définir au départ le cadre, et c'est ce qu'avait fait admirablement Léon Blum en 1936, dans lequel il aura un travail législatif, et à le juger à ses actes.
Je suis absolument persuadé que nous serions obligés, nous comme les autres, si nous voulions réaliser de sortir du petit train-train parlementaire actuel ; nous avons raison lorsque nous refusons les pleins pouvoirs à un gouvernement en qui nous n'avons pas confiance, mais nous pouvons demander les pleins pouvoirs démocratiques pour un gouvernement qui irait dans le sens de nos désirs, et je crois que nous devons le dire avec beaucoup de loyauté.
Camarades, voyez comment est composée l'Assemblée Nationale actuelle. Nous pouvons la comparer, nous qui avons vécu les constituantes précédentes, à la première Assemblée Nationale. Je vous assure que les intérêts privés y relèvent singulièrement la tête, qu'il y a des espèces d'intergroupes avoués ou non avoués, et que ces intérêts privés sont alertés et que pour pouvoir triompher de ces intérêts tantôt coalisés, tantôt dispersés, il ne faut pas avoir peur de dire que

"démocratie" et "autorité", loin d'être inconciliables, se complètent et se complètent harmonieusement.
Malheur à la démocratie qui ne saurait pas elle-même affirmer son autorité, car alors elle ferait ou le lit du césarisme ou le lit du stalinisme ; d'ailleurs je me demande pourquoi je dis "ou... ou...", car je conçois de moins en moins les différences entre l'une et l'autre.
Camarades, voilà le cadre dans lequel je crois que nous devons affirmer nos préoccupations ; et ensuite si nous avons, nous, dit qu'il fallait faire des options, nous avons le devoir de définir ces options. Et c'est ici qu'il est très difficile de ne pas parler un peu des répercussions de la politique extérieure sur la politique intérieure.
Je voudrais simplement souligner qu'il n'y a pas, dans un Congrès Socialiste, un seul naïf qui s'imagine que des bolcheviks touchés par je ne sais quelle grâce humanitaire et pacifiste depuis la mort de Staline, ont complètement changé leur politique, qu'il n'y a qu'à faire la paix avec des gens de bonne foi.
Je pense qu'il n'y a pas non plus un seul homme qui ne dirait qu'il serait monstrueux de ne pas tout essayer, de ne pas tout tenter pour mettre au moins les bolcheviks d'aujourd'hui au pied du mur, et d'essayer d'organiser le plus rapidement possible une conférence à quatre qui permettra de diminuer dans une première étape - si elle réussit - le fardeau des armements et, par conséquent, de faire les options qui nous sont chères.
Mais même si elle ne devait pas réussir, même avant cette conférence, je suis persuadé pour ma part qu'en France comme dans beaucoup de pays, des charges militaires excessives, loin de renforcer la défense nationale, diminuent notre potentiel de résistance à une éventuelle agression.
On ne répétera jamais assez que la défense nationale est un tout, qu'elle n'est pas seulement militaire, qu'elle est aussi et surtout économique et sociale, et qu'en croyant boucher un trou, en croyant parer à une agression militaire des bolcheviks, nous renforçons singulièrement ceux qui voudraient la déclencher car ils sont à l'intérieur même de chez nous des partisans actifs et dévoués, dévoués parfois jusqu'au fanatisme, et qui seront d'autant plus forts, que l'inflation sera plus forte que le potentiel économique sera plus faible, qu'on aura davantage sacrifié aux investissements constructifs et aux investissements rentables.
Je crois par conséquent que le Congrès Socialiste sera bien inspiré en disant que tous nous ferons le maximum d'efforts pour imposer une conférence en vue du désarmement général simultané et contrôlé je le répète, sans illusions, sans faiblesse, sans naïveté.
Faut-il ajouter - en nous félicitant d'ailleurs - que les mesures antérieures de sécurité collective aient endigué une agression et permis le dialogue qui, bien sûr, aurait été impossible sans cela. Et alors je crois qu'il y a là une première option.
Ensuite, on va nous proposer - on commence à nous proposer - toutes sortes d'ententes ; nous sommes redevenus des gens extrêmement intéressants.

Fondation Jean Jaurès

On distingue quelquefois dans la littérature stalinienne les choses Socialistes et les militants socialistes. Les militants et les électeurs on les aime beaucoup ; on les aime tellement qu'on voudrait les annexer ; mais lorsqu'il s'agit d'élections municipales croyez bien qu'on ne pose même pas de conditions à certains chefs socialistes, et même au plus authentique, au plus incontesté et au plus incontestable.

Il y a un tournant. On voudrait pouvoir dire qu'on revient à la vieille tradition de la discipline républicaine. Et alors en présence de cela, est-ce que nous allons nous laisser acculer à la défensive ? Est-ce que nous allons tout simplement être des gens qui donnent l'impression de bouder ? Alors que s'il y a un parti qui veut passionnément l'unité de la classe ouvrière, qui considère que la disparition de l'unité ouvrière en 1920 sur l'ordre formel de Moscou a été la plus grande catastrophe des temps modernes dans les pays occidentaux comme dans les pays orientaux, c'est bien nous ! Et nous devons dire et répéter parce que c'est l'évidence même qu'il n'y a qu'un obstacle et un seul à l'unité ouvrière : Les chefs bolcheviks ; les chefs bolcheviks qui se moquent éperdument de l'intérêt de la classe ouvrière française comme de la classe ouvrière internationale - s'il le fallait, les événements de Berlin-Est viennent de l'attester éloquemment à la face du monde et à la face de quiconque a une intelligence qui lui permet de réfléchir ; et nombre d'esprits critiques, les Communistes, disaient : "Pour nous, pas de question ; nous regardons où est le prolétariat et nous marchons inconditionnellement avec lui" ; c'est ce qu'ils disaient dans leur propagande. Dans leur école de cadres c'est un autre dévouement inconditionnel ; c'est le dévouement inconditionnel à la Russie stalinienne, et quelquefois il y avait une concordance apparente entre les intérêts ouvriers et les intérêts de la Russie tant sur le plan diplomatique que sur le plan le plus strictement militaire.

En Allemagne, quelle a été la politique du Parti Communiste allemand camouflé en Parti Socialiste unifié ? Cela a été une politique orientée à l'état chimiquement pur vers l'intérêt russe le plus immédiat. On a sacrifié le niveau de vie, on a fait des investissements dans le domaine militaire - et militaire à longue échéance - beaucoup trop ambitieux.

Le résultat a été tel qu'un beau jour les ouvriers éclatant de misère, très spontanément, se sont soulevés et que ce soulèvement a été réprimé exactement comme Cavaignac avait réprimé un soulèvement en juin 1948, exactement comme la Commune de Paris a été attaquée par M. Thiers, les Communistes ont employé les procédés de la grande bourgeoisie, du patronat de combat le plus féroce, le même vocabulaire : Meneurs, provocateurs. Voilà comment ils ont conçu l'unité ouvrière, et voilà ce que nous devons dire et devons dire partout, parce que c'est la vérité.

Et lorsqu'on nous propose l'unité, ou même lorsqu'on nous la propose, nous devons, nous - comme l'a fait si intelligemment la fédération du Nord lors de la remarquable élection de Provost - dire aux ouvriers inorganisés, aux ouvriers à Berlin à la Confédération générale du travail et qui tous, bien entendu, ne sont pas des staliniens conscients, même s'ils sont des pions sur l'échiquier au service de leurs dirigeants staliniens, nous devons leur poser des questions élémentaires,

nous devons leur dire comme l'a dit la fédération du Nord : "Le Parti Communiste français se déclare attaché inconditionnellement à la Russie, et la référence ? : Déclaration des chefs Communistes. Approuvez-vous cela ? Les Communistes se camouflent quelquefois fort habilement en laïques". Et au moment des élections municipales, si quelques très rares sections socialistes - peut-être une cinquantaine sur les 40.000 communes de France - ont cédé à la tentation, ça a été presque toujours une tentation de défense laïque contre le cléricalisme.

Comment ! Les Communistes laïques ? Mais relisez leur propre déclaration. Lorsque les Socialistes fêtent le cinquantenaire de l'école laïque - c'est la preuve - les hautes autorités Communistes ont déclaré que les Socialistes sont embourgeoisés, et Madame Jeannette Vermeersh a déclaré il y a quelque temps encore solennellement que l'école laïque, comme l'école cléricale, était une école bourgeoise, une école de la classe de...?

Peut-on demander aux instituteurs Communistes et aux sympathisants Communistes ou progressistes ce qu'ils pensent d'une déclaration comme celle-là ?

Vous savez que le Parti Communiste italien a concordé le concordat et les accords de Latran indiquant que la religion chrétienne doit être à la base de l'éducation ; est-ce une conception laïque ? Les Communistes français sont-ils d'accord avec cela ? Et puis enfin le stalinisme lui-même est-il autre chose qu'un cléricalisme ? La subordination totale de l'individu à un état molloch, l'ordre de former à l'école non pas des citoyens libres, capables de choisir la voie philosophique, religieuse ou non religieuse dans laquelle ils s'engageront, mais le bon Communiste discipliné, croyant prendre la vérité qui est une vérité imposée, tout cela il faut le dire vraiment avec le sens de l'offensive et avec la volonté acharnée de refaire l'unité ouvrière telle qu'elle fonctionne d'ailleurs aujourd'hui à la satisfaction générale en Grande-Bretagne, en Suède, en Norvège, en Danemark, en Autriche, en Suisse, dans la plupart des pays démocratiques, autour du parti Socialiste, autour des syndicats libres, des coopératives, des mutualités.

C'est cela, à mon avis, l'idée originale qui a été lancée par le Parti depuis quelque temps. Rassemblement démocratique et social pour sortir de l'isolement ; oui, mais rassemblement démocratique et social d'abord autour de la classe ouvrière, avec la classe ouvrière, et en faisant appel aux inorganisés ; quelquefois les organisés, dans certains partis politiques, peuvent être à la rigueur considérés comme des inorganisés tellement le parti politique en question a peu d'organisation et tellement il peut varier d'une fédération à une autre ou d'une localité à une autre ; et par conséquent il n'y a aucun inconvénient à inclure des hommes qui accepteraient le programme démocratique et social. Seulement alors, ne laissons pas créer l'illusion que nous avons été, par caprice et par fantaisie, dans l'opposition, puisque nous en avons assez d'être dans l'opposition et que maintenant nous ne demandons qu'à revenir dans une majorité, voire à la participation ministérielle. Je crois que nous pouvons dire : Programme d'abord.

Fondation Jean Jaurès

Ce n'est pas par caprice que nous avons été dans l'opposition, même si pour nous l'opposition a été rentable et si l'opposition a été bienfaisante
Nous avons été dans l'opposition parce qu'il s'est formé des majorités contre nous, avec lesquelles nous avons été en désaccord sur tous les problèmes essentiels, tournant le dos à toutes les solutions qui nous paraissaient les meilleures.
Nous essayons de regrouper les gens de bonne volonté qui ont compris, mais rien ne serait plus néfaste pour nous, rien ne serait plus néfaste pour la démocratie, rien ne serait plus néfaste pour le pays que des Socialistes donnent leur caution à je ne sais quel nouvel immobilisme, peut-être paré d'un nom nouveau et ne faisant pas davantage pour la classe ouvrière demain qu'on a fait hier.
Le front démocratique et social est-il possible avant une dissolution ? Est-il possible avant des élections nouvelles ? Nous ne sommes pas des devins, nous avons bien, les uns et les autres, au fond de nous-mêmes, des opinions à ce sujet, mais je crois vraiment que nous n'avons pas de pronostics à faire. Nous allons dire : "Voilà notre programme ; autour de ce programme : Qui m'aime me suive ; nous sommes prêts à prendre, nous, des responsabilités". Nous ne sommes pas prêts, je le répète, à cautionner les responsabilités des pires ennemis de la classe ouvrière car il y en a, parmi les pires ennemis de la classe ouvrière dont le rêve est un bon petit gouvernement qui ne ferait pas grand chose et qui aurait des participations de Socialistes qui permettraient d'avaliser, vis à vis de la classe ouvrière, une politique qui n'est pas du tout celle qui nous parait nécessaire dans l'intérêt du pays lui-même ; alors vous savez quel serait le drame. Vous croyez que, dans ce cas, vous auriez paré les manœuvres d'unité d'action du Parti Communiste ? Allons donc ! Vous les auriez singulièrement renforcées. Vous auriez permis au Parti Communiste de mentir une fois de plus en se donnant comme un parti d'opposition au régime capitaliste, comme le parti oui peut rassembler la classe ouvrière ; vous auriez découragé les meilleurs éléments de cette classe ouvrière qui, actuellement, traverse incontestablement une crise de doute dans la mesure où ils ont suivi le Parti Communiste, et c'est dans la mesure où vous avez un Parti Socialiste uni, fier de lui-même, fier de ses premières réalisations et désireux de mener un combat impitoyable contre le capitalisme, que vous affaiblirez le Communisme. Chaque victoire sur le capitalisme est une défaite du Communisme. Chaque victoire du capitalisme est une chance de succès à venir pour le parti stalinien. Vous savez, je dis quelquefois "Communiste" pour dire comme tout le monde ; mais je vous demande de mettre les guillemets chaque fois que je dis "Communiste", car je n'arrive pas à voir en quoi ils sont Communistes ; peut-être l'ont-ils été à un certain moment de leur histoire, je n'en suis pas convaincu, mais enfin il s'agit du parti qui a décidé que la Russie avait toujours raison quoi qu'elle dise, quoi qu'elle fasse ; raison dans ses tournants, raison lorsqu'elle dit qu'elle a eu tort, car c'est cela le drame du procès des médecins russes ; ce qui n'empêche pas que ceux qui avaient le mauvais esprit de dire que les médecins étaient innocents au

moment où ils étaient officiellement coupables, restent encore aujourd'hui des gens à condamner.
Lorsqu'on est un véritable Communiste, on doit suivre jour par jour, heure par heure, les lignes de but, car on n'a pas le droit d'être en avance d'une demi-heure, on n'a pas le droit non plus d'être trop longtemps en retard. Eh bien, l'évidence maintenant est faite. La preuve est faite. Et je crois que la grande utilité de ce Congrès sera de montrer à nos adversaires, à tous nos adversaires, que s'il y a des divergences entre nous profondément honorables que nous essayons de résoudre dans le cadre cordial de notre démocratie intérieure, elles ne sont pas du tout celles qu'on imagine.
Il n'y a pas, entre nous, de différences de nature. Il y a des différences de tempéraments, des différences de degrés. Au fond, nous avons les mêmes conceptions, et peut-être certains d'entre nous mettaient plutôt l'accent sur certaines de ces conceptions et d'autres sur l'autre aspect des autres conceptions ; mais tous, nous sommes bien d'accord pour dire, dans l'intérêt de la défense démocratique, dans l'intérêt de la paix : Justice sociale d'abord, investissements rentables, construction de maisons et construction d'écoles d'abord.
Tel est le sens essentiel du message que nous devons lancer solennellement de ce Congrès à toute la classe ouvrière, à tous ceux qui, hier, étaient Socialistes, et qui, aujourd'hui, n'ont peut-être plus leur carte du Parti pour dire que la grande famille Socialiste attend un immense rassemblement autour du Socialisme démocratique à la fois contre le bolchevisme et contre le capitalisme. (Applaudissements)

Le président - Je rappelle que la clôture pour les candidatures au Comité directeur est fixée à midi. La parole est à Kléber Loustau, Loir-et-Cher, pour quarante minutes.

Kléber Loustau

Camarades, c'est au nom de la Commission centrale agricole du parti que je prends la parole.
Comme l'an dernier, nous avons organisé, en accord avec le Comité directeur, six congrès agricoles régionaux qui se sont tenus à Dijon, Limoges, Avignon, Le Mans, Albi et Arras. Nos travaux, vous le savez, ont porté sur quatre groupes de questions : Les questions sociales, l'enseignement et la jeunesse, les questions techniques et enfin les problèmes économiques et financiers. J'ai évoqué ces différents points à notre dernier Congrès national.
De plus, les études qui ont été faites au cours de nos congrès régionaux ont été résumées dans un rapport qui vous a été distribué. Je ne reviendrai donc pas sur ces différentes questions, d'autant que la Commission nationale agricole, qui a tenu hier deux séances, a considéré qu'étant donnée la situation critique dans laquelle se trouve l'agriculture française, le moment était venu pour le Parti Socialiste de déterminer l'orientation que nous devons donner à notre économie agricole et aussi les grandes réformes de structure sans la réalisation desquelles

il ne sera jamais possible à l'agriculture française de jouer le rôle qui normalement devrait lui revenir dans l'économie générale du pays.
C'est donc sur cette orientation que nous devons essayer de donner à l'économie agricole de notre pays et sur ces grandes réformes de structure que je vais essayer de faire porter mon intervention. Je tiens tout de suite à indiquer qu'il ne s'agit pas, dans notre esprit, d'élaborer un programme protectionniste ou corporatiste destiné surtout à des besoins de propagande, mais de déterminer une politique agricole dans le cadre du redressement économique et social de la France.
Nous devons affirmer qu'il ne faut pas seulement classer comme matières premières essentielles les ressources de notre sous-sol ; contrairement à ce qui fut fait en 1946, lors de l'élaboration du premier plan de modernisation et d'équipement, l'agriculture doit être aujourd'hui définitivement classée parmi les secteurs essentiels de l'économie. Le Parti Socialiste ne doit pas se borner à proclamer qu'il est le parti de tous les travailleurs. Il doit en faire la démonstration en associant étroitement, dans son action de tous les jours, les travailleurs des villes et les travailleurs des champs.
Pour cela, nous ne devons pas sous-estimer les possibilités qu'offre l'agriculture pour le relèvement de notre économie. Il faut partout démontrer, camarades, que la mise en valeur rationnelle de notre terre est, avec la construction de logements, à la base même d'un renouveau économique et de la condition sociale des travailleurs.
Que représente donc notre agriculture dans le monde, comparativement à celle des autres pays ? Nous possédons 20% des terres cultivables de l'Europe occidentale, ce qui représente 70% de la superficie totale de notre territoire qui, vous le savez, est de 55 millions d'hectares. Eh bien, malgré ce potentiel agricole considérable, nous constatons que notre production agricole n'a progressé en moyenne que de 5 à 10% par rapport aux années d'avant 1939. L'abandon et la méconnaissance des réalités agricoles sont, pour une très large part, responsables de la stagnation économique actuelle.
Le moment, mes chers camarades, est donc venu de pratiquer une politique agricole dégagée de tout corporatisme. Cela, bien entendu, implique des mesures permettant à tous les agriculteurs de ce pays de produire mieux et plus. On parle beaucoup d'un nouveau plan d'équipement et de modernisation. Selon les renseignements en notre possession, il semble que cette fois les techniciens sont décidés à réserver, dans cette planification, une très large place à l'agriculture.
Au terme de la période quadriennale, notre production agricole devrait se trouver augmentée de 20% par rapport à 1952. Notre consommation intérieure serait augmentée de 10% et nos exportations de produits agricoles devraient apporter une contribution d'environ 200 milliards à l'équilibre de notre balance des comptes. De tels objectifs, mes chers camarades, sont évidemment très séduisants et nous ne pouvons, nous autres Socialistes, que les approuver pleinement.
Les cultivateurs, eux aussi, comprennent la nécessité de moderniser leurs exploitations, d'augmenter la production agricole, Mais ils manifestent leur

hantise - je dirai même leur terreur - d'une surproduction qui écraserait les prix et pénaliserait, en quelque sorte, la modernisation. Ils se souviennent, en effet, de cette période d'avant-guerre où, par exemple, dans notre pays, nous dénaturions du blé, parce que notre récolte était trop abondante, alors que certaines autres régions du globe souffraient de la sous-alimentation.

Nous sommes donc, mes chers camarades, en face d'un véritable malaise agricole résultant de la contradiction qui existe entre le désir des agriculteurs de moderniser leurs exploitations et d'augmenter la production et la crainte de voir les prix s'effondrer et les niveaux de vie diminuer. Ce malaise, bien sûr, est considérablement aggravé par les incertitudes de la politique économique, tant sur le plan intérieur que sur le plan européen. Par conséquent, mes chers camarades, il apparaît nettement que notre objectif, à nous autres Socialistes, sur le plan agricole, ne doit pas seulement être l'augmentation de la production, mais aussi et surtout l'amélioration du niveau de vie des travailleurs de la terre.

Il apparaît donc nécessaire, dans le domaine de l'expansion agricole, de préciser clairement les conditions économiques de cette expansion.

De quoi dépend, mes chers camarades, le niveau de vie moyen de la population agricole ? Il dépend évidemment de la valeur de la production nette et de l'importance de la population qui se partage cette valeur. Donc, avec l'expansion agricole en valeur, l'accroissement du niveau de vie est obtenu fatalement dans l'une des trois situations suivantes : ou bien la population agricole reste constante, ou bien la population vivant de l'agriculture diminue, ou enfin la valeur de la production agricole nette croît plus vite que la population vivant de l'agriculture.

Ces différentes hypothèses, camarades, ne présentent pas les mêmes inconvénients, ni les mêmes avantages. Nous pourrions en discuter très longuement. Je me bornerai, dans le cadre restreint de cette intervention, à rechercher simplement laquelle de ces hypothèses est possible. Et, à ce point de mon intervention, je voudrais appeler l'attention du Congrès d'une manière toute particulière, car les problèmes que je vais évoquer n'intéressent pas seulement les quelques camarades qui se passionnent dans le Parti et au sein du groupe parlementaire pour les problèmes agricoles, mais tous les camarades qui s'intéressent aux problèmes économiques et financiers qui se posent dans ce pays.

Ce que je voudrais surtout démontrer, c'est qu'il n'est pas possible de dissocier les problèmes agricoles de l'ensemble des problèmes économiques qui se posent dans ce pays. Eh bien, mes chers camarades, si l'on cherche à déterminer la population agricole active économiquement nécessaire pour atteindre une augmentation de la production agricole de 20%, il faut prévoir l'évolution de la productivité du travail. Nous pouvons, dans ce domaine de la productivité du travail, faire deux hypothèses :

1°) Si cette productivité du travail agricole augmente de 20% au cours du prochain plan d'équipement et de modernisation, soit 4% par an - c'est d'ailleurs le taux d'augmentation pour la période de 1949-1952 - l'augmentation de la production agricole de 20% serait obtenue sans augmentation de la population

active agricole, c'est-à-dire que nous pourrions augmenter, comparativement à l'année 1952, notre production agricole de 20% sans pour cela augmenter le nombre de travailleurs agricoles, et cela n'est pas impossible en poussant la modernisation et l'équipement de nos exploitations.
Deuxième hypothèse : Supposons qu'avec une modernisation justement très poussée, un travailleur agricole puisse cultiver un hectare de plus. L'augmentation de la productivité du travail agricole ne serait plus de 4% par an, mais de 10%. Le nombre des travailleurs diminuerait alors de 20%, c'est-à-dire que le nombre total des travailleurs agricoles serait ramené de 7 200 000 à 5 760 000, soit une diminution de 1 440 000. Une telle situation poserait, dans ce pays, un problème excessivement grave, et la réalisation des deux hypothèses que je viens de définir est évidemment subordonnée à la capacité d'accueil de l'industrie.
Dans la première hypothèse, où l'augmentation de la production agricole de 20% est possible avec une population agricole active constante, le taux de l'exode serait égal à la différence entre le taux de la natalité et le taux de renouvellement de la population agricole. Or, camarades, en 1946, le nombre moyen d'enfants par famille d'agriculteurs est de 2,4. En 1936, de 2,2. Nous pouvons donc retenir, pour la période 1935-1960, le chiffre de 2,3. Si on estime à 2 500 000 le nombre de familles agricoles et si l'exode se produit sur 15 et 20 ans, l'exode annuel serait de 43 000 travailleurs ruraux.
Dans la deuxième hypothèse, la population agricole diminue en correspondant à une augmentation de la production par hectare de 20% et par travailleur de 50% ; le taux de l'exode atteindrait le chiffre considérable de 280.000 travailleurs par an.
Il y a là, mes chers camarades, un problème de l'exode rural sur lequel le Parti Socialiste fera bien de se pencher tout particulièrement. Il ne nous appartient pas à nous, Commission centrale agricole, de déterminer les besoins en travailleurs supplémentaires des secteurs de la production industrielle et aussi de la distribution. Ce travail incombe aux Commissions d'étude compétentes du Parti, mais nous devions signaler ce problème à l'attention de ce Congrès national. En tout cas, la démonstration que je viens de faire brièvement indique, une fois de plus, que poser le problème agricole, c'est en même temps poser celui de l'économie générale du pays.
Sans vouloir empiéter sur les attributions de nos camarades spécialisés dans les questions de production industrielle, nous pouvons bien dire que la capacité d'accueil de l'industrie apparaît comme étant excessivement faible ; elle ne dépasse certainement pas l'exode rural qui se produirait dans l'hypothèse d'une population agricole constante, c'est-à-dire que nous devons considérer comme probable l'hypothèse d'une augmentation de la productivité du travail agricole de 20%.
Mes chers camarades, le maintien d'une population agricole active constante a une conséquence sur la structure globale de la production agricole et c'est là que se pose le grave problème de la sauvegarde des petites et moyennes exploitations agricoles qui, vous le savez, constituent la forme prédominante de

l'agriculture française. Dans le cas où les deux hypothèses dont j'ai parlé tout à l'heure, en ce qui concerne l'augmentation de la productivité du travail, viendraient à se réaliser, que deviendraient les petites et moyennes exploitations familiales agricoles ?

C'est là, mes chers camarades, qu'apparaît la nécessité de prendre d'urgence des mesures pour défendre et pour assurer la sauvegarde de l'exploitation familiale agricole. Hier, à la réunion de notre Commission nationale agricole, notre ami Lamarque-Cando citait l'exemple de son département des Landes où il y a, là-bas, de nombreuses fermes abandonnées. Je pensais, moi aussi, à cette région de mon Loir-et-Cher, à la Sologne où les cultivateurs sont contraints d'abandonner leurs exploitations du fait de l'abaissement de leur niveau de vie, et où les grandes sociétés capitalistes cherchent à transformer cette terre de Sologne en un vaste terrain de chasse. Ces industriels, ces capitalistes, oublient d'ailleurs que, quand ils auront supprimé en Sologne toutes les exploitations agricoles, ils supprimeront aussi en partie le gibier.

Mais, mes chers camarades, il y a d'autres régions de France où se pose déjà ce grave problème de l'exode rural. Lamarque-Cando nous indiquait hier qu'il y a entre 8 et 10 millions d'hectares qui sont actuellement abandonnés, en friches. Qu'attend donc la France pour mettre en valeur ces grandes étendues de terre ? Alors que le déficit de sa balance des comptes augmente constamment et que l'expansion agricole lui permettrait d'exporter des quantités importantes de produits agricoles et, par conséquent, de se procurer des devises.

Nous pouvons donc conclure ce chapitre relatif à la population et à l'expansion agricole en disant, mes chers camarades, que, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs, l'expansion agricole est nécessaire : 1° pour abaisser nos prix de revient, 2° pour éviter, comme je le disais tout à l'heure, de trop grandes difficultés de transfert de main d'oeuvres agricole, 3° enfin pour accroître le niveau de vie des agriculteurs.

Quelles sont donc, dans ce pays, les possibilités de l'expansion agricole ? Notre agriculture, camarades, pourrait nourrir 70 millions d'habitants. Mais il s'agit de savoir comment nous allons écouler une production supplémentaire égale à 20% de la production actuelle. Il faut évidemment rechercher des débouchés en tenant compte d'une communauté européenne qui, hélas, se trouvera provisoirement limitée aux six pays du pool charbon acier. Nous devons aussi tenir compte des ressources et des besoins de l'ensemble de l'Union française.

Quelles sont donc nos possibilités de débouchés sur le plan intérieur ? Le chiffre de 10% d'augmentation de la consommation intérieure proposé par le Secrétariat général au plan paraît optimiste. Mais, si l'on supprime certaines importations de produits agricoles, il peut certainement être réalisé. Mais, si nous voulons augmenter notre consommation intérieure, il faut surtout développer le pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs, et c'est là encore où apparaît la nécessité de joindre, dans notre action, les travailleurs des villes et les travailleurs des champs.

Cela nécessite une réduction de nos importations agricoles d'environ 20%. N’est-il pas scandaleux, mes chers camarades, de constater que, dans un pays

comme la France (ce sont les chiffres qu'a indiqués Mendès-France dans sa déclaration d'investiture), nous importions pour 200 milliards de produits alimentaires par an ?
Il faut aussi chercher à modifier la structure de la demande, et, à ce sujet, je rappelle qu'il a été démontré que, lorsque le niveau de vie moyen d'une population s'élève, la consommation du lait, du sucre, de la viande, des matières grasses s'accroît.
Sur le plan extérieur, nous avons à nos frontières mêmes des possibilités considérables de débouchés. L'Europe occidentale est largement déficitaire en céréales. Elle importe 45 millions de quintaux de blé par an et près de 50% des oléagineux dont elle a besoin. On cite souvent en exemple le régime alimentaire danois. Eh ! bien, il a été démontré, camarades, que, si toute la population mondiale avait une alimentation du type danois, les productions actuelles ne couvriraient que 31% des besoins mondiaux en céréales, graisses et huiles, 29% des besoins mondiaux en poisson, 28% pour le lait, 26% pour le cacao et les pommes de terre, 21% pour le sucre et 9% seulement pour la viande.
Par conséquent, camarades, nos débouchés sur le plan extérieur sont considérables, mais il faut, sans plus tarder, réaliser une communauté européenne de l'agriculture et de 1'alimentation.
…(?)…

Kléber Loustau - … (?)… ne peut prétendre résoudre les graves problèmes économiques et financiers qui se posent à lui dans le cadre étroit de ses frontières. Il n'est plus possible aujourd'hui de vivre en autarcie économique.
Par conséquent, les solutions que nous recherchons aux problèmes économiques, nous ne pouvons les trouver, camarades, que sur le plan international.
Nous pouvons ainsi supprimer les restrictions et procéder à des importations extrêmement importantes de produits agricoles.
Nous devons également chercher, sur le plan international, à aider les pays sous-développés et il se pose là non seulement un problème économique, mais aussi un problème politique, car les pays sous-développés se déclareront favorables à la politique des pays qui sauront leur donner des possibilités d'expansion économique.
(Applaudissements)
Eh bien, quelles sont donc maintenant les conditions de l'expansion agricole dans notre pays ? Nous avons vu que cette expansion, en quantité, était possible ; il nous reste maintenant à définir dans quelles conditions il peut en être ainsi.
Il faut d'abord pratiquer une politique des prix. Cette politique des prix, mes chers camarades, vous le savez, implique une organisation de nos marchés intérieurs, laquelle est incontestablement une œuvre d'intérêt général, au profit de toutes les catégories de citoyens.
L'organisation, des marchés agricoles, ce n'est pas seulement la garantie d'écoulement et de prix pour les producteurs c'est aussi la garantie pour les consommateurs de ne pas être victimes de la pénurie et des hausses spéculatives.

Vous connaissez, camarades, la position Socialiste en cette matière. J'ai eu l'occasion, l'an dernier à notre Congrès national, d'indiquer la proposition de notre ami Tanguy Prigent, tendant à organiser les marchés agricoles. Je n'y reviendrai pas.

Je signalerai simplement que sur le plan parlementaire, nous avons été les premiers à déposer une proposition et que maintenant certains de nos adversaires éprouvent eux aussi le besoin de déposer des propositions tendant à organiser les marchés agricoles.

Faire une politique de prix de revient, c'est avant tout chercher à comprimer les prix des matières industrielles qui sont indispensables à la production agricole. Il faut donc réduire les prix des produits fournis par l'industrie à l'agriculture, améliorer nos structures de production et peut-être, dans l'immédiat, compenser la différence entre le prix national et le prix européen par une aide à l'exportation.

J'en arrive maintenant au problème de l'équipement. Malheureusement, le président vient de m'indiquer que je n'ai plus que cinq minutes de parole. Je regrette profondément qu'un Congrès national du Parti Socialiste ne puisse pas au moins se permettre de consacrer une heure à l'agriculture.

(Applaudissements)

Mais puisqu'il en est ainsi, je vais laisser de côté ce problème de l'équipement agricole qui a pourtant son importance.

Je dois d'ailleurs accomplir une mission : notre camarade Bernheim, de la fédération des Vosges, qui a bien voulu me céder ses dix minutes de temps de parole, m'a chargé de mettre l'accent sur la nécessité de faire respecter dans ce pays le véritable principe de la coopération agricole. Nous sommes, bien sûr, les Socialistes, les défenseurs acharnés de la coopération, car celle-ci constitue une des bases essentielles de notre doctrine ; mais dans le domaine agricole, nous constatons hélas souvent que des coopératives trusts ne respectent plus le véritable principe de la coopération et je pense plus particulièrement aux coopératives agricoles de production.

Par conséquent, nous aurons dans un avenir proche à fixer définitivement notre attitude en ratière de coopération agricole.

Je laisse de côté le problème de l'équipement, et je pense qu'on voudra bien m'accorder cinq minutes pour terminer mon intervention, car je voudrais parler d'un problème qui nous tient particulièrement à cœur : celui de l'enseignement agricole.

J'ai été amené l'an dernier à vous dire, camarades, que contrairement à ce que prétendent certains, le métier d'agriculteur est incontestablement aujourd'hui la profession la plus difficile à exercer, quoiqu'on en dise… (applaudissements)… eh bien, le groupe parlementaire Socialiste s'est penché tout particulièrement sur cet important problème de l'enseignement agricole ; nous avons, avec nos camarades du groupe d'études de l'éducation nationale, constitué une commission mixte qui a élaboré un projet qui sera déposé sous peu sur le Bureau de l'Assemblée nationale.

Quelle est l'économie de ce projet ? Développer et rendre obligatoire l'enseignement postscolaire agricole et, vous le savez, le donner aux adolescents entre 14 et 17 ans. Cet enseignement serait dispensé par le ministère de l'Education nationale, car il ne nécessite pas seulement des connaissances techniques, mais aussi des connaissances pédagogiques.
Notre projet prévoit également la constitution d'un corps de conseillers techniques, car nous considérons qu'il faut non seulement développer l'enseignement postscolaire agricole, mais aussi développer la vulgarisation des techniques modernes. Cette vulgarisation est incontestablement un des facteurs essentiels de l'expansion de notre agriculture.
Par conséquent, vous voyez camarades, que ce projet Socialiste est très complet, et que s'il était adopté, il apporterait une aide considérable à l'expansion de l'agriculture française.
Camarades, j'en aurai terminé. J'avais bien d'autres choses à vous dire. Je veux espérer qu'un jour prochain, il nous sera donné la possibilité, par l'organisation d'un Congrès agricole national, d'aller au fond des choses.
Oh, notez bien que nous ne nous plaignons pas trop. Ce parti veut bien aujourd'hui faire un effort en faveur de l'agriculture. On nous a donné la possibilité d'organiser des Congrès agricoles régionaux, et je dois dire que ces Congrès ont été très efficaces.
Voilà, camarades, l'essentiel de ce que la Commission centrale agricole m'a chargé de vous dire. Je sais bien qu'il n'est pas possible, dans le cadre d'une telle intervention, de traiter tous les problèmes qui se rattachent à l'agriculture.
Ce que je veux vous demander, en conclusion, c'est de ne jamais oublier que les intérêts des travailleurs des villes et des travailleurs des champs sont étroitement liés, et surtout, camarades, ne négligeons rien pour élever le niveau de vie des agriculteurs et aussi, ce qui est extrêmement important, leur niveau intellectuel.
N'oublions jamais cette pensée du grand Jaurès : La houille est près du grenier, que la science soit près du moissonneur. L'âme de feu de l'industrie est entrée dans le travail du paysan, que l'ardente pensée du progrès, âme de feu de l'histoire humaine entre aussi dans son cerveau.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Philip, j'ai une communication à faire : la Commission sur le mode d'élection et la composition du Comité directeur se réunira à la salle 4, à 16 heures. Les résultats du vote indicatif d'hier sur le mode d'élection et la composition du Comité directeur ont été les suivants :
Statu quo : 2 232
Proportionnelle : 769
Système régionaliste : 138
Divers : 19
N'ont pas pris part au vote : 105.
La Commission serait composée de dix membres pour le statu quo - trois membres pour la proportionnelle - un membre pour le système régionaliste.

Elle serait composé de : Pour le statu quo : Brutelle, Defferre, Mérigonde Cormier, Begarra, Sainbron, René Hug, René Naegelen, Dumortier, Métayer.
Pour la proportionnelle : Max Lejeune, Lancelle, Boyer. Pour le système régionaliste : Blanchet.
Aura lieu également cet après-midi, à la salle 111, mais à 15 heures, la réunion de la Commission de la viticulture.
Maintenant, la parole est à Philip pour vingt minutes. Orateur suivant : Le Bail.

André Philip

Chers Camarades, Je voudrais présenter quelques observations sur le problème politique auquel nous avons à faire face à l'heure présente.
Nous savons tous combien il est grave, et combien toutes les crises ministérielles qui se sont succédées, et en particulier la dernière, constituent une menace et un danger réel pour la démocratie et également pour l'influence de la France dans les négociations internationales qui sont actuellement en cours.
Le fait que la majorité est incapable de se trouver, qu'elle ne peut pas parvenir à s'organiser et à définir sa propre politique donne une impression générale d'anarchie, de désordre, d'incapacité qui soulève dans le pays, pour l'instant une inquiétude, mais une inquiétude qui peut devenir à un moment donné de la colère et devenir un terrain sur lequel un nouveau fascisme pourrait se développer.
Pour corriger cela, on nous parle maintenant de la nécessité de transformation de la constitution. Un premier projet est à l'heure actuelle déjà proposé et à l'étude. Je ne le crois pas en soi mauvais, je crois qu'il est bon, étant donné les circonstances présentes et la présence des quelques centaines de voix communistes qui, systématiquement, votent contre tout, de supprimer l'exigence de la majorité absolue pour l'élection d'un président du Conseil.
Mais j'ai l'impression que le véritable problème, ou plutôt les deux véritables problèmes qui sont responsables du mauvais fonctionnement du système parlementaire aujourd'hui n'ont pas été posés, et je voudrais que le Congrès essaye de les analyser et de présenter des solutions.
J'ai l'impression que toutes les difficultés proviennent essentiellement de deux causes. D'une part, la France n'a pas fait de choix entre deux conceptions de fonctionnement du régime parlementaire, dont pour ma part je préférerais nettement l'une, mais dont, à défaut, j'aimerais mieux l'autre mais en constatant que la coexistence et la juxtaposition des deux systèmes aboutit alors au désordre et à l'anarchie totale.
Puis, il y a un deuxième problème : je crois que notre pays n'a pas encore fait le choix entre deux types de divisions politiques héritées les unes des traditions historiques nationales, et les autres de la structure économique et sociale qui est le résultat de l'industrialisation et du progrès technique réalisé au lendemain de la première guerre mondiale.
Là encore, parce qu'il n'y a pas encore de synthèse et qu'il y a juxtaposition, on présente devant les électeurs mêmes des options qui sont en soi des options compliquées, souvent contradictoires.

Premier problème : nous avons actuellement juxtaposées deux conceptions différentes du fonctionnement du système parlementaire entre lesquelles il est temps et il est nécessaire de choisir.
La première conception, je ne sais pas exactement comment on pourrait l'appeler ; on pourrait l'appeler, suivant la façon dont on la regarde, soit une conception libérale, soit une conception bonapartiste ; il y a un petit mélange des deux. C'est celle qui a complètement prédominé, au fond, au 19ème siècle, mais dont il nous reste, même chez nous, même dans notre Parti, encore un certain nombre de vestiges et un certain nombre de réminiscences.
Dans cette conception, l'Etat n'intervient pas beaucoup dans la vie économique et sociale. On le considère, au fond, comme un adversaire vis-à-vis duquel il faut prendre des précautions afin de limiter son pouvoir et de maintenir et de défendre contre lui les libertés individuelles.
On considère que le député est un contrôleur extérieur au pouvoir et que même lorsqu'il est devenu ministre, il est un pouvoir sur l'Etat, beaucoup plus qu'un pouvoir de l'Etat.
Dans cette conception, le député est essentiellement le protecteur des intérêts individuels et provinciaux contre les abus auxquels pourrait se livrer l'administration, et le député est dans sa circonscription électorale un peu 3° suzerain groupant autour de lui un certain nombre de clients dont il défend les intérêts, pour lesquels il effectue auprès des administrations les démarches nécessaires. Il groupe autour de lui une clientèle dont il est le protecteur.
Par ailleurs, c'est un homme à qui on fait confiance, une confiance complète et totale. Le peuple est libre, tous les quatre ans, pour élire le député. En dehors de cela, le peuple n'est plus libre, et c'est pour cela que j'appelle cette conception bonapartiste ; c'est un bonapartisme avec 600 petits Bonaparte, mais dont chacun, après qu'il ait été élu, fait ce qu'il veut comme il veut, vote comme il l'entend et n'a pas de compte à rendre à ses électeurs avant le moment de la prochaine consultation électorale où l'on aura évidemment oublié tout ce qu'il aura dit, tout ce qu'il aura fait, et toute la façon dont il aura voté.
On trouve alors au Parlement 600 atomes séparés, chacun souverain, chacun parlant comme il l'entend, chacun indépendant, réuni dans des petits groupes qui n'engagent à rien, où les responsables des groupes ne peuvent pas prendre de décision engageant leurs adhérents.
Le résultat est, au Parlement, une anarchie totale, une instabilité parlementaire continuelle, et je dirai une escroquerie intellectuelle au moment des élections, car le peuple ne choisit pas, ne fait pas des options entre des politiques opposés, il élit un homme qui ensuite fait ce qu'il lui plait et est parfaitement libre, au Parlement, d'adhérer à une majorité opposée aux groupes qui se sont réunis au moment de la campagne électorale pour se présenter aux électeurs.
Cette conception, c'est celle de tous les indépendants. S'est celle des radicaux, et je ne suis pas très sûr que même chez nous il n'y ait pas un peu de reste de cette idée dans le sentiment du député indépendant, et par contre petit souverain, petit seigneur local, responsable devant les électeurs de sa circonscription même

élargie, vis-à-vis desquels il défend des intérêts qui peuvent être parfois des intérêts particuliers.
L'autre conception, c'est officiellement celle du Parti Socialiste et d'un petit nombre d'autres partis, dans une assez faible mesure.
Elle se développe lorsque l'état est amené de plus en plus à intervenir dans la vie économique et sociale et où, dans ces conditions, le problème fondamental est la participation non plus tous les quatre ans, mais la participation permanente de l'électeur au pouvoir, qui établit son contrôle permanent de l'action de l'élu par l'intermédiaire de ces groupes d'idées, de ces associations d'électeurs pour surveiller la fidélité de l'élu au programme qu'il a développé devant lui, que sont les partis politiques.
Dans cette conception, l'élection n'est plus le choix d'un homme, c'est l'adoption d'un programme de gouvernement.
Son but n'est plus de faire confiance à un individu, ni même, je l'indique, de faire un acte de foi politique et d'aller, comme on le dit quelquefois, à la bataille électorale avec son drapeau déployé en vue de rendre un témoignage, quel que soit le résultat, à des idées qui nous concernent, le but de l'élection est de décider une majorité gouvernementale chargée de constituer un gouvernement autour du programme qui a été présenté aux électeurs.
Et le Parlement, alors, doit être non pas une sorte de photographie de toues les nuances de l'opinion du pays, mais il doit réunir ceux qui se sont mis d'accord sur un programme d'action et qui doivent rester fidèles, pendant la durée de la législature, à la réalisation de ce programme.
Il faut voir exactement tout ce que cela implique.
Cela implique l'existence au Parlement de groupes, de groupes disciplinés, de groupes où la minorité s'incline devant la décision de la majorité, de groupes qui, comme chez nous, sont dans les grandes lignes soumis aux directives d'un Comité directeur, qui représentent les militants du Parti dans la ligne des décisions prises par le Congrès. Cela signifie aussi que, dans le Parlement, les débats publics ont beaucoup moins d'importance, que l'essentiel devient le travail de commissions d'une part, les délibérations des groupes de l'autre, et que les débats publics doivent être organisés pour ne plus avoir des dizaines et des dizaines d'orateurs faisant des discours sans fin, mais pour avoir les explications de vote officielles des différents groupes parlementaires définissant et précisant les positions qu'ils ont prises.
Enfin, cela signifie au point de vue électoral des coalitions de parti qui doivent se présenter ensemble autour d'un programme précis, autour duquel elles prennent l'engagement de gouverner.
Je crois que dans cette conception, la dissolution du Parlement devrait être liée non pas à une chute du gouvernement, mais à la rupture du pacte qui a été réalisé devant les électeurs, car la pire des escroqueries intellectuelles, c'est pour un ensemble de partis de se présenter ensemble devant des électeurs autour d'un programme déterminé puis, quelques mois après, au Parlement, de se dissoudre et de faire d'autres regroupements, autour d'un autre programme, et de faire par

Fondation Jean Jaurès

conséquent un gouvernement qui ne correspond aucunement à la volonté des électeurs.
Je trouve que dans cette conception, on devrait introduire la notion de dissolution automatique lorsque le pacte conclu entre les partis qui se sont présentés devant les électeurs se trouve détruit, annihilé, et que dans ces conditions - ce qui est malheureusement le cas à l'heure présente dans notre Parlement - le système ne peut plus fonctionner.
Je crois que nous devrions poser le problème, en discuter entre nous, et le poser devant l'opinion publique pour que l'on fasse un choix.
Au lendemain de la libération, nous avons essayé d'organiser une démocratie des partis, nous n'avons pas réussi par suite des difficultés posées par l'existence d'un groupe communiste important ; nous avons vu la réaction de l'opinion en sens inverse et l'élection de ces innombrables indépendants. La preuve est faite, dans la chambre actuelle, qu'une assemblée où il y a une majorité d'indépendants est une assemblée ingouvernable, où il ne peut pas y avoir de fonctionnement quelconque de la démocratie. La démocratie suppose ou deux partis, ou deux coalitions de partis qui se sont réunis autour d'un certain nombre d'idées communes, avec une majorité qui s'impose la discipline de gouverner, avec l'opposition, qui s'impose la discipline d'être une opposition constructive, positive, efficace, et de travailler de façon à devenir à son tour, un jour, la majorité.
Je crois que si l'on voulait vraiment résoudre le problème et créer chez nous le fonctionnement d'une véritable démocratie de partis, il faudrait reprendre une idée que nous avions agitée, n'est-ce pas Guy Mollet, à la première discussion de la constitution : l'idée d'une loi qui établirait un statut des partis, lesquels seraient reconnus officiellement comme organismes de droit public, comme les rouages essentiels du fonctionnement de la démocratie, et qui prendrait en même temps, vis-à-vis d'eux, un certain nombre de garanties fondamentales, et d'abord le contrôle de toutes leurs ressources et de l'emploi de leurs ressources. (Applaudissements)
Ensuite, l'exigence d'une structure démocratique des partis et l'interdiction de présenter des candidats aux élections qui n'ont pas été présentés et choisis dans le cadre d'une structure démocratique de parti, quelle que soit sa position politique, et ma foi, je crois qu'il nous faudrait étudier le fait de voir si, pour établir les garanties nécessaires pour la sélection et la désignation des candidats aux élections, il n'y aurait pas intérêt à introduire le système américain d'élections primaires, où l'on fait voter par une sorte de première élection, au suffrage universel, les membres du parti sur le problème particulier.
Je crois que, dans ces conditions, nous devons poser aujourd'hui ce premier problème, et je passe rapidement car je m'aperçois que je n'ai plus beaucoup de temps, pour indiquer le second problème, qui est le fait que lorsque nous essayons de poser des objections, à l'heure actuelle, devant le corps électoral, nous sommes en difficulté parce qu'il y a des options différentes, dont les unes correspondent aux héritages historiques de notre pays, les autres à la situation économique et aux problèmes techniques posés par cette situation économique.

L'héritage historique, c'est l'héritage même de la révolution française. C'est une division entre la Gauche et la Droite autour de l'idée fondamentale de ce qu'on a appelé "le régime des notables", la Gauche qui est contre les notables et la Droite qui est pour les notables. La gauche c'est ce qui est contre toutes les aristocraties, l'aristocratie du sang, l'aristocratie de l'armée, l'aristocratie de l'église, l'aristocratie de l'argent, au nom de l'homme moyen, au nom du petit, au nom de celui qui, toujours, recherche la liberté et la justice.
Et il y a une autre division, qui est le résultat de toute l'évolution économique et qui nous crée toute une série de difficultés par des éléments qui sont politiquement à gauche, mais aujourd'hui économiquement à droite, alors que des éléments politiquement à droite sont économiquement à gauche.
En parlant de ceux qui sont politiquement à gauche, je pense à ceux qui ont été de tous temps avec nous et qui actuellement, devant la révolution industrielle, prennent l'attitude de la défense de l'intérêt du petit contre le gros, mais qui représentent des fermes techniques et économiques dépassées par l'évolution actuelle.
Je pense par contre à des éléments sociaux qui souvent viennent à nous, qu'il est bon de faire venir à nous, mais dont il faut en même temps se méfier, dans les cadres de la grande industrie, dans les cadres des hautes fonctionnaires, qui sont économiquement à gauche et qui voient la nécessité d'une réorganisation de l'économie du pays, d'une planification, d'un développement général de la production, d'une véritable révolution de la technique, mais qui le conçoivent dans l'intérêt du peuple certes, par les techniciens pour le peuple, et non pas "par" le peuple. Ceci tendrait à aboutir à une sorte de Socialisme technocratique à gauche, économiquement d'accord avec nous sur un très grand nombre de points, mais politiquement dangereux dans la mesure où ces éléments auraient en réalité une position d'élite consciente, travaillant pour les autres, mais ne reconnaissant pas que la souveraineté et le véritable pouvoir viennent d'en bas.
Je me demande si le grave problème qui nous est posé à l'heure actuelle sur le plan de la politique intérieure - et aujourd'hui je ne parle que de cela - ça n'est pas d'essayer de faire la synthèse entre ces différents éléments, d'analyser les différents groupes sociaux entre lesquels se divise le pays à l'heure actuelle et d'essayer de définir, avec précision, dans quelles conditions et en s'adressant à quels éléments pourrait être réalisé un véritable rassemblement démocratique et social, réunissant tous ceux qui sont contre l'immobilisme de ces derniers mois, contre la majorité anarchique d'une Assemblée qui n'est pas capable de définir une politique quelle qu'elle soit, qui ne peut trouver une majorité que dans l'inertie, et par conséquent dans l'aggravation continue de la situation économique et financière du pays.
N'est-il pas possible de préparer dès maintenant, comme certaines de nos fédérations l'ont demandé et en ont lancé l'idée, un rassemblement non pas seulement sur le plan politique, mais un rassemblement qui fasse appel à l'ensemble des organisations syndicales, ouvrières libres, qui fasse appel à toutes les coopératives de consommation, à toutes les coopératives agricoles... (applaudissements)… qui fasse appel aux mutuelles, qui fasse appel à toutes les

institutions économiques et sociales qui, dans le pays, représentent un effort des hommes pour réaliser une véritable démocratie à la base, dans la vie de tous les jours, dans leurs contacts réels, par leur action commune, afin de lutter contre l'immobilisme d'une bourgeoisie réactionnaire dont l'absence de compréhension des problèmes du jour nous mène, de plus en plus, au désastre économique, aux difficultés financières, et à un réveil social qui risque, d'ici peu de temps, d'être absolument terrible si ce n'est pas nous qui en prenons l'initiative et qui en prenons l'organisation en main !
(Applaudissements)
Je crois que de notre Congrès devrait sortir la définition précise d'une conception démocratique du fonctionnement du parlementarisme, posant clairement le problème, comme on ne l'a jamais fait encore, à l'opinion publique. Il faudrait définir aussi le programme d'un rassemblement démocratique et social, réunissant divers groupes parlementaires, mais pour un effort d'ensemble, lançant un appel à l'ensemble des institutions économiques et sociales réunissant tous les travailleurs des villes et des champs, afin de lancer dans la bataille commune tous ceux qui veulent que notre pays connaisse plus de justice sociale, de défense des travailleurs et de leurs intérêts, par le seul moyen possible : les progrès de la technique, la révolution des méthodes industrielles, la création dans notre pays d'une politique d'expansion créatrice, en dehors de laquelle il n'y a point de salut possible.
(Applaudissements)

Le président. - La parole est à Le Bail, pour trente minutes.

Jean Le Bail

Signataire de la motion dite de front démocratique et social, je voudrais essayer de définir dans quel esprit je me rallie à cette motion.
En deux mots, je crois qu'elle peut être un grand bien, comme elle peut être un grand mal.
Si le front démocratique et social que nous essayons de créer devait être par sa mollesse une source rapide de déception, mieux vaudrait n'en avoir jamais parlé. Tous ceux qui vont vouloir s'engager derrière cette formule doivent faire en eux-mêmes le serment de la pousser jusqu'à ses extrêmes limites, pour rendre à ce pays le sens de l'énergie dont il a tant besoin.
Je vois dans cette formule, pour ma part, l'avantage de pouvoir dépasser au sein du Parti Socialiste des conceptions surannées sur l'exercice du pouvoir. Je suis persuadé que nous avons dépassé le stade et de la participation classique et de l'opposition classique.
La participation classique, il ne faut pas trop en médire. Elle a eu son heure, et nous ne nous grandirions pas en désavouant ce que nous avons fait au lendemain de la libération. Nous avons été là parce qu'il fallait que nous fussions là, pour refonder la République et pour lui donner un élan social indispensable. Ce fut fait et ce fut bien fait, ne le regrettons pas.

Fondation Jean Jaurès

Mais il est certain qu'une telle conception de la participation qui conduit au ministérialisme se retourne à la fois contre le Parti et contre la nation.
L'autre formule, l'opposition, est-elle plus payante ? Momentanément, oui. Il est des heures où un parti a besoin de se refaire. Mais le pays n'attend pas de nous une opposition permanente. Le pays en est arrivé à un stade de l'évolution capitaliste où les masses ont besoin d'être protégées, et protégées actuellement contre le désordre même du capitalisme.
On pouvait se payer le luxe d'attendre alors que les méfaits du capitalisme n'étaient pas aussi durs pour les uns. On ne peut plus se permettre cela quand les moyens d'existence eux-mêmes sont menacés par un chômage qui peut devenir une réalité permanente. On ne peut plus se permettre cela quand une des conséquences du régime capitaliste, la guerre, devient une sorte de réalité permanente. A ce moment là, le prolétariat ne tient plus ce raisonnement : "Dans 40 ans, dans 50 ans, les miens arriveront au pouvoir et réaliseront le Socialisme."
Ils ont besoin d'un Parti qui, dans les moments difficiles, soit à leurs côtés ; ils ne veulent pas d'un Parti qui pratiquerait l'absentéisme et dirait : "Le bonheur pour dans 50 ans, patientez..." Non. Les masses ne peuvent plus attendre et ne peuvent pas patienter.
Et peut-être avaient-elles encore, jusque-là, un espoir leur permettant de patienter, un espoir dans le miracle de la révolution. Ce miracle, personne n'y croit plus, pas même dans les rangs Communistes. Personne ne croit plus à la révolution après la double faillite de la révolution Communiste : incapacité de créer une puissance industrielle comparable à celle du régime capitaliste des Etats-Unis, incapacité de créer une démocratie Socialiste. Personne ne croit plus à ce miracle qui pouvait dispenser de l'action immédiate efficace.
La révolution, on la veut non plus pour l'avenir, mais en permanence et dans le présent. Voilà pourquoi je crois que ce pays, qui ne veut pas s'abandonner à la décadence, est en train de réfléchir au milieu de son grand doute. Ne désespérez pas de lui, ce pays a du ressort et il est en train de s'y créer un nouvel élan vers une politique de gauche qui serait une politique de salut public.
La droite a fait faillite, on le sait. C'est l'expérience Pinay qui a été une des grandes conclusions de la nouvelle tentative de politique de confiance menée par la Droite. Le pays n'a plus confiance dans la Droite pour le sauver, et la Droite n'a plus confiance en elle-même, puisqu'elle n'osait même plus essayer de constituer un gouvernement à son image.
Le pays appelle une gauche de salut, et c'est ce qu'on a bien senti au moment de la tentative de Mendès-France.
Mais en même temps, le pays ne veut pas qu'on retombe dans les défauts d'un parlementarisme désuet, pas plus qu'il ne veut aller à la dictature. Il a fait l'expérience du pouvoir autoritaire sous Pétain, il a failli faire l'expérience de la démocratie populaire, et il sait ce que signifierait cette expérience. Enfin, il vient de voir s'effondrer un candidat à la dictature personnelle.
Le pays aspire à une formule qui débarrasserait le parlementarisme de ses lenteurs actuelles, sans courir les risques d'une dictature quelle qu'elle soit. Et

c'est pour cela que, de nouveau, il tourne ses regards vers la Gauche. Nous pensons tous, chers camarades, que c'est à nous à jouer le rôle d'aile marchante de cette nouvelle majorité.
J'ai éprouvé de la satisfaction en écoutant Mendès-France, mais aussi un peu de gêne. J'aurais voulu que certaines des choses qui ont été dites par lui l'aient été par nous, et avec une autre énergie !.. (applaudissements)… Car c'est très beau, ce que nous a dit Mendès-France, mais il n'a même pas derrière lui un parti pour le soutenir, et pour faire sa politique ; il n'avait pas ces bases solides qui sont nécessaires à la réalisation d'un tel programme.
Ce n'est pas d'un homme énergique que le pays a besoin, c'est d'un parti énergique, appuyé sur des masses énergiques… (applaudissements)… Et j'ai toujours pensé que ce devait être l'honneur de notre Parti de faire cela.
C'est le rêve que nous avons chéri au lendemain de la libération quand nous avons voulu créer un vaste mouvement disons "travailliste", si vous voulez. L'occasion nous est rendue aujourd'hui de faire une nouvelle tentative de ce genre mais, je vous en supplie, ne nous y engageons pas à faux et ayons pleinement le sentiment de nos responsabilités et de nos moyens.
Cette tentative-là, elle ne s'oppose nullement au vieux rêve du Parti, qui est la conquête du pouvoir total ; je dirai même que c'est seulement à travers une tentative de ce genre que vous reprendrez l'élan indispensable au Parti Socialiste, car le Parti Socialiste aurait perdu une grande partie de sa force s'il n'était plus capable d'appeler les masses au pouvoir total, à la conquête du pouvoir total.
Ce pouvoir total, il est pour nous comme une sorte d'Everest où nous devons arriver les premiers, il est la cime exaltante que nous ne pouvons pas négliger, et c'est à travers un rassemblement nouveau des masses que nous pouvons tenter notre chance d'y accéder.
Le Parti Socialiste seul, par ses seuls moyens, n'a pas été capable, depuis 1914, époque à laquelle il avait déjà 105 députés, de dépasser le stade des 150 ou 160 députés ; dans un pays comme le nôtre, on est soumis à la nécessité des coalitions, et si nous voulons éviter ces coalitions c'est seulement dans un rassemblement de ce genre que le Parti pourra trouver l'occasion de monter toujours plus haut, à une condition, c'est qu'il ne se fasse pas d'illusion, car l'époque de la réforme classique est révolue.
Quand on nous demande, à l'heure actuelle, quel est notre programme, je voudrais qu'on réponde aux amis de M. Laniel : "Nous n'avons pas de programme à votre manière, dans votre cadre à vous. Si vous voulez de nous, il faut imaginer un autre cadre." Voilà le vrai terrain de la discussion et, je le répète, je crois que le Parti doit faire le point exact de l'évolution capitaliste.
Nous en sommes arrivés, dans nos pays de l'Europe occidentale, meurtris par les guerres à un point tel que le gâteau dont le capitalisme laissait une petite part pour la réforme, est à l'heure actuelle complètement épuisé. C'est mentir aux classes laborieuses que de leur dire que dans le cadre de la société actuelle, avec les difficultés financières permanentes qui s'appuient sur des difficultés économiques permanentes, sur des difficultés sociales permanentes, il est possible de faire pour elles un grand effort de progrès social.

Etre les gérants de la société capitaliste, c'est une formule que, pour ma part, je n'accepte pas, parce qu'elle me heurte d'abord, et ensuite parce qu'elle ne serait plus juste à l'heure actuelle. Nous ne sommes pas dans une société Socialiste, mais la société capitaliste telle qu'on l'a décrite avec exactitude n'existe plus. Nous sommes en période de transformation, et dans cette période de transformation, nous ne devons pas avoir de honte à déclarer que notre politique va dans le sens du Socialisme, nous ne devons pas être gênés pour poser des conditions plus dures que par le passé, et pays le comprendra.

Le pays sait, je le répète, qu'il n'a du côté de la Droite aucune possibilité de salut, c'est à nous à faire le point et à parler avec énergie. Renonçons à la politique des petites habiletés consistant à ménager la chèvre et le chou.

Il faut parler avec netteté à toutes les classes de la société. Il faut dire aux industriels que ce n'est pas avec leur politique de paresse dans les investissements, dans l'établissement des prix... (applaudissements)… Ce n'est pas avec la politique des subventions pour sauver les industries menacées, ce n'est pas avec la politique de la dévaluation à périodes répétées qu'on arrive à sauver un pays. C'est par une toute autre politique.

Il faut dire au monde des commerçants que leur regard ne doit pas se tourner vers un malthusianisme qui aboutirait à maintenir un bénéfice donné quelle que soit la vente du commerce.

Il faut nous tourner vers le monde paysan et lui dire que le salut est pour lui dans l'exportation, c'est-à-dire dans l'abaissement des prix, ainsi que le disait tout à l'heure Loustau avec la force que vous avez admirée. Il faut nous tourner vers la classe ouvrière et lui dire que l'espoir est dans un rendement plus grand et dans un travail mieux fait, qu'il n'y a pas de possibilité de sécurité permanente dans un pays qui s'anémierait industriellement.

Il faut nous tourner vers les fonctionnaires et leur dire qu'il n'y a pas de statuts qui pourraient se maintenir indéfiniment dans un pays qui glisserait peu à peu vers la décadence.

Il faut nous tourner vers tous ces milieux sociaux et ne pas avoir peur de leur dire la vérité.

N'ayez pas confiance, je le répète, dans les petites habiletés qui payent un moment et qui détruisent finalement l'effet que doit attendre un parti, l'effet durable.

Pour réaliser cette politique, il faut plus que jamais mettre notre confiance dans ce qui fut la force du parti, dans ce qui reste la force de cette grande fédération : la classe ouvrière... (applaudissements)… La classe ouvrière qui comprend et qui sait suivre sans défaillance les hommes qui lui disent la vérité ; elle l'a prouvé partout encore au cours des dernières élections municipales.

Ne doutez pas d'elle si vous ne voulez pas qu'elle doute de vous.

J'abrège et je m'excuse auprès de ceux qui voudraient me poser des questions, mais comment entraînerez-vous dans cette politique tel ou tel parti ? Je n'ai voulu aujourd'hui essayer de définir qu'un état d'esprit, un état d'âme si vous voulez, car je crois que le Parti est à un tournant important de son histoire. Il peut, s'il le veut, prendre la tête du réveil national… (applaudissements)… Il

Fondation Jean Jaurès

peut être le grand entraîneur capable de démontrer que le salut de la nation est dans une solution d'audace que nos anciens ont préconisée depuis des dizaines d'années.
Il peut en même temps, au sein de l'Internationale, reprendre son grand rôle de conciliateur.
Quel beau spectacle serait celui d'un Parti Socialiste français faisant le lien entre la Sociale démocratie allemande qui va revenir au pouvoir en balayant toutes les sortes de croyance qui ont voulu se substituer au Socialisme et dont il apparaît, à l'heure actuelle, dans Berlin-Est, qu'elles sont une trahison de la classe ouvrière !
Quel beau spectacle ce serait que ce Parti Socialiste français, si riche de générosités et, j'ose le dire, si riche d'intelligence Socialiste s'il pouvait rallumer un peu plus haute la grande flamme révolutionnaire du Socialisme en faisant le trait d'union entre la sociale démocratie et le travaillisme ! Et quel beau résultat, mes amis, ce serait pour nous dans les assises d'un Congrès si, malgré la divergence nécessaire des motions, c'était ces problèmes-là qui prenaient le pas !
Oh ! Quelle petite chose que les débats sur le Comité directeur, sur la répartition à la proportionnelle, sur le statu quo ou sur la répartition régionale - que je défends moi-même avec un succès aussi modéré ! (Rires)
Quel beau spectacle ce serait si des assises de ce Parti sortait le mot que le pays attend !
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades. La Municipalité offre un vin d'honneur aux congressistes ; voulez-vous vous rendre nombreux à la mairie.
Pour cet après-midi, voici la composition du Bureau
Président : Jean-Raymond Guyou (Gironde)
Assesseurs : Blanchet (Haute-Vienne), Labigne (Calvados), Veque (Côte-d'Or), Yvonne Le Foll (Côtes-du-Nord), Pierre Maurois (Journées Socialistes)
Séance à 15 heures. La séance est levée. (12 h.40)

PARTI SOCIALISTE – SFIO
45ème congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 1953

Séance du 3 juillet 1953 (après-midi)

La séance est ouverte à 15 heures 30 sous la présidence de Jean-Raymond Guyou (Gironde).
Assesseurs : Blanchet (Haute-Vienne), Labigne (Calvados), Veque (Côte-d'Or), Yvonne Le Foll (Côtes-du-Nord), Pierre Maurois (Journées Socialistes).

Le président (Jean-Raymond Guyou)
Camarades, la séance est ouverte. La parole est à Pierre Commin pour communication.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Pierre Commin - Camarades, je vous signale, et je souhaite que ce soit à tous les délégués du Congrès, que la radiodiffusion des travaux du prochain Congrès International Socialiste de Stockholm, sera assurée en accord, et par l'entremise de nos camarades hollandais, sur les longueurs d'ondes de Hilversum, c'est-à-dire 300 mètres, aux dates et heures suivantes :
15 juillet, entre 19 h 15 et 19 h 30,
21 juillet, entre 21 h. et 21 h 15.
D'autre part, les secrétaires de sections, et par conséquent, les secrétaires fédéraux, sont invités à prendre bonne note de ces émissions et à faire la plus large publicité parmi tous nos camarades.
Nous tenons à vous signaler, d'autre part, que l'enregistrement des discours prononcés à Stockholm, sera à la disposition des fédérations. Vous voudrez bien, en conséquence, pour ceux d'entre vous que cette proposition intéresserait, nous écrire au Secrétariat général du Parti, 12 Cité Malesherbes.

Le président - Nous reprenons les travaux du Congrès sur la politique intérieure. La parole est à notre camarade Alduy, Pyrénées-Orientales.

Alduy

Mes chers camarades, tout à l'heure, notre ami Le Bail a tenu à définir l'état d'esprit de ceux que j'appellerai les "hommes de bonne volonté", ceux qui ne veulent pas s'abandonner à cette décadence française qui semble être, parfois, un peu trop facilement acceptée par les uns ou les autres.
Le Bail a prononcé un certain nombre de formules saisissantes que nous ne sommes pas près d'oublier. Il a dit : "Le pays appelle une planche de salut, il a besoin d'un Parti énergique, s'appuyant sur des masses énergiques."
Dans un instant, et je m'excuse s'il y a quelque indiscrétion, notre camarade Haudiou traitera, à son tour, du civisme dans la république ; alors, voyez-vous, de l'un à l'autre, la liaison se fait tout naturellement, en ce sens que l'on peut affirmer qu'il n'y a pas de république sans civisme, qu'il n'y a pas non plus, comme le disait Le Bail, de république se contentant d'un certain nombre de petites mesquineries, de petites habitudes ; Mais je déclare également, qu'il n'y a pas de république sans pouvoir, en donnant à ce terme son sens le plus général, celui qui lui est d'ailleurs donné par un certain nombre d'hommes, de littérateurs, d'économistes des pays étrangers.
C'est dans cet esprit, parce qu'il y a un certain nombre de problèmes à résoudre, qu'un certain nombre de camarades et moi-même, avons déposé, sur le Bureau du Congrès, une motion qui tient en deux lignes et qui est extrêmement modeste puisqu'elle se borne à réclamer la création d'une commission de plus, alors qu'il y en a déjà tellement, et qui, paraît-il ne fonctionnent pas toujours.
Ce que je voudrais demander, et cet avis est également celui de nos camarades : Albert Gazier, Gérard Jacquet, Auriou, Robert Lacoste, Pierre-Olivier Lapie, Jean Minjoz, Marcel-Edmond Naegelen, Alain Savary, c'est qu'une commission permanente soit créée pour étudier le problème de la réorganisation des pouvoirs dans la République et dans l'Union Française.

Je m'excuse auprès de certains camarades, de n'avoir pas pu voir les uns et les autres, car je n'ai pas voulu distribuer ce texte pour ne pas avoir l'air de me livrer à je ne sais quelle opération de pouvoir ; ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais simplement d'essayer d'attirer l'attention du Congrès sur un problème capital.
Je suis beaucoup trop respectueux de l'autorité dans la démocratie du Parti pour avoir pu songer un instant à franchir l'étape des sections ou des fédérations pour venir ensuite jeter en pâture au Congrès ce problème si grave, si délicat, à la fois, de l'organisation des pouvoirs.
En fait, il est nécessaire, je crois, qu'une commission étudie ce problème, qu'elle désigne des rapporteurs, que ces rapporteurs se rendent devant un Conseil national, que ce Conseil national prépare le travail et qu'ensuite un Congrès soit appelé à prendre des décisions sur ce travail collectif qui aura été, au préalable, mûri, pensé, réfléchi et ordonné, et qui, peut-être, alors, pourra se débarrasser d'un certain nombre de tabous.
De quoi s'agit-il, camarades ?
Il s'agit simplement de faire face à la dégradation des pouvoirs dans l'Union et dans la République Françaises, de répondre, avec précision, à un certain nombre de questions qui ne reçoivent pas toujours le même accueil.
Que l'on ne dise pas qu'il ne s'agit pas de problèmes d'actualité. Il n'est question que de cela, aussi bien dans la presse que dans les débats parlementaires, depuis un certain nombre de semaines.
Je vais très rapidement indiquer quelles sont les quatre catégories de problèmes auxquelles nous aurons à songer, les uns et les autres.
D'abord, dans l'ordre constitutionnel, si nous examinons la constitution de l'ensemble de l'Union française, nous ne pouvons pas, à un moment ou le Roi du Cambodge s'amuse à jouer des airs connus sur un vieux refrain, à un moment ou l'Union française est en train d'éclater de toutes parts, nous ne pouvons pas ne pas poser le problème de l'Union des Etats Associés, problème qui a déjà été, dans une très large mesure, dégrossi, par un certain nombre de camarades.
Il nous est bien difficile de rester dans l'équivoque actuelle sur la compétence et le rôle des quatre assemblées parlementaires ; il est en tout cas difficile d'assister, indifférents, à ce spectacle d'une Assemblée Nationale qui ne peut pas faire face à toutes ses tâches, alors que d'autres assemblées en sont réduites à ne rien faire ou à ne pouvoir rien faire de véritablement utile.
Voilà un problème de compétence et de rôle dans nos assemblées qui doit être défini et mûri.
De là, nous passons à un autre problème qui est celui du droit public de la délimitation de l'exécutif et du législatif, celui du domaine de la loi ou décret.
Je me souviens d'une certaine réunion au groupe parlementaire où notre camarade Hauriou a dû faire état de certaines conceptions en matière de lois-cadres et de décrets-lois qui ne sont pas toujours celles auxquelles nous avons l'habitude de penser, et qui ont donné à réfléchir à un certain nombre d'entre nous.
Eh bien, au moment où il n'est question que de pouvoirs spéciaux, n'est-il pas nécessaire, précisément, de définir avec exactitude ce que sont les lois-cadres, ce

qu'est le décret-loi, dans quel sens nous entendons agir, dans quel sens nous entendons réserver au législatif un certain nombre de prérogatives essentielles, sans pour autant paralyser l'exécutif, car nous n'en avons pas le droit non plus.
Un troisième ordre de problèmes qui se rattache au précédent, c'est la coïncidence à établir entre la responsabilité et le pouvoir, au sein de l'administration civile et militaire.
Chacun d'entre nous sait très bien que ce n'est pas le ministre qui gouverne, mais que c'est le chef de bureau, dans toutes les administrations.
Alors, est-ce qu'il n'est pas nécessaire de préciser les méthodes, les structures, les missions de l'administration civile et militaire, de manière à aboutir à une productivité plus grande des services publics, de manière à aboutir à une transmission efficace des ordres qui peuvent être donnés ?
Nous aboutissons, tout naturellement, à un quatrième et dernier ordre de pouvoirs, celui des pouvoirs économiques ; j'entends par là les pouvoirs de ces organismes à participation plus ou moins étatique qui finissent par avoir un rôle capital dans la nation, qu'il s'agisse des sociétés nationalisées, et je vous renvoie à ce que disait Albert Gazier sur la suppression d'un certain nombre de contrôles en cette matière, qu'il s'agisse des sociétés d'économie mixte où nous constatons tous les jours qu'alors que le capital privé devrait entrer dans ces sociétés pour être aux ordres du capital d'Etat, c'est exactement l'inverse, c'est le capital d'Etat qui se met aux ordres du capital privé, par le truchement des sociétés d'économie mixte.
Je dirai également que nous avons à nous prononcer sur la formule des combinats industriels à contrôle démocratique, de l'ordre de celui du charbon et de l'acier oui, ou non, est-ce que nous avons l'intention de développer des types d'organisation de cet ordre, de les étendre si c'est nécessaire, même aux pays d'Outremer, là ou des problèmes dépassent celui de l'exploitation de telle ou telle matière première et peuvent donner lieu à la création d'un véritable ensemble industriel intégré ?
J'en ai terminé ; voilà, camarades, l'ensemble des problèmes que l'on peut grouper sous cette étiquette, peut-être un peu vague, peut-être un peu inattendue de la coordination, ou de la réorganisation des pouvoirs.
Je dis tout de suite, si le terme d'autorité peut choquer certains camarades, peut évoquer de fâcheux souvenirs, que je l'abandonne très volontiers, pour le terme d'efficience, comme le proposait un camarade plus ancien.
L'efficience dans la démocratie, c'est très exactement ce que nous souhaitons, ce que nous désirons, ce que nous considérons comme absolument essentiel, pour arriver à résoudre cet ensemble de problèmes, faute de laquelle, même si nous étions au pouvoir demain, même avec un front démocratique et social, nous aurions toutes les peines du monde à aboutir, toutes les peines du monde à appliquer notre programme.
Je réponds à une dernière objection qui est celle du système de la commission.
Certains m'ont dit : "Une commission de plus ou de moins, elle sera forcément inefficace".

Fondation Jean Jaurès

Je dirai qu'au moins dans le cadre de la Commission nationale d'étude, il faut tout de même tenter l'opération, qui consiste à dire : "Nous voulons nous attaquer de front à ce problème de la détermination des pouvoirs."
Nous aurons au moins la conscience tranquille ; nous ne nous serons pas bornés seulement à dénoncer les malheurs de l'Etat, la crise du régime, nous ne nous serons pas seulement contentés de définir des objectifs, mais nous aurons au moins tenté d'ouvrir ce tryptique, car il y a d'une part la crise et la décadence et d'autre part les solutions et le programme, mais il y a entre les uns et les autres les moyens.
Ce sont ces moyens qu'il s'agit de préciser, pour arriver à aboutir à une plus grande efficacité dans la démocratie.
Camarades, je pense que nous n'avons qu'un seul but, ici, un seul but commun : Soyons nous-mêmes, soyons, nous, Socialistes, les seuls et les véritables réalisateurs de la démocratie sociale par l'organisation.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Robert Lacoste.

Robert Lacoste

Camarades, c'est avec un très réel et très fraternel empressement que j'ai signé une motion élaborée par des camarades sympathiques et pleins de bonnes intentions.
Ces camarades ne sont pas, comme l'a dit un journal, "des jeunes turcs" en rébellion. On ne fait pas une révolte à quatre. Or, ils sont quatre.
Quant aux jeunes turcs, s'il y en a, et ici comme ailleurs, ils se cachent et ils donnent le change. Ils ne signent pas de motion, eux.
Je laisse ce petit monde à ses hypocrisies, je laisse ce petit monde hypocrite à qui voudra bien le prendre. Moi je reste avec mes amis et leur franchise, permettez-moi de dire "leur juvénile franchise".
Notre ambition est de dire ce que nous croyons utile, utile au Parti, utile au pays, utile à la paix dans les circonstances présentes, et de le dire avec nos moyens qui sont simples, sans nous croire autre chose que ce que nous sommes, des militants, des parlementaires ordinaires, qui travaillent, observent et méditent.
Il n'y a pas dans tout cela d'intention de créer une tendance ; nous n'avons pas envie de nous repaître des joies malsaines des luttes de tendance où le Parti s'est parfois déchiré, dans une sorte de frénésie meurtrière qui nous fait horreur.
Ceux qui me connaissent savent que tout cela est très éloigné de mon caractère.
J'ai milité pendant vingt ans dans les organisations syndicales, assumant des tâches souvent ingrates, sans l'espoir d'une récompense, pas même celle que l'on peut obtenir ailleurs, un mandat électif, par exemple.
J'y ai appris la patience, le sens de l'action désintéressée, de l'effort collectif, et je ne suis pas peu fier d'avoir inspiré, avant la guerre, la poignée de militants qu'à la CGT on appelait les harmonisateurs, ce qui ne voulait pas dire "neutres", on le vit bien à un certain moment, quand ces conciliateurs surent trouver spontanément le chemin du devoir.

Fondation Jean-Jaurès

Voilà donc pour nos intentions ; elles sont irréprochables.
Il est vrai que l'on s'est montré blessés du titre de notre motion : un parti en crise, dans un pays en crise. On y a vu une déformation tendancieuse de la réalité, une critique malveillante à l'égard des dirigeants responsables, une imprudence de langage dommageable au Parti.
On trouve sans doute notre langage scandaleux, eh bien, j'en demande pardon aux anciens.
Mais n'ont-ils pas entendu des appréciations plus sévères dans des joutes verbales restées célèbres, dans ces Congrès houleux, tourbillonnants, que leurs souvenirs transforment à leur gré en batailles héroïques ?
N'avons-nous pas nous-mêmes, depuis la libération, entendu un certain moment des jugements très durs, peut-être même cruels, qui allèrent jusqu'à nous choquer et causèrent des blessures dont je ne veux rien dire ?
Relisez l'histoire du mouvement Socialiste, relisez les célèbres controverses qui, périodiquement heurtèrent, depuis 1885, réformistes et révolutionnaires, révisionnistes et orthodoxes, démocrates et partisans de la dictature ; le mot "crise" est le plus bénin de ceux que l'on relève dans ces polémiques, tour à tour enfiévrées ou acides.
Je ne voudrais pas que, sans renouveler ces débordements, nous glissions dans une espèce de pudibonderie de langage et de sensiblerie, qui seraient comme un affadissement de nous-mêmes.
Mais, si nous avons pu peiner quelqu'un, pour quelque raison que ce soit, je lui présente à cette tribune, nos très sincères regrets.
Cependant, la vérité est la vérité.
La vérité, c'est-à-dire que depuis des années, jusqu'à la période actuelle qui paraît être une période de stabilisation, nous avons perdu successivement l'audience des ouvriers à qui nous avions, cependant, apporté les magnifiques conquêtes sociales d'après la libération, puis, surtout en 1951, la sympathie de nombreux artisans, petits commerçants, paysans, épargnants, que nous n'avons pas su ou pu préserver d'une propagande qui nous représentait comme des partisans des abus, de la gabegie, de la super fiscalité, comme des ennemis de l'initiative individuelle, de la monnaie et de l'épargne.
Nos pertes de suffrages, en 1951, viennent d'ailleurs mesurer les coups que nous a portés cette propagande.
La déception des jeunes ne trouve pas encore, chez nous, de quoi se transformer en volonté positive.
Trop d'intellectuels, par ailleurs, nous reprochent de ne pas nous renouveler et de ne leur présenter qu'un écho affaibli des thèmes somptueusement développés qui firent, autrefois, la gloire de la pensée Socialiste, et permettez-moi de vous le dire, de la pensée française.
Ne dites pas que tout cela n'est pas vrai.
Ne vous consolez pas avec des résultats des élections municipales qui furent excellents je le sais aussi bien que vous, puisque dans mon département, nous venons de gagner plusieurs dizaines de délégués sénatoriaux.

Mais je reste sous le coup de nos pertes antérieures et je constate qu'en même temps, dans les usines, le Communisme est loin d'être en train de reculer.
Tout récemment je voyais que dans les élections professionnelles, à la régie Renault, aux usines Michelin, chez Hispano-Suiza, et autres usines, il y a une nette avance de la CGT par rapport à l'an dernier.
Comment a-t-on pu et peut-on se tromper encore à ce point, sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons ?
C'est cela la crise de l'action Socialiste.
Quant au pays, j'espère bien que personne ne niera qu'il soit en crise. Là, vraiment, le mot est trop doux.
Fort justement, dans un solide essai que j'ai lu avec un extrême intérêt, intitulé "Le Socialisme 1953", un certain nombre de nos camarades dénoncent avec talent le pourrissement de notre bourgeoisie comme facteur principal de l'étiolement de la France.
C'est vrai.
Depuis la libération, nos dirigeants bourgeois ont conjugué leurs efforts de réaction avec l'immense armée des enrichis de tous poils, laissés par la guerre et par l'inflation, pour qui rien ne compte que de maintenir, même au prix de la mort de la France, l'argent qu'ils ont amassé sur l'indigence des travailleur la misère des vieux, la ruine des épargnants.
Les états-majors industriels et bancaires ont suivi la même voie, exactement, poussant devant eux la piétaille des petites et moyennes entreprises, et les paysans dupés par les fausses organisations professionnelles d'inspiration réactionnaire.
Tous ont refusé, pendant des années, les disciplines anti-inflationnistes qui, cependant, ont sauvé l'Angleterre et permis aux Etats-Unis de soutenir le monde libre dans son organisation et son relèvement.
Tous ont préféré la spéculation et la thésaurisation à la productivité, à la construction.
L'épargne a fondu. Des multitudes de gens honnêtes ayant voué leur vie au service de l'Etat, ou au bien de leur famille ont été ruinés.
Les augmentations successives de salaires ont amené des déceptions non moins successives.
Les effets bienfaisants des réformes apportées dans la structure des salaires ont également fondu au feu de l'inflation.
Les tentatives de justice fiscale, elles-mêmes, ont été rendues vaines par la possibilité laissée à certaines catégories de contribuables de rejeter sur d'autres le poids des impôts qu'elles ont à payer, qu'ils fussent directs ou indirects.
Le Trésor a mendié partout, pour prêter non pas seulement comme on le dit, aux industries de base et aux entreprises nationalisées, mais à des gens qui faisaient évader leurs profits au lieu de les investir dans leurs propres affaires.
La plupart des entrepreneurs n'ont fait des investissements dans leurs usines que par prélèvements sur les consommateurs, grâce à des prix exagérés.

Fondation Jean-Jaurès

Le désordre de ces investissements, d'ailleurs, conduit souvent à des dépenses inutiles et à un suréquipement qui, tout à la fois, l'expérience le montre, empêche la baisse des prix et provoque le chômage.
Cette bourgeoisie est, certes, heureuse, on ne le voit que trop, mais dans un pays qui vieillit et qui descend la pente inexorable, un pays qui est en train de connaître la décadence, comme l'a dit tout à l'heure, fort justement, notre camarade Alduy.
Un salarié du commerce ou de l'industrie privée, gagne 20 000 frs par mois, les plus favorisés gagnent entre 22 et 28 000 frs.
Pour le logement, retenons qu'à Paris - et la situation est la même partout – 150 000 familles prioritaires attendent un appartement ; il en a été construit, depuis 1945, 35 000, 25 000 sont en chantier, et la moitié des appartements construits après attribution d'une prime à la construction ont été construits dans les quartiers riches du 16ème arrondissement.
Au rythme des mises en chantier depuis la libération, l'Office de la Seine mettra 150 ans à loger 90 000 familles prioritaires inscrites en banlieue, et dont le nombre augmente de 1 500 chaque mois.
Cela juge ce que l'on appelle la politique du logement. Cela fait rire amèrement, quand on entend tant de gens parler de leurs préoccupations sociales… (applaudissements)… En même temps, malgré le tassement des affaires, vivant du déficit du budget qu'elles nous imputent, à nous Socialistes, des commandes des industries nationales qu'elles exploitent, des fabrications d'armements qu'elles font payer à d'autres, les grandes sociétés et beaucoup d'industries ont vu, cette année, leurs bénéfices dépasser sensiblement ceux de l'année dernière.
Privilégiés, prix savamment triturés, protection douanière, font du pays une chasse gardée où elles tirent à leur gré.
Tant de facilités les détournent de l'effort et le taux du progrès de la production industrielle, en France, est de 1,50% par an, contre 2 en Angleterre, 2,5% aux Etats-Unis.
Les dirigeants de l'économie française vouée au malthusianisme, privent donc les masses d'une production accrue de biens de consommation et les privent en même temps d'immeubles, de maisons et de logements.
Ils ont conçu une politique de crédit qui laisse mourir, sans phrase, nos artisans, au lieu de les aider à s'unir, s'outiller, et se reconvertir.
La même politique laisse notre agriculture indigente, s'enfoncer dans l'archaïsme et la vétusté.
Propos exagérés !
Mais ne savez-vous pas que 40% des exploitations agricoles, d'après le ministère des Finances, ont un rendement brut inférieur à 300 000 francs, insuffisant pour faire vivre une famille, même peu nombreuse ?
Ce tableau ne serait pas complet si l'on ne parlait pas des finances de l'Etat. Vous connaissez les chiffres, eh bien, ils sont encore trop optimistes, à mon avis, le déficit de nos comptes publics sera, cette année, de mille milliards.
On n'a pas fini de recourir aux avances de la banque. C'est d'ailleurs, ce que l'on appelle défendre la monnaie !

On commence à admettre, il est vrai, que nos charges militaires nous écrasent. Il n'est plus permis de mettre au compte du lampiste - en surnombre - les dépenses du corps expéditionnaire d'Indochine qui absorbe 45% des dépenses militaires françaises et représente 12% du budget total de la France.
Les documents budgétaires montrent que la fameuse impasse budgétaire correspond exactement à l'augmentation des dépenses militaires que personne n'a voulu couvrir par l'impôt et qu'on n'est pas arrivé à couvrir par l'emprunt. Voilà la raison actuelle et réelle de l'inflation.
Par ailleurs, la France ne tient - je vais dire "le franc" ne tient - que parce que les secours épisodiques apportés par les Américains à des titres divers permettent de combler périodiquement l'écart toujours béant entre nos importations et nos exportations. Que cette aide disparaisse, on sera obligés tout à la fois de réduire encore nos importations vitales et de dévaluer le franc ; le seul raccourci juste que l'on pourrait donner de cette situation tient hélas en quelques mots : la faillite française est masquée par la charité américaine.
(Applaudissements)
Telle est l'étendue de la crise française. Telle est la situation intolérable à laquelle nous sommes arrivés et qui met en jeu jusqu'à l'indépendance du pays, car dans le monde présent, qui tend la main n'est pas libre.
Il faudra bien y mettre un terme, c'est-à-dire relever le pays, lui donner confiance et espoir.
Tout à l'heure, j'ai parlé de la crise de notre action. Il n'en reste pas moins que j'ai confiance dans le Parti pour renverser cette situation ou tout est en péril : Le sort des masses, l'indépendance nationale et la République.
Après tout, mes chers camarades, si notre action n'a pas rencontré le succès qu'elle méritait, si elle n'a pas évité certains écueils, c'est presque toujours parce que nous avons eu raison trop tôt.
Qu'on se rappelle le projet défendu par Jules Moch sur la ponction monétaire. S'il avait été adopté, ne nous aurait-il pas, en grande partie, débarrassé de cette monnaie malsaine née du marché noir et de la spéculation ?
Qu'on se rappelle l'effroyable démagogie où tous les partis étaient contre nous, où les patrons étaient d'accord avec les Communistes pour supprimer toute possibilité d'intervention dans le domaine des prix, pour multiplier les commerces inutiles et les fonctions commerciales parasitaires ?
Presque toujours, dans les grandes décisions génératrices d'inflation prises dans les années qui ont suivi la libération, on a trouvé les patrons, les partis du centre et de droite et les Communistes agissant dans le même sens.
Et puis qu'on se rappelle aussi, mes chers camarades, l'opposition sur l'Indochine qui bénéficie maintenant d'un assentiment sans cesse grandissant !
Tout cela ce sont des exemples de clairvoyance et de courage qui suffisent à nous donner confiance en nous-mêmes.
Ma conviction la plus intime est que le Parti a la tâche historique de rendre ce redressement possible et que s'il est à la hauteur de cette tâche historique, il connaîtra le plus grand succès de son histoire.

C'est pourquoi j'approuve que le Parti suscite la formation d'un front démocratique et social. Je l'approuve avec enthousiasme ; c'est l'esprit même de la motion que je défends. Nous souhaitons que le Parti s'allie dans cette œuvre à tous les éléments actifs de la nation, choisis avec précaution certes, mais aussi avec libéralisme, dans un entraînant rayonnement de générosité spirituelle et de chaleur humaine.
Il faut convaincre et entraîner, conquérir les cœurs, ce qui est le contraire d'écraser les esprits sous un dogmatisme pesant et hors de saison. Mais donner et retenir ne vaut ; n'ayons pas la prétention d'imposer tout notre programme à ceux que tente notre effort d'action commune pour un sauvetage commun et pour bâtir une nation nouvelle libérale et Socialiste. Il faut discuter avec tous : Formation politique, organisation syndicale, catégories sociales, groupements divers du citoyen.
Il faut discuter avec tous ceux qui, partisans de la liberté, vivent et ne demandent qu'à être Socialistes si le Socialisme est vivant et s'il est un foyer accueillant à tous les esprits libres, car la discipline nécessaire ne doit pas conduire sous la férule à l'uniformisation intellectuelle, ce serait monstrueux ! Nous savons tous obéir au Parti. Nous lui avons tous fait des sacrifices de pensée, mais croyez-moi, devant les grands événements imprévus, les consciences Socialistes comme les autres ont le droit de s1émouvoir ; les esprits ont le droit de chercher dans l'angoisse ; faites-leur confiance. Laissez-les libres puisqu'ils sont honnêtes. Ce sera votre honneur, et, permettez-moi de vous le dire, votre meilleure propagande.
Et puis ramenons à nous toutes ces petites gens que le Socialisme défend, mais que la propagande empoisonnée des puissances sait toucher. Amenons à nous les jeunes en leur communiquant confiance dans l'avenir, en leur faisant goûter la joie dans la lutte ; commençons cette lutte, soyons tous au coude à coude pour l'amener. Les parlementaires et les militants du Parti sont prêts à y entrer.
C'est dans une lutte, que nous ferons avec un état d'esprit fraternel, avec au cœur de la générosité et du libéralisme, que nous entraînerons ce qu'il y a de meilleur dans ce pays, pour la rénovation du pays, pour construire une Europe Socialiste et pour construire la paix.
Voilà ce que veut dire la motion que j'ai signée.
(Applaudissements)

Le président - Arthur Comte, des Pyrénées Orientales, avec 15 minutes.
Après lui, notre Camarade Pineau.

Arthur Comte

Camarades. On nous a reproché, et l'on nous reproche encore amèrement ou vivement, d'avoir coiffé notre motion d'un titre trop triste ou trop sévère.
L'on nous a reproché, l'on nous reproche encore et l'on nous a prêté l'étrange intention de vouloir faire le procès de certains dirigeants de notre Parti.
Dès le début de mon intervention, au nom de tous mes amis signataires de cette motion, je tiens à affirmer de la manière la plus ferme et la plus catégorique, à

Coll. Fondation Jean Jaurès

l'intention des militants comme à l'intention d'une presse très habile à nous donner des intentions que nous n'avons jamais eues, à affirmer de la manière la plus catégorique qu'en rédigeant cette motion nous n'avons visé absolument personne.
Si nous avons tenu à étudier les difficultés que rencontre le Socialisme en France, c'est à tout le Parti que nous nous sommes adressés, en nous appliquant simplement à prendre conscience des difficultés rencontrées par le Socialisme et en nous appliquant à rechercher des idées pouvant nous permettre tous ensemble de travailler et nous unir contre ces difficultés que nous avons rencontrées, les difficultés du Socialisme, toute la crainte qu'elles nous ont donnée jusqu'à ces dernières années - le rapport du Secrétaire général d'hier matin a été beaucoup plus optimiste.
Quant à la chute de nos effectifs, quant à la chute de nos voix, quant surtout à nos difficultés à appeler dans nos rangs et dans notre action la jeunesse, quant à ces difficultés nous les avons recherchées pour mieux y remédier.
Pourquoi avons-nous perdu, indépendamment des légers et regrettables dommages qu'ont pu causer au Parti, à certains moments, l'action d'enfant terrible, comme moi-même dans ma fédération ? Elles sont très importantes, et avec tous nos amis nous avons essayé d'en prendre conscience. Pourquoi le Socialisme a-t-il été d'abord en difficulté, et je voudrais ici apporter le témoignage de ceux qui appartiennent à la génération d'hommes de 30 ans qui s'interrogent sur les grands événements nationaux et internationaux et essayer d'apporter ici un peu le témoignage de la jeunesse.
D'abord l'extraordinaire et même effarante sensibilité de l'opinion publique française vis à vis de la propagande Communiste. Alors que dans tous les pays d'Europe occidentale la propagande Communiste n'a pas obtenu de crédit, en France ou en Italie elle a obtenu un succès qui étonne tout le monde et qui nous étonne nous les premiers. Et pourquoi les communistes ont-ils obtenu ce succès ? Nous pensons que d'abord nous avons commis la faute, à la libération, d'officialiser, en quelque sorte de normaliser, dans la vie du pays, l'action du Parti Communiste... (applaudissements)... Et que nous arrivons difficilement à nous tirer de cette position où nous nous sommes mis.
Heureusement, grâce au président Paul Ramadier, nous avons rétabli la situation en 1947, date du début de notre combat à la fois contre les staliniens et contre les gaullistes. Mais depuis lors, je crois que sur le plan intérieur, dans la mesure où nous sommes souvent commandés par les conséquences de l'action internationale, nous avons commis une autre erreur ; tous ensemble nous avons laissé au Parti Communiste, à la propagande Communiste l'utilisation d'un nom magique qui est la "paix".
Nous avons ri de l'appel de Stockholm. Nous avons ri de la lutte contre la bombe atomique. Nous avons tous ri des combattants de la Paix ou des partisans de la Paix.
(Légers applaudissements)
Le peuple de France n'a pas ri et ce peuple que l'on dit être le plus cartésien, mais qui est souvent le plus naïf, qui démontre des naïvetés d'enfant, a plus que

nous ne le pensons apprécié la propagande Communiste sur ce point ; et c'est parce que nous en avons pris conscience que nous considérons qu'il est absolument essentiel de mettre le combat pour la paix à la tête de notre programme et de notre propre action.
(Applaudissements)
Nous avons également perdu des voix et des hommes qui, à la libération, nous avaient fait confiance en venant de notre côté comme un pis aller.
En 1944, en 1945, nous étions les seuls en face des Communistes. Des hommes sont venus à nous pour nous aider, pour nous soutenir, pour nous faire confiance ; et puis un jour, quand le MRP s'est reformé, quand le Parti radical a repris ses fédérations ou sa presse, quand le Parti gaulliste s'est constitué, un certain nombre d'hommes nous ont quittés sans que nous y soyons aucunement responsables, et sont allés faire confiance à d'autres partis et à d'autres formations ; et là aussi nous avons normalement perdu.
Il y a un autre point, c'est que nous avons été engagés dans un combat multiple et sur de multiples fronts.
Sans doute le Parti a-t-il sauvé la République durant ces dernières années contre les ambitions gaullistes et contre le danger stalinien, mais il est un fait c'est que nous nous battons à la fois en même temps contre tout le monde ; de ce fait, nous supportons et nous subissons des coups de la part de tout le monde et, de ce fait, nous perdons également.
Et nous sommes depuis 1944 sur la défensive sans que nous ayons réussi à faire valoir une stratégie de l'offensive.
Il n'y a rien de plus ingrat pour un Parti qu'un Parti condamné à la défensive, et j'espère, comme tous mes amis, que le Comité directeur saura donner au front démocratique et social qu'il pensé constituer avec juste raison le caractère offensif pour que nous soyons de nouveau un parti offensif, un parti dynamique qui donne plus de coups qu'il n'en reçoit.
(Applaudissements)
Nous avons également souffert, comme le disait d'ailleurs très justement Guy Mollet hier matin, d'une désaffection générale de tous les groupements. Il y a une révolte actuellement de l'opinion publique française contre tous les groupements, non point seulement contre les partis mais de multiples hommes et femmes abandonnent la CGT, abandonnent la CGA, abandonnent les organisations professionnelles ou les organisations d'anciens combattants, et on abandonne ce qu'on appelle surtout les féodalités.
Quel est le premier caractère de la société française à l'heure actuelle ? Il y a des états dans l'Etat. Il y a des féodalités constituées ; et savez-vous que lorsqu'on est parlementaire et que l'on reçoit des ultimatums multiples presque tous les jours de ces féodalités organisées pour défendre des intérêts particuliers, l'on comprend parfaitement la révolte de l'opinion publique française contre ces groupements, contre cet esprit féodal, contre lequel nous devons nous-mêmes nous défendre.
Et aussi - ce que je vais dire on me le reprochera sans doute tout à l'heure, mais c'est le sentiment de multiples amis - nous n'avons pas réussi, je ne dis pas dans

les Congrès ou dans les Conseils nationaux, c'est extrêmement difficile, mais nous n'avons pas encore réussi, et c'est notre faute générale, à mettre plus de vie et plus de passion à l'intérieur du Parti et à l'intérieur de nos formations, de nos fédérations ou de nos sections.

Il faudrait animer ce Parti sur des idées simples, sur des idées claires. Nous avons été trop subtils ; nous avons été trop compliqués, et dans notre propagande, et dans nos discours, et dans nos positions ; et le Français moyen, souvent, ne nous a pas compris, alors qu'il était trompé par des hommes qui, à côté, employaient des images et des slogans très simples.

Avoir de la psychologie, c'est la première qualité d'un Parti, et cela nous devons chercher pour notre propagande des idées et des slogans très simples qui portent. En 1936, avant la dernière guerre, nous avons gagné des batailles grâce à des mots simples et à des mots d'ordre simples. Il faut les rechercher tous ensemble et les répandre à travers le pays.

Nous avons aussi souffert d'une imprécision dans nos définitions. Il y a des quantités de départements où l'on ignore encore si nous sommes au gouvernement pour le soutien ou pour nos positions. Il y a des quantités de départements où l'on ne sait pas exactement notre position vis à vis de l'armée européenne ou vis à vis de l'Europe, parce que trop de témoignages contradictoires sont portés et parce que les partis Socialistes européens sont eux-mêmes en désaccord entre eux.

Il y a une confusion dans la politique internationale comme dans la politique économique, et je pense que Robert Lacoste tout à l'heure a dit qu'il y avait une confusion dans la doctrine même vis à vis du nouveau prolétariat qui s'est formé, et vis à vis duquel nous devions tenir les journées d'études pour nous préciser et pour nous définir.

Il y a aussi, et il faut peut-être une certaine audace pour affronter ce problème devant un Congrès Socialiste, mais il faut aussi dire que nous n'avons pas été extrêmement clairs et extrêmement précis quant aux aspects de notre combat pour la laïcité, pour la défense de la laïcité, oui… (applaudissements)… Nous sommes pour et personne ne pourrait songer à être pour la défense de la laïcité sous tous ses aspects, mais il faut dire aussi que quelque fois notre propagande a prêté à confusion et qu'au lieu de défense de la laïcité on a fait la défense de l'intolérance ; il y a un choix : Ou bien on n'attaque aucune église, on respecte toutes les formes de foi et de religion, ou si l'on attaque les cléricalismes on ne doit pas en attaquer un seul, on doit les attaquer tous… (applaudissements)… Et j'en connais un au moins qui est beaucoup plus intolérant que ne l'est le cléricalisme traditionnel, le catholique lui-même.

Malgré cela, si nous avons rédigé notre motion pour imposer un effort de conscience nouvelle, nous tenons à bien préciser nos intentions et à bien expliquer notre attitude.

Que faut-il faire pour nous préciser et obtenir plus de crédit, et je le dis particulièrement auprès de cette jeunesse qui nous ignore, qui nous boude, qui ne vient pas très souvent ? J'ai fondé dans mon département il y a quelques semaines une nouvelle fédération de jeunesses Socialistes. On a la plus extrême

difficulté à la former et à appeler des jeunes justement parce que je crois que nous manquons de précision et nous manquons de simplicité. D'abord, nous pensons que nous ne devons pas demeurer sur la défensive et nous pensons que comme les gouvernements appuyés par la majorité de droite actuelle nous devons démontrer beaucoup plus de vigueur et même beaucoup plus de brutalité. Nous avons souvent regretté comme de nombreux parlementaires que nous manquions d'autorité vis à vis de la coalition de droite, et nous demandons surtout dans les prochains jours et dans les prochaines années que l'expérience du vote des crédits militaires ne se renouvelle pas et que, sur ce point, aucune faute ne soit commise par qui que ce soit.
(Applaudissements)
Nous sommes absolument acharnés à obtenir satisfaction sur ce point.
On m'a dit que je n'avais pas le temps de m'expliquer sur plusieurs points. Je tiens à m'expliquer sur un et sur le dernier, ce qui me vaudra de ne pas reprendre la parole tout à l'heure et de ne pas faire perdre de temps au Congrès.
Nous nous expliquerons tout à l'heure sur la politique européenne, mais je crois qu'il y a tout de suite un message que le Parti Socialiste doit lancer, un message que le Parti Socialiste doit faire sien, et nous en reparlerons aussi sur le point de la politique internationale ; c'est un message pour la paix, et dans le pays, à travers le pays, lancer une puissante campagne en accord avec toutes les organisations et toutes les institutions pour une véritable paix, pour la réconciliation des mondes de l'est et de l'ouest qui doivent commencer par l'institution d'une conférence internationale à quatre.
Nous ne devons laisser - et c'est là le principal de notre politique internationale comme de notre politique intérieure - nous ne devons laisser ni à Eisenhower, ni à Churchill le soin d'établir cette propagande pour la paix, ni aux Communistes le soin de monopoliser pour eux seuls la défense de la paix. C'est un combat que le Parti Socialiste, depuis toujours, a conduit et se doit de répandre, oui, pour votre front démocratique et social ; mais faites-le précéder d'abord de cette campagne pour la paix et de cette campagne pour la réconciliation des mondes.
Nous en parlerons plus longuement sur les problèmes de politique internationale, mais dans leur résonance sur les efforts du Parti et sur les efforts de la politique internationale, nous considérons que ce message au monde doit être le plus important du Congrès qui se tient actuellement.
(Applaudissements)

Le président - Après ce camarade, nous constituons la Commission sur le mode d'élection.
La Commission du Comité directeur doit se réunir salle 4 à 16 heures.
La parole est à Christian Pineau.
L'orateur suivant est notre Camarade Paul Ramadier
La parole pour 35 minutes.

Fondation Jean Jaurès

Christian Pineau

Mes chers Camarades. Je m'excuse de devoir faire aujourd'hui un exposé qui paraîtra à beaucoup d'entre vous fort aride, surtout après l'exposé de politique générale que vous avez entendu ce matin ; je cite notamment celui de Le Bail, et cet après-midi celui de Lacoste.

Le front démocratique et social est à l'ordre du jour du Congrès, et j'ai pensé avec un certain nombre de camarades qu'il était nécessaire, avant de commencer les discussions qui résulteraient d'une adoption éventuelle par le Congrès du principe de ce front démocratique, de jeter les bases d'un programme qui nous permette de grouper autour de nous un certain nombre d'hommes acceptant les principes généraux que je voudrais soumettre au Congrès.

La situation actuelle a été parfaitement caractérisée tout à l'heure ; nous sommes en période de répression économique, de chômage, de déficit budgétaire, et nous assistons à une dégradation progressive de la situation de l'Union française.

Nous sommes donc tous d'accord, et nous ne sommes pas les seuls, pour reconnaître la nécessité d'un renversement de politique ; il est d'ailleurs surprenant que lorsque Mendès-France a développé son programme à la tribune il ait obtenu d'une assemblée 301 voix alors que les Communistes ont voté contre lui. Cette expérience était intéressante et ceci explique le vote du Parti, mais il nous importe à nous de préciser un certain nombre de points qui ne l'ont pas été : Les aspects sociaux des problèmes, la nature de l'effort financier à accomplir ; car on parle toujours des dépenses à faire et on est toujours très imprécis sur les recettes, ainsi que diverses questions concernant la politique étrangère et la sécurité.

Plaçons les problèmes dans l'ordre d'urgence.

Premier problème avant tous les autres : plein emploi et expansion économique ; comment le résoudre ?

Politique du logement, nous sommes tous d'accord sur ce point. Le plan Courant s'est montré nettement insuffisant, car c'est un plan qui est destiné à permettre à ceux qui possèdent des capitaux de construire, mais qui ne fournit pas de logement à ceux qui ne possèdent rien. Or, c'est pourtant le problème essentiel aujourd'hui.

(Applaudissements)

Programme de constructions scolaires insuffisant, équipement des industries de transformation, et je voudrais que vous lisiez, bien qu'ils soient faits par des non Socialistes, les rapports que MM. Armangaud et Coude du Foresto ont fait au Sénat sur l'application du pool charbon acier où l'on montre non pas que le pool charbon acier a été une mauvaise chose, au contraire, mais où l'on montre que l'industrie française ne s'adapte pas suffisamment vite aux nécessités économiques que ce pool suppose.

Nous avons un effort considérable à faire en matière d'équipement agricole, en créant des coopératives d'utilisation, en développant les industries de la conserve, les industries alimentaires dont un pays comme la France devrait absolument avoir presque le monopole au monde. Il nous faut développer nos exportations, ce qui est une nécessité pour l'équilibre de notre balance des

comptes. Mais pour développer l'exportation d'un produit, il ne faut pas commettre cette erreur qui laisse supposer que l'on exporte d'autant plus que l'on réduit la consommation intérieure ; ce n'est pas vrai, car un marché d'exportation se développe dans la mesure où le marché intérieur s'est lui-même développé, pour des raisons de publicité et pour des raisons de prix de revient, car si le marché intérieur n'est pas suffisamment large, le prix de revient du produit à l'exportation est trop élevé et invendable.

Nous avons à mener une action à l'étranger car on oublie trop souvent que nos représentations commerciales à l'étranger sont loin de faire l'effort nécessaire pour aider nos industriels à placer leurs produits, ce qui est un aspect du problème que l'on néglige trop souvent, et je pourrais citer à cette tribune - si j'en avais le temps - de nombreux exemples d'importants marchés perdus par la France parce que nos exportateurs n'ont pas trouvé de la part des autorités administratives l'appui nécessaire.

Il faut, toujours dans le même domaine de l'expansion économique, arriver à imposer la mise en commun des techniques dans une même phase industrielle. Il est absolument anormal par exemple de constater combien, dans nos industries mécaniques, il y a des concurrences entre des maisons dont chacune est infiniment trop faible pour assurer une production normale à un prix de revient satisfaisant.

Il faut d'une manière générale - et je reprends là une expression qui est aujourd'hui à la mode - lutter contre toutes les formes du malthusianisme dont, comme le rappelait tout à l'heure Robert Lacoste, souffre notre production.

Enfin, il faut augmenter notre consommation, mais la consommation ne peut être augmentée que dans la mesure où elle est dirigée, c'est-à-dire dirigée sur un certain nombre de produits déterminés exigeant peu de matières premières importées et au contraire le maximum de main d'œuvre.

Deuxième problème : Politique ouvrière. Nous devons prendre parti nettement pour une réunion immédiate de la Commission supérieure des conventions collectives, et pour la fixation d'un nouveau minimum garanti, car il est incontestable que les statistiques ont été pendant toute l'année 1952 suffisamment truquées pour que personne ne puisse dire aujourd'hui que le salaire minimum garanti correspond à celui qui existait il y a quinze mois.

Dans les conventions collectives, il faut que nous intéressions les travailleurs à la productivité, mais pas à la productivité individuelle, à la productivité collective ; et que nous les y intéressions par des formules contractuelles, car la grande objection des syndicats à toute formule de productivité c'est qu'il nous disent que chaque fois la productivité a servi à augmenter le profit de l'entreprise et que l'ouvrier n'en a jamais directement bénéficié ; et quand on vient dire à la classe ouvrière que l'indice de la production est passé entre tel et tel mois de l'année de 120 à 130 elle se demande pourquoi son salaire n'a pas été augmenté dans les mêmes proportions.

Mais l'augmentation des salaires pure et simple n'est pas une solution définitive ; il faut que nous ayons un contrôle suffisant de l'économie pour que nous

puissions diriger cette augmentation des salaires sur des consommations déterminées.
Si la classe ouvrière, avec un salaire de 20% supérieur, à celui qu'elle a aujourd'hui, achète exactement les mêmes produits, ces produits augmenteront de 20% et la classe ouvrière n'aura rien de plus. Par conséquent, il faut diriger ce pouvoir d'achat nouveau sur des secteurs qui n'ont pas été suffisamment exploités, d'où la nécessité de l'allocation logement qui est une excellente formule permettant aux ouvriers de payer des loyers supérieurs, c'est-à-dire d'avoir des conditions d'habitation meilleures.
Et il faut enfin développer un crédit à la consommation sur un certain nombre de produits dont nous savons parfaitement qu'ils sont compatibles avec le développement de l'économie nationale.
Dans le même temps, nous devons songer à la promotion ouvrière, non seulement à l'enseignement professionnel, mais à l'orientation professionnelle, car c'est aujourd'hui un des plus graves problèmes de la jeunesse, et quand nous disons que nous voulons aider la jeunesse il ne suffit pas d'employer des formules, il faut lui donner la certitude qu'elle aura les moyens de vivre, qu'elle trouvera l'activité qui correspond à ses désirs et à ses goûts et qu'elle sera aidée dans la recherche du travail.
Tel est le drame aujourd'hui du jeune de 15 à 16 ans qui, en période de chômage, sait par exemple qu'il ne peut rien trouver avant d'avoir accompli son service militaire.
Il faut augmenter - et le groupe Socialiste y a pensé - les pouvoirs des Comités d'entreprises, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi habituer la classe ouvrière à la gestion des entreprises. Nous avons, dans les entreprises nationalisées, connu un certain nombre de déceptions parce que trop souvent les gérants ouvriers des nouvelles organisations nationales se sont considérés comme des revendicateurs, comme des représentants de l'organisation syndicale et non pas comme des propriétaires de la nouvelle entreprise appartenant à la nation.
(Applaudissements)
Nous aurons aussi à penser aux catégories sociales les plus touchées par la crise ; je pense aux vieux travailleurs, aux victimes de la guerre à propos desquelles nous avons pris tant d'engagements qui n'ont pas été tenus, et aux invalides civils, mais pas à tout le monde car - ne nous faisons pas d'illusions - il faudra attendre une amélioration économique pour satisfaire toutes les revendications sociales actuelles, mais il faut commencer par les plus touchés, par les plus malheureux, alors que ce sont précisément aujourd'hui les plus abandonnés.
Je développe rapidement puisque Kléber Lousteau l'a fait ce matin, ce que pourrait être notre programme de politique agricole : Nécessité d'organiser les marchés, d'aider les coopératives, d'accorder des crédits aux jeunes ménages, de limiter dans certains rayons le cumul des exploitations, d'opérer le remembrement dans d'autres, de réviser le cadastre, de réduire considérablement les importations de produits agricoles qui sont un non sens dans notre situation économique actuelle et de développer au contraire les exportations, ce qui n'est

possible que dans la mesure où une organisation de l'économie permet d'imposer aux producteurs la qualité sans laquelle il n'est pas de concurrence internationale possible.
Mais il nous faut bien entendu penser aussi à l'aspect financier des problèmes. Il faut équilibrer le budget de l'Etat, et comment le faire ? Ne négligeons pas systématiquement ce qu'on appelle les économies. Nous savons assez bien à quoi nous en tenir, mais il est souvent assez maladroit devant le pays de déclarer, devant ceux qui parlent toujours des économies en général et se refusent à les faire en particulier, que nous ne nous intéressons pas à la question. Il y a des économies à faire dans le budget de l'Etat sur le fonctionnement des services, mais pas sur les travaux. Il y a des économies à faire sur les équipements improductifs. Il y en a sur les crédits militaires, dans le cadre des accords atlantiques. Il y en a sur l'Indochine ; mais je voudrais sur ce point qu'une confusion ne s'établisse pas dans l'esprit d'un certain nombre de camarades, car si je suis aussi partisan qu'un autre - et plus peut-être qu'un autre - pour connaître le problème de la fin rapide de la guerre en Indochine, je ne voudrais pas que nous y trouvions la source d'un pactole financier, car la guerre d'Indochine coûte 600 milliards sur lesquels 300 milliards sont payés par les Américains ; mais le jour où nous rapatrierons notre corps expéditionnaire, il y aura encore près de 150 milliards de soldes, ce qui fait que les économies à réaliser ne seront de l'ordre que de 100 à 150 milliards.
Or, le trou est actuellement de 1 000 milliards, comme le disait Lacoste tout à l'heure, et par conséquent il faut prévoir, sur le plan intérieur, un certain nombre de formules de financement.
Pour la construction, un certain nombre de camarades et moi avons trouvé des formules de financement que je m'excuse de ne pas indiquer au Congrès car il est toujours mauvais, pour éviter certaines spéculations, d'entrer dans quelque détail technique ; mais il est possible de créer un fonds d'habitat et de financer ce fonds d'habitat par des procédés parfaitement réguliers.
Il faut aussi financer au maximum 1'équipement par des recettes particulières ; on ne peut le faire, bien entendu, que dans le cadre d'un plan de cinq ans, et nous devons proposer la création d'un organisme de péréquation permettant aux entreprises déjà équipées et aux entreprises dont l'utilité sociale ne justifie pas un nouvel équipement d'aider les entreprises dont l'équipement apparaît indispensable à la réalisation du plan.
Il est possible aussi de placer plus qu'on ne l'a fait certains emprunts spécialisés ; comme vous le savez, j'ai pris position déjà devant le Congrès, je ne suis pas partisan des emprunts annexés, mais à partir du moment où l'on a commencé à lancer ceux-ci sur le marché il devient pratiquement impossible d'en placer d'autres.
Je crois qu'il serait possible, par contre, d'accorder la garantie de l'Etat aux emprunts émis par des entreprises même privées s'il s'agit de la réalisation du plan d'équipement.

Nous devons aussi pousser, ainsi que l'a indiqué André Philip, notamment dans des rapports excellents, l'appel, devant le Conseil national économique, de la distribution d'un crédit autrement discriminé qu'il ne l'est à l'heure actuelle.
Et dans la distribution du crédit, faire deux parts absolument distinctes, la distribution du crédit dans le cadre du plan et la distribution du crédit hors du plan d'équipement.
Il faut aussi poursuivre la réforme fiscale.
Bien des projets ont été édifiés sur ce point, je crois que nous sommes arrivés maintenant à une certaine simplification de nos idées, et que nous pouvons grouper toutes les taxes actuelles en trois taxes principales :
La taxe à la valeur ajoutée, avec suppression de la taxe sur les transactions,
L'impôt général sur le revenu, avec suppression des impôts cédulaires,
L'impôt sur les Sociétés.
Trois mesures pour lutter contre la fraude fiscale, dans les trois domaines que je viens d'indiquer.
Pour les impôts indirects, lutte contre la vente sans facture.
Pour l'impôt général sur le revenu, révision du problème de l'imposition sur les signes extérieurs de la richesse,
Enfin, pour les sociétés, lutte contre cette défalcation abusive des frais généraux, qui permet aux sociétés de déclarer, en réalité, la moitié ou le tiers des bénéfices réalisés au cours de l'année.
Dans le même cadre, nous devons faire un effort - et il ne faut pas nier l'importance psychologique du problème - en ce qui concerne la sécurité sociale et les sociétés nationales.
Pour la sécurité sociale, le Parti a pris position, il faut accepter l'extension générale du système de sécurité sociale à toutes les classes de la nation.
Quant aux nationalisations, il nous faut lutter très énergiquement, contre cette tentative des libéraux actuels, d'étatiser les sociétés nationales, car cela a deux buts :
D'une part, les soumettre à un régime politique déterminé,
D'autre part, permettre d'enlever aux sociétés nationales leurs éléments les plus rémunérateurs, pour les rendre au secteur privé, et ne plus laisser à la dation que la charge proprement dite du service public qui, lui, n'est jamais rentable.
(Applaudissements)
Mais tout ce que nous pouvons faire et tout ce que nous pouvons dire ne peut pas être placé sur le seul plan intérieur. Je m'excuse de dire quelques mots, bien que nous ayons un débat demain sur ce point, sur le problème de la création de l'Europe.
Je sais qu'il y a ici des camarades qui sont partisans ou non partisans de l'armée Européenne, mais ce n'est pas le problème. Le problème économique sur lequel je me penche aujourd'hui, c'est la nécessité absolue, quelle que soit notre position sur la manière la plus efficace de nous offrir la paix, de créer une Europe économique car il sera impossible, sans cela, d'améliorer notre prix de revient, de créer un marché commun qui nous permette de soutenir la concurrence des deux grands blocs américain et russe, qui risquent, dans dix ans,

Fondation Jean-Jaurès

de se partager le monde et de soumettre celui-ci à leur dépendance économique intégrale.
Nous avons déjà fait un effort dans le sens du charbon et de l'acier ; un deuxième effort pourrait être fait d'ici la fin de l'année, je crois que le Parti Socialiste pourrait le proposer, puisque nous avons en main tous les éléments du problème, c'est la création d'un pool des transports.
Chaque année, si nous pouvons créer une nouvelle organisation économique, nous arriverons ainsi à cette intégration, sans laquelle il n'est pas d'amélioration possible dans l'intérieur de chacun des petits pays qui composent l'Europe occidentale actuelle pour la situation de la population.
Un même effort doit être fait dans le cadre de l'Union française ; je laisse à d'autres le soin de parler du problème Indochinois, de parler du problème de la Tunisie je reste dans le cadre économique qui est aujourd'hui le mien.
Mais j'ai l'impression que nous devons transformer maintenant complètement l'idée même de l'Union française qui ne peut plus être une conception militaire et administrative, mais qui doit devenir une conception économique.
Je voudrais concrétiser ma pensée par une formule, dans l'évolution coloniale en est passé du stade du militaire à celui de l'administrateur, et nous reviendrons au stade du militaire si nous ne passons pas du cadre de l'administrateur à celui de l'ingénieur, car c'est seulement dans la mesure où par notre expansion économique et par la volonté de mettre en valeur ces territoires que nous obtiendrons un véritable contrat que nos amis de l'Union française, - employons provisoirement ce terme, - accepteront avec plaisir, car ils y verront un moyen d'émancipation, alors qu'ils ont toujours vu dans les mesures que nous avons prises, à leur égard, un moyen d'asservissement.
Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas du pacte colonial, c'est-à-dire de développer dans l'Union française la production des matières premières dont la métropole a besoin, il s'agit de développer, dans l'Union française, les industries de transformation qui permettent à ces régions d'avoir, dans un délai plus ou moins rapide, leur indépendance économique et de travailler dans le même cadre que les nôtres.
(Applaudissements)
C'est ainsi et ainsi seulement que nous arriverons à créer une réalité, car le domaine militaire, comme le domaine administratif sont aujourd'hui dépassés.
Enfin, dernier point de ce programme que je voudrais soumettre au Congrès, et qui a été évoqué par certains de nos camarades, tout à l'heure, il est nécessaire aussi de réformer l'Etat.
La réforme constitutionnelle a sans doute son intérêt, mais croyez-vous que lorsque nous aurons changé cinq ou six articles de la constitution nous aurons modifié sensiblement nos méthodes et nos habitudes ?
L'essentiel est dans la réforme des mœurs de l'Etat, non seulement dans la lutte contre les oligarchies financières, mais dans la nécessité d'imposer la volonté du gouvernement et du Parlement à un certain nombre de hauts fonctionnaires qui règnent actuellement sur la France.
(Applaudissements)

Mais il nous faut pour cela, peut-être, une conception de la démocratie qui, comme le rappelait Philip, ce matin - encore que je ne sois pas tellement d'accord avec lui, sur tous les points - soit véritablement définie par le Parti.
Je me demande, parfois - et c'est la seule critique que je nous adresserai - si nous ne donnons pas quelquefois le mauvais exemple, et si nous pratiquons, entre nous, la véritable démocratie car, la démocratie, c'est d'une part, la consultation fréquente des militants et des militants de la base, mais c'est aussi et surtout, entre ces deux consultations, l'obéissance de la minorité à la loi de la majorité.
(Applaudissements)
Or, nous avons toujours l'impression dans le Parti que chaque fois qu'une décision est prise, elle est en permanence remise en question par ceux qui n'étaient pas d'accord ou qui n'ont pas été suivis par les organismes supérieurs du Parti.
Nous nous trouvons devant le même problème dans l'Etat, où les gouvernements se succèdent les uns après les autres, et où chacun ne songe qu'à remettre en cause ce qui a été décidé et de qui a été fait.
Par conséquent, il nous faut revoir nous-mêmes les principes de la démocratie, et comprendre qu'il ne peut plus y avoir dans le monde moderne de démocratie sans autorité, parce que la démocratie sans autorité nous amènera inéluctablement à la dictature.
Tout cela, mes chers camarades, est moins un programme qu'une base de discussion avec d'autres, avec lesquels nous aurons aussi des problèmes plus douloureux à évoquer, comme le problème scolaire, pour ne citer que celui-là, mais que nous devons essayer de résoudre avec la volonté claire de les résoudre, non pas en cherchant un alibi à l'inaction, car aujourd'hui le pays exige qu'un certain nombre d'hommes s'entendent pour améliorer ses conditions de vie, pour lui donner surtout un espoir.
Ce que nous pouvons craindre le plus, à l'heure actuelle - et c'est peut-être la leçon de la dernière crise ministérielle - c'est l'indifférence, la désespérance qui mènent les hommes aux pires aventures.
Nous avons eu une occasion, cette année, dans de meilleures conditions que nous n'avons jamais eu peut-être depuis la libération, de trouver la possibilité de donner au pays et à la démocratie une formule susceptible de lui rendre l'espoir.
Je vous demande, mes chers camarades, de ne pas laisser passer cette occasion, car si nous la laissions passer, nous serions incertains de la retrouver un jour.
Nous savons que la France, la démocratie, et par delà nos frontières, un certain nombre de pays d'Europe, nous regardent, et commencent à désespérer de nous ; donnons leur confiance, non seulement dans le Parti Socialiste, mais dans le pays, qu'actuellement nous sommes les plus aptes, aujourd'hui, à représenter.

Le président - La parole est à Paul Ramadier.

Fondation Jean Jaurès

Paul Ramadier

Mes chers camarades, j'avoue que j'ai été assez étonné que l'on s'étonne du pessimisme qu'il y avait dans la formule d'un Parti en crise dans un pays en crise.

J'y trouve, pour ma part, au contraire, un succès, puisque le Parti est en crise, ce serait la preuve qu'il y aurait à l'intérieur du Parti tout un jaillissement de forces, d'idées, et cela prouverait peut-être même qu'il finirait par trouver leur harmonisateur, pour reprendre l'épithète que Lacoste a donnée à ses amis.

J'avoue que j'ai parfois eu, au contraire, la crainte - je ne veux pas dire l'impression - que le Parti s'ennuyait.

Je l'ai eue, en particulier, je dois le dire - et je dois le dire parce que c'est vraiment une des choses qui m'ont le plus frappé depuis l'origine de ma carrière de militant - aux deux derniers Conseils nationaux, où, à un certain moment, l'on pouvait compter sans effort le nombre des camarades qui étaient assis autour des tables.

Pour ma part, je me félicite non pas qu'il y ait une crise dans le Parti, mais qu'il y ait des camarades qui espèrent, essaient, de provoquer un choc, d'où pourrait peut-être surgir une crise qui serait salutaire.

Tout tourne autour du programme, et je crois qu'en effet, le devoir du Parti est d'établir patiemment, minutieusement, des programmes.

Mais je ne crois pas que les programme puissent servir au Parti, pas plus que je ne croie, d'ailleurs, qu'ils puissent suffire au gouvernement.

Il faut un certain nombre d'idées forces. Il y a, certes, un certain nombre d'idées ; tout à l'heure, Pineau en a apporté à cette tribune.

Il y a sans doute aussi un certain nombre, un nombre considérable de forces latentes dans le Parti Socialiste, et dans ceux qui, derrière lui, autour de lui, s'efforcent de défendre son idéal.

Mais ce que je crains, c'est que les idées n'existent pas et que les forces ne se rattachent pas aux idées. Or, une idée qui reste dans le domaine de la technique, qui ne passe pas dans le domaine populaire, c'est une matière que nous jetons dans le domaine public et qui en définitive finit par se retrouver sous une forme plus ou moins modifiée, un peu dans tous les programmes, avec des réalisations plus ou moins menues ; mais ce n'est pas quelque chose qui alimente, qui fasse surgir un mouvement.

L'idée pure ne devient pas automatiquement motrice, si elle reste abstraite ; et d'autre part, les forces diffuses, les forces latentes qui s'agitent, plus ou moins dans l'ombre, provoquent des mouvements incohérents, qui n'arrivent pas à prendre forme, ou peut-être qui n'arrivent à trouver de forme que lorsque d'autres leur offrent des formes imparfaites, d'autres partis, et cependant des formes qu'elles acceptent.

On a parlé d'une commission. Eh bien, parlons d'une commission, puisque commission il y a.

Ce n'est peut-être pas la meilleure méthode pour arriver à dégager quelque chose de dynamique. En tout cas, s'il y a une commission, il faut que cette commission travaille, délibère rapidement, et qu'elle apporte devant le Parti, non pas un

Fondation Jean-Jaurès

programme, non pas une liste de vœux, non pas les moyens techniques, savamment et minutieusement élaborés et qui, au cours de leur élaboration, auront perdu de leur force et révélé une part de leur insuffisance ou de leur impuissance.
Ce qu'il faudrait, c'est que se dégage du travail que l'on fera, un certain nombre d'idées, peu nombreuses, autour desquelles pourra s'ordonner l'action du Parti. Cela est nécessaire lorsque le Parti est au gouvernement, mais cela est indispensable lorsqu'il n'y est pas.
St vous n'avez pas d'autre choix que de rechercher un certain nombre de thèmes, simples, peu nombreux, frappants, ou bien d'essayer d'apporter les ressources de votre technicité, dans les conseils du gouvernement.
Il n'y a pas d'autre thèse.
Je n'essaierai pas de rechercher des slogans. Il y en a quelques-uns, dans ce que Pineau nous a dit, tout à l'heure, qui méritent de retenir l'attention.
Si nous parlons de réforme fiscale nous diluons notre action dans un océan de papier. Mais si de la réforme fiscale nous extrayons une chose essentielle qui ne soit pas technique, mais qui corresponde à notre volonté de réforme sociale et démocratique, alors nous aurons atteint le but.
Je le dis tout simplement, nous avons, à l'heure actuelle, des impôts sur le chiffre d'affaires, des impôts indirects qui sont un élément puissant l'inflation et dont le taux global est supérieur à celui des autres pays.
Si l'on diminue le taux de ces différents impôts, pour le ramener, ne serait-ce qu'à ce que j'appellerai le taux commun international, je crois que l'on aura fait peut-être beaucoup pour rendre notre économie plus souple et pour chausser la mauvaise inflation, tout en développant notre économie.
Il faut, bien entendu, que cela soit compensé du côté des impôts sur le revenu ou sur le capital ; n'oubliez pas, camarades, que l'opposition contre Poincaré a été menée par Léon Blum, sur un projet d'impôts sur le capital que nous n'avons pas réussi à faire voter, mais qui cependant, s'est trouvé assez à propos dans les archives, pour que le Gouvernement de 1946, et plus tard, celui de M. René Mayer, s'en emparent celui où M. René Mayer était ministre des Finances.
Je crois que forts des expériences, nous pouvons, sur ces principes d'une réforme fiscale arriver à établir véritablement quelque chose qui porte.
Je crois aussi que l'idée d'une sécurité sociale conforme à son principe, réalisant son principe, sinon à une étape, du moins en plusieurs étapes, qui pourraient être liées à un certain degré du développement de la productivité générale du pays, permettrait d'appeler à nous beaucoup de personnes, hier encore systématiquement et violemment hostiles à toute idée de sécurité sociale et qui, maintenant, constatant les différences de taux, demandent parfais à verser, à cotiser, dans l'espoir qu'un jour elles toucheront, ou pour que si, elles ne touchent pas, le vieux père, la vieille mère ne soient plus aussi lourdement à la charge des jeunes.
Je crois qu'il y a là quelque chose qui sera à présenter toutes forces, qui est conforme à nos idées, et qui ne peut être que populaire.

Fondation Jean Jaurès

Dirais-je encore que sur le plan de la politique internationale il y a sans aucun doute un programme à présenter en raccourci et à simplifier, qui doit allier le désir, la nécessité de limiter nos charges à nos ressources, et d'autre part, d'orienter la paix sur la voie internationaliste qui est celle où nous avons toujours agi.
(Applaudissements)
Je n'insisterai pas, je ne veux pas vous présenter un programme ; tel n'est pas mon but, ce soir, mais seulement définir par quelques exemples qui méritent, sans aucun doute d'être réexaminés, réétudiés, révisés, le sens dans lequel l'action du Parti peut être engagée.
Voyez-vous, je crois que ce n'est pas le seul danger qui nous menace ; il faut encore que ces slogans lancés par les trompettes de la renommée qui figurent encore dans notre arsenal et qui ne sont, si je ne m'abuse, que des trompettes d'un petit format, néanmoins, aient leur répercussion et leur retentissement dans le pays ; et pour cela, il est nécessaire, il est indispensable que le Parti Socialiste fuie l'isolement.
L'isolement, c'est la mort des partis qui l'acceptent ; à moins que ce ne soit sous la contrainte physique, comme cela s'est produit dans les périodes de répression.
Mais nous n'en sommes pas là ; il n'en est pas question. Notre repli est volontaire, il est volontaire, entendons-nous, dès que nous en manifestons une moindre velléité, on s'empresse de l'accueillir.
Eh bien, moi, je pense qu'un parti ne peut être et ne peut chercher à donner d'autre impression que d'être au gouvernement ou de chercher à y être.
Il n'est pas possible qu'un parti accepte que le but final de son effort soit la propagande de ses idées, car alors, même avec les slogans les plus contondants, ses idées meurent et les slogans ne frappent plus.
Il faut qu'il y ait dans la propagande une chance de réalité, et pour cela il faut que le Parti augmente son audience, non seulement auprès de ses propres adhérents, des foules sympathisantes, des indifférents proches de lui, mais encore auprès des autres partis, il faut que le rayonnement s'étende aux autres partis.
On a dit parfois qu'au moment où une idée devient le patrimoine commun où elle cesse d'être la propriété de ceux qui l'ont lancée, à ce moment-là c'est que cette idée a remporté la victoire.
Il faut que nous augmentions notre rayonnement sur les autres partis, que nous n'acceptions pas d'être enfermés dans une muraille de Chine, et que nous donnions l'impression d'être toujours sur la scène politique, en demandant, en réclamant, le pouvoir pour nous seuls, non pas, mais pour nous et pour ceux que nous entraînerons avec nous.
Au cours de cette crise ministérielle, - Oh je ne veux pas être critique, j'étais loin et je sais pas ce qui s'est passé, je ne vous apporte que les impressions que j'ai reçues en Suisse, à Genève, où je me trouvais pendant qu'elle s'est déroulée, et où elle n'arrivait que filtrée, tamisée, parfois obscurcie, par conséquent je m'abstiens de faire que mes impressions sont des critiques fondées, mai je veux vous les donner, parce que ces impressions, d'autres que moi peuvent les avoir

reçues et qu'elles alimentent le jugement que l'on peut porter sur le Parti - au cours de cette crise ministérielle, un homme de notre Parti et non pas l'un des moindres, a été appelé par le Président de la République, à un moment difficile, je n'en disconviens pas, à un moment où, sans doute, les chances de succès étaient médiocres, mais j'avoue que j'ai été déçu de lire dans le même journal où l'on annonçait son appel, qu'il n'avait pas accepté même de consulter ses amis, et de lire une déclaration fort bien faite, contenant beaucoup de choses utiles, intelligentes, mais qui auraient certainement gagné en retentissement et en force, à être seulement indiquées après que les autres groupes, les autres partis, eussent été appelés à prendre position.

Je me souviens que dans l'ancienne législature le même a parfaitement réussi cette consultation générale et qu'il en est résulté, pour le Parti, et pour nous-mêmes, un avantage incontestable.

De même, je constate aussi que lorsque nos délégués appelés, nos camarades appelés, ont été à la réunion des anciens, eh bien, leur départ a suivi de très peu l'arrivée.

J'ai lu le résumé des discussions qui s'étaient produites, je reconnais toutes les difficultés qu'ils ont rencontrées ; mais cela s'est écoulé dans un temps très bref et je me demande si l'on a eu l'impression, dans le pays, qu'un effort avait été fait pour que nos idées, pour que notre programme, servent de levier sur les autres partis, si même les autres partis avaient été ainsi, en quelque sorte, mis en face de leurs responsabilités.

Car enfin, nous n'en sommes pas de ce gouvernement et nous ne pouvions pas en être ; mais c'est nous qui avons dit non ; ce ne sont pas les autres.

Je sais bien qu'en disant non nous avons servi leurs desseins, car qui plus que la majorité ou la minorité conservatrice, qui plus que les conservateurs, a quelque parti qu'ils appartiennent, a intérêt à ce que nous nous isolions ?

L'opinion conservatrice a intérêt à ce que le Parti Socialiste apparaisse comme rejeté dans une espèce d'enclave accolée au Communisme.

Je trouve qu'il est singulièrement instructif de lire dans une déclaration de M. Pinay, du haut de l'Assemblée, "à l'exception des 206 marxistes". Il a situé le problème tel que les conservateurs veulent le situer, et cela nous ne pouvons pas l'accepter, nous ne le pouvons pas, vis-à-vis des conservateurs. Nous ne pouvons pas dire qu'il y a un bloc que nous n'acceptons pas de pénétrer.

Nous devons dire : Il y a des partis, et il y a des hommes qui ont des tendances qui nous sont radicalement contraires, contre lesquelles nous sommes en bataille ; mais il y a aussi une tranche importante d'hommes avec lesquels nous nous sommes heureusement trouvés lors du vote d'investiture de Mendès-France, qui a prouvé qu'il y avait dans ce pays une opinion capable de faire autre chose qu'une politique conservatrice.

Songez que si nous sommes menacés, d'un coté par le danger conservateur, nous le sommes de l'autre par le danger Communiste.

Le Comité confédéral de la CGT a proclamé, a mis à l'ordre du jour, l'unité d'action, en laissant entrevoir, dans les perspectives prochaines, l'unité syndicale.

Le Comité central du Parti Communiste, avec plus de timidité - le Comité central du Parti Communiste reçoit des ordres de Moscou, mais après un certain nombre d'expériences il semble qu'aujourd'hui, il ne les interprète qu'avec une certaine prudence, et que lorsque ces ordres ont été confirmés et expliqués, il s'en tient, pour le moment, à la politique de plumage de la volaille - continue la dénonciation des chefs Socialistes.

Cependant, déjà, nous voyons se multiplier les propositions d'unité d'action adressées à nos sections, par les organisations Communistes d'un peu partout. Et l'on s'est félicité, en les montant en épingle, des quelques cas, où., en France, se sont trouvées des liaisons toujours fâcheuses, même lorsqu'elles sont seulement, circonstancielles, avec des Communistes ou avec des organisations Communistes.

Voilà en effet, le danger, peut-être aussi grave que l'autre, qui nous menace et qui est lié d'ailleurs à l'autre, c'est celui de voir la politique française se ramener à ce conflit entre les forces conservatrices d'un côté, les Communistes de l'autre, et les Socialistes écrasés entre les deux meutes.

C'est ce qu'ont fait les Italiens ; il n'y a plus en Italie que deux hommes politiques : Peppone et Don Camillo. Il faut être avec l'un ou avec l'autre.

Eh bien, nous ne sommes ni avec Peppone, ni avec Don Camillo… (applaudissements)… Nous sommes pour une politique démocratique.

Nous savons que cette politique démocratique nous ne la ferons pas seuls, mais nous savons aussi que les autres ne se décideront qu'à condition que nous les ayons reconnus, attirés vers nous, ou que nous ayons parfois fait un pas vers eux.

Notre ami Guy Mollet a lancé la formule du front démocratique social, c'est une excellente formule ; seulement, il faut savoir quel est son contenu, quelle est la tête qu'il y a derrière ce front, tout dépend de la manière dont nous mettrons quelque chose derrière le front.

C'est cela qu'il faut que les efforts du Parti déterminent.

Je ne sais pas si le mouvement que nous pouvons créer peut se développer assez rapidement et assez puissamment, pour amener au cours de cette législature un changement de majorité, je ne sais pas s'il faudra ou non, aller devant les électeurs ; mais ce qui est certain, en tout cas, c'est que ce mouvement ne se produira que sous l'impulsion d'un mouvement profond de l'opinion.

Il ne faut plus que le Parti s'ennuie, il faut que le Parti entre en crise, que les forces latentes se déchaînent.

Nous aurons peut-être des débats un peu compliqués un peu difficiles, je n'en sais rien ; il est certain qu'en tout cas ce mouvement intérieur, puissant, est indispensable, je dirai même qu'il est peut-être sûrement indispensable pour le Parti, mais il l'est aussi pour le pays, il l'est même pour la vie internationale.

Nous sommes dans une période non seulement de conservation, mais je dirai même de réaction ; nous sommes dans un moment où il y a partout un peu d'isolationnisme, et où il y a partout une volonté de revenir vers ce qui a pu faire une certaine force, une certaine grandeur dans le passé.

Eh bien, la France, au moins pour elle, et dans une certaine mesure pour le monde, et le Parti Socialiste à l'intérieur de la France, à l'intérieur de l'action internationale de la classe ouvrière, doivent être, au moment où nous sommes, ceux qui lanceront les mots d'ordre qui lanceront les idées, non pas les programmes techniques, mais ce qui, issu des programmes techniques, peut frapper l'opinion et déclencher un mouvement de démocratie et de rénovation sociale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fuzier.

Claude Fuzier (Seine)

Chers camarades, je voudrais faire une observation sur la motion lancée par notre camarade et qui occupe le Congrès, sur le front démocratique et social ; j'ai été frappé comme l'ensemble au Congrès par la très remarquable intervention de notre ami Le Bail, ce matin. J'ai vu, d'une part, la volonté de présenter au pays un programme qui prenne le caractère d'un appel général, à la conscience des masses ouvrières ; j'y ai entendu d'autre part, un appel à quelque chose qui, depuis très longtemps, avait disparu de nos Congrès, et tout particulièrement depuis - ce qui ne fait pas très longtemps - le temps où je participe aux Congrès du Parti, un appel à la prise de pouvoir qui soit une prise de pouvoir totale, qui ne soit pas seulement la participation éphémère à des coalitions nécessitées par une défense du régime auquel sans le gérer totalement, nous avons eu jusqu'ici, malgré tout, l'apparence d'être des gérants assez loyaux, tout au moins sur le plan politique, une prise de pouvoir qui amène à la pensée un certain nombre de formules qui florissaient dans les Congrès Socialistes d'il y a une trentaine d'années, prise de pouvoir totale, gestion ouvrière. J'ai cru y trouver tout cela.
Quant à moi, personnellement, je pense que le front démocratique et social, s'il ne contient pas un peu de cela en lui-même, risque de rester malgré tout quelque chose de provisoire, quelque chose d'éphémère, quelque chose de justifié et de nécessité exclusivement par une situation du pays qui a sa répercussion exacte, présentement, sur le plan parlementaire.
A l'heure actuelle, d'autres que moi et mieux que moi l'ont dit, on connaît la situation parfaitement d'une majorité réactionnaire qui fait la preuve qu'elle est incapable de gouverner, mais qu'elle est capable de reprendre le même gouvernement que celui qu'elle avait renversé précédemment, une majorité réactionnaire qui propose des programmes, de très beaux programmes, mais qui est incapable, en général, de les appliquer, une majorité réactionnaire qui, lorsqu'elle a voulu vraiment appliquer un programme qui soit le sien, a fait la démonstration ce programme ne pouvait être qu'un programme de faillite.
Et puis, en face de cela, je n'ai pas peur de le dire, en face de cela les 206 opposants, les Communistes et les Socialistes.
Mais pourquoi avoir peur du fait que dans l'arithmétique parlementaire nous nous trouvions 206, alors que le problème n'est pas un problème parlementaire ?

Est-ce que dans ce Parti l'apparence parlementaire a pris une telle importance qu'on ne peut plus, maintenant, poser les problèmes qu'en fonction d'une arithmétique parlementaire ?
Est-ce qu'au moment où l'on va poser la question du front démocratique et social on va réduire ce front démocratique et social à trouver une majorité dans une chambre qui n'a pas une majorité, sinon une majorité de négation ?
Je pense que non, que le front n'est valable que dans la mesure où il aura une résonance dans le pays, dans la mesure où il dépassera le cadre non pas du parlement, nous respectons le parlement, nous respectons la démocratie française, nous respectons la démocratie parlementaire, mais de ce parlement actuel.
Est-ce qu'à un moment donné on veut penser sérieusement qu'il y a possibilité, avec les hommes qui composent ce parlement, de faire le programme que nos avons proposé, qu'un certain nombre de nos camarades ont évoqué, depuis ce matin ? Je ne le pense pas. Je pense que c'est impossible.
Je pense que c'est par un appel au pays, en portant devant le pays ce qui est notre raison d'être, que nous avons pu exposer nettement et clairement que nous y parviendrons.
Le front démocratique et social peut se réaliser autour de cet élément moteur qu'est la classe des travailleurs, des travailleurs des villes et des travailleurs des campagnes, ce n'est pas autre chose.
Cela pose malgré tout un problème de délimitation, qui posera un certain nombre de questions techniques et précises qu'il nous faudra résoudre.
Il y a d'abord à faire la délimitation dans les 206 ; mais il me semble que si pour plaire à un certain nombre de réactionnaires, on peut envisager la formule des 206 coalisés, c'est pour effrayer le Parti lui-même, car c'est le l'objectif, l'effrayer de ce tête à tête avec le Parti Communiste, lui faire croire que dans ce tête à tête avec le Parti Communiste il ne sera pas capable de résister, donc pour un certain nombre de gens et particulièrement des journaux qui les représentent, on veut faire miroiter ce tête à tête dangereux, je pense à un article du Figaro, récemment, qui disait que cette opposition du Parti Socialiste ne pouvait automatiquement qu'entraîner la destruction du Parti Socialiste, je pense même à la comparaison avec la situation italienne, et le choix, on nous l'a dit, nous ne sommes ni pour Peppone, ni pour Don Camillo, mais puisque nous ne sommes ni pour l'un ni pour l'autre, c'est qu'il y a quand même bien des raisons précises de délimitation entre nous, entre le Parti Socialiste, Peppone et Don Camillo.
Je ne voudrais pas dire que jusqu'ici on n'a pas toujours eu l'impression que la ligne de démarcation avec Don Camillo était très nette, je pense que maintenant elle l'est.
Je pense qu'il est bon devant le Parti de préciser la ligne de démarcation avec Peppone, nos mortels ennemis, les Communistes - cela ne leur plaît pas qu'on leur dise cela, mais ils sont nos mortels ennemis non pas de notre faute, mais de la leur.
D'autres camarades ont réaffirmé notre volonté d'unité ouvrière, c'est notre but, nous n'avons jamais accepté de division ouvrière, d'autres l'ont créée, je n'en

Fondation Jean-Jaurès

ferai pas l'historique, je n'aurais, personnellement, aucun souvenir direct à donner, mais enfin, depuis cette scission, tout retour à l'union a systématiquement échoué par leur sectarisme, toute tentative réelle d'unité ouvrière a échoué.
On évoquait hier la situation après la libération, époque où le Parti Socialiste incontestablement avait une volonté de revenir à une formule d'unité ouvrière.
Qui a fait la démonstration, à ce moment-là, de cette unité ouvrière ?
On ne la concevait pas réellement, on ne la concevait pas dans le respect de la démocratie réciproque ; encore à l'heure actuelle nous ne devons jamais oublier que ceux qui nous ont fait les premiers une déclaration de mort ce sont les dirigeants Communistes, pour employer la formulation chère à l'Humanité et aux journaux Communistes. C'est Lecoeur qui a rappelé, devant un Vél'd'Hiv enthousiasmé, sans doute, la vieille formule de Staline et de Lénine également qui consiste à dire que "pour détruire le capitalisme, il faut d'abord détruire la social-démocratie". Mais nous ne sommes pas décidés à nous faire détruire.
En tout cas, nous pensons que cette déclaration de guerre immédiate qui nous a été faite fait effectivement que nous sommes en guerre avec le Communisme.
Nous le sentions, nous n'en avions peut-être pas la preuve extrêmement nette ; le Parti a fait la démonstration aux élections municipales, devant l'offensive de l'unité d'action lancée par le Parti Communiste, de sa solidité.
Il a fait cette démonstration, il faut bien le dire, mieux que d'autres organisations ouvrières qui nous entourent, il a fait la démonstration que sur son domaine propre, sur son plan propre il était capable de résister parfaitement, parce que ce n'était pas seulement les dirigeants Socialistes qui avaient la position, mais l'ensemble des militants du Parti, l'ensemble des électeurs du Parti Socialiste, qui ne votent pas pour le Parti Socialiste parce qu'il serait un parti de gauche, côte à côte avec le Parti Communiste, mais parce qu'il est le Parti de la Gauche non Communiste.
(Applaudissements)
D'autres que nous n'ont peut-être pas eu cette solidité, nous pouvons le regretter, et cela posera des problèmes pour nous dans la réalisation de notre Front, cela posera des problèmes pour nous parce qu'il y a une nécessité dans l'alignement général, cela posera des problèmes particulièrement dans nos relations avec les autres organisations qui auront groupé les masses ouvrières en France et qui sont les organisations syndicales.
Je voudrais rappeler, au risque de me répéter, que l'année dernière le Parti Socialiste a pris une position en face du problème soulevé par la création des organisations syndicales.
Il me semble que lorsqu'on parle de front démocratique et social dans un Congrès, lorsqu'on parle de rassemblement des forces de gauche, dans un Congrès, c'est un problème qui a la même actualité que l'année dernière ; et si, l'année dernière il a pu paraître qu'on le posait, non pas tant par raison immédiate que par volonté de certains dans le Parti, cette année il se pose de lui-même, parce qu'il va falloir le résoudre immédiatement, parce que c'est là qu'il va falloir trouver un certain nombre de forces qui permettront ce renversement

d'une majorité dans le pays et qui permettront dans l'avenir de faire de ce front démocratique et social, non pas quelque chose d'éphémère, mais quelque chose qui tienne le coup, qui soit la vraie possibilité pour la classe ouvrière française de diriger les destinées de ce pays.
Ces organisations, l'analyse en est très simple, nous les voyons à l'heure actuelle se partager entre trois grandes formules : la formule qui consiste à développer à outrance le corporatisme et la phrase de Jules Guesde que je vois au fond de la salle dit ceci : "Ce n'est pas de l'action corporative qu'il faut attendre la prise de possession des grands moyens de production, il faut prendre avant le gouvernement qui monte la garde autour du capitalisme."
Cette vieille phrase de Jules Guesde représente à mon avis, quelque chose de profondément réel à objecter présentement à nos camarades qui se livrent systématiquement aux formules du corporatisme.
Le corporatisme prend des formas multiples.
Si, à l'heure actuelle on faisait en France, une analyse sérieuse de la situation des syndicats dits autonomes, dits indépendants, si l'on ajoutait à cela les gens qui sont élus comme délégués du personnel, ou comme membres des comités d'entreprises, dans le deuxième tour au titre d'inorganisés, on s'apercevrait que ces gens-là représentent des effectifs supérieurs, non pas seulement à la CGTFO, à la CFTC, mais même à la CGT quand on la remet à ses chiffres réels et non à ses chiffres de publicité. Ces gens-là forment une masse qu'on a pu qualifier de masse inorganisée, car effectivement sur les problèmes politiques elle n'a pas d'autre position que celle qui consiste, tous les trois ou quatre ans, ou de façon plus fréquente, à aller aux urnes voter pour un programme qui lui a été exposé en l'espace de quelques semaines, pour voter en fonction des grands courants qui sont dégagés par les moyens de propagande qui sont mis à la disposition du dernier gouvernement en date.
Ces gens-là représentent, à l'heure actuelle, un potentiel qui est un potentiel négatif pour le moment, et qui, sur le plan de la représentation ouvrière, se contente purement et simplement de pratiquer une défense personnelle réduite à la catégorie.
Cela se trouve aussi bien pour le petit syndicat des travailleurs du stylo, que pour le grand syndicat autonome de l'enseignement.
Il faut avoir le courage de le dire : on ne peut pas continuer à rester en dehors du coup, on ne peut pas rester en dehors de ce qui se passe, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur ; il faut être dans le bain ; il faut choisir sa position.
Il n'y a pas trente-six positions, en la matière, il y a ou bien la position Communiste, ou bien la position réactionnaire, ou bien la troisième, la nôtre.
Nous sommes des défenseurs de la laïcité, et devant un Congrès du Parti, c'est un problème qui touche toujours les sensibilités. Je voudrais bien qu'en la matière on sache que le problème de la laïcité et le problème des chrétiens en France, ce n'est pas la même chose. On trouverait peut-être dans les gens qui ne sont pas chrétiens, les gens qui sont loin d'être de bons laïques, au sens où nous

l'entendons, et sur ce plan-là nos ex-camarades Communistes n'ont rien à envier aux pires jésuites.
(Applaudissements)
Je voudrais donc que nous ne posions pas le problème de nos rapports avec les travailleurs chrétiens, en posant à la base le problème de la tradition d'un anticléricalisme qui n'a rien à voir avec les problèmes immédiats, les problèmes réels. Je voudrais qu'on se rende bien compte - et c'est là que je reprendrai quand même la vieille formule de la laïcité - qu'il apparaît que dans nos relations avec les travailleurs chrétiens, il y a une pierre de touche essentielle pour nous, parce qu'elle serait la solution de facilité ; il y a parmi les travailleurs chrétiens ceux qui sont laïques, qui l'affirment, qui le disent, eh bien, ceux-là, même chrétiens, sont avec nous, et ne peuvent être qu'avec nous, ils doivent venir avec nous, et nous devons les amener, à partir du moment o. sur ce problème nous avons une réponse nette... (applaudissements)… Et puis, il y a les travailleurs qui sont dans la confédération que nos adversaires qualifient de Socialiste, sans aucun doute nos adversaires en la matière qui sont plus ou moins intéressés, plutôt plus que moins, ne savent pas exactement ce qui se passe. Il y a la CGT-FO qui représente malgré tout, pour nous, sur le plan syndical, la véritable organisation sœur, d'abord par le nombre de Socialistes qui y participent, c'est leur droit, et je pense que personne ne viendra le leur contester, et ensuite par les bases doctrinales de la CGT-FO qui sont très proches des nôtres, et parce que les traditions internes qu'elle a conservées sont des traditions démocratiques, comme celles que nous aurons conservées au Parti Socialiste.
Là aussi se posera un certain nombre de problèmes ; il ne faut pas ici les poser en faisant des violences à l'avance.
Nous avons le respect de l'indépendance du syndicalisme ; et les Communistes sont tout contents, depuis un certain temps, parce que nous employons en la matière des formules qui ne sont pas des formules auxquelles nous les avions habitués depuis la scission syndicale de 1947.
C'est que, eux, ils l'avaient toujours nié, mais le reconnaissent enfin pour les besoins de la cause, ils méprisent cette indépendance du syndicalisme.
Notre conception des relations entre l'organisation syndicale et 1'organisation politique est quand même une conception sensiblement différente de la conception Communiste. Pour les Communistes l'organisation syndicale - et M. Mauvais qui bénéficie dans chacune des deux organisations d'un poste, ne pourrait pas me démentir - consiste à utiliser la masse que représente l'organisation syndicale pour appliquer strictement et parfaitement les mots d'ordre politiques lancés par le Parti.
Où est la démocratie à ce moment-là ? Où est le respect de l'autonomie de chacune des deux organisations ?
On pourrait très bien, d'ailleurs, supposer que les organisations se contrôlent dans l'absolu, c'est très possible, une organisation où le Parti serait aux ordres d'une organisation syndicale dans l'état actuel des choses, il n'en est rien, et ce qui se passe en France, c'est le syndicat aux ordres du Parti.

Notre conception est totalement différente : Elle consiste essentiellement à rechercher nettement des buts communs ; mais dans une coalition ce qui compte surtout ce sont les adversaires qui sont communs.
Il apparaît que c'est cela qui jusqu'ici n'a peut-être pas amené, de part et d'autre, à une compréhension réelle du travail que l'on pouvait faire les uns avec les autres.
Devant l'augmentation de la puissance du danger qui nous menace, à la suite d'événements comme les affaires de Berlin, sur le plan international, comme le renforcement de la réaction dans le pays, il apparaît qu'il y a, de part et d'autre, la possibilité d'un travail en commun, d'une action commune ; mais cela suppose le respect réciproque, de chacune des formes d'organisation, cela suppose que chacun restera le maître chez lui et que ce sera par un accord en bonne et due forme, que ce sera par une entente loyale et réciproque, que l'on arrivera à des résultats pratiques.
Ce sont ces problèmes-là qu'il faudra étudier et qu'on ne peut pas négliger, car ce sont des problèmes extrêmement concrets qui ne deviennent pas un programme, que le Parti possède déjà en réalité.
En tout cas, nous avons trouvé suffisamment de formules nous-mêmes depuis plusieurs années, particulièrement depuis que nous avons quitté le gouvernement, pour savoir quel est le programme du Parti Socialiste. Il faut maintenant entrer dans la réalisation des faits, parce que seule cette réalisation permettra au Parti et à l'ensemble de la classe ouvrière de pratiquer cette offensive qui aboutira, dans le pays, à un résultat d'ensemble.
Je voudrais, en conclusion, dire que si nous voulons donner à ce front démocratique et social autre chose que le caractère d'un front éphémère, mais d'un front qui aura sa répercussion dans les combinaisons parlementaires, c'est au-delà même de ce problème parlementaire que nous devons poser le problème ; nous devons aller à la reconstitution véritable, dans le respect de chacune des organisations qui composeront une unité, de la classe ouvrière libre.
A ce moment-là, bien les problèmes qui sont encore en suspens, peut-être même le problème du Communisme tout entier, devant l'existence d'une force réelle de la Gauche ouvrière française, trouveront leur solution d'eux-mêmes, par attirance vers l'effort résolu.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Augustin Laurent.

Augustin Laurent

Camarades, dans les 30 minutes qui me sont imparties, je demande la permission au Congrès d'en consacrer quelques-unes pour revenir sur certaines imputations qui ont été faites hier, par un certain nombre de camarades, et ces imputations nous les avons également trouvées dans des publications, même dans la presse.
Je suis désolé de contrarier certains camarades, dont mon excellent ami Max Lejeune, mais je suis contraint de lui apprendre que la fédération du Nord se présente dans ce Congrès non seulement avec son paquet de mandats habituels,

trop gros paquet de mandats selon certains avis, mais une fois de plus, et faut-il dire que je m'en excuse, avec des décisions prises unanimement par le Congrès de la fédération.
Nous n'avons même pas, je l'avoue, sauvé les apparences par un vote qui aurait, par exemple, comme pour la fédération de la Somme, donné neuf dixièmes à la majorité, en réservant le reste pour la minorité plus ou moins de complaisance.
Et je vais aggraver, sans nul doute, mon cas, ou le cas de la fédération du Nord, car c'est d'elle qu'il s'agit, en annonçant que ce n'est même pas sur un texte du Nord que cette unanimité s'est faite, mais sur un texte qui a figuré et qui est paru dans le n° 65 du Bulletin intérieur du Parti, qui a publié les motions en vue du Congres national, texte qui porte la signature d'un certain nombre de camarades de diverses fédérations, parmi lesquels on trouve Gazier, Jaquet, etc. etc.
Max Lejeune et les autres camarades qui mettent en cause ici ou ailleurs - je préfère que ce soit ici qu'ailleurs - les fédérations puissantes et en particulier le Nord, je suis convaincu qu'ils disent les choses très sérieusement, qu'ils ne plaisantent pas.
Je n'ai pas, pour ma part, l'intention de plaisanter sur ce point, au contraire, mon intention est de poser très sérieusement la question ou les questions suivantes :
Que signifie, en réalité, cette petite querelle contre les grandes fédérations ? Où veut-on en venir ? Quel procès fait-on à la fédération du Nord en réalité ? Que nous reproche-t-on ?
Je pose ces questions, camarades, pour y répondre fraternellement, vous pouvez m'en croire, parce que nous sommes désireux, et vous devriez l'être avec nous, de voir mettre un terme à cette sorte de commérage qui finirait par nuire de manière très préjudiciable au Parti, au moment où ces récriminations injustes et inutiles commencent à alimenter les échos insidieux d'une presse qui ne nous aime pas.
(Applaudissements).
On nous reproche notre force numérique, on se dit écœuré quand le paquet de mandats du Nord tombe dans la balance des votes, et il paraît que dans certaines fédérations on dit : "A quoi bon ?" puisque le sort en est jeté, quand on connaît le résultat du vote des grandes fédérations et singulièrement le résultat du vote de celle du Nord.
Vous ne pouvez pas savoir, camarades, comme tout cela finit par indisposer, irriter, nos militants de nos sections du Nord.
Oui, oui, camarades, on dit tout cela, alors que c'est notre discrétion que l'on devrait simplement reconnaître et dont on devrait se plaindre dans ce Parti.
Mais il paraît que ce qui heurte davantage certains camarades c'est ce que l'on appelle l'unanimisme (excusez ce barbarisme) de la fédération du Nord ; d'autres ont dit le monolithisme de la fédération du Nord.
Ah camarades, voyez-vous, cette situation n'est pas nouvelle, elle est aussi vieille que la fédération du Nord elle-même. Il en fut ainsi de tout temps, je suis obligé de le dire à certains camarades. On nous le reprochait déjà du temps de Guesde, et de Delory, et plus près de nous du temps de Jean Lebas et de Roger Salengro.

La fédération du Nord voulait que sa délégation soit cohérente dans les délibérations du Congrès. Il est arrivé à Roger Salengro, qui n'était pas un conformiste, n'est-il pas vrai, après avoir défendu avec opiniâtreté, avec ténacité son point de vue, au moment où, dans le Parti on prenait à chaque Congrès la participation ministérielle de s'aligner sur la position de la majorité du Parti.
Voulez-vous un exemple plus récent, en prenant un cas qui nous est plus personnel ?
En 1951, lorsqu'il a été question de l'apparentement, j'étais contre, dans la fédération du Nord ; à la commission administrative de la fédération, la presque unanimité, en tout cas la grosse majorité, était pour ; je pouvais me battre, comme l'on dit, devant le Congrès de la fédération. Pourquoi faire ? J'aurais été en minorité, ce n'est pas une question de prestige, vous pouvez le croire, vous me connaissez suffisamment.
Non, j'ai dit : Au cours de la campagne électorale on va peut-être se servir d'Augustin Laurent, de Rachel Lempereur, contre Victor Provost, Eugène Thomas, Emile Dubois, etc., alors je me suis rallié à la majorité des camarades, et pour qu'il n'y ait pas à l'extérieur, la moindre possibilité pour nos adversaires de se servir des divergences qui s'étaient manifestées au préalable dans nos discussions, au comité administratif qui s'est réuni souvent, j'ai défendu moi-même, devant le Congrès fédéral, la thèse de l'apparentement.
(Applaudissements)
Voilà camarades, nous sommes ainsi faits dans le Nord.
J'attends encore que l'on me dise en quoi notre méthode pourrait être contraire, non seulement aux principes mais à l'intérêt du Parti.
Pourquoi voudrait-on, camarades, que la fédération du Nord partageât ses voix entre des motions et des motions, a, b, c, d, comme on en a connu dans le passé ?
Est-ce qu'ici même, par la nomination de la Commission des résolutions, nous ne sommes pas statutairement invités à rechercher l'unanimité ? Et si nous n'y parvenons pas, en tout cas, la très grande majorité ?
C'est le rôle même de la Commission des résolutions.
Alors, ce que nous sommes chargés de faire au Congrès national, pourquoi voulez-vous que nous ne le tentions pas déjà dans notre fédération qui est, à elle seule, un petit Parti ?
Camarades, nous sommes condamnés à nous entendre, à nous mettre d'accord ; en tout cas, pour nous fédération du Nord, la méthode a fait ses preuves, car vraiment, camarades, de quoi est faite la force ou la faiblesse d'un Parti sinon de la force ou de la faiblesse des fédérations ?
Ce qu'il faut considérer, c'est l'apport de substance et de tonus, pourrais-je dire, je dirai même d'enthousiasme des fédérations, qu'elles peuvent apporter dans la vie du Parti.
Nous, fédération du Nord, nous n'aimons pas à faire des bilans et des statistiques sur nos activités et nos résultats ; mais nous y sommes presque contraints par le tour que la discussion à prise, non seulement au cours de ce Congrès, mais aussi

au cours du Conseil national où certains camarades ont cru devoir mettre en cause la fédération du Nord.
Nous, fédération du Nord, nous apportons pour la lutte du Parti, pour son combat permanent vers les objectifs qu'il s'assigne, une fédération dont le Parti autrefois avait le bon goût de s'enorgueillir, une fédération qui a sauvé le Parti dans des circonstances particulièrement difficiles dans le passé, une fédération qui, dans une région aussi concentrée que celle de la région Parisienne, depuis 33 ans, barre victorieusement la route au bolchevisme destructeur de l'unité du prolétariat.
Nous donnons au Socialisme français et international une fédération qui compte plus de 13 000 membres, parmi lesquels je tiens à le proclamer la proportion d'ouvriers et d'employés d'usines ou des mines reste dominante, pour une proportion de 85% de nos effectifs… (applaudissements)… Nous apportons au Parti, à la démocratie, à la nation elle-même un corps d'élite, comptant 12 parlementaires, 21 conseillers généraux, 160 maires, et 2 600 conseillers municipaux.
(Applaudissements)
Des jeunes, nous en avons, pas suffisamment, certes, je le reconnais ; mais dois-je le dire, et pourquoi ne le dirais-je pas ? La formule actuelle de l'organisation des jeunesses, ne reçoit pas notre acquiescement enthousiaste, parce qu'elle ne correspond pas, selon nous, aux possibilités que le Parti pourrait avoir de grouper davantage de jeunes.
Mais notre force est faite d'autre chose encore, camarades, c'est Jacques Duclos qui l'a signalé aux Communistes du Nord, lorsqu'il leur a dit : "La force de la social-démocratie dans le Nord est faite de ce que les Socialistes sont par milliers dans des centaines d'amicales laïques qu'ils dirigent, dans des groupements d'anciens combattants et victimes de la guerre qu'ils animent, d'autres groupements qui groupent des centaines d'adhérents et où les Socialistes croient de leur devoir de travailler, précisément pour faire rayonner l'influence du Parti."
Les Socialistes du Nord et du Pas-de-Calais possèdent un journal quotidien qui tire à 70 000 exemplaires, et croyez-moi, les Socialistes du Pas-de-Calais et du Nord sont très avisés des redoutables problèmes qui se posent au Socialisme, lorsqu'il s'agit de faire vivre un organe quotidien, qui porte fièrement en manchette : "Journal d'information de la démocratie Socialiste".
Quand je dis qu'ils sont très avisés, cela veut dire qu'il ne vient à l'idée d'aucune section de la fédération du Pas-de-Calais et du Nord de chercher à faire dégénérer notre organe en je ne sais quel organe de polémique de tendance, qui tournerait très vite à la confusion des esprits et à la disparition de notre propre journal… (applaudissements)… Parce que chacun de nos militants dans les deux fédérations apprécie toute la valeur d'un instrument comme notre journal, il n'y a pas de problème de fond entre les deux fédérations sur la nécessité de lui maintenir la formule qu'on lui connaît.
Le bilan n'est évidemment pas complet, mais il est, je crois, suffisamment édifiant ; mon propos n'est pas de demander une approbation de notre action,

vous le pensez bien, nous demandons simplement à certains camarades de ne pas la contrarier, de ne pas la gêner, par des attaques que nous estimons erronées et injustes.
Je dis "injustes", quand je pense à ce que disait notre excellente amie Andrée Viennot, que nous ferons venir un jour à un Congrès de la fédération du Nord pour qu'elle se rende compte comment les choses se passent, qui est allée jusqu'à dire cette tribune que dans les Congrès de la fédération du Nord, on ne discute pas des problèmes, qu'on se contente de les discuter dans les réunions de commission administrative. Je dis que ce sont là des affirmations, des assertions absolument erronées, injustes, qu'il ne faut pas colporter plus longtemps, parce qu'elles risqueraient précisément le desservir le Parti, à partir du moment où l'on essaierait de diminuer ce que représente une fédération comme le Nord dans le Parti Socialiste.
Camarades, voyez-vous, ce qui explique peut-être ce que nous sommes, c'est que, chez nous, il ne vient à l'idée de personne, d'essayer de triompher l'un sur l'autre, d'essayer de jouer au leader, au caïd, à la tête d'une motion s'opposant à une autre… (applaudissements)… Nous avons perdu des hommes, dans la fédération du Nord, qui furent de vrais guides, Roger Salengro, Léon Lagrange, Jean Lebas ; le fascisme et la guerre du fascisme nous les ont pris.
Mais pour leur succéder, non pas pour les remplacer, nous avons travaillé dans un esprit d'équipe, nous travaillons en équipe ; cette équipe est unie par la vraie camaraderie.
Qu'est-ce que vous voulez, camarades ? C'est cela le secret de notre fédération, de notre succès.
Quand je parle de camaraderie, je pourrais dire, sans exagération aucune, une totale amitié de tous les militants qu'ils soient ici ou dans nos sections.
Voilà, camarades, les moyens d'action que nous nous donnons. Il faut savoir ce que l'on veut. Il faut le savoir et nous le savons.
Ce que les travailleurs Socialistes veulent, ce que nous devrions vouloir, c'est gagner à notre cause, à la cause du Socialisme démocratique, le plus grand nombre de Françaises et de Français, le plus grand nombre de gens qui travaillent pour vivre ; pour y parvenir il faut un instrument de propagande ; c'est le Parti.
Avons-nous besoin de savoir si nous l'obtenons, ce Parti, en discutant à perte de vue sur le contenu plus ou moins orthodoxe de tel passage de telle motion ?
Non, camarades ; vous le savez bien, dans les motions, je ne dirai pas "autant en emporte le vent", mais ce sont des idées rassemblées qui donnent au Parti des indications pour son action, on ne peut pas rester figé, comme je ne sais quel adorateur d'un dogme quelconque.
Par conséquent, il faut se battre avec la volonté de faire en sorte que le Parti soit vraiment armé pour accroître son influence, dans le pays, et pour atteindre les objectifs qu'il s'est assignés.
Je sais bien que le Parti n'est pas tout, je sais qu'il a le devoir d'essayer d'être au service de la nation, c'est très exactement ce que nous voulons faire.

Ne croyez pas que c'est tout simplement pour gagner des voix ; oui, c'est un tout, c'est un moyen ; mais la vérité c'est que nous voudrions que ce Parti soit l'élément moteur d'un puissant mouvement d'opinion dans ce pays, qui converge, précisément, vers des aspirations générale de notre nation.
Camarades, ceci ne signifie pas qu'il faille dire n'importe quoi, n'importe comment, dans cette propagande ; je le sais bien ; on a raison de le rappeler, lorsque le Parti se trouve placé devant des problèmes comme ceux que nous examinons aujourd'hui.
Pour ma part, je souhaite ardemment, ou plutôt j'espère, j'aspire ardemment, l'heure où le Parti aura le temps, se donnera le temps, de mettre au point sa plateforme d'action, compte tenu de la nécessité qu'il y a de modifier, je le reconnais encore, la formulation de certains postulats ou de certaines propagandes, pour les mettre où c'est nécessaire, en harmonie avec les problèmes tels que l'opinion publique les conçoit.
Tous savez que l'opinion publique que l'on croit indifférente, que l'on croit absolument détachée des questions qui intéressent la vie politique du pays est plus avertie qu'on ne le croit, précisément, de l'acuité des problèmes qui se posent et de la valeur des solutions qui sont proposées par les uns ou les autres partis.
Je ne développe pas, j'indique simplement ces pré occupations, qui sont, j'en suis sûr, celles de tout le Parti : Mettre au point une nouvelle plate-forme d'action, une plate-forme d'action renouvelée, à la faveur des évènements, à la faveur des exigences de l'heure, des nécessités, ou du caractère de l'action que le Parti Socialiste entend entreprendre dans les jours ou dans les semaines qui viennent.
J'en viens maintenant, camarades, presque naturellement - et vous savez que ce que je viens de dire n'était pas une si grande digression dans l'ordre du jour, car vous le savez bien, je l'ai dit, le Parti, pour agir, doit être fort, et pour être fort il a besoin de fédérations puissantes et en pleine vitalité - j'en viens donc a un problème traité par d'autres camarades, de façon excellente, le problème du front démocratique et social.
Notre ami Ramadier a parlé des trompettes, elles ne valent peut-être pas grand chose ces trompettes, mais il a tout de même conclu à la nécessité, pour le Parti, de faire quelque chose pour se tirer de la situation d'isolement relatif, dans laquelle il se trouve.
Mais singulièrement, pour prendre la tête d'un grand mouvement d'opinion, s'il est possible de le créer dans le pays, sommes-nous d'accord ?
Sommes-nous d'accord sur l'idée du front démocratique et social ?
Je ne sais pas si le terme correspond très exactement à ce que le Parti désire et que l'opinion républicaine démocratique et ouvrière de ce pays désire ; mais les mots sur ce point importent peu, c'est l'idée qu'il faut retenir.
Voyez-vous, je dis ces choses-là, c'est très sérieux, car cela ne se décide pas, chacun s'en rend parfaitement compte, sur des décisions de Congrès.
Une décision de Congrès peut être la petite étincelle qui déclenche quelque chose, qui va précisément rencontrer d'autres éléments qui se conjuguent.

Fondation Jean Jaurès

Mais tout le monde sait bien que pour réussir ce qu'on appelle le front démocratique et social, il faut qu'il y ait un certain courant ; et c'est ce courant qu'il faut essayer de créer, à partir d'aujourd'hui.
J'ai dit au Comité directeur : Nous n'avons rien à perdre dans cette entreprise.
Je dois dire tout de suite que je n'ai pas développé ma pensée au Comité directeur lorsque j'ai dit qu'on n'a rien à perdre. Le Parti n'a rien à perdre, c'est une formule qui, dans mon esprit devait inciter les camarades à marcher dans cette direction et rechercher les conditions dans lesquelles on pouvait s'acheminer.
Mais ce que nous avons le droit de nous dire entre nous, c'est : Attention aux déceptions !
Il faut essayer de faire en sorte qu'au bout de nos efforts il n'y ait pas, pour cette masse à laquelle nous pensons et que notre ami Fuzier a tout à l'heure si bien définie dans son analyse, une déception ; attention, c'est-à-dire prenons toutes les précautions nécessaires pour ne pas aboutir à une impasse qui ajouterait encore au chaos actuel, à l'incertitude du moment, à la confusion dans laquelle nous nous sentons un peu tous plongés.
Il faut, camarades, que ce front démocratique et social soit vraiment une perspective réelle qui se dégage et que ce ne soient pas des mirages qui s'en dégagent.
Il faudra être ferme pour l'élaboration du problème commun, d'autant plus ferme que j'espère que le Parti présentera lui-même un programme sérieux, dépouillé de toute préoccupation qui ferait apparaître encore un certain caractère démagogique dans certaines propositions.
Dans l'étude que nous ferons dans les jours qui viennent, j'espère que le Parti donnera suite à l'idée qui a été émise au Comité directeur sur le plan suivant :
Organisation de certaines réunions spéciales d'étude, pour mettre sur pied un programme qui corresponde aux données de l'heure.
L'objectif à ne pas perdre de vue, l'objectif à concrétiser, c'est que si ce courant se crée dans le pays, il n'est pas du fout impossible qu'il ait des répercussions directes au sein du parlement actuel, et il est vrai que l'on peut se référer à certains votes qui se sont produits pour se rendre compte que c'est une éventualité qui n'est pas à exclure.
Si ce courant réussit, si nous réussissons à être placés à la direction des affaires de ce pays, il faut que dans le délai le plus bref nous soyons en mesure de réaliser quelques points saillants, quelques points essentiels de votre programme, du programme qui aura été élaboré.
Qui composera le front démocratique et social ? Je n'insiste pas sur ce point ; d'autres camarades l'ont fait, et notre jeune camarade Claude Fuzier l'a dit excellemment, ce qui me permet de passer sur ce point.
Mais il ne faut pas oublier que l'on ne fera rien de grand, rien de durable, rien de sérieux, sans le concours de la classe ouvrière… (applaudissements)… Il faut donc entraîner le peuple travailleur dans ce courant ; que dis-je ? Ce sont les travailleurs de la ville, de l'usine, de la terre, qui créeront ce courant, si nous le voulons, sous l'impulsion du Parti Socialiste et de tous les groupements qui

Fondation Jean Jaurès

veulent avec nous travailler dans le pays et dans le maintien des libertés au redressement national.
Pour le moment, le monde du travail est, politiquement et syndicalement, hélas, atrocement divisé. Je le dis comme je le pense. Si les choses ne s'amélioraient pas dans ce domaine, si elles restaient malgré nos efforts ce qu'élites sont encore aujourd'hui, et ce qu'elles étaient hier, des millions de travailleurs de ce pays, rendus inutilisables, si je puis employer cette formule, par le jeu stalinien sur le plan politique et syndical, il ne faudrait pas trop se nourrir d'espérance et d'illusion sur la réussite du front démocratique et social.
Il faut donc que le Parti Socialiste dise aujourd'hui, comme il l'a si souvent dit dans le passé, parce qu'il prétend représenter les intérêts de classe des travailleurs dont il exprime la volonté d'émancipation, de bien-être et de liberté, qu'il ne se résigne pas, qu'il ne s'est jamais résigné à considérer la division actuelle du monde du travail comme un état de chose définitif et irrémédiable.
Nous avons donc apporté, dans la résolution qui porte la signature de nos camarades Jaquet, Gazier, et d'un certain nombre d'autres camarades, un amendement qui met au point, qui précise notre pensée sur les idées que je viens de développer sur l'action nécessaire pour le Parti à entreprendre, en vue de dire où existent encore des obstacles à la création ou la recréation d'un puissant parti politique de la classe ouvrière et d'un syndicalisme absolument dégagé de toute emprise politique.
Voici le passage que nous faisons figurer, je le signale au nom de la fédération du Nord, dans la motion dont j'ai parlé tout à l'heure :
"Après les déceptions qui ont suivi la libération et après les conflits stériles auxquels la division Communiste a voué la classe ouvrière, il importe plus que jamais au Parti Socialiste d'entraîner tous les démocrates conscients et tous les hommes de progrès dans sa marche en avant pour ouvrir aux travailleurs de ce pays les voies véritables de leur émancipation, pour prendre toute son ampleur et toute sa portée, le rassemblement de la Gauche française, dans un front démocratique et social, implique et exige, en particulier, un large regroupement du monde ouvrier autour du Parti qui, seul, peut porter l'espérance aux classes laborieuses du Parti Socialiste.
Il fera aussi et surtout appel à tous les travailleurs de bonne foi qui, après avoir sous l'emprise d'une propagande trompeuse, fait confiance au Parti Communiste, ouvrent maintenant les yeux.
Les fusillades de Berlin suscitent un douloureux et profond écho au cœur du prolétariat ; les tanks soviétiques abattent les ouvriers qui veulent manifester dans la rue pour défendre leur droit à des conditions de travail humaines.
Rien ne saurait mieux faire ressortir dans quelle tragique duperie le mouvement Communiste a entraîné les travailleurs ; que de telles méthodes considérées comme typiquement bourgeoises ou colonialistes soient systématiquement employées aujourd'hui pour écraser sous un joug de fer Polonais, Tchèques, Roumains, Allemands de l'Est, etc., voilà de quoi édifier ceux qui seraient encore tentés de croire au mythe de l'armée rouge libératrice.

Le moment est venu pour les travailleurs français de se rendre clairement compte que le parti qu'ont forgé les dirigeants Communistes en brisant l'unité ouvrière n'est qu'un instrument au service d'un Etat totalitaire et que la condition primordiale pour que l'unité, sous quelque forme que ce soit, redevienne possible, c'est l'abandon effectif et total de cette inféodation funeste à l'Etat Soviétique et à son gouvernement.
Voilà, camarades… (applaudissements)… Telles sont les remarques que nous voulions apporter à la motion que nous avons votée, sur laquelle nous nous sommes mis d'accord dans le Nord.
Camarades, je n'ai pas le talent de nos amis Le Bail et Depreux pour lancer au Parti, au Congrès, réuni dans cette salle, l'appel pathétique qui leur a été adressé ce matin ; mais je voudrais tout de même que le Parti prenne conscience de la mission qui lui échoit, en ce moment, dans une période de désarroi de l'opinion publique, eu égard à la durée et à la périodicité fréquente des crises et aussi à la mission qui lui échoit au moment ou - cela est visible - la bourgeoisie de ce pays, qui avait voulu et qui a réussi à la faveur de majorités de rencontre, à reprendre la direction des affaires de ce pays, échoue aussi lamentablement, et nous ne tarderons pas à nous apercevoir des effets désastreux des deux ans de politique réactionnaire, conservatrice, sur le plan social, que nous avons connus dans ce pays.
Le Parti soit s'attacher à secouer la torpeur de ce pays, de cette population qui est, en réalité, extrêmement déroutée par le spectacle d'impuissance, de contradictions, dans lequel nous tournons depuis un certain nombre le mois, pour ne pas dire d'années.
C'est vrai qu'il faut que le Parti s'emploie à redonner à tous de l'ardeur, de l'espérance, à commencer naturellement par les fédérations, par les sections, par les militants du Parti.
Il faut que le Parti Socialiste apparaisse comme l'animateur d'un grand mouvement démocratique et social, pour le redressement national et la paix entre les peuples.
N'ayons pas peur des formules. Je sais bien que "redressement national" "union nationale" dans ce Parti, ne rencontrent pas un écho extrêmement favorable, mais il faut bien le proclamer, il n'y a que le Parti Socialiste qui a véritablement le sens de l'intérêt national dans les moments que nous vivons.
N'ayons pas peur, je le dis, des formules.
Je tiens d'autant plus aux mots d'ordre que nous pourrions donner pour le redressement national que ce n'est pas à notre Parti que l'on pourrait reprocher de ne pas avoir en vue, dans ses préoccupations, les questions si importantes qui se posent sur le plan international ; et je suis bien d'accord avec les camarades lorsqu'ils réclament du Parti une action plus intensive, plus coordonnée, plus dynamique, dans le sens d'obtenir des autres partis, autant que cela est possible, des attitudes qui donnent au Socialisme démocratique international le rôle d'animateur pour résoudre les grands problèmes qui se posent à l'attention du monde et qui tendent à l'organisation d'une véritable paix.

Il est bien évident, camarades, que le front démocratique et social pour la paix, c'est en effet, un effort cohérent, un effort sérieux, un effort loyal, pour obtenir le redressement national et pour organiser la paix.
Mais n'oublions pas que la première condition de sa réussite, c'est l'existence d'un Parti Socialiste fort, cohérent, entraîneur.
Pour cela, je viens de le dire, il faut que tous ensemble, nous soyons capables de croire, - je dis de croire - à la noblesse du combat que nous menons, capables de croire avec autant de ferveur et d'enthousiasme que les deux admirables vétérans que nous avons hier fêtés dans cette salle, Arthur Troussier (?) et Paul Boncour, qui, par la lucidité de leur esprit, par la croyance qu'ils ont de servir, ont toujours servi le plus bel idéal qui a jamais animé le cœur des hommes. Ils nous ont donné hier une leçon que nous avons le devoir de retenir : Croire à la volonté des membres du Parti, à la volonté de la classe ouvrière de travailler pour son émancipation et pour faire en sorte que le Socialisme français prenne la direction des affaires dans ce pays, pour le plus grand bien de notre nation et pour la paix du monde.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Marceau Pivert.

Marceau Pivert

Mes chers camarades, nous sommes évidemment reconnaissants à la fédération du Nord de nous avoir apporté le bilan de ses succès.
Quant à la fédération que je représente, nous ne nous plaindrons pas, et nos identifierons toujours les succès d'une fédération à ceux du Parti, je veux dire que notre fédération, sans avoir autant de mérite, en ayant au moins autant de difficultés, a prouvé, il y a deux ou trois jours, par un meeting magnifique, le sens de l'action qu'on pouvait donner au rassemblement qui se prépare dans ce pays.
J'ai d'ailleurs, à cette occasion, constaté que les grands leaders des partis qu'on voudrait amener autour du Parti Socialiste, ont été assez réticents, parce qu'ils étaient à ce moment-là en train de s'orienter vers des fonctions ministérielles, alors que nous avons une conception tout à fait différente de l'action dans le pays.
Nous avons eu la faveur de rencontrer là des dirigeants syndicalistes et des éléments prolétariens qui étaient tout à fait dans la note, en saluant comme le premier fait, le plus important depuis la libération, les ouvriers de Berlin qui ont révélé l'existence profonde de la frontière de classe à travers toute l'Europe et le monde entier.
(Applaudissements)
C'est donc en nous félicitant de tous les progrès en ce qui concerne les effectifs, et en essayant de faire de ces effectifs croissants du Parti une force politique consciente d'elle-même que j'aborde ce sujet.
Je n'ai pas besoin de rappeler que le mouvement ouvrier a été par vagues successives dans les différentes périodes, en Allemagne même, ou en Italie, à

Fondation Jean Jaurès

d'autres moments on a eu des effectifs extraordinaires qui se sont effondrés sous les coups de l'adversaire.
Il faut donc réaliser ce que Marx nous a demandé, c'est-à-dire des masses qui s'emparent de nos idées et qui deviennent des forces ; car des masses sans idées Socialistes peuvent être évidemment vouées à la défaite naturellement.
Quelqu'un a dit ce matin que nous avions en tant que Parti et même en tant que minorité le tort d'avoir raison trop tôt ; je crois que la formule est bonne. Et même si l'on creusait un peu pour savoir si vraiment il y a dès à présent la possibilité de retrouver les tendances dans le Parti, je pense qu'actuellement sont en train de se dessiner les conditions de création, non pas d'une tendance, mais d'un courant d'opinion qui devrait, et je m'en réjouis le premier, embrasser l'ensemble du Parti, c'est-à-dire un certain nombre de vérités essentielles qui s'éloignent à la fois des influences extérieures, tenant à un certain impérialisme et des illusions ou des influences venant d'un autre, c'est-à-dire, pour reprendre les mots d'ordre classiques qu' on a bien connus aussi dans la fédération du Nord : Action autonome de classe, politique autonome de classe.
Voilà exactement le thème que très brièvement sur la politique intérieure, avec la même cohérence que demain sur la politique extérieure, nous voulons proposer à ce Congrès : Reconquérir cette indépendance, devenue une nécessité quand on voit que des camarades - notre vieux camarade Ramadier en a donné la preuve - sont encore en train de se demander si Guy Mollet a eu raison ou a eu tort de constater qu'il n'y avait pas dans cette chambre une majorité digne de comprendre le programme Socialiste, cela prouve qu'il a une certaine conception des possibilités de l'action Socialiste à travers le parlement, qui ne peut pas être la nôtre.
Il a lui-même marqué que dans ce Congrès il faudra se différencier, parce que nous sommes persuadés que ce qu'il s'agit de faire aujourd'hui est infiniment plus sérieux, infiniment plus profond que ce qu'on a fait dans les périodes antérieures.
On a évidemment conquis des réalisations sociales, grandioses, mais on a reculé effroyablement sur les problèmes fondamentaux de notre époque, ne serait-ce que le problème de la lutte contre la guerre.
Or, pour moi, le Socialisme n'a un sens historique que s'il exprime la possibilité, la volonté, la capacité des travailleurs du monde entier de briser la guerre ; s'il n'est pas cela, il est condamné, évidemment, à mort à l'avance.
Il ne peut pas être consacré à des "unions sacrées" successives, à mesure que les guerres passent ; il faut qu'il les brise, un jour ou l'autre.
Je crois retrouver ici la grande tradition de tous les gens qui, dans le Parti, nous ont enseigné cette vérité suprême, quelques-uns au péril de leur vie, jusqu'à la dernière minute de leurs forces.
Ceci m'amène aux problèmes intérieurs liés aux problèmes internationaux. On ne peut pas les séparer, mais il faut mettre de l'ordre dans la discussion.
Tous avez envisagé ce qu'on devrait faire, sinon par une majorité qui n'existe pas, mais si le pays nous demandait de prendre en charge, après une nouvelle consultation, les intérêts communs à ce pays et aux travailleurs.

Eh bien, vous trouvez tout de suite des tactiques et des conditions internationales ; vous savez fort bien que des dispositions sont prises pour ne donner le milliard de dollars pour la Communauté Européenne de Défense que si celle-ci est votée.
Voilà un premier point qu'on rencontrera demain.
Dès maintenant on prend des dispositions pour renforcer le contrôle des importations et des exportations de matières premières à caractère stratégique, non plus seulement partant des territoires américains, mais partant de n'importe quel autre point, de n'importe quel autre pays du monde, le nôtre y compris.
Il y a par conséquent, des réalités internationales contre lesquelles nous nous heurtons immédiatement.
La situation économique et financière, elle-même, exige des solutions qui ne sont plus des solutions réformistes, car lorsqu'on a une monnaie qui est en train de crouler, lorsqu'on a un budget de mille milliards de déficit, un quart des ressources du pays qui n'est pas comblé, eh bien, vous me direz, si vous n'avez pas une baguette magique, par quelle opération du Saint Esprit vous allez faire, sinon en attaquant les classes dominantes ou en laissant peser cela sur les classes exploitées.
Cela pose le problème que Léon Blum - je le dis à nos techniciens des finances et de l'économie - a parfaitement traité en 1925 lorsqu'il s'est agi des mêmes problèmes, lorsqu'il s'est agi de savoir si l'on aurait une dévaluation de 20% ou une déflation de 20%. 20% de dépenses de moins, ou 20% de plus le franc s'écroulant.
Léon Blum a dit : Non le problème ne peut pas être résolu comme cela ; il y a une classe capitaliste qui doit faire les frais de ce qui s'est passé jusqu'à maintenant, et c'est l'élément sur la fortune acquise.
Je demande à nos camarades préparant le rassemblement dans le pays d'aller aux solutions Socialistes ; même cela, ce n'est pas au fond une solution Socialiste, c'est une solution de sauvegarde de la communauté nationale qui ne peut que reprendre les mots d'ordre célèbres de Pierre Renaudel : prendre l'argent où il est.
A partir du moment où vous êtes devant le pays avec cette attitude, cela a une signification : C'est la lutte de classes ; et vous ne pouvez pas ruser avec cette lutte de classes.
Vous devez savoir à l'avance qu'il y a les forces du capital qui se dissimulent derrière les partis même démocratiques ; il faudra faire une différenciation des états-majors avec les masses qu'ils contrôlent, différenciation entre nous et un front démocratique et social ; le mot ne me plaît pas, parce que tout le monde est social, depuis le RPF lui-même.
Nous sommes Socialistes, pourquoi abandonner notre étiquette ? Ce sont ces mots qu'il faut faire admettre par les autres, c'est le rassemblement Socialiste qu'il faut créer.
Vous me direz : C'est fini, il n'y aura que nous.
Mais non, camarades, c'est là que nous devons être assez forts ; parce que vous supposez un état statique, alors que nous entrons dans une crise qui va avoir un rythme que personne ne peut prévoir ; c'est dans cette crise et dans ce rythme

qu'il faut, à travers les inquiétudes, les angoisses, les révoltes des masses qui vont être touchées, amener ces masses à la compréhension de notre système, de nos solutions.
La politique du Parti intérieure et internationale n'a pas été jusqu'à maintenant très claire, car l'inflation est en grande partie causée par cette sorte de docilité que nous avons mise, notre pays sans doute, mais notre Parti aussi, et c'est bien plus grave, à accepter un certain nombre d'exigences, de planification militaire ; on a même été au-delà de ce qui était demandé, 1950 : 420 milliards. 1951, 740 milliards, 1952 : 1260 milliards ; sans cet accroissement, l'inflation serait jugulée, Edgar Faure dixit, ce n'est pas moi qui le dis, je n'ai pas besoin de reprendre les discours que j'ai faits, combien de fois, depuis quelques années, devant ce Congrès, je n'ai qu'à reprendre les arguments chez les démocrates bourgeois qui commencent à comprendre où on les entraîne et où on nous entraîne tous.
Je me suis réjoui de voir que le groupe Socialiste applaudissait les affirmations de Mendès-France, mais j'aurais été beaucoup plus réjoui de voir que le Congrès du Parti lui-même votait contre l'augmentation scandaleuse des crédits militaires, l'année dernière, au moment où la question lui a été posée.
Il est actuellement arrivé à ce point qu'il se trouve à la droite de Churchill, à la droite de Mendès-France. Il est temps, par conséquent, d'avoir sur ce plan une position claire.
C'est pourquoi on ne demandera pas à notre fédération, dans notre motion, de céder quoi que ce soit sur cette clause qui a été introduite dans la décision du Congrès en 1948.
Vous n'avez pas le droit, comme députés Socialistes, de voter plus de 25% du budget à des crédits militaires, car vous devez savoir, à l'avance, que c'est écraser l'économie du pays que de dépasser ce taux ; et vous l'avez largement dépassé ; vous avez, par conséquent, par votre politique fausse, écrasé les éléments ouvriers, sur lesquels vous devez appuyer votre politique ; et cela, on le sait, dans le pays.
Par conséquent, organiser la défense, soit, mais comme on l'a dit dans un article de la Revue Socialiste, avant tout c'est organiser l'économie et organiser 1'économie (ce devrait être un élément de propagande) cela signifie que dans cette branche extraordinaire de défense militaire on sait quelles sont les commissions et ristournes qui vont alimenter la presse réactionnaire et les partis bourgeois qui sont spécialement payés pour la destruction du mouvement Socialiste et ouvrier.
Cela peut être ajouté à notre programme de propagande, il y a les profiteurs de la guerre chaude, comme il y a les profiteurs de la guerre froide.
Si, en face du grand élan que l'on devrait avoir pour essayer d'obtenir des conditions de paix, des négociations de paix, on a évidemment moins d'influence sur la classe ouvrière, c'est parce qu'on ne traduit pas comme il le faudrait les aspirations vers la paix et vers la liberté, qui sont exactement les mêmes dans les masses ouvrières.

Naturellement, à une époque où le réarmement fait peser sur l'économie un certain nombre d'exigences, le Congrès et le Conseil national, il y a un an, ici même, le rappelaient, l'effort militaire ne doit pas avoir pour effet de compromettre la sécurité interne de chaque pays, par la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs.
Or, c'est ce qui s'est produit, et nous sommes contre cette politique, notre motion se maintiendra sur ce point, quels que soient par ailleurs les accords que nous pourrions réaliser dans l'unanimité du Parti sur d'autres points.
Je ne reprends pas ce point des crédits militaires, nous sommes contre, c'est réglé, nous sommes contre l'inflation des crédits militaires ; mais il y a un autre aspect sur lequel je me permets d'insister, c'est que le vote de crédits militaires par le Parti Socialiste signifie une sorte de lésion aux principes de l'opposition de classe, qui devraient être aujourd'hui formels, et la bourgeoisie ne s'y trompe pas, quand il y a un certain nombre de votes, et en particulier le vote des crédits militaires, contre lequel évidemment il n'y avait rien à dire, puisque le Congrès s'était prononcé pour.
Nous avons lu, dans la presse réactionnaire : "Tous les partis nationaux ont été capables de surmonter leurs divergences pour voter unanimement les crédits de la défense nationale, ils doivent, avec le même courage, et dans la même unanimité, prendre leurs responsabilités sur le problème posé par la présence des Communistes au parlement" et en effet, on peut imaginer que si nous étions un jour susceptibles de céder à la tentation de n'être plus que l'aile marchante d'une bourgeoisie qui veut se défendre en utilisant l'influence que nous avons sur la classe ouvrière, cela conduirait à l'exclusion du Parti Communiste de toute vie politique, dans ce pays, mais aussi à la disparition totale de toute capacité de la classe ouvrière de se faire représenter par le Socialisme authentique.
En d'autres termes, nous sommes menacés, si nous n'y prenons garde - et je veux dire que je me félicite que la direction du Parti y ait pris garde, en différentes circonstances - mais je me permets d'appeler son attention sur les aspects du problème.
On est plus fort quand on a doctrinalement une attitude qu'on peut faire comprendre aux travailleurs et quand on n'est pas pris entre ceux qui veulent, à l'occasion de cette sorte de front unique sur les crédits militaires, vous entraîner dans ce front unique, devant le Président de la République.
C'est une réunion qui n'était pas très heureuse pour marquer vraiment quelle est la position de classe du Parti. Cela rend la situation délicate, puisque le Président de la République est un ancien militant du Parti. Mais de deux choses l'une : Ou bien il est encore considéré comme Socialiste et nous avons le droit de lui faire un certain nombre d'observations, ou nous ne pouvons pas le considérer comme cela, car il remplit un rôle d'arbitre. Par conséquent, on ne peut pas avoir la même considération pour un arbitre qui n'est plus sous le contrôle du Parti, qui fait son métier honnêtement.
Mais nous avons le droit de lui dire ce que dans certaines circonstances nous dirions à n'importe quel autre Président de la République : Qu'il fasse son métier et nous laisse faire le nôtre qui n'est pas exactement le même.

(Applaudissements)
Par conséquent, pas d'union nationale, et surtout je m'adresse à mon ami Deixonne qui a fait déjà quelques réserves très opportunes, et je vais lui dire à quel point nous comptons sur lui et sur Rachel Lempereur pour ne pas laisser se développer dans le Parti, sous prétexte de favoriser certaines opérations de regroupement, une sorte d'acceptation, par lassitude, des lois anti-laïques, qui doivent être absolument démolies, avant toute possibilité d'entente.
Il faudra qu'ils y pensent ceux qui ont mis en balance leur cléricalisme et la défense de la République. S'ils veulent revenir à la défense de la République ce sera sous la direction des Socialistes, en abandonnant le travail de sape des lois laïques qu'ils ont, la dernière fois, accordé à la Droite. C'est l'un ou c'est l'autre. On ne peut pas avoir une politique tantôt réactionnaire, et tantôt républicaine ; et cela, les masses qui le contrôlent, doivent commencer à s'en rendre compte.
C'est en me référant à un camarade qui a créé, on peut le dire, la force d'un Parti frère, à Otto Bauer, que j'irai chercher la véritable raison doctrinale qui devrait inspirer le Parti.
Nous sommes devant un bloc de la bourgeoisie, notre rôle est de la différencier ; mais il y a deux catégories de différenciation : Il y a ceux qui ont tout fait pour atténuer un peu les angles, et parlé un langage un peu plus social, et moins Socialiste, pour favoriser l'esprit de retournement ; c'est la pire des méthodes, car vous gagnerez quelques MRP ou quelques Radicaux, mais vous perdrez contact avec la classe ouvrière.
C'est précisément Otto Bauer qui disait dans les mêmes circonstances, en 1928 : "I1 est grotesque de vouloir dissocier le bloc bourgeois par une adaptation de nos discours et de nos articles aux opinions qu'il professe."
Ceci devrait être pour nous un mot d'ordre ; ne nous occupons plus autant des staliniens, c'est nous qui prenons la tête de la lutte contre le bloc bourgeois, contre les colonialistes, contre les réactionnaires ; la classe ouvrière suivra dans la mesure où nous ne céderons rien aux totalitaires, où nous démontrera que nous n'avons pas besoin de leur direction, mais que nous avons besoin de convaincre leurs masses et de les entraîner dans notre bataille.
C'est Otto Bauer qui nous indiquait cela.
Le résultat est là ; si nous étions passés à travers les luttes du parti Autrichien nous aurions quatre millions d'adhérents dans le Parti.
Plus notre campagne sera énergique, plus rapidement les masses populaires comprendront que les partis bourgeois ne sont autres que des organes de l'asservissement sous la direction de la classe capitaliste, de la totalité de la bourgeoisie, que les antagonismes entre bloc bourgeois et sociale démocratie ne sont pas autre chose que l'expression politique des antagonismes entre capital et travail. Plus grand sera le danger pour les partis bourgeois de voir se détacher d'eux les masses des travailleurs qui les suivent encore, plus forte sera la tendance à admettre dans le gouvernement le Parti Socialiste, afin d'affaiblir sa force de recrutement.
Plus nous allons monter, plus on va regarder vers nous, et plus les tentations vont être grandes pour les parlementaires, à se laisser reprendre à cette sorte de

séduction du pouvoir et des portefeuilles ministériels, car la bourgeoisie a absolument besoin pour faire avaler les décrets-lois de misère d'une certaine neutralisation du Parti Socialiste.
Le danger est là, camarades, il est mortel, attention !
Dans l'offensive Socialiste qu'il faut déclencher, nous avons dépassé, et Guy Mollet l'a dit excellemment, la période de retraite. Il faut avoir maintenant le complexe de supériorité, à l'égard de tous, et des staliniens, naturellement.
Le pays, oui, mais la classe d'abord !
On parle beaucoup de la nation, on parle beaucoup du pays ; ces mots sont dévalorisés, dans la réalité, puisqu'on sait bien qu'il n'y a pas de véritable indépendance nationale, en ce moment, dans les conditions internationales, plus on en a plein la bouche.
Alors, quelle classe ? Et au nom de qui ?
Mais cette classe, dans l'Europe, qui est en train de bouger, cette classe qui est en train de faire la preuve qu'elle existe encore, y compris derrière le rideau de fer, là où elle est bâillonnée, là où elle est emprisonnée, là où elle est traquée, par la Guépéou. Elle est là la classe ouvrière, elle est autour de nous, dans la région parisienne, dans le Nord, partout, elle attend un certain nombre de mots d'ordre, elle attend des hommes énergiques qui prennent la direction, pas au parlement, parce qu'on sait très bien qu'il n'y a pas la force nécessaire ; mais le parlement enregistrera.
Nous avons vu les lois sociales votées par un Sénat réactionnaire, parce qu'il y avait deux millions d'ouvriers qui occupaient les entreprises, alors la bourgeoisie a eu peur ; elle aura encore peur, dans la mesure où vous serez capables, pas seulement de lui faire peur, mais d'attaquer ses privilèges.
Cela exige une préparation, cela exige qu'on ait des cadres, qu'on ait, dans l'unanimité du Parti, une vision exacte de la perspective, une communauté d'aspiration, qui au lieu de nous voir divisés, au contraire réunisse autour de nous des éléments nouveaux. C'est le phénomène le plus important.
Fuzier a pu le dire à la Conférence ouvrière de Puteaux, on a vu des éléments de la CFTC Ouvriers qui parlaient le langage des socialisations.
Est-ce que vous allez essayer de laisser le régime capitaliste, alors que les Socialistes ont compris qu'il ne s'agissait pas d'autre chose ?
Voilà le problème de tactique qu'il faudra régler au sein de ce Congrès.
Dans l'excellent travail préparé par Pineau, je veux mettre en garde contre certaines illusions, qu'on va pouvoir, sans attaquer vraiment les structures profondes du régime, trouver le moyen le financer sans résistance des possédants. Je vois : Emprunt pour les firmes privées, est-ce que vous croyez qu'il n'est pas scandaleux - et on ne l'utilise pas suffisamment dans notre propagande - de voir que les grandes organisations de modernisation sont faites avec l'argent du pays lui-même, et que les bénéfices tombent dans la caisse des capitalistes ?
Quand vous voyez un chiffre de 500 millions de capital pour une firme, et 40 milliards qui sont versés à cette firme pour qu'elle puisse installer des

Fondation Jean Jaurès

modernisations, est-ce que cela ne soulève pas immédiatement la solution de la nationalisation ?
Je n'insiste pas, je veux terminer en indiquant que la campagne de paix doit être simple et facile, pour la fin de la guerre d'Indochine, ici aussi, camarades, n'attendez pas trop. Ne soyez pas trop en retard sur les événements. Le sujet sera développé, mais rappelez-vous qu'une hésitation à l'origine, peut avoir de sérieuses conséquences.
Il a fallu du temps pour comprendre qu'il y avait véritablement une révolution qui se passait en Asie ; et toutes les fois qu'un mouvement, une révolution, un mouvement de classe, une lutte de classe, même à l'état élémentaire, survient quelque part, toutes les fois que le Parti Socialiste n'est pas là pour prendre immédiatement position à ses côtés, pour le guider, pour lui fournir ses éléments politiques, c'est pour la réaction l'occasion de développer sa besogne contre révolutionnaire, de nous affaiblir, et c'est l'occasion pour les staliniens d'en prendre la direction.
Les forces mêmes du Socialisme démocratique dans ce pays et dans l'Europe sont directement fonction de la capacité d'initiative et de volonté du Socialisme lui-même, et cela dépend de nous que la classe ouvrière soit prise aux staliniens, cela dépend de nous ; nous sommes armés par un certain nombre de faits nouveaux.
Nous voulons le désarmement, nous voulons mobiliser les masses de ce pays et les masses de l'Europe, et les masses derrière le rideau de fer, mais ne croyez-vous pas qu'il y a quelque chose qui est vraiment à reprendre heure par heure, minute par minute ?
C'est le général Changarnier qui disait après juin 48 : "A quoi ça sert une armée ? Ca sert bien plus pour réprimer les troubles intérieurs que pour la protection extérieure".
Nous disons aux ouvriers Communistes : "Avec qui êtes-vous là-bas ? Avec qui sont les tanks ? Avec la contre-révolution et contre la classe ouvrière".
Par conséquent nous jouons le jeu, risqué peut-être, mais le jeu actuel de demander un mouvement d'opinion international, l'arrêt de la course aux armements, parce que nous faisons confiance à la classe ouvrière.
C'est cet acte de confiance qu'il faut faire, camarades. Si vous n'avez pas confiance dans la classe ouvrière je comprends que les idées que je développe soient difficiles à avaler ; mais en qui aurez-vous confiance ? Dans les tanks ?
Moi, j'ai confiance dans la réalité profonde de la nécessité de la lutte de classes, dans l'existence l'une classe qui est opprimée. Pensez qu'il y a 50% d'ouvriers qui gagnent moins de 28 000 frs en France, et qui doivent être tous communistes. C'est là que sont les réserves des forces politiques.
C'est à cette classe ouvrière qu'il faut faire appel.
Sur le problème de la sécurité, je suis tout à fait prêt à citer mes auteurs ; je ne dirai qu'une phrase, c'est Léon Blum lui-même qui me l'a apprise :
"Lorsqu'il y a la course aux armements, la sécurité n'augmente pas, elle diminue à mesure que les armements s'accroissent parce qu'on va vers la guerre."

Fondation Jean Jaurès

La garantie suprême est donc le désarmement et la sincérité du désarmement dépend de la volonté, de la puissance d'organisation de la classe ouvrière en face des gouvernements.
Voilà la leçon du passé, camarades, et voilà par conséquent la marche à suivre pour l'avenir.
L'attaque contre le stalinisme, c'est là qu'elle sera efficace, car à partir du moment où n'apparaîtra plus le Parti Socialiste comme un simple pion poussé sur l'échiquier international au service d'un impérialisme contre un autre, à partir du moment où nous reprendrons la grande tradition des prolétaires de tous les pays : Unissez-vous, Unissez-vous surtout contre le militarisme, le cléricalisme, et contre la guerre, à partir de ce moment-là nous aurons la partie gagnée, parce que les chefs staliniens seront obligés d'apparaître pour ce qu'ils sont, aux yeux des ouvriers qu'ils contrôlent, comme des agents de la police et de l'armée rouge, c'est-à-dire préparant l'esclavage de l'humanité.
La partie vaut la peine d'être jouée, je crois que nous la gagnerons.
Je n'ai rien à dire de plus sur le programme Socialiste ; mais je fais appel maintenant à une sorte de confiance en nous, de confiance en notre classe, pour qu'il y ait, dans les mois qui viennent, et non seulement en France parce que cela vient aussi en Belgique, cela vient en Allemagne, cela vient à son heure, les mêmes mots d'ordre qui sont de faire la conquête du pouvoir par les travailleurs, dans toute l'Europe libre, pour le contrôle de l'économie, pour le contrôle du désarmement et pour la paix.
Il faut isoler les impérialismes d'un coté comme de l'autre ; il y a du monde autour de vous, camarades.
Au travail, la victoire est possible !
(Applaudissements)

Weitz

Je crois qu'il serait assez illusoire de croire qu'une nouvelle loi aussi bien imaginée que la loi des apparentements, aussi bien imaginée qu'elle soit, permettrait à elle seule de redonner toute la vigueur nécessaire à nos institutions parlementaires et démocratiques. En effet, ces institutions sont plus ou moins constituées à l'image de structures économiques, sociales, administratives totalement figées.
Les classes et les catégories sociales, en France, stagnent dans une médiocrité que caractérise une économie en constante régression, régression sinon en chiffres absolus, mais par rapport aux possibilités qu'offre aujourd'hui notre époque.
Toute action politique doit avoir pour objectif de modifier au sein du pays le rapport des forces entre les différentes classes de cette société.
Cette politique oblige à un choix extrêmement sévère. En gros, elle a été définie devant le Parlement par M. Mendès-France.
Le succès relatif à l'Assemblée du député radical et surtout l'accueil qu'il a reçu dans le pays, démontrent que si l'ensemble des travailleurs a senti que cette orientation politique nouvelle pouvait offrir une solution aux difficultés

Fondation Jean Jaurès

auxquelles ils se heurtent chaque jour, une fraction de la bourgeoisie et des classes moyennes a compris également qu'il était nécessaire de sortir de l'impasse de la stagnation.
Cela ne signifie pas pour nous que le Parti doive faire sien le programme de M. Mendès-France.
Je crois que nous devons en particulier, condamner les illusions sur les vertus d'un certain libéralisme qui reste fort mitigé et opposé à certaines solutions dont la solution des nationalisations qui conditionne, en réalité, toute possibilité de renforcement et de développement de l'économie, lequel est la condition même de la modification du rapport des forces en France qui deviendrait favorable aux classes travailleuses.
Cette politique, nous devons continuer à l'affirmer dans l'opposition que nous présentons sur le plan parlementaire, à la réaction, et nous devons l'affirmer avec une rigueur exemplaire.
Je crois que rien d'autre, sans doute, n'est possible, dans cette assemblée.
Je voudrais même dire que dans les perspectives d'une dissolution et d'une réélection d'une nouvelle assemblée, il ne serait pas sage de modeler notre tactique sur un espoir tout à fait fallacieux de collaboration gouvernementale.
C'est vers le pays qu'il faut se tourner ; et je suis ainsi amené à rechercher quelle signification on peut donner aux mots d'ordre du front démocratique et social, qui nous a été proposé, au lendemain de la tentative d'investiture de M. Mendès-France.
Nous ne discuterons pas sur les mots ; ils importent peu. Pour l'instant, il s'agit, je crois, d'un slogan.
Il faut que le Congrès étudie quel contenu, quelles perspectives il est possible de mettre derrière ce slogan.
N'est-ce qu'un slogan électoral, prélude à des alliances qui reconstitueraient purement et simplement la défunte troisième force ?
Si tel est l'objet de cette proposition, j'espère que le Congrès se refusera à renouveler cette expérience, qui peut-être - nous n'en discuterons pas - nous a été imposée par certaines circonstances, mais qui, en tout cas, a coûté fort cher au Parti.
S'il s'agit d'un appel pour un regroupement des éléments ouvriers, non embrigadés, et non dupés par le Parti Communiste, d'un regroupement des ouvriers inorganisés, chrétiens ou non, aux cotés des éléments de la petite paysannerie, des classes moyennes, conscients des dangers que fait peser sur eux la réaction actuelle, je pense que nous n'y pouvons voir que des avantages, à condition que nous ne nous fassions pas d'illusions sur la capacité et la puissance actuelle possible d'un tel rassemblement.
Le Bail, ce matin, parlant de cette question, parlant du regroupement, ne nous a guère éclairés sur son contenu politique et social, car il y a vu un état d'âme.
Camarades, l'histoire ne se fait pas avec des états d'âme, mais en tenant compte surtout des faits, en essayant de modifier ces faits dans leur réalité, de transformer les situations, de façon à rendre possibles certaines perspectives favorables à notre politique.

Or, devant quelle situation nous trouvons-nous ?
La classe ouvrière en dépit du désarroi qu'elle manifeste et au rôle néfaste joué en son sein par le Parti Communiste, semble reprendre aujourd'hui courage.
Le sort qui lui est fait, la misère qui la menace, consécutive à l'abaissement continuel du niveau de vie, à un renouveau du chômage, l'engagent à reprendre la lutte contre le patronat et à mener cette lutte sur le plan revendicatif.
Or, face à cette situation, quelle doit être l'attitude du Parti ou d'un front quelconque que nous constituerions, avec d'autres éléments ? Est-ce que nous serions solidaires, pleinement de cette lutte ouvrière ? Est-ce que nous en prendrions l'initiative ? Ou bien conditionnerions-nous notre solidarité et mesurerions-nous notre rôle dans cette lutte revendicative aux divergences idéologiques profondes et dramatiques qui nous séparent du Parti Communiste et de la CGT ?
A cette question, dois-je considérer comme valable la réponse que je trouve formulée dans une des résolutions qui a été votée par la Conférence ouvrière de Puteaux ?
Cette résolution après avoir dénoncé les liens de dépendance du Parti Communiste avec l'URSS et avoir expliqué qu'ici sont les raisons des virages continuels de sa politique tant à l'égard de l'unité ouvrière que d'autres problèmes, la résolution déclare : "Pour ces motifs, la Conférence met en garde les travailleurs contre tous les appels des staliniens, à une soi-disant unité tant sur le plan national qu'à l'échelon de l'entreprise, et les invite à s'opposer à toute forme d'action avec les organisations staliniennes."
Camarades, qu'on oppose un refus catégorique aux propositions d'alliance du Parti Communiste, à l'échelon national, rien de plus juste. Notre intention n'est pas de demander que ce front démocratique et social soit une sorte de résurrection du Front Populaire de 1936, Front Populaire basé sur une certaine intégration des directions Socialistes et Communistes ; notre intention n'est pas là ; mais lorsque l'on aborde le véritable terrain de la lutte, qui n'est, pas celui d'un accord entre des directions, mais qui est celui de l'entreprise, je pense que le vœu qui a été formulé par la Conférence de Puteaux est un vœu pieux, qui ne tient compte absolument d'aucune réalité, et qu'il faut bien que le Parti, s'il est décidé à prendre la tête du combat, réalise véritablement quelles sont aujourd'hui les possibilités et les exigences de la classe ouvrière.
Camarades, lorsque l'on examine l'attitude de l'organisation syndicale qui nous est la plus proche, lorsqu'on considère que le dernier Comité confédéral a déclaré s'opposer formellement à toute unité d'action avec la CGT et quelque temps après, les mêmes leaders ayant pris cette position, lorsqu'ils se trouvent placés devant le concret sur le plan professionnel, dans leurs entreprises, sont amenés à pratiquer l'unité d'action avec la CGT, ce qui a été le cas de la fédération des cheminots, on se demande quel crédit apporter à des vœux qui ne veulent pas tenir compte des faits, qui ne veulent pas tenir compte des exigences de la classe ouvrière qui a démontré qu'elle n'est pas prête à se battre pour défendre les mots d'ordre politiques du Parti Communiste, mais qui ne comprendrait pas que l'on mette en avant ses divergences politiques et

idéologiques, pour se refuser à ce que les travailleurs soient unis dans le combat contre le patronat, contre toute la réaction qui, aujourd'hui, sur ce plan, tentent justement, de profiter de certaines circonstances pour réduire la capacité, et réduire le niveau de vie de la classe ouvrière.
Croyez-vous que lorsqu'on a décidé de mener une grève, seuls, dans le Nord et le Pas-de-Calais, que cela a renforcé le prestige du syndicat FO ?
Tous connaissez, comme moi, les résultats des élections des délégués qui s'en sont suivies.
Je pense qu'il faut, dans notre lutte, et dans notre opposition à la bourgeoisie, d'une part, d'autre part, au Parti Communiste, être extrêmement souples, être extrêmement sages sur le plan politique ; mais lorsque nous parlons de regrouper dans un front démocratique et social, non seulement la classe ouvrière dupée par le Parti Communiste, mais aussi celle qui reste dans ses pantoufles, celle qui reste inorganisée, il faut encore que nous prouvions que mieux que les Communistes, notre lutte n'est guidée que par la volonté de nous opposer au régime capitaliste.
Si les ouvriers Communistes sont entraînés dans la même lutte, je me demande, camarades, ce que viendra faire le vœu voté par la Conférence ouvrière, dans cet état de chose ?
Croyez-vous que le salarié, dans l'entreprise, se préoccupe tellement de savoir si celui qui est à son coté dans le combat pense d'une manière ou d'une autre ?
Ce qu'il veut savoir c'est que dans ce combat personne ne fléchira. Et si le Parti Socialiste, sans se préoccuper des attitudes circonstancielles du Parti Communiste inconditionnellement avec les ouvriers Communistes, Socialistes, anarchistes, ou chrétiens, qui, dans les entreprises s'apprêtent à mener le combat, se met à leur tête, il ne s'agira pas d'une unité d'action formelle, dangereuse, sclérosée, dans des accords de sommet ou dans des comités locaux, il s'agira de la véritable unité d'action qui peut produire ce que nous recherchons, c'est-à-dire le recul du capitalisme et l'avance du Parti.
Camarades, je demande que l'on précise cela.
Ne nous contentons pas de mots, ne nous contentons pas de parler contre le Parti Communiste sur le terrain de la propagande. Voyons quelles sont les réalités, car la classe ouvrière française, est ce qu'elle est, et nous n'avons pas la possibilité aujourd'hui d'en modifier immédiatement le comportement, mais quand elle lutte, c'est à coté d'elle que nous devons nous trouver, sans nous préoccuper des arrières pensées ; une seule chose compte : Le résultat.
Le résultat, c'est d'abattre la réaction et de donner au Parti Socialiste la victoire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Chochoy.

Bernard Chochoy

Camarades, notre fédération du Pas-de-Calais, dans son Congrès d'Arras, dimanche dernier, a considéré que le Parti se devait, au cours des mois à venir, d'orienter sa propagande et son action vers la constitution d'un front

démocratique et social, rencontre de tous ceux qui entendent apporter à la classe ouvrière la possibilité de vivre en travaillant, maintenir et développer nos libertés démocratiques et assurer la paix du monde.
Différents orateurs sont venus exprimer leur inquiétude, savoir si cette propagande en faveur du front démocratique et social ne risquait pas d'amener le Parti Socialiste à perdre de vue la nécessité de mener sa politique de spécification Socialiste en faveur du recrutement, en particulier dans les milieux ouvriers.
Mes camarades, je ne pense pas que nous devions avoir cette appréhension, cette inquiétude.
Si le Parti, comme il l'a fait d'ailleurs en 1936 au moment de la constitution du Front Populaire, n'est pas à la traîne, n'est pas à la remorque, s'il prend véritablement la tête de ce grand mouvement qui doit permettre le rassemblement de toutes les organisations libres, je suis persuadé que s'il continue sa politique vigilante, vigoureuse, dynamique, il n'aura rien à perdre, au contraire, il aura tout à gagner.
Nous avons été les témoins actifs de la propagande qui fut menée en 1934, au lendemain du 6 février 1936, sous le signe du Front Populaire, et je me souviens, en tant que Secrétaire des jeunesses Socialistes, qu'on ne perdait jamais de vue, dans la propagande, la nécessité d'éveiller la conscience de classe des jeunes travailleurs.
Si nous avons été des militants fidèles et honnêtes du Front Populaire, nous avons été, avant tout, des militants avertis du Parti Socialiste.
A ceux qui posent la question : Est-ce que vous n'avez pas le sentiment que vous allez vers la résurrection du Front Populaire ? je répondrai : tous savez, mes amis, la classe ouvrière en a peut-être gardé, ainsi que les républicains sincères de ce pays, quelque nostalgie, de ce Front populaire de 1936, et en particulier de son gouvernement dirigé par Léon Blum qui donna aux travailleurs, en l'espace de quelques mois, autant de réalisations que 50 ans de gouvernement de démocratie bourgeoise avaient pu en donner.
C'est ce qui fait, camarades, que je suis de ceux qui pensent que nous devons donner le meilleur de nous-mêmes au service de cette politique, de cette propagande, dis-je, au service du front démocratique et social.
Les mots, bien entendu, n'ont plus exactement le même sens qu'en 1936 ; mais notre propagande doit s'adapter aux nécessités économiques et aux événements politiques du moment, et je pense que lorsque nous reprendrons demain ces mots d'ordre : bataille pour le pain, dans un moment où il y a 4 millions de travailleurs qui gagnent moins de 25 000 frs par mois, est-ce que vous considérez que le mot de "bataille pour le pain" n'a pas autant de sens et plus de sens encore qu'il n'en avait en 1935 ou 1936 ?
S'il y avait, à l'époque, crise économique, marasme, est-ce qu'aujourd'hui nous n'assistons pas encore à une crise économique et à l'impossibilité pour la bourgeoisie de donner des solutions valables aux maux qu'elle a déclenchés elle-même.

Bataille pour la liberté, camarades, oui, elle existe cette liberté, elle est bien relative, elle n'a véritablement de sens que dans la mesure où elle s'appuie sur la justice sociale, et dans la mesure où le travailleur se sent libéré des servitudes économiques qui pèsent sur lui.
Le Parti n'aura pas de difficulté à montrer que depuis l'après-guerre, il a été le plus clairvoyant dans le combat pour la paix, et le meilleur ; le plus clairvoyant et le meilleur, lorsqu'il s'est agi de préparer la construction de l'Europe, d'assurer, par conséquent l'unité, en même temps la défense de notre continent ; clairvoyant en ce qui concerne aussi l'évolution des événements d'Extrême-Orient.
Mes amis, les résultats que nous obtiendrons dans la propagande, sous le signe du front démocratique et social, seront largement fonction de la confiance que nous aurons en nous-mêmes.
J'ai été quelque peu surpris, depuis hier, lorsque j'ai vu certains camarades, à cette tribune, exprimer du pessimisme, disant : "Que va devenir le Parti ? Avez-vous le sentiment que nos mots d'ordre sont toujours respectés ? Est-ce que nous parlons bien le langage de la classe ouvrière ? Est-ce que nous sentons ses besoins ?"
A ceux-là je réponds : Mes cana rades, les militants de ma fédération n'ont pas besoin de se poser cette question.
Nous sommes, à la fédération du Pas-de-Calais, plus d'un millier, sur le plan des effectifs, par rapport au chiffre de décembre 1952.
Eh bien mes amis, battons-nous avec confiance, avec foi, et pour reprendre une expression d'Augustin Laurent, toujours sous le signe de l'amitié affectueuse, dirigeant nos coups conjugués contre l'adversaire que sont d'une part les représentants du capitalisme et d'autre part les tenants du stalinisme.
C'est dans la mesure où nous nous affirmerons unis dans le combat, cordiaux entre nous, que nous pourrons remporter la victoire.
Ces victoires ne sont pas seulement des victoires qui s'inscrivent dans des mots, mais dans la réalité : recrutement, conquête de municipalités, conquête de beaux hôtels de Villes.
Vous avez ou voir d'ailleurs, ce qui est pour nous publicité et réclame, le résultat de notre travail ; c'est cela notre meilleure récompense que nous pouvons trouver au terme de notre combat de tous les jours.
Lorsqu'on travaille avec cet esprit, on n'a pas le droit de douter de l'avenir de son Parti, et moins encore de ce que sera demain le front démocratique et social, animé par le Parti Socialiste… (applaudissements)... Maintenant, mes amis, je dois dire que cette propagande sur ces grands mots d'ordre qui restent des mots d'ordre permanents du Parti Socialiste doivent être assortis d'une propagande axée en particulier en faveur du logement.
On a dit, et c'est devenu presque un lieu commun, que le logement était le problème social numéro un, qui est d'une brûlante et douloureuse actualité ; je suis de ceux qui pensent que lui apporter une solution c'est faire disparaître du même coup des souffrances, des soucis, des discordes familiales, et préserver surtout le capital santé de la nation.

Je me plais, dans la plupart des réunions publiques où j'ai l'occasion de parler de cette question, à souligner que chaque fois que l'on construit un préventorium ou un sanatorium on paie la rançon de la misère et du taudis, et qu'au contraire, lorsqu'on construit des logements on consolide la santé des hommes et l'on s'affranchit justement de cette rançon.

Voulez-vous, très brièvement, que nous voyions ce que sont les raisons principales de la crise du logement que nous déplorons actuellement ? Ces raisons tiennent d'abord aux conséquences de la guerre, aux destructions qu'elle a entraînées, elles tiennent à l'insuffisance de l'effort de construction dans la période qui va de 1920 à 1939. Elles tiennent surtout à l'augmentation de la natalité, et je crois que c'est Depreux qui, ce matin, disait que dans la mesure où se pose le problème de l'augmentation des naissances se pose du même coup et comme corollaire, le problème de la construction de logements, de la construction d'écoles.

C'est véritablement une folie que d'encourager les Français à nous donner des millions de bébés, dans la mesure où on les condamne à vivre dans des taudis, et dans la mesure ou on n'a pas d'écoles pour les recevoir.

On a parlé, sur un autre plan, de la défense de la laïcité, Rachel Lempereur, certainement, ne me démentira pas, pas plus que Deixonne, quand j'affirmerai que si une politique de naissances suppose une politique de construction de logements, cela suppose aussi une politique de constructions scolaires ; c'est dans la mesure où nous construirons des écoles que nous nous attirerons les meilleurs défenseurs de la laïcité.

mais, mes camarades, dans la mesure où nous n'aurons pas de constructions scolaires, sachant qu'entre 1952 et 1957, 500 000 enfants de plus iront solliciter leur entrée dans nos écoles maternelles, si ces 500 000 enfants ne trouvent pas de place dans nos écoles maternelles ils iront tout naturellement frapper à d'autres portes, et par conséquent, je dis que ceux qui, soi-disant républicains, refusent de construire des écoles, trahissent la laïcité.

(Applaudissements)

Notre propagande au service du front démocratique et social doit donc s'orienter d'abord vers les sinistrés de la guerre, dont actuellement on est en train de sacrifier de mois en mois davantage les intérêts.

J'ai rappelé, il y a quelques mois à la tribune du Conseil de la République, que pour les seuls crédits immobiliers, les réductions cumulées des deux derniers budgets, exprimées en chiffres absolus, atteignent près de 85 milliards.

Vous savez quelles ont été les conséquences des gouvernements Pinay et Layer sur le plan du budget de la reconstruction ? Elles ont été : Blocage, abattements, arrêt de la reconstruction en 1952.

Pas un seul chantier nouveau ouvert, Guy Mollet l'a dit à différentes reprises, au cours de l'année 1952 ; en 1953, sur le plan au relèvement des ruines on est seulement en train d'honorer les priorités de 1950, 1951, ce qui veut dire qu'on ne fera encore rien au titre des priorités accordées en 1952.

Ceux qui parlent du terme de 1960 pour la reconstruction de ce pays se moquent des sinistrés de France, et il faut avoir le courage de dire qu'avec une politique

comme celle-ci, pratiquée aussi bien par Pinay que par M. Mayer, ce n'est pas en 1965 que nous aurons fini du relèvement des ruines de la guerre.
Après vous avoir montré, mes camarades, que notre propagande devrait s'orienter vers les sinistrés, sacrifiés par le gouvernement de MM. Pinay et Layer, je voudrais surtout insister sur la nécessité d'orienter cette propagande vers les sinistrés de la vie.

Le président - Camarades qui êtes au fond de la salle, voulez-vous vous asseoir et faire silence, ou plus simplement sortir. Ecoutez Bernard Chochoy.

Bernard Chochoy - Les camarades me montrent qu'il faut terminer rapidement, je vais suivre ce conseil ; mais je suis vraiment navré, je vous le dis franchement, parce que je sens intensément que le Parti ne sent pas la nécessité de se pencher avec toute l'attention que la question mérite, sur ce problème du logement, qui est, que vous le vouliez ou non, vraiment un problème douloureux d'actualité… (applaudissements)… Je voudrais vous donner quelques exemples très brefs, pour vous persuader de la gravité du problème.
Savez-vous qu'au titre de l'Office public d'HLM du département de la Seine, Quai des Célestins, il y avait au 1er juin 1952, 80 000 demandes en instance ; 43 000 étaient produites par des prioritaires.
Au 1er mai 1953, il y avait 92 000 demandes en instance ; plus de 50 000 étaient déposées par des prioritaires.
Et tenez-vous bien ! Il y aura pour les satisfaire, 1 650 logements neufs, à distribuer en 1954.
Mes camarades, je crois que ces chiffres ont une éloquence criante.
Ce qui existe pour le département de la Seine existe, je pense, aussi, dans les Bouches-du-Rhône, dans le Nord, dans d'autres départements.
Si je prends le cas du mien, je puis vous dire qu'il y a des milliers de jeunes ménages qui vivent actuellement en cohabitation avec les parents et les grands-parents ; des jeunes ménages vivent dans une pièce, avec deux ou trois enfants.
Si vous ne comprenez pas, camarades que la misère est la pépinière de tous les fanatismes et que la misère du logement est la fabrique de staliniens, eh bien, camarades, restez indifférents à ce problème, mais ne soyez pas surpris lorsque les orateurs du Parti Communiste, n'ayant plus d'autre argument à exploiter que la misère, les rancœurs, les amertumes, vont s'adresser à des gens qui souffrent.
J'ai entendu souvent des gens qui viennent me voir croyant que j'ai la possibilité de distribuer des logements, en raison du but que je peux avoir, me dire : "Voyez-vous, on n'a rien à perdre, par conséquent on vote pour ceux qui nous en promettent."
Eh bien, voilà, camarades, une preuve que nous ne devons pas rester insensibles à l'appel qui nous est adressé par ceux qui souffrent de cette médiocrité de l'habitat.
En parallèle avec les chiffres insuffisants des résultats obtenus en France depuis la libération, nous avons construit en cinq ans, jusqu'en 1952, 170 000 logements.

Mais en face de cela, à Milan, en six ans, dans une ville de 1 250 000 habitants, on a construit 60 000 appartements.
Dans la même période le département de la Seine n'a construit que 15 000 appartements, et ceci compte tenu des efforts conjugués de l'Etat, des Offices d'HLM, du département, des communes et des particuliers.
Voici quelques chiffres que je ne commente pas, ils ont toute leur éloquence : Pendant qu'en France on construit, en cinq ans 175 000 logements, en Sarre, on construit 10 000 logements par an, avec une population de moins d'un million d'habitants.
En. Angleterre, on a construit depuis 1945, de 300 à 250 000 logements par an.
Au Danemark, avec 4 millions d'habitants, on a construit chaque année 20 000 logements. En Suisse, avec 4 200 000 habitants, on a construit 17 000 logements par an environ. En Finlande, avec 4 millions d'habitants, on a construit 18 000 logements. En Australie, avec 7 300 000 habitants, on a construit 55 000 logements. En Norvège, avec moins de 3 millions d'habitants on construit chaque année de 17 à 18 000 logements. En Suède Socialiste, on a construit en 1952, pour une population de moins de 17 millions d'habitants, près de 50 000 logements.
Mais il y a quelque chose, mes camarades, qui va certainement vous remuer, c'est quand vous saurez les résultats de l'Allemagne fédérale ; en 1952, dans ce pays, dans ce pays où la guerre a laissé des plaies physiques nombreuses, on est parvenu à construire 430 000 logements, pour un peu plus de 40 millions d'habitants.
Nos besoins en logements, les voici traduits en chiffres secs :
Il reste à reconstruire 385 000 logements ; il en reste 300 000 à réparer.
Et pour satisfaire complètement nos besoins, il nous faudrait en 20 ans, construire 6 millions de logements.
La conclusion, la voici : il faut construire à tout prix, mais pour construire il est nécessaire d'avoir des crédits.
Tout à l'heure Christian Pineau a dit avec beaucoup de bon sens et de raison que M. Pierre Gourant, en réalité, avait tiré un chèque en blanc, et lorsqu'il a dit : Vous construirez demain des petites maisonnettes à 1 500 000 frs, vous en construirez beaucoup, vous aurez 60% de prêt, vous aurez mille francs de prime au métré carré de surface habitable, je le lui ai dit moi-même à la tribune du Conseil de la République.
Tout cela aurait été très bien, s'il y avait eu derrière un plan de financement.
Mais quand j'ai posé à Pierre Courant la petite question embarrassante : Voulez-vous nous dire avec quoi vous financerez votre projet ? Courant a répondu : "Je pense que le Crédit Foncier acceptera, dans l'exercice 1953, de donner 40 milliards. Je pense" !
Nous sommes en juin 1953, en juillet même, et je ne sache pas que l'on ait encore pu financer une seule maison Courant.
Par conséquent, mes camarades, nous avons le droit de dire qu'une politique du logement sans une politique de crédit pour la financer ne correspond à rien du tout.

Le Parti s'est affirmé véritablement conscient de la gravité du problème, il l'a démontré lorsqu'à la veille des élections municipales, à l'Assemblée Nationale, nos camarades, en particulier René Schmidt, ont déposé un projet de construction de 500 logements, s'étalant sur cinq ans, assorti naturellement de moyens de financement, et en particulier d'un emprunt de cent milliards, l'avance remboursable à l'Etat de 75 milliards, la taxe spéciale de 10% sur les jeux, pour ne retenir que les rubriques essentielles de ce financement.

J'ai entendu dire, je crois que c'est par Pineau, qu'il était prêt à indiquer au Parti quels étaient les moyens qui permettraient d'alimenter le fonds de l'habitat ; j'ai lu une étude qui a été faite, il y a quelques jours, par Jules Moch, sur la possibilité de mettre en circulation, sur le plan de la construction de logements, des traites de travail, qui ont été expérimentées depuis des années en Allemagne.

Mes amis, ce qu'il faut surtout pour le Parti, c'est poser le problème, pour obliger nos militants et tous ceux qui ont la responsabilité de la politique du Parti de lui donner une solution.

Je suis persuadé que si nous étions déjà, dans nos municipalités, les meilleurs sur le plan de la politique de la construction, si nous étions dans les offices départementaux, ceux qui donnent l'exemple, qui prouvent que les Socialistes sont autre chose que des gens qui dénoncent la médiocrité de l'habitat, et la misère des hommes, mais des gens qui apportent des solutions, croyez-moi, notre propagande trouverait audience qu'elle ne trouve pas auprès des jeunes ménages et de tous ceux qui sont à la recherche d'un toit.

Il faut, par conséquent, et c'est ma conclusion, tout mettre en œuvre pour assurer, d'une part, le relèvement des ruines, et d'autre part, ne rien négliger pour donner des logements aux centaines de milliers de sinistrés et de jeunes ménages qui en réclament.

J'ai relevé, il y a quelques jours, dans mes lectures, deux citations, l'une de Henri Sellier et l'autre de Jaurès, que je vous donne avant de quitter cette tribune.

Henri Sellier disait en 1936 :

"Il n'y a pas de relèvement national possible sans le logement suffisant, agréable et sain, où les enfants naîtront et vivront à l'abri des infections qu'engendre le taudis".

Jaurès avait dit avant lui :

"Le logement crée l'ambiance de la vie quotidienne ; il donne sa personnalité à la famille, il reflète dans la joie tous les soirs, l'intelligence et le cœur."

Je suis persuadé, mes camarades, et vous pensez comme moi, que l'émancipation humaine passe par le logement sain. Tous devons devenir les apôtres de la construction populaire, à travers les offices, les coopératives d'HLM.

Nous devons devenir les apôtres de la croisade du logement, ne laissant pas ce soin à ceux que je considère comme des imposteurs, qui ne parlent de la misère du logement que pour abuser de ceux qui sont sensibles à cette propagande ; vous savez bien à qui je pense ; ce sont les mêmes, d'ailleurs, qui parlent de la famille et qui, en réalité, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, ne manquent pas de la trahir.

Fondation Jean-Jaurès

Je demande au Parti de prendre conscience de l'importance du grand problème que je viens d'évoquer. Je suis sûr qu'il rendra à des millions de français des raisons nouvelles d'espérer, s'il s'affirme capable de lui donner une solution. (Applaudissements).

Le président - Je vous demande encore dix minutes d'attention, pour écouter le dernier orateur inscrit, notre camarade Midon du Var.

Midon (Var)

Mes amis et chers camarades, au nom des amis qui se sont ralliés à la motion du front démocratique et social, je prends la parole ce soir, pour vous dire que dans la section ouvrière, à 95%, dont je sais le secrétaire, nous avons accueilli favorablement ce programme qui permettrait à nos militants de combattre la propagande machiavélique des staliniens.
J'ai le triste privilège d'appartenir à une municipalité où le maire va être déféré en Cour d'Assises, pour faux en écritures publiques, et le Premier Adjoint est en liberté provisoire, pour complot contre la sûreté de l'Etat.
Le maire est en même temps le responsable national des élus Communistes.
C'est sur le territoire de ma commune que s'échafaudent toutes les méthodes qui sont mises en application dans toutes les communes gérées par les Communistes.
Il paraît qu'il y a une détente, et c'est vrai ; il y a des instructions qui ont été données, dont nous avons pu avoir connaissance, à savoir que les staliniens sont prêts à faire des courbettes les plus formidables pourvu qu'ils arrivent, une fois de plus, à tromper les camarades du Parti Socialiste.
Je voudrais donc mettre en garde les camarades qui seraient enclins à oublier les levons au passé.
Notre camarade Jules Moch en une époque où la situation politique permettait notre participation au gouvernement prononça un discours, que je me permettrai de qualifier d'historique, devant l'Assemblée Nationale.
De ce discours du 16 novembre 1948, qui valut à notre camarade, le grand hommage des insultes Communistes, j'ai retenu une phrase principale qui résume tout :
"C'est parce que depuis plus de trente ans le bolchevisme a proclamé que tous les moyens sont bons pour réussir, c'est parce que la répétition constante du mensonge finit par donner une apparence de réalité aux faits les plus inexacts, que le bolchevisme moderne est la plus gigantesque entreprise de dépravation de l'homme qui ait jamais existé."
Aussi, face à la stratégie impitoyable des malenkoviens, quelles que soient les raisons sentimentales invoquées à cette tribune par d'autres camarades que la répétition constante du mensonge "Front populaire" a pu influencer, je demanderai au Congrès de se prononcer pour la vérité, pour la classe ouvrière, contre les menteurs qui la dupent.
Serions-nous à ce point naïfs que les leçons du passé ne nous profitent pas ?

Fondation Jean Jaurès

Leurs mensonges ont tué notre camarade R. Salengro, éclaboussé notre regretté et immortel Léon Blum, leurs mensonges ont fait croire à des milliers d'ouvriers honnêtes que nous étions des valets d'un impérialisme, ou je ne sais quels social-traîtres corrompus ; et nous irions nous laisser prendre à un nouveau mensonge, baptisé "Front Populaire" parce qu'ils répètent ses vertus à des millions d'exemplaires ?

Si nous nous sommes ralliés, dans ma section, à cette motion qui prône le "front démocratique et social", c'est parce que nous voulons dire d'abord que nous souhaitons l'unité ouvrière, noyau d'un vaste rassemblement démocratique, et ensuite que nous ne concevons cette unité que dans le sens Socialiste : Pour les ouvriers, pour le pays, contre les aspirants aux dictatures rouges ou brunes, contre les amis des mitrailleurs de Berlin-Est.

Dans tous les rapports du Comité central Communiste que j'ai lus, il y a un leitmotiv : "L'unité avec les Socialistes présuppose la lutte organisée contre les dirigeants et le Parti Socialiste."

Cela nous le savons tous, même ceux qui, dans notre Parti, ont cette curieuse tendance à se rapprocher des ennemis de ce Parti Socialiste qu'ils devraient défendre.

Qu'attendons-nous, alors, pour reprendre exactement le même thème qui est valable pour nous, et que je résumerai comme ils le font :

L'unité ouvrière suppose la lutte permanente contre les dirigeants Communistes, la dénonciation systématique des hypocrisies du Parti Communiste.

Je sais que, face à leurs quelque 110 publications périodiques, face à leurs milliers de fonctionnaires politiques appointés, leurs tonnes d'affiches et de tracts, nous ne pouvons guère opposer un matériel de propagande important

J'entendais Depreux, ce matin, qui disait : "Nous opposerons les réalisations qui ont été faites par nos camarades Socialistes." Nous sommes d'accord, lorsque nos camarades ont détenu des municipalités et qu'ils ont pu travailler ; mais ceux qui n'ont pas eu le bonheur d'avoir la gestion communale, et d'en faire une réalisation Socialiste, sont bien obligés de se battre avec des documents. Nous n'avons pas beaucoup de documents à opposer et c'est la pauvreté de notre Parti.

On vous a distribué pendant la période électorale des petits bouquins montrant ce qu'avaient fait les municipalités Communistes dans la réédition parisienne, en dilapidant au profit exclusif de leur Parti ou de sa filiale la CGT, les fonds, les deniers des contribuables de leur ville.

Cette méthode est généralisée maintenant, puisque le premier adjoint que je vous signalais tout à l'heure, six mois avant était dans les Alpes-Maritimes et comme il n'avait pas de situation, on lui en a créé une dans une municipalité.

Voyez-vous, camarades, il ne faut pas tomber dans le piège qui nous est tendu de la "main tendue".

Je vais vous citer ce que disait Jacques Duclos, tout récemment, en ce qui concerne les élections de Roubaix :

"Le Parti Socialiste vient de gagner 7 624 voix sur les résultats d'octobre 1947. Il a recueilli ainsi 911 voix perdues par le MRP, 3 820 voix perdues par le RPF et aussi, ce qui doit retenir particulièrement notre attention, près d'un millier de

voix perdues par notre Parti. Ce qui est mis en cause, c'et tout le problème de l'activité de notre Parti dans une ville aussi importante que Roubaix, c'est le problème de l'insuffisance dans cette ville, de notre politique de front unique avec les travailleurs Socialistes."

On ne peut parler plus clairement. Le secrétaire du Parti Communiste constate que dans une grande cité ouvrière notre Parti Socialiste a gagné 7 642 voix, gagnant sur tous les partis, et prenant même mille voix aux Communistes.

Et que conclut-il ? Si nous avions "travaillé les travailleurs Socialistes pour le front unique, le Parti Communiste n'aurait pas perdu des voix et le Parti Socialiste aurait rétrogradé."

Comment mieux avouer que quand les Communistes proposent l'unité, c'est uniquement pour diminuer l'influence Socialiste, pour démolir notre Parti qu'ils considèrent comme leur ennemi principal ?

Cet incroyable aveu se trouve dans l'Humanité du 8 mai 1953, et nous ne sommes pas près de l'oublier.

Mais comme nous n'avons, nous, aucune haine contre les simples militants Communistes, trompés par leurs chefs, nous leur disons solennellement :

"Si vous voulez vous unir à nous, acceptez le programme de notre front démocratique et social et venez combattre avec nous, pour votre intérêt, pour la France".

Dans cette politique de la main tendue, il faut tout de même un peu de rappel.

Dans nos archives demeure précieusement conservé un numéro de l'Humanité, du 7 juin 1950, où le secrétaire du Parti Communiste, Auguste Lecoeur, avait osé écrire :

"Daniel Mayer, Scherer et Le Bail, voilà des noms qu'il faut apprendre à faire maudire par nos enfants."

Le passé militant de nos trois camarades n'est pas atteint par ces vaines malédictions ; mais nous posons la question encore une fois, à ceux qui prétendent s'unir à nous :

"Ce sont nos meilleurs camarades Socialistes de France que vous apprenez à faire maudire par vos enfants, et vous voulez que nous ajoutions foi à votre prétendu désir d'unité sincère et loyale ? Dites d'abord, publiquement, que vous désapprouvez l'intolérable campagne de haine menée par votre dirigeant, nous vous croirons ensuite.

Tous vous prétendez les amis des Socialistes, mais qui a commencé l'infâme série de calomnies qui conduisit notre cher Roger Salengro au suicide ?

C'est Florimond Bonté, du Comité central Communiste aujourd'hui directeur de l'hebdomadaire "France Nouvelle", qui insulta le premier Salengro, dans l'Enchaîné du Nord, sous le titre très fraternel "Les chiens sanglants du Social-Fascisme".

Et le fasciste hebdomadaire "Gringoire" de Béraud, Chiappe et Carbuccia, n'eut plus qu'à ramasser les ordures de Florimond Bonté, pour son crime. Chassez Florimond Bonté de votre Parti et de vos journaux et nous croirons que vous voulez l'unité avec ceux qui pleurent encore Roger Salengro, leur camarade !

Fondation Jean-Jaurès

Voilà ce que pensent et disent les Socialistes du Var, et d'ailleurs, lorsqu'un journaliste amateur, sur ordre formel de son bureau fédéral, écrit en les appelant ses "chers camarades", tout en riant lui-même de son hypocrisie !
A-t-on vu un volé aider son voleur à piller sa propre maison ? Non, jamais.
Qui serait assez fou, Socialiste, radical, républicain, pour aider les Communistes à dépouiller la France et installer le régime du Parti unique, de l'opposition en prison ? Personne, et nous en sommes heureux.
Nous venons de distribuer un tract pour répondre à la main tendue, où nous disons : Attention, camarades, méfiez-vous.
Ce tract a fait énormément d'impression auprès de nos amis.
Si nous devons propulser dans la France ce mouvement de front social et démocratique, nous dirons aux Communistes : Examinez-le, nous leur donnerons ainsi la possibilité de comparer notre action et je suis sûr que si nous sommes assez dynamiques pour imprimer une impulsion à ce front démocratique et social, nos militants auront des bases pour le combat, et nous aurons une résonance auprès de tout le pays.

Le président - Nous allons suspendre nos travaux; nous reprendrons la prochaine séance à 21 heures 30.

La séance est levée à 19 heures 55.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
45ème congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 1953

Séance du vendredi 3 juillet (soirée)

La séance est ouverte sous la présidence de Pierre Métayer, assisté de Deltheil (Basses-Pyrénées), Gauthier (Mayenne), Muller (Haut-Rhin), Renée Nurdin (Haute-Saône) et de la camarade Delvaux (Moselle).

Le président (Pierre Métayer)
Camarades, nous allons commencer. La parole est à notre camarade Hauriou, de la Haute-Garonne. Prochain orateur : Betinat, du Maine-et-Loire.

Hauriou (Haute-Garonne)
Camarades, dimanche soir, notre Congrès sera terminé et, quelques jours ou quelques semaines après, nous partirons, les uns et les autres, dans le pays, avec notre bâton de pèlerin, pour la constitution du front démocratique et social.
Et si le succès couronne nos efforts, et surtout si nous avons le temps d'agir avec efficacité avant une prochaine consultation électorale, nous amènerons au Parlement, à l'Assemblée Nationale précisément, une majorité centre gauche dans laquelle nous nous retrouverons avec le Parti radical, ou au moins avec un certain nombre de radicaux, avec le Mouvement Républicain Populaire, ou tout

Coll. Fondation Jean Jaurès

au moins un certain nombre de ses membres, avec des représentants de l'UDSR, de la Gauche, peut-être, du RPF, et peut-être aussi avec quelques bons indépendants.
Je ne crois pas, cependant, que cet effort puisse être discuté par un seul d'entre nous. Je pense, au contraire, qu'il est nécessaire qu'il y ait dans le Parti un élan général pour que, véritablement, dans le pays, se constitue ce front démocratique et social.
Seulement, il faut bien que nous nous rendions compte, dès maintenant, qu'après le succès, les difficultés commenceront.
Il nous faudra, à ce moment-là, construire, ou en tout cas nous acheminer vers cette démocratie sociale et économique que nous aurons appelée de nos vœux et que nous aurons aidée, par nos efforts, à rapprocher de la réalité.
Il nous sera - je crois devoir le dire dès maintenant - il nous sera très difficile de construire réellement et même de nous acheminer sérieusement vers cette démocratie économique et sociale si nous avons cherché seulement à rassembler des intérêts, si nous avons seulement promis à chaque couche sociale la réalisation de ses aspirations et de ses droits. Au contraire, je crois pouvoir dire que construire dans ce pays une démocratie sociale sera peut-être une réalité si nous avons cherché, dès le départ, à rassembler les futurs citoyens de la démocratie sociale, et c'est sur ce point qu'en quelques minutes, je voudrais insister.
Je voudrais que nous sentions bien, dès maintenant, les uns et les autres, qu'il ne peut pas y avoir de démocratie sans citoyens et, par conséquent, sans civisme, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de régime démocratique qui soit possible si ceux auxquels il s'adresse ne rejoignent pas, à chaque instant, dans leur esprit et dans leur cœur, la notion de liberté et celle de responsabilité, s'ils ne lient pas, d'une façon constante, et leurs devoirs et leurs droits.
C'est vrai pour une démocratie politique, c'est plus vrai encore et plus nécessaire pour une démocratie sociale.
Pourquoi ? Mais c'est parce que promouvoir la démocratie économique et sociale, c'est, comme le disent nos amis anglais opérer la révolution silencieuse, celle qui s'effectue dans le cadre démocratique mais qui aboutit, au bout de quelques années, à transformer d'une façon complète la société.
C'est, en clair, procéder pacifiquement, sans violence, sans effusion de sang, à une redistribution des revenus entre les classes suivant un sens égalitaire, et c'est bien cela, au fond, que nous voulons, à travers cet effort, pour un front démocratique et social, réaliser dans ce pays.
Eh bien, je veux dire tout de suite que cette révolution silencieuse, cette construction d'un élément important du Socialisme, de celui, du reste, qui est le mieux compris dans la masse, dans le cadre démocratique, sans aucune crise sanglante, elle n'est possible qu'en période d'expansion économique.
Si, au lieu de l'expansion économique, nous nous trouvons en période de stagnation, et à plus forte raison en période de régression, nous rencontrerons chez les privilégiés des résistances telles que, ou bien nous aboutirons à un échec, ou bien, alors, le pays, si vraiment il y a des forces qui veulent à tout prix

obtenir cette redistribution rapide du revenu social, nous irons à une révolution sanglante qui, nous le savons, ne sera pas dirigée par nous.
Au contraire, si nous animons à ce moment-là un pays en pleine expansion, notre effort sera facilité par le caractère même qu'aura l'économie et nous pourrons alors beaucoup plus aisément, et aussi beaucoup plus rapidement, arriver à cette révolution silencieuse, provoquer cette redistribution des revenus.
Or, pour obtenir l'expansion de l'économie, il est bien sûr indispensable de prendre un certain nombre de mesures techniques et déjà ceux qui, avant moi, sont venus à cette tribune, Pineau par exemple, ont dit sur ce point des choses excellentes, mais je crois que nous pouvons tous tomber d'accord que les mesures techniques prises par n'importe quel gouvernement seront insuffisantes si elles ne sont pas accompagnées d'un élan national, si elles ne sont pas accompagnées d'un grand mouvement de civisme, s'il n'y a pas un large consentement aux efforts et aux sacrifices qu'il faudra accepter.
Je veux dire, d'une façon plus claire, que nous pouvons peut-être, à travers ce front démocratique et social, conquérir le pouvoir en parlant aux électeurs de leurs droits, j'affirme dès maintenant que nous ne pourrons l'exercer d'une façon efficace qu'en leur montrant en même temps où sont leurs devoirs.
Vous n'ignorez pas, camarades, car plusieurs l'ont dit déjà ici, vous n'ignorez pas quelles sont les tares de la vie économique française, et vous savez, les uns et les autres, qu'elles ne datent pas d'aujourd'hui, que la plupart sont vieilles d'un demi-siècle, et que, par conséquent un gouvernement n'y mettra pas fin en quelques semaines, quelles que soient les mesures techniques qu'il se propose de prendre, s'il n'est épaulé, appuyé par un large mouvement populaire, par un grand élan national, par un mouvement de civisme qui l'aide à promouvoir cette démocratie économique et sociale.
Vous savez bien que, dans ce pays, il y a une acceptation tacite de l'inflation depuis plus de quarante ans, qu'il y a un refus de 1'impôt par toute une partie de la population depuis la même époque, qu'il y a depuis plus de trente ans un protectionnisme interne stupéfiant ; vous savez bien que depuis vingt cinq ou trente ans, le secteur de la distribution prend un caractère envahissant, vous savez bien que depuis plus de soixante-dix ans, il y a, dans la plus grande partie de notre secteur agricole, un manque de productivité qui est un des drames de la vie économique française, et vous comprenez bien qu'aucune de ces tares ne sera surmontée sans douleur, ne sera dominée sans un véritable effort de civisme, et nous avons, je crois, intérêt à le dire dès maintenant.
Nous avons intérêt, d'une part parce que cet effort de civisme nous serons à même, si nous le demandons à nos propres militants, à nos propres électeurs, nous serons à même et nous aurons le droit de le demander aux autres. Car, ce n'est pas à nous que s'adressent les critiques quant au refus de l'impôt, ce n'est pas à ceux qui nous suivent qu'il faut faire reproche d'accepter l'inflation, mais je crois qu'il faut avoir, par contre, le courage d'expliquer à la classe ouvrière qu'il est de son devoir de rechercher quelles sont, dans ce pays, les conditions d'un effort de productivité sain et équitable.

C'est là, je pense, camarades, une des conditions parmi les plus importantes de la réussite de ce front démocratique et social.
Et je voudrais, en terminant, indiquer d'un mot que c'est peut-être, cette prédication en faveur d'un renouveau de civisme, c'est peut-être le moyen et le moyen le plus efficace d'attirer à nous les jeunes.
Vous n'êtes pas sans savoir qu'au parlement, depuis la dernière crise ministérielle, c'est un peu devenu un geste rituel, même de ceux qui sont loin de rechercher un renouveau de ce pays par un front démocratique et social, de lancer du haut de la tribune un appel à la jeunesse ! Et il est bien vrai qu'on ne pourra rien renouveler dans ce pays si on ne fait pas appel aux jeunes, et si on ne s'appuie pas sur eux.
Et je crois que cet appel au civisme, cette requête de générosité, en faveur d'une société que nous voulons transformer profondément tout en gardant le cadre démocratique, il est susceptible d'être entendu par la jeunesse française et, particulièrement, par la jeunesse travailleuse de ce pays.
Laissez-moi, avant de quitter cette tribune, vous rappeler, ou même vous faire part en quelques mots d'un souvenir qui, pour moi, est important :
Avant d'entrer au lycée, pendant quatre ans de ma vie, j'ai été envoyé à l'école communale de mon quartier et il y avait, à cette école communale, un cours d'instruction civique, qui était fait par l'instituteur, avec les connaissances dont il pouvait disposer, mais avec cette foi qu'avaient déjà, qu'avaient peut-être surtout, je n'en sais rien, les instituteurs d'il y a quarante ans ou cinquante ans.
Et si, après une vie professionnelle qui m'avait longtemps absorbé, je me suis, après la quarantaine, tourné vers le Parti Socialiste et si j'ai demandé à y militer, lorsque je recherche dans ma vie ce qui, au fond, a été l'origine lointaine de cet élan vers le Socialisme, je retrouve, dans mes souvenirs, ce cours de civisme, cette instruction civique qui m'avait été faite il y a quarante-cinq ou cinquante ans par l'instituteur de mon quartier.
Je pense que pour réussir vraiment dans ce pays le front démocratique et social auquel nous songeons tous, il faudra faire en même temps un peu d'instruction civique, de façon à préparer pour la démocratie sociale de demain de véritables citoyens.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie notre camarade Hauriou qui a parlé exactement quinze minutes. La parole est à Betinat pour dix minutes.
Betinat n'étant pas là, la parole est à Georges Richard, pour quinze minutes, de la fédération du Pas-de-Calais.

Georges Richard (Pas-de-Calais)

Camarades, je me permets très rapidement d'attirer l'attention du Congrès sur une corporation qui fut à l'origine du Socialisme et qui l'est restée : Il s'agit, avec leurs familles, de deux millions de Françaises et de Français, de la grande famille des ouvriers mineurs.

Fondation Jean-Jaurès

Ils sont répartis dans le nord, dans l'est, dans le centre, dans le Gard, dans les Bouches-du-Rhône. Il y en a en Aquitaine, dans les Cévennes, dans les Alpes ; on en trouve jusqu'en Indochine et en Afrique.
La situation charbonnière est grave dans notre pays ; elle devient tragique. Jamais situation semblable ne s'est encore présentée. C'est de cette situation que les staliniens se sont emparés, c'est par le mensonge qu'ils ont amené à eux plus de la moitié de nos mineurs. Il faut la leur reprendre, par la simple vérité.
Si je pouvais donner un exergue à ma brève intervention, je dirais : "Ramenons au bercail, Socialistes, nos brebis de la mine, égarées".
Quelle est la situation ? Vous la connaissez. Le fuel est devenu un auxiliaire de la vie domestique et quotidienne, en remplacement de la houille. On électrifie les chemins de fer, pour consommer moins de charbon. On chauffe les navires au mazout. Plus besoin de houille ! La production de l'électricité se développe avec une rapidité inattendue, au détriment de la consommation du charbon. L'usage de la houille se restreint. Nos mines s'épuisent. Les prix de revient du charbon augmente. Il faut, pour tenir devant la concurrence internationale, concentrer toute notre production. Des puits de mines ont été fermés, d'autres vont l'être. On parle, sans recevoir de démentis, de la déportation des mineurs des bassins dans celui de la Lorraine, le seul qui soit en plein développement. Nos régions vont se vider, s'appauvrir, des cités, des villes riches, disparaître, situation sans précédant, disons-nous, dans l'histoire charbonnière de notre pays.
On ne saisit pas encore la gravité du danger, mais on sent, on devine qu'elle est grande. "Mines et ruines", sera-ce le slogan de demain ? Dans les plus riches régions, de France ! Au nom du Parti Socialiste, nous voulons répondre : "Non" ! "Non", c'est un mot. Nous voulons des actes.
Le pool charbon-acier, le plan Schumann, cela nous rappelle les assurances sociales à leur début. Quelles campagnes contre les voleurs de salaires, contre la plus grande escroquerie nationale du siècle ! Ceux qui, hier, condamnaient sans rémission les assurances sociales prétendent en être aujourd'hui les plus dévoués défenseurs. Quelques mois encore, et les plus furieux adversaires de la communauté charbon-acier renieront leurs anathèmes d'hier et d'aujourd'hui. Ils hurleront que c'est eux qui l'ont créée. Et, après tout, cela ne fera qu'une pirouette de plus, à toute vapeur, comme il se doit.
Examinons les dispositions du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier qui sont favorables à la grave situation actuelle des travailleurs de la mine.
Des actes ! En voilà. Ils ne sont pas assez connus :
Le 18 avril 1951 les représentants de six pays : Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Hollande, signaient à Paris un traité, traité à aucun autre semblable : celui de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, plus simplement, le Plan Schumann, tant décrié, tant déformé.
Or, en ce qui concerne les mines, c'est lui qui va nous sauver. Constatons loyalement que les perturbations qui auraient pu être apportées seraient autrement plus graves si nous, Français, nous restions seuls avec nos mines qui s'épuisent et nos prix de revient qui s'élèvent.

C'est pourquoi on a envisagé dans le traité, le remède à apporter en cas de réduction des besoins en main d'œuvre. C'est ce remède que nous voulons brièvement analyser d'après les textes mêmes du traité :
La Communauté, suivant l'article 2 du traité dont noua parlions, doit sauvegarder la continuité de l'emploi en évitant de provoquer dans les économies des états membres des troubles fondamentaux et persistants. Or, ces troubles persistants existent dans le moment où nous parlons.
Le plan de la Communauté permet, en ce qui nous concerne, dans le cas qui nous préoccupe, là où la fermeture de puits de mines entraînera des difficultés particulières, à notre gouvernement de procéder à la création d'usines ou d'industries de remplacement pour occuper chômeurs et chômeuses.
Il pourra, pour cela, obtenir des indemnités permettant aux susdits mineurs de se réinstaller, permettant de financer la rééducation professionnelle de nos mineurs, qui pourront ainsi apprendre, tout en continuant à toucher leurs salaires, un nouveau métier plus stable, aussi bien payé, et certainement moins dangereux que le leur.
Pour bénéficier de cette bienfaisante organisation, il faudra seulement que l'Etat intéressé en fasse la demande à la haute autorité, et que ledit Etat apporte lui-même une contribution égale, sauf dérogation spéciale, au montant de l'aide sollicitée : Aide-toi, le ciel t'aidera.
C'est en vertu de ces dispositions, pour tenir compte de la situation qui nous menace, que, à l'unanimité, la fédération du Pas-de-Calais a approuvé la motion suivante :
"Le Congrès national du Parti Socialiste,
"Considérant les mutations abusives, le chômage larvé qui oblige les mineurs à subir ce chômage sur leurs journées de congé, le chômage de tous les jeunes gens en âge d'entrer à la mine, et ce, dans presque tous les bassins miniers de houille de France, demande au gouvernement Français d'exiger l'application de l'ensemble des stipulations se rapportant au chômage et au remplacement des industries évincées, plus particulièrement les articles 2, 5 et 56 du décret de la Communauté charbon-acier".
Camarades, j'en ai fini. Je voulais simplement attirer votre attention sur un fait tout particulier, mais seulement concernant les mineurs.
Je vous le dis : face au pays, nous crions avec force : Les mineurs, dont toute l'action se confond avec celle du Parti Socialiste, qui ont été à l'avant-garde des batailles ouvrières, se trouvent aujourd'hui dans une situation grave, peut-être tragique. A leur appel angoissé, le Parti Socialiste, qui est le seul grand Parti des travailleurs, toutes fédérations réunies, toutes voix unanimes, se doit de répondre : Présent !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Albert Gazier, pour 20 minutes.

Collection Jean Maitron

Albert Gazier

Camarades, ce matin Depreux disait avec beaucoup de raison que les événements qui se sont déroulés depuis un an n'avaient cessé de justifier les positions prises lors du dernier Congrès du Parti.

Il est certain que la majorité gouvernementale a été très fortement ébranlée par les conséquences de sa propre politique. Mais il est également sûr qu'elle n'a pas eu le courage d'en adopter une autre, car cela aurait comporté pour elle la reconnaissance de ses propres erreurs et la résignation à faire le contraire de ce qu'elle avait promis dans ses engagements électoraux.

Les gouvernements, celui d'aujourd'hui comme ceux d'hier et d'avant-hier, ont prétendu lutter contre l'inflation, mais ils ont anémié l'économie et l'anémie de l'économie a créé les conditions d'une inflation nouvelle.

Nous ne devons même pas laisser dire aux partisans résolus ou résignés de la majorité qu'ils ont, au moins sur un point, tenu leurs engagements, à savoir : Ne pas avoir décidé d'impôts nouveaux, car il est bien évident que l'inflation est le pire impôt.

Il n'y a que trois procédés pour couvrir les dépenses publiques : Ou bien la douceur, c'est-à-dire l'emprunt - et cela demande le consentement des prêteurs - ou bien la contrainte, c'est-à-dire l'impôt, ou bien l'hypocrisie, c'est-à-dire l'inflation, qui a tous les défauts de la contrainte et bien des défauts supplémentaires… (applaudissements)… Il est bien sûr que, lorsque l'Etat fait avancer par une banque 200 milliards de billets nouveaux, quelqu'un paye ces 200 milliards. On les paye, soit dans la hausse des prix, soit dans le fait que certains prix, qui devraient normalement baisser, en conséquence des fluctuations de l'économie internationale, ne baissent pas. Quel est l'avantage de l'inflation sur l'impôt ? Il n'y en a point : lorsque la majorité vote des milliards de billets supplémentaires, elle vote des milliards d'impôts nouveaux.

Nous avons eu tellement raison que, au Parlement, de tous les côtés, on recherche notre concours. Une grande partie de la crise gouvernementale dernière s'est déroulée dans les efforts les plus variés, venant des origines les plus diverses, pour essayer de faire entrer le Parti Socialiste dans la majorité. Il y a beaucoup de personnes, dans la majorité gouvernementale, qui se jugeraient très satisfaites si le Parti Socialiste était dans la majorité une année sur deux. Pendant l'année où il n'y serait pas, on se livrerait aux désastreuses facilités de la réduction des investissements, des crédits de logement, d'une soi-disant baisse des prix que l'on proclame et qu'on ne fait point, et, pendant l'année où les Socialistes seraient dans la majorité, alors, on ferait voter les avances nouvelles à l'Etat, la dévaluation, on ferait régler la note de l'année précédente pour recommencer ensuite… (applaudissements)… Nous ne devons évidemment pas tomber dans ce piège. Nous ne devons pas nous associer à une politique qui n'est pas la nôtre, maintenant que la république n'est plus menacée de l'extérieur ; nous ne devons plus nous y associer.

Il y a également un second danger que nous devons éviter. Nous ne devons laisser échapper aucun moyen d'instituer, de substituer durablement une autre politique à la politique présente. Autant nous devons nous refuser à tout acte qui

nous ferait les complices d'une politique qui n'est pas la nôtre, autant il nous est impossible de nous heurter à l'objection des chômeurs qui viendraient nous dire qu'une chance a existé, à un certain moment, de faire régner le plein emploi dans le pays, et que, par amour d'une facilité oppositionnelle, nous avons laissé échapper cette chance.

De même, nous ne pouvons pas laisser croire au pays qu'il y a eu, un certain moment, une chance de créer un climat nouveau dans l'Union française, une chance, même légère, de régler, par des négociations, le conflit indochinois, et que, par amour pour les facilités de l'opposition, nous avons laissé échapper cette chance.

Je crois que ce sont les deux principes qui doivent guider notre action au cours des mois qui vont venir.

Mais, ce n'est pas seulement dans le parlement que l'on a, par ces moyens, rendu justice à nos critiques et à notre position constructive. C'est aussi dans le pays.

Nous avons remporté, en 1951, des progrès légers, sans doute, mais qu'il ne faut pas sous-estimer, par rapport aux élections précédentes. Ceux qui voudraient prétendre que c'est uniquement l'opposition qui est à l'origine de nos succès électoraux se trompent, car, entre 1947 et 1951, nos positions se sont, dans l'ensemble, améliorées, mais il est vrai qu'elles se sont améliorées davantage entre 1951 et 1953.

Il ne faut pas se juger satisfaits de ces résultats et crier victoire, et s'endormir dans le contentement. Mais il est très mauvais de les sous-estimer.

Vous êtes ici dans une ville ouvrière, située dans, la banlieue la plus ouvrière, où les employés, les ouvriers et petits cadres représentent plus de 80% de la population. Dans la ville d'Asnières, le nombre d'électeurs Socialistes a doublé entre 1947 et 1953. C'est dû en grande partie, c'est vrai, à l'excellente action de nos camarades maire ou conseillers municipaux, mais, dans cette circonscription électorale, dans la banlieue ouest, nous n'avons pas que des maires Socialistes, et, pourtant, dans l'ensemble, en moyenne, les voix Socialistes ont augmenté de 65% entre 1947 et 1953.

Je crois donc qu'il est injuste de prétendre que nous allons de décadence en décadence, et de crise en crise. Cela n'est pas conforme à la réalité, et je vous prie de remarquer que, pour la première fois, le ministre de l'Intérieur, après les élections municipales, n'a publié aucune statistique d'ensemble sur les résultats obtenus par les différents partis dans le pays, contrairement à ce qu'avait fait son prédécesseur de 1947. Nous sommes quelques-uns à penser que si les statistiques d'ensemble nous avaient été défavorables, elles auraient été très rapidement publiées.

Alors, les imperfections de notre action et de notre propagande ne doivent pas nous faire oublier, ne doivent pas non plus nous faire perdre de vue que des progrès beaucoup plus importants encore doivent absolument être réalisés.

La propagande, c'est un beau sujet. C'est un beau sujet car, quelle que soit la propagande faite par un organisme quelconque, il est toujours facile, et d'ailleurs, juste, de montrer qu'on peut en faire davantage. Nous avons tous lu, dans une motion, qu'il fallait renouveler notre album de propagande, faire un

programme tout en images ; et je vous avoue qu'en lisant ce beau préambule, je m'attendais à voir les signataires de cette motion nous en donner l'exemple dans leur propre texte. Mais les lignes qui suivent ne font que reproduire, sous une forme à peine différente, et ce qui est écrit dans les autres motions, et ce qui a été dit dans les différentes résolutions adoptées par les Congrès. Je suppose que les camarades qui l'ont rédigée réservent leurs images et leurs slogans pour la Commission des résolutions ou pour la commission qui sera chargée d'élaborer le programme du Parti, et nous serons alors unanimes à les remercier pour toute l'amélioration qu'ils pourront apporter à la propagande de notre Parti.

D'autre part, je crois qu'il ne faut pas non plus sous-estimer le travail très important qui a été fait par ceux de nos camarades salariés qui, en dehors de leur travail, viennent consacrer de longues heures pour traduire dans des textes précis le programme du Parti… (applaudissements)… Je peux dire - et je ne crois pas que cela puisse être contredit, même par des adversaires d'autres partis - qu'il n'y a pas un groupe parlementaire en dehors du nôtre qui ait pu déposer des textes aussi complets concernant les anciens combattants, le logement, la réforme fiscale, la sécurité sociale et l'ensemble de la législation ouvrière. Cela aussi doit être affirmé. Les buts de l'action, tels que nous devons les définir dimanche, je crois que les interventions comme celle de Christian Pineau les ont suffisamment précisés. Je voudrais simplement insister sur quelques points particuliers :

D'abord, si nous devons demander, ou plutôt, redemander la convocation rapide de la Commission supérieure des consentions collectives pour fixer un salaire garanti plus conforme aux nécessités de la vie, je crois que nous devons, prudemment, mais déjà poser la notion d'un salaire garanti qui ne soit plus un salaire horaire, mais qui soit un salaire hebdomadaire, pour donner ainsi une première protection contre le chômage partiel à la classe ouvrière.

(Applaudissements)

Je crois que nous ne devons pas oublier l'intervention brève et émouvante de notre camarade Germaine Moch, et que le Parti Socialiste ne peut pas ne pas se prononcer sur le problème de l'alcool. Nous ne devons pas oublier que, dans les mois qui vont venir, les groupes parlementaires doivent avoir de très longues discussions pour savoir s'il convient ou non d'exonérer de tous impôts sur l'alcool les bouilleurs de crus et qu'il appartient au Congrès du Parti de fixer sa position sur ce problème… (applaudissements)… Le plus important de tous, c'est la démocratie économique.

La révolution que nous voulons faire consiste à faire sur le plan du travail ce qui a été fait sur le plan de l'Etat par les révolutions politique, et cela demande un très gros et très long effort.

Nous savons que la démocratie économique que nous souhaitons n'est pas encore une réalité ; nous savons qu'elle ne se trouve pas dans l'entreprise capitaliste de France et des Etats-Unis et qu'elle ne se trouve pas davantage dans le trust d'Etat de la Russie soviétique. Nous savons qu'il existe des formes d'entreprises où il y a plus de démocratie que dans d'autres, les coopératives, les régies municipales, les sociétés nationales, mais aucune de ces formes ne donne

pleinement satisfaction à notre idéal de démocratie économique. Les coopératives de consommation, par exemple, réalisent un gros progrès en supprimant la part du profit qui est prélevé sur le consommateur, mais nous savons bien que les salariés qui travaillent se plaignent d'être traités dans des conditions qui ne sont pas toujours très différentes de celles que connaissent leurs camarades d'entreprises privées ordinaires ; les coopératives de production réalisent un gros progrès, mais nous savons aussi que, dans leur politique des prix, elles ne tiennent guère compte des intérêts des consommateurs et que souvent, des tendances corporatives se dessinent dans leur sein. Les nationalisations sont un gros progrès, puisqu'elles ont arraché à la gestion des capitalistes des secteurs importants de l'économie, mais un nouveau danger les menace : L'étatisation, la bureaucratie, et il est étrange, mais intéressant de noter, corne l'a fait Pineau que ce sont les gouvernements libéraux, ceux qui dénoncent l'ingérence de l'Etat qui, lorsqu'ils sont au pouvoir, essaient de paralyser par des méthodes démocratiques la gestion des sociétés nationales… (applaudissements)… Il faut constater aussi, que les nationalisations ont, dans certains domaines, mal répondu à nos espoirs, que c'est tout de même choquant de voir les banques nationalisées non seulement distribuer le crédit de la même manière que les banques capitalistes, mais encore, n'avoir en aucune façon profité de leur situation d'établissement public pour rationaliser leur administration, pour avoir conservé les mêmes guichets des quatre banques nationales dans les mêmes villes, alors que dans de nombreux villages, il n'existe pas d'organisme à la disposition du consommateur, pour le crédit dont ils peuvent avoir besoin, et c'est tout de même extraordinaire que de constater que les banques nationales comme les banques privées sont unies par les mêmes ententes professionnelles, par lesquelles elles s'interdisent de diminuer les taux qu'elles prélèvent sur leur clientèle et que c'est encore la banque nationale, comme banque capitaliste ordinaire !

Il y a donc, dans le domaine des nationalisations une seconde étape qui doit s'ouvrir ; on a voulu gérer le mieux possible et dans la plupart des cas, on y a réussi, mais on a voulu gérer dans le cadre précédent, démontrer que l'on était aussi efficace que les prédécesseurs. C'est une tout autre politique qu'il faut faire et c'est une seconde étape qui doit maintenant commencer.

Dans notre recherche de la démocratie économique, nous devons nous inspirer d'exemples qui, eux non plus, ne nous donnent pas une satisfaction complète mais qui apportent quelque chose dans ce sens qui est l'organisation des villages communautaires palestiniens, qui est l'organisation des comités de gestion yougoslaves : tout cela doit servir pour créer l'ébauche de la démocratie économique. Nous ne la réaliserons pas plus en 1953 ou en 1954 que les années précédentes, mais nous devons en approcher ; vous savez bien qu'au 18ème siècle, ceux qui réclamaient la liberté étaient bien loin de savoir sous quelle forme pratique la liberté politique pourrait s'instaurer un jour dans les démocraties occidentales.

Camarades, avant de terminer, je voudrais tout de même dire que nos rapports avec les syndicats doivent faire l'objet d'une mention spéciale, qu'il ne nous

appartient pas de demander aux syndicats de réaliser leur unité - les syndicats libres, j'entends, mais qu'il nous appartient de demander à nos amis des organisations syndicales, s'ils nous considèrent ou non, comme un Parti comme les autres… (applaudissements)… S'ils ne nous considèrent pas comme un parti, comme les autres, ils doivent avoir publiquement, avec nous, des organismes de liaison et de coordination… (applaudissements)… qui permettront dans l'indépendance totale et dans l'autonomie de chacun des mouvements, de conjuguer des efforts, car il est vraiment trop facile de nous diviser, de nous empêcher de faire ce que nos camarades d'autres pays ont bien réalisé.
Enfin, en ce qui concerne l'Europe, je me borne à une observation : Cette observation est qu'autant nous devons nous montrer passionnés pour la réalisation de l'Europe, autant nous devons nous garder de laisser croire que l'Europe est pour nous la seule solution à nos problèmes intérieurs. Si nous le laissons croire, nous ne ferons jamais l'Europe... (applaudissements)… Nous ne ferons jamais l'Europe car les autres qui, dans la plupart des cas, bien mieux que nous, ont mis de l'ordre dans leurs propres affaires, considéreront que la passion pour l'Europe des Français n'est qu'un alibi, n'est qu'un prétexte pour essayer de régler de l'extérieur, ce qu'ils ont été incapables de faire du dedans. (Applaudissements)
Aussi, camarades, dans ce domaine comme dans d'autres, dans celui de l'Europe comme dans celui de la politique intérieure, comme dans celui des pays sous-développés, qu'il n'est pas possible d'aborder maintenant, je crois que le Parti Socialiste doit s'affirmer comme essentiellement le parti de la démocratie économique et sociale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jules Moch.

Jules Moch - Les principales observations que je voulais faire ayant été formulées par Pineau dans son programme, par Lacoste et à l'instant par Gazier, et celles qui me resteraient étant suffisamment secondaires, afin d'abréger les débats| je renonce à la parole.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Jules Moch et je remercie ceux qui, à l'avance, feront comme lui… (rires)… La parole est à Boutbien, pour 20 minutes. Prochain orateur inscrit, Mireille Osmin.

Léon Boutbien

Camarades, j'aurais très volontiers renoncé à la parole moi aussi à une heure aussi tardive et ne croyez pas que ce soit un goût immodéré de la tribune qui me fasse la prendre quand même. Je monte à cette tribune avec un très grand scrupule des responsabilités qui pèsent sur chacune de vos épaules dans ce Congrès national du Parti Socialiste. De vos décisions, de votre choix, dépendra

Fondation Jean Jaurès

l'avenir d'une année militante et je crains que nos responsabilités aujourd'hui ne débordent largement le Parti et engagent la nation française tout entière.
On a beaucoup parlé du front démocratique et social. J'ai accueilli cette idée avec sympathie. Encore faudrait-il que nous ayons entre nous un échange de vues sur son contenu qui ne soit pas de nature, demain, à créer une déception supplémentaire parmi nous, comme parmi ceux qui nous suivent.
Quelle peut être aujourd'hui la signification d'un front démocratique et social ? Il doit être essentiellement considéré comme le remède à un malaise français qui existe dans la nation tout entière, et vous sentez bien, lorsque nous parlons du malaise français contemporain, que ce n'est pas simplement le privilège de telle ou telle catégorie sociale ; c'est quelque chose de beaucoup plus grave et de beaucoup plus profond, car ce n'est pas par hasard que le déficit est allé en s'aggravant d'année en année ; ce n'est pas par hasard que, malgré une fiscalité qui est écrasante et qui n'a jamais atteint les chiffres qu'elle atteint maintenant, le pays ne soit pas en mesure de boucler un équilibre budgétaire. Les charges qui pèsent sur la France aujourd'hui sont multiples et les options, en ce qui concerne les économies, ne sont pas aussi faciles qu'on veut bien le prétendre. Je voudrais que nous ayons tous conscience de cette réalité politique française contemporaine pour bien situer l'effort que nous voulons tenter dans le cadre d'un front démocratique et social, car en réalité nous nos rendons compte que nous sommes arrivés à un point tel qu'il n'est pas question pour nous d'apporter uniquement dans le cadre de la propagande quotidienne des critiques historiques valables sur les erreurs commises. Le pays attend de nous autre chose. Il attend que nous fassions la démonstration - en étant capables de prendre nos responsabilités - de notre possibilité de surmonter les difficultés qu'il traverse. Le pays n'attend pas un organisme nouveau, qui se bornerait uniquement à faire une opposition à un système qu'il condamne lui-même dans les faits. Il attend des solutions, des solutions concrètes, qui soient de nature à lui rendre l'espérance et la confiance pour agir et pour lutter.
Or, le malaise français contemporain est un malaise redoutable. Il ne s'étend pas simplement sur une injuste répartition du revenu national, sur une insuffisance des salaires, sur une insuffisance du pouvoir d'achat des classes laborieuses. Il va beaucoup plus loin que cela. Il va vers une véritable crise d'incivisme généralisé, d'individualisme poussé à l'extrême, de féodalités constituées à l'intérieur de la nation qui essaient d'imposer leurs lois et qui font que, qu'on le veuille ou non, cette notion de l'incivisme pénètre tellement toutes les organisations les unes après les autres que l'on ne sent plus cette identité nécessaire entre l'effort que nous tentons en tant que Socialistes et la nation tout entière, car il ne peut pas y avoir de divorce entre le Parti Socialiste et la nation française.
Je crois que notre rôle aujourd'hui, c'est précisément, devant les impossibilités, les incapacités des autres, de faire la démonstration que le Parti Socialiste est capable de revendiquer l'honneur des responsabilités, même et je dirai surtout si elles sont encore plus lourdes à assumer.
Si nous posons le problème de ces responsabilités vis-à-vis de la nation, qui sont les vôtres comme celles du Parti unanime, vous ne pouvez pas vous en abstraire

sans par là même condamner le Parti - et le mouvement que l'on constituerait - à une impuissance stérile, demain.
Si vous croyez qu'il s'agit de faire un super organisme, un centre fédérateur, s'il s'agit de liaison entre organisations, s'il s'agit de répercuter dans le pays d'autres revendications que celles qui y sont déjà répercutées, n'oubliez jamais que nous avons à nos côtés une autre position beaucoup plus démagogique encore que la notre, beaucoup mieux organisée encore que la nôtre et qui fera toujours la surenchère sur les positions les plus justes et les plus élémentaires que nous pourrions proposer.
S'il s'agit uniquement de développer l'aspect revendicatif des problèmes, un front démocratique et social sera sans efficacité pratique demain. Il faut bien comprendre ce qu'est la réalité sociale de ce pays aujourd'hui, ce qui m'amène à penser comme notre camarade Le Bail sur son analyse des réactions et du comportement des masses françaises. Nous assistons, c'est vrai, à une véritable démission des élites bourgeoises, à une véritable démission des élites capitalistes, mais hélas nous devons reconnaître qu'en même temps que se produit cette démission, nous n'avons pas assisté à la promotion ouvrière nécessaire qui nous aurait permis de faire la substitution.
C'est aujourd'hui que le problème des substitutions se pose. Nous sommes dans une phase de transition. Il serait faux de parler de régime capitaliste libéral, en analysant la situation actuelle, elle n'est plus celle du capitalisme libéral. Elle n'est pas davantage celle du Socialisme et rien ne prédit que ce sera fatalement le Socialisme qui succédera à cette ère de transition. Il n'y aura de Socialisme à la suite de cette transition que dans la mesure où il y aura une capacité et une compétence ouvrière pour faire la transposition. Or, c'est dans une période de transition comme celle que nous traversons que les difficultés tactiques d'un Parti comme le nôtre sont plus redoutables.
Une lutte de classe aujourd'hui, si vous vouliez la définir, une lutte de classe entre une bourgeoisie qui démissionne et une classe ouvrière qui n'est pas capable encore d'assurer la gestion de ses entreprises, à quoi aboutirait-elle, sinon à un certain chaos social ?
Il faut bien réfléchir actuellement. Nous engageons une lutte qui sera serrée, qui sera décisive et il faut tenir compte des armes qui sont à notre disposition pour agir. Or, l'expérience concrète vécue à travers la législation existante sur l'usage même des lois sociales les plus avancées, nous a démontré que, souvent, le législateur était en avance par la pensée sur le comportement général des masses, même celles qui étaient le plus favorables ou qui semblaient être le plus favorables.
Nous avons assisté, il faut bien le dire aussi, à une véritable crise du syndicalisme français qui s'est dissous dans un corporatisme de plus en plus revendicatif et étroit sans essayer d'élargir sa revendication à l'échelon même de ce qui était la raison d'être d'un syndicalisme, c'est-à-dire à la hauteur de l'intérêt général.
Nous avons vu se décomposer progressivement des forces pénétrées et travaillées par les staliniens qui n'ont aucun intérêt à un redressement

économique dans les circonstances présentes et qui spéculent sur la décomposition progressive de notre société pour, demain, mieux pouvoir l'asservir. Nous savons tout cela. Alors, allons-nous engager une opération de l'envergure de celle que nous tentons sur des positions confuses ?
Je voudrais vous dire, camarades, ma pensée sur ce point. Une lutte de classes de cette nature serait une lutte de classes stérile et elle se retournerait rapidement contre les travailleurs eux-mêmes, car qu'on le veuille ou non, il y a une réalité française de base qu'il ne faut jamais oublier. Si ce pays n'était pas construit sur la démagogie, sur la démagogie dans laquelle nous avons notre part aussi de responsabilités il faut le dire, on aborderait la solution des problèmes avec un autre langage et un autre état d'esprit. On promet tout ! Oh toutes les revendications, on les satisfera ! Mais on oublie l'essentiel, c'est la structure même économique de ce pays qui ne permet pas de les satisfaire.
Un front démocratique et social, demain, se trouvera placé devant une situation très difficile. Il aura à apporter des solutions non pas dans un délai éloigné, mais dans une situation immédiate et directe.
Que dira-t-il ? Alors là, voyez-vous, il faut bien savoir ce que nous voulons. Voulons-nous faire un mouvement d'opposition dans le pays, un mouvement d'opposition supplémentaire en espérant qu'une consultation électorale se précipitant ou arrivant à terme nous sera favorable pour qu'en 1956 nous puissions faire une expérience parlementaire d'un type différent de celle que nous vivons ?
Ou au contraire, voulons-nous que cette tentative soit l'occasion de définir, compte tenu de la réalité française, le compromis social, c'est-à-dire le contrat social nécessaire sur lequel pourraient se grouper les forces vives de la nation intéressées à la permanence et au maintien du système ?
Alors, il faudra suivre cette position dans ses conséquences logiques. Ce sera une prise de responsabilités directes et il ne faudra pas ensuite essayer de s'évader lorsque les difficultés se présenteront sur le chemin, sous prétexte qu'il est plus facile de condamner les difficultés que de les résoudre.
Il y a un comportement idéologique à bien définir au départ, pour qu'il n'y ait pas de surprise pour personne. Je vais examiner quelques-uns des problèmes qui seront les pierres d'achoppement de l'action d'un tel front démocratique et social.
Tout d'abord, vous le sentez bien, le premier problème qui sera posé sera le problème de l'autorité de l'Etat lui-même.
Allons-nous nous opposer à une réorganisation des forces exécutives ? Notre ami Depreux, ce matin, a déjà en quel que sorte répondu à cette question. Nous y avions répondu différemment lors du débat parlementaire, mais enfin, est-ce que véritablement aujourd'hui, le problème de l'autorité de l'Etat, posé sur de nouvelles bases, est de nature à faire échec à une tentative comme celle que nous voulons entreprendre ?
En vérité, il n'est pas dans mon esprit de confondre l'autorité de l'Etat, telle que nous l'envisageons, avec les réformes institutionnelles que nos adversaires nous proposent. Nous sentons bien - et ce sera en quelque sorte presque le thème central de ma pensée - que nous arriverons nécessairement, toutes les fois que

nous poserons des problèmes concrets, à poser les réformes de structure nécessaires. Il est évident qu'aujourd'hui, l'Etat ne jouit plus de l'autorité nécessaire pour assurer son rôle social et que l'analyse du rôle de l'Etat n'est pas absolument celle que certains marxistes avaient prévue au 19ème siècle, mais alors, l'autorité de l'Etat, nous serons obligés de la poser dans des termes suffisamment nets pour permettre l'expérience d'un front démocratique et social capable d'agir et de vaincre les résistances de tous les techniciens, de tous les grands administrateurs, de toutes les grandes directions ministérielles, comme aussi de toute la technocratie qui s'installe de plus en plus dans l'économie française et qui paralyse au fond et en réalité tous les efforts tentés pour une meilleure redistribution du revenu national. Après avoir abordé le problème de l'autorité de l'Etat, nous serons amenés à poser le problème de la distribution du revenu national dans ce pays. Il faudra bien entendu - comme le disait Ramadier - chercher les termes clairs pour le dire. Il ne faudra pas l'exprimer en termes techniques mais néanmoins, c'est bien le problème d'une redistribution du revenu national qui est posé aujourd'hui dans ce pays. Je ne veux pas vous imposer des chiffres statistiques, mais il est bien évident que de 1938 à 1952, la part du revenu national a complètement été frustrée aux travailleurs et aux salariés, puisqu'elle est tombée de 45% en 1938 à 31% en 1952, alors que pendant la même période, la part des profits industriels passait de 29% en 1938 à 52% en 1952.

La répartition de ce revenu national, comment l'opérer ? Le Parlement est dessaisi, pour sa plus grande part, d'initiative en matière de salaires. Il ne peut agir que sur le salaire minimum interprofessionnel garanti, ceci à la demande des organisations syndicales elles-mêmes. Il n'a pas été possible de conclure depuis la loi sur la liberté rendue aux salaires, les conventions collectives sur lesquelles on avait appuyé l'expérience du monde ouvrier à cette époque.

Mais il s'agit de dire aussi s'il existe actuellement une injustice sociale flagrante, en ce qui concerne les salaires ; il faut que nous trouvions des moyens qui permettent d'associer d'une manière concrète les travailleurs aux résultats de l'entreprise. Or, Camarades, je vous mets en garde contre une propagande très habilement conduite, qui dit quelquefois dans des propositions de lois qui émanent de groupes adversaires : faisons participer les ouvriers aux bénéfices des entreprises.

Il n'y a pas de notion plus facile à truquer que le bénéfice d'une entreprise et dire que l'on intéressera demain les ouvriers au bénéfice des entreprises, c'est les préparer à une déception certaine, car ils n'ont aucun contrôle sur l'établissement des dits bénéfices. Comme on l'a dit aujourd'hui, la part réservée aux frais généraux, aux investissements inutiles, est telle que la notion de bénéfice se trouve réduite et que, par là même, la participation ouvrière au résultat de l'effort est insignifiante.

Je crois qu'il faudra que nous allions plus loin chercher des éléments facilement contrôlables - ne serait-ce que la masse globale du chiffre d'affaires de l'entreprise, plus facilement contrôlable par les travailleurs eux-mêmes - trouver les moyens mathématiques et techniques qui sont à l'étude actuellement à notre

Commission d'études pour que, véritablement, tout accroissement du chiffre d'affaires d'une entreprise qui traduit nécessairement une augmentation de bénéfice de l'entreprise, se traduise aussi par une participation accrue des salariés à la vie de cette entreprise.
Réformes de structure : Nous allons très loin dans les réformes de structure. Si un front démocratique et social doit se dégager, il doit précisément se dégager essentiellement sur les réformes de structure nécessaires.
Voyez-vous, quand on regarde de près les situations créées, on s'aperçoit qu'au fond, actuellement, le monde ouvrier a engagé une très grande bataille, mais une très grande bataille qui agit très peu sur la société humaine dans laquelle il vit. Je ne veux pas faire de très longues digressions sur ce point, mais si je vous disais, par exemple, que dans les charges de la sécurité sociale qui pèsent sur le budget général, il y a non seulement ce que l'on a déjà dit les 153 milliards qui pèsent sur le revenu national et qui sont les conséquences de l'alcoolisme, mais je voudrais aller plus loin : Est-ce que l'on a mesuré, par exemple, dans une société moderne du 20ème siècle, les charges sociales qui pèsent dans ce pays simplement par le fait de l'avortement pour ne prendre qu'un exemple, charges sociales qui constituent à mon avis une des menaces les plus graves pour la santé publique du pays. Qu'attendons-nous ? Qu'attendons-nous, au fond, aujourd'hui, pour essayer d'établir des relations humaines dans nos sociétés qui soient en concordance avec les situations des sociétés britannique ou américaine sur ces points, évitant ainsi une charge au trésor et les pertes de mères que vous connaissez tous les ans ?
Nous pourrions détailler à l'infini un tel programme pour vous dire que nous pourrions intéresser les masses aujourd'hui non seulement sur les problèmes du logement qui ont été traités par mon ami Chochoy, non seulement sur les problèmes de la vie et de la nourriture, non seulement sur les problèmes de l'habillement - il n'y a pas de société plus féodale que la société française aujourd'hui y compris dans son goût et dans sa manière de s'habiller - parce qu'en fait, la société est construite pour une petite minorité de Français qui disposent des belles coupes, alors que la grande majorité en est exclue uniquement en fonction des prix. Il y a une véritable démocratisation du goût de la France à faire. Un journaliste américain signalait une chose que je ne veux pas manquer de vous livrer à cette tribune : Les Français ne se distinguent pas seulement par leurs catégories sociales, par leur habitat, par la manière de s'habiller, mais ils arrivent à se distinguer même par leur odeur, ce qui est au fond, de la part d'un étranger qui analyse notre société une critique fondamentale, car les sociétés modernes d'aujourd'hui donnent à leurs citoyens des conditions d'existence telles que ces différences ne peuvent plus subsister. C'est un effort à tenter pour essayer de refaire un regroupement sur une base valable, capable de réformer les structures sociales et capable de donner un intérêt à l'effort que nous entreprenons.

Le président - Veux-tu conclure ?

Léon Boutbien - Camarades, je remercie le Président de faire respecter la discipline du Congrès d'une manière très stricte. Il a raison.

Le président - Je le fais pour tous.

Léon Boutbien - Je le souhaite, mais enfin, je ne l'ai pas constaté cette après-midi de la même manière. C'est pour cela que je m'étonne que tu m'interrompes pour une minute, mais cela ne fait rien.
Camarades, nous aurons d'autres problèmes faciles à résoudre et des problèmes sur lesquels un front démocratique et social ne pourra pas être muet, ce sont les problèmes intéressant la sécurité du pays, c'est-à-dire ses budgets militaires. Il n'est pas possible de se soustraire aux nécessités de la sécurité d'un pays quand on se prétend un front démocratique et social capable d'assurer l'avenir de la nation. Là, il faudra bien se mettre d'accord entre nous. S'il est exact qu'il y a des économies possibles dans les budgets militaires français actuels, il ne faut pas oublier que : Ou bien ces économies pour être rentables exigeront des délais très longs avant de porter leurs fruits et cela supposera des réformes de structure de l'armée française elle-même, mais cela n'est pas possible car on ne peut espérer un résultat immédiat ; ou bien, on fera des amputations systématiques des budgets militaires, sans que pour autant, ces amputations militaires se traduisent par des bénéfices réels, mais qui risquent de compromettre tout l'engagement international du pays. Là encore, le front démocratique et social devra se prononcer.
En vérité - et je ne veux pas abuser du temps de parole - toutes ces observations montrent qu'il faudra bien dire ce qu'est le front démocratique et social : soit un mouvement d'opposition de caractère essentiellement revendicatif pour essayer de créer un rassemblement supplémentaire dans le pays avec le sort réservé aujourd'hui au rassemblement, soit au contraire un effort pour essayer de dégager le contenu d'un nouveau contrat social sur lequel nous pourrons nous retrouver avec des hommes qui, nécessairement, ne pensent pas comme nous, sans y perdre notre autonomie et sans y perdre notre originalité de pensée, mais simplement pour répondre au grand malaise français, au grand malaise français qui risque de nous entraîner tous dans sa décomposition, aussi bien les Socialistes que les autres. Je pense, pour ma part, que c'est la définition d'un tel contrat social que nous pourrions, en quelque sorte, dégager de nos débats d'aujourd'hui ; ce serait la morale de nos débats ; je crois que le pays nous comprendrait et je pense que nous serions restés ainsi conséquents avec nous-mêmes, dans le cadre d'une organisation para Socialiste nécessaire, à savoir sauver à la fois la République et ses institutions, tout en assurant le bonheur de ses enfants.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mireille Osmin. Elle renonce. Je la remercie.
La parole est à Jean-Raymond Guyon. Il renonce. Je le remercie également.
La parole est à Leenhardt.

Collection Jean Jaurès

Francis Leenhardt

Camarades, je voudrais brièvement évoquer le problème du front économique et social en posant quelques questions, mais auparavant, je ne peux m'empêcher de faire une parenthèse sur un problème que j'aurais déjà voulu poser devant le Congrès, l'an dernier ; à ce moment-là, la controverse sur l'armée européenne était si vive que je ne pouvais pas troubler l'attention du Congrès sur un problème aussi différent que celui posé par l'instabilité ministérielle.

Je voudrais simplement sur ce sujet - qui, je l'ai constaté, préoccupe beaucoup d'orateurs, notamment Depreux, Philip et d'autres, préoccupe le Parti Socialiste en entier qui ne peut rester indifférent aux lacunes de notre système gouvernemental qui compromettent l'efficacité de la République - je voudrais simplement rappeler combien Léon Blum a attaché d'importance à ces problèmes qu'il a longuement débattus d'abord dans son livre "La réforme gouvernementale", puis plus tard du fond de la prison de Riom, dans son livre "A l'échelle humaine".

Je pense qu'un parti comme le nôtre, qui a consenti notamment dans la dernière législature tant de sacrifices à la défense de la République, doit se préoccuper (lorsqu'un danger se manifeste pour les institutions, lorsqu'on mesure un discrédit aussi grand que celui qui, dans le pays, et notamment parmi les masses qui ne s'intéressent pas à la politique, est enregistré dans les institutions à l'heure actuelle) doit se préoccuper d'agir ; ce ne serait pas la peine que le Parti Socialiste ait été à la libération l'animateur d'une rénovation de nos institutions, pour paraître aujourd'hui indifférent.

Je voudrais d'abord rappeler que nous avions, suivant les idées de Léon Blum lorsque nous avons fait la Constitution de 1947, dénoncé les abus de la question de confiance et son usage excessif. Nous trouvons à cet égard dans "la réforme gouvernementale" de Léon Blum des analyses extrêmement fortes sur les inconvénients qu'il y a, et surtout sur ce qu'il y a d'illogique à voir poser la question de confiance à propos de tout, de la moindre formule, de la moindre disposition fiscale ou législative.

Léon Blum avait dénoncé ce faux point d'honneur que les gouvernements placent dans la question de confiance et il avait montré que, dans la plupart des cas, les points qui donnaient lieu à rupture entre le gouvernement et l'assemblée n'intéressaient en rien la politique générale du gouvernement.

"Cet usage - écrivait-il - absurde autant que déplorable, permet précisément ces coups de surprise, ces majorités de 'raccroc' ; un gouvernement qui renoncerait à se servir de cette arme de la question de confiance, qui renoncerait au point d'honneur de la question de confiance, qui cesserait de l'exploiter comme un moyen de pression et de contrainte vis-à-vis de la Chambre - car il est illégitime et, dans le fond, inconstitutionnel de placer la Chambre devant l'alternative d'ouvrir une crise dont elle ne veut pas, ou de subir une mesure dont elle ne veut pas davantage - ce gouvernement écrivait Léon Blum, ferait plus pour la santé morale et pour rétablir la stabilité politique que le Figaro, le Temps, et Monsieur Tardieu, Monsieur Doumergue et leurs réformes."

Il concluait en disant, dans des termes extrêmement nets que je crois utile de placer à nouveau dans ce débat :
"Je persiste à penser que l'usage et l'abus de la question de confiance devrait être exclu de notre système parlementaire ; je suis convaincu que cette réforme n'agirait guère moins efficacement sur la santé morale du régime que sur sa stabilité ministérielle".
Le second point des idées de Léon Blum - ce sera ma conclusion sur ce sujet et je fermerai là ma parenthèse - c'est qu'il est allé plus loin lorsqu'il a repensé la question dans sa prison de Riom. Il a dit que le système gouvernemental français avait de telles lacunes qu'il importait, au moment de refaire une constitution, de penser à apporter de profondes corrections, inspirées des constitutions suisse et américaine.
"La démocratie - écrivait-il - n'est pas nécessairement le parlementarisme, puisqu'un très grand pays et une très petite république, les Etats-Unis et la Confédération Helvétique, pratiquent depuis leur fondation des régimes qui ne sont pas le parlementarisme, la souveraineté du peuple n'y étant pas incarnée et absorbée par les assemblées parlementaires."
Notez cette phrase qui est également très claire, sur la recherche que Léon Blum croyait devoir faire dans ce sens : "Nous nous orienterons utilement en suivant les exemples de la Suisse et de l'Amérique".
Je ne voulais que poser cette question, car je souhaiterais que le Comité directeur et le groupe parlementaire ne donnent pas l'impression au pays de se désintéresser des lacunes qui apportent tant de discrédit aux institutions et éloignent notamment les jeunes qui ne peuvent pas comprendre, n'étant pas habitués à ces luttes et à cette instabilité ministérielle, que ce régime continue ses variations vers les extrêmes.
Je voudrais simplement que le problème fût posé. Je pense qu'on ne peut faire aucun emprunt à la constitution américaine qui nomme au suffrage à peu près universel un président de la République, chose qui n'est pas concevable dans notre pays ; par contre, en Suisse, le chef du gouvernement est élu pour deux ans. Je pense que si nous suivions les suggestions de Léon Blum qui aboutiraient à écarter la question de confiance et si l'on envisageait dans le pays une solution de remplacement totalement différente de ce système actuel qui apparaît usé et qui finit par livrer le pouvoir à l'influence des intérêts corporatifs - nous ne pouvons pas, nous Socialistes, nous désintéresser de l'efficacité du pouvoir sans laquelle nous ne pouvons pas concevoir la réalisation du Socialisme - je pense donc qu'un système qui écarterait cette question de confiance dont on constate qu'elle aboutit rarement à faire adopter par l'assemblée des dispositions dont elle ne veut pas, la rupture fréquente du gouvernement en est la preuve, et qui politise les débats en y mêlant des questions sordides de distribution de portefeuilles ministériels, je pense, dis-je, qu'un système qui écarterait cette question de confiance aboutirait à de meilleurs résultats.
La solution sur laquelle je voudrais que nous nous arrêtions serait celle de la ligne de la pensée de Léon Blum qui ferait un emprunt à la constitution suisse. On pourrait parfaitement concevoir que ce soit l'assemblée et non le Président de

la République qui fasse la désignation. Nous connaissons les résultats de ce système que nous avions combattu à la Commission de la constitution, de ce système de désignation du Président du Conseil par le Président de la République et d'investiture ensuite. Je pense qu'un président du Conseil qui serait élu pour un an, jugé sur pièces au bout d'un an, créerait un système parfaitement valable. Voyez-vous, il y a plus de gens que vous ne le croyez dans le pays qui s'étonnent de voir -comme nous - qu'on nomme un maire pour 6 ans, un secrétaire général de parti pour 1 an, alors que le chef du gouvernement qui, lui, pratiquement, est plus important, ne demeure au gouvernement souvent que quelques mois. Il y a là une situation dont le Parti, à mon avis, ne peut se désintéresser.

La question du front démocratique et social que j'aborde maintenant m'amène à faire des réflexions sur trois points :

- sur le titre,
- sur le but que l'on se propose,
- sur le programme.

Sur le titre, j'avoue que je me range volontiers à l'observation faite par Marceau Pivert cet après-midi. Je ne pense pas que le mot "social" soit suffisant pour nous, ait une résonance assez heureuse. Il est maintenant fréquent dans la bouche de tous les réactionnaires.

Par contre, je pense que ce qu'il serait intéressant d'introduire dans le titre, c'est le mot de "gauche", la notion de "gauche". S'il y a un effort utile à faire dans le pays, c'est de chercher à recréer la mystique de la Gauche.

Il y a des femmes, il y a des jeunes qui ne savent, qui ne connaissent plus la division traditionnelle du pays entre droite et gauche. Nous aurions donc le plus grand profit à restaurer ces notions, en montrant comment la Droite et la Gauche se partagent sur chacun des grands domaines de la pensée politique.

Sur le but, je suis frappé que tant d'orateurs qui se sont succédé à cette tribune, n'aient pas cherché à le définir plus clairement, ce but. Au fond, c'est extrêmement simple : Ou bien c'est un regain de participation, ou bien c'est un regain d'opposition. Il faut que le Congrès, à mon avis, réponde en clair à cette question : Le but est-il de participer à bref délai à l'assemblée actuelle ? Le but est-il au contraire de secouer, en quelque sorte, le pays et de le mobiliser pour les prochaines élections ?

Suivant la réponse faite à cette question, on sera conduit soit à adoucir le programme si on a la pensée de participer bientôt, soit à le durcir si, véritablement, on veut, à un programme audacieux, rallier des masses importantes dans le pays.

Pour ma part, je ne peux m'empêcher de porter sur l'assemblée actuelle, sur sa majorité, un jugement assez pessimiste. Je suis frappé de voir que les manifestations du MRP en matière sociale sont essentiellement velléitaires. Nous avons vu d'ailleurs dès le début de la législature que les préoccupations confessionnelles l'emportaient sur les préoccupations sociales. Du côté des radicaux, il n'y a aucun doute qu'ils ont évolué dans un sens très modéré et qu'ils sont côte à côte avec les indépendants en matière économique Ils sont, dans

l'ensemble, foncièrement hostiles à l'intervention de l'Etat, sans laquelle on ne peut espérer aucune expansion de l'économie et aucune redistribution du pouvoir national. Quant à la fraction de l'ex-RPF, l'URAS, on trouve, en cherchant bien, une petite minorité sociale mais je pense que nous aurions l'occasion, si nous cherchions à faire un fort sur le plan parlementaire, de mesurer - comme nous l'avons fait lors de nos tentatives pour constituer une troisième fore - que si nous pouvons nous associer avec les radicaux, avec le MRP pour la défense de la liberté, par contre nous sommes à peu près les seuls à vouloir réellement combattre l'injustice sociale. Je n'en veux pour preuve que l'effort que le groupe Socialiste a fait en matière de réforme fiscale par le dépôt d'un important projet, auquel nos techniciens travaillaient depuis plusieurs années. Nous rencontrons une indifférence et le plus souvent une hostilité du côté des MRP, du côté des radicaux, à tout effort pour faire reculer la part des impôts indirects, des taxes cachées dans les prix ; nous voulons, au contraire, faire un effort pour prendre l'argent là où il est, pour renforcer la fiscalité directe, percevant sur les gros revenus et sur les fortunes les prélèvements qui s'imposent.

Je pense que c'est là la pierre de touche dans ce domaine, la plus efficace pour arriver à une redistribution du revenu national. Nous nous heurtons à une incompréhension totale de la part des radicaux et du MRP. Je crains donc que, sur le plan parlementaire, le front démocratique et populaire ne soit qu'un intermède, juste le temps de faire un redressement financier, à grand renfort de mesures impopulaires ou juste le temps de briser le courant très favorable que nous enregistrons à l'heure actuelle dans le pays, pour un regroupement de la Gauche.

J'aborde le dernier point : Celui du programme. Je suis assez surpris, pour ma part, que dans la motion du front démocratique et social de Jaquet et quelques-uns de nos camarades, on envisage de prendre comme base de ce regroupement de la Gauche le programme électoral du Parti Socialiste de 1951, non point que ce programme n'ait été très remarquable à l'époque, mais depuis deux ans, les gouvernements réactionnaires ont passé - deux ans de souffrances très lourdes pour la classe ouvrière - et il n'est pas possible de ne pas prendre avec un ton nouveau, une présentation nouvelle et des solutions complémentaires, les solutions qui s'imposent pour faire face à la situation nouvelle. Je pense que Ramadier avait raison de souligner cet après-midi qu'en somme, nous avons toutes les idées qu'il faut pour résoudre les problèmes, mais que ce qu'il manque à l'heure actuelle, c'est de trouver les accents qui sont nécessaires pour que nous soyons compris de couches beaucoup plus larges de la population. La recherche de la plate-forme, en quelque sorte, ne doit pas être raillée - mon cher Gazier, à cet égard, je crois que tu as tort de railler ceux qui se préoccupent d'une présentation immédiate du programme - même s'ils n'indiquent rien dans ce sens, ils indiquent tout de même une direction et je crois que cela est mieux que de ne pas ressentir le besoin d'un effort très grand de présentation, un effort spectaculaire, un effort de publicité. En d'autres termes, il faut que nous tâchions d'apprendre à "vendre notre camelote", à la rendre intelligible pour des masses de gens qui ne s'intéressent pas à la politique, mais que nous pourrions entraîner,

si nous savions faire un "digest" de nos solutions et articuler sur quelques slogans notre propagande.
Je pense que notre part de propagande devrait s'articuler sur deux plans. Un plan critique d'abord. Je crois qu'il faudrait faire avec violence le bilan de la réaction, la démolition des faux slogans. Je diffère d'avis, à cet égard, sur la question des économies soulevée cette après-midi par Pineau. Je pense que le moment est venu de prendre position carrément contre les économies sur les services de l'Etat, contre toutes ces économies qui sont faites sans plan et sans transfert ; je voudrais rappeler à cet égard une phrase que l'on trouve sous la plume d'un des dirigeants de la Reserve Bank des Etats-Unis, M. Rosa : "Une concession que pourrait faire un gouvernement français avisé, serait de mettre un terme à son effort de réduction des dépenses de personnel. Un quart à peine du total du budget régulier est, en toute hypothèse, consacré aux salaires et traitements des fonctionnaires et près de la moitié de cette part se rapporte aux soldes militaires."
Eh bien, je pense qu'il nous appartient de révéler comme le faisait il y a quelques jours Combat, la part minime que représentent les dépenses de fonctionnement de l'Etat, et de dénoncer cette propagande mensongère et ces slogans démagogiques lancés par les indépendants, en particulier, qui font aboutir à la paralysie de services utiles dans bien des cas. Donc, sur le plan critique, une violente dénonciation des privilèges. En un mot, il s'agirait de nourrir et de cristalliser une protestation qui est, en quelque sorte, dans le pays, mais dont beaucoup d'orateurs ont eu raison de dire cette après-midi qu'elle peut s'amplifier jusqu'à la colère sociale et jusqu'à l'explosion.
Sur le plan offensif - et non plus sur le plan critique - je crois que nous devons grouper toutes nos propositions sous l'angle de la redistribution du pouvoir d'achat. Je crois qu'il faut mettre l'accent sur quelques mesures essentielles seulement, tant sur le plan de la redistribution du pouvoir d'achat que sur la réforme fiscale. A cet égard, le Parti pourrait trouver une audience très grande dans le pays s'il utilisait la plate-forme de l'injustice fiscale.
Sur le plan de l'échelle mobile, je suis absolument convaincu qu'il faudrait entamer maintenant une bataille pour la révision de ce projet ; cette révision serait très facile à rendre sensible à l'opinion publique, puisque l'indice des 2 articles a perdu tout contact avec la réalité du coût de la vie ; il faudrait prendre position pour un décrochage et souhaiter que, dorénavant, la courbe des prix soit suivie à l'échelon départemental par des Commissions spécialement créées à cet effet. On assisterait alors à une émulation des préfets mettant un point d'honneur à lutter sur le plan départemental contre la hausse des prix. Ces préfets se verraient pratiquement disqualifiés lorsqu'ils n'auraient pas su prendre les mesures nécessaires pour la défense du niveau des prix.
Je pense que la seconde réforme que l'on pourrait apporter à la loi, ce serait d'abaisser ce seuil que nous avions fixé à 5% pour le déclenchement du réajustement, car il a fini par constituer une obsession qui a conduit les gouvernements jusqu'à la paralysie, la hausse de 5% constituant, lorsqu'elle est non plus départementale mais générale, un choc psychologique inflationniste. Je

suis convaincu qu'en même temps que nous ferions la départementalisation du jeu de l'échelle mobile, nous agirions utilement en abaissant ce seuil de moitié ou jusqu'à 2%, car alors on n'enregistrerait plus que des fluctuations peu sensibles et le jeu de l'échelle mobile serait fidèle, sans avoir de répercussions psychologiques dans le domaine inflationniste.

En matière d'investissements, je crois qu'il faudrait aller plus loin encore que ce qu'a proposé Pineau. Nous avons introduit dans le projet Socialiste de réforme fiscale des dispositions pour que, véritablement, on recherche les sommes nécessaires pour les investissements, par exemple comme on l'a fait en Allemagne, par l'octroi de véritables actions ou obligations aux sociétés qui ont payé un impôt supplémentaire pour permettre des investissements dans certaines industries. Autrement dit, ne plus donner de crédits sans contrepartie. Il n'est pas douteux que si l'Etat, qui a prêté des centaines de milliards à la sidérurgie, l'avait fait non pas sans garanties et pour être remboursé plus tard en monnaie dépréciée, mais en exigeant en échange des actions, aujourd'hui, nous ne serions pas loin de constater que la sidérurgie est nationalisée. Il n'y a pas de raison que l'Etat prête sans contrepartie. A cet égard, les Italiens - qui ne parlent pas de nationalisations - sont allés déjà très loin dans le domaine des participations de l'Etat dans les entreprises privées.

Je m'arrête à la demande du président, vigilant, en signalant seulement qu'il faudrait, dans le domaine des prix, une véritable action de purge, notamment à cause de ces marges d'auto financement excessif, de ces marges de distribution, de droits de douane excessifs.

Un autre point me paraît capital à comprendre dans le programme, c'est l'assurance contre le chômage car il n'y aura pas de sécurité sociale aussi longtemps que ce risque-là ne sera pas mieux couvert qu'il ne l'est aujourd'hui. Si en Allemagne occidentale, il n'y a pas d'allocations familiales, par contre il y a une excellente assurance pour 3 ou 4%, contre le chômage, et à cet égard, nous sommes très en retard.

Je termine en disant qu'il faut prendre garde dans ce rassemblement au fait que la ligne de partage soit clairement tracée ; cette ligne de partage, je la vois essentiellement sur le rôle que l'Etat a à jouer, dans l'économie. Lorsque nous dénonçons l'immobilisme - et nous l'avons fait avec profit et justesse pendant la dernière campagne électorale - nous devons en même temps dire que cet immobilisme c'est la caractéristique même du régime libéral, l'immobilisme, c'est le libéralisme, et il y a un effort très grand à faire pour rééduquer la population qui a été entraînée par la démagogie libérale, pour lui faire comprendre la nécessité de l'intervention de l'Etat et pour lui faire comprendre, dans le domaine concret que Chochoy évoquait cette après-midi, que s'il n'y a pas de crédits pour les petits logements et les logements modestes, c'est parce qu'on donne beaucoup de crédits disponibles pour les logements de gens fortunés. Une discrimination s'impose et la méthode Socialiste est liée dans le domaine économique au choix à faire, qu'il s'agisse d'importations, qu'il s'agisse de crédits, qu'il s'agisse d'investissements, au choix à faire en fonction de

l'intérêt collectif, tandis que, dans le régime libéral, tous les choix sont faits pratiquement en fonction du jeu du profit et dé l'intérêt particuliers.
J'ajoute un dernier point qui sera sans doute évoqué demain. Je crois que tout effort pour le succès d'un front démocratique et social dans le pays serait illusoire si, en matière de politique extérieure, nous ne répondions pas au souci de réorganisation, au souci très fort qui se manifeste dans le pays, à la fois pour une plus grande indépendance nationale et pour des négociations dans le sens réclamé par Churchill. A cet égard, je souhaite que notre position se distingue davantage de celle du gouvernement ; ainsi que Guy Mollet l'indiquait dans son interview du 16 juin à Franc Tireur, le gouvernement français comme le gouvernement des Etats-Unis manifestent une répugnance à ces négociations ; cette répugnance aux négociations doit être l'élément le plus éloigné de notre esprit.
Ma conclusion, c'est que le Parti doit prendre conscience de ses chances. D'une part, la population est en train de réapprendre ce que c'est que la réaction et le libéralisme. D'autre part, la légende du paradis soviétique est en train de s'effondrer. Il y a donc d'immenses possibilités, à condition que nous sachions faire un choix d'une plateforme simple, spectaculaire, et que nous ne laissions pas au Parti Communiste ou à M. Pinay le soin de la recherche des slogans et des procédés élémentaires de propagande. Faisons donc un effort de présentation et prenons conscience aussi du degré d'injustice sociale et d'injustice fiscale auquel nous sommes parvenus. Il y a une masse de braves gens qui sont fatigués d'entendre parler de redressement financier et de lutte contre l'inflation ; il y a 30 ans qu'on en parle et ce n'est pas avec cela que nous pouvons les gagner à notre cause. Il faut leur faire comprendre que nous sommes conscients. Il y a, même dans la situation financière où nous sommes, une redistribution possible du revenu national. Le champ est immense. J'espère que le Congrès sera d'accord pour estimer qu'il y a mieux à faire qu'à regarder du côté d'une participation ministérielle éphémère dans l'assemblée actuelle, participation qui compromettrait le reflux vers nous de tous ceux qui étaient allés chercher l'espérance vers les hommes providentiels ou les candidats sauveurs ou vers les staliniens. Ce reflux peut être possible si nous savons, en voyant plus loin et en nous réservant pour une bataille devant le pays, si nous savons nous qualifier pour regrouper les forces de 1914 et pour être les interprètes de la protestation sociale qui monte.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je remercie notre Camarade Bernard André, de la fédération de la Somme, qui a renoncé à la parole.
Le dernier orateur inscrit est notre Camarade Tranche ; est-il présent ?
Comme il n'est pas là, je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Je m'excuse de ne pas y renoncer !

Camarades, avant d'aborder le problème de fond, je voudrais répondre à quelques-uns des arguments sur lesquels il ne semble pas qu'il y ait unanimité dans le Congrès :
- Tout d'abord, un argument posé par quelques camarades sur l'émotion qu'aurait suscitée la présence de leur motion !
Je veux dire immédiatement à Robert Lacoste, ou plus exactement lui répéter, et avec la même amitié, aussi sincèrement que je l'ai fait il y a trois ou quatre jours, qu'à aucun moment, aucun camarade, moi y compris, n'a émis le moindre doute sur ses intentions quand il a rédigé sa motion.
Il avait le droit, il avait même à mon avis le devoir, de faire connaître au Parti sa position et, dans une certaine mesure, ses craintes, et même quand il rappelle qu'à d'autres moments, à d'autres périodes de la vie du Parti il y a eu des motions avec des titres aussi sévères, il a raison. Ce genre de controverses dans le Parti est loin d'être malsain, je crois même que ces controverses sont nécessaires à la vie du Parti.
Où il a encore beaucoup plus raison, c'est quand il a dénoncé l'utilisation malhonnête faite de sa motion par une presse dont il a dit qu'elle était avide de manchettes sensationnelles, et j'espère que le camarade présent qui, par ses confidences et ses indiscrétions, a rendu cette utilisation possible aura apprécié comme moi la justesse et la sévérité du propos de Robert Lacoste. (Applaudissements)
Sur le même sujet, je m'étais promis et j'avais promis a Arthur Combe (?) de lui dire que je m'étonnais beaucoup de le voir, lui, signer un document aussi sévère sur la crise du Parti, la baisse des effectifs ou la perte de voix SFIO aux dernières élections législatives. J'y renonce, je n'insiste pas puisque, dans son intervention, Arthur Combe s'est borné, sur ces questions, à des considérations générales et n'a pas prétendu nous faire bénéficier de son expérience personnelle !
(Applaudissements)
Mais, toujours avant d'aborder le fond, je voudrais en venir à plusieurs des arguments employés par Lacoste et Ramadier.
Lacoste a cherché les raisons de la perte temporaire d'audience de notre Parti et s'est demandé s'il n'y avait pas une crise de l'action Socialiste.
Je ne le crois pas. J'ai déjà dit hier ce qu'il fallait penser de nos effectifs et de nos résultats sur le plan électoral.
Je crois qu'en réalité, l'opinion a réagi à notre égard pour deux motifs.
Le premier : Elle a fait peser sur nous aussi une partie de la déception consécutive aux espoirs trop grands qui avaient été créés dans les lendemains de la libération ;
Le second : Elle a été lente, l'opinion publique, a comprendre la politique défensive que les événements nous ont amenés à poursuivre pendant un certain temps.
Vous savez, camarades, même les défaites les plus cruelles, quand on les évite, elles sont toujours moins connues et moins payantes que les plus petites victoires, quand on les remporte. C'est l'histoire du monde ! Les guerres que la

SDN a pu éviter, de 1918 à 1939, ne sont pas entrées dans l'histoire et on ne s'est même pas rendu compte des services que la SDN avait alors rendus !
Ramadier a beaucoup insisté sur la nécessité de slogans très simples, de thèmes peu nombreux, frappants et clairs, d'images. Bien sûr, mais après Gazier, je demanderai lesquels ?
Quand il s'agissait de revendications, en 1936, avec un autre Front et que l'on disait : "Les 40 heures", "Les congés payés", c'était simple et c'était clair. Que peut-on aujourd'hui proposer dans cet ordre d'idées ? S'il s'agissait de reprendre les formules comme : le pain, la paix, la liberté, il faudrait bien, aujourd'hui comme hier, mettre un programme précis et, par là même, un programme compliqué, derrière ces mots.
Le pain...! Comment ?
La paix...! Laquelle, et comment ? Nous en parlerons assez longuement demain.
La liberté...! Contre quelle menace et par quelle méthode ?
Vous avouerai-je que j'ai un peu peur des mots et que je pense que le pays a besoin d'apprécier les actes pour juger.
Oh, certes, je suis d'accord que nous recherchions la plus grande simplicité possible dans nos formules, dans nos slogans, mais je crois que le plus grand risque que pourrait courir le Parti, ce serait, avec des slogans faciles, de soulever des enthousiasmes et des espoirs que les faits viendraient ensuite démentir et décevoir.
Enfin, Ramadier, Le Bail - Le Bail qui, par ailleurs, dans sa remarquable intervention, a étudié d'autres points sur lesquels je me propose de revenir - Pivert aussi, ont étudié le problème de l'action gouvernementale du Parti.
Un Parti doit être au gouvernement, ou chercher à y venir, nous a dit Ramadier.
Pas d'opposition permanente, qui dispense de l'action, a demandé Le Bail,
D'accord, mais je ferai mienne la réponse de Le Bail lui-même : pas de participation systématique qui mène au "ministérialisme". Et j'ajouterai : le Parti ne doit pas chercher à être "au" gouvernement, il doit tendre à être "le" gouvernement, et quand il doit se contenter de participer au gouvernement, ce doit être toujours dans un but précis, sur un programme préétabli, clair, et pas dans la confusion.
Et c'est cette notion de confusion qui m'amène à l'actualité.
Je voudrais faire un bref historique de ce qui s'est déroulé depuis notre dernier Congrès national, sur le plan intérieur.
Je ne vais pas refaire la critique que nous avons tous faite et que certains ont fait mieux que je ne saurais le faire, de la criminelle action du gouvernement Pinay.
L'action de ce gouvernement, qui n'a pas su utiliser la baisse mondiale et qui a raté probablement pour la France la plus grande occasion qui s'offrait à notre pays.
De Pinay on est passé à Mayer ; ça n'a rien changé, puis la crise.
Le premier rappelé a été le Secrétaire général du Parti, et je vais répondre à la question posée par Ramadier et un autre camarade dans le débat d'hier : "Pourquoi ne suis-je pas allé jusqu'à l'investiture ?"

Fondation Jean Jaurès

Je dois dire que je me suis posé la question et que même j'avais posé la question la veille, en prévision d'une éventuelle invitation, à quelques camarades, et nous sommes tous tombés d'accord pour peser avantages et inconvénients.
Avantages ? Il y en a un de certain, c'eut pu faciliter la propagande, on aurait pu, à cette occasion-là, essayer de créer nous-mêmes, autour de notre programme, ce choc que l'on a connu quelques semaines après sur le nom de Mendès-France.
Mais les inconvénients...? Il n'y a aucun doute qu'avec la composition actuelle du parlement, le programme en question eut apparu immédiatement, et eut été considéré dans toute la presse, comme un simple panneau électoral, et qu'alors on se trouvait amené, soit à rendre plus difficile pour l'avenir la constitution du Front démocratique et social dont j'ai parlé dans ma déclaration à la sortie, soit encore, sous la pression qu'on ne manque pas de subir dans ces journées-là, d'essayer d'atténuer assez un programme à la recherche des 314 voix, c'est-à-dire de compromettre définitivement cette fois les chances du Front démocratique et social.
C'est pour cette raison-là que je n'ai pas accepté.
Puis, ce fut Diethelm, puis Paul Reynaud.
Un mot seulement : Paul Reynaud a mis l'accent sur le problème constitutionnel, sur l'instabilité gouvernementale.
Là-dessus, des choses excellentes ont été dites aujourd'hui, je n'y reviens pas longuement, par Philip, Depreux et, il y a un instant, par Leenhardt.
Seulement, je coudrais bien que, tout de même, dans le Parti, tout en s'associant à toutes les réformes nécessaires, on ne se laisse pas aller soi-même à des illusions et qu'on n'entraîne pas d'illusions dans le pays.
La meilleure des réformes constitutionnelles ne résoudra pas le problème et la meilleure constitution ne remplacera jamais une majorité, un programme et des hommes dans la majorité décidés à faire appliquer ce programme.
Il faudra le dire au pays et ne pas créer l'illusion.
Puis, ce fut Mendès-France.
Je ne veux pas répéter longuement ; dans sa déclaration qui avait un certain caractère, qui par de nombreux côtés était susceptible de nous plaire, il avait en particulier donné des satisfactions aux Socialistes sur des problèmes comme ceux de l'Indochine, de la Tunisie, et il y avait aussi dans sa déclaration une certaine tonalité sur le plan social, telle qu'une majorité très importante du groupe parlementaire et du Comité directeur réunis décidèrent de voter en faveur de l'investiture.
Nous étions quelques-uns, et j'étais de ceux-là, il vaut mieux le dire tout haut que de le répéter tout bas, qui, au contraire, n'étions pas favorables à cela parce que nous craignons que l'investiture ne put être votée et que, du fait qu'il n'y avait pas eu un programme préétabli, alors même que le programme qu'il développait ne nous donnait pas satisfaction sur tous les points mais que nous aurions pu nous en contenter, s'il avait pu réussir, par exemple, sur le problème d'Indochine, alors que le problème préétabli n'avait pas été soumis à des groupes et à des hommes, nous craignons que, même avec la meilleure volonté du monde, il ne fut prisonnier des 70 ou 80 hommes nécessaires dans la chambre

actuelle pour faire une majorité dite de centre gauche et qu'alors, très vite, sans avoir les satisfactions promises, nous nous trouvions porter la responsabilité, ou même pire, être associés à des mesures immédiates sur le plan financier, sur le plan social, qui n'auraient pas manqué, dans un avenir proche, de dresser une partie de la classe ouvrière contre nous-mêmes.
C'était là notre crainte et elle s'est révélée vaine puisqu'il a suffit que Mendès-France ait pu prendre un parti, ce qui nous plaisait et était assez courageux, pour prendre sur l'Indochine et sur la Tunisie, des positions conformes aux nôtres pour qu'immédiatement la Droite le balaye, et n'allez pas garder l'illusion qu'avec 13 voix de plus il eut été investi ! S'il y en avait eu 13 de plus, il y en aurait eu 14 de moins de l'autre côté.
Mais, il s'est produit qu'à cette occasion-là le pays a réagi et que nous avons eu là l'occasion de nous rendre compte qu'il y avait vraiment dans le pays un appel pour une politique nouvelle, assez confusément, sans qu'il soit entré, comme nous voulions le faire, nous, dans le détail du programme, mais simplement la volonté d'une autre politique que ce manque de politique qu'il y a depuis deux ans. Puis ce fut Bidault, je passe, André Marie aussi, puis cette convocation des classiques, des ex-présidents, et notre ami Ramadier regrettait ce matin - il n'a pas été le seul, quelques autres camarades nous avaient fait la même observation - que le départ des trois Socialistes à cette réunion ait suivi de vraiment trop près leur arrivée ; camarades, nous avions eu une réunion commune du groupe et du Comité directeur réunis et je dois dire quelle avait été ma première réaction, c'était de me demander et demander au groupe et au CD réunis si l'idée même d'aller à cette réunion était susceptible d'être envisagée par nous.
En effet, voyons ! Est-ce que nous devions rencontrer là des hommes comme Paul Reynaud, comme Pinay, comme Barrachin, comme Diethelm, comme Chastelin ? Et, en allant à la réunion avec comme objectif d'établir un programme commun, est-ce que nous n'allions pas donner au pays l'impression qu'il était concevable qu'on puisse mettre en commun un programme entre ces hommes là et nous ?
Cependant, nous n'avons pas voulu refuser, mais nous avons dès le soir même pris un communiqué en disant dans quelles conditions nous y allions, en disant qu'en tout état de cause, nous savions bien que l'union nationale n'est qu'un mot qui sert à cacher et à couvrir, à dissimuler les oppositions réelles, et nous en avons fait la démonstration : Nous sommes arrivés le lendemain matin avec un programme Socialiste ! Il tient en trois quarts d'une page dactylographiée. Cela a été de nouveau la plus grande confusion. Pendant une heure, on a évité de nous répondre jusqu'au moment où Charles Lussy a trouvé cette formule très heureuse : "On a maintenant entendu quelques vagues réponses, mais on a surtout remarqué les silences, voudriez-vous, Messieurs, les uns après les autres, nous dire si vous êtes d'accord ?". Et alors, il est apparu évident, au bout de vingt minutes de réponses individuelles, que le désaccord le plus total s'affirmait. On a bien cherché à couvrir cela de la formule suivante : "écoutez, c'est une motion, eh bien, nous la prenons en considération", et devant nos sourires, il y a un homme de bonne volonté qui a ajouté "et même avec préjugé favorable", ce qui

m'a permis de répondre que le jour où un chef de gouvernement viendrait à la tribune prendre cela comme avant programme, nous prendrions sa déclaration en considération, et même, vraisemblablement, bénéficierait-il du préjugé favorable !
Mais c'est tout ! Ayant constaté l'impossibilité de faire quelque chose en commun, nous partions, et c'est alors qu'il a été le plus évident ce que vous a dit tout à l'heure Gazier, et ce que je souhaite ne pas voir oublier par le Congrès, à savoir que pendant un mois et demi le groupe Socialiste à l'Assemblée nationale et le Comité directeur réunis ont subi de tous les côtés la pression la plus extravagante, soit pour nous faire entrer dans une majorité de confusion, soit au besoin même pour aller jusqu'à l'union nationale.
Enfin, ce fut les deux tentatives - l'avant-dernière et la dernière - de Pinay. Ce n'est pas fini. Je le dis comme je le pense : Pinay a été renversé un mois et demi trop tôt en janvier dernier ; il a gardé encore un certain crédit dans une fraction de l'opinion publique, car il peut bénéficier de ceci que ce n'est pas lui qui a été appelé à boucher les trous qu'il avait creusés.
Il faut que nous fassions très attention : La partie fasciste de l'opinion publique, celle dont des journaux, si j'ose appeler cela journal, comme Rivarol et Aspects de la France, se font les interprètes, cette partie-là est en train de chercher de faire autour du nom de Pinay exactement la même manoeuvre que nous avons connue à d'autres époques, et d'opposer sur le nom de Pinay le pays réel, comme ils l'appellent, au pays légal.
Nous aurons à en reparler probablement plus tard.
Puis, ce fut l'expérience Laniel. Je n'ai qu'un mot à en dire, simplement parce que vous entendrez parler de cela dans nos fédérations : il y a un journal qui a éprouvé le besoin de raconter, entre guillemets, une conversation que j'aurais eue avec le Président de la République. Ce journal n'est pas le journal d'un adversaire, c'est la Nouvelle République de Bordeaux. Je crois même savoir que son correspondant parisien est considéré comme un ami, je le félicite d'ailleurs, car je ne sais où il pouvait être caché, où il se cache d'habitude dans les bureaux de l'Elysée, mais pour entendre une conversation entre le Président de la République et la personne qu'il reçoit, c'est vraiment un informateur bien informé ! Il n'y a qu'un malheur, c'est que c'est faux ! Ce qui n'empêche pas que l'Humanité, bien sûr, en publie partout les photocopies et qu'on y annonce que ce serait moi qui aurais suggéré la candidature de M. Laniel au Président de la République. A cela, vous opposerez le simple démenti suivant : c'est que je n'ai pas été appelé chez le Président de la République qu'en dehors du jour où j'ai été invité à prendre la charge de constituer le gouvernement et ce ne pouvait pas, évidemment, être à cette date-là et d'une fois où je m'y suis rendu avec une délégation du Parti Socialiste, composée de Charles Lussy, d'Alex Bouverd (?) et moi-même.
Cette mise au point est uniquement faite pour vous permettre de démentir une petite saleté de plus de la presse dite Communiste. Et maintenant, il nous faut donc être très nets contre la réaction, contre l'union nationale, plus encore contre la confusion, et je rejoins Leenhardt dans le danger qu'il y aurait à laisser

confondre notre volonté de Front démocratique et social avec une petite manoeuvre parlementaire pour nous ramener à la participation dans la confusion.
Contre tout cela, il faut répondre à l'appel du pays, car il y a appel du pays, Augustin Laurent le disait cet après-midi, il avait raison, il y a appel dans le pays pour quelque chose de neuf et cela peut se concrétiser autour du Front démocratique et social, mais avant de vous parler de ce front, je voudrais faire une très rapide analyse de ce que je crois être la situation dans le pays.
Le Parti Communiste, je suis profondément convaincu - et tout ce que nous avons comme information de partout le confirme - est actuellement très troublé, les dirigeants eux-mêmes sont quelquefois sans consigne et, ce qui est plus grave, ils en sont arrivés à la période où, quand ils ont une consigne, ils attendent le contre ordre, car ils ne savent plus exactement qui dirige là-bas !
Ce qui est le plus sérieux que l'attitude éventuelle des dirigeants Communistes - car demain ils peuvent recevoir des ordres - c'est l'attitude de l'électeur Communiste, ou du militant de base Communiste. Déjà l'an dernier, une revue bourgeoise "Réalités" avait publié une sorte d'étude, un sondage bien fait, avec des références, le nom des personnes, qui avaient été interrogées sur ce qui se passe dans la masse communiste. On n'attendait pas que ces gens-là aient manifesté leur désapprobation du Parti Communiste. Non ! Mais sur des questions précises, quand on leur demandait ensuite s'il y avait des choses qui ne leur plaisaient pas dans la vie du Parti Communiste, un pourcentage important, près de 60% des électeurs répondaient qu'ils en avaient assez de voir les dirigeants du Parti Communiste mettre inlassablement l'accent sur la nécessité de copier l'URSS, d'obéir à l'URSS. Des électeurs Communistes en ont assez de cela !
C'était déjà vrai l'an dernier. Que pensez-vous que cela puisse être cette année ?
Est-ce que vous croyez que cela a été sans répercussion dans les rangs de la masse communisante, l'affaire des assassins en blouse blanche ? Cela a eu beaucoup plus d'échos que vous ne le croyez ! Est-ce que cela a été sans répercussion les hésitations à la disparition de Staline qui continuent d'ailleurs quant à la succession ? Est-ce que vous croyez que c'est sans répercussion dans la masse ouvrière, les tragiques incidents de Berlin-Est ? C'est beaucoup plus important qu'on ne le croit. Il y a, à l'heure actuelle, un profond trouble chez eux et nous avons le droit de nous demander combien ils sont ceux qui en ont assez, ceux qui, en particulier, souffrent de l'isolement du Parti Communiste ou dit Communiste de la nation, de l'inefficacité qui provient de cet isolement et qui sont tous prêts, le jour où un front à gauche se sera constitué pour faire quelque chose, à le rejoindre ?
Voilà mon avis quant aux staliniens et, à côté d'eux, aux Communistes qui les suivent, puis certains républicains radicaux. Ah ! Ils sont nombreux aussi à être troublés et à se demander ce que les événements leur réservent ! Dans le MRP et dans certaines organisations comme le MRP, vous savez bien que le trouble est profond. Bien sûr il y a une certaine hypocrisie parlementaire, mais il y a eu un congrès MRP à Paris, voici moins de deux mois, et les militants traduisaient, sur

le plan social, des aspirations que leurs dirigeants ont trahies, mais des aspirations qui rejoignent pas mal les nôtres.
A droite, et même probablement dans ce qui était la Droite, surtout à cause de l'éclatement du RPF il y a un certain nombre d'hommes qui commencent à prendre conscience seulement, parce que patriotes, du fait que la politique réactionnaire met la patrie en danger, dans la mesure même où elle éloigne d'elle les travailleurs exploités.
Si bien qu'il y a, dans l'ensemble du pays - c'est vrai - une volonté des organisations politiques : Faites le tour des organisations syndicales et vous y trouverez exactement les mêmes préoccupations ; c'est vrai des organisations syndicales ouvrières, c'est vrai des organisations syndicales agricoles et voulez-vous vous demander combien c'est plus vrai encore en dehors des organisations, pour tous les inorganisés, pour les plus de 55% d'ouvriers qui n'appartiennent à aucune syndicale ouvrière, pour tous les vieux qui ne sont nulle part : Demandez-vous combien ils sont à l'heure actuelle, dans le pays, qui attendent ?
Je viens de le dire en gros. Voyons tout de même quelles sont les organisations auxquelles il faut faire des offres, c'est le premier problème : A des organisations dans le pays ou à des organisations dans le Parlement ?
En ce qui me concerne, je réponds sans ambages : "Dans le pays".
1°) parce que pour réussir, il faut un appui, un appel populaire,
2°) parce qu'au Parlement, il faut tenir compte de la composition actuelle et que s'il n'y a pas au préalable un programme appuyé par des organisations dans le pays, voulu par l'ensemble du pays, alors, vous n'avez pas, avec une nouvelle assemblée ou avec celle-là, une majorité parlementaire pour l'appliquer, surtout avec celle-ci ! Vous vous retrouverez toujours devant le même problème où, pour faire une majorité dite de gauche, il faudra l'appui de 70 ou 80 hommes étiquetés à droite et qui imposeront à toute majorité de faire la politique de ces 80 avec le chantage permanent d'hommes qui savent que c'est eux qui font l'appoint pour la majorité.
Alors, j'ai dit dans le pays. Ce n'est qu'ensuite que les répercussions au Parlement pourraient se faire sentir. Avant ou après les élections ? Nous travaillons pour 1956, si nous allons jusqu'en 1956 ! Nous travaillons pour les élections anticipées si elles se révèlent nécessaires avant, et le Parti doit dire en clair, qu'il est loin de les craindre.
Nous travaillons enfin pour le cas où cette assemblée n'accepterait pas de se dissoudre, mais où 70 à 80 hommes accepteraient, soit la corde au cou, soit simplement parce qu'ils reconnaîtraient que nous avons raison, de s'associer à un programme qui aurait été établi pour sortir le pays de la situation dans laquelle il est.
A quelles organisations précises maintenant ?
Le Parti Communiste et CGT-FO ? Je réponds : "Non, ils s'évincent d'eux-mêmes". Il suffit de poser une question préalable ou des questions préalables.
Si le Parti en est d'accord, nous reprendrons au compte du Parti les questions que la fédération du Nord, la fédération Socialiste du Nord, posait à la fédération

Communiste du Nord, lors de l'élection de Victor Provo, auxquelles nous ajouterons quelques autres questions d'actualité.
Nous dirons simplement aux Communistes, aux staliniens : "Si vous acceptez de dénoncer le parti unique, si vous acceptez de dénoncer l'inféodation automatique à l'URSS et à sa politique extérieure, si vous acceptez de dénoncer, comme des assassins de la classe ouvrière, les Russes et les crypto qui ont tué les travailleurs de Berlin-Est" ? Alors, la discussion deviendra possible, sinon, c'est exclu d'avance.
Seulement, si nous mettons un programme du front démocratique et social sur pied, avec d'autres organisations et si un jour, sur le plan local, ou section locale de la CGT, voire des Communistes qui sentiraient que les staliniens ont tort, et si ceux-ci se mettaient à dire qu'ils sont d'accord avec ce programme, qui serait assez fou pour dire "Non" ?
Unité d'action sur ces bases, mais bravo ! La main tendue sur ces bases ? Mais oui ! Il y a assez longtemps que l'on a dupé la classe ouvrière en utilisant son goût de l'unité, sur des programmes préétablis par elle. Il faudra bien, cette fois, qu'une partie des troupes Communistes, dans la mesure où elles sont honnêtement et sincèrement Communistes, lâchent les chefs staliniens qui la trahissent !
(Applaudissements)
Mais alors, si ce n'est pas avec ces deux organisations centrales, avec toutes les autres syndicales, syndicale ouvrière et syndicale paysanne, culturelle, mutualiste, coopérative, politique enfin, vous pensez aux difficultés que cela va présenter. Certains pensent plus précisément à des problèmes très précis, comme le problème laïc, d'autres au refus possible de telle ou telle organisation, mais qui vous a dit que ce serait facile ? Qui vous dit a priori que les dirigeants des organisations en question n'ont pas, à l'heure actuelle, autant que nous, conscience de l'immense appel du pays ?
Soyons clairs, il faut que chacun se le dise, la volonté du pays est certaine. Le front démocratique est une nécessité. Eh bien, il se fera. Il se fera avec le Parti Socialiste si d'autres nous comprennent, il se fera autour du Parti Socialiste si d'autres ne pouvaient pas nous comprendre !
Il se fera, camarades, avec les travailleurs Socialistes, avec toutes "les petites gens" fatigués de l'exploitation actuelle. Il se fera avec les démocrates trompés, contre les fascistes affairés ou camouflés. Il se fera avec les travailleurs Communistes exploités et trompés, contre leurs chefs staliniens et exploiteurs. Il se fera, il se fera surtout sur quel programme et à quelles fins ?
Le programme de Pineau, complété avec les observations de Chochoy, celles de Gazier, peuvent servir très vite de base solide, mais ceci, nous allons l'étudier dans une Commission des résolutions et je n'ai ni la prétention, ni la possibilité d'ajouter à ce qui vous a été dit tellement excellemment par ces trois camarades.
Ce que je veux dire, c'est qu'au-delà du programme, il nous faut voir autre chose : Le programme, c'est l'action immédiate ; au-delà du programme, il faut prévoir des objectifs. Il ne faut pas savoir seulement ce que nous allons demander de faire dans les huit jours ; il faut savoir pourquoi et pour aller où on veut le faire.

Fondation Jean Jaurès

Eh bien, Le Bail l'a très bien dit. Ce ne doit pas être pour gérer les affaires de la société capitaliste. La bourgeoisie française doit savoir à quoi s'en tenir à l'heure qu'il est. Le front démocratique et social doit avoir comme premier objectif de faire disparaître ces privilèges. D'ailleurs, qu'ils ne s'y trompent pas, les bourgeois ! Leurs privilèges, ils les perdront et ils les perdront en même temps que la liberté, peut-être même courent-ils le risque de perdre la vie ! Leur seule chance de préserver leur liberté, c'est de savoir faire les sacrifices nécessaires, volontairement ou non, de leurs actuels privilèges. Ce doit être cela, l'objectif du front.
Mais soyons francs aussi à l'égard de nos propres amis, soyons francs aussi à l'égard des travailleurs de ce pays.
Nous n'allons pas faire comme programme à long terme du front démocratique et social la somme de toutes les revendications présentées par les différents organismes dont nous venons de parler. Nous n'allons pas faire de démagogie car là, on tuerait tout ; il ne faut pas tout promettre ; il ne faut promettre que ce qui est possible car je voudrais évoquer pour conclure, l'un des problèmes essentiels et peut-être les moins compris d'une fraction de la classe ouvrière et des démocrates de ce pays.
En supposant, camarades, que nous soyons à l'heure actuelle en France en économie Socialiste, en supposant que nous ayons réussi à satisfaire tout le monde, à faire disparaître tous les privilèges, en supposant que nous ayons abattu tous les bénéfices clandestins, qu'en un mot, nous ayons fait disparaître la plus-value capitaliste, étant données nos charges actuelles, nous ne serions alors pas en mesure de satisfaire quand même vraiment tout le monde, vraiment toutes les demandes et il nous faudrait, dans ces demandes, faire les options nécessaires. C'est vrai pour tous les pays qui sont en train d'essayer de construire le Socialisme chez eux. Il ne faut pas laisser croire au peuple de notre pays que même les Socialistes au pouvoir, avec un gouvernement Socialiste, une majorité Socialiste, sont en mesure de satisfaire tout, et d'assurer les besoins de tous. Pas encore. Mais il y a une chose qu'il est possible de faire. Il y a une chose que le pays attend, c'est de mettre fin le plus rapidement possible à ce qui heurte le plus le pays : l'injustice et l'insécurité qui sont les deux maux actuels dont souffre le pays et que le front démocratique et social, avec votre volonté, saura faire disparaître !
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, la séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
45ème congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 1953

Séance du Samedi 4 juillet (matinée)

Fondation Jean Jaurès

Pierre Commin - Camarades, je vous rappelle que, pour la séance de ce matin, le Bureau sera composé de la façon suivante :
Président : Augustin Laurent
Assesseurs : Giraud (Vaucluse), Mileau (Aude), Marthe Rivereau (Vienne), Simbron (Loire-Inférieure), Rançon (Belfort).
Ces camarades sont priés de venir au Bureau, immédiatement. Un certain nombre d'orateurs sont inscrits dans le débat de politique internationale. Je vais les appeler et leur demander de venir au Bureau. Nous allons essayer, comme nous l'avons fait hier matin, pour le débat de politique intérieure, d'organiser le débat.
Savary, Gouin, J. Moch, Jaquet, Boireau, Weitz, Hauriou, Bernheim, Renaudel, Naegelen, Philip, Weil Raynal, Verdier, Crouzet (Hérault), Lacoste, Max Lejeune, Jean Roger, Bidet, Defferre, M. Pivert, Germaine Picard Moch, Sylvandre, Notebart, Peyrassol, Comte, Muller, P.O. Lapie, Mauriac (Seine), Metayer, Le Bail, Leenhardt.
Je vais demander au Président d'insister pour que les camarades qui désirent prendre la parole s'inscrivent immédiatement, après quoi nous demanderons au Congrès de clore les inscriptions.

Le président (Augustin Laurent)

Je ne répète pas ce que vient de dire Commin. Les camarades qui désirent être ajoutés à la liste doivent tout de suite donner leur nom, après quoi nous commencerons notre travail.

Pierre Commin - C'est bien tout ? Alors je demande au président de mettre formellement la clôture des inscriptions aux voix, de manière à ce que cet après-midi nous n'ayons pas d'incidents avec des camarades qui, comme hier, n'étant pas là le matin, voulaient demander au Congrès de revenir sur sa décision.

Le président - Je mets la clôture aux voix, que ceux qui en sont partisans veuillent bien lever la main ?
…
Avis contraires ?
…
La clôture est prononcée.

(La séance est suspendue quelques minutes pour la répartition du temps de parole)

Messieurs, voulez-vous prendre place, la séance est reprise. La parole est à Savary.

Fondation Jean-Jaurès

Alain Savary

Camarades. Depuis notre dernier Congrès, un certain nombre d'événements internationaux importants se sont produits, et je pense qu'un Parti comme le nôtre se doit de les examiner rationnellement, sans passion, car la politique étrangère n'est pas un domaine figé, mais on doit adapter constamment ses positions aux événements et aux circonstances internationales.

A mon sens, la première série d'événements importants est ce que l'on a appelé la politique de détente soviétique, l'offensive de paix soviétique. Je n'énumérerai pas en détail les événements qui, depuis la mort de Staline, ont défrayé la chronique ; la presse en a fait état. Ce sont soit des événements d'ordre intérieur soviétique, le changement d'attitude à l'endroit des médecins, la reconnaissance que la justice était souvent arbitraire, soit des gestes internationaux, dont le plus important m'apparaît être l'évolution de la situation en Corée et les possibilités d'armistice dans cette guerre que les Nations Unies avaient entreprises pour mettre échec et fin à l'agression.

En effet, alors que les conversations se poursuivaient sans qu'il fût possible de parvenir à un accord, on doit constater qu'il y a eu des concessions importantes de la part des sino-coréens, et que sans le sabotage de Sygman Rhee l'accord sur le cessez-le-feu aurait été signé.

Je pense que le Parti doit se réjouir de voir la volonté des Nations Unies triompher et l'agression tenue en échec.

Ensuite, autre événement international important : C'est le discours des Communes des 11 et 12 mai de cette année dans lequel Winston Churchill a évoqué la possibilité et demandé la réunion d'une conférence à l'échelon le plus élevé et dans des conditions de nombre limité.

Quelle doit être, devant ces problèmes, l'attitude du Parti Socialiste ? D'abord, en ce qui concerne la politique soviétique, il est bien certain que nous ne pouvons faire preuve que d'une extrême prudence, mais reconnaître en même temps qu'il se passe quelque chose en URSS. Il serait tout aussi dangereux d'en tirer des conclusions hâtives que de le méconnaître. En effet, si la profonde méfiance éveillée par les violences et les menaces soviétiques depuis 1947 ne peut être modifiée que par des actes supprimant ces violences et ces menaces, il reste vrai que la tension internationale résulte aussi des craintes éprouvées par chacun des deux plans.

Notre analyse de la politique soviétique doit être objective et scientifique. Il n'est pas possible de traiter avec désinvolture des actes importants et de les baptiser immédiatement soit tactiques, soit changement fondamental. Nous ne pourrons parvenir à une conclusion qu'à la suite d'une étude détaillée et lorsque des mois auront passé qui nous auront permis de voir si ce changement est profond ou s'il est seulement temporaire ; mais il faut également avec cette prudence continuer notre effort défensif qui a une limite dans les capacités économiques de notre pays, et je pense quant à moi que l'effort militaire demandé à la France jusqu'à présent excède les forces de notre pays et qu'il y a lieu de le réviser.

En effet, le Parti a toujours rappelé que la justice sociale était également un élément de la défense nationale.

Enfin, tenir compte du désir de cette unité soviétique avec la volonté de concilier avec la liberté la sauvegarde de l'Europe.
La politique soviétique a toujours été inspirée depuis l'instauration de l'égide Communiste par la hantise d'une guerre et la hantise d'une occupation. Nous pouvons contester à l'heure actuelle la légitimité de cette préoccupation, mais, analysant la situation, nous ne pouvons pas nier que c'est un des éléments peut-être de l'attitude soviétique.
Si l'on analyse les raisons pour lesquelles la tension internationale est devenue ce qu'elle est, a entraîné la conclusion du Pacte atlantique d'abord et l'évocation du réarmement allemand, on doit considérer que cette tension internationale était due à trois faits principaux : 1°) la disparité des forces ; 2°) l'attitude agressive des pays d'inspiration soviétique, et 3° l'un et l'autre de ces facteurs s'inscrivaient dans une situation géographique elle-même dangereuse, en particulier en Allemagne.
D'abord, la disparité des forces. Il ne dépend pas de nous seuls qu'elles soient modifiées. Jusqu'à présent, les nations occidentales ont adopté la seule politique possible pour modifier cette disparité de forces, c'est-à-dire un réarmement de l'occident, mais il est bien certain que si cette politique était indispensable, ce n'est pas celle qui nous convient le mieux et nous préférerions que la disparité des forces soit modifiée par un désarmement général contrôlé et simultané.
Ensuite, cette disparité des forces était particulièrement dangereuse car les forces supérieures soviétiques étaient mises à la disposition d'une politique qui nous paraissait menaçante ; sur ce point, il apparaît que les soviets tendent à donner à l'apparence de leur politique une attitude beaucoup moins menaçante et je crois que l'on peut parler à juste titre, sur ce terrain, d'une certaine détente internationale.
Enfin, il y avait grave danger parce que disparité des forces et attitude menaçante s'inscrivaient sur le terrain dans une zone particulièrement dangereuse, je veux dire l'Allemagne. C'est en Allemagne en particulier que l'on a senti les risques soit d'une opération à la méthode coréenne, soit d'une attaque généralisée.
Nous pensons donc que les conversations doivent porter en premier lieu sur l'Allemagne, car elles pourraient permettre, par un accord sur le terrain le plus menaçant, de détendre réellement la situation internationale.
Comment converser ? Et c'est là que je rejoins la position de nombreux camarades qui souhaitent, qui demandent et qui même exigent la réunion d'une conférence à quatre. En effet, si l'on attend que la question soit réglée par des échanges de notes qui sont beaucoup plus destinées à la propagande intérieure qu'à une évolution réelle, si on laisse aux diplomates seuls et aux chancelleries le soin de régler des questions aussi importantes, nous risquons de nous trouver dans peu de temps sans avoir fait le moindre progrès. Seul un contact humain, seule une réunion entre les hommes responsables des pays intéressés peut permettre - je ne dis pas de résoudre la question immédiatement - mais de sonder les intentions et de savoir ce que réellement veulent les Russes.

Si nous pensons à une conférence internationale à quatre, il faut d'abord se mettre d'accord et savoir ce que nous voulons pour l'Allemagne, et également ce que veut l'Allemagne.
En effet, dans l'instant actuel, la coupure de l'Allemagne en deux est une source de menaces de guerre, une source de tension internationale.
Deuxième point, et je crois qu'on n'y insiste pas assez, le fait que l'Allemagne n'a pas de frontières fixées tant à l'est qu'à l'ouest est également un élément de tension internationale.
La question des frontières. Il est bien certain que l'état d'esprit dans des pays comme la Pologne et la Tchécoslovaquie serait bien différent si leurs frontières avec l'Allemagne étaient fixées et garanties par les grandes puissances internationales. Lorsqu'on entend les revendications des réfugiés allemands, lorsqu'on lit que la Tchécoslovaquie - dans la presse allemande - est un état factice, lorsqu'on entend à nouveau le langage tenu avant 1936, on peut soi-même être inquiet et l'on comprend que dans les pays satellites pourtant profondément anti-URSS, il y ait un sentiment de crainte également très vif vis à vis de l'Allemagne.
Je voudrais vous citer un témoignage qui est la résolution du Parti socialiste polonais et du Mouvement pour la liberté, indépendance et démocratie, qui rappelle que les territoires occidentaux sont habités par 6 millions de Polonais territoires occidentaux de la Pologne - et qui rappelle que l'excitation des sentiments nationalistes éveille chez les Allemands l'idée de la revanche.
Du côté polonais, on doit souligner en outre que la menace visant la seule compensation reçue par la Pologne quant à la destruction et au massacre de 6 millions de citoyens, ne peut être admise ; cela entraînerait de la part de l'occident la nécessité de formuler dans une déclaration nette la décision de maintenir la frontière polonaise existante déjà fixée sur l'Oder-Neisse.
Je ne prends pas position sur le point exact auquel doit être fixée la frontière, mais je pense que si l'on veut détacher en quelque sorte la Pologne et la Tchécoslovaquie de l'emprise soviétique, il est nécessaire de les rassurer dans leurs frontières. En effet, un des principaux liens qui unissent ces pays à la Russie c'est la crainte de l'Allemagne. Si par un nouvel accord de Locarno, l'ouest pouvait garantir les frontières actuelles de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, ces pays ne compteraient plus uniquement sur la Russie pour les protéger d'une guerre faite par l'Allemagne ; la Russie pourrait toujours leur inspirer une grande crainte, mais ils ne seraient plus attachés à Moscou que par la peur ; ils seraient plus attachés par la prudence et l'intérêt bien compris.
Egalement dans l'intérêt même de l'Allemagne, je pense qu'il faudrait fixer ses frontières ; l'Allemagne a toujours eu tendance à être un grand corps mouvant oscillant de l'est à l'ouest. Il faut lui supprimer cette tentation ; il faut stabiliser ce peuple, cette nation qui peut, qui doit être une grande nation pacifique ; il faut la stabiliser en lui fixant des limites et je pense que pour l'intérêt de la démocratie et pour l'intérêt de la paix on ne peut laisser perpétuellement cette question des frontières en suspens ; elle entretient l'agitation des réfugiés, elle excite la crainte des Russes, des Polonais et des Tchèques.

Ensuite, la question de la réunification et la question de l'intégration. Je crois, camarades, qu'il faut parler franc et qu'à la vérité, beaucoup plus que la question de l'armée européenne, c'est ce problème de réunification et d'intégration qui peut nous diviser et sur lequel doit avoir lieu la plus grande controverse.
Certains de nos camarades nous disent : "Intégrons d'abord, on pourra réunifier ensuite". Je pense quant à moi que les deux problèmes doivent être étudiés simultanément et qu'il serait très grave d'envisager une intégration hâtive ; je parle du domaine militaire, alors qu'il y a peut-être une possibilité de réunification.
Le Parti a toujours affirmé qu'il était pour la réunification de l'Allemagne. Il faut savoir s'il s'agit je ne dirai pas d'un vœu pieux, mais d'un coup de chapeau, ou si au contraire c'est le sentiment profond du Parti Socialiste pour des raisons démocratiques d'abord, pour des raisons de défense de la paix ensuite, de considérer que nous voulons que l'Allemagne soit réunifiée.
En effet, il y a lieu de considérer également quelle est la position des Socialistes des autres pays à cet endroit.
Que disent les Socialistes allemands ? Le parti socialiste, dans sa publication officielle d'avril 1953dit : "Une chose, en tous cas, est certaine : l'intégration de la République fédérale dans le système de la défense militaire de l'Occident aura pour effet inévitable l'approfondissement de la scission de l'Allemagne. La supposition que le réarmement de la République fédérale pourrait amener l'Union soviétique à se montrer plus disposée à des négociations représente, dans le meilleur cas, un espoir spéculatif, mais rien de plus. Il faut cependant s'attendre à ce qu'en réalité on aboutisse précisément à l'effet inverse ; donc celui qui accepte ces traités ne doit pas perdre de vue le risque qu'il court".
Et je dis, camarades, que les événements mêmes de Berlin, et non pas seulement de Berlin car il y a eu des révoltes dans l'Allemagne de l'est dans son ensemble, mais les événements de Berlin qui ont déjà été évoqués à cette tribune doivent rendre pour nous plus impérieux le souci de réaliser l'unité allemande.
En effet, non seulement il y a le devoir vis à vis de ces 20 millions d'Allemands occupés, mais il y a également le fait que cet état d'agitation risque de compliquer gravement les choses et risque de conduire peut-être à une nouvelle guerre mondiale.
Le point de vue des Britanniques à cet endroit, en répondant à l'appel de Winston Churchill pour la conférence à quatre, M. Atlee disait : "Il est essentiel qu'en traitant le problème de l'Allemagne nous continuions de le traiter dans une position forte en construisant nos forces NATO, mais d'autre part en examinant très largement ce problème je pense que c'est une erreur de suggérer qu'une Allemagne unifiée soit automatiquement membre du NATO.
Les Russes seront amenés à y objecter, exactement comme nous objecterions si l'on suggérait que l'Allemagne de l'est doit automatiquement devenir un satellite de l'empire russe.
Nous avons posé certaines conditions au réarmement allemand ; elles ont trait à la contribution que l'Allemagne de l'ouest pourrait apporter à notre défense

commune ; mais si l'Allemagne est réunifiée et a un gouvernement, ce gouvernement aura à décider ce qu'il fera.
Et Atlee renvoyant l'exposé du détail de sa pensée à Mac Lee, je voudrais vous citer deux ou trois mots du discours de ce dernier.
Dans la situation actuelle, si nous nous asseyons sur le NATO et si par tous les moyens nous repoussons les discussions qui pourraient intervenir à la suite d'une initiative soviétique relative à l'Allemagne, alors bien entendu tous les gains de ces dernières années - en termes de compréhension démocratique et d'avance démocratique concertées - seront jetés par dessus bord en une nuit. Et d'autres conséquences suivront. Nous verrons malheureusement comme une conséquence de cette situation la renaissance de la force Communiste en France, les progrès Communistes en Allemagne, en Italie et dans les Balkans.
Que devons-nous faire ? Nous devons reprendre les contacts avec la Russie soviétique ; il n'y a qu'une condition dans laquelle une Allemagne unifiée peut être autorisée à renaître sans danger à la France, à la Grande-Bretagne, à l'opinion publique européenne, cette condition de base c'est le rétablissement d'une politique concertée des quatre puissances en ce qui concerne l'avenir de l'Allemagne."
Mac Lee ajoute plus loin : "Sans entente sur l'Allemagne, il n'y a pas d'équilibre en Europe possible".
Je crois que c'est là le point fondamental. Est-ce que nous espérons pouvoir régler la question allemande sans conversation avec les soviets, avant toute conversation avec les Soviets, ou si nous espérons au contraire que la paix durable ne ressortira que de nos conversations avec les soviets ?
Il est très facile de dire que ces conversations ne mèneront à rien, mais je pense qu'il y a le devoir d'essayer d'aller jusqu'au bout de la négociation, de voir ce que les soviets veulent, et ne pas à l'avance poser des conditions qui soient inacceptables et rendent impossible cette conversation que d'autres que nous, que des hommes aussi différents que Churchill et Atlee souhaitent profondément.
(Applaudissements)
Nous pensons certes, Socialistes français, que l'Allemagne a sa place dans l'Europe. Nous le pensons, mais je crois qu'il serait imprudent de dire que nous l'obligerons à entrer dans l'Europe. A la fois les traités signés, qu'ils soient de Bonn ou de Paris, prévoient qu'en cas de réunification de l'Allemagne, la question reste à reprendre entièrement ; en même temps l'opinion publique allemande a le droit de choisir sa direction.
Nous pensons qu'on n'a pas davantage le droit de lui imposer l'adhésion à l'Europe que de lui interdire l'adhésion à l'Europe - je veux dire dans les domaine économique, financier, culturel et social ; et si les Soviets posaient cette condition, je serais le premier à ne pas y souscrire.
Reste la question du réarmement de l'Allemagne. Il est bien certain que l'Allemagne ne restera pas sans aucune sorte de force armée ; mais alors je crois que l'on doit reprendre et fouiller l'idée de Winston Churchill d'un nouveau Locarno ; peut-être le terme est-il impropre, mais il est bien certain que si l'on

veut demander aux soviets de lâcher les 20 millions d'hommes qu'ils contrôlent et que ces 20 millions d'hommes iront immédiatement renforcer une coalition qu'ils considèrent dirigée contre eux, il n'y a aucun espoir d'aucune sorte que les soviets acceptent.
Donc, il faut chercher une solution par laquelle les quatre puissances garantiraient tout à la fois les frontières de l'Allemagne, en même temps son statut et en même temps ce serait une garantie contre toute renaissance en Allemagne d'un mouvement totalitaire ou militariste qui mettrait le feu au monde.
Cette idée de Locarno a été lancée par Churchill ; elle a été reprise par Carlo Schmidt (?) dans le bulletin du Parti Socialiste. Je ne veux pas vous en donner une lecture trop longue, mais Carlo Schmidt étudie en détail ce que pourraient être les Locarno, il les qualifie de "petits" ou de "grands" Locarno, et sa conclusion est la suivante : "Des traités de Locarno ne peuvent d'eux-mêmes mettre fin à la guerre froide, mais ils peuvent être un moyen approprié d'accélérer la préparation des intéressés a la terminer et d'assurer la durée aux solutions trouvées".
Je pense donc, camarades, qu'à l'endroit de l'Allemagne nous devons avoir une position nette ; nous voulons que l'Allemagne appartienne à l'Europe, mais nous voulons simultanément examiner le problème de la réunification, de l'intégration européenne et également de la paix, en tenant compte de la politique soviétique, car c'est bien avec les soviets qu'on fera la paix, ou plutôt qu'on risquera d'éviter la guerre.
Je voudrais vous dire un mot, camarades, de la construction européenne. D'autres plus qualifiés que moi la développeront ; il est certain que nous devons insister pour que l'édification de communautés restreintes à six participants n'entraîne pas le dépérissement de l'activité du Conseil de l'Europe ; toutes les nations européennes sont nécessaires : la Scandinavie, la Grande-Bretagne..., à l'édification de l'Europe telle que nous la concevons. S'il est impossible, pour certaines raisons, de construire ou de les amener à nos conceptions propres, que l'on développe toutes les communautés spécialisées et en particulier je souhaiterais que le Parti donnât une impulsion très vive à la conclusion du pool des transports qui ne devrait pas, un instant, présenter de difficultés particulières.
En ce qui concerne l'organisation politique, je crois que le Parti gagnerait à être mieux éclairé sur les quelques différences ou les opinions différentes qu'ont pu exprimer certains de nos camarades.
Quant à moi, j'approuve sans réserve la position du Secrétaire général du Parti et je fais, sur le projet de Strasbourg tel qu'il nous a été présenté - je ne dis pas d'ailleurs que c'est la position de Guy Mollet, j'exprime ma position propre - les plus extrêmes réserves, car il me parait ne pas tenir compte des conditions réelles de la situation européenne et je crains qu'à vouloir faire dans un délai trop bref non pas une Europe de communautés européennes, mais un état unitaire européen nous n'allions au-devant de graves mécomptes et à l'inverse du but qu'on s'est fixé.

Je n'insiste pas davantage sur ce problème. Je pense que notre camarade Jaquet et Guy Mollet lui-même nous développeront notre pensée à ce sujet, mais je voudrais dire à nos camarades comme Jaquet qui se dévouent avec compétence et efficacité au service de l'Europe, que si dans une telle entreprise, il faut des guides, ces guides doivent de temps en temps se retourner pour voir si on les suit. C'est le souhait que j'exprimerai.

Et je voudrais lui dire aussi très amicalement que lorsque j'ai lu sa motion, j'ai cherché avec beaucoup d'attention des questions qui me paraissent importantes : la question de la Chine, la question de la Corée, la question de l'armistice ; et j'ai été assez étonné que d'éminents spécialistes de politique étrangère comme lui-même, comme André Philip, comme Gouin, comme Le Bail, aient pu rédiger un texte d'ensemble de politique étrangère sans parler de la Chine et sans parler de la Corée.

On a dit un jour : "Il n'y a plus de Pyrénées." Est-ce qu'aujourd'hui il n'y aurait plus de Chine ; est-ce qu'il n'y aurait plus de Corée ? Je le crois.

Jaquet sait très bien dans quelle amitié je le fais ; c'est tout de même un état d'esprit qui s'est trahi par cette motion. Qu'ils fassent l'Europe ! Certes, mais il y a aussi d'autres problèmes mondiaux et on ne doit pas sacrifier ces problèmes mondiaux à l'Europe. Il faut mener l'un et l'autre de pair.

Il faut mener l'un et l'autre de pair car les problèmes mondiaux ne peuvent être résolus et ne peuvent être traités sans l'intervention, sans la présence de la France. Les données, même militaires, actuelles l'indiquent ; la guerre d'Indochine, la participation de la France à l'expédition des Nations Unies en Corée, le problème de notre politique en général en Asie, le fait que dans le monde entier il y a de nombreuses nations qui attendent de connaître notre sentiment, font que nous ne pouvons pas délibérément renoncer à toute action, à toute intervention dans ces pays. Non pas dans un sens chauvin et nationaliste, mais parce que nous pensons que la France, dans la mesure où elle exprimera le sentiment du Parti, est la seule capable de travailler efficacement pour la paix, pour le désarmement général, simultané et contrôlé, et également pour l'arbitrage obligatoire.

Et si l'on définit une politique étrangère, je crois qu'on ne saurait assez insister sur le fait qu'il n'y a pas de politique étrangère possible quand le pays ne peut pas la soutenir par un équilibre gouvernemental, par une stabilité gouvernementale, par la définition de buts clairs et précis. Nous souhaitons davantage d'initiative dans la politique française. Nous souhaitons davantage de netteté. Tous souhaitons qu'à la fois le gouvernement Français et le Parti Socialiste développent au maximum ses liens avec la Grande Bretagne et avec le Labor Party. Il est certain que nous avons eu depuis quelques mois le sentiment que c'était la Grande-Bretagne qui exprimait le mieux et les appréhensions, et les espérances de l'Europe Occidentale ; et si je crois nécessaire et je pense indispensable que l'amitié avec les Etats-Unis ne soit altérée en rien, je ne crois pas qu'il faille que ces rapports puissent s'établir dans l'ambiguïté. Des affaires comme la question Rosenberg ont jeté le trouble, ont jeté de grandes difficultés dans les rapports entre l'Europe occidentale entière et les Etats-Unis. Je ne

reprendrai pas les critiques de Atlee à l'endroit de Mac Carthy et du système républicain américain ; mais je pense que dans l'instant, nos rapports avec les Etats-Unis doivent être revus de la même façon objective et de la même façon scientifique.
Il faut voir quelles sont les conséquences de la nomination de l'Amiral Radford (?) à l'état-major suprême ; il faut voir qu'à l'heure actuelle les hommes de Taft sont partout en place. Il n'y a pas de politique figée, pas plus aux Etats-Unis que dans nul autre pays ; et ce serait faire preuve d'imprévision que de penser que la politique des Etats-Unis est fixée ne varie pour les années à venir.
Je souhaite pour conclure que nous développions nos rapports avec les partis Socialistes. Je sais que ce n'est pas toujours facile, que bien souvent nos amis Socialistes britanniques sont trop insulaires, que l'internationalisme n'a pas le même sens qu'il a pour nous. Il faut - et le Secrétariat général et le Comité directeur ont déjà fait un effort dans ce sens - intensifier ce travail, intensifier cet effort.
Camarades, la France a encore un très grand rôle à jouer en politique étrangère : Elle seule peut le jouer. Une carence de la France met en péril la paix mondiale. De même, la politique française doit être inspirée et menée par les impératifs du Parti Socialiste, dans l'action que nous voulons, pour la France ; aucun autre pays ne peut remplir le rôle que sa situation géographique et son idéal démocratique lui réservent et lui imposent.
Hier, Augustin Laurent, dans la conclusion de son fort exposé, disait : "On hésite parfois de parler de redressement national et d'intérêt national". Je pense, camarades, que nous ne voulons pas hésiter, nous, et sur le plan national et sur le plan international, à demander un redressement car nous savons très bien dans quel esprit nous le faisons. Tous savons très bien que le Parti Socialiste ne verra triompher ses idées que si, dans le cadre de la France et dans le cadre de la politique étrangère mondiale, nos positions sont affirmées et triomphent. (Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Félix Gouin.

Félix Gouin

Camarades, l'incroyable et l'imprévu viennent de frapper à la porte de la vieille Europe ; et il serait tragique pour le Parti Socialiste de fermer les yeux devant la réalité mouvante qui, hier, courbait les peuples sous le vent de la désespérance et qui, aujourd'hui, semble leur ouvrir les vastes horizons d'un monde enfin délivré de la peur.
C'est là, évidemment, un très grand sujet de méditation n'est-il pas vrai ? Mais c'est aussi l'invitation pressante et obsédante même pour les Socialistes que nous sommes, d'analyser cela, d'interpréter et d'en comprendre la portée, et d'en tirer ensuite pour l'avenir les règles d'action nécessaires.
Tel est, camarades, le triple but, un peu ambitieux peut-être, que je me propose d'atteindre et dont les aspects divers gagneraient, je le crois, à être explorés à fond, par les nuances si multiples et si riches à la fois de la pensée Socialiste.

Analysons d'abord. En mars dernier s'est produit dans le monde oriental un événement infiniment lourd de conséquences : Staline, l'inspirateur et le créateur de la Russie moderne, l'authentique héritier de Pierre le Grand et de Catherine 2, a disparu de la scène mondiale. Il en était le cœur et l'âme depuis que Lénine avait glissé peu à peu de l'inconscience à la mort.

A ce moment, rappelons-nous, la Russie n'était encore qu'un magma, qu'une mosaïque informe de peuples divisés entre eux, encerclés de tous côtés par des nations hostiles à l'idéologie Communiste, suffisant péniblement à leurs besoins élémentaires.

Prodigieux renversement des choses : En l'espace de quelques décades, la Russie stalinienne est devenue un état fortement centralisé, doté d'une armée particulièrement redoutable, d'une industrie lourde extraordinairement puissante.

Cet immense quadrilatère n'est plus ouvert aujourd'hui à la voie de l'invasion et ses frontières sont solidement verrouillées par toute une série d'états vassaux qui sont attachés à la fortune et au destin de l'Union soviétique. Jamais la Russie n'a été aussi forte, jamais non plus, il faut le reconnaître, elle n'a été autant redoutée du monde libre qui n'a oublié ni les prédictions de Lénine proclamant sa foi dans la révolution mondiale, condition nécessaire, disait-il, de la survie de la révolution russe, ni les propos réalistes de Staline affirmant de façon cynique que les faibles ne comptaient pour rien dans l'univers tandis que seuls comptaient les forts.

Et cependant, malgré le formidable appareil de puissance que représente aujourd'hui l'URSS, au lendemain de la disparition de celui qui en fut l'inspirateur et le créateur, on note dans le comportement de ses successeurs comme une sorte de condamnation a posteriori des méthodes staliniennes.

Sur le plan intérieur, au pouvoir d'un seul, semble avoir succédé un pouvoir collégial. Dans le même temps, par la mise en liberté des grands médecins de Moscou, on a jeté une suspicion générale sur les grands procès politiques qui ont marqué les étapes successives de l'ascension de Staline vers le pouvoir absolu.

Les gestes de détente, depuis, ne se comptent plus ; pour la première fois depuis 1917, on a parlé d'amnistie, on a parlé des droits sacrés des citoyens russes, on a flétri les provocations policières, on a révoqué les gouvernants à poigne. On a entr'ouvert le rideau de fer non seulement pour les journalistes, non seulement pour les diplomates, mais encore, peut-être demain, pour la cohue de tous les touristes venus de l'univers.

Sur le plan extérieur, revirement non moins complet, non moins spectaculaire. On a repris les pourparlers de la Corée ; et malgré quelques incidents terminaux, cette fois nous avons l'impression qu'ils sont menés tambour battant. On desserre l'étau qui pesait sur les satellites ; on renoue les relations diplomatiques avec la Yougoslavie que l'on vouait hier aux gémonies. On apaise la Turquie qui avait été inquiétée par la politique revendicative de Moscou. On cajole l'Autriche. On libère enfin les soldats et les journalistes qui étaient prisonniers - et ils étaient nombreux - par raison d'Etat. On prône enfin à grand renfort de publicité la coexistence pacifique possible du monde Communiste et du monde capitaliste.

Tel est, camarades, je le crois, succinctement et rapidement brossé, l'étonnant tableau que depuis le mois de mars dernier, nous offre le déroulement quotidien de la vie soviétique. N'en doutons pas ; ces événements se sont succédés à une telle cadence, avec une telle continuité, qu'on ne peut pas mettre en doute qu'il s'agit là d'un plan très soigneusement médité, parfaitement coordonné et qui, si nous en croyons les précédents, sera poursuivi avec une rigueur implacable par ceux qui s'intitulent orgueilleusement les "lénino-marxistes".

L'analyse spectrale que je viens de tenter était évidemment facile. Il est infiniment plus malaisé d'interpréter et de comprendre, et cependant je crois que c'est là l'essentiel, si nous voulons en tirer les éléments d'action pour un proche avenir. Essayons, par conséquent, d'interpréter et de comprendre.

J'écarte d'abord du débat, camarades, deux interrogations qui, pour l'instant, me paraissent dénuées d'intérêt immédiat, tout au moins sur le plan pratique.

Est-ce que le changement de politique soviétique, peut-on se demander, est dû à certaines failles et à certains craquements qui se sont produits dans le système stalinien, ou bien sommes-nous en présence de l'abandon délibéré des thèses classiques de la dialectique bolchevique ?

Je dis qu'il n'y a pas de réponse pleinement satisfaisante à ces deux questions. Pour la première, la raison en est fort simple : il est très difficile de juger de la décomposition interne d'un régime lorsqu'on ne peut pas avoir avec lui aucun contact direct, aucun contact réel, aucun contact prolongé.

Quant à la deuxième question, elle est évidemment plus insoluble encore, car pour y répondre il faudrait d'abord savoir quel est ou quels sont les maîtres véritables de l'URSS, et nous n'en savons pas beaucoup là-dessus. Et ceux-ci connus, en admettant que cela puisse être connu, il conviendrait ensuite de posséder une connaissance très précise des convictions intimes de ceux qui sont les chefs.

C'est là, je m'empresse de vous le dire, un effort d'introspection ou de psychanalyse, pour employer un terme à la mode, dont le l'avoue je suis totalement incapable.

Mais, en fait, le vrai problème et à mon avis le seul débat, c'est uniquement de savoir si l'Union soviétique qui, très certainement - je le pense au fond de moi-même - ne renonce pas au mythe de la révolution mondiale, si l'Union soviétique est disposée, dans le moment présent - il faut être prudent avec elle - à utiliser la force pour faire chauffer plus vite les fers de la révolution.

Voilà la question. Nous avions pu penser hier, et j'indique tout de suite que j'ai été de ceux-là, que la politique de Staline nous acheminait inéluctablement vers l'apocalypse, vers une guerre nouvelle. On peut penser aujourd'hui, et en ce cas il faut avoir le courage de réviser son jugement, que le vaisseau soviétique, sous commandement de Malenkov, de Beria ou de Molotov, court évidemment sur une lancée totalement différente.

Je crois, camarades, cette hypothèse parfaitement raisonnable et c'est en partant de cette donnée nouvelle, ainsi que l'indiquait tout à l'heure fort justement Savary, que le Parti Socialiste a le devoir de repenser sa politique internationale. Oh, certes, je m'empresse de le dire, nous devons agir avec infiniment de

précautions, en gardant les yeux bien ouverts sur la réalité, en bannissant toute espèce d'esprit d'illusion ou de chimère. Je suis convaincu qu'il n'y a pas, qu'il n'y aura pas de nuit du 4 août internationale, et nous ne verrons pas facilement disparaître les droits féodaux que s'est arrogé dans le monde européen le dynamisme soviétique.

Voyez-vous, les dirigeants russes, comme les dirigeants bourgeois, sont tenus de se placer sur le terrain nationaliste sur le terrain de la défense de leur régime, et c'est dans ce cadre étroit que s'engagera par conséquent forcément le dialogue entre l'Est et l'Ouest.

Je dis, camarades, que comprendre cela, c'est admettre évidemment les échanges de vue entre les alliés qui devront, au préalable, accorder leurs violons sur les mille problèmes que pose la paix et, en ce sens, il est nécessaire et il est urgent que les trois alliés se réunissent le plus tôt possible.

Comprendre cela, c'est aussi admettre une prise de contact sérieuse et mûrement réfléchie entre les quatre puissances mondiales, et préparer par là la grande et décisive explication sur les deux problèmes capitaux de l'heure : Celui de l'Allemagne, que je ne sépare pas, en ce qui me concerne, de la construction européenne.

Le problème allemand, il faut en prendre son parti, camarades : C'est encore autour du devenir allemand que va se forger le destin du monde. Je dis que nous avons commis, nous occidentaux, très certainement, une lourde faute, celle d'avoir laissé se polariser sur ce point spécial, sur ce point crucial, la tension entre l'Est et l'Ouest, sans avoir jamais pris une initiative valable. Et je dis que ce serait une erreur encore plus tragique que de nous figer dans le même immobilisme alors que nous sommes en train d'aborder pour un certain temps tout au moins une phase de détente et d'apaisement.

Que recherche en ce moment et que peut vouloir l'Union Soviétique à travers cette série de gestes spectaculaires que je rappelais tout à l'heure, qui frappent l'imagination du peuple et qui ranime en lui son désir passionné de la paix ?

Il semble bien que ce que l'Union Soviétique poursuit c'est d'abord et avant tout, n'en doutons pas, la consolidation du statut européen qui a été provisoirement édifié par les accords de Téhéran et de Postdam. Les successeurs de Staline sont infiniment moins ambitieux que lui, ils ne visent pas pour le moment à étendre ses conquêtes. Je crois qu'ils veulent plus simplement les stabiliser de façon durable et c'est pour cela qu'ils profitent très habilement des circonstances dans lesquelles nous vivons.

Ce qui leur importe, par conséquent, c'est de conserver les Etats Baltes et Königsberg qui constituent, pour eux, le verrou de la Baltique. Ce qui leur importe, c'est d'assurer à la Pologne la libre possession des riches contrées de la Poméranie et de la Silésie qu'elle a pu conquérir, grâce à la guerre. Ce qu'il importe enfin aux soviets, c'est de contrôler à travers la Tchécoslovaquie le quadrilatère de Bohème dont Foch disait déjà qu'il était la clé de l'Europe.

Ce sont, camarades, ces impératifs stratégiques qui sont à la base de la farouche opposition de Moscou à tout réarmement allemand dont l'Union soviétique

redoute bien plus que nous encore, il ne faut pas en douter, le dynamisme conquérant.
Or, pour consolider leur situation, j'ai l'impression que les dirigeants de la Russie risquent demain de continuer sur la lancée de leurs gestes spectaculaires ; et il n'y aurait absolument rien d'étonnant que demain nous les voyions prôner, eux, des élections libres en Allemagne et l'unification de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, sous la double condition évidemment que l'on garantisse la possession paisible des conquêtes de l'armée russe et que l'on organise également la neutralité d'une Allemagne réunifiée.
Et bien, camarades, si ce nouveau coup de théâtre se produit - et je dis qu'il est dans l'ordre logique, prévisionnel, des choses - j'ai le regret de dire que ni la France, ni l'Angleterre, ni les Etats-Unis n'ont jusqu'ici arrêté, face aux offres possibles de Moscou, une action qui soit commune et une action qui soit cohérente.
Il y a un seul homme d'Etat - et Savary le rappelait tout à l'heure - qui a rompu cette espèce de paralysie générale de la diplomatie occidentale : Cet homme d'Etat, c'est Winston Churchill, dont on ne peut nier qu'il ait à la fois le sens aigu de l'opportunité et qu'il est également, sur le plan international, un très grand stratège.
L'idée lancée par lui et qui mérite examen c'est un nouveau pacte de Locarno, mais accommodé au goût du jour, et qui garantirait l'Union soviétique contre ce qui lui a toujours fait peur, qui la garantirait contre toute espèce d'agression allemande, en retour de quoi, bien entendu, l'Allemagne fixerait librement son statut, échappant ainsi au piège mortel du neutralisme qui ferait d'elle, cela n'est pas douteux, l'arbitre redoutable des querelles de l'ancien continent.
Chers camarades, je sais qu'il est difficile de peser la valeur pratique de l'idée churchillienne, mais je dis que ce qu'il faut en retenir, c'est beaucoup moins la forme juridique que l'esprit même dont elle procède.
Pensons-y, réfléchissons-y, nous sommes là pour cela précisément. Nous voulons organiser l'Europe des six, puis ensuite pousser à l'organisation de l'Europe des quatorze, sans nous interdire d'aller plus loin encore sur cette lancée.
Nous voulons voir progresser la Communauté charbon-acier et en partant de cette base institutionnelle, créer un vaste marché européen.
Nous voulons enfin coiffer ce vaste édifice par une autorité supra-nationale, démocratiquement contrôlée et organisée.
Je crois profondément, camarades, que si nous voulons créer tout cela qui constitue, cela n'est pas douteux, une véritable révolution, il nous faudra d'abord surmonter peu à peu l'Himalaya de méfiance qui se dresse entre la Russie et le monde occidental. C'est là une œuvre de très longue haleine, et elle exigera de la ténacité, de la patience, de la souplesse et, de part et d'autre, il ne faut pas s'y tromper, des compensations, des assurances, des garanties réciproques de bon vouloir et de loyauté, sans que jamais, bien entendu, nous nous départissions de la prudence indispensable en cette matière.

Eh bien, camarades, dans cette voie nouvelle qui est ouverte à tous les hommes de bonne volonté, j'ai l'impression que l'Internationale, et singulièrement notre Parti, a encore un très grand rôle à jouer, Savary le rappelait encore tout à l'heure. Ce rôle est à la mesure de notre passé, il est à la mesure de l'autorité morale grandissante du Parti Socialiste ; ce sont nos savants, nos penseurs, nos théoriciens, nos orateurs, Vailland, Jules Guesde, Marcel Sembat, Jaurès, Léon Blum, qui les premiers ont fait brèche à travers l'épaisseur des préjugés, à travers les incompréhensions idéologiques, à travers les haines raciales.
Ils nous ont enseigné que la force ne crée jamais rien de noble, et surtout qu'elle ne crée jamais rien de durable.
C'est là, camarades, le message sacré que nous ont transmis nos anciens ; je crois véritablement et profondément que l'heure est venue de le rappeler au monde avec quelque éclat, afin que la haute flamme de l'espérance illumine à nouveau le front des hommes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jules Moch, pour 25 minutes.

Jules Moch

Camarades, cette nuit, j'ai renoncé bien volontiers à ajouter des remarques secondaires à celles pertinentes qui avaient été faites avant que vienne mon tour de parole.
Ce matin, c'est un problème essentiel, un véritable cas de conscience dont je veux parler.
Il semble que moins le péril national devient aigu et imminent, plus croissent les difficultés qui se posent pour le parti.
Je m'explique sur cette embarrassante contradiction. Notre but - je suis sûr que nous sommes unanimes sur ce point - est d'apporter essentiellement l'édification d'un monde désarmé, donc à l'abri de la peur et du risque de guerre. C'est pour le désarmement général, progressif, simultané et contrôlé, que nous avons lutté depuis que nous existons. Si dans un monde apaisé nous devions opter entre un univers désarmé et une portion de continent englobant notre pays mais armée, nul doute qu'unanimes mous adhérerions d'enthousiasme à la première formule.
Cette éventualité, nous l'appelons certes toujours de nos vœux, mais nous nous attachons beaucoup plus, semble-t-il, à la seconde en ce moment. Nous avons tendance à sous-estimer, à tenir pour négligeable, ou à tout le moins pour secondaire, l'apparent revirement russe, depuis la mort de Staline, et j'applaudissais intérieurement à l'analyse qu'à l'instant faisait notre ami Gouin du discours du 17 avril du Président américain, et surtout de celui du 11 mai de Sir Winston Churchill, affirmant, sur la conférence à quatre, ce que tous nous aurions aimé voir dit par un premier ministre Français… (applaudissements)…
Comment est-il possible que les Socialistes ne sentent pas leur ardeur redoubler pour le désarmement quand de par le monde leurs idées de toujours semblent gagner du terrain ?

Collection Jean-Jaurès

Par quel triste paradoxe laissent-ils parfois à d'autres, à leurs pires adversaires sur le plané économique ou social le soin d'exploiter des idées qui sont leurs et qui doivent demeurer la toile de fond de toutes les activités ?
J'y vois, moi, trois raisons, l'une d'ordre général, deux autres d'ordre particulier. La première est la difficulté qu'éprouve toujours un Parti dont les lignes d'action sont fixées par des Congrès annuels, de reconnaître que de l'un au suivant, quelque chose a pu changer.
Notre conformation mécanique, si je puis dire, me rapportant à l'industrie automobile, nous empêche de braquer aisément. En tête dans les parcours rectilignes, nous avons quelque empêchement à prendre des virages aussi courts, que d'autres, accoutumés à de plus savantes évolutions.
Méfiance en soi fort légitime. Peut-être aussi paresse intellectuelle qui l'est moins. Cela explique que nous nous laissions parfois déporter sur notre trajectoire et distancer par les événements.
La deuxième raison, d'ailleurs apparentée à la première, est la déformation que cette méfiance si explicable et naturelle imprime peu à peu à la pensée de certains d'entre nous.
Croyez bien que je dis pas cela pour Gouin, dont j'admirais à l'instant l'analyse lucide ; mais il y a des camarades qui depuis six ans ont tellement prédit les pires malheurs, l'impitoyable agression dans un délai de quelques mois, qui nous ont si fortement prédit de semaine en semaine que la guerre arriverait dans le mois, le trimestre ou le semestre suivant, qu'ils ont peine à s'adapter à la réalité, à constater que le péril a été maximum en 1950, mais que depuis trois ans, il diminue, la guerre de Corée n'ayant pas entraîné de conflagration générale et la Russie ayant laissé le monde occidental commencer son réarmement, lancer ses fabrications de série, accroître le nombre de ses divisions en Allemagne sans y chercher ni y trouver de casus belli.
Que ces camarades, parmi lesquels je compte d'excellents et vieux amis, me permettent de leur dire que leur mode de raisonnement s'apparente à celui de ce délégué russe à la conférence du désarmement ; je ne le nommerai pas pour ne pas le compromettre dans son pays ; pressé par moi de questions, d'abord en séance publique nombreuse, ensuite en tête à tête sur une modalité du contrôle international où je décelais une source d'heureuse transaction possible, il refusa même entre nous deux, même entre nous trois car ma femme était présente à cette conversation, de me donner les précisions nécessaires en me disant : Non, je ne vous répondrai pas, car les Américains préparent et veulent la guerre ; quoique je propose, même si j'acceptais intégralement leur point de vue, ils le repousseraient".
Impasse peut-être tragique. Ce délégué avait tort ayant accepté la continuité du contrôle international au lieu de son intermittence jusque-là soutenue par lui, de se refuser à en préciser les modalités.
Certains de nos camarades font fausse route lorsqu'ils admettent sans discussion que des mesures, peut-être opportunes ou nécessaires il y a trois ans conservent les mêmes vertus quand le rapport des forces n'est plus exactement le même ou lorsque certains comportements laissent apparaître une mince lueur d'espoir.

(Applaudissements)
La troisième raison de la cristallisation de certaines positions est la déformation de l'idée européenne. Nous voulons tous, bien sûr, superposer une entité plus vaste aux nations d'aujourd'hui, comme celles-ci se sont au cours des siècles dressées au-dessus des fiefs féodaux ou des villes de franchise.
Mais nous voulons, j'imagine, bâtir se super Etat pour quelque chose et non pas contre quelqu'un, pour l'extension des marchés et l'amélioration du niveau de vie et non pas contre les infidèles dans l'ordre économique ou philosophique pour mieux assurer la paix et non pas pour mieux nous battre contre une fraction de l'humanité. Nous n'accepterons pas d'être les croisés d'une Europe réduite, ni de ressusciter celle de Charlemagne, de Napoléon ou de Hitler.
(Applaudissements)
Or, certains d'entre nous se sont passionnés du mot, au point de tenir le contenu pour secondaire. Ils se sont voués avec un zèle presque religieux à l'édification d'une Europe quelle qu'elle soit, persuadé - c'est d'ailleurs leur droit strict, qu'un petit morceau d'Europe même isolé de l'Angleterre et de la Scandinavie, bref des démocraties traditionnelles et protestantes vaut mieux que rien, alors que pour nous cette Europe vaticane peut-être, mais à coup sûr sous hégémonie allemande, est la pire de toute, diffère la naissance de la vraie fraternité des peuples et porte en elle un risque de guerre selon nous redoutable.
(Applaudissements)
Telles sont les divergences fondamentales entre nous qui ne nuisent ni à notre amitié, ni à notre solidarité. Les uns, tout en demeurant sur leur garde, veulent tenter le maximum pour sonder la sincérité soviétique, d'autres nient à priori et comme par principe. Les uns acceptent les communautés réduites de caractère strictement technique, charbon-acier hier, transports, électricité, peut-être agriculture demain, mais estiment que la communauté politique, comme celle de défense dont on ne saurait méconnaître le Caractère également et hautement politique, doit être conçue de telle sorte qu'elle n'empêche l'adhésion d'aucun membre du monde libre et que même un jour lointain les états socialement différents puissent y voisiner.
Les autres pressés d'agir, acceptant en tout domaine le modèle des communautés techniques réduites, et aggravent les risques de morcellement de l'univers, plus qu'ils ne les réduisent. J'entends bien l'objection de certains partisans de la communauté de défense ; c'est, disent-ils, dans la réalisation que nous préparerons et hâterons le désarmement ; de la sorte, ils reprennent inconsciemment à leur compte la vieille formule des nationalistes de toujours : si tu veux la paix prépare la guerre, à laquelle les pacifistes du début de ce siècle et les Socialistes avec eux opposaient inlassablement cette autre formule : si tu veux la paix, prépare la paix.
(Applaudissements).
Elevé dans le culte de cette dernière par Abel (?) qui avait brisé sa carrière militaire pour faire du pacifisme et de l'internationalisme, je ne puis faire mienne aujourd'hui cette dernière formule, non plus que la première.

Fondation Jean Jaurès

En raison des mœurs de proie généralisées depuis les deux guerres mondiales, la vérité était entre les deux : désarmé, un Etat serait la victime désignée d'autres Etats que n'étouffent pas les scrupules. Hitler a généralisé promenades militaires et décisions unilatérales quand il savait ou croyait que nul risque de conflagration n'en découlait pour lui. La Rhénanie remilitarisée, l'Autriche annexée, la Tchécoslovaquie dépecée, surprise, subjuguée, en témoignent surabondamment ; les marches sur Vienne et Prague condamnent la formule pacifiste intégrale,

Staline a agi à la façon de Hitler, et comme lui, avec l'appui de complicités intérieures, de cinquièmes colonnes agissantes, dans les trois Républiques baltes en 1939, contre la Finlande, la Pologne orientale, la Bessarabie durant la guerre, ensuite contre les états satellites d'Europe et d'Asie, soviétisés par l'action de l'armée ou des diplomates rouges, voire, comme en Tchécoslovaquie, par le fonctionnement soudain déformé du régime démocratique.

Staline a hésité à étendre vers l'ouest son bastion militaire et ses colonies d'exploitation, nul ne saurait le nier.

Mais chacun doit constater qu'ayant réussi à conquérir Vienne et Prague sans coup férir, par la lâcheté des munichois d'alors, Hitler a échoué quand il a renouvelé son geste devant Dantzig et Varsovie, et qu'il a délibérément couru le risque de la guerre mondiale.

Au contraire, Staline après avoir comme lui conquis tout ce qu'il pouvait subjuguer sans guerre mondiale a su éviter que la résistance des Nations Unies en Corée, hélas axée sur un bien détestable chef, dégénère en guerre mondiale tandis que ces succès seuls semblent amorcer un mouvement de repli.

Que prouve cette comparaison ? Qu'Hitler acceptait dès le début, le risque de la conflagration intégrale qui peut-être était indispensable au maintien de son prestige, tandis que Staline souhaitait vaincre sans combat majeur.

Je n'ai pas, moi, attendu la mort du dictateur russe pour croire à la possibilité d'organiser la paix, pour me refuser à envisager une troisième guerre mondiale. (Applaudissements)

C'est là le point essentiel qu'il nous faut préciser pour tenter de voir clair. Les soviétiques ont ceci de commun entre autres avec l'Eglise : Ils sont persuadés de disposer de l'éternité, et ceci de différent avec Hitler que les questions de prestige leur importent peu, et que de ce fait les virages sur l'aile ne les gênent nullement, même si leur évolution les oblige à sacrifier certains partis autochtones, comme le chinois en 1927, le français en 1935, au moment de l'accord Laval-Staline, les occidentaux en 1939, au moment de l'accord avec Hitler, la Serbedjanie, plus récemment d'autres peut-être ou les mêmes demain et les années suivantes.

Les Russes savent au reste qu'en fin de compte est perdue une guerre prolongée qu'ils devraient soutenir contre une coalition atlantique disposant de trois fois plus de charbon, de fonte et d'acier, de cinq fois plus d'énergie électrique et de sept fois plus d'essence qu'eux.

Ils pleurent déjà quinze millions de morts, ont plus qu'aucun autre peuple de ruines à relever, et plus encore de projets immenses de travaux d'équipement à

Collection Jean Bastier

réaliser. Comment songeraient-ils à affronter le péril peut-être mortel d'une guerre mondiale, eux qui croient disposer de siècles et pensent triompher sans combat ?
Je le dis en passant : cet argument qui me paraît décisif est aussi celui qui empêchera toujours les Américains de revenir à la stratégie périphérique, car l'abandon du triangle Belgique, Lorraine Sarre entre les mains de la Russie correspondrait à une presque égalité de ressources économiques, à 60% près en moyenne, au lieu de cette force cinq fois supérieure dont nous disposons actuellement.
Tout ceci doit être notre thèse, celle du Parti, et correspond aussi à des nécessités nationales d'ordre inférieur, économique, financier et social.
L'objectif Socialiste est d'abord de décourager l'agression en persuadant l'adversaire éventuel qu'il ne saurait atteindre ses objectifs par une simple promenade militaire, mais que toute atteinte armée aux statuts des états libres entraînerait une guerre générale, ce pourquoi des alliances étroites du type du pacte atlantique et un minimum de forces militaires sont nécessaires.
L'objectif des Socialistes est ensuite et surtout de libérer les peuples libres de la peur, de les engager à être toujours prêts à négocier, à provoquer les conversations, à accorder des garanties équivalentes à celles qu'eux-mêmes estiment indispensables. Ils doivent, en bref, lutter sans répit ni limitation, sans découragement, pour un désarmement progressif et contrôlé, conçu de telle sorte que chacune de ces étapes accroissent la sécurité de tous, et non pas celle des uns au détriment de celle des autres.
Mais notre objectif ne saurait être de céder à la panique des sirènes et du militarisme, de nous lancer tête baissée dans une course illimitée aux armements, au bout de laquelle on ne rencontre que le crime croissant d'une guerre préventive de l'un ou de l'autre côté, la certitude de la dégradation du niveau de vie, de l'accroissement de la pression des cinquièmes colonnes, donc de la subversion interne. Car si 30 ou 40 divisions suffisent à empêcher le coup de main, la promenade militaire qui met les alliés lointains devant le fait accompli et qui les pousse à se dire : "Bah, c'est trop tard, nous n'y pouvons plus rien", comment 20 ou 22 divisions soviétiques stationnées en Allemagne réussiraient-elles une opération de surprise ?
Par contre, la course totale aux armements conduirait à tenir compte des 170 divisions soviétiques éparpillées de Berlin jusqu'au Pacifique, concentrables seulement en de longues semaines, ainsi que celles des états satellites, obligerait donc à créer une force militaire hors de nos moyens même si elle était accrue de 12 divisions allemandes.
Telle est l'option de principe qui se pose à nous : ou bien la volonté de négocier sans témoigner certes d'une excessive confiance, mais aussi sans ressasser les vieilles causes de méfiance, sans se livrer au jeu classique de la recherche alternée des responsabilités qui accroît les ressentiments et réduit les chances de paix. Ou bien la course accélérée aux armements, avec tous les risques qu'elle comporte, entre les deux mon choix est fait.

Que devient, en face de cette option, le traité sur la communauté européenne de défense ?
Délégué de la France à la Commission du désarmement et aussi rapporteur du traité de Communauté européenne de défense à la Commission des Affaires Etrangères - il n'y a nulle contradiction entre ces deux postes - je voudrais m'exprimer franchement à ce sujet. Sa ratification actuelle m'apparaît incompatible avec toute politique de poursuite de la paix. Il viole des accords interalliés, ceux de Postdam et de Yalta notamment, ainsi que le pacte franco-soviétique, non abrogé que je sache.
Qu'on ne me réponde pas que les Russes ont fait pire. Bien sûr. Mais c'est, une fois de plus, s'engager dans la recherche des responsabilités qui ne mène à rien qu'accroître les risques de conflit.
Le traité semble également être en contradiction avec certains articles de notre propre constitution comme de la belge. Il crée des divisions allemandes et même des corps d'armée dont je démontrerai quand ce sujet sera à notre ordre du jour, l'absolue autonomie de fait.
Il reconstitue un état-major allemand à peine intégré, avec chefs d'état-major allemands, un ministre de la défense qui, déjà nommé, affirme - les journaux de ce matin nous l'apprennent - à Washington que les six pays auront ratifié le traité avant la fin de l'année.
Le traité compromet la défense en scindant notre armée et notre mobilisation en deux et, ce qui est plus grave à mes yeux encore, il laisse à neuf technocrates dénationalisés et à six ministres fatalement enclins à céder à la pression des généraux, le soin de fixer la durée du service militaire et le poids de nos charges de défense, sans que notre parlement, ni actuellement un parlement démocratique international, ait son mot à dire.
Il introduit dans une coalition purement défensive la force d'un pays ayant des revendications territoriales à formuler. Il engage même les Russes à rétrocéder, à la veille d'un conflit éventuel, la région de l'Oder aux Allemands, en parfaisant ainsi leur unité, pour bénéficier du passage de leurs forces dans le camp oriental.
Il crée enfin un mécanisme follement lourd et coûteux. On parle de 20 000 fonctionnaires au Commissariat de la défense, techniciens qui étudient son fonctionnement actuel, constamment paralysé ou au moins paralysé dans une bonne centaine de cas, dont j'ai relevé la liste par l'exercice du droit de veto, tout en assurant la prédominance allemande au sein d'une communauté à laquelle il est impensable que, dans sa forme actuelle, s'agrège jamais la Grande-Bretagne.
Je me borne à énumérer, sans les développer, ces divers arguments. Je les mentionne seulement pour marquer qu'aucune des garanties demandées soit par l'Assemblée Nationale en février 1952, soit par nous-mêmes, n'a encore été obtenue, et que le texte définitif est la caricature de celui de 1950 qu'on appelle le Plan Pleven et à l'élaboration duquel vous savez que j'avais eu une certaine part.
Mais je veux m'en tenir aujourd'hui à un seul argument, selon moi, essentiel : La ratification actuellement serait un acte inconsidéré. Elle est inactuelle. Ratifier maintenant serait dangereux. Repousser sans délai ne le serait guère moins.

Allons-nous, en effet, ratifier au moment où apparaît un espoir, même faible, de reprise des négociations à 4, et répondre au geste des russes par un vote qu'ils ne pourraient interpréter que comme une provocation et qui réjouirait les plus virulents des anti-Communistes américains du type du Sénateur Mac Carthy ? Le ratifierons-nous trois mois avant les élections allemandes qui peuvent bouleverser la politique de Bonn, où l'on sursoit à promulguer le traité d'ailleurs dans l'attente de la décision de la Cour de Karlsruhe, sur sa constitutionalité ? Verserons-nous ce flot au moulin du chancelier Adenauer qui prouve, par son attitude, combien il redoute la conférence à quatre et qui, de ce fait, est logique avec lui-même en insistant si vivement pour la Communauté de Défense dont il sait qu'elle écartera une chance de rapprochement ?
Ne tiendrons-nous pas compte des avertissements qui nous arrivent de partout, de ce vote d'avant-hier au Bundestag repoussant le seul règlement des dettes avec la France, sous prétexte que la France, dans sa zone d'occupation, aurait pillé la malheureuse Allemagne, comme si l'on oubliait ce qu'il s'est passé en France !
(Applaudissements)
Je ne veux pas évoquer cela. C'est trop facile. Je ne veux pas parler ni des pillages en France, ni des déportations, ni des fours crématoires. Il faut essayer d'oublier cela… (applaudissements)… Mais qu'en face, on ne vienne pas nous représenter tels que nous ne sommes pas et tels que, eux, ont été au centuple.
(Applaudissements)
Camarades, laissez-moi, au risque de perdre une minute de mon temps, laissez-moi évoquer une mémoire - c'est presque le premier anniversaire de la mort de notre cher Salomon Grumbach - Imaginez qu'il parle aujourd'hui à cette tribune. Vous le voyez, avec sa verve et son sérieux, tout à la fois, ayant accumulé les citations de la presse allemande, les déclarations des hommes d'état allemands, et tentant de nous montrer que rien n'est changé.
Alors, moi, je vous dis simplement, trois mois avant ces élections : Attendons, voyons venir. Ratifierions-nous d'ailleurs, quand les événements d'Allemagne orientale et de Tchécoslovaquie montrent qu'il existe un mouvement ouvrier avec lequel les soviets doivent compter, et quand nous constatons, non sans satisfaction, car c'est un de leurs gestes les plus significatifs, qu'ils ne prennent prétexte ni de ces troubles, ni de la trahison véritablement abusive de Syngman Rhee pour nous en imputer la responsabilité comme ils l'eussent fait naguère et pour durcir leur position, face à l'Ouest ?
Ne constaterons-nous pas que cette absence de réaction à notre égard, même accompagnée d'une répression violente contre les manifestants et les policiers populaires, constitue le meilleur indice que des négociations sont encore possibles ou sont de nouveau possibles ?
Nous ne serons pas des enfants comme ces Américains qui voient dans ces troubles locaux le commencement d'une désintégration de l'empire russe et qui en prennent prétexte pour dire : "Il ne faut pas négocier, il faut le laisser s'effondrer". Nous savons bien qu'en face de la force actuelle des soviets, ces troubles sont significatifs, mais que si les soviets veulent rétablir l'ordre, leurs

Fondation Jean Jaurès

tanks y pourvoiront aisément. Mais nous savons aussi qu'ils ont intérêt à négocier avec nous.
S'il fallait donc aujourd'hui opter entre la ratification et le rejet du traité, ma conscience, après de longues, de pénibles réflexions, me commanderait de vous proposer d'opter pour le moindre mal, pour le rejet pur et simple du traité de communauté. Mais nous ne sommes pas acculés à un tel choix et cela est heureux.
En effet, si nous décidions de repousser le traité -les arguments ne manquent pas, vous l'avez constaté - nous nous dépouillerions d'un gage, ferions croire aux Russes à un fléchissement de notre volonté de liberté et risquerions, en fin de compte, de nuire à la cause du désarmement qui demeure notre objectif fondamental.
Telles sont les raisons qui ne me permettent pas de m'associer à la partie de politique étrangère de la motion signée par un grand nombre de camarades, dont une vingtaine de parlementaires. Telle qu'elle est rédigée, je redoute qu'elle fasse du mal au Parti. En effet, elle réaffirme l'adhésion au principe d'une communauté de défense - je cite cette formule textuellement - "même avant l'instauration d'une communauté politique."
Elle se résigne, d'ailleurs en termes voilés, à l'absence de la Grande-Bretagne, prépare ainsi le ralliement à un traité auquel l'Angleterre n'aurait accordé aucune garantie nouvelle. Elle affirme l'impossibilité d'une défense sur le plan des nations isolées, méconnaissant ainsi, d'une part, que la défense s'est depuis trois ans organisée sur le plan atlantique, ce qui n'est pas celui des nations isolées, et, d'autre part, que la communauté de défense accroîtra par son coût, sa lourdeur et la volonté de la France d'y être plus puissante que l'Allemagne, le poids de notre propre effort.
Cette motion - ses auteurs m'excuseront de le dire franchement - m'apparaît enfin en retard de plusieurs mois, lorsqu'elle conditionne la détente par la poursuite de notre effort de défense, ce qui est vrai, mais sans préciser que toutes les mesures concevables dans ce but ne sont pas également propices à la paix, tant s'en faut, et que le réarmement allemand serait actuellement une prime à la tension accrue.
Guy Mollet, je n'ai pas voulu parler plus tôt, je savais que vous étiez fatigué ce matin par l'effort de ces jours-ci. Mais je veux vous adresser un appel, un appel sincère et véhément. Il faut faire un effort d'unanimité. Ne nous obligez pas en répétant la fidélité au principe de la communauté de défense qui est aujourd'hui inactuel, à voter contre, au risque de diviser et de meurtrir le Parti, tant j'en suis persuadé une synthèse est possible dans ce problème vital… (applaudissements)… Mais si, elle est possible, camarades ; elle est possible entre hommes de bonne volonté et qui vivent dans la réalité d'aujourd'hui et non pas dans celle d'hier ou dans les rêves de demain… (applaudissements)… Si cette motion m'apparaît ainsi en retard d'au moins un Congrès sur les événements internationaux, quatre autres - celles de Marceau Pivert, de Comte, de Lacoste et quelques autres Camarades, celle de Barenton et quelques autres

camarades de la Seine - me semblent en avance de quelques mois, par la condamnation qu'elles portent du réarmement germanique.
Je me sépare ici quelque peu, du moins je le crois, de leurs auteurs et de notre ami Daniel Mayer. Je préférerais un texte du genre de celui rédigé par Savary. Il est trop tôt, me semble-t-il, pour proclamer que nous nous opposerons à tout réarmement d'Allemands, quelles que soient les circonstances, même si tel est notre désir. Une telle affirmation, à laquelle je souscrirai avec joie dans l'absolu, risquerait, elle aussi, de compromettre les chances de paix si, d'aventure, elle était suivie d'effet, c'est-à-dire d'un vote négatif au Parlement. Or, elle l'entraînerait à coup sûr, étant donné le peu de partisans du traité au Parlement français, car le rejet immédiat jouerait en Amérique en faveur des chasseurs de sorcières, et pourrait provoquer un raidissement de la position russe.
Sur ce sujet qui trouble si profondément nos consciences - et c'est à notre honneur commun à tous - qui nous partage sans nous diviser, ne pourrions-nous nous mettre d'accord sur quelques principes simples, qui n'ont pas pour objet de réaliser la synthèse des contraires, mais seulement de tenir compte aussi exactement que possible de la réalité des faits, du moment présent. Je dis que cela est possible dans la clarté si nous nous laissons guider à la fois par la logique et par l'intérêt du Parti.
Ces principes seraient les suivants :
1° - Tout doit, en premier lieu et avant tout, être tenté pour régler les litiges, réduire la tension internationale, amorcer le désarmement et accroître la sécurité. Ce doit être l'objet d'une conférence à quatre au niveau le plus élevé, soigneusement préparée entre occidentaux mais sans exigences préalables - toujours semblables à un ultimatum - qui seraient formulées à l'égard de la Russie.
2°- Rien ne doit être fait en matière de réarmement avant que le peuple allemand ait, dans trois mois, fait connaître son sentiment.
3°- Si la conférence à quatre devait échouer par la faute des soviétiques, le problème du réarmement des Allemands devrait être reposé et repensé, le traité examiné dans le détail, avec ses imperfections auxquelles je faisais allusion, ou ses défauts plus graves, ainsi que l'état des garanties réclamées par nous.
4°- Cet ajournement ne doit en rien retarder l'édification d'une communauté politique, qui doit voir le jour avant que cette communauté soit dotée d'une armée, mais qui doit être conçue très différente de celle proposée à Strasbourg, et de manière que la Grande-Bretagne puisse, sous une forme quelconque, s'associer à elle.
5°- Cet ajournement ne doit pas entraîner actuellement un relâchement de notre effort de défense au-dessous des limites compatibles avec nos moyens financiers et avec l'urgente nécessité de relever le niveau de vie en France.
6°- Cet ajournement ne doit pas non plus suspendre au seul profit des industriels allemands, la charge des frais de stationnement de troupes alliées en Allemagne.
Ces six idées générales peuvent-elles constituer la base d'un accord entre nous ? Je le souhaite ardemment, préférant - je l'ai déjà dit - un ajournement unanime

ou presque, à un vote majoritaire pour ou contre un principe actuellement inactuel.
Je voudrais ajouter un mot sur le sixième principe et je réponds ainsi à un des développements de notre ami Gouin. Ce principe permet d'envisager, si les négociations s'amorcent et finissent par aboutir, un stade intermédiaire entre l'actuel...
J'aurai fini dans le temps si j'ai encore 5 minutes ?

Le président - Le temps est largement dépassé, mais je tolère que notre ami Moch puisse continuer...
(Approbations dans la salle)

Jules Moch - J'en ai pour trois minutes exactement. Camarades, ce sixième principe permet d'envisager si les négociations s'amorcent à quatre et finissent par aboutir, un stade intermédiaire entre l'actuel et l'évacuation pure et simple, unifié à la suite d'élections libres, sauf bien entendu les territoires de l'Oder-Neisse et doté d'une garantie des quatre quant à ses frontières. L'Allemagne serait, d'un commun accord, évacuée par les Russes, non pas intégralement tout de suite mais dans sa plus grande partie, à l'exclusion de deux bandes frontières. Il faudra, en effet, beaucoup de temps à ce pays, hier disloqué, en conséquence des crimes hitlériens, aujourd'hui divisé du fait de la division des alliés, pour refaire son unité légale et morale, après que ces deux fractions auront été soumises tant d'années à des régimes sociaux différents. Une simple juxtaposition sera impossible. Une fusion longue et délicate s'imposera. Durant cette période, l'Allemagne devra nous fournir la preuve de sa volonté pacifique, de son évolution vers la démocratie, notamment en ce qui concerne sa partie orientale.
Les Russes peuvent l'évacuer sans risque pour leurs frontières, puisqu'ils conserveront leur bastion polonais où ils pourront maintenir des troupes ou faire commander par leurs maréchaux celles de leurs satellites.
Tel n'est pas notre cas. Nous ne pourrions accueillir et loger en France, Belgique et Hollande les divisions alliées ni admettre qu'elles se rembarquent sans délai en abandonnant l'Europe.
La création de deux pans essentiellement provisoires d'occupation territorialement limitée s'imposera peut-être aux esprits parmi les quatre réaccordés, au moins peur une courte période à titre de gage de paix, en vue de réduire les risques d'un vide central et de permettre un désarmement progressif qui, même dans la thèse française plus rapidement réalisable que l'américaine, nécessitera un effort prolongé si nous voulons le faire progresser de pair avec la sécurité de tous.
Une thèse semblable a d'ailleurs été soutenue en Allemagne occidentale par certains libéraux. Elle peut offrir une solution temporaire, durant la période où la réalisation du désarmement progressif ôterait toute raison de réarmer l'Allemagne autrement qu'en forces de police ; elle permettrait à celle-ci ayant

retrouvé l'indépendance et l'unité, de s'agréger à une communauté politique créée pour quelque chose et non plus contre quelqu'un.
Utopie, rêve, peut-être. Mais ce qui à coup sûr est aujourd'hui utopie dangereuse et rêve malfaisant, c'est de risquer de miner l'effort de désarmement en lui opposant l'actuelle réalisation de la Communauté de défense, voire même son éventuel rejet. Nul Socialiste, camarades, n'a le droit de laisser échapper la moindre chance de paix, de ne pas tout tenter pour exploiter toute éventualité dans ce sens, et de se laisser acculer à la guerre. C'est une attitude, hélas, trop aisée, qui ne nécessite aucune qualité intellectuelle ou morale.
La paix, au contraire, est une création constante, un effort permanent, une dépense interrompue d'intelligence, un recours sans trêve à l'esprit d'imagination et de transaction. Elle se mérite et se gagne à force de compréhension, de persévérance, de volonté et de sang-froid.
C'est à ce combat que les Socialistes doivent se trouver en pointe, c'est pour lui que je souhaite ardemment qu'un effort de compréhension mutuelle, d'amitié et de solidarité Socialiste permette demain un vote unanime
que dicte, selon moi, au-dessus des thèses contraires l'examen objectif de la réalité d'aujourd'hui.
Puisse le parti le comprendre, et au lieu de meurtrir douloureusement certaines consciences, continuer à mener unanime et enthousiaste, la bataille peur la paix. (Très vifs applaudissements).

Le président - La parole est à Gérard Jaquet.

Gérard Jaquet

Camarades, notre Congrès national se réunit à une heure particulièrement trouble et confuse sur le plan international. La Russie, par un certain nombre de gestes spectaculaires, cherche visiblement à nous persuader qu'elle souhaite une détente. Les démocraties occidentales, devant ce tournant de la politique soviétique, s'interrogent et ne parviennent pas à tracer une ligne d'action commune.
Et, tout naturellement, devant cette situation nouvelle, nous devons nous poser une question nécessaire, question d'ailleurs que posait très justement et très loyalement Jules Moch il y a un instant : "La politique que nous avons nettement définie au dernier congrès du Parti est-elle toujours valable ? Doit-elle être confirmée ou bien, au contraire, devons-nous la modifier profondément ?"
C'est à cette première question que je voudrais répondre dans la première partie de mon intervention. Et, tout d'abord, quelles sont les raisons de l'évolution, au moins apparente, de la politique soviétique ?
Gouin a répondu déjà à cette première question et je serai donc très bref sur ce point. Lorsqu'on essaie d'examiner les raisons de l'évolution, les raisons profondes de l'évolution de la politique d'un état totalitaire, on est bien obligé de se contenter de formuler un certain nombre d'hypothèses. Quelles sont donc les hypothèses possibles ? Quelles sont les plus vraisemblables ?

Fondation Jean Jaurès

Certains amis nous disent : "les nouveaux dirigeants soviétiques n'ont pas encore gagné une autorité suffisante ; ils ont besoin de cette autorité suffisante pour diriger leur pays ; et pour cela, il leur faut un certain répit et c'est pour cela qu'ils demandent une détente dans la guerre froide".
C'est une première hypothèse et elle ne manque pas de valeur.
Deuxième hypothèse, également vraisemblable. D'autres amis nous disent : "les dirigeants soviétiques ont enfin compris qu'une agression serait périlleuse et dangereuse pour l'agresseur lui-même ; et ils préfèrent régler les difficultés essentielles de l'heure, non pas par un conflit, mais dans une conférence internationale. C'est aussi une hypothèse possible.
Et puis, il y a une troisième hypothèse qui ne me semble pas du tout invraisemblable. Il n'est pas téméraire d'affirmer que les nouveaux dirigeants soviétiques, plus habiles que Staline lui-même, ont compris qu'ils n'atteindraient vraisemblablement leurs buts que dans la mesure où ils parviendraient à dissocier les nations libres, les démocraties occidentales, que dans la mesure où ils parviendraient à arrêter ou ralentir l'effort de défense des puissances démocratiques. Et ils ont pensé, tout naturellement, ajoutent ces camarades, que le meilleur moyen de provoquer ces dissensions, au sein du camp démocratique, c'était de lancer leur offensive de paix. Mais si cette hypothèse était l'hypothèse la plus juste, alors au bout d'un certain temps, lorsqu'ils auraient vraiment créé des dissensions profondes au sein du camp démocratique, ils ne tarderaient pas à reprendre leur politique traditionnelle… (applaudissements)… Ils ne tarderaient pas à reprendre leur politique d'agression et dans des conditions infiniment meilleures pour eux.
Je crois que c'est là aussi une hypothèse que nous avons le devoir d'examiner car elle me semble fort pertinente. Mais de toute manière, quelles que soient les hypothèses envisagées, nous arrivons, j'en suis persuadé, à cette conclusion que les décisions du Parti, que les décisions que nous avons prises au dernier Congrès, que nous avons défendues au cours de ces dernières années, sont toujours valables.
Mais oui, Jules Moch, que disions-nous ? Qu'avons-nous dit au cours de ces dernières années au Congrès national ? Je voudrais essayer, très brièvement, de rappeler notre langage de cette époque.
Nous disions : "Devant la politique d'agression de l'Union soviétique, les démocraties occidentales ont le devoir de se rassembler et de se réunir pour organiser en commun leur défense".
Ce n'est pas de gaîté de cœur que nous avons accepté un nouvel effort de défense, nous qui avons toujours déclaré que seul le désarmement général, simultané et contrôlé, pourrait éloigner définitivement de nous tout risque de guerre, et qui continuons à penser que c'est seulement dans la mesure où l'on pourra demain s'engager dans cette voie que l'on pourra installer la paix sur des possibles et stables.
Ne croyez pas que c'est de gaîté de cœur que nous avons accepté un effort de défense. Mais cet effort, si nous l'avons accepté, ne croyez pas non plus que c'est

pour pouvoir gagner une prochaine guerre, car nous pensons toujours, car nous avons toujours pensé, que l'on pourrait, que l'on doit éviter la guerre.
L'effort de défense, nous l'avons réclamé parce que nous avons, bien au contraire, le sentiment que c'était probablement le seul moyen d'empêcher la guerre… (applaudissements)… Nous l'avons réclamé parce que c'était dans notre esprit un des éléments d'une politique constructive de paix ; car nous sommes persuadés que la Russie soviétique n'acceptera de se rendre dans une conférence internationale, non pas avec la volonté de la saboter, comme elle l'a fait si souvent et en particulier au Palais Rose, mais n'acceptera de se rendre dans une conférence internationale, avec le désir de rechercher avec nous et comme nous des solutions efficaces aux grandes difficultés de l'heure, que dans la mesure où la Russie soviétique comprendra qu'en face d'elle s'est créé un rassemblement suffisamment puissant pour qu'une agression de sa part, si par malheur elle la déclenchait, lui apparaisse vraiment comme dangereuse et périlleuse pour l'agresseur lui-même.
(Applaudissements)
Nous devons donc poursuivre sans répit un double effort. Nous devons, oui certes, réclamer une grande confrontation internationale ; nous devons sans cesse proposer des solutions précises et concrètes qui, si elles étaient acceptées, permettraient de résoudre définitivement les problèmes internationaux, d'amener une détente véritable. Mais ces propositions et cette grande confrontation internationale ne seront possibles et utiles que dans la mesure où nous poursuivrons notre effort de défense.
Voilà quel est le double effort que nous avons demandé que nous avons défendu devant le Parti au cours de ces dernières années.
Et bien, avez-vous vraiment le sentiment que ce langage soit aujourd'hui dépassé par les événements ? Certainement pas. La détente qui s'amorce ne s'affirmera vraiment que dans la mesure où nous continuerons à montrer que nous ne sommes pas décidés à céder devant les menaces d'intimidation et de chantage, que dans la mesure où nous poursuivrons notre effort de défense, tant que la Russie soviétique n'aura pas manifesté son désir de paix, non pas seulement par des discours plus conciliants, mais par des actes précis et par des garanties.
(Applaudissements)
Voilà la politique que nous devons aujourd'hui définir ; et je suis persuadé que c'est la politique que nous avions déjà définie et qui ne se trouve pas modifiée.
Mes chers amis, c'est à la lumière de ces réflexions que je voudrais examiner un certain nombre de problèmes d'actualité. Problème de l'Allemagne, tout d'abord. Nous avons tous salué avec beaucoup de joie et même beaucoup d'enthousiasme la révolte des ouvriers de l'Allemagne de l'Est… (applaudissements)… qui nous ont montré qu'ils voulaient prendre la place qui leur revenait dans une Europe libérée, dans une Europe démocratique.
Mais, si sur ce tableau allemand, il y a un certain nombre de facteurs encourageants comme celui-là, il y a aussi des facteurs qui sont infiniment plus troublants et plus angoissants. Nous savons qu'un courant nationaliste en Allemagne renaît et se développe. Nous avons regretté, comme vous Jules

Fondation Jean-Jaurès

Moch, la décision du Bundestag d'il y a quelques jours. N'oubliez pas cependant que c'est à la demande, hélas, de nos amis Socialistes, que cette décision a été prise. C'est pour cela que j'ai bien le droit de dire qu'il y a en Allemagne dans tous les milieux, un courant nationaliste qui se développe et qui me semble particulièrement angoissant.
Nous avons également le sentiment que, si sur le plan européen, rien ne se modifie, ce courant nationaliste, dans deux ans, dans trois ans, aura sans doute pris la direction définitive de l'Allemagne nouvelle, et que cette Allemagne nouvelle, alors, suivra les voies de l'Allemagne hitlérienne.
Je suis, et je crois que le l'ai dit à un Congrès national dernièrement, je suis de plus en plus frappé par l'analogie qui peut exister ou qui pourrait hélas exister entre la situation présente et la situation que nous avons connue entre les deux guerres.
Au lendemain de la guerre de 1914-1918, que s'est-il passé ? L'Allemagne était vaincue ; elle était démilitarisée ; elle était occupée ; elle était privée d'un certain nombre de ses droits souverains, comme au lendemain de cette guerre. Elle est restée isolée car il n'était pas question, à ce moment-là, de construire l'Europe. Cette situation s'est maintenue pendant un certain nombre d'années, puis l'Allemagne a redemandé les droits qu'elle avait perdus.
Au début, nous avons dit : "Non. Jamais ?" Puis, très vite, nous nous sommes aperçus que nous étions à peu près les seuls à tenir ce langage et que beaucoup de grandes puissances, dans le monde, acceptaient de redonner à l'Allemagne les droits perdus par elle au lendemain de la guerre. Alors, peu à peu, avec notre assentiment, parfois sans notre assentiment, l'Allemagne est redevenue une puissance souveraine, elle est redevenue forte politiquement, elle est redevenue puissante économiquement, elle a eu la possibilité de refaire une force militaire et ça été une armée nationale, une armée sans contrôle, et ce fut l'Allemagne hitlérienne.
Eh bien, si vous renouvelez aujourd'hui les mêmes erreurs, si vous laissez une nouvelle fois l'Allemagne divisée, l'Allemagne isolée dans une Europe divisée, vous assisterez inévitablement, avec une logique implacable, à la même évolution inéluctable des choses.
l'Allemagne redemande déjà les droits d'une nation souveraine. Nous nous apercevons déjà que nous sommes presque les seuls à nous opposer à cette thèse et que les grandes puissances du monde acceptent de rendre à l'Allemagne les droits qu'elle n'a plus ; et nous serons forcés de céder. Et le jour où cette Allemagne aura retrouvé, grâce aux autres nations du monde, tous les droits d'une puissance souveraine, cette Allemagne isolée, cette Allemagne isolée dans une Europe divisée, redeviendra forte politiquement, elle redeviendra puissante économiquement, elle refera son armée ; et ce sera une armée sans contrôle, une armée dangereuse et une armée belliciste.
(Applaudissements)
Alors, chers amis, comment éviter cela ? Je ne vois qu'une seule solution : c'est d'intégrer l'Allemagne alors qu'il en est temps encore, alors qu'une majorité d'Allemands l'acceptent encore, car demain ce serait trop tard, ils n'accepteraient

plus d'intégrer l'Allemagne, alors qu'il est temps encore de le faire dans une communauté européenne véritable.
Il ne s'agit pas de rendre à l'Allemagne les droits abandonnés par elle, les droits perdus par elle au lendemain de la guerre, mais bien au contraire de faire exercer ces droits par l'ensemble de la communauté. Il faut intégrer l'Allemagne sur le plan politique, sur le plan économique, pour que l'économie allemande ne s'oppose plus aux autres économies européennes, il faut l'intégrer sur le plan militaire pour qu'il n'y ait plus une armée allemande se développent librement, sans contrôle, mais pour qu'il y ait une armée européenne, pour qu'il n'y ait plus qu'une seule politique européenne, obéissant à une seule politique européenne.
Voilà la seule solution, il n'y en a pas d'autre, au problème de l'Allemagne, c'est ce que nous souhaitons tous très ardemment, et sur ce point nous sommes parfaitement unanimes ; nous souhaitons la réunification de l'Allemagne et nous pensons que cette réunification doit tout naturellement être précédée d'élections parfaitement libres, parfaitement démocratiques.
Nous pensons également que le gouvernement de l'Allemagne réunifiée devra avoir le droit de s'intégrer pleinement et totalement dans une communauté européenne véritable, mais nous pensons aussi que nous ne devons pas, malgré cela, ralentir nos efforts de construction européenne et d'intégration de la partie de l'Allemagne que seule à l'heure présente nous pouvons intégrer, car nous sommes persuadés que si dès maintenant nous n'arrivons pas à créer en Allemagne un courant puissant en faveur de l'intégration européenne, le jour où l'Allemagne aura fait son unité elle refusera de travailler avec nous et ce sera pour nous, à ce moment-là, la pire des situations pour nous et pour l'Europe tout entière.
Voilà, mes chers amis, quelques réflexions sur le problème de l'Allemagne, et maintenant j'arrive tout naturellement, par cette transition, à aborder le problème de l'armée européenne.
Certes, si nous étions en période de conférence de désarmement général, simultané, contrôlé, si ce désarmement était pour demain, le problème de l'armée européenne se poserait dans des conditions tout à fait différentes, croyez-le bien.
Mais il faut encore pendant un certain temps hélas, avoir en Europe et dans le monde des formes militaires, et le problème qui se pose est de savoir quelles formes doivent prendre ces forces militaires sur le plan européen.
Tout d'abord, je suis persuadé que nos misérables armées nationales, malgré leur participation à l'alliance atlantique, nous coûtent fort cher et sont fort inefficaces… (applaudissements)… Car même sur le plan militaire, les problèmes nationaux sont aujourd'hui dépassés, et nous devons nous placer là aussi sur le plan européen.
Puis il me semble également évident que dans la mesure où nous sommes amenés à demander aux nations démocratiques d'Europe de participer à un effort de défense, l'Allemagne tout naturellement doit y prendre part, car il est impensable que la France continue à faire un effort trop lourd pour elle, qui dans urne certaine mesure ruine son économie, alors que l'Allemande sans budget de

guerre aurait la possibilité, infiniment plus facilement que nous, de remonter ses ruines.
Il faut une participation de toutes les nations européennes et démocratiques qui devraient s'entendre si, par malheur, il y avait une agression soviétique.
Puis, je voudrais aussi examiner maintenant un autre problème, c'est la question suivante : que se passerait-il si l'armée européenne ne devenait pas une réalité ? C'est une question eue nous avons tout naturellement le devoir de nous poser avant de prendre une décision politique importante. Les hommes politiques ont le devoir, avant de prendre une décision, de savoir quelles sont exactement les conséquences politiques de leur geste.
Quelles seraient les conséquences d'un refus et, en particulier, quelles seraient les réactions américaines ? Ah, je sais bien ; lorsque j'avance ce problème, je me heurte toujours aux mêmes objections ; on me dit : mais comment, vous parlez toujours des réactions américaines ! Vous faites peser sur nous le chantage des réactions américaines ; ce n'est pas digne de vous, vous n'avez pas le droit de faire cela.
Je ne sais pas si j'ai le droit de faire cela, et pour ma part je ne suis pas du tout décidé à céder à un chantage quelconque, mais j'ai le devoir, je le répète, avant de prendre une décision, de savoir quelles seront les réactions dans le monde.
Après tout, si nous avions pu dire il y a quelques années à l'Amérique : Ne vous occupez pas de notre défense, nous sommes assez forts pour nous défendre seuls, nous n'avons pas besoin de vous, nous ne voulons pas que vous veniez chez nous, à ce moment-là nous aurions sans doute le droit de dire à l'Amérique : Ne vous occupez pas des problèmes de l'Allemagne, du réarmement de l'Allemagne, cela ne vous regarde pas.
Mais hélas, nous avons été amenés, il y a quelques années, à demander à l'Amérique de participer à notre effort de défense, et en ce moment, sur le plan continental, il y a des forces américaines puissantes. Dans la mesure où nous avons été amenés à demander la participation américaine à un effort de défense de l'Europe, nous sommes bien obligés, Jules Moch, d'accepter dans une certaine mesure certains conseils, ou certaines observations d'amis qui viennent participer avec nous à un effort.
Eh bien, que pensent ces amis sur le problème de l'armée européenne ? Dans les cercles dirigeants républicains, il y a deux courants qui s'opposent et je crois que suivant que l'un ou l'autre de ces deux courants triompherait, on peut savoir quelle serait la ligne politique suivie par le gouvernement américain.
Premier courant, le sénateur Taft ; courant isolationniste ; s'il triomphait demain, au lendemain d'un échec de l'armée européenne, nous pouvons savoir d'une manière assez précise et nette ce qui se passerait, car le sénateur Taft a été très clair à cet égard. Ce serait le triomphe de la politique périphérique, isolationniste. Nous savons que les forces américaines évacueraient le continent, resteraient à la périphérie de l'Europe, auraient une action accrue en Extrême-Orient. Ce serait cela, le triomphe de la thèse du sénateur Taft.
Quelles seraient les conséquences ? L'Europe continentale abandonnée par les forces américaines ? N'avez-vous pas le sentiment que nous deviendrions une

proie un peu trop tentante et facile pour les forces qui naguère n'étaient que des forces d'agression et qui pourraient alors le redevenir très rapidement, au lendemain de l'évacuation de l'Europe ?
Et nous aurions fait cela pour éviter le danger du réarmement de l'Allemagne, sous une forme ou sous une autre, et nous n'aurions même pas atteint notre but, car, je vous le demande, le jour où l'Europe serait abandonnée par les forces américaines, qui pourrait empêcher les Allemands de refaire non pas une participation à l'armée européenne, mais de refaire leur armée nationale, leur armée sans contrôle ?
(Applaudissements)
Et nous aurions ainsi, pour éviter un danger, plongé l'Europe dans la pire des situations, sans éviter le danger, bien au contraire en le rendant plus grave encore.
Je sais bien ce que certains amis me disent, et ce que Jules Moch a dit tout à l'heure : cette thèse est fort peu vraisemblable, il est très vraisemblable que l'Amérique n'adopterait pas une telle solution. Je le crois très volontiers, je crois que ce serait au contraire le triomphe de la thèse représentée au sein du gouvernement américain par le général Eisenhower et nous savons ce qui se passerait au lendemain d'un échec. Nous savons fort bien que le général Eisenhower ne nous abandonnerait pas, nous savons fort bien qu'il ne demanderait pas le départ des troupes américaines d'Europe, nous savons fort bien qu'il continuerait à nous dire : la défense de l'Europe, c'est aussi notre défense.
Mais il ne nous a pas caché non plus qu'à ce moment-là, pour continuer à obtenir de son parlement et de son peuple le vote de crédits infiniment plus considérables que les nôtres, en faveur de la défense de l'Europe, il serait amené à demander à tous les Européens de faire ce même effort, il serait amené par conséquent à demander aux Allemands de refaire une armée allemande, de reparticiper à un effort de défense sur un plan strictement national, et ce serait l'armée allemande sans contrôle, infiniment plus dangereuse que la participation allemande à une armée européenne.
Voilà les deux thèses possibles, voilà les deux hypothèses possibles, et il est bien certain qu'après un échec de la communauté européenne de défense, ce serait inévitablement ou le triomphe de l'une ou le triomphe de l'autre, mais le triomphe de l'une ou de l'autre serait infiniment plus dangereux pour nous que la participation de l'Allemagne à une armée européenne.
Il est évident que le problème ne peut pas être tranché aujourd'hui par notre Congrès, car nous avons posé un certain nombre de conditions, et nous ne pourrons prendre urne décision à cet égard que lorsque nous connaîtrons les réponses qui ont été faites aux conditions que nous avons posées.
Ces conditions sont essentiellement au nombre de deux, deux importantes, car il y en a d'autres. Je ne parle que des deux plus importantes sur lesquelles nous devons insister plus particulièrement :
1°) l'association de la Grande-Bretagne ; ne croyez pas que c'est de gaieté de cœur que nous avons accepté d'envisager la possibilité d'une armée européenne

sans la participation pleine et entière de la Grande-Bretagne ; aucun Socialiste ne s'est résigné et ne se résigne encore aujourd'hui à une construction européenne sans la participation la plus complète possible de la Grande-Bretagne, et si nous avons été amenés à commencer notre œuvre de construction de l'Europe sans la participation pleine et entière de la Grande-Bretagne, c'est d'une part parce qu'il fallait faire vite, et d'autre part parce que nous avions la conviction, que le jour où nous aurions commencé, la Grande-Bretagne, inévitablement, viendrait nous rejoindre.

Mais nous devons insister sur un point précis : C'est que l'association entre la Grande-Bretagne et la communauté européenne de défense est une association étroite, une association organique, et nous devons demander à notre gouvernement, ou à nos gouvernements puisqu'ils se succèdent rapidement au pouvoir en ce moment, d'engager le plus rapidement possible et de poursuivre les négociations avec le gouvernement de Grande-Bretagne pour aboutir à un accord contractuel et à un accord organique entre la communauté européenne et le gouvernement anglais.

2°) Le problème de l'autorité politique. Nous avons en effet toujours déclaré qu'il n'était pas concevable d'avoir une armée européenne qui ne soit pas contrôlée démocratiquement. Ce n'était pas concevable pour toute sorte de raisons, mais en particulier parce que nous ne pouvons pas accepter que des techniciens militaires, qui seraient inévitablement des généraux sans doute fort brillants, en qui tout de même notre confiance est également fort limitée, aient la possibilité d'organiser seuls et sans contrôle la défense de l'Europe.

C'est pourquoi nous devons demander un véritable pouvoir politique comportant un exécutif responsable devant un parlement, un parlement représentant valablement nos populations et les populations des différents états qui auront accepté de s'intégrer dans la communauté de défense.

Je crois que la meilleure solution, d'ailleurs, pour que le parlement représente valablement l'état d'esprit des populations de l'Europe, au moins continentale pour commencer, c'est encore d'avoir une chambre élue au suffrage universel direct.

Voilà quels sont, à mon sens, les principes sur lesquels nous pouvons très facilement nous retrouver unanimes, et sur lesquels nous devons insister et dire aux six gouvernements qui en ce moment commencent l'examen de ce problème, que le projet d'autorité politique devra s'inspirer essentiellement de ces principes démocratiques.

Je suis persuadé d'ailleurs, étant donné que le problème de la ratification de l'armée européenne ne se posera pas avant un certain nombre de mois, que Jules Moch aura raison et qu'il aura satisfaction sur ce point. Nous pourrons ratifier en même temps ou presque, très vraisemblablement, à la fois le projet sur l'armée européenne et l'autorité politique chargée notamment de contrôler cette organisation militaire.

Dans la salle - Même si nous n'avons pas satisfaction sur ces deux points ?

Fondation Jean Jaurès

Gérard Jaquet - Il est bien certain que nous devons faire pression là aussi, sur nos gouvernements, comme pour le premier point, pour obtenir satisfaction sur ce qui nous semble être une chose essentielle, une organisation politique ayant vraiment la possibilité d'être contrôlée efficacement.
C'est cela les points sur lesquels nous sommes tous d'accord, et nous devons faire pression sur nos gouvernements pour obtenir satisfaction à cet égard.
C'est pour cela d'ailleurs que nous ne demandons pas aujourd'hui à ce Congrès de se prononcer sur la ratification, c'est pour cela que nous avons toujours prévu un Conseil national se réunissant en temps utile pour prendre une décision définitive sur ce point, un conseil national qui pourra alors tenir compte de tous les éléments d'information que nous posséderons dans ce domaine.
Mais je tiens à dire que si nous ne prenons pas aujourd'hui une décision sur la ratification, nous devons quand même réaffirmer notre adhésion au principe de l'armée européenne, car il n'est pas possible à mon avis, sur ce point aussi important, d'adopter urne formule d'unanimité qui ne donnera des satisfaction à personne et qui laissera le Parti, une fois encore, dans le trouble et dans la confusion. Depuis un an, nous vivons dans cette atmosphère, tout le monde nous dit : mais enfin, vous Socialistes, quelle est votre position sur ce problème important ?... (applaudissements)… Dans la presse, on lit des articles pour, des articles contre ; le Parti se divise et se déchire, et il faut, une fois pour toutes, qu'il ait le courage de prendre une position nette et précise ; un parti digne de ce nom ne se grandit jamais en fuyant les problèmes ; il se grandit toujours en essayant de trouver une solution claire et précise aux problèmes les plus angoissants.
(Applaudissements)

Dans la salle - Et le problème des élections allemandes ?

Gérard Jaquet - Il ne se posera pas avant le mois de décembre. D'autre part, je voudrais également dire un mot sur les problèmes d'intégration économique de l'Europe.
Je n'insisterai pas, car je sais que d'autres camarades parleront de cela ; mais je voudrais simplement montrer que dans notre esprit, la construction de l'Europe n'est pas simplement une construction militaire, car certains camarades nous font ce reproche et nous disent : vous voulez construire l'Europe pour des raisons militaires seulement. Non pas. Au début, au lendemain de la libération lorsque nous avons pensé au problème de l'unification européenne, dans notre esprit, il fallait d'abord construire l'Europe sur le plan politique, économique, social, avant de la construire sur le plan militaire.
Les événements, hélas, ne l'ont pas permis, et nous avons dû examiner les problèmes militaires, car il n'est pas digne de ne pas examiner tous les problèmes qui se posent et de trouver des solutions valables.
Mais il est bien certain qu'il y a des raisons permanentes de faire l'Europe qui s'imposeraient demain même si nous avions réglé définitivement le problème international. C'est le problème de l'intégration économique qui doit être de plus

Fondation Jean Jaurès

en plus poussée pour pouvoir résoudre nos problèmes économiques et pour pouvoir trouver des solutions valables sur le plan social.
Il faut donc poursuivre cette œuvre de construction de l'Europe ; elle ne doit pas être ralentie, mais bien au contraire aujourd'hui accélérée au maximum.
Je voudrais maintenant, dans la dernière partie de mon intervention, répondre brièvement à quelques critiques qu'on nous adresse.
On nous dit : Tous faites l'Europe sans les Anglais ; j'ai répondu en parlant de l'armée européenne.
On nous dit : Vous faites une Europe dirigée par les forces cléricales, vous construisez l'Europe vaticane.
Là, je voudrais exactement savoir de quoi il s'agit. Si il s'agissait de construire un état centralisé, un super état s'étendant à l'ensemble des problèmes, s'étendant en particulier aux problèmes culturels ou aux problèmes d'organisation scolaire, là je vous dirais : Oui, certes, il y a un danger, et je ne vous engagerais pas, croyez bien, dans cette voie.
Mais il s'agit de quoi ? Il s'agit tout d'abord de faire l'Europe sur le problème du charbon et de l'acier, premier point. Est-ce que vraiment il y aura là une influence déterminante des forces vaticanes ? Je n'en ai pas le sentiment.
Il s'agit de construire l'Europe sur le plan de l'agriculture ou des transports. Est-ce qu'il y aura là aussi une influence des forces vaticanes ? Je n'en ai pas le sentiment.
Il s'agit de construire une Europe sur le plan de la défense. Est-ce que le Vatican a des conceptions particulières en matière d'organisation de la défense ? J'avoue que je n'en suis pas du tout persuadé, et je ne le crois pas.
Si vous faites une armée européenne, vous avez besoin d'une diplomatie commune entre les différentes nations qui accepteraient de s'intégrer, et c'est là qu'il y aura une influence vaticane. Je vous avoue que je n'en suis pas encore nettement persuadé, car je constate que dans tous les milieux, qu'ils soient politiques, religieux, il y a les mêmes divergences sur les problèmes internationaux.
Ces divergences qui existent dans ces Congrès existent dans les milieux protestants, dans les milieux catholiques, au Vatican lui-même ; il y a au Vatican les mêmes divergences qu'ici, les mêmes courants d'opinion ; il y a même un courant qui ne se manifeste pas nettement ici, un courant purement neutraliste.
Quelle est la politique vaticane en matière internationale ? En quoi se différencie-t-elle de la politique des autres partis, des autres religions ? Elle est profondément divisée comme nous-mêmes, croyez-le bien.
On nous dit : S'il n'y a pas d'influence vaticane, il y aura au moins une influence réactionnaire et conservatrice dans les communautés européennes que vous créerez à six. Il est certain que les forces réactionnaires auront la majorité. La situation serait infiniment meilleure si nos amis de Grande-Bretagne et des pays scandinaves acceptaient de s'intégrer à l'Europe d'aujourd'hui, c'est certain, mais je n'ai pas le sentiment que la situation serait aussi mauvaise que cela dans les communautés européennes qui sont créées ou que nous pourrions demain créer.

Fondation Jean-Jaurès

N'oubliez pas qu'en France nous n'avons pas un gouvernement Socialiste soutenu par une majorité Socialiste ; si nous avions un gouvernement purement Socialiste, je pourrais vous dire : attention, soyons exigeants ; mais nous ne sommes qu'une minorité et nous avons en ce moment, dans notre Parlement, une majorité réactionnaire et conservatrice. La situation serait-elle plus mauvaise pour nous ? La peur de l'Allemagne serait-elle un désastre pour nous ?

Je critique très sévèrement la politique de nos amis Socialistes allemands sur le plan international, mais sur le plan social et économique, ce sont vraiment des Socialistes ; ils sont courageux, ils se battraient avec nous.

N'avez-vous pas l'impression que la force du Parti social-démocrate est particulièrement puissante et importante, soutenue par une centrale syndicale considérable et de tendance Socialiste ? Est-ce que l'apport allemand diminuerait la force Socialiste sur le plan européen ? Sûrement pas. En Belgique, la situation est la même, le Parti Socialiste est courageux, fort, soutenu par une centrale syndicale puissante ; en Hollande, la situation est la même, au Luxembourg aussi. Je sais qu'en Italie la situation n'est pas bonne, elle est même mauvaise, mais il n'est pas téméraire de prétendre que dans cette communauté -qui même au départ pourrait être limitée à six - que les Socialistes ne seraient nullement défavorisés, mais bien au contraire la force Socialiste serait infiniment plus puissante que sur un plan strictement national.

D'autre part, nous ne serions pas isolés sur le plan européen. Nous pourrions trouver un certain nombre d'alliés sur le plan social et sur le plan économique, un certain nombre de démocrates chrétiens de gauche qui, sans doute, sont éloignés de nous sur le plan intérieur parce qu'il y a des problèmes fort douloureux qui se posent sur le plan de la politique intérieure, mais qui ne se poseraient pas de la même manière sur le plan des transports ou du charbon et de l'acier et il est bien certain que nous pourrions ainsi constituer une force sociale et une force de gauche infiniment plus puissante que la force sociale française, car le front démocratique et social que nous pouvons constituer sur le plan intérieur et qui me semble, en effet, nécessaire, devrait tout naturellement avoir son prolongement sur le plan européen.

Voilà, mes chers amis, les quelques réflexions que je tenais à vous présenter. La solution que je me suis efforcé de définir n'est certes pas une solution de facilité. Elle soulève bien des difficultés, me direz-vous. Sans doute, mais quelle est la solution qui, aujourd'hui, n'en soulève aucune ? Les solutions de facilité qui consisteraient pour éviter les inconvénients et les difficultés à ne rien choisir, à assister, impassibles et sereins, aux convulsions gigantesques du monde moderne, ne sont pas dignes du Socialisme. Elles ne tarderaient pas d'ailleurs à se retourner contre nous et à nous frapper cruellement. Une solution digne de ce nom ne peut plus être, à l'heure présente, une solution facile.

On me considère souvent, avec une indulgence un peu ironique, comme un fanatique, comme un maniaque de l'Europe. Je ne sais pas si je suis un fanatique ou un maniaque mais j'ai, en tous cas, la conviction profonde que la solution européenne est, à coup sûr, la seule efficace et la seule raisonnable. Choisissons-la avec conviction et avec courage. Choisissons-la pour rester fidèles à notre

tradition internationaliste et à notre doctrine de toujours, mais choisissons-la surtout pour rester dignes des millions d'hommes angoissés qui placent en nous leur espoir suprême et qui ne nous pardonneraient pas nos hésitations et notre impuissance.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Hauriou.

André Hauriou

Camarades, les quelques orateurs qui, jusqu'à présent, ont pris la parole dans le débat de politique étrangère, nous ont montré à tous que le problème allemand, et plus particulièrement le problème de l'intégration de forces allemandes dans la communauté européenne de défense, était au centre de nos préoccupations en ce qui concerne la paix du monde et la politique qui doit nous y conduire.
Certes, je sais comme vous que le Parti, en ce qui concerne ce problème, a pris un certain nombre de décisions. Lors de notre dernier Congrès national, il a décidé, à une majorité absolue, d'approuver le projet de communauté européenne de défense et il a pris également la décision de s'en remettre à un Conseil national pour décider, lorsque le moment serait venu, si le Parti devait approuver ou non le traité, amendé ou non, sur la communauté européenne de défense, mais je pense que, dans le cadre des décisions qui ont été prises antérieurement par le Parti, nous avons aujourd'hui un double devoir. D'une part, celui de nous informer mutuellement sur les événements qui sont survenus depuis l'année dernière et qui sont importants, de les peser, d'en apprécier la portée et d'en retenir les enseignements qui, le moment venu, devront nous orienter vers telle ou telle voie. D'autre part, celui de dire à quelle date nous estimerons que le moment sera venu pour prendre notre décision, notre décision définitive, car enfin, je ne pense pas que sur ce point, nous devions les uns et les autres consentir par avance à être devancés soit par les événements soit par d'autres partis. Je pense que nous avons le droit et probablement le devoir de dire à quelle date nous estimerons, compte tenu de la situation internationale et de l'enseignement des événements, qu'il conviendra de se prononcer définitivement.
C'est à la lumière de cette interprétation - que je crois être celle des décisions qui ont été prises jusqu'à présent par le Parti - que je voudrais très rapidement faire le bilan des derniers mois.
Depuis deux ou trois mois, en tous cas depuis la mort de Staline, il n'est pas douteux que des événements d'une particulière importance se sont succédés. J'entends bien que l'on peut et que même, sans doute, on a le droit d'hésiter sur le sens de ces événements. Il est parfaitement possible - comme le disait Gérard Jaquet tout à l'heure - que ce soit uniquement dans l'intention de dissocier les alliés occidentaux et avec la volonté de mettre en œuvre une politique plus souple et plus efficace que cette série de gestes spectaculaires se produit de semaine en semaine et presque de jour en jour.
Seulement, d'autres interprétations sont aussi possibles et je crois qu'il est de notre devoir d'examiner objectivement quels sont les tests que la Russie

soviétique a donnés jusqu'à présent de sa nouvelle volonté, de sa nouvelle bonne volonté de s'acheminer, si faire se peut, vers une détente internationale et vers la paix.
Je voudrais que les camarades remarquent avec moi, d'une part, que pour la première fois, l'URSS a accepté la dénonciation de l'arbitraire en remettant en cause le procès qui était fait aux médecins juifs. C'est la fin du mythe de l'infaillibilité ; c'est, dans une certaine mesure, la laïcisation du pouvoir du Kremlin.
Je voudrais que l'on remarque que, pour la première fois dans les négociations internationales, l'URSS pardonne les fausses manœuvres de ses adversaires. Comment, Syngman Rhee se rebelle contre le président des Etats-Unis et contre le commandant en chef des armées des Etats-Unis ? Et vous entendez bien qu'il y a quelques mois, l'esquisse de la libération de quelques prisonniers par Syngman Rhee aurait suffi à interrompre et peut-être même à enterrer définitivement les pourparlers de paix. A l'heure actuelle, l'URSS pardonne les fausses manœuvres des adversaires. L'URSS, surtout, accepte un désarmement psychologique qui ne peut pas manquer de se produire soit en Russie elle-même, soit dans les démocraties dites populaires qui sont soumises à l'URSS. Que dis-je, elle accepte les risques de révoltes !
Quelle que soit l'opinion que nous ayons sur les événements de Berlin-Est et peut-être aujourd'hui sur ceux de Pologne et quel que soit le devoir que nous ayons d'en tirer le maximum d'arguments contre le régime soviétique policier, nous ne pouvons pas constater qu'en amorçant une détente entre l'est et l'ouest, ou en faisant, en tous cas, un certain nombre de gestes qui pouvaient donner à penser qu'elle s'orientait dans ce sens, l'URSS ait, dans une certaine mesure, relâché son étreinte policière ; elle a accepté par avance, avec tous les risques que cela pouvait entraîner pour elle, les possibilités de révoltes qui, en fait, se sont produites.
En présence de cette évolution, faut-il dire dès maintenant qu'il convient de renoncer à ratifier le traité sur la CED ?
Ce serait, à mon sens, une erreur. Il n'est pas concevable de se priver définitivement de ce moyen de pression sur la Russie soviétique qu'est la ratification éventuelle du traité sur la CED car je ne suis pas du tout de ceux qui excluent l'idée que les efforts qui, jusqu'à présent, ont été faits en ce sens, n'aient pas amené la Russie à se rendre compte du danger qu'elle courrait si elle continuait implacablement la guerre froide, parce qu'elle risque d'être la victime d'un conflit mondial, d'être la partie perdante, mais je crois qu'il faut faire une distinction - le moment est venu de la faire - entre la signature du traité et la ratification du traité.
Je voudrais, mes chers camarades, attirer très rapidement votre attention sur ce point. Je voudrais que vous réfléchissiez quelques instants avec moi que ratifier le traité sur la communauté européenne de défense, c'est-à-dire en fait - et je m'attacherai dans quelques instants à le prouver en quelques mots - procéder d'une certaine façon mais procéder tout de même au réarmement de l'Allemagne, c'est franchir le Rubicon. C'est faire un geste à partir duquel nous renonçons

délibérément à nous placer dans une perspective au bout de laquelle il peut y avoir la détente internationale, des accords possibles sur les points qui divisent, à l'heure actuelle, le monde occidental et le monde oriental, et en tous le désarmement. C'est nous placer volontairement dans une perspective au bout de laquelle il n'y a nécessairement que la course aux armements chaque jour aggravée. Je dois vous dire que si, au bout de cette course aux armements, il n'y a pas un jour un conflit international, ce sera bien la première fois dans l'histoire du monde, et cette fois-ci, ce sera une conflagration mondiale.

Je crois, en effet, camarades, qu'il faut réfléchir que la Russie soviétique ne peut pas avoir de crainte plus grande que de voir les alliés occidentaux procéder au réarmement de l'Allemagne. J'entends bien que l'on me dira : "Mais ce n'est pas du tout la même chose de laisser l'Allemagne récupérer une armée nationale ou d'intégrer les contingents allemands dans la CED".

Je voudrais vous rendre attentifs à ce qui, en réalité, se passera. Je voudrais que vous soyez convaincus comme moi qu'à partir du moment où nous procéderions à la ratification du traité sur la communauté européenne de défense - en particulier au moment présent, c'est-à-dire à un moment où une perspective de détente internationale s'amorce - il ne serait plus question de procéder pacifiquement à la réunification de l'Allemagne, car vous entendez bien que la Russie soviétique ne consentira pas à ce que l'Allemagne orientale rejoigne l'Allemagne occidentale, simplement pour augmenter les contingents allemands. Vous n'êtes pas sans comprendre que le problème majeur, le drame essentiel de l'Allemagne, c'est celui de sa réunification. Il ne peut y avoir pour un Allemand, qu'il soit de l'ouest ou de l'est, un autre problème que celui de l'unification de l'Allemagne. Si cette réunification ne peut pas se faire dans une perspective d'accord, dans une perspective de traité signé avec la Russie, vous entendez bien qu'elle ne pourra se faire que par la guerre. D'ailleurs, je voudrais que vous compreniez que si nous ratifions le traité sur la CED, il ne pourra pas s'agir au bout de quelques années - ou peut-être même de quelques mois - de 15 divisions allemandes seulement.

De plus, avec l'Allemagne coupée en deux, avec l'Allemagne orientale occupée par les forces soviétiques, nous ne pouvons pas demander aux Allemands de l'ouest de s'intégrer dans une communauté européenne de défense sans, par là même, garantir la défense de leur territoire contre une invasion possible des forces russes. Or, la défense du territoire de l'Allemagne occidentale implique quoi ? Elle implique l'adoption d'une stratégie qui conduit à confondre la bataille des frontières avec la "bataille décisive". Elle conduit, pour protéger le territoire allemand, à essayer d'arrêter l'ennemi à la frontière même, mais arrêter l'ennemi à la frontière même, c'est justement l'endroit où le coup de poing russe sera nécessairement le plus violent, où il risque d'être mortel, parce que toutes les unités seront encore fraîches, parce que les divisions blindées seront intactes, parce que la couverture aérienne sera à son maximum. Cette bataille, qui sera à la fois la bataille de frontières et la bataille décisive, elle risque d'être perdue si, en face des forces soviétiques, il n'y a pas des forces alliées qui soient d'une importance équivalente. Par conséquent, ce ne sont pas 12 divisions allemandes

dans cette hypothèse, c'est une armée européenne beaucoup plus importante, une armée européenne dans laquelle nous serons invités à fournir de nouvelles divisions, à moins que nous ne consentions à ce que le nombre des divisions allemandes ne croisse jusqu'à pouvoir équilibrer la poussée soviétique.
Camarades, comme tout le monde, mon temps de parole est limité. Je veux, parce que je suis toujours discipliné, vous livrer maintenant ma conclusion.
Ma conclusion rejoint celle de Jules Moch. Je crois que le devoir du Parti, dans les circonstances actuelles, c'est d'accepter de retarder des quelques mois nécessaires pour vérifier la réalisation des intentions de l'URSS ou plus exactement leur réalité vraie. Je crois qu'il faut que nous vérifiions la position de l'Allemagne occidentale après les élections, mais je crois aussi que l'on ne peut pas commettre - ayons le courage de le dire - ce dérèglement de l'esprit qui consiste à se placer à la fois dans une perspective de détente internationale et dans une perspective de tension internationale, ce dérèglement de l'esprit qui consiste à penser que l'on peut à la fois procéder au réarmement de l'Allemagne, même sous la forme de la CED, et poursuivre avec l'URSS des conversations qui aient quelque chance d'aboutir à quelque chose de réel. On ne peut pas à la fois se placer dans une perspective de paix et une perspective de guerre. Il faut choisir. Si le malheur veut que les efforts que les occidentaux ont le devoir d'accomplir à l'heure actuelle pour atteindre la détente internationale - et le règlement des problèmes les plus immédiats est le désarmement - si le malheur veut que ces efforts ne soient pas couronnés de succès, alors il sera temps de songer au réarmement de l'Allemagne. Je crois que, sans mettre le moins du monde en échec les décisions qui ont été prises par le Congrès, le courage consiste, devant les événements nouveaux qui se présentent à nous, à attendre et à dire que nous choisissons pour le moment la voie de la détente internationale, la voie de la conversation, la voie qui achemine au désarmement et à la paix. Bien entendu, si cette voie était définitivement fermée, nous n'hésiterions pas courageusement à faire face aux destinées qui scellaient sans doute alors les nôtres.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je vous informe que la conférence des élus municipaux se tiendra à 14 heures 30 dans la salle du théâtre.
Prochaine séance à 15 heures précises.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
45ème congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 1953

Séance du samedi 4 juillet 1953 (Après-midi)

La séance est ouverte à 15 h 30 sous la présidence de Gaston Defferre ; Assesseurs : Roussel (Gard), Marie-Antoinette Garou (Gironde), Begarra (Oran), Bellet (Savoie), Drop Ousmane Soce (Sénégal).

Le président (Gaston Defferre)

S'il n'y a pas d'opposition, je vais demander à ces camarades de prendre place immédiatement au bureau.
(Aucune opposition)
Camarades, la séance est ouverte.
Vous savez qu'au début de cette séance, nous devons, selon la tradition, entendre les camarades qui sont délégués par les partis frères. Sont présents ici aujourd'hui au Congrès National Socialiste notre camarade Victor Larock, membre du Bureau de l'Internationale Socialiste… (applaudissements)… Fritz Heine, Secrétaire général à la propagande, membre du bureau du SPD, délégué du Parti Socialiste d'Allemagne… (applaudissements)… Notre camarade Rodolfo Llopis, secrétaire général, du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, ancien président du Conseil de la République en exil… (applaudissements)… Notre camarade Harry Earnshaw, ancien président de l'exécutif du Labour Party, membre de l'exécutif… (applaudissements)… Notre camarade Van der Goess van Naters, membre de l'exécutif du Parti du Travail Hollandais, délégué à l'assemblée consultative de Strasbourg… (applaudissements)… Notre camarade Rafaël Ryba, secrétaire du Bund International… (applaudissements)… Notre camarade François Weirig, trésorier général du Parti Socialiste du Luxembourg… (applaudissements)… Notre camarade Richard Kirn, président du Parti Socialiste Sarrois, ministre du travail… (applaudissements)… Notre camarade Karl Mossinger, représentant également le Parti Socialiste Sarrois… (applaudissements… au nom de l'Union Socialiste des Emigrés notre camarade Voinea, Roumanie… (applaudissements)… Notre camarade Zaremba, Pologne… (applaudissements)… Et notre camarade Bankuti, de Hongrie… (Applaudissements)
Le Bureau du Congrès a reçu un télégramme adressé par l'Union Socialiste du Peuple Travailleur de Yougoslavie au 45ème Congrès de la SFIO ainsi conçu : "L'Union Socialiste du Peuple Travailleur Yougoslave salue le 45ème Congrès du Parti Socialiste Français ; nous profitons également de cette occasion pour envoyer, au nom des travailleurs yougoslaves, nos plus chaleureuses salutations aux travailleurs de Paris, de France. L'édification de la société Socialiste est notre but commun. Convaincu que le Congrès de votre parti fera un pas en avant dans la lutte pour la paix, la qualité des peuples et la victoire du Socialisme, nous lui souhaitons le succès de ses travaux. Signé : Yonar Renard, ministre d'Etat, Membre du Bureau Politique de l'Union Socialiste."
(Applaudissements)
Je vais donner la parole à notre camarade Van der Goess van Netars, que nous avons eu l'occasion d'entendre et d'applaudir déjà dans nos Congrès nationaux. Notre camarade Van der Goess van Neters est délégué du parti du Travail hollandais, Président du groupe parlementaire, membre de l'exécutif, délégué à

l'Assemblée consultative de Strasbourg, rapporteur du Comité Européen de l'Internationale Socialiste.
Van der Goess vous avez la parole.

Marinus Van der Goess van Neters

Mes chers amis, le parti du travail devenu le plus nombreux des Pays-Bas, est d'avis que l'avenir du Socialisme français constitue une partie de son propre avenir. C'est pourquoi je vous souhaite un bon Congrès et le succès que vous méritez en France et en Europe.
Dans les contacts entre nous, l'élément humain joue un rôle fort important, et dans ce rapport, je remercie de tout mon cœur, vous le Comité directeur, et vous, les sections, et vous surtout, les femmes Socialistes, de votre solidarité émouvante dans ce mois de février où nous a frappé un cataclysme effroyable, dans les régions de l'Ouest de notre Pays.
Ce que les Français ont fait pour nous - les troupes françaises étant les premières sur place, comme une véritable aimée européenne de la paix ; les manifestations de solidarité ici et à Paris même, qui constituèrent aussi une action de solidarité ouvrière - tout cela ne sera jamais oublié de notre peuple, sensible de par sa nature à l'amitié française.
Maintenant, nous attendons encore plus de vous. Nous vous demandons de réaliser pour nous et avec nous une structure qui fut d'origine française : La structure certes pas simple, et souple de l'Europe nouvelle.
Dans un de vos rapports, j'ai lu cette expression : "l'Europe à six, caricature de l'Europe nouvelle". C'est vrai ! Contre ceux qui veulent consciemment limiter l'Europe à six puisque ça leur suffit.
Ce n'est pas vrai pour ceux qui ont cherché avant, pendant et après deux guerres mondiales un point de départ commun, et qui ont trouvé ce point dans la communauté des six, pas moins, pas plus. Est-il nécessaire de dire que le Parti du Travail hollandais dont le nom même rappelle le Labour Party, ne peut et ne veut pas vivre politiquement isolé de l'Angleterre ?
Mais puisque nous recherchons une synthèse entre l'idée française et le pragmatisme anglais, nous nous sommes mis en marche ; nous avons commencé par l'adoption de la communauté des six avec toutes ses conséquences : Le Parti du Travail votera sans réserve la CED, se rendant compte que l'on ne peut plus se libérer de ses inconvénients qu'en l'adoptant.
Mais nous poussons plus loin ; nous n'acceptons l'Europe des six que pour l'étendre ; en premier lieu à l'Angleterre ; ceci d'abord par l'association : Elément essentiel de tous les statuts des six ; après, par un "membership" complet.
Vraiment, une Europe consciemment limité aux six serait une caricature, mais une Europe sans aucune initiative, sans aucun commencement, sans aucun noyau, resterait un fantôme.
Voici que la synthèse s'impose : une synthèse vraiment française, vraiment "jauressiste". C'est pourquoi, les Socialistes hollandais vous invitent, non, vous adjurent, de nous précéder, avec tolérance, avec souplesse, mais avec fermeté, à la recherche de la grande synthèse européenne !

Le président - Avant de donner la parole à notre camarade Fritz Heine, je veux signaler la présence ici de notre camarade Ypalovitch, émigré lui-même, actuellement en exil.
(Applaudissements)
Je donne maintenant la parole à notre camarade Fritz Heine, émigré en France dès 1933. Fritz Heine a pris une part active à la résistance française avant de quitter notre pays pour rejoindre l'Angleterre et poursuivre la guerre.
A la libération, il a pris aussi une part prépondérante à la reconstitution du Parti Socialiste allemand et il a été avec Schumacher, un de ceux à qui revient le mérite de la reconstitution du parti en Allemagne.
Fritz Heine, vous avez la parole.

Fritz Heine

Chers camarades, j'ai, le grand honneur de vous apporter, au nom du Comité directeur du Parti Social Démocrate Allemand, le salut fraternel des camarades Allemands.
Le régime hitlérien a, par les atrocités commises en Allemagne et dans les pays occupés par ses armées, soulevé partout dans le monde, sur le plan moral et politique, des réactions, qui, justement parce qu'elles sont naturelles et justifiées, auraient pu entraver pour toujours les activités tendant à améliorer et à harmoniser les relations et les intérêts de nos deux nations et de leurs classes laborieuses.
C'est grâce à l'internationalisme profondément enraciné dans le Parti SFIO et dans mon parti que l'impasse a pu être franchie et que nous pouvons tous espérer que nos deux nations pourront, un jour prochain, réunir leurs activités dans une union basée sur la liberté, la justice sociale et la solidarité internationale.
Dans quelques semaines auront lieu en Allemagne les élections pour le parlement fédéral, la deuxième depuis l'institution de la République fédérale. La campagne électorale sera de tous côtés menée avec âpreté et violence. Du point de vue financier la bataille sera inégale. Les partis bourgeois recevront des millions et des millions de marks - ce qui fait des milliards de francs français - de la part des milieux industriels qui - voulant la restauration pure et simple - désirent conserver et élargir les privilèges qui leur ont été accordés par le gouvernement Adenauer. Le parti Social-Démocrate ne peut avoir recours qu'à la volonté de sacrifice de ses militants.
Les alliés, et parmi eux en premier lieu, les Etats-Unis, feront, sur le plan de la politique étrangère, tout pour venir, avec tous les moyens à leur disposition, au secours d'un chancelier, qui, jusqu'à ce moment, a fait une politique conforme aux intentions de leurs classes dirigeantes, ils tendent à remettre aux calendes grecques, en tout cas à une date postérieure aux élections allemandes, la conférence des quatre puissances pour empêcher que soit connue par les électeurs allemands la banqueroute de la politique étrangère du docteur Adenauer.

Fondation Jean-Jaurès

Prolonger les tensions mondiales à fin de sauver de sa défaite méritée ce gouvernement réactionnaire et bourgeois, nous semble faire preuve d'un esprit politique assez exempt du sens de responsabilité. Pour notre part, nous sommes partisans de tout effort pouvant mener à une détente où que ce soit. A notre avis, en ce moment, une conférence à quatre est le seul moyen pouvant réaliser les conditions d'une telle détente. Tous les amis d'une paix véritable doivent donc faire face contre ceux qui ont intérêt au maintien de la guerre froide.

L'insurrection des ouvriers de la zone soviétique d'Allemagne et de Berlin-Est a démontré d'un seul coup combien est élémentaire dans la classe ouvrière la volonté de mettre fin à la scission de l'Allemagne et de se libérer de l'oppression totalitaire. Le soulèvement des ouvriers de Berlin-Est a commencé comme protestation contre les conditions de travail inhumaines imposées par le régime communiste. D'une heure à l'autre, ces revendications qui, à l'origine, se bornaient à demander des améliorations d'ordre social furent supplantées par des revendications d'ordre politique. Le régime soviétique a été profondément ébranlé par ces revendications ouvrières qui, en somme, visaient le rétablissement des droits élémentaires de l'homme et de la dignité humaine et qui réclamaient des élections libres et la réunification de l'Allemagne dans la liberté.

Aujourd'hui, tout le monde sait que les "quislings" de l'Allemagne sous occupation soviétique ne sont à leur place que grâce à l'intervention massive des chars et des soldats russes, et grâce à la loi martiale et aux exécutions sommaires. Nous sommes particulièrement fiers que l'insurrection soit arrivée à son apogée précisément là où depuis des générations les ouvriers sont enracinés dans les traditions de la Social-Démocratie. A Berlin et dans les régions industrielles de l'Allemagne centrale, les ouvriers ont démontré au monde entier qu'en Allemagne la Social-Démocratie et les syndicats ouvriers - c'est à dire les organisations représentant les intérêts politiques et économiques du monde ouvrier - forment le rempart le plus solide de la démocratie. Sans armes, les ouvriers de la zone sous occupation soviétique se sont attaqués aux communistes au pouvoir disposant d'une forte police militarisée et de l'appui de l'armée d'occupation. Malgré les années passées dans l'isolation et dans l'esclavage imposé par l'occupant et ses "quislings", ils ont arraché aux communistes leur masque ; ils luttent contre un régime qui, dorénavant, ne pourra plus prétendre représenter les intérêts de la classe ouvrière. Voilà l'importance historique réelle du dix-sept juin de l'an mille neuf cent cinquante trois.

Nous remercions de tout cœur nos camarades français des témoignages de leur solidarité avec les ouvriers de l'Allemagne orientale. La terreur qui fait rage à ce moment ne saura venir à bout de la voix de la lutte pour la liberté. L'esprit qui anime les ouvriers de la zone orientale donnera l'exemple à tous les amis de la liberté et sollicite leur concours. C'est dans cet esprit que je vous apporte les meilleurs vœux des camarades Allemands pour le succès du Congrès des Socialistes Français.

Le président - Maintenant, camarades, au tour de notre ami Rodolfo Llopis ; on ne présente pas Rodolfo Llopis à un Congrès du Parti Socialiste Français. Son long séjour dans notre pays a fait de lui, je pourrais presque dire plus qu'un des nôtres, car peut-être plus que tout autre, il est cher à notre cœur de Socialiste. Nous avons approuvé et applaudi son courage, la noblesse de son attitude depuis qu'il est en exil et nous avons, l'année dernière, tout particulièrement au moment où le gouvernement français a voté pour l'entrée de l'Espagne franquiste à 1'UNESCO, trouvé une occasion de plus d'apprécier la noblesse de caractère de notre camarade Rodolfo Llopis à qui je donne la parole.

Rodolfo Llopis

Mes chers camarades, vous savez tous combien je suis heureux de pouvoir venir apporter les saluts fraternels des Socialistes espagnols. Mais le malheur veut que chaque fois que j'occupe la tribune d'un de vos Congrès, ce soit pour vous annoncer une nouvelle déception du peuple espagnol, comme le jour où on a parlé de cette honte que signifie l'admission de l'Espagne franquiste à l'UNESCO, à laquelle notre ami Defferre vient de faire allusion, ou pour vous annoncer un crime nouveau, comme le jour où nous nous sommes réunis à Puteaux, je vous ai parlé de l'assassinat dans les cachots de la direction générale de la sûreté à Madrid, de notre président clandestin, Thomas Venteno dont vous avez bien voulu saluer le souvenir au moment de commencer vos travaux, ou comme aujourd'hui où je viens vous annoncer une menace grave qui pèse, non seulement sur la démocratie espagnole, mais aussi sur la démocratie toute entière du monde.

Mais avant de vous parler de cela, permettez-moi, camarades, de vous transmettre un message de nos frères, les Socialistes de l'Argentine, qu'ils m'ont chargé de vous apporter aujourd'hui, à votre Congrès. C'est la voix indignée de nos camarades de l'Argentine qui est arrivée jusqu'à moi, elle ne vient pas de la République Argentine, elle ne vient pas de Buenos-Aires, elle vient de Montevideo, là où ils se sont réfugiés, nos camarades qui ont eu la bonne fortune de pouvoir fuir cette furie homicide de la dictature péroniste. Et c'est de là-bas, de Montevideo, qu'ils me chargent de vous dire que si vous avez été étonnés, comme nous-mêmes, comme nous tous, de voir qu'il y a trois mois Peron a autorisé la réunion d'un Congrès Socialiste à Mar del Plata, il a autorisé la réunion parce qu'il pensait - il avait mal calculé - il avait pensé que de ce Congrès sortirait, de deux choses l'une : Ou l'abdication de ce partis, en s'aplatissant devant la dictature de Peron, ou une scission tellement forte que les partis en seraient sortis tout à fait finis ; mais quand ce Congrès fut terminé, au lieu de s'incliner devant la dictature péroniste, ils ont réaffirmé à nouveau leurs idées de toujours, donc leur opposition à la dictature péroniste. Peron, plein de rage, a inventé un complot. Il a fait exploser une bombe, et tout de suite, ça a donné le signal d'envoyer des hommes pour une action punitive contre le parti Socialiste. On a brûlé la maison du peuple ; vous avez eu les échos par la presse, mais en plus, non satisfait par les dégâts matériels, il a voulu des victimes humaines et il a cherché toute la direction du Parti Socialiste argentin et il a

enfermé en prison notre cher ami le vénérable Nicolas Rebedon (?), âgé de 82 ans, qui est allé en prison ; il a cherché notre ami Léopold Paradoliet (?) premier député Socialiste de toute l'Amérique du Sud depuis 1904 ; il est en prison comme José Antonio Solari (?), le secrétaire général du Parti Socialiste Argentin, et il me prie de vous dire de ne pas lever la séance de ce Congrès sans faire savoir au dictateur de l'Argentine votre protestation et votre solidarité avec nos camarades persécutés par le dictateur Peron.

Je vous ai dit, Camarades, que j'allais vous apporter aujourd'hui quelques détails - très sommairement, bien sûr - sur une menace qui pèse sur la démocratie espagnole, et surtout, je crois, sur la démocratie de tous les pays.

Selon toute apparence, vous savez que la signature d'un accord économique et militaire entre les Etats-Unis d'Amérique et le Général Franco parait imminente. Et, devant cette éventualité, notre déception, plus encore, notre indignation, n'a pas de limite. Nous n'aurions jamais pu supposer que la grande démocratie américaine puisse pactiser avec une des plus abjecte dictature et tyrannie du monde.

Les Etats-Unis d'Amérique, hier acharnés défenseurs de la liberté et puissant arsenal de démocratie en lutte contre le régime totalitaire nazi et fasciste, et dont la conduite a provoqué la profonde gratitude des hommes libres, se disposent aujourd'hui, par cet accord économique et militaire qu'ils s'apprêtent à signer avec le Général Franco, à se convertir en arsenal du protégé héritier de Hitler et de Mussolini. Par cet accord, les Etats-Unis d'Amérique vont réhabiliter aux yeux du monde les régimes despotiques théoriquement condamnés par les Nations Unies et incorporer plus ou moins subrepticement le régime franquiste au système défensif de l'Europe occidentale, rôle jusqu'ici dévolu au Pacte Atlantique.

Par cette incorporation, les principes qui inspirent le Pacte sont totalement dégradés, car il est impossible de justifier cette absurdité que, pour sauvegarder la liberté de leur peuple, leur héritage commun et leur civilisation fondée sur les principes de la démocratie, la liberté individuelle et le règne du droit - comme on dit dans la préface, dans le préambule du Pacte Atlantique - on cherche, comme allié, celui qui bafoue la démocratie, refuse toute liberté à son peuple, au mépris de tous les droits.

Les Etats-Unis d'Amérique, avec cet accord économique et militaire, renforceront le régime d'opprobre franquiste, prolongeront l'agonie et augmenteront la souffrance du peuple espagnol. A partir de ce moment, camarades, nous avons à lutter, non seulement contre Franco et ses forces, mais contre Franco et ses forces, et les forces de ceux qui appuient Franco. Car, vous le pensez bien, une fois qu'ils seront installés - et ils auront des bases en Espagne, pour défendre ces bases, s'il y a une révolte en Espagne, ils seront obligés de défendre le régime qui a vendu les bases à l'Amérique du Nord. Voilà la situation que je voulais vous montrer.

(Applaudissements)

C'est pour cela que la démocratie espagnole, qui a versé des torrents de sang pour défendre la liberté, ne peut pas permettre, en silence et sans protester, que cela puisse se faire.
Et je profite de cette tribune pour m'adresser au peuple américain, pour lui dire qu'il n'y a ni raison valable, ni prétexte stratégique d'aucune sorte qui justifie l'accord projeté. Ils se trompent, ceux qui croient que traiter avec Franco c'est traiter avec l'Espagne ; au contraire, ceux qui appuient les tyrans deviennent automatiquement les ennemis du peuple espagnol qui est opprimé par Franco.
(Applaudissements)
Et nous nous adressons aussi aux peuples des pays qui ont signé le Pacte Atlantique. Nous nous adressons à ces peuples pour leur dire : Vous vous êtes concertés pour défendre la liberté. Ne vous sentez-vous pas honteux à l'idée d'avoir comme alliés les oppresseurs de l'Espagne et du peuple espagnol ? Ne sentez-vous pas qu'en signant ce pacte vous êtes en opposition avec l'article 8 de ce même pacte, qui oblige tous ses membres à ne contracter aucun engagement international contraire à l'esprit de ce pacte ? Mais nous nous adressons surtout aux hommes libres du monde entier pour leur dire : Qu'est-ce que cela signifie ? Que pour combattre le totalitarisme de Moscou on a besoin de s'appuyer sur un autre totalitarisme, le totalitarisme de Madrid ?
Je profite de l'occasion qui m'est offerte d'être à cette tribune pour faire appel, une fois de plus, au Parti Socialiste français, à la SFIO, qui a toujours été avec nous et dont je sais qu'elle va rester toujours avec nous. Pas plus loin que dimanche dernier, à Charleroi, vous avez désigné des délégués, dont notre ami Daniel Mayer, et, en votre nom, il a participé à un grand meeting organisé par l'Internationale Socialiste. Le 16 juillet, vous aurez, ici, à Paris, une grande démonstration, organisée par l'Internationale Syndicale. Je vous prie, je vous adjure, camarades, de faire sentir, avant que cela ne soit trop tard, que vous êtes contre toutes les dictatures et contre ce pacte qui va lier la grande démocratie américaine à cette dictature abjecte qu'est la dictature Franco.
(Applaudissements)

Le président - Notre Camarade Harry Earnshaw représente aujourd'hui le Labour Party. Il a été élu en 1951 par le Congrès du Labour Party, président exécutif. Il milite depuis 1911 dans le Labour Party, et il est, si mes souvenirs sont exacts, dans les meilleures traditions, puisqu'il a présidé une commission qui s'est penchée sur le sort des travailleurs du textile en Angleterre et que les travaux de cette commission ont, comme il y a 30 ou 40 ans, apporté au monde des révélations qui l'ont étonné. Il est membre des syndicats de cette magnifique et puissante organisation. Il a cette originalité d'être membre du plus petit syndicat. Cela ne l'a pas empêché de faire, à la fois dans le Labour et dans les syndicats, une carrière remarquée. Nous sommes heureux de l'accueillir aujourd'hui au Congrès national du Parti Socialiste français.

Harry Earnshaw (traduction)

Camarades, je vous apporte le salut fraternel du Parti Travailliste de Grande-Bretagne. Depuis plusieurs années maintenant, en tant que membre et ancien Président du Comité exécutif au Labour Party, j'ai été désigné de temps en temps pour remplir l'agréable mission de porter nos salutations à des partis fraternels ; c'est toutefois la première fois que j'ai le plaisir de m'adresser à un Congrès du Parti Socialiste Français. Je suis extrêmement heureux d'avoir été choisi à cette occasion et d'avoir l'honneur de venir saluer la SFIO avec laquelle nous sommes si étroitement liés par la géographie et par l'histoire, à un moment où de grands événements se produisent dans le monde.

Les événements derrière le rideau de fer, depuis la fin de l'ère stalinienne, ont une très grande signification. Cela, je crois, tout le monde l'admet généralement. Cependant, il y a des divergences d'opinion sur ce qu'est exactement cette signification, et il est encore trop tôt pour être absolument affirmatif. Mais il y a un événement sur lequel ne subsiste aucune incertitude, et c'est celui du 17 juin où les travailleurs de Berlin-Est et de la zone soviétique se sont soulevés en un large mouvement pour leur liberté. Nous admirons le courage et nous participons aux souffrances de ceux qui ont pris part à ce mouvement spontané des travailleurs qui marquera dans l'histoire de la lutte des hommes pour la liberté. A mes yeux et à ceux de mes camarades syndicalistes, cet événement nous concerne tous directement et personnellement. Les syndicalistes de ma génération ont, en Grande-Bretagne, le souvenir d'âpres luttes pour les droits des travailleurs et pour un standard de vie décent. Ces luttes, aussi dures qu'elles aient été, ne sont pas comparables avec les souffrances de nos frères de l'Allemagne orientale. Les récentes concessions accordées par les responsables de ce régime donnent la mesure de ses iniquités. Le mouvement syndicaliste de Grande-Bretagne s'est maintenant consolidé en de fermes positions et représente une force avec laquelle un gouvernement, même réactionnaire, doit compter. Mais nous n'oublions pas le dur chemin parcouru pour arriver à cette position, et le soulèvement des travailleurs de l'Allemagne de l'Est contre la misère et l'oppression fait appel à la solidarité de toute la classe ouvrière qui est la base même du Socialisme démocratique. Cet appel du 17 juin est vraiment le "Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !"

Nous ne pouvons pas encore apprécier toutes les conséquences du coup frappé par les travailleurs de l'Allemagne orientale, mais nous pouvons être certains que ce seront des effets à longues répercussions dans l'empire soviétique et dans le monde entier. C'est un argument de plus, et un argument puissant, pour que soit tenue une conférence à quatre. La possibilité de réaliser l'unité et la liberté de l'Allemagne semble maintenant moins éloignée.

Nous regrettons que la santé du Premier ministre de Grande-Bretagne ait rendu nécessaire de reculer encore la conférence préliminaire des Bermudes. Bien que Winston Churchill soit notre adversaire politique, nous souhaitons qu'il se rétablisse. Inévitablement, il y a eu des rumeurs renouvelées d'élections générales avancées en Grande-Bretagne. Je n'ai pas l'intention d'ajouter ici à la discussion qui a déjà très répondu à ce sujet, puisqu'aussi bien il ne s'agit pas de

spéculation. Mais je veux dire que lorsque les élections viendront, en quelque temps qu'elles viennent, nous serons prêts. Comme vous le savez, nous avons récemment publié un programme politique qui, avec les modifications que pourra lui apporter le prochain Congrès de notre Parti, servira de programme de base au prochain gouvernement Travailliste.
Ici, en France, vous vous trouvez aussi dans l'opposition, après une crise gouvernementale prolongée ; j'espère que vous me permettrez de vous dire que, quelles que soient les opinions que l'on a exprimées sur le système français de gouvernement, la SFIO est sortie de cette crise avec un crédit renforcé. La clarté, la permanence et l'aspect positif de votre attitude au cours de cette crise a produit une impression considérable à l'étranger, et, j'en suis convaincu, a fait cette impression en France aussi. En demeurant fidèles à nos principes Socialistes, en présentant des solutions positives aux problèmes qui préoccupent nos peuples, en défendant et en améliorant les conditions de travail et le standard de vie, en maintenant la solidarité de la classe ouvrière et la fraternité Socialiste, nous l'emporterons.
Vive la SFIO ! Vive le mouvement Socialiste international !
(Applaudissements)

Le président - Et maintenant, camarades, avant que Guy Mollet ne prenne la parole pour répondre aux délégués des partis frères, je vais donner la parole à notre camarade Victor Laroque qui s'exprimera au nom de l'Internationale Socialiste et au nom du Parti Socialiste Belge.
Il n'est pas nécessaire de présenter Victor Laroque, député d'Icelles, membre du Bureau du Parti National Socialiste, qui a été, lors de la Conférence Socialiste Internationale de Francfort, le rapporteur de la motion qui a consacré la renaissance de l'Internationale, en juillet 1951. Victor Laroque a la parole.

Victor Laroque

Camarades, je salue votre Congrès, à la fois au nom de mon Parti et du Bureau International. Et, naturellement, mes premières paroles seront pour vous exprimer, à ce double titre, des sentiments qui se rejoignent et se confondent.
Il y a longtemps qu'en dépit d'une frontière anachronique votre Parti et le mien sont unis par cette forme supérieure de communauté supranationale qui s'appelle l'amitié.
(Applaudissements).
Et, quant à l'Internationale dont Defferre rappelait à l'instant que j'avais, mais avec d'autres, quelque peu contribué à la faire renaître, j'ose dire que si la Social-Démocratie allemande lui a offert un berceau en 1951, à Francfort, et si le Labour Party lui a offert un très modeste bureau, c'est quand même à Paris qu'elle est le mieux chez elle, qu'elle est le mieux inspirée, chaque fois que, sous la direction, de son vice-président, votre Secrétaire général, elle siège dans vos murs, sous les auspices de la SFIO.
Mais je voudrais cependant vous prier d'entendre, oh, très brièvement, le délégué belge, d'abord.

Et, puisque ces occasions se prêtent à l'information mutuelle, sans aucun souci d'influence, mais simplement une préoccupation d'éclaircissement, je voudrais vous demander la permission de vous dire pourquoi, il y a peu de jours, mon parti a pris certaines décisions en ce qui concerne la Communauté de défense. Cela vous ramènera à vos propres débats.

Vous le savez sans doute, le gouvernement belge, catholique homogène, après avoir signé, le 27 mai 1952, le traité de CED, l'a mis dans le placard. Cela ne se voit pas seulement chez nous. Pendant près d'un an, son ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Van Zeeland, a dit et répété qu'il ne demanderait le vote d'approbation qu'après l'Allemagne et la France. Et, tout à coup, début d'avril, je ne sais pas sous quelle influence, c'était tout de suite après son voyage à Washington et la Conférence Atlantique de Paris, Monsieur Van Zeeland a réclamé, tambour battant, dans les deux Chambres belges, le vote de ratification. A ce moment, nous étions saisis du traité depuis quelques semaines. La Commission chargée de l'examiner avait tout juste siégé deux fois, et nous avons, nous Socialistes, répondu "non" à cette tardive précipitation.

Voici nos raisons :

Le traité, s'il faut l'approuver, quand il devra être approuvé, devra l'être en pleine connaissance de cause. Or, vous le savez, des accords additionnels importants ne sont pas encore signés, deux protocoles sont encore en discussion. Personne ne sait - du moins, nous ne savons pas - s'il existe un statut d'association en règle avec la Grande-Bretagne. Les accords militaires secrets devraient être, tout au moins pour partie, communiqués, pensons-nous, à certains responsables des groupes parlementaires. Sur le plan militaire, en ce qui nous concerne, tout ce que nous savons, c'est que les trois divisions belges à intégrer seront, l'une accolée à deux divisions allemandes, et les deux autres, à une division allemande, dans le groupe d'armée du Nord Europe qui sera placé sous le commandement britannique.

Quant à l'autorité politique préfigurée dans le Congrès, nous avons l'impression qu'elle est si faible, si précaire, si dispersée, que pour reprendre l'expression de l'un d'entre vous, nous croyons qu'on a voulu mettre une armure à un fantôme. La communauté politique qui existe à l'état de projet, qu'en adviendra-t-il ? Personne n'en sait encore rien. Les gouvernements ne sont pas d'accord en ce moment, et celui de Bruxelles est prêt à déposer un contre-projet.

Voilà quelques-uns des raisons qui nous ont fait, quant à nous, membres de l'opposition, dire non à la ratification.

Il y a une raison qui nous est particulière, c'est que ce traité déroge à la Constitution Belge. Camarades, nous n'avons, pas plus que vous, je crois, de fétichisme constitutionnel. Notre Constitution date de 1830, et elle a été, à plusieurs reprises, dans ces derniers temps, oh non pas violée, mais enfreinte. Le plan Schumann, par exemple, lui a valu quelques accrocs. Nous disons qu'à la fin - comme dit l'autre - quand la borne est passée, il n'est plus de limite, et qu'il y a un moment pour réviser, et ce moment doit précéder celui de la ratification.

Le ministre des Affaires Etrangères n'est pas de cet avis, rejette cette position Socialiste et exige la priorité pour la ratification sur la révision. Et, je vous rends

attentifs à cet argument majeur de notre ministre des Affaires Etrangères : Il considère que la CED n'est pas une organisation supra nationale et qu'elle n'implique, de la part d'aucun de ses partenaires, un transfert réel de souveraineté.
Nous savons bien que c'est un compromis, en réalité, entre une armée de coalition et une armée d'intégration véritable. Mais, dans la mesure où il y a intégration, cela nous suffit, quant à nous, tenus par un serment constitutionnel, pour exiger qu'une constitution dont un article fondamental prévoit que tous les pouvoirs émanent de la nation doive être révisée, en tous cas sur cet article-là.
Je ne sais pas dans quelle mesure un sénateur de droite était sérieux lorsqu'il proposait de considérer que désormais, tous les pouvoirs émanent de Washington.
En attendant, le gouvernement belge traite cette constitution à peu près comme un personnage d'Emile Augier se justifiait de traiter la loi en disait : "Je la tourne, donc je la respecte".
Aussi, lundi dernier, le Conseil général de notre parti, le PSB a décidé deux choses :
1°) le traité impliquant la révision préalable, les Socialistes voteront contre sous la législature actuelle, et cette législature doit prendre fin, normalement en mai 1954.
2°) Si une Constituante est établie et élue, le parti envisagera de voter la CED, à la double condition qu'elle réponde, à ce moment, aux nécessités internationales et en second lieu que la communauté politique qui existe à l'état de projet ait pris une forme assez précise, suffisamment nette pour que ses organes puissent être substitués rapidement à ceux débiles et défectueux du Traité actuel.
Cette double résolution a été votée par 220 mandats contre 50, la minorité des 50 étant d'avis qu'il est prématuré même d'envisager dès maintenant le vote avec un préjugé favorable.
Il est peu probable, je l'ajoute tout de suite, que le gouvernement belge attende jusqu'après l'élection d'une Constituante pour tâcher d'obtenir une décision. Cette décision, il ne peut l'obtenir dans les deux Chambres qu'en automne et il se passera des voix Socialistes.
Camarades, je dois ajouter que, si l'unanimité a été faite très rapidement dans le Parti au sujet de l'objection constitutionnelle préalable, nous sommes partagés et que notre attitude s'est réglée pour une part sur les trois conditions ou préoccupations majeures que la SFIO a elle-même formulées, et, d'autre part, il y a le changement apparent des relations entre l'ouest et l'est, et ses incidences possibles sur la solution du problème allemand.
Il ne s'agit pas, il ne s'agit en aucune façon, en ce qui nous concerne, de rester sur place ou de danser au gré des violons russes.
Si la conversation s'engage - après avoir été suffisamment préparée entre les trois - si la conversation s'engage entre les quatre, il me semble que la pire des erreurs serait de considérer qu'elle aboutira nécessairement à une conclusion favorable pour nous.

Collection Fondation Jean-Jaurès

Nous pensons qu'il est au contraire de bonne méthode, de miser sur l'hypothèse la plus défiante, celle du changement de tactique des soviets, et non pas du changement radical de leur politique.
Le principe permanent de la politique soviétique n'a-t-il pas été énoncé en 1939, peu après le Pacte germano-russe, par Molotov lorsqu'il disait : "Est-il donc si difficile de comprendre que la politique soviétique se réglera toujours sur les intérêts du peuple soviétique et uniquement sur ses intérêts ?"
Mais il semble que l'intérêt des dirigeants soviétiques, actuellement, soit bien plus pour la paix que pour la guerre, et dès lors, il n'est pas absolument exclu que cet intérêt qu'ils ont, après la disparition du dictateur, après les troubles et les explosions que l'on a rappelées tout à l'heure, il n'est pas absolument exclu que cet intérêt qu'ils ont à la paix, les oblige à des concessions assez réelles, pour permettre de créer, au centre de l'Europe, les conditions d'une sécurité et d'un ordre stables.
Si improbable que cela soit - et je le répète, il faut partir armés des préjugés de défiance poussée aussi loin que possible pour avoir des chances d'aboutir - si improbable que cela soit, ce n'est pas impossible, ce n'est pas impensable et si la moindre chance existe d'un arrangement profitable à la paix, ne vaut-il pas mieux tenir en suspens provisoirement toute décision, notamment militaire, qui risquerait de rendre la négociation elle-même pratiquement sans objet ?
En revanche, les débats doivent être limités, des délais doivent être marqués, car même si les russes, au départ ont l'intention de faire des concessions substantielles, les pourparlers tourneraient fatalement à la manoeuvre et aux tentatives de dispersion et de division, s'ils dépassaient un certain temps.
Sans rien trancher d'irrévocable, nous devons savoir à quoi nous en tenir avant la fin de l'année sur la possibilité d'un statut de paix en Allemagne, et si les Russes sont décidément intraitables, oh, ce ne sera pas la dernière chance, mais si les Russes sont décidément intraitables, il faudra en tirer la conclusion et mettre en place, bientôt après, les prochaines élections d'Allemagne occidentale, une solution positive de sécurité collective. Telle est du moins, la pensée de la grande majorité de mes camarades : Je vous la rapporte pour ce qu'elle vaut.
N'est-ce pas dans la ligne des résolutions de l'Internationale prises à l'unanimité il y a trois mois à Puteaux ?
Nous, Socialistes, n'avons jamais été de ceux qui croient qu'il suffit de bêler la paix pour l'obtenir. Nous savons parfaitement qu'aussi longtemps qu'un tiers de l'humanité sera en régime totalitaire, la liberté et la sécurité ne seront assurées que si l'on y met le prix.
Pas plus aujourd'hui qu'à l'époque où les fascismes allemand et italien menaçaient d'asservir l'Europe, nous ne sommes ni des attentistes, ni des résignés, ni des neutres… (applaudissements)… Et si un jour devait se produire cette agression que le monde libre redoute depuis plusieurs années, nous n'aurions pas sur la conscience, je crois, dans aucune partie de l'Internationale, d'avoir jamais rien fait, d'avoir jamais rien dit qui puisse affaiblir la volonté de légitime défense.

Mais cela dit, nous déclarons avec la même netteté que si l'intérêt soviétique commande qu'il soit mis fin à la guerre froide, et si les actes répondent aux paroles, les gouvernements occidentaux, sans rien abandonner de leur défense, sans relâcher en rien leur vigilance, devront faire, comme ils s'y sont engagés, la moitié du chemin.
Ne nous faisons pas d'illusions : les résistances seront vives ; l'état-major national ne se laissera pas facilement dessaisir du rôle qu'il joue dans la politique de force et les innombrables actionnaires du réarmement sans contrôle et sans frein, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour retarder le plus tard possible les conséquences économiques que pourrait provoquer une détente qu'ils n'auraient pas prévue.
Quelle libération cependant, si la course aux armements pouvait être d'un commun accord arrêtée ou du moins ralentie et si les sommes formidables qui s'engouffrent dans les engins de destruction et de mort, pouvaient être, ne fut-ce que pour une part, consacrées aux productions nécessaires à la vie !
Nous ne sommes, dans votre pays et dans le mien, que quelques centaines de milliers de Socialistes, mais dans l'Europe libre et dans le monde, nous sommes des millions qui représentons une des principales forces internationales capables de peser sur les décisions dont dépend le sort de la paix !
Espérons, mais ne nous bornons pas à espérer, et redisons-nous que les plus grands états capitalistes ne sont pas à l'abri des crises, et que les dictatures ne sont pas plus éternelles que les dictateurs ne sont immortels ; les politiques changent, les traités se font et se défont, seule compte une volonté de paix qui ne connaît ni les frontières nationales, ni les rideaux de fer.
Camarades, ce qui, en face de nos adversaires nationaux et internationaux, ce qui fait je crois notre force, c'est notre attachement à deux principes.
Le premier c'est que pour nous, les traités d'alliance, d'intégration, n'ont de valeur que s'ils contribuent à coup sûr, à consolider la paix dans le monde.
Le deuxième principe, c'est que nous sommes plus que jamais intimement persuadés que cette paix dépend de l'union nationale et internationale des travailleurs, d'un front international des forces sociales et démocratiques, que de l'accord des gouvernements actuellement en place, des intérêts qui se présentent et des Partis qui les soutiennent.
(Applaudissements)
Fidèles à ces deux principes-là, et bien résolus, les uns et les autres à les faire toujours prévaloir, au sein de l'Internationale, nous sommes assurés de marcher dans le droit chemin, tous ensemble.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, c'est une mission agréable que j'ai à remplir, mais je vous dis cependant que j'ai un peu regret à la remplir, car j'aurais voulu que ce ne fût pas moi qui remercie nos camarades de l'Internationale.

J'aurais voulu qu'aujourd'hui encore, comme souvent il l'a fait, ce soit notre grand camarade Bracke qui vienne dire à nos amis de l'Internationale, le salut de la Section française de l'Internationale.
(Applaudissements)
C'est pourquoi, avant même de m'adresser à eux, je sais être votre interprète et leur interprète, pour demander au Congrès de transmettre en ce moment à Bracke, nos vœux de rétablissement, puisqu'il est de nouveau souffrant.
Mes amis de l'Internationale n'attendent pas de moi un discours, ils savent les positions de la section française - nous avons souvent l'occasion de nous rencontrer - ils me pardonneront d'être bref.
Je veux surtout me féliciter de ce que, après les avoir entendus nous exposer les difficultés, puis les décisions mêmes de leur parti respectif, nous les connaissions mieux. C'est déjà presque un début d'organisation internationale, d'organisation européenne, que celle qui nous permet de connaître les points de vue les plus variés, les partis frères, et ils ne m'en voudront pas si je dis que la SFIO tire quelque gloire, quelque orgueil, d'être actuellement la seule section de l'Internationale qui puisse se permettre cet apport des partis frères, lors même de l'élaboration de sa propre position.
Nous sommes différents, parfois même, sur certains problèmes nous n'avons pas les mêmes positions, mais en multipliant les occasions comme celle-ci, de nous connaître, nous apprendrons à nous mieux aimer, et je le répète, un jour proche, à établir des positions communes.
Ce que je veux leur dire, c'est notre amitié. Ce que je veux leur dire, c'est, en retournant chacun chez eux, de transmettre cette amitié à leurs camarades, aux membres de leur parti et de leur dire que nous éprouvons, nous, l'espoir qu'un jour, eux aussi, souhaiteront, de la même façon, nous entendre, et par là même à nous mieux connaître et à nous mieux aimer, afin qu'ainsi vive vraiment l'Internationale Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, nos débats vont maintenant reprendre ; la parole est à Marcel-Edmond Naegelen pour 40 minutes.

Marcel-Edmond Naegelen

Camarades, au cours de nos débats de politique intérieure, qui se sont déroulés durant toute la journée d'hier, et durant une partie de la nuit, un mot est revenu à peu près dans toutes les interventions quelles que fussent les différences qui séparassent les différences qui séparassent les différents orateurs.
C'était le mot d'immobilisme.
Au moment où j'aborde cette tribune pour venir exposer mon avis et celui de mes amis sur les problèmes de politique internationale, il me faut déplorer que le même immobilisme qui a caractérisé la politique française en matière d'économies, de finances, et en matière sociale, l'ait également caractérisé en matière de politique extérieure, et je voudrais en apporter une preuve immédiatement, et une preuve particulièrement frappante.

Alors que dans tous les parlements du monde entier, sauf bien entendu dans les pays au-delà du rideau de fer où il n'y a aucune opinion qui puisse s'exprimer en dehors de celle des chefs du parti, dans les pays libres tous les parlements ont été, au cours de l'année 1952, et dans cette première moitié de l'année 1953, consultés sur les graves problèmes de politique internationale.
Il n'y a qu'un parlement dans le monde libre qui n'ait pas été admis, qui n'ait pas été invité à se pencher sur les problèmes de politique extérieure, depuis bientôt dix-huit mois, et ce parlement, c'est celui de ce qu'on appelle encore la démocratie française.
(Applaudissements)
Notre dernier débat de politique extérieure, il se déroula, en effet entre le 15 février et le 19 février 1952, et ce fut à propos d'un ordre du jour sur le projet de Communauté Européenne de Défense, ordre du jour dont Guy Mollet et moi-même nous avons toutes raisons de nous souvenir, puisque nous avons collaboré à sa rédaction. J'y reviendrai tout à l'heure.
Je précise que les réserves que nous avons fait inscrire dans cet ordre du jour à propos du projet de Communauté Européenne de Défense, ont été jusqu'à présent satisfaites.
Ce que je voudrais dire tout de suite, c'est que cet immobilisme a eu, et pour la France, et pour la cause de la paix des conséquences néfastes et je pourrai presque dire tragiques.
Je sais que nous aurons un débat sur les problèmes d'Outremer, mais je pense que, lorsque nous parlons de nos relations avec les Etats de Protectorats de l'Afrique du Nord, avec la Tunisie et le Maroc, et aussi avec les Etats associés de l'Indochine, nous ne quittons pas le problème de la politique intérieure, puisque nous prétendons, avec plus ou moins de lenteur, acheminer ces Etats vers une autonomie interne ou vers une indépendance intérieure à peu près totale.
Eh bien, quelles sont les conséquences de l'immobilisme en Afrique du Nord ? Nous les apercevons tous les jours. Notre gouvernement croit s'en sortir en suscitant au Maroc des dissensions entre de grands féodaux et le souverain nominal du Maroc. Il croit s'en sortir en Tunisie en maintenant l'état de siège et en multipliant les arrestations et les interdictions. Nous estimons, nous, que ce n'est pas une politique, que c'est là, au contraire, la marque d'une absence de politique et qu'il ne peut pas être vrai, pour une démocratie française qu'elle veuille se maintenir uniquement par la force des tanks et par la force des baïonnettes, comme les Russes le font en Allemagne de l'Est. En Indochine, la situation ne cesse de s'aggraver. J'ai eu l'occasion, devant le Conseil national du Parti de montrer à quel point nous nous étions affaiblis en Indochine pendant que le Vietminh, au contraire, se renforçait. Si nous essayons de mesurer notre recul, depuis sept ans que la guerre a commencé là-bas, malgré tous les sacrifices en hommes que nous avons à porter, malgré les sacrifices en argent, si nous mesurons depuis le mois d'octobre dernier, nous sommes véritablement effarés.
Ah, il n'est pas de discussion à la Chambre sur les problèmes d'Indochine sans que l'on rende hommage à ceux qui là-bas, luttent dans des conditions difficiles

et qui dépassent sans doute en horreur ce que les poilus de Verdun ou de la Somme ont pu connaître en 1914-1918 !
Mais, c'est bien mal servir l'héroïsme de ces hommes que là aussi s'abstenir d'avoir une politique, proclamer que l'on est disposé a donner l'indépendance à ces Etats, mais la leur refuser en fait, par la faute d'organes subalternes qui désobéissent aux ordres du gouvernement et qui violent les traités que nous avons signés.
(Applaudissements)
Je sais qu'hier le gouvernement a pris quelques décisions. Permettez-moi de dire qu'une fois de plus, elles viennent un peu tard et que si nous avions peut-être donné généreusement, facilement, avec tous les mérites de la bonne volonté, peut-être moins que ce que nous sommes disposés à accorder aujourd'hui, on nous en ait eu quelque reconnaissance alors qu'une fois de plus, nous avons donné l'impression que nous cédions à la menace, il a suffi que le roi du Cambodge ramasse quelques troupes et nous menace pour qu'enfin le gouvernement français se saisisse de cette question, alors que, jusqu'à présent, il se refusait à l'envisager !
Le problème de l'Indochine, tous ceux qui suivent la politique française savent qu'il pèse lourdement sur toute notre politique financière, notre politique économique.
Ah, si l'on nous donnait pour certains de nos départements restés pauvres ou arriérés, où des fermes à quelques kilomètres du chef-lieu du département sont encore dépourvues d'eau potable et d'électricité, si l'on donnait à nos territoires d'Afrique ce que coûte un mois, je dirais même pour certains départements une journée de la guerre d'Indochine, quel miracle nous pourrions accomplir dans ce pays !
Combien nous pourrions essayer de nous attacher des populations qui, aujourd'hui progressivement nous regardent d'abord avec inquiétude, puis peut-être indifférence et ensuite hostilité.
Eh bien, je crois qu'il faut, sur ce point, que le Parti parle net. Je sais qu'il est difficile d'entamer la négociation et je ne suis pas de ceux qui pensent que nous pouvons négocier le problème d'Indochine avec Ho Chi Min seul, je ne sais pas quelle est encore l'influence d'Ho Chi Min, j'ai entendu dire qu'elle était réduite à peu de choses ; j'ai la conviction qu'Ho Chi Min n'est lui-même qu'un pion que manoeuvre Moscou sur l'échiquier international et que ce n'est pas, par conséquent, dans une négociation particulière avec le Vietminh que nous résoudrons la question d'Indochine, mais que c'est, une fois de plus, en réclamant la grande négociation internationale au cours de laquelle sur le tapis vert seront jetés tous les problèmes y compris celui de l'Asie que nous obtiendrons qu'enfin nous puissions sortir de cet enfer d'Indochine qui nous coûte tant de sang et tant de milliards dont nous aurions besoin.
Camarades, si l'Indochine, comme je viens de le dire, est un pion sur l'échiquier international, elle peut servir de monnaie d'échange. Nous y avons là-bas un corps expéditionnaire. Je sais que notre état-major n'a pas su s'adapter à la guerre, qu'avec des forces égales et même supérieures numériquement à celles

du Vietminh, avec un matériel supérieur il n'a pas su imposer sa stratégie ni sa tactique et que dans ces derniers mois, toute la stratégie française a consisté à s'enfermer dans quelques camps retranchés en abandonnant le reste du pays. Notre décadence militaire an Indochine, elle est marquée par trois étapes particulièrement humiliantes pour notre pays :
- Il y a eu l'affaire de Kam bou gli Son (?) où nous nous sommes repliés dans de mauvaises conditions et trop tard de la frontière chinoise, sans être capables d'évacuer, ni même de détruire nos stocks de marchandises et nos stocks de munitions.
- Il y a eu, au mois d'octobre l'invasion du pays thaï dont on nous a dit qu'il n'avait aucune importance, parce que le pays thaï, c'étaient des montagnes à peu près dépeuplées, comme si ceux qui ont fait la guerre de 1914-1918 et qui savent qu'Allemands et Français ont sacrifié des dizaines de milliers d'hommes pour occuper une crête qui était à peine marquée sur la carte, peuvent se figurer que l'occupation d'un massif montagneux n'a aucune importance au point de vue stratégique.
- Elle a été marquée ensuite par l'invasion récente du Laos où les forces du Vietminh sont entrées à peu près librement et dont elles sont sorties également, à peu près librement, sans que nous ayons pu intervenir.
Et quand on essaye de nous consoler en nous parlant de la victoire de Nha Sam, je suis bien obligé de constater que cette victoire de Nha-Sam est une victoire purement défensive, qu'elle ne nous a permis, à aucun moment, de récupérer le terrain perdu, ni à aucun moment, de reprendre l'initiative des opérations.
Aujourd'hui, le Général Navare nous promet une nouvelle tactique. Nous verrons ! Quant à nous, Socialistes, je pense que nous devons dire que puisque nous ne défendons plus là-bas - ou du moins, nous prétendons - d'intérêts égoïstes, puisque nous ne défendons, je l'espère du moins, plus les intérêts des trafiquants de la piastre… (applaudissements)… Je déclare, quant à moi que certainement, il faut que notre état-major essaie de s'adapter à cette guerre afin que ne meurent pas inutilement des hommes, mais que, ce que nous Socialistes nous devons d'abord réclamer, c'est la négociation générale afin que la France cesse de saigner inutilement là-bas, et de dépenser l'argent qui devrait être employé à des oeuvres de vie et non pas à des oeuvres de mort. (Applaudissements)
Mais cette hémorragie que nous subissons là-bas, sans autre résultat que de reculer constamment, elle nous affaiblit partout. J'ai dit tout à l'heure qu'elle nous affaiblit en Afrique, elle nous affaiblit aussi en Europe.
J'ai, un jour, posé la question à un président du Conseil, au cours d'une séance de la commission des Affaires Etrangères. Il s'appelait, je peux bien dire son nom : Monsieur Pinay. Je lui ai demandé : "Voyons, monsieur la Président du Conseil, étant donné la situation économique et financière présente de la France, étant donné la charge qu'elle supporte en Indochine, étant donné le souci qu'elle doit conserver d'entretenir des forces de sécurité dans l'Union française, forces terrestres, aviation de liaison et marine de liaison, pensez-vous que la France soit capable de mettre sur pied dans un proche avenir les 14 divisions que le traité de

Communauté Européenne de Défense lui impose de fournir à la future armée européenne ?"
Et savez-vous quelle fut la réponse de M. Pinay ? Il me répondit qu'il n'était pas prophète ! Oh, c'était une découverte que nous avions faite auparavant… (rires)... Mais cette réponse m'a suffi. Si M. Pinay déclarait qu'il n'était pas prophète, c'était probablement parce qu'il n'était pas sur de pouvoir faire les 14 divisions, j'ajoute même que c'était probablement parce qu'il était sûr de ne pas pouvoir les faire.
Et alors, j'en arrive ainsi à notre situation actuelle en Europe. On a ce matin discuté du changement d'attitude de la Russie. On a essayé de sonder ce que pouvaient être les intentions russes. Je dirai que, quant à moi, je n'ai pas la naïveté de croire, à aucun moment, que la France a le droit de demander aux dirigeants russes de faire la politique de la France. Les dirigeants russes font la politique de la Russie et nous n'avons pas du tout à nous en étonner.
Si aujourd'hui ils ont changé d'attitude, c'est probablement parce qu'ils y trouvent leur intérêt, ou parce qu'ils pensent qu'ils se sont trompés auparavant. C'est peut-être une manoeuvre, c'est peut-être une façon d'essayer de renforcer l'influence de leur cinquième colonne dans les pays demeurés libres, mais je dis que si même cela est une manoeuvre, c'est par une contre manoeuvre que nous devons répondre c'est en essayant de les prendre au mot, de les placer au pied du mur et de les obliger à avouer quelles sont leurs véritables intentions ; il n'est pas d'autre contre manoeuvre possible.
Si nous avons l'air de repousser par avance, sous prétexte qu'elles viennent du Kremlin toutes les offres plus ou moins vagues, plus ou moins précises qui peuvent être faites, ne vous apercevez-vous pas, camarades, qu'alors, vous servez singulièrement la propagande Communiste, qu'une fois de plus, avec leur diabolique habileté, ils essaieront de vous représenter comme les partisans de la guerre, comme les hommes au service de l'Amérique et qu'ils essaieront de représenter la Russie comme étant le champion de la paix en Europe. Je dis, par conséquent, qu'il faut aller plus loin qu'eux dans la voie où ils se sont engagés et je déplore que, sur ce point la France n'ait pris aucune initiative.
Oui, nous sommes anti-Communistes et nous savons pourquoi et nous le demeurerons tant que le Communisme aura conservé le visage qu'il a pris, parce que nous savons que ce qu'il baptise Communisme, c'est en vérité la fin de toute liberté et de toute dignité humaine et cela, pour sauver la liberté et la dignité de l'homme, le Socialisme sera toujours au premier rang.
Mes camarades, il y a une forme d'anti-Communisme que nous nous refusons à pratiquer ; il y a des hommes qui combattent le Communisme pour des raisons qui sont diamétralement opposées à celles qui nous font le combattre, et je ne veux pas faire allusion seulement au Sénateur Mac Carthy qui, alimente singulièrement la propagande Communiste en Europe ; s'il était de mèche avec eux, il ne saurait mieux faire qu'il ne fait M. Mac Carthy ! Je ne veux pas parler de lui-même, mais il y a, en Franco aussi, des hommes qui combattent le Communisme et qui quelquefois nous poussent au premier rang dans cette bataille contre le Communisme quitte à ne nous savoir aucun gré des sacrifices

que nous faisons dans cette lutte à mort contre cette doctrine de mort et d'esclavage et le Socialisme libérateur.
Il y en a d'autres qui combattent le Communisme comme certains ouvriers qui sont encore trompés par la propagande Communiste, mouvement d'émancipation ouvrière, mouvement social et je dis que, quant à nous, c'est pour de toute autres raisons que nous devons livrer la bataille contre le Communisme et que dans cette bataille, il faut que nous apparaissions différents de ceux qui livrent la bataille pour le Communisme pour les raisons que je viens d'indiquer et qui sont des raisons bourgeoises, capitalistes, des raisons de privilégiés. Il n'y a pas d'autre moyen de nous différencier pour l'instant de ceux-là que d'affirmer notre volonté de paix et de conversation avec la Russie des soviets.
Je sais qu'il y aura de grandes difficultés, je déplore quant à moi que dans ce domaine, jusqu'à présent, nous ayons laissé l'initiative aux Russes, a seule initiative française que nous ayons pu enregistrer c'est la proposition de conférence aux Bermudes, je parle d'une proposition gouvernementale, car nous ne nous sommes pas lassés, nous Socialistes, nous l'avons dit dans nos assises, nous l'avons répété à la Commission des Affaires Etrangères à toute occasion qui s'est offerte, puisque nous n'avons pas eu d'occasion de monter à la tribune, puisque je vous disais tout à l'heure qu'on nous a refusé tout débat de politique étrangère ; nous avons insisté pour la tenue d'une conférence à 4, mais du côté gouvernemental, chaque fois qu'une déclaration a été faite, et même lorsque M. Bidault, ministre des Affaires étrangères montait sur les hauteurs, c'est-à-dire au 1er étage de la Tour Eiffel, nous étions déçus par ce que la France ne proposait rien !
Il y a eu cependant, et je crois qu'il est bon de le rappeler, il y a eu le discours du Président de la République et de l'Union française, le discours de Vincent Auriol à l'ouverture de la session de l'ONU en novembre 1951 qui demandait le premier une conversation entre les hommes d'Etat responsables à l'échelon le plus élevé pour préparer une conférence à quatre. Je crois qu'il est bon que nous le rappelions au moment où nous avons trop tendance à penser que cette initiative est due uniquement à Sir Winston Churchill, je pense qu'il est bon de rappeler qu'en France aussi une voix, et une voix autorisée, s'est élevée il y a fort longtemps, dix-huit mois avant celle de M. Churchill pour réclamer la conférence des quatre.
Mais, du côté gouvernemental, une seule initiative, la proposition des Bermudes et alors, nous n'avons vraiment pas de chance !
D'abord, cette conférence des Bermudes est retardée parce que nous n'avons pas de gouvernement, parce que le Parlement met cinq ou six semaines à trouver un gouvernement - quand je dis le Parlement, je pense surtout à la majorité de droite qui est incapable de se rassembler, d'avoir un programme et même de choisir un chef de gouvernement et ensuite, parce que Sir Winston Churchill tombe malade et alors, nous nous contentons d'une conférence des ministres des Affaires étrangères : Je ne me fais pas beaucoup d'illusions, je ne pense pas qu'il en sortira grand chose de neuf !

Ce que je voudrais, camarades, c'est que, considérant que la paix dans le monde - pour reprendre un mot qui est devenu banal - mais qui n'en demeure pas moins très profond, que la paix dans le monde est indivisible, qu'on ne peut pas espérer avoir une véritable paix en Asie, tant que l'Europe sera divisée, qu'on ne pourra pas avoir une véritable paix en Europe tant qu'on se battra sur les champs de bataille asiatiques ; je souhaite quant à moi que le Parti Socialiste insiste pour que se tienne au plus tôt cette première conversation entre hommes d'Etat responsables destinés à préparer la conférence à 4, et je le dis comme je le pense, la conférence à 5, car, camarades, il n'est vraiment pas digne d'un grand parti de fermer les yeux devant les réalités. Il est incontestable que la Chine - 400.000.000 d'êtres - est gouvernée par un gouvernement qui peut ne pas nous plaire mais qui existe, et il est incontestable qu'on ne fera rien si on prétend exclure la Chine des grandes conférences internationales.
(Applaudissements)
J'avais l'intention, moi aussi, de vous parler du problème allemand et de la Communauté Européenne de Défense, mais après tout ce qui a été dit ce matin par notre Camarade Jules Moch et même après ce qui a été dit par mon ami Jaquet - je le lui dis avec toute l'amitié qu'il sait que j'ai pour lui et le respect profond que j'ai pour ses convictions et pour son ardeur - après ce qui a été dit à cette tribune par le Secrétaire général de l'Internationale, je me dispenserai d'insister sur ce projet de Communauté Européenne de Défense.
Je dirai simplement que nous ne sommes pas hostiles à l'Europe, que ceux d'entre nous qui hésitent devant le projet de Communauté Européenne de Défense ne le font pas parce qu'ils refusent l'Europe, mais parce qu'ils veulent, au contraire, aller vers la véritable Europe et qu'ils estiment que la ratification du projet de Communauté Européenne de Défense achèverait de consacrer la division de l'Europe non pas en deux parties comme on l'a dit quelquefois, mais en trois. Il y aurait ce que Jules Moch appelait ce matin à cette tribune l'Europe de Charlemagne ; j'ai dit un jour à la tribune que ce ne serait même pas l'Europe de Charlemagne, que ce serait beaucoup plus l'Europe de Louis le Débonnaire, mais cela sans faire aucune allusion aux sentiments religieux des chefs d'Etat qui s'en sont faits les protagonistes, mais pour dire tout simplement qu'à la tête de l'Europe de Charlemagne, il y avait au moins la main de fer de l'Empereur, tandis qu'à la tête de votre Europe à 6, il y aura une autorité qui n'aura guère d'autorité, ou alors si cette autorité avait de l'autorité, je crains bien que ce ne soit une autorité allemande !
Je dis donc que c'est consacrer la division de l'Europe en trois parties : cette Europe à 6, l'Europe qui restera en dehors de cette communauté avec l'Angleterre et les Pays Scandinaves, la Suisse, et enfin une troisième Europe, celle qui est de l'autre côté du rideau de fer.
Alors, je demande qu'il y ait entre nous, quand nous aborderons cette difficile question, beaucoup de loyauté et beaucoup d'amitié. Qu'on ne nous accuse pas d'être des ennemis de l'Europe. Nous voulons, nous aussi, aller vers l'Europe, mais vers la véritable Europe. Je le disais tout à l'heure dans une conversation particulière, c'est à l'école primaire que nous avons appris ce qu'était l'Europe ;

elle allait pour nous des confins de l'Océan Arctique jusqu'à la Méditerranée, et de la pointe du Finistère jusqu'à l'Oural. De quel droit vraiment baptise-t-on "Europe" ce qui n'est, à l'heure actuelle, qu'un tout petit morceau de l'Europe ?.. (applaudissements)… et, en vérité, une alliance entre quelques états européens ?
Aujourd'hui, à l'heure où vient de se lever peut-être une faible lueur - ah ! je me rappelle ce livre qui portait un titre qui a été singulièrement démenti par les événements et, encore tout récemment, par les coups de canons et les roulements des tanks dans les rues des grandes villes de l'Allemagne orientale "Une grande lumière se lève à l'Est" - aujourd'hui, ce n'est pas une grande lumière qui se lève à l'Est, mais c'est une faible lueur d'espérance que les Socialistes n'ont pas le droit d'étouffer.
(Applaudissements)
Camarades, permettez à un homme qui a connu les assises du Parti avant la guerre de 1914-1918, permettez-lui de se souvenir. Nous avons vécu dans l'été 1914 des heures orageuses. Nous nous sommes demandé ce qu'il allait advenir de notre jeunesse, de notre pays et du Socialisme international, mais si, à un certain instant, l'espérance s'est éteinte en nous, c'est lorsque, déjà prêts à rejoindre nos régiments, dans la petite gare où nous devions monter dans le train pour rejoindre notre dépôt de mobilisation, ouvrant une petite feuille, nous avons appris que Jaurès était mort, assassiné, pour la défense de la paix et du Socialisme international. A ce moment-là, l'espérance a failli disparaître de nous. Pourquoi ? Parce que, tant qu'il vivait, nous nous disions : "Il se dressera contre la guerre."
Je dis donc que notre première mission, à nous, Socialistes, c'est, chaque fois qu'il y a une seule possibilité de négociation, de la saisir, c'est de lutter contre la guerre, de lutter contre toute menace de guerre. Confiance aux Russes, confiance en la diplomatie russe, non ! Les Socialistes savent qu'ils ne peuvent avoir confiance en aucune diplomatie quelle qu'elle soit... (applaudissements)... mais confiance encore moins dans cette diplomatie du Kremlin qui n'est contrôlée par personne, certes, mais je le répète, pour déjouer les manœuvres, soyons à la tête de la croisade pour la paix. Réclamons plus fort que jamais la grande conférence internationale qui est le dernier espoir des peuples. Si elle nous déçoit, si elle n'aboutit à aucun résultat, si la situation est encore plus mauvaise au lendemain de cette conférence qu'elle ne l'était à la veille, alors, nous reprendrons aussi cette dernière parole de Jaurès : Nous nous retournerons vers les responsables et nous leur dirons "Va t'en demander pardon à Dieu et aux hommes !"
(Très vifs applaudissements)

Le président - La parole est à André Philip.

André Philip

Camarades, nous sentons tous la gravité d'un débat de politique internationale où il semble que le Parti ait véritablement à faire un choix et à définir une politique précise, qui n'a pas dans ces derniers mois existé dans notre pays, car il y a un point, je pense, sur lequel nous serons, hélas, tous tristement d'accord, c'est de

Fondation Jean Jaurès

constater la chute de l'influence de la France dans les affaires internationales, depuis qu'elle a abandonné les initiatives que, à tort ou à raison, elle avait prises dans les années qui avaient précédé.
Depuis maintenant près d'un an, la France s'interroge, la France hésite, elle a peur des idées qu'elle avait elle-même lancées et, devant cette hésitation, c'est le trouble général qui gagne le monde et c'est l'influence française dans les affaires internationales qui se trouve diminuée.
Pour aider à la définition d'une politique, je voudrais aborder successivement les trois événements nouveaux qui se sont produits au cours de ces derniers mois :
1° - l'événement nouveau dans le domaine de l'Europe qui a été la mise en marche de la communauté européenne du charbon et de l'acier,
2° - les possibilités nouvelles - dont je trouve qu'on ne parle pas assez - qui s'ouvrent maintenant d'une intégration économique poussée entre cette Europe et l'ensemble du Commonwealth britannique,
3° - les faits nouveaux qui se sont ouverts par la transformation qui semble s'être produite en Russie et je désirerais analyser ces faits.
D'abord, malgré les hésitations, il y a quelque chose qui se crée en Europe, qui se crée dans cette petite Europe que méprise tellement notre ami Naegelen, mais qui, si petite qu'elle soit, représente tout de même une population supérieure à celle des Etats-Unis, et une puissance économique supérieure à celle de l'URSS et de l'ensemble de ses satellites… (applaudissements)… ce qui fait que, tout en étant d'accord avec lui et avec Jules Moch pour dire qu'aucun d'entre nous ne vise à constituer une Europe restreinte et fermée, je dis que ce que nous créons maintenant n'est, dans notre esprit, qu'un petit noyau pour être élargi à l'Europe totale. Ce début, tout de même, correspond à une réalité qui n'est pas tellement faible et tellement méprisable que cela.
Sans analyser ce qui vient de se passer avec l'ouverture du marché du charbon et de l'acier, je voudrais présenter quand même 4 observations.
La première leçon de la création de la CECA, c'est qu'il est très beau d'ouvrir un marché plus large pour le charbon et pour l'acier, mais que ceci ne résout aucun problème ; il faut avoir une institution forte, capable de prendre des décisions.
Des problèmes se sont posés dans ces trois derniers mois ; ils ont été résolus et c'est là ma seconde observation, ceux qui ont été résolus l'ont été parce qu'il existait une autorité supra nationale. Je pense, en particulier, à toutes les difficultés qu'il y a eu entre la France et l'Allemagne, au sujet des taux différents de la taxe à la production. Jamais une solution n'aurait été trouvée dans le cadre d'un comité des ministres souverain et chargé de décider à l'unanimité ou même à la majorité ; une solution a été trouvée parce qu'une autorité supra nationale a décidé, et les gouvernements nationaux en grognant quelque peu se sont inclinés devant cette décision.
Par contre, nous constatons que, partout où il n'y a pas d'autorité supra nationale, on n'aboutit à rien et nous l'avons constaté une fois de plus il y a quelques jours à peine, dans cette réunion de l'Assemblée de Strasbourg qui, en raison de la proximité des élections allemandes, n'a même pas été capable de décider d'avoir un débat sur la politique extérieure, alors qu'aujourd'hui, c'était plus que jamais

l'occasion de faire entendre, si on le pouvait, une voix commune de l'Europe avant la réunion de la conférence des Bermudes.
Troisième observation : C'est que le fonctionnement même d'une institution spécialisée comme la communauté européenne du charbon aboutit à poser des problèmes qui la dépassent. Qu'il s'agisse de cette question de l'impôt que j'ai évoquée tout à l'heure, qu'il s'agisse de la monnaie, qu'il s'agisse d'une politique commune d'importations et d'exportations, il n'est pas possible de traiter ces problèmes séparément et les quelques difficultés que l'on rencontre maintenant dans le domaine du pool de l'agriculture semblent montrer que le temps est maintenant compté des progrès réalisables par les méthodes spécialisées.
Comment créer un marché commun du blé ? Si l'on n'unifie pas en même temps la politique des carburants, la politique des tracteurs, la politique des engrais dont les prix, maintenant, suivant les pays varient de 1 à 6. Comment obtenir d'un pays européen qui achète maintenant ses céréales aux Etats-Unis ou au Canada et qui les paie par des exportations industrielles, de concentrer ses achats sur un autre pays européen s'il ne peut pas, sur ce pays, développer ses exportations industrielles, afin de payer ses achats ?
Je crois que nous sommes arrivés au point où le problème de l'unification économique, de l'unification douanière et monétaire se trouve inévitablement posé. Je ne demande pas qu'il soit immédiatement résolu, ni que dans l'autorité politique à créer, on crée immédiatement les pouvoirs nécessaires à cet effet, mais je crois que le cadre nécessaire doit être constitué pour faire ultérieurement et progressivement les progrès indispensables, dans la voie de l'unification économique de l'Europe, hors de laquelle il n'y a point de salut pour aucun de nos problèmes économiques et sociaux.
Mais j'en arrive à ma seconde partie. La distinction que l'on essaie de faire entre l'Europe des 6 et l'Europe des 15 me paraît véritablement ne pas correspondre à la réalité car nous avons aujourd'hui précisément l'occasion de poursuivre avec l'ensemble du Commonwealth britannique une politique économique commune, dans des conditions qui n'avaient peut-être pas paru clairement justifiées. Je ne cache pas que j'ai eu, pour ma part, quelques craintes lorsqu'au lendemain de l'arrivée au pouvoir du parti conservateur, j'ai vu le gouvernement britannique parler d'un retour à la convertibilité de la livre sterling, avec l'appui des Etats-Unis, mais précisément après le voyage à Washington de M. Butler et l'échec complet de ses propositions, nous avons assisté à une série d'études dans le cadre du Commonwealth, visant à réaliser le développement industriel des différents dominions. La Grande-Bretagne s'est rendu compte qu'elle n'est pas capable à elle seule d'équiper industriellement les dominions et que le supplément d'équipement doit venir inévitablement soit des Etats-Unis - ce qui aggraverait son problème "dollars" - soit de l'Europe, ce qui est le seul moyen pour elle d'assurer le développement économique de l'ensemble de la zone sterling.
J'ai tout à fait l'impression que le moment est venu, pour l'ensemble des pays d'Europe et le Commonwealth britannique, pour une série d'accord concrets et précis qui doivent être et qui peuvent être conclus, d'une part pour établir des contrats à long terme, communs, stabilisant les prix des matières premières et

établissant des échanges régularisés de fourniture des matières premières pour des pays sous-développés en échange d'équipements venant tout à la fois de l'Europe et de la Grande-Bretagne, d'autre part pour le développement d'une politique d'investissements commune à l'ensemble des pays sous-développés qui sont liés à nous, et en particulier vers une Afrique où les problèmes économiques doivent être résolus dans un cadre africain général, sans tenir compte des circonstances, des circonscriptions administratives, d'un territoire attaché à la France, d'un autre à la Grande-Bretagne, un autre au Portugal, un autre à la Hollande, un autre à un autre pays, alors que c'est une politique commune d'investissement et de développement économique qu'il faut poursuivre dans l'ensemble du continent africain.

Enfin, nécessité d'introduire une politique douanière d'ensemble, sous la forme d'une préférence commune entre l'Europe et le Commonwealth britannique, et peut-être d'urne association plus étroite dans le domaine monétaire de par l'élargissement des pouvoirs du comité de direction de l'Union européenne de paiements, de façon à réaliser plus complètement l'interpénétration de la zone sterling et de l'ensemble des zones monétaires européennes.

En même temps que nous poursuivons l'effort d'unification dans le cadre de ce que l'on appelle la petite Europe, il y a l'unification économique et monétaire d'ensemble, pour laquelle des possibilités nouvelles s'ouvrent et qui doit être poursuivie et exploitée à fond, en commun entre l'ensemble des pays européens et l'ensemble du Commonwealth britannique.

Mais le problème, évidemment, c'est celui qui vient d'être soulevé dans plusieurs interventions de camarades, celui qui se trouve lié aux possibilités de négociations qui apparaissent aujourd'hui ouvertes dans le domaine international.

Je ne sais pas du tout ce qui se passe maintenant en Russie. Je ne sais pas si nous assistons à une sorte de stabilisation interne d'une classe bourgeoise nouvelle qui maintenant veut voir ses privilèges garantis et qui désirerait une sorte de code civil lui donnant quelque sécurité dans l'exploitation des bénéfices qu'elle a conquis pour sa classe au cours des dernières années.

Je ne sais pas si ce sont les difficultés internes et les troubles qui se multiplient dans l'ensemble des pays satellites.

Je ne sais pas si c'est une orientation de la politique russe vers l'Asie tendant à prendre une position défensive en Europe pour concentrer désormais tous ses efforts pour une pression politico-économique vers les pays d'Asie, et en particulier vers l'Inde.

Je ne sais pas, mais je soupçonne que dans une certaine mesure, c'est une volonté de freiner la marche vers l'unification de l'Europe qui inquiète la Russie, et le désir tout en poursuivant une réorganisation des territoires qui sont sous l'influence russe, de "scissionner" au maximum les autres pays, de les empêcher de s'unir, de surexciter dans chacun d'eux les petits nationalismes locaux, afin de pouvoir jouer de l'un contre l'autre et de continuer ainsi la besogne de division qui apparaît être l'intérêt de la Russie.

(Applaudissements)

Je ne sais pas, mais je suis d'accord avec Naegelen lorsqu'il dit : Quoi qu'il se passe, s'il y a une possibilité de négociations, prenons-la. Je dis oui. S'il y a, ne serait-ce qu'une espérance de négociation, j'estime qu'il faut tenter de jouer cette carte, mais je crois qu'il faut tenter de la jouer avec réflexion et non pas avec sentiment, qu'il ne faut pas lancer le mot d'ordre : conférences, réunissons-nous, puis quand on sera réunis, on verra bien ce que l'on fera. Je crains qu'une conférence non préparée, aboutissant à un échec ou aboutissant à des longueurs analogues à celles de Pam Mun Jon, et décevant les espérances que nous aurions bien imprudemment suscitées dans le peuple, aboutisse alors à une aggravation très sérieuse et tragique de la situation internationale.
Je n'accepte pas, je dois le dire, ce qui a été la conclusion de notre ami Naegelen, en disant : Si après nous sommes déçus, alors nous reprendrons notre marche vers l'Europe, comme si notre lutte pour l'unification de l'Europe était animée par la peur, comme si elle était défensive, comme si elle était uniquement une sorte de procédé stratégique en présence de la menace russe et une réponse à cette menace !
(Applaudissements)
Je dois dire que pour ceux d'entre nous qui, depuis de nombreuses années, travaillent à l'idée de l'unification de l'Europe, bien avant qu'il fut question d'une Communauté Européenne de Défense quelconque, notre Europe est l'Europe de l'espérance et non pas l'Europe de la peur.
(Applaudissements)
Par conséquent, quelle que soit la situation internationale, nous continuerons à travailler à l'unification économique et à l'unification politique de l'Europe, parce qu'elle est dictée par nos nécessités vitales, parce que c'est la condition du progrès de notre industrie, parce que c'est la condition du progrès social, parce que c'est la condition de l'amélioration du sort de nos masses travailleuses.
C'est pour ces raisons-là que nous sommes pour l'Europe et c'est complètement indépendant de la situation internationale et l'état d'équilibre des forces militaires.
Alors, je dis négocier oui, mais négocier comment et sur quoi ? Pas de négociations entre quelques grands qui tendraient à se partager le monde. Il ne faudrait pas, je crois, renouveler Yalta et cette sorte d'accords par lesquels les zones d'influence des grandes puissances d'aujourd'hui se trouveraient définies et où les uns et les autres nous n'aurions plus qu'à choisir de qui nous serions le satellite, car je crois que s'il y a peut-être quelque chose de nouveau, et une espérance dans la situation internationale actuelle, c'est peut-être justement un peu partout la prise de conscience par tous les peuples de leur volonté de ne plus être soumis à la seule influence de l'URSS d'un côté et des Etats-Unis de l'autre… (applaudissements)… de retrouver leur autonomie, de retrouver en s'associant et en se groupant la possibilité de définir eux-mêmes leur propre politique et en conservant leur amitié pour celui des grands qui les a aidés et soutenus dans une période difficile, de trouver tout de même le moyen de s'affirmer et de traiter avec ses meilleur amis, sur ma pied d'égalité et dans une indépendance totale.

Fondation Jean-Jaurès

Conférences, par conséquent, assez larges, seulement conférences préparées, et je dirai que je suis pour ma part et pour l'instant encore assez sceptique sur la possibilité d'une sorte de grand accord international. J'ai peur qu'une négociation là-dessus dure et traîne indéfiniment. Je me demande si le meilleur moyen de la préparer ce n'est pas une série d'accords régionaux sur des points particuliers et limités, permettant de progresser pas à pas, chaque petite réalisation, chaque accord sur un point étant un élément qui permet d'améliorer l'atmosphère et de continuer pour aboutir peut-être alors, au bout d'un temps que nous ne pouvons pas encore définir, à cette sorte d'accord général et unanime.

Alors, il faut commencer par l'Allemagne, et je voudrais que de ce Congrès sorte véritablement au sujet de notre politique allemande quelque chose de clair et de précis, car j'ai le sentiment qu'entre nous-mêmes, nous ne sommes pas encore très au clair et que même certaines décisions qui ont été affirmées, réaffirmées dans des Congrès du Parti, ne sont pas acceptées par certains de nos camarades qui définissent une autre politique, un petit nombre d'entre eux en le disant, un certain nombre d'entre autres en le sous-entendant, en n'ayant peut-être pas encore eux-mêmes pris complètement conscience des conclusions logiques et inévitables de la position qui est la leur.

Je tiens pour ma part à dire de façon très nette, et je voudrais que le Congrès le dise, que si nous sommes disposés à négocier, nous n'acceptons pas une négociation - et nous devons le dire, au point de départ, avant qu'elle soit ouverte - dont le but, dont la fin, dont l'objet se trouverait être une neutralisation de l'Allemagne, sous quelque forme que ce soit.

Que les camarades qui ne pensent pas cela le disent, qu'ils disent ouvertement ce qu'ils veulent, si c'est une neutralisation de l'Allemagne.

Je crois pour ma part qu'une Allemagne neutralisée tomberait inévitablement et en quelques années sous la domination économique de la Russie, qu'une Allemagne non intégrée économiquement à l'Europe se laisserait inévitablement entraîner par les partis de gauche, par les partis de droite, par les représentants des grands industriels allemands vers les immenses débouchés que la Russie irait alors lui offrir, soit en Russie même, soit dans les territoires de la Chine, et qui par là même attireraient l'Allemagne dans l'orbite de la Russie.

Je suis pour ma part - et je l'ai toujours été - pour le rétablissement du commerce entre l'est et l'ouest de l'Europe. Il y a six ans que, comme président de la délégation française à la Commission économique européenne de Genève j'ai toujours tenté de rétablir les ponts pour des négociations commerciales entre l'est et l'ouest de l'Europe, mais à condition que ce soit pour toute l'Europe et non pas pour un pays de l'Europe que la Russie manœuvrerait en le séparant des autres, en se servant ainsi du rétablissement des relations commerciales comme un nouveau moyen de nous diviser, de nous séparer, de nous affaiblir, et par conséquent, tôt ou tard, inévitablement, de nous dominer.

De même, sur le plan militaire, au moment où une guerre moderne ne peut plus être une guerre de tranchées, au moment où inévitablement le problème militaire se pose sous la forme d'avance et de recul, de liberté de manœuvres d'armées sur trois ou quatre cents kilomètres, une neutralisation militaire de l'Allemagne

replongeant et remettant sur les bords du Rhin une défense possible de l'occident signifierait que le terrain de manœuvres serait le terrain entre le Rhin et les Pyrénées, et que si une guerre éclatait, c'est nous qui serions dès le début détruits, annihilés totalement.
Une démilitarisation de toute l'Allemagne, le recul et l'évacuation progressive de nos troupes auxquels faisait allusion ce matin Jules Moch ? Je dis que c'est la fin de toute possibilité de défense nationale française, qu'il n'y a plus à ce moment-là qu'à laisser filer les choses et que successivement l'Allemagne, puis l'Italie, puis la France tomberont et tomberont sans guerre, parce que la défense nationale comporterait alors tellement de sacrifices, tellement de désastres qu'il n'y aurait plus personne qui soit partisan de cette défense nationale ; cela signifierait en réalité la fin de toutes nos possibilités d'existence.
Je dis pour ma part - et je voudrais que ceux qui ne sont pas d'accord viennent le dire et que le débat soit clair et précis - qu'une négociation qui aurait comme base une neutralisation de l'Allemagne, sous quelque forme que ce soit, serait un super Munich qui signifierait la fin totale de notre existence en tant que nation.
Alors, n'est-il pas possible de négocier ? Oui, je le crois, à condition que nous disions maintenant sur quelle base on ne négociera pas et sur quelles bases on pourra négocier.
Je crois que l'on peut envisager tout de suite un premier stade qui se contenterait d'assurer de libres élections sur tout le territoire allemand, la formation d'un gouvernement allemand unifié et une période provisoire qui ne pourrait pas durer, mais une période provisoire où l'Allemagne pourrait avoir le statut actuel de l'Autriche, mais avec le traité d'Etat qui, pour l'Autriche, n'est pas encore signé et qui pour l'Autriche comme pour l'Allemagne devrait donner au gouvernement unifié la liberté de définir librement sa politique sans condition et d'adhérer comme elle l'entend à l'ensemble des institutions économiques, politiques et militaires communes créées entre les pays de l'occident européen.
Je crois qu'il y a une autre négociation possible ; après les dernières insurrections de Berlin, la Russie se rend compte que sa domination sur l'Allemagne de l'Est est sérieusement menacée, que c'est un poids lourd extrêmement dur pour elle à supporter. Il ne serait pas impossible de pouvoir obtenir alors l'évacuation de l'Allemagne de l'Est par les Russes, avec deux contreparties : L'engagement de notre part que ce territoire de l'Allemagne de l'Est serait intégré dans l'Allemagne dans son ensemble, mais que les territoires de l'Est aujourd'hui occupés par les Russes seraient démilitarisés et que nous ne nous en servirions point dans l'effort commun de défense de l'Europe, puis une série d'accords de non-agression, appelez-les si vous voulez de Locarno de l'Est, par lequel en particulier, car c'est cela que l'on veut dire par Locarno de l'Est, il faudrait préciser le terme, l'Allemagne s'engagerait et nous donnerions la garantie que pendant une période déterminée de quinze ou vingt ans, le problème de l'Oder-Neisse ne serait pas posé.
Lorsqu'on parle de l'Oder-Neisse, c'est cela que l'on veut dire, cela veut dire que pour une période x, on donne la garantie que le problème des frontières ne sera pas posé et qu'elles resteront ce qu'elles sont.

Sur ces bases-là, je crois qu'il est possible d'avoir l'unification de l'Allemagne, de libres élections avec un gouvernement libre de s'intégrer à l'ensemble de notre continent européen. Je pense qu'il est alors possible d'avoir non pas sur des plans nationaux mais dans le cadre de la Commission économique européenne de Genève un ensemble d'accords commerciaux pour développer les échanges entre l'Est et l'Ouest, à condition que ce soit entre nous tous, encore une fois, agissant ensemble, et non pas en nous laissant manœuvrer et séparer les uns des autres par une série d'accords bilatéraux.

Je pense tout de même que dans le cadre de l'Extrême-Orient le problème de l'Indochine peut et doit être lié à un règlement général des affaires d'Extrême-Orient et je pense que dans cette voie et par ces séries d'accords, il est en effet possible, et nous devons le tenter, d'entrer dans la voie de négociations dont nous aurons préalablement défini les termes, précisé les conditions, indiqué les limites, mais de grâce, camarades, ne vous laissez pas entraîner dans une sorte de mouvement sentimental, avec la croyance qu'il suffirait de réunir en tête à tête M. Eisenhower, M. Churchill, MM. Malenkov ou Béria, et le bonhomme qui se trouvera à ce moment-là à la tête du gouvernement français, on ne sait pas lequel tellement ça change vite, pour que de cette réunion à quatre et cette conversation à bâtons rompus, sans étude préalable, sans conditions fixées, puisse par miracle sortir la paix du monde. Je crois bien que ce serait exactement l'opposé.

Alors, et c'est la ma dernière observation, dans l'intervalle il nous faut poursuivre notre effort d'unification de l'Europe. Il nous faut le poursuivre, mais le poursuivre le plus rapidement possible, car déjà c'est un peu tard, car déjà nous voyons en Allemagne se développer toute une série de forces nationalistes qui risquent d'échapper rapidement à tout contrôle.

Je ne comprends pas très bien l'attitude de certains de nos camarades et je dirai même dans le discours de Jules Moch certaines phrases qu'il n'a pas précisées, où après avoir pris position contré la communauté de défense, il a employé le mot : On pourrait envisager d'autres formes de participation allemande ; ailleurs, il a parlé d'une Allemagne évacuée par let Russes et nous. C'est cela qui est grave. Tous savez, la communauté de défense n'emballe aucun d'entre nous, ce n'est pas les Socialistes qui peuvent jamais s'emballer pour une armée, quelle qu'elle soit… (applaudissements)… Qu'elle soit nationale ou qu'elle soit européenne. J'aime mieux la Communauté Européenne de Défense, parce qu'à la différence de Jules Moch, je crois que si au lieu de faire chacun sa défense nationale séparément on met les six ensemble, on est capable d'obtenir davantage de sécurité à moindre frais, et c'est pour cela que je suis en même temps pour la communauté de défense et pour la réduction des crédits militaires… (applaudissements)… l'un étant un moyen de réaliser l'autre.

Mais cette communauté de défense, certains de nos camarades la combattent. Ah, je comprends très bien certain nombre d'entre eux, je n'ai pas du tout de sympathie pour ceux qui combattent la communauté de défense au nom d'arguments nationalistes, quels qu'ils soient, au nom de l'idée de la souveraineté de notre pauvre armée française qui, dans des cadres nationaux, ne peut plus être

efficace, qui aujourd'hui nous mange des milliards et des milliards sans nous donner aucune sécurité réelle.
J'ai été sensible aux arguments des camarades qui étaient contre pour des raisons pacifistes, parce qu'au fond de moi-même il y avait toujours une partie de mon cœur qui était de leur coté, même quand mon intelligence n'y était pas. Ils ont imaginé, ils ont cru pendant quelque temps qu'on pouvait lutter contre le réarmement de l'Allemagne, ils ont cru pendant quelque temps que si on ne faisait pas la Communauté de Défense Européenne, on pouvait avoir une Allemagne démilitarisée.
Mais nous savons aujourd'hui que ce n'est pas vrai, nous savons aujourd'hui que le problème qui est maintenant posé, c'est celui d'une participation directe de l'Allemagne au NATO, nous savons aujourd'hui que ce qui nous menace, c'est vraiment la reconstitution d'une Wehrmacht allemande sans que ses officiers passent par des écoles militaires européennes mais qui seront formés directement dans des écoles militaires nationales. On essayera de la limiter, mais on sait ce que cela vaut, et même si on ne le savait pas, s'il y avait simplement une force de police, nous savons très bien qu'inévitablement cette force de police deviendrait use armée. Nous savons très bien que le jour où le gouvernement allemand aurait retrouvé une souveraineté nationale, immédiatement avec nous tous, dans une autorité supra nationale le dépassant et nous dépassant tous, nous savons très bien que s'il retrouve sa souveraineté nationale, il s'en servira immédiatement pour faire pression pour la solution du problème de la Sarre.
Ensuite, se posera le problème de l'Anschluss ; si nos camarades autrichiens, après avoir été si longtemps hésitants, sont depuis un an ou deux devenus très nettement et avec passion des militants européens, c'est parce qu'ils savent que dans deux ou trois ans d'ici le choix n'est plus qu'entre l'Europe et l'Anschluss et que si on ne crée pas l'Europe, l'Anschluss sera devenu inévitable.
Il y aura le problème de l'Oder-Neisse, le problème des Sudètes. Et comme, à une Allemagne ayant retrouvé sa souveraineté nationale nous n'aurons, nous, à peu près rien à offrir, que la Russie aura tout à donner, tout ce qui appartient aux autres et, en particulier, à la Pologne, tôt ou tard, une Allemagne qui aurait retrouvé son unité, sa souveraineté, sans être en même temps liée dans une véritable Europe unifiée, non pas un vague lien fédéral, mais une Europe avec une autorité politique réelle et efficace, cette Allemagne-là redeviendra de nouveau un trouble au cœur de l'Europe et un danger pour l'ensemble de la paix.

Un camarade - Cela dépend...

André Philip - C'est pour cela, camarades, que je cois qu'à l'heure actuelle le seul et le plus important problème, c'est celui de la création d'une véritable autorité politique européenne.
Nous pouvons discuter sur le contenu du texte qui a été voté à Strasbourg par l'Assemblée ad hoc. Pour ma part, je le trouve bon. Guy Mollet a pour lui moins d'affection que je n'en ai moi-même, mais je suis prêt à faire tous les compromis sur le plan de la compétence à donner. Je voudrais que l'autorité européenne

naissante ait une compétence, dans le domaine économique. Je voudrais qu'elle en ait une, dans le domaine de la politique extérieure, qui doit être coordonnée si nous voulons véritablement ne pas aller en ordre dispersé dans des conférences internationales. Mais je suis prêt, sur ce point, à accepter, avec mes croyances les plus chères, les compromis indispensables pour que soit créée une véritable structure efficace, un véritable parlement élu au suffrage universel, un véritable exécutif européen responsable devant ce parlement, et non pas, encore une fois, devant des comités, des ministres décidant à l'unanimité.

Et, puisque les faits ont fait que la Communauté de défense ne viendra pas - je le regrette - mais ne viendra pas avant la rentrée d'octobre, je voudrais que nous décidions de saisir cette occasion pour concentrer tous nos efforts sur la création de cette communauté politique européenne, pour que, si possible, les deux projets puissent être présentés en même temps dès la rentrée des Chambres, devant le Parlement, et qu'en même temps que sera créée la communauté de défense soit constitué le pouvoir politique européen efficace, capable de la contrôler et capable d'assurer son véritable fonctionnement.

Voyez-vous, Camarades, je crois que le moment est véritablement, pour nous, aujourd'hui, décisif. Décisif parce que nous avons un choix à faire dont dépend notre existence à tous. Nous avons le sentiment que l'absence de l'Europe dans le monde, que l'absence d'une voix européenne a pesé tragiquement dans l'évolution des événements de ces derniers mois. Nous sentons qu'en dehors de l'Europe, même avec nos meilleurs amis, il y a des points où, dans des questions fondamentales, nous nous trouvons tragiquement séparés.

Je ne voudrais pas revenir sur un fait qui a soulevé en France, ces derniers temps, beaucoup d'émotion, mais l'affaire Rosenberg nous a montré qu'avec nos amis américains il y a, sur des points essentiels, sur le fonctionnement de la justice, sur l'exercice du droit de grâce, sur la pression exercée pour obtenir un aveu, des différences d'opinion et des différences de valeur morale fondamentales.

(Applaudissements)

L'Alliance Atlantique reste une nécessité, et nous lui restons fidèles, mais nous avons senti, à propos de cet accident et de la réaction que cela a soulevé dans l'ensemble des pays européens, qu'il y a une âme européenne, qu'il y a vraiment un ensemble de valeurs morales et spirituelles dont on sait que la France quand même, quelque affaiblie qu'elle soit, peut encore être la voix et peut encore être à la fois, quand même, le cœur et le cerveau. J'ai le sentiment que notre vieux continent européen, qui a tellement apporté au monde dans le passé, que la patrie de Descartes et de Pascal, de Michel-Ange et de Dante, de Shakespeare et de Milton, de Beethoven et de Mozart, de Don Quichotte... que ce pays qui, tout de même... oui, je prends même des héros, comme s'ils existaient, et je ne sais pas si les dieux de l'Olympe Européen, Faust, Don Quichotte, Don Juan, Hamlet, ne sont pas des réalités vivantes qui expriment notre culture, qui expriment des aspects essentiels de notre pensée commune... Je dis que ce continent, qui a tellement apporté dans le passé, sacrebleu, n'est pas encore mort, il n'a pas encore dit son dernier mot, et qu'en présence des civilisations de Mars qui,

aujourd'hui, dominent l'Europe, dominent le monde, veux-je dire, notre Europe, tel un phénix, peut encore renaître de ses cendres, que le Socialisme peut en être l'animateur. Nous pouvons prendre l'initiative, au lieu de la laisser à d'autres, des mots d'ordre nécessaires. Nous pouvons travailler à une révolution européenne, démocratique et Socialiste, mettant au premier plan la préoccupation de l'être humain, la démocratisation dans la vie économique et dans la vie sociale sur le lieu du travail, lui même en liaison avec les organisations syndicales et coopératives de la classe ouvrière. St je dis que cette Europe peut naître.
Si nous ne le faisons pas, ne nous faisons pas d'illusion. Il y aura peut-être un accord. Il nous apportera peut-être la paix, mais la paix résultant d'une division du monde entre quelques grands, alors que, nous autres, nous ne serons plus que des objets passifs. Nous ne le voulons pas. Si nous voulons que 1'Europe puisse faire entendre sa voix, apporter son message et donner au monde un exemple dont il a besoin, dépêchons-nous, camarades, et unissons l'Europe sur l'initiative et par l'élan des Partis Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, avant de donner la parole au camarade suivant, je veux indiquer au Congrès qu'il reste 18 orateurs inscrits. Un certain nombre d'orateurs, en prenant connaissance de la liste des orateurs qui étaient encore inscrits, se sont fait rayer. Il s'agit de Le Bail, Comte, moi-même, et Verdier. S'il y a des camarades qui renoncent à la parole, je crois que le Congrès ne s'en plaindra pas. Un certain nombre de camarades qui se sont fait inscrire - et ce ne sont pas ceux qui sont inscrits pour le moins longtemps - ont déjà pris assez longuement la parole dans le débat de politique intérieure.

Marceau Pivert - Cela les regarde.

Le président - Bien sûr, cela les regarde, Marceau Pivert, et je regrette que tu te sentes visé, car je n'ai pas cité ton nom. En tant que président de séance, j'ai le devoir d'informer le Congrès de l'état actuel de ses travaux, et, puisque tu m'y invites par ton interruption - car tu es un habitué de l'interruption - je ferai remarquer qu'un certain nombre de camarades se bornent à répéter purement et simplement ce que d'autres ont déjà dit. Guy Mollet a la parole.

Guy Mollet - Mon intervention est très limitée, puisque Defferre vient de dire l'essentiel. Je voudrais que nous ne soyons pas obligés de réorganiser le débat avant la séance de ce soir. Il nous a dit le nombre d'orateurs qui restent. Est-ce que vous me permettrez d'ajouter que si l'on tient compte des textes qui ont été distribués, des textes de motions, on s'aperçoit que la proportionnelle est quelque chose de remarquable, puisqu'il y a déjà six heures prévues pour des orateurs connus, tenant les mêmes langages, et 1 heure 40 pour les autres. Pourrait-on demander à ceux qui parlent dans le même sens de faire un petit effort pour choisir entre eux quelques-uns de leurs porte-parole, faute de quoi il nous

Coll. Fondation Jean-Jaurès

faudra, ce soir, prendre la décision de ne pas discuter du tout des problèmes, ni d'Outremer, ni de l'Indochine, ni de l'aide aux pays.
Je voudrais que vous vous réunissiez entre vous pendant la suspension de séance du dîner, de façon à permettre que la fin du débat ait lieu vraiment cette nuit. C'est un simple appel.

Le président - Mes chers camarades, vous avez entendu l'appel de Guy Mollet. Il a invité les orateurs à ne pas se répéter ; cela me parait une bonne précaution. Le Congrès est maître de ses décisions. Je ne pense pas que nous puissions ouvrir un débat sur l'organisation des travaux ; cela a été fait.
Je donne la parole à notre camarade Weill-Raynal.

Un camarade - Et le vote pour le Comité directeur ?

Le président - Le vote pour le Comité directeur est prévu le 19 à 21 heures. J'ai reçu les indications suivantes…
(Le Président donne quelques indications relatives à l'organisation de l'élection)
(Le Président donne ensuite la liste des camarades encore inscrits, et leur temps de parole)

Etienne Weill-Raynal

Camarades, en écoutant André Philip, nous pensions tour à tour, suivant les diverses phases de son exposé, que l'entente était possible ou qu'elle ne se ferait pas !
Je pense qu'il y aurait un point où il serait dangereux que le Congrès parut divisé : Nous avons trouvé une phrase dans la motion du Rassemblement Socialiste démocratique qui nous a paru pleine d'équivoque, c'est celle qui dit que les propositions d'unification de l'armement ne peuvent servir que de manœuvres dilatoires tendant à retarder l'édification européenne en cours.
Cela était peut-être vrai dans le passé, l'an dernier, par exemple, mais aujourd'hui, nous ne voudrions pas, en sens inverse, que l'édification européenne en cours puisse tendre à retarder l'unification de l'Allemagne. Nous observons que, sincèrement ou non, la diplomatie présente l'unification allemande comme un de ses buts les plus proches. Je ne voudrais pas que le Congrès Socialiste puisse apparaître comme en retrait par rapport à la diplomatie officielle. Le Parti Socialiste français ne peut pas apparaître comme attachant peu d'importance à la question de l'unité allemande. Nous savons très bien que la solution de ce problème ne résoudrait pas tout, qu'elle poserait de nouveaux problèmes, immédiatement, en particulier celui du désarmement général et contrôlé, et nous savons précisément que l'unification allemande aurait pour résultat de hâter la solution de ce problème nécessaire. Cela n'a pas été méconnu par la motion de rassemblement révolutionnaire, puisqu'elle le mentionne comme devant suivre immédiatement le problème de l'unification allemande. Et nous ne souhaitons pas que, sur cette question, une des motions l'emporte sur l'autre ; et ce serait grave si nous n'arrivions pas à une entente entre nous à cet égard.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons connu, en France, pendant quatre ans, l'occupation étrangère, et nous avons tous encore, devant les yeux, la ligne courbe de la démarcation des deux zones qui, comme un serpent monstrueux, s'étirait entre les deux Frances. Les Allemands connaissent aujourd'hui cette situation. Nous souhaitons qu'elle les aide à comprendre ce que nous avons souffert, mais il ne faut pas que les Socialistes français paraissent aujourd'hui indifférents à ce que cela représente pour les Allemands.
Nous sommes encore sous le charme du discours de Le Bail qui souhaitait que la social-démocratie française soit le lien entre la social-démocratie allemande et le travaillisme britannique, mais alors, nous devons nous préoccuper d'une question qui va inévitablement dominer les prochaines élections allemandes.
Nos camarades objecteront peut-être que c'est bien dans leur pensée, que cela va sans dire ; nous pensons que cela ira encore mieux en le disant. Il faut sans doute donner aux Allemands l'unification politique, mais la manière de donner vaut autant que ce que l'on donne. Et s'ils veulent réellement l'unité de l'Allemagne, il ne faut pas se donner l'apparence du contraire, car c'est en politique plutôt qu'ailleurs que les apparences comptent autant, et quelquefois plus, que la réalité.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à l'orateur suivant, j'indique que j'ai reçu de la majorité de la fédération de Seine-et-0ise une motion d'ordre. Je donne la parole à Métayer pour la développer.

Métayer - Camarades, tout à l'heure, le président et le Secrétaire général du Parti ont fait un appel qui n'a eu aucun résultat. On a voulu demander de raccourcir le débat, aussi j'ai déposé une motion d'ordre demandant qu'il n'y ait qu'un seul orateur de chaque courant de pensée qui s'est manifestée par le Bulletin intérieur et qu'après cet orateur, on procède à la clôture.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Non, nous n'avons pas demandé cela !

Jean Roger (Seine-et-Oise) - La minorité de Seine-et-Oise veut bien qu'on organise le débat ; elle tient à faire remarquer que la proposition Métayer, adversaire des courants et des nuances de pensée, ressuscite simplement les dites nuances de pensées en demandant à chacun de s'inscrire dans un courant en disant : "Vous aurez trahi des délégués en empêchant des camarades d'exposer des positions qui ne l'ont pas encore été dans ce Congrès.
La minorité de Seine-et-Oise regrette que plusieurs aient parlé plusieurs fois et longuement mais elle n'acceptera pas d'être privée de son droit de parole.

Guy Mollet - Camarades, je voudrais d'abord ne pas retenir les derniers arguments ; depuis la libération, depuis que nous avons supprimé les tendances organisées, même en les débaptisant pour les appeler courants de pensée, il a été

très fréquent, dans les Congrès, lorsque s'étaient manifestées des motions diverses, que l'on demande aux orateurs soutenant telle ou telle motion, de s'entendre entre eux, pour se répartir le temps de parole.
Il ne s'agit pas du tout de réorganiser les tendances, il s'agit vraiment d'organiser le débat.
Voulez-vous me permettre de vous faire une remarque ? Je demande à Marceau Pivert et à ceux qui l'entourent de m'écouter.... Voulez-vous me permettre une remarque :
Sur les 18 orateurs inscrits, il y en a 17 qui vont parler dans le même sens, puisque ayant soutenu un même texte. Il n'en restera plus qu'un susceptible de parler dans l'autre sens. Est-ce que vous ne seriez pas d'accord, les 17, pour ramener à deux ou trois le nombre de vos orateurs ? C'est une demande, sans plus !

Le président - Si tu demandes la parole, on te la donnera mon cher ami, mais, mon cher Marceau Pivert, tu veux parler tout le temps. Max Lejeune avait demandé la parole avant Marceau.

Roger - J'ai dit ce que je voulais dire.

Le président - Marceau Pivert ?

Marceau Pivert - Je demande la parole sur l'incident.

Le président - La parole est à Marceau Pivert sur l'incident.

Marceau Pivert - Camarades, je suis tout prêt à m'incliner devant les camarades qui pensent de la même manière et je demande, si on a lu les motions, quels sont les camarades qui, actuellement inscrits, se réclament de la motion que j'ai signée dans le bulletin, car je n'en connais pas beaucoup et par conséquent, je crois pouvoir représenter ici une position que notre camarade Weill-Raynal tout à l'heure a soulignée, mais qu'on n'a pas écouté comme étant l'expression qui pourrait rassembler le Parti s'il voulait vraiment faire un effort de synthèse. Si vous êtes dès maintenant, tellement sûrs d'une écrasante majorité pour la Communauté Européenne de Défense et si vous ne permettez pas qu'on essaie de faire d'autres efforts, alors, agissez comme vous le voudrez, mais en ce qui me concerne, je ne reconnais à personne le droit d'empêcher cet effort de synthèse au sein du Congrès et la motion que j'ai signée est faite pour cela et dans cet esprit.

Le président - La question qui se pose n'est pas celle de savoir si Marceau Pivert a ou aura la parole. L'expérience des Congrès prouve qu'il a assez souvent la parole dans nos Congrès et la question n'est pas là. La question est de savoir s'il est possible d'obtenir que des camarades qui soutiennent le même point de vue, ceux qui soutiennent la Communauté Européenne de Défense - il y a des

Fondation Jean Jaurès

camarades qui soutiennent un point de vue, les autres un autre et qui, cependant sont très près les uns des autres - peuvent s'entendre pour limiter le temps auquel ils ont droit - et personne ne le leur conteste - pour permettre au Congrès de travailler dans de meilleures conditions.
Ce que nous voulons, c'est que les camarades réduisent le temps de parole qu'ils ont revendiqué ; voilà. C'est l'appel qu'a fait Guy Mollet, je me permets de le faire encore. Quand j'ai indiqué qu'il y avait 18 orateurs inscrits, il y a eu un mouvement divers dans le Congrès, qui ne manifestait pas la satisfaction des camarades d'avoir encore 18 orateurs à entendre ; par conséquent, je pense que ces camarades devraient faire preuve de bonne volonté en se réunissant et en abrégeant le temps de parole qu'ils ont demandé.
Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant qui est Robert Lacoste.

Robert Lacoste - Camarades, je voudrais seulement faire remarquer que les signataires de la motion que j'ai défendue hier, et que je défends aujourd'hui pour sa deuxième partie, n'ont pas encore pris la parole et il me paraît équitable que je puisse parler à cette heure-ci, en vous donnant l'assurance qu'après moi, personne d'autre ne parlera pour notre motion.

Métayer - Très bien, c'est tout ce que j'ai demandé.

Robert Lacoste

Selon mon habitude, je ne parlerai pas longuement et par avance, je m'excuse de faire un exposé un peu ramassé, qui présentera, à cause de la succession de nombreux faits, peut-être, un caractère moins emballant, moins pathétique, moins oratoire que les interventions qui se sont produites jusqu'à présent à cette tribune.
Je dis à notre camarade Philip, dont j'ai apprécié, comme vous tous, l'exposé plein de chaleur : Non, Philip, l'Europe que vous êtes en train de faire n'est pas du tout l'Europe de l'espérance, ce n'est pas l'Europe de la sécurité, c'est l'Europe de la peur et c'est l'Europe de la division.
(Applaudissements)
L'Europe que vous êtes en train de faire, elle est née de quoi ? Elle est née de la peur, fondée ou non, de l'URSS qui elle-même à peur des Etats-Unis, munis d'une extraordinaire force atomique et à peur, d'une façon très précise d'une Europe allemande.
Ne dites pas que l'on construit une autre Europe que l'Europe de la peur. L'Europe tronquée que, malheureusement on est en train de mettre sur pied n'est pas le noyau d'une Europe véritable, c'est au contraire une création sans avenir, un simple appendice du front atlantique, un secteur particulier du front occidental dans la guerre froide. Or, de quoi est-il question à l'heure actuelle ? En quoi se résument les espérances de tous les peuples ? La liquidation de la guerre froide, c'est-à-dire que le problème de la Communauté Européenne de Défense - rassurez-vous, nous ne l'examinerons point du point de vue des intérêts militaires français, nous ne nous immiscerons pas dans cette polémique

Fondation Jean Jaurès

à savoir si l'armée française doit être autonome ou intégrée, mais nous avons le droit d'examiner cette question du point de vue de la renaissance de l'armée allemande et de ses conséquences ; de ce point de vue, camarades, la Communauté Européenne de Défense comporte d'immenses dangers, des dangers que vous ne soupçonnez pas. Certes, en bon Socialistes, vous êtes pour la communauté de défense et permettez-moi de schématiser parce que cette communauté, pour vous, d'ailleurs, c'est l'Europe : Je remarquerai d'ailleurs sans malice que le Parti Socialiste français me paraît devoir être bientôt le seul qui ait cette conception.

Ensuite, comme Français, vous pensez que la Communauté Européenne de Défense garantit l'intégrité territoriale de notre pays, qu'elle constituera une assurance contre les écarts possibles de l'Allemagne. Vous pensez que toute action unilatérale de l'Allemagne deviendra impossible avec la Communauté Européenne de Défense. En somme, vous êtes prêts à vous attacher à l'Allemagne par des menottes pour empêcher l'Allemagne de fuir : L'Allemagne n'a pas envie de fuir ! L'Allemagne, elle veut peser de tout son poids et entraîner si possible la Communauté Européenne de Défense et nous, avec elle.

Voilà ce que veut l'Allemagne ; d'ailleurs pour elle, l'idée européenne n'a jamais été, à travers l'histoire, comme elle l'est présentement pour nous, un moyen de garantir nos droits statiques, notre situation acquise, notre statu quo territorial, notre tranquillité !

Dans l'esprit allemand, la notion d'Europe conduit à une immense confusion géographique et humaine dans laquelle le germanisme est le moteur qui surclasse tous les autres et la force prodigieuse de l'industrie allemande qui vient se mettre au service de l'Europe, prolongement du germanisme.

C'est cela, le problème allemand. Dans la mesure où ce problème n'est pas réglé avec toutes garanties pour la paix du monde, le développement de la puissance allemande constitue un incontestable danger et personne à cette tribune ne l'a nié quels que soient les effets oratoires que l'on ait produit ici !

Déjà l'Allemagne a un ministre de la Guerre qui est allé négocier aux Etats-Unis ; elle va avoir douze divisions, et ce ne sont pas des petites unités, comme on l'a réclamé pendant longtemps ; ce sont des unités typiques qui peuvent être employées dans une guerre moderne. Douze divisions ! Est-ce que vous croyez que l'Allemagne s'en tiendra là ? Vous osez penser qu'elle n'ira pas plus loin ? Mais voyons, ne croyez-vous pas que ces divisions, placées face à l'est, face aux provinces allemandes perdues, ne manifestent pas un réveil du nationalisme allemand ?

Rien n'empêchera l'Allemagne d'augmenter ses forces. La communauté européenne, je m'excuse de le dire à ses mystiques, à ses fervents, sera un paravent devant une nouvelle Wehrmacht.

Voilà vers quoi nous allons et d'ailleurs vers quoi nous allons ? mais les Allemands n'en font pas mystère !

Adenauer l'a dit, et si vous voulez bien écouter les paroles d'Adenauer, elles sont pleines de sens et peut-être déterminent-elles votre vie pour demain, Adenauer a dit : "Le retour des provinces perdues au-delà de la ligne Oder-Neisse et la

principale raison qui pousse le gouvernement allemand à favoriser l'intégration du pool à l'Europe et à l'organisation des puissances atlantiques, l'intégration de l'Allemagne souveraine dans le système défensif de l'Occident avec la participation militaire, c'est-à-dire, la Communauté Européenne de Défense...

Le président - Je vous prie d'écouter Robert Lacoste.

Robert Lacoste - ... constitue le seul moyen sûr et rapide de recouvrer nos provinces perdues".
Voilà ce que disait Adenauer, ce qu'il a publié, ce que tout le monde devrait savoir. Comment voulez-vous qu'en face de telles déclarations, les Russes ne soient pas inquiets ? Si je pose cette question, ce n'est pas parce que j'ai un préjugé favorable en faveur des Russes, ne le croyez pas, mais c'est parce qu'au point où nous en sommes, il faut essayer de comprendre toutes les nations, et on se trompe lourdement en omettant que les Russes, tout autant que nous, tout autant que d'autres nations, ont le droit et le besoin de la sécurité, d'autant plus que la politique d'Adenauer a deux termes :
Le premier : il tend au maintien de la division de l'Europe et du monde, il tend à entretenir la guerre froide pendant longtemps avec l'espoir hypothétique d'amener les Russes à faire des concessions dans la crainte ou dans la frayeur.
Le deuxième, c'est de provoquer si possible la réunification de l'Allemagne, et de l'amener, réunifiée, dans la Communauté Européenne de Défense, c'est-à-dire, dans l'Europe à six, l'Europe où l'Angleterre serait absente, serait une Europe Allemande, puisque la France y serait avec 42 000 000 d'habitants et 12 000 000 de tonnes d'acier.
Or, dans ce cas, l'Europe à six, l'Europe de laquelle l'Europe serait absente, cette Europe serait une Europe allemande, puis que la France y serait avec 42 millions d'habitants et 12 millions de tonnes d'acier, alors que l'Allemagne et l'Autriche y seraient avec 80 millions d'habitants et 30 millions de tonnes d'acier.
Pouvez-vous admettre une Europe aussi déséquilibrée ?
Pouvez-vous admettre une Europe allemande ?
Pouvez-vous admettre une Europe dont la seule existence nous coupera de tout contact avec l'est, une Europe que l'est n'admettra jamais, et d'ailleurs une Europe qui n'est pas une Europe ?
Je vous le dis franchement et avec passion, il est impossible d'admettre une pareille folie, parce que ce serait une folie.
Les promoteurs de la Communauté Européenne de Défense ont quelque excuse d'avoir oublié que les Russes avaient besoin de sécurité. Ils n'ont plus cette excuse aujourd'hui, mais ils ont oublié autre chose également, ils ont ignoré le besoin d'unité des Allemands. Or, il était à prévoir que les Russes seraient fatalement conduits un jour ou l'autre à opposer cette carte de l'unité allemande à la construction de l'Europe limitée. C'est ce qu'ils ont fait et ils y ont parfaitement réussi : l'Allemagne croit avec passion à son unification prochaine et elle est prête, pour avoir son unification prochaine, à abandonner la Communauté Européenne de Défense.

Ecoutez donc le Dr Reynold (?) qui est un personnage important de la politique de l'Allemagne occidentale. Il dit : "Tôt ou tard, la République fédérale et le monde occidental verront apparaître la force primitive d'un courant d'unité au dynamisme animé par la nature", et il ajoute "la diplomatie finement aiguisée de Bonn ne pourra pas s'y opposer". Puis, avec ce lyrisme germanique, il conclut : "La digue s'écroulera et dans un fracas de tonnerre les deux océans se rejoindront".

En réalité, maintenant que la réunification de l'Allemagne est lancée, plus personne ne pense aux accords de Bonn et de Paris, sauf ceux qui seraient balayés demain à travers l'Europe si ces accords n'étaient pas ratifiés.

En vérité, c'est la fin d'une politique, c'est la fin d'une politique qui risquait, malgré la tendance des organismes européens, malgré les efforts de nos camarades qui sont membres de ces organismes, d'intégrer la France à l'Allemagne sans esprit de retour et tendait à repousser l'URSS vers l'est, c'est la fin d'une politique, mais nous sommes tout de même dans l'inconnu.

Il faut aujourd'hui et objectivement - cela ressort des faits - mettre sur pied une nouvelle politique qui consisterait à trouver rapidement une solution au problème allemand et, par là même, une formule de paix pour le monde.

Est-ce possible ?

Tout à l'heure Naegelen a rappelé l'initiative de Vincent Auriol demandant, il y a deux ans, à la dernière réunion, à Paris, des organes de l'ONU, une conférence entre les nations intéressées. Winston Churchill a demandé la même chose, il a même demandé un Locarno de l'est.

Je pense que ce sont là des paroles, des intentions qui ont une immense importance et je trouve une confirmation de l'excellence de ces paroles et de ces intentions dans les propos tenus par la Sociale démocratie elle-même. N'est-ce pas, en effet, Carlo Schmidt qui écrivait : "On devrait s'efforcer d'arriver à une conception qui considère moins le monde comme deux fronts éternellement opposés dans la guerre froide, et davantage comme une communauté de denrées où les responsables de la politique chercheraient à organiser les rapports de force, de telle manière qu'aucun des intéressés n'ait à craindre de devenir la proie de l'autre. Il est temps, en effet, de faire cette politique. Il est temps d'essayer de construire quelque chose de nouveau. Il est mauvais, et il est contraire à l'Europe, il est contraire à la paix, il est contraire au Socialisme, de se cramponner à l'heure actuelle à une politique qui est, tout au moins temporairement, mise en défaut par les événements.

Maintenant que le problème est tout nouveau, puisque l'Allemagne va se réunifier, il faut que nous repensions toute la politique extérieure.

Les Russes sont-ils prêts à un arrangement sur la base de l'unité allemande, avec neutralisation de l'Allemagne, car je ne me lève pas, comme Philip l'a fait tout à l'heure, avec une véhémence stupéfiante, contre la neutralisation de l'Allemagne, alors que dire que l'Allemagne est neutralisée, c'est dire qu'elle ne pourrait appuyer ni un bloc, ni un autre, et nous sommes contre les deux blocs, et nous sommes contre la division du monde.

Accepteraient-ils, les Russes, la réunification de l'Allemagne dans les limites garanties par les quatre et réalisée dans le respect des institutions démocratiques et par des élections libres ?
Peut-on même, dans une certaine mesure, lever demain le rideau de fer attendu que les satellites ont un très grand besoin des échanges commerciaux est-ouest ?
Voilà les problèmes qui se posent ; voilà les questions qui se posent et le devoir de tous les partisans de la paix, et le devoir de tous les Socialistes, c'est d'attendre pour se prononcer que des réponses valables soient apportées à cette question, c'est de pousser à des négociations énergiquement menées pour que l'on réponde a ces questions dont dépendent, non seulement la solution du problème allemand, mais la paix.
Et les Russes ?
On vient dire qu'a priori ils ne nous répondront pas ; qu'en savez-vous ?
A l'heure actuelle, il s'est passé quelque chose que vous pouvez constater, c'est que si la Russie a cru, par le réarmement, porter un coup à l'économie de l'Europe occidentale et du monde libre, elle s'est trompée, elle nous a mis, nous, dans l'embarras, mais elle n'a pas mis l'Amérique dans l'embarras, l'Amérique qui a couvert le monde de bases stratégiques, elle n'a pas mis l'Angleterre dans l'embarras, elle qui a su construire une magnifique aviation et une défense atomique, mais la Russie s'est mise elle-même dans l'embarras elle a mis les satellites dans l'embarras.
Croyez-vous que s'il n'y avait pas eu de tension sociale et économique dans les pays au-delà du rideau de fer il y aurait eu d'abord les procès que vous savez, il y aurait eu les magnifiques révoltes ouvrières que vous applaudissez ? Est-ce que vous croyez que le gouvernement de Tchécoslovaquie comme d'ailleurs le gouvernement d'Allemagne orientale aurait freiné de lui-même le réarmement et aurait freiné de lui-même les investissements d'équipement afin d'augmenter, et sensiblement, la production des biens de consommation ?
Il y a, dans tous les pays derrière le rideau de fer des choses extraordinaires qui se passent ; il y a partout une aspiration à un mieux être et à plus de liberté. Vous auriez tort de croire que dans ces pays, les hommes qui pensent et qui réfléchissent attendent qu'on vienne les délivrer par une troisième guerre ou par l'armée européenne ? Non. Ceux qui connaissent ces pays, ceux qui se rappellent avec émotion des classes ouvrières roumaines, tchécoslovaques, hongroises, allemandes, toutes vouées au socialisme démocratique, ceux qui se rappellent ces intellectuels de ces pays qui vivent avec une intensité intellectuelle beaucoup plus grande que beaucoup de français, ont gardé le souvenir des belles époques de notre République et le souvenir des telles époques de notre Socialisme, ces gens qui, encore aujourd'hui parlent de l'affaire Dreyfus et relisent les discours de Jean Jaurès, est-ce que vous oubliez que, derrière ce rideau de fer il y a des hommes qui souhaitent à tout prix refaire l'indépendance de leur pays ?
Ils ne veulent peut-être ni l'URSS, ni l'Amérique, ils veulent être, véritablement.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Si vous voulez parler, sortez ! Je vise particulièrement les camarades des Bouches-du-Rhône. Asseyez-vous ou sortez, mais ne restez pas là-bas !

Robert Lacoste - Ces hommes veulent être véritablement des citoyens de pays devenus libres, ayant gardé de la nouvelle économie que l'URSS leur a donné, ce qui est le dirigisme en faveur du peuple. Ils veulent construire des pays nouveaux, des pays en plein progrès. Ils sont, je vous le dis de toute ma foi, les ferments même de l'Europe Socialiste de demain.
Alors, je dis ceci : L'Europe tronquée, l'Europe qui sera une Europe allemande, l'Europe que souhaite M. Adenauer, je suis contre cette Europe ! Je la crois impossible, mais je suis pour qu'on fasse aujourd'hui avec la Russie qui en a besoin les négociations claires et fructueuses. Je suis pour que, dans l'indépendance internationale de tous les pays d'Europe, dans le progrès social et culturel, nous construisions une Europe Socialiste qui n'est pas si loin que vous croyez.
Ma foi, elle est là aujourd'hui : L'Europe ne doit pas s'arrêter à l'herbe ; si nous savons négocier, si nous savons être intelligents, construire une politique nouvelle, l'Europe socialiste est indépendante, c'est-à-dire la véritable Europe ; elle n'est pas là, croyez-moi et c'est elle qui se lève aujourd'hui sur les débris des articles de règlement, sur les constitutions fantômes, que l'on fait tomber sur notre tête et sur notre Bureau depuis quelque temps, avec une singulière abondance ; c'est elle cette réalité qu'il faut créer et qu'il faut modeler ; voilà mon sentiment et voilà pourquoi, à l'heure actuelle, je vous demande et nous vous demandons de ne pas insister pour le moment en faveur de la Communauté Européenne de Défense. Voilà nos raisons.
(Applaudissements)

Le président - Je m'excuse, camarades, avant Max Lejeune, la parole est à Grouzet.

Grouzet

Camarades, venu il y a vingt ans déjà au Parti Socialiste, parce que je militais dans les organisations pacifistes, je me refuse à considérer le Parti de Jaurès comme capable de contenir à la fois une thèse belliciste et une thèse pacifiste. Un Socialiste veut et souhaite la paix et son souci est toujours de préserver la paix plutôt que de gagner une nouvelle guerre. Ce souci est le même pour nous tous. Nous différons simplement sur les moyens, et cette différence, à mes yeux, après avoir écouté les interventions de ce matin et de cet après-midi, semble provenir d'une différence d'état d'esprit.
Nos camarades ne sont pas d'accord à l'heure actuelle sur l'urgence des dangers qui se pose dans l'histoire internationale.
Pour les adversaires de la Communauté Européenne de Défense le danger allemand est, et reste, le danger essentiel et la vague de paix récente, la vague de paix soviétique les a à moitié conquis. Leur confiance est telle que même

lorsqu'ils ont été les pires adversaires du stalinisme, ils pensent qu'il n'est pas nécessaire de se lancer dans l'inconnue pour eux, du réarmement allemand quelconque, même celui d'une armée allemande intégrée.
Au contraire, pour les partisans de la Communauté Européenne de Défense, le danger russe, malgré les sourires de Malenkov, reste primordial et il leur semble que face à l'union des satellites aujourd'hui réalisée, par la violence totalitaire et avec des intentions certainement belliqueuses, il est nécessaire, il est urgent de réaliser l'union des pays démocratiques par des moyens essentiellement démocratiques et pour défendre l'idéal démocratique sans lequel le Socialisme ne peut se développer, ni prospérer, ni triompher.
Mais si nous ne doutons pas du pacifisme des adversaires de la Communauté Européenne de Défense, j'estime qu'on ne doit pas non plus douter de notre pacifisme, car l'Europe que nous voulons n'est pas une alliance offensive dirigée contre qui ce soit, ce n'est pas, comme on l'a dit tout à l'heure l'Europe de la peur que nous voulons créer, et si cette Europe est actuellement limitée à six pays, elle ne l'est pas par notre propre volonté, par un désir quelconque d'écarter d'autres nations, elle est limitée hélas, et nous le regrettons par la volonté même de ceux qui se refusent, mais elle est ouverte à tous et nous souhaitons ardemment qu'ils y participent un jour.
L'Europe des six n'est pas et ne doit pas être une fin en soi, elle n'est qu'un commencement, elle n'est qu'un pas vers l'Europe des 15 que nous souhaitons ardemment.
Or, je constate que la France avait retrouvé une partie de sa grandeur passée lorsqu'elle avait pris la tête de cette nouvelle Europe et je n'en veux pour exemple que la présence à Washington, lors de la naissance même de l'armée européenne, de notre camarade Jules Moch, alors ministre de la Défense nationale, qui a su faire face aux 16 nations qui acceptaient le réarmement de l'Allemagne, tel que les Etats-Unis le proposaient ; si la France a eu l'audience des autres nations, c'est qu'elle ne représentait pas seulement notre pays mais qu'elle représentait à un moment déterminé, à un moment critique de notre histoire, la conscience même de l'Europe en train de naître.
Or nous voyons, nous, aujourd'hui, une France dans une position ridicule, ridicule par la chute successive de ses ministères qui ont prouvé qu'elle n'avait pas, non seulement une politique intérieure stable, mais qu'elle n'avait pas, mais qu'elle n'avait même plus de politique extérieure cohérente ! Et c'est ce qui explique cette démission de la France, cette éclipse de la France. Or, si cette politique n'avait pas subi cette éclipse, nous aurions eu certainement déjà, la conférence des Bermudes, et à cette conférence, le gouvernement français n'aurait pas représenté uniquement une France divisée et amoindrie, mais au contraire, elle aurait pu représenter une Europe consciente des difficultés de l'heure et des problèmes à régler.
Camarades, je sais que le projet de Communauté Européenne de Défense n'est pas parfait et ici même je regrette, qu'alors que nous avons entendu tant de discours magistraux et que nous avons vu de nombreux camarades occuper la tribune pendant des 30 et 40 minutes, qu'il n'y ait pas eu, ce qui aurait peut-être

été préférable, un rapporteur pour chaque courant d'opinion qui présente une étude sérieuse du projet de Communauté Européenne de Défense et que ce rapporteur indique d'une façon plus technique les raisons pour lesquelles il admettait le projet. Une fois en place, la communauté politique, l'ensemble des institutions déjà crées, peuvent être amendées et peuvent être modifiées, car l'Europe que nous voulons, et que l'on compare quelquefois à l'Europe Sherman ou même à l'Europe d'Hitler, n'est pas une Europe soumise à une dictature, c'est une Europe démocratique qui doit se créer démocratiquement par une constitution évidemment démocratique.

Si nous refusons d'accomplir ce premier pas, nous retombons dans la division de l'Europe, dans l'anarchie du monde, si nous refusons d'accomplir ce premier pas, nous refusons le prélude d'unification qui peut nous amener vers une unification plus large et plus complète.

Mais il me semble que quelquefois - je ne parle pas pour ceux qui ont pris la parole dans ce Congrès, mais lorsque nous entendons quelques propos dans des conversations particulières - on subit, quand on combat avec acharnement le principe même des communautés européennes, deux influences en apparence contradictoires et pourtant, qui sont dangereusement convergentes :

1°) l'influence Communiste,

2°) l'influence nationaliste.

L'influence Communiste réussit à vous convaincre à moitié de la sincérité de l'influence Communiste soviétique et donne l'espoir que le Parti Socialiste, comme on l'a déclaré hier, parce qu'il s'est opposé aux comédies des combattants de la paix, avait abandonné la politique traditionnelle du pacifisme véritable qui ne doit pas être confondu avec le verbalisme de la paix.

L'influence nationaliste aussi qui nous fait regretter par avance la disparition des marchés nationaux et qui tend à faire le front avec les Palewski pour conserver même au monde antimilitariste le chauvinisme militaire national qui nous a déjà fait tant de mal.

L'influence nationaliste aussi qui tend à dresser éternellement la France contre l'Allemagne comme si nous étions, nous, Socialistes, de ceux qui croient aux ennemis héréditaires.

Camarades, ne nous laissons pas entraîner par l'une ou l'autre de ces influences. Nous ne pouvons pas avoir confiance dans le pacifisme de la Russie soviétique. Nous devons accepter la naissance d'une communauté européenne, même provisoirement réduite, parce qu'elle est dans l'ordre de l'évolution, dans l'ordre de l'évolution internationale et parce qu'elle la meilleure façon de juguler le pays allemand. N'est-ce pas même le sens des paroles que Léon Blum écrivait dans son Testament politique "A l'échelle humaine" et que Guy Mollet rappelait dans un discours récent à un Conseil national ?

"Pour obtenir la sûreté allemande, dans un statut paisible et sûr de l'Europe, il n'existe qu'un seul procédé qui est l'incorporation de la nation allemande dans une communauté internationale assez puissante pour la rééduquer, pour la discipliner et, s'il le fallait, pour la maîtriser. Mais cette intégration doit peu à peu préparer cette difficile réconciliation des peuples que les champs de bataille

ont séparés et le parti de Jaurès, le parti de celui qui est mort justement parce qu'il était attaqué comme étant un des avocats de l'Allemagne, le parti de Jaurès doit être, malgré tout, malgré les difficultés, malgré les répugnances même, le parti qui travaille à la réconciliation des peuples, et même à la réconciliation franco-allemande".
Nous restons fidèles à l'enseignement de Jaurès et, notamment, à ce discours magistral qu'il prononça le 23 décembre 1911, pour indiquer qu'il votait les accords franco-allemands, discours dans lequel il déclarait que ce n'était pas desservir l'alliance franco-anglaise que de signer ces accords franco-allemands, mais au contraire resserrer à la fois l'alliance franco-anglaise et la paix du monde.
Nous restons fidèles à cet enseignement et contrairement à l'orateur qui m'a précédé, je ne crois pas que l'immobilisme actuel soit la fin d'une politique. Je crois, au contraire, qu'après une éclipse due à l'élaboration difficile d'un monde nouveau, il s'agit d'un commencement, d'un commencement plein de promesses et d'espérance.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Max Lejeune.

Max Lejeune

Camarades, à la fin de cette longue séance, je voudrais tout de même, au nom de ma fédération, apporter quelques observations.
Nous ne serions pas des Socialistes si nous répudions l'idée européenne. Il est certain qu'aucun d'entre nous ne peut repousser cette idée sans être quelque peu parjure avec sa formation et ses convictions, mais aujourd'hui, quand on nous parle de l'actuel projet de Communauté Européenne de Défense, on aborde le problème de l'unification de l'Europe par une extrémité ; alors que, normalement, nous devrions aborder l'unification de l'Europe par son aspect économique et politique, nous l'abordons par son aspect unitaire, et cela présente tout de même quelques dangers.
Il est spécifié dans le projet que l'unité de l'Allemagne doit être réalisée par lui. Unité de l'Allemagne, de quelle Allemagne ? De l'Allemagne de 1918 ? De 1935 ? Ou de 1939 ? De l'Allemagne qui avait incorporé l'Autriche ?
J'attire l'attention des camarades sur le fait que, récemment, un jugement du tribunal civil de Berlin considérait les Autrichiens comme de purs citoyens allemands. Il est tout de même nécessaire d'appeler l'attention de camarades responsables de la décision d'un grand parti sur ces aspects qui ne sont pas de détail, mais qui ont une énorme importance sur le déroulement ultérieur des faits.
Oh ! Je sais bien qu'en ce qui concerne la France, tout à l'heure, notre camarade Philip a réglé le problème par une simple affirmation. Il est certain pour lui que tout ce qui est abandon de souveraineté pour la France n'a pas beaucoup d'importance, mais comme le disait tout à l'heure un orateur, il aurait peut-être fallu s'appesantir sur les abandons de souveraineté qu'implique l'actuel traité de

communauté européenne, pour un pays comme la France. Le parlement français est dessaisi ; il ne votera plus la durée du service militaire actif ; il ne fixera plus le montant de l'effort financier de la nation ; il ne traitera plus du détail des dépenses militaires et ne pourra nullement modifier le total de la contribution nationale. Le gouvernement est dessaisi aussi, car ni le Président de la République, ni le Président du Conseil, ni aucun des ministres militaires, n'aura la possibilité de nommer aux emplois militaires dans les forces européennes. C'est également l'abandon des souverainetés touchant l'armée, la nation et l'union françaises, car le gouvernement français ne sera plus maître de ses fabrications de guerre, destinées à la défense de ses territoires d'Outremer, puisqu'il sera créé deux armées, l'une européenne, gérée par la communauté européenne, l'autre nationale, gérée par le gouvernement. Abandon de la constitution également, et tout cela, naturellement, a très peu d'importance, comme le principe même de l'Union française qui est mis en cause par le vote de l'actuel projet de communauté de défense.

Ce dont je m'étonne, voyez-vous, c'est qu'un parti qui a eu des responsabilités gouvernementales et qui les aurait peut-être demain, même s'il s'échappait de la formule précédente pour accepter celle qu'énonçait si brillamment Le Bail, hier, ait traité très rapidement de la Communauté Européenne de Défense, sans mettre en discussion dans ses assises, ne fut-ce même que dans une commission spécialisée, tout ce qui touche aux abandons de souveraineté consentis par la France. Car tout de même, abandonner une part de la souveraineté française dans la réalisation de l'actuelle communauté de défense, c'est très beau, mais il faudrait être sûr que les autres nations consentiront les mêmes abandons, je dirai même certaines abdications majeures.

Maintenant, vous me permettrez également, à vous qui êtes une assemblée de démocrates et de Socialistes, de mettre le doigt sur un danger. Croyez-vous donc que l'armée européenne de demain sera moins coûteuse que l'armée de conscription d'aujourd'hui pour la France ? Nous nous alignons sur un modèle d'armée de métier, d'armée anglo-saxonne, de type de corps expéditionnaire à effectifs pleins, qui coûtera beaucoup plus cher pour son entretien que l'armée de conscription que la République a toujours entretenue. Pas d'importance cela ? Oh si peut-être quand ce sera une autorité extra nationale qui s'imposera, suivant l'abandon qu'implique le traité à la France des dépenses onéreuses.

Quel sera donc l'esprit de cette armée de métier ? Oh j'ai entendu dire beaucoup de mal quelquefois dans les assemblées du parti des généraux de la République française, mais croyez-vous que les généraux d'au-delà du Rhin ou d'au-delà de l'Océan aient une autre mentalité et qu'ils soient, le cas échéant, plus libéraux que les nôtres ? L'armée de demain, dans une organisation européenne sans pouvoirs politiques, ce peut être aux mains d'un généralissime en même temps que la pression des technocrates conseillés par Washington, la pression d'une caste militaire installée sur l'Europe nouvelle.

(Applaudissements).

Et puis, tout de même, il faudrait être sérieux. Pourquoi, au temps de la bombe atomique, serait-il nécessaire "d'européiser", si l'on peut s'exprimer ainsi, la

piétaille européenne sans toucher en quoi que ce soit à l'aviation ? L'aviation est, à travers le monde, la principale arme qui puisse porter à l'agresseur la riposte redoutable et quasi-préventive - je m'excuse de ces deux termes accouplés - de l'emploi de la bombe atomique. Or, pourquoi n'a-t-on pas proposé l'internationalisation de l'aviation et pourquoi oblige-t-on tous les démocrates et les Socialistes de la vieille Europe à se battre sur l'internationalisation, "l'européisation" de la piétaille européenne ? Je crois que, là, on tourne sacrement le dos à la réalité stratégique. On tourne sacrement le dos à la tactique, mais que voulez-vous ? On n'a pas besoin de parler de cela dans un Congrès Socialiste. On règle cela par le sentiment, par le rappel de certains principes, plus ou moins justement appliqués, mais cela se traduit par quoi, citoyennes et citoyens ? Cela se traduit aujourd'hui par la mise en vassalité de l'Europe. Cela se traduit par la mise en vassalité de toutes les vieilles nations européennes qui veulent bien s'incliner.

Voyez-vous, il faut constater aujourd'hui que la stratégie périphérique des Etats-Unis est de beaucoup dépassée, - Jules Moch avait raison de le souligner - au moment où l'on envisage la guerre au-dessus du Pôle, parce que la distance la plus courte entre les Etats-Unis et la Russie ne passe pas par les Canaries et les Açores et Terre-Neuve, mais pardessus le Pôle. Croyez que les Américains ne seront pas réellement prêts à abandonner leur présence sur une vieille Europe qui contient la Ruhr, la Lorraine, la Sarre et qui permettrait, par sa possession, à la Russie de mettre très rapidement en échec militaire la grande puissance des Etats-Unis ? Alors, qu'on ne nous brandisse pas cet épouvantail de l'abandon par les Etats-Unis d'Amérique. Les Etats-Unis d'Amérique sont venus au secours des peuples libres en difficulté, peut-être, mais ils ont pris la précaution de s'emparer d'un bouclier pour leur continent menacé. Voilà ce qu'il faut dire aussi ! (Applaudissements)

Maintenant, nous estimons, dans la fédération de la Somme, qu'il est quelque peu inactuel de poser le problème du projet de Communauté Européenne de Défense dans le Parti, alors que nous estimons tous qu'il faut lutter pour la paix et que ceux qui ont été le plus pour la défense nationale tiennent essentiellement à ce que le combat pour la paix soit livré d'abord tant qu'il reste une chance de succès.

Cet après-midi, vous avez entendu les voix de l'Internationale comment ? Nous posons dans le Parti le problème de l'adoption de l'actuel projet de Communauté Européenne de Défense, à quel moment ? Trois mois avant les élections allemandes, c'est-à-dire qu'en fait, si nous acceptons le projet actuel de Communauté Européenne de Défense, nous donnons à Adenauer la meilleure arme qu'il puisse souhaiter dans la bataille pour les élections… (applaudissements)… On parle de masochisme. Aurions-nous, sur le plan international, le goût du masochisme ? Est-ce qu'aujourd'hui, après avoir à la libération, en 1944-1945, porté sur les fonds baptismaux la nouvelle politique française, le Mouvement Républicain Populaire, nous allons venir au secours des sociaux chrétiens en difficulté en Allemagne, comme ils ont été mis en difficulté hier en Italie ?... (applaudissements)… Est-ce que c'est cela que nous

voulons ? C'est tout de même bien le problème. Notre camarade du Parti hollandais déclarait tout à l'heure qu'il ne voulait pas que son Parti se sépare du travaillisme anglais. Le camarade qui a pris la parole après, au nom de l'Allemagne, déclarait que les Etats-Unis venaient au secours du chancelier Adenauer et que la conférence à quatre était aujourd'hui le seul moyen d'une détente internationale. Et c'était Llopis qui venait nous dire que les accords économiques et militaires entre les Etats-Unis et Franco pouvaient, demain, faire en sorte que les Espagnols républicains seraient matés par les troupes américaines défendant leurs bases sur la péninsule ibérique. Et c'était notre camarade belge, parlant au nom de son Parti en tant que membre du Bureau de l'Internationale, qui disait que les protocoles étaient encore en discussion, que des accords secrets militaires devaient être communiqués à certains hommes politiques de son pays. Comment n'aurions-nous pas, quand on parle d'accords secrets militaires, nous, Socialistes, la même curiosité que les hommes de Belgique ? Comment n'aurions-nous pas, nous, Socialistes, la même curiosité que le Président de l'Assemblée Nationale, Edouard Herriot ?

Voyons ! Il est nécessaire, aujourd'hui, camarades, que nous songions tout de même que nous avons voulu - et certains camarades plus doctrinaires que nous l'ont voulu - peut-être même avant nous - reconstituer une internationale Socialiste. Elle est reconstituée. Allons-nous, dans cette internationale Socialiste, être les seuls, dans l'immédiat, à apporter une aide à M. Adenauer, à M. de Gasperi ? Si l'on fait le compte des partis Socialistes de l'Europe Occidentale, nous constatons qu'actuellement, il se pourrait qu'il y ait une majorité du Parti français qui soit d'accord avec le parti de Sarajat, mais pas avec les autres partis de l'internationale Socialiste. Cela nous apparaît, à nous, assez grave, assez grave pour qu'on attende au moins quelque peu, pour qu'on reprenne ce problème après les élections allemandes, d'autant que nos camarades de la Social-Démocratie auront peut-être, au pouvoir, révisé leurs positions, car il arrive que l'on modifie ses positions quand on est au pouvoir ; cela pourrait arriver aux sociaux-démocrates allemands aussi. Au lieu de faire une petite Europe, il nous serait peut-être possible de faire, d'accord avec le travaillisme et la social-démocratie allemande, une Europe qui soit véritablement l'Europe et non pas ce que des camarades plus brillants que moi ont défini tout à l'heure, que ce soit Moch ou que ce soit Naegelen. Pour nous qui sommes républicains en même temps que Socialistes, il y a une conviction profonde, c'est qu'il n'est pas possible de faire la paix du monde sans l'accord de la France et de la Grande-Bretagne. Comment, alors que Churchill veut parler dans une conférence à quatre, quand peut-être en ce moment il prend des contacts particuliers et personnels avec la Russie, nous, nous n'aurions pas le droit de le faire ? Comment la France et l'Angleterre ne pourraient-elles pas conjointement, dans des Assises Internationales à l'intérieur même du Pacte Atlantique, avoir une politique, commune ?

Si je me souviens bien, le travaillisme anglais, par la voix d'Atlee a soutenu Churchill à la Chambre des Communes dans sa volonté d'obtenir des rencontres avec la Russie. A partir du moment où l'Angleterre et la France auraient établi

un accord, je dis qu'il serait possible défaire véritablement l'Europe. L'Allemagne sera demain unifiée, vous le sentez bien. Cela montre que les événements se succèdent à une cadence précipitée et on a même l'impression que les Russes ont été débordés.
Et bien, il se peut demain que l'unité allemande soit faite, et si l'unité allemande se faisait, pour tous les protestants du Brandebourg, pour tous les protestants de la Saxe qui rentrent dans l'unité politique allemande, ce serait l'échec des sociaux-chrétiens qui sentent venir cela, qui sont aux abois ; c'est pour cela qu'aujourd'hui nous n'avons pas le droit, nous, d'empêcher la marée du Socialisme, dans la mesure où la défaite aurait pu être rédemptrice pour lui et aurait appris quelque chose aux Allemands.
Mais ce que nous savons c'est que si demain la France et l'Angleterre étaient accordées, si l'Allemagne était unifiée, le travaillisme, la social-démocratie et le Parti Socialiste français étant d'accord, ce serait véritablement l'Europe qui serait faite ; il n'y aurait nullement besoin d'aller à Rome chercher la bénédiction. (Applaudissements)
A partir du moment où la France et la Grande-Bretagne sont d'accord, c'est l'Europe qui est faite, du nord de la Norvège au sud du Portugal, jusqu'à l'extrémité de l'Italie ; c'est du Cap Nord jusqu'à l'Union sud-africaine, un grand continent qui est lié, c'est l'Union française et le Commonwealth britannique.
C'est cela que nous pourrions peut-être offrir à l'univers pour construire la paix dans quelques mois, si nous ne voulions peut-être pas prématurément nous diviser et peut-être nous déchirer dans un vote qui serait d'une faible majorité.
Je crois que le sens politique, l'intuition politique devraient aujourd'hui faire en sorte que nous fussions tous unanimes ; en faisant cela, nous aurions non seulement travaillé pour la République française, nous aurions travaillé pour tout le progrès du prolétariat et pour la paix.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Roger.

Jean Roger

Je ne parlerai pas pendant quinze minutes, mais j'ai tenu vraiment à prendre la parole. J'ai renoncé à mon temps de parole sur la politique intérieure.
Je déclare tout de suite que je suis contre l'armée européenne ; les arguments contre ont été donnés, mais il y a quelque chose dont je voudrais faire part au Congrès : C'est le problème des raisons qui ont amené l'URSS à ce soi-disant tournant et le dilemme dans lequel nous pouvons être enfermés, et les solutions Socialistes que nous pourrions apporter.
Vous entendrez un camarade de base, ses réflexions quelque peu angoissées, c'est quelqu'un qui depuis au moins deux mois lit très fréquemment le compte-rendu du vingt-neuvième Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique.
J'ai l'impression que parfois il faudrait chercher dans les textes si vraiment on n'a pas eu le cynisme de dire les choses telles qu'elles sont.

Rappelez-vous l'expérience hitlérienne : Nous avons eu vraiment la surprise de constater que tout avait été annoncé et qu'il y a parfois une sorte de machiavélisme à dire les choses en pensant qu'on n'en tient pas compte. Au vingt-neuvième Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique, on ne publie dans les comptes-rendus que deux résolutions ; je ne sais pas s'il y en a eu davantage ; toutes deux sont très brèves.

L'urne d'elles porte sur le changeant de titre du Parti qui renonce au mot "bolchevik", nous n'en parlerons pas.

Quant à l'autre, elle est très importante, elle déclare que le Parti doit renoncer à son programme suivi depuis 1919 pour avoir une tactique nouvelle, une orientation nouvelle, un but nouveau.

Elle déclare : il faudra faire un manuel pour indiquer aux militants ce qu'est maintenant la doctrine du Parti, et ce manuel devra être fait sur les thèses communiquées au Congrès par le camarade Staline, qui fera partie de la Commission.

Cette thèse a été communiquée au Parti Communiste russe le 1er février. Le Congrès s'est tenu au mois d'octobre, et pour ma part je pense que ce qui se passe à l'heure actuelle est l'application pure et simple des propositions de Staline, et non pas un tournant fait en réaction après sa mort, contre les idées de Staline.

Il y a peut-être là quelque chose de bizarre, mais je tiendrai tout de même à attirer votre attention là-dessus, d'autant plus que la thèse de Staline se termine par des consignes nouvelles données au mouvement de la paix.

Quelle est la thèse de Staline dans son rapport du petit Congrès ? Vous la connaissez et Jaquet y a fait allusion en disant : C'est peut-être la troisième hypothèse, l'URSS est convaincue qu'à l'heure actuelle les contradictions internes dans les démocraties libres sont telles que la paix maintenue à tout prix par les gestes les plus spectaculaires - et nous ne sommes pas prêts d'en avoir fini avec les gestes spectaculaires - entre la zone communiste et les autres pays n'est pas dangereuse pour l'URSS mais que les contradictions qui vont s'établir maintenant à l'intérieur des démocraties libres, c'est quelque chose dont ces démocraties ne pourront plus sortir.

Ils signalent : les Etats-Unis sont obligés de les avoir comme débouchés ; le potentiel français et le potentiel anglais de production sont rétablis. Ils ajoutent : Nous en sommes arrivés au moment où l'Allemagne et le Japon reprennent leurs productions et ont de nouveau des marchés.

Ils ajoutent un point bizarre sur lequel je me penche assez souvent, qui expliquerait les troubles en Tchécoslovaquie, à Berlin et ailleurs ; ils ajoutent quelque chose qui condamne même la thèse sur la répartition de la production en démocratie populaire : La Tchécoslovaquie et la Hongrie en sont au point où il leur est nécessaire de trouver des débouchés extérieurs, dans les pays capitalistes.

C'est une phrase absolument étonnante pour lui, mais il ajoute : ce qui est un danger énorme d'afflux de production dans un pays déjà supérieurement équipé.

Collection Jean-Jaurès

Camarades, on se trouve alors - et c'est presque tout ce que j'avais à vous dire - devant le dilemme tragique qui a été souvent signalé : Parce que nous sommes convaincus que l'URSS jouera le jeu de la désorganisation des pays capitalistes tel que certains le signalent, par la ruine de certaines productions, par la ruine des débouchés, en laissant s'accumuler, en provoquant même une accumulation supplémentaire de production, en demandant l'ouverture des barrières aux produits manufacturés à l'extérieur du rideau de fer, parce que nous en sommes là il y a une volonté de paix comme moyen de désorganisation et non pas comme paix en soi.

Nous, Socialistes, nous voulons la paix pour la paix, par une organisation Socialiste, et non pas comme un moyen de désorganisation.

Il y a ce tragique dilemme : ou bien nous abandonnons parce que certains l'ont dit, attendons, jouons le jeu, et s'ils sont sincères, nous pouvons en effet renoncer à l'armée européenne. A ce moment, c'est la désorganisation économique.

Ou bien nous disons : Nous maintenons cette armée européenne, mais alors on a beau jeu pour faire constater à la classe ouvrière que devant un pays pacifiste, nous sommes, nous, les représentants de la volonté d'armement, de la volonté de guerre. On gagne à tout coup dans une telle méthode.

C'est pour cela que nous avons eu de l'autre coté de l'Atlantique, et on n'y a pas assez fait attention non plus, le discours du général Eisenhower à tous les rédacteurs en chef des journaux américains, sur ce qu'on pourrait faire si la paix était rétablie en utilisant les crédits qui lui sont affectés. Il dit par exemple : Avec un avion de chasse, avec le prix de cet avion, nous pourrions envoyer dans d'autres pays du monde 12 300 tonnes de blé, etc.

Si j'ai pris l'exemple du blé, c'est parce que vous avez pu remarquer qu'avant-hier le Sénat américain a voté à une énorme majorité un amendement qui propose d'envoyer aux pays d'Europe, dont la France, à la place d'une partie des dollars de commandes off-shore, du blé avec obligation de consommer le blé américain. Si je prends cet exemple, c'est parée que quelqu'un hier, je se sais plus qui, disait : Il faut augmenter la production, il faut voir comment la répartir en France, il faut la protéger.

Nous sommes déjà en face de ces contradictions.

Camarades, tout à l'heure on parlait de la petite lueur de paix ; je pense qu'elle n'est pas sérieuse, mais que pour nous c'est sérieux, et que c'est nous qui devons souffler sur cette lueur, prendre les groupes impérialistes, américain et russe, à leur jeu, et proposer des solutions Socialistes. Elles sont organisées à l'échelle mondiale, car il n'est pas vrai qu'il y a des solutions européennes en ce moment, au problème. Le Socialisme est un problème international, et les problèmes dans un monde interdépendant sont maintenant à 1 'échelle mondiale.

Nous pensons que ce n'est pas vers l'Europe qu'il faut diriger les productions, et nous pensons qu'elles ne doivent pas être faites au service du commerce international, mais au service des besoins réels des pays sous-alimentés.

On n a pas parlé assez - j'espère qu'on en parlera ce soir - de la conférence de Rangoon, qui est précisément à l'heure actuelle en parallèle avec les rapports

fournis aux Nations Unies par ces organisations internationales spécialisées comme l'UNESCO, l'Organisation Mondiale de la Santé, attirant l'attention sur le fait que sur 2 300 000 000 d'hommes sur la terre, plus d'1 400 000 000 sont économiquement sous-développés, sous-alimentés et, pour la plupart, analphabètes.
Nous pensons qu'il est nécessaire qu'en face de tout ce qui se prépare à l'heure actuelle par des chefs de gouvernements qui ne sont pas qualifiés pour parler au nom des peuples et du Socialisme, de provoquer une réunion de l'Internationale reprenant les thèses de Rangoon et disant qu'à l'heure actuelle, l'heure du Socialisme est là ; c'est l'heure de venir en aide aux besoins réels de tant de millions d'hommes qui sont dans des camps de concentration dont les barrières sont la misère, la faim, le froid, l'absence de tout. I1 y a place pour la production organisée par les Socialistes, production en circuits distribués. Il y a à aller bien plus loin que les projets de réglementation dont Philip nous parlait, à l'échelle européenne ; il faut reprendre tous les problèmes à l'échelle mondiale.
Est-ce que nous avons peur ? Alors qu'il n'y a plus que la socialisation en face des thèses soviétiques et en face des thèses américaines, est-ce que nous avons peur d'envisager de réunir l'internationale et de proposer à tous les gouvernements une œuvre commune de solidarité mondiale ?
Si nous nous sommes trompés, car nous pouvons nous tromper, si la Russie est sincère mais a peur, et si les Etats-Unis sont sincères mais ont peur, alors c'est dans l'action commune, le travail commun, les joies communes que nous aurons établi la confiance, et que nous aurons lutté pour la paix, qui est inséparable du socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est André Bidet.

André Bidet

Camarades. A cette heure et devant l'état de fatigue où nous sommes, j'aurais volontiers renoncé à la parole, si je ne voulais pas vous entretenir très brièvement d'une question que je crois particulièrement importante, et qui viendra un peu dans ce débat à la manière d'un intermède.
Je ne vous parlerai pas de l'Europe, je ne vous parlerai pas de la Tunisie, je voudrais très vite vous dire quelques mots sur l'Asie, sur une Asie dont il faut que les Socialistes se préoccupent, sur une Asie dont il est nécessaire de suivre l'évolution, car à très bref délai, c'est déjà commencé, l'Asie ne rappellera pas seulement son existence à l'Europe, mais au monde.
Je remercie Roger d'avoir parlé du Congrès de Rangoon et j'aurais voulu aussi le faire. Je pensais même que vous auriez trouvé aujourd'hui sur vos tables une brochure que je suis en train d'écrire, pas seulement sur Rangoon, mai sur tous les problèmes asiatiques ; j'ai malheureusement été trahi par ma mauvaise santé, mais vous la recevrez dans vos fédérations au mois d'octobre.

Très vite, je dégage le sens essentiel de cette manifestation de Rangoon. Le premier mérite du congrès de Rangoon, c'est d'avoir apporté une preuve supplémentaire de la valeur universelle du Socialisme.
Ce congrès a démontré une nouvelle fois, et avec éclat, que le Socialisme répond aux aspirations de tous les hommes qui veulent en même temps la liberté politique la justice sociale, l'égalité entre les nations et les races, l'établissement de la paix mondiale.
L'importance et la portée du congrès de Rangoon ne résident pas seulement dans la qualité des travaux, qualité que je crois très grande, mais dans le fait qu'il fut organisé sous la pression populaire et qu'il retint l'attention des foules asiatiques.
Oh, bien sûr, vous n'en avez pas eu la preuve dans notre presse française, dite "grande". Il n'y avait pas un seul journaliste français à Rangoon, alors qu'il y avait des multitudes de journalistes étrangers. Mais cette réalité de l'importance du congrès de Rangoon apparaît nettement dans tous les journaux étrangers. Il suffit de lire la presse d'Asie, et elle est nombreuse, de lire les grands journaux étrangers, pour comprendre que le congrès Socialiste de Rangoon est un événement capital qui peut, dans ses répercussions, influencer à la fois la politique économique, sociale, et la politique tout court du continent asiatique, et toute la conjoncture internationale.
Je ne vais pas entrer dans le détail et analyser les résolutions de Rangoon. Je veux tout de même mettre en évidence quelques aspects.
Je sais bien qu'on peut tout de suite se poser la question : quelle est la valeur représentative des partis Socialistes d'Asie qui ont participé au congrès de Rangoon ?
Je laisse de côté les pays dits arabo-asiatiques, où là il est clair que l'influence Socialiste n'a pas encore pénétré ; ou si quelquefois certains partis accordent à une dénomination quelconque l'épithète Socialiste, c'est simplement pour attirer la foule et la berner.
Il faut nous garder de tout ce qui pourrait être un Socialisme frelaté en Asie. Mais il y a un énorme travail à faire, et à mener en même temps par l'internationale Socialiste et par la conférence socialiste asiatique dans les pays arabo-asiatiques.
Par contre, dans les pays purement asiatiques, l'influence Socialiste est incontestable, et ce qui m'a particulièrement réconforté, moi qui 'intéresse surtout à ce qui touche l'Islam, c'est que j'ai trouvé dans un pays comme le Pakistan qui est un pays musulman, un Parti Socialiste qui commence à se développer, et par conséquent, à un moment où le pan-islamisme dépasse et de beaucoup le pan-arabisme, on peut espérer que l'influence du Pakistan s'étendra sur les autres pays arabes.
Je ne vous parlerai pas du Japon, dont vous savez bien qu'il y existe un vieux Parti Socialiste qui a marqué des succès malgré sa division aux dernières élections, et, sans vouloir être prophète, je crois pouvoir vous annoncer qu'aux prochaines élections japonaises qui seront sûres, c'est probablement le Parti Socialiste qui atteindra la majorité, a l'heure présente, le ministère de Monsieur

Yoshida, dit libéral, et qui est un ministère conservateur, ne tient que parce que les Socialistes ne veulent pas encore le culbuter.
En Birmanie, gouvernement en majorité Socialiste. En Indonésie, les Socialistes participent au gouvernement. Et, dans l'Union Indienne, après la fusion de tous les minuscules partis Socialistes en un seul parti, le Parti Socialiste Braha (?), nos camarades détiennent 17% des voix, alors que les staliniens n'en ont que 4,9%. Je ne vous parle pas de la Malaisie, de Ceylan, où les partis Socialistes sont simplement naissants.
Ce que je veux dire encore, c'est que nous devons nous réjouir de la magnifique profession de foi Socialiste votée par le congrès de Rangoon, profession de foi Socialiste qui est en même temps une condamnation formelle du stalinisme, et les Izvestia et la Pravda ne s'y sont pas trompés ; je vous renvoie aux textes, je veux aller vite. mais, n'est-il pas heureux, stimulant pour nous, que des voix fraîches, toutes neuves, clament ainsi leurs convictions Socialistes, et cela, malgré les séductions déployées dans ces pays par le communisme soviétique, malgré leur état de misère, malgré l'état de détresse effroyable, inimaginable pour qui ne l'a pas vu, des pays asiatiques, des hommes qui sont des représentants authentiques refusent le fallacieux paradis soviétique, proclament la certitude que seul le Socialisme démocratique peut assurer le relèvement de la condition de ces pays ?
Problèmes économiques : je vous renvoie également aux textes, mais je souligne, très vite, l'importance donnée à ces problèmes, à la réforme agraire, en particulier. Cette réforme agraire conditionne tout le développement de la démocratie en Asie, c'est une vérité d'évidence, un axiome.
Et nous parlerons peut-être, dans un instant, de problèmes de l'aide aux pays sous-développés. Mais, s'il y a une tâche urgente à remplir, pour le monde démocratique, c'est de donner, et vite, une solution à ce problème. Il faut sortir du domaine de la théorie pour entrer enfin dans les réalisations, ou alors, étant donné que ce monde asiatique n'a plus rien à perdre, il peut finir par perdre tout de même l'espérance et dire : "Après tout, qu'est-ce que je risque", aller faire le geste de désespoir et se jeter dans les bras du Communisme.
Problèmes religieux : problèmes de la féodalité. Vous trouverez la condamnation, dans la résolution, de tout ce qui est le fanatisme religieux, de tout ce qui pourrait être un retour à la féodalité.
Problèmes de l'Asie et de la paix :
Naegelen disait : "La paix est indivisible», et c'est vrai. Il ne peut pas y avoir de paix en Europe s'il n'y a pas de paix en Asie. On a parlé - là-dessus j'insisterai tout de même un peu - d'une prétendue position neutraliste des Socialistes d'Asie. C'est une erreur monumentale. Ce qui est vrai, c'est qu'ils ne veulent pas prendre parti entre les deux blocs. Ce qui est vrai, c'est qu'ils rêvent de constituer une sorte de troisième force qui pourrait exercer, précisément, une action déterminante entre les deux blocs.
Voici, d'ailleurs une déclaration de Ma Dou Lima (?), qui est Secrétaire de la Confédération Sociale d'Asie : "L'attitude des Socialistes asiatiques à l'égard des luttes qui déchirent l'Est et l'Ouest, à l'heure actuelle, est parfois qualifiée de

neutralisme par le camp occidental, sans qu'on puisse dire comment se justifie cette formule, car ils ne sont absolument pas neutres à l'égard du capitalisme, du Communisme, ils sont fondamentalement en désaccord avec l'idéologie Communiste, avec ses manifestations anti-nationales, sa méthodologie centraliste, et ils sont déterminés à la combattre".

Camarades, j'ai bien conscience que je vous présente des questions qui ne sont pas l'ordre immédiat de vos préoccupations. Cependant, comprenez-moi bien, ne me prêtez pas, surtout, le pensée ridicule de vous inviter à suivre avec moins d'attention les affaires européennes ou celles du monde atlantique. Je veux simplement vous demander de mettre l'Asie dans vos soucis, comme vous y avez déjà mis l'Afrique.

J'ai acquis, depuis longtemps, cette certitude qu'il n'y a plus de problèmes strictement nationaux ou même spéciaux à un continent, mais bien, de plus en plus, des problèmes mondiaux. Je vous demande de réfléchir simplement à ceci. C'est un fait à considérer que la venue à l'indépendance de tous ces peuples asiatiques. Certes, ils font leur crise de croissance, mais, comment ne pas comprendre que l'entrée dans la vie internationale de ces masses, de plusieurs centaines de millions d'hommes, doit bouleverser tout le vieil équilibre mondial ?... (applaudissements)… Et, si j'en avais le temps, je vous ferais la démonstration que les questions asiatiques, elles, doivent être au premier plan de vos préoccupations. Je vous rappelle simplement les avertissements que nous donnent la guerre du Vietnam et la guerre de Corée. Comment ne pas se préoccuper de l'Asie au moment où l'administration, la nouvelle administration américaine pratique une politique qui est, envers l'Asie, d'une incompréhension totale ? Comment ne pas se préoccuper de l'Asie au moment où est posé le problème du réarmement du Japon, où l'industrie japonaise est en renaissance, au moins dans la forme de la petite industrie ? Comment ne pas se préoccuper de l'Asie à l'instant où l'on commence à parler d'un pacte du Pacifique, sans savoir, d'ailleurs, très bien ce que l'on mettra dans la formule, sans savoir si ce pacte du Pacifique concernera simplement le sud-est asiatique ou le Pacifique sud, si ce sera une extension du pacte de l'Ansus (phonétiquement), ou quelque chose de nouveau. Mais il y a la un problème qu'il faudra bien que le Parti étudie et étudie assez rapidement.

Déjà, à l'assemblée de Versailles, nous sommes saisis de la question. Les groupes qui nous l'ont posée ont leurs homologues dans le parlement, et, par conséquent, nos camarades parlementaires doivent s'attendre à avoir à résoudre ce problème d'un pacte du Pacifique.

Camarades, je n'insiste pas, mais, vraiment, c'est un moment de l'histoire que cette venue, que cette entrée de l'Asie dans le grand conseil mondial, et nous devons nous féliciter que, précisément, à ce moment même, les Socialistes, en Asie, aient pu se rassembler et affirmer leur volonté de collaborer avec tous les Socialistes du monde.

(Applaudissements)

Nous devons leur en être reconnaissants, et c'est dans cet esprit que je soumets au Congrès la motion suivante : "Le Parti Socialiste SFIO, réuni pour la

première fois en Congrès depuis le magnifique rassemblement des Socialistes d'Asie, à Rangoon, salue avec joie la naissance "de la Confédération Socialiste Asiatique. Il adresse à celle-ci l'expression de ses sentiments fraternels. Il se félicite de la volonté affirmée par la Conférence Socialiste asiatique d'établir des relations étroites avec les Partis Socialistes du monde entier. Le Parti Socialiste SFIO est convaincu que les efforts convergents de tous peuvent seuls permettre de réaliser ce monde prospère, libre, pacifique, cet unité humaine dont le Socialisme porte la promesse, comme la Conférence Socialiste Asiatique a su très heureusement le rappeler".
Camarades, je vous demande de voter ce texte de confirmation renouvelée de votre conviction que, seule, l'union des peuples Socialistes permettra de rendre enfin humaine l'humanité.
(Applaudissements).

La présidente - La parole est à Commin.

Pierre Commin - Il reste, pour ce soir, encore un certain nombre d'orateurs parmi lesquels se trouve, bien entendu, le Secrétaire général du Parti, qui interviendra au début de la séance de ce soir.
Voici les noms des camarades, avec le temps de parole qui, en principe, leur est dévolu :
Marceau Pivert : 25 minutes. Germaine Picard-Bloch : 20 minutes. Sylvandre : 25 minutes. Notebard : 5 minutes. Pierre-Olivier Lapie : 15 minutes. Mauriac : 10 minutes. Leenhardt : 10 minutes.
J'indique, d'autre part, aux délégués, qu'ils devront, au début de la séance, donner, sur des feuilles qui leur seront remises, les votes indicatifs, de manière à ce que nous puissions constituer la Commission de résolutions, conformément à un paragraphe du programme qui vous a été remis, à la proportionnelle. C'est dire que les délégués devront, ce soir, très rapidement, au début de la séance, nous remettre ces votes indicatifs.
J'indique qu'il y a deux fédérations qui n'ont pas encore remis leurs bulletins de vote pour le Comité directeur et la Commission nationale féminine. C'est la Guadeloupe et l'Yonne. Ces deux fédérations sont priées de voter immédiatement.

La présidente - La séance reprendra à 9 heures 30.
Président : Pineau. Assesseurs : Roudeyre, des Pyrénées-Orientales, Yvonne Faravel, de l'Ardèche, Lagrange, de la Saône-et-Loire, Champion, de l'Yonne, Reinach, de la Cote d'Ivoire.
Mes chers camarades, la séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
45ème congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 1953

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Séance du samedi 4 juillet 1953 (Soirée)

La séance est ouverte sous la présidence de Christian Pineau, assisté de Roudeyre Emile (Pyrénées-Orientales), Yvonne Faravel (Ardèche), Lagrange (Saône-et-Loire), Champion (Yonne) et Reinach (Côte d'Ivoire).

Le président (Christian Pineau)

La parole est à Marceau Pivert, 1er orateur inscrit.
Ensuite Germaine Picart-Moch.

Marceau Pivert

Nous allons commencer, camarades, sur le plan international, le même effort que nous avons tenté sur le plan intérieur de définition d'une politique Socialiste cohérente.
Avec les mêmes objectifs, c'est-à-dire : Comment réaliser l'alliance en politique intérieure entre la paysannerie, la classe ouvrière, les techniciens et intellectuels pour renverser le cours de la politique actuelle en politique internationale.
Comment réaliser l'alliance entre les classes ouvrières européennes, la paysannerie asiatique, qui est en révolution, l'Afrique et les masses opprimées derrière le rideau de fer, aussi bien que la classe ouvrière américaine ? Seule, une politique Socialiste, capable de traduire les aspirations communes de ces différentes masses humaines, peut atteindre ce résultat.
Nous sommes obligés de constater que si cette politique était comprise dans le Parti, elle unifierait le Parti avec l'ambition d'unifier autour du Parti, et que si notre effort n'a pas obtenu de résultat satisfaisant, peut-être alors le Parti se trouvera dans une situation difficile sur les problèmes fondamentaux, au moment où il devrait éclairer la route et rassembler les travailleurs autour de lui.
En passant, je pense que nous nous mettrons tout de même facilement d'accord sur des paragraphes de la motion que je défends ici et qui concernent les devoirs particuliers au prolétariat français, aux Socialistes pour marquer leur solidarité à l'égard des masses nord-africaines opprimées et, conformément d'ailleurs aux décisions antérieures. Je pense que nous nous mettrons d'accord pour l'application du rappel des décisions toi Conseil National de 1952 (15 et 16 novembre) réclamant la liberté, les droits syndicaux, les droits démocratiques dans toute l'Afrique du Nord, association, réunion, syndicats et la libération des emprisonnés. Et je pense que cela marquera notre unanimité pour cet aspect du devoir Socialiste international.
Je souhaiterais aussi que le Secrétariat du Parti prenne en considération, prenne vraiment au sérieux la proposition que nous faisons, comme cela a déjà été réalisé à Londres, pour le Labour Party, de créer un Bureau permanent au Parti pour établir des liaisons organiques de fraternité avec tous les représentants authentiques des mouvements d'indépendance nationale qui se dirigent vers les solutions Socialistes dans les pays d'Union Française.

Fondation Jean-Jaurès

Je ferai cet effort en essayant de convaincre les camarades que sur les problèmes très névralgiques de la Communauté Européenne de Défense, de l'Allemagne, de la sécurité, des armements, des négociations, la position que nous défendons, et qui pourrait se réclamer de l'étiquette générale, bien qu'il faille préciser son contenu de 3ème camp, c'est-à-dire refus de se laisser intégrer dans un camp impérialiste ou dans un camp totalitaire, cette politique pourrait éventuellement, avec un effort de compréhension, servir de synthèse à deux courants d'opinion avec lesquels, pour ma part, je ne peux pas m'identifier.
J'ajoute d'ailleurs que l'un d'entre eux me paraît le plus important dans le Parti et c*est à lui plutôt que je m'adresserai, c'est celui qui nous pousse à accepter la position de militarisation actuellement, alors que je considère que c'est la solution la plus grave.
Analysons rapidement les faits, les changements qui se sont produits depuis le dernier Congrès.
Nous sommes obligés de constater que la lutte sur les deux fronts que je viens de définir en gros se justifie encore plus aujourd'hui si l'on examine ce qui s'est passé de part et d'autre.
D'abord, en Amérique, il y a l'élection d'Eisenhower, l'arrivée au pouvoir de la fraction la plus réactionnaire du capitalisme américain. Son idéologie est assez simpliste. Elle ne peut concevoir la solution de la lutte contre ce qu'elle appelle le Communisme que par les efforts militaires, et la course aux armements correspond d'ailleurs automatiquement à une sorte de moyen de résoudre les difficultés économiques qui, sans cela, seraient déjà apparues. Et en effet, on peut reconnaître que pour l'économie américaine, la course aux armements est comme une sorte de stimulant.
Mais, en même temps, comme l'a démontré Crossman (?), député travailliste devant la Chambre des Communes, pour nous, pour nos économies européennes, c'est un poison mortel. Il s'agit d'ailleurs de savoir dans quelle mesure cette conception de la lutte contre le Communisme a quelque chose de commun avec le Socialisme !
Il s'agit aussi de préciser que tous les phénomènes de l'Asie, qui ont commencé par la révolution chinoise et l'arrivée au pouvoir de Mao Tsé Tung, ont été abordés par les américains, aussi bien par les états-majors que par les directions politiques avec des idées du siècle dernier qui ont absolument conduit à la catastrophe, c'est-à-dire que si nous continuons à nous identifier avec cette haine réactionnaire et cette conception capitaliste, nous pouvons être certains d'obtenir en Europe les catastrophes qui ont été obtenues en Asie et, cependant, en Europe même, on est en train de se rendre compte que ce qui a été fait en France et ce qui a été fait en Italie pour s'identifier à la politique américaine, les décisions du gouvernement pour s'aligner sur les décisions américaines, n'a pas du tout diminué, et bien au contraire, la puissance du stalinisme.
Cela doit marquer notre volonté encore plus forte de ne pas nous laisser prendre à cette intégration dans le bloc impérialiste américain.
Il y a d'autres raisons que je ne développerai pas : Le fait de voir que, par exemple, les dirigeants du grand capitalisme, qui sont les chefs des grands

cartels internationaux, sont aujourd'hui au pouvoir politique. Ils ne sont plus dans la coulisse, ils y sont en plein.
Le chef de la Standard Oil, - je n'ai pas besoin de vous dire ce que c'est que la Standard Oil de New Jersey, ni de vous rappeler les cent millions de dollars qui ont été versés pour l'accession de Hitler au pouvoir par cette firme en raison d'accord de partages, de partage du marché du pétrole entre l'Europe et l'Amérique ; ces souvenirs-là ne sont tout de même pas très éloignés, et l'I.G. Farben allemande était liée d'une manière tellement étroite et tellement nuisible même pour la défense nationale américaine que le département de la Justice américaine de Roosevelt lui-même a dénoncé ces accords et ces contrats secrets entre les grands trusts allemands et les grands trusts américains pendant la guerre. Eh bien, c'est maintenant le Secrétaire d'Etat au Trésor lui-même, chef de la Standard, qui est chargé de contrôler ce processus de reconstitution des grands trusts internationaux !
Ceci doit nous fournir l'explication, sans aller plus loin, de la politique de restauration de la puissance économique extrêmement dangereuse de Krupp, avec la restitution de ces 70 milliards de capitaux. Cela est vraiment, pour des Socialistes, quelque chose d'assez éloquent, que je n'ai pas besoin de développer.
Seulement, en contrepartie, la conséquence de cette politique, la conséquence de cette aggravation de la réaction américaine dans la politique internationale, c'est qu'il se développe dans le pays un courant, je pourrais dire primitif, antiaméricain, dont je veux souligner le danger aussi. Car, en effet, les Américains semblent faire tout pour développer cette psychologie anti-américaine et la petite bourgeoisie, et peut-être même une partie de la classe ouvrière sont ainsi entraînées à se jeter par une éducation et par illusionnisme dans les bras de l'autre impérialisme en développant une sorte de neutralisme ou disons de complaisance à l'égard des manœuvres staliniennes.
C'est pourquoi je mets en garde ceux des camarades du Parti qui ne font pas assez attention à la coïncidence qu'il y a entre leur position et celle de la politique américaine, au fait que ceci développe dans le Parti et peut-être même dans le pays, une contrepartie extrêmement dangereuse.
Et ce n'est seulement qu'en se rassemblant sur une politique Socialiste qu'on pourra faire face à ce double danger.
En face, quelle est la nature du danger que nous pouvons maintenant préciser par rapport à il y a un an ?
Staline est mort ; alors que, peut-être, notre résignation, notre docilité à la politique américaine est un peu responsable du fait que la réaction américaine, aujourd'hui, alors, développe ses batteries, là, vraiment, personne chez nous n'est responsable de la mort de Staline et nous nous en réjouissons, de cette mort, parce qu'on peut tout de même constater... (applaudissements)… que la mort d'un despote ouvre des espoirs.
Que ces espoirs soient vraiment fondés, c'est à nous d'en analyser la vérité.
mais, actuellement, le changement d'orientation est tout de même dessiné, il était même déjà esquissé, comme notre ami de Seine-et-Oise, Roger, l'a tout à l'heure indiqué, avant la mort de Staline, et je rappelle que l'un des économistes qui a eu

le prix de Staline, en 1946, Posnésinski (?), a disparu subitement en 1940 déjà parce qu'il avait été un peu trop loin dans ses affirmations optimistes sur la possibilité soviétique de dépasser très vite l'Amérique et il avait promis la prospérité qui n'est hélas pas venue en Russie non plus.
Par conséquent, on a lu dans l'article du Bolchevik, le fameux article, qu'on avait eu tort d'entretenir des illusions. Le défit à l'économie américaine était en effet une folie de la part de l'économie russe.
Il y a eu une tendance à une nouvelle politique, depuis la mort de Staline, accentuée par les difficultés de la succession.
Je n'entre pas dans le détail, mais je crois pouvoir dire que tout concourt à nous faire postuler, au début de cet exposé, que la Russie joue maintenant le jeu du pourrissement de la situation dans les pays capitalistes plutôt que celui de l'agression, comme cela a été tenté jusqu'à la dernière expérience de Corée. Ce pourrissement, hélas, ne signifie pas forcément la paix. Il ne faut pas avoir d'illusions à ce sujet et, dans toute la période que nous avons vécue, même avant la deuxième guerre, nous avons observé souvent comment les grands impérialismes s'y prenaient pour entretenir des abcès de fixation, pour entretenir juste ce qu'il fallait d'armements sur un front de guerre latente, de guerre partielle.
Cela a été le cas en Espagne. On n'a pas donné tout ce qu'on pouvait, ni les Russes ni personne d'autre, et cette leçon ne devra pas être oubliée, mais il y a actuellement des phénomènes du même ordre entre la Chine et le Vietminh : Au compte goutte des armements passent, entre la Russie et la Chine ; il y a également une sorte de règlement, ça n'est pas tacite, entre la Chine et la Corée du Nord, entre les Américains et le Vietnam ; les armements sont envoyés d'une manière telle qu'aucun des adversaires ne paisse posséder une supériorité militaire écrasante, ce qui pourrait en effet aggraver la situation, mais ce qui ne dirige pas du tout vers la paix.
Alors, dans ces conditions, les éléments d'une politique Socialiste sont assez simples à définir.
Cette politique doit se différencier à la fois des influences militaires et réactionnaires américaines et des manœuvres staliniennes.
Cela est parfaitement possible, car il y a entre les deux pôles des masses énormes qui ne demandent qu'à s'en dégager ; c'est précisément là qu'est la fonction d'une politique Socialiste, d'une politique de la classe ouvrière, qui doit être destinée à rassembler des forces qui ne sont ni avec les réactionnaires américains, ni avec les staliniens.
Malheureusement, l'un des deux pôles, comme l'autre, influencent l'opinion et certaines idéologies, jusque dans le Parti, inconsciemment sans doute, reflètent cette pression des deux grands pouvoirs qui se partagent le monde.
Le choix n'est donc pas, à mon avis, entre l'URSS et les USA, entre les deux camps, il est plutôt entre une politique de docilité trop grande aux sujétions ou aux pressions de l'un et de l'autre, et une politique d'initiative et d'autonomie.

Cette politique d'initiative et d'autonomie qui devrait immédiatement nous permettre de ne pas nous laisser intégrer dans un des blocs ou dans l'autre, et je crois que l'intégration dans le bloc américain est actuellement la plus visible.
Je propose donc de revenir à une sorte d'activisme Socialiste qui implique la volonté à des bases concrètes comme celle de la nécessité du désir de la lutte contre la misère, de la lutte contre la liberté ou plutôt pour la liberté contre la tyrannie, de la lutte contre la guerre et contre les armements ; cela réside au fond de la conscience populaire et le rôle du parti doit être de mettre en valeur ces forces qui sont encore latentes.
Est-ce que vraiment, camarades, le rôle du Parti Socialiste doit consister à faire avaler la Communauté Européenne de Défense à la classe ouvrière pour faire plaisir au Pentagone ou, d'un autre côté, à saboter les efforts d'intégration politique et économique de l'Europe pour faire plaisir aux staliniens ? Ni dans un cas ni dans l'autre, on ne trouve vraiment de possibilité d'une politique Socialiste.
Alors, les travailleurs doivent être appelés à faire un effort politique du même ordre dans tous les pays et dans toute l'Europe et en accord, même quand on ne peut pas communiquer, avec les masses populaires soviétiques, avec les prolétaires exploités dans tous les pays.
Nous retrouvons ici les mêmes fautes, les mêmes causes plus exactement de divergence, hélas, et je me permets d'y faire allusion car cela a été une tragédie dans beaucoup de consciences entre des débats qui ont été dramatiques avant la guerre lorsque le fascisme montait à l'horizon et où le mouvement ouvrier s'est trouvé déjà divisé.
Il y a eu des courants d'opinions qui se sont résignés ensuite à laisser passer le fascisme pour éviter la guerre, ce qui n'était pas un pacifisme recommandable et il y a eu des mouvements d'opinions qui se sont résignés à la guerre pour lutter contre le fascisme, qui a été dictée par la nécessité des choses.
Mais j'observe que dans ce cas-là, il y a quand même encore des leçons à tirer, c'est qu'en effet on a vu la bourgeoisie imposer son jeu et, dans un cas, l'imposer en accord même avec les staliniens. C'est ici que la leçon est extraordinairement éloquente : Pour le seul cas où il y a eu vraiment une politique commune, en dépit des divergences d'apparences : C'est le cas de l'Espagne. Là, tous les gouvernements, les démocrates, les conservateurs, les fascistes, les totalitaires se sont entendus, chacun dans leur camp, pour remettre à l'envers le mot d'ordre traditionnel de Lénine qu'à la première guerre il avait développé assez bien, le mot d'ordre : Transformer la guerre impérialiste en guerre civile ; là, la guerre civile espagnole, par le jeu de la démocratie bourgeoise, par le jeu du conservatisme capitaliste, par le jeu du fascisme international et du stalinisme, a transformé une guerre civile dans laquelle, pour la première fois, des ouvriers se battaient au nom du Socialisme et contre le fascisme, en un préambule de la deuxième guerre pour faire reculer la solution révolutionnaire.
Voilà la leçon à retenir, camarades, c'est qu'en effet tous les gouvernements sont encore disposés actuellement, sauf évidemment les gouvernements Socialistes, à revenir à cette sorte d'union sacrée pour étouffer une solution révolutionnaire. Je

parle en ce moment même des événements qui sont en train de mûrir et dont peut-être l'an prochain on aura à méditer les premières phases car il est tout de même curieux d'observer la convergence des silences, des silences complices et des calomnies de la presse stalinienne à propos du premier événement important : la mitraillade de Berlin et la répression des grévistes dans l'Allemagne orientale.
La presse bourgeoise n'est pas extrêmement éloquente à ce sujet, ou elle essaie de tirer les leçons pour sa propre politique.
Est-ce que la classe ouvrière va la laisser encore une fois tirer pour sa propre politique les conséquences de cet héroïsme nouveau de la classe ouvrière internationale ?
En tout cas, il n'est pas aujourd'hui possible de savoir si, en juin 1936, on aurait pu suivre une autre voie ; c'est fini, c'est dépassé, mais je constate que ceux qui préconisaient l'action révolutionnaire internationale pour faire reculer le fascisme, le faisaient dans des conditions évidemment difficiles, risquées et tragiques alors qu'aujourd'hui on n'a pas tout de même les mêmes dangers car, en effet, vous me direz : Il y a le stalinisme, et il n'est pas négligeable, d'accord, et je suis tout à fait d'accord avec les camarades qui le considèrent comme une sorte de forme de fascisme, héritier du fascisme allemand, avec une base qui se dit ouvrière, mais qui n'est qu'une dictature totalitaire sur la classe ouvrière, seulement n'oubliez pas, camarades, qu'il y a une petite différence et qu'il se présente aux classes ouvrières du monde entier avec un masque, masque d'une révolution qu'il a défigurée, trahie depuis longtemps et que, par conséquent, il serait certainement plus efficace de lutter contre le stalinisme avec une formule que nous avons souhaitée, avec la politique que nous avons préconisée au nom de la classe ouvrière internationale, car il y a dès à présent des ouvriers qui étaient Communistes à Prague, au moment du coup d'Etat, des jeunesses qui étaient communistes à Berlin et qui ne le sont plus maintenant, parce qu'elles ont compris qu'au lieu d'avoir affaire à un Etat ouvrier et à un Etat Socialiste, elles avaient découvert elles-mêmes, par leur propre expérience, la réalité profonde de la contre-révolution stalinienne.
La politique que nous défendons n'est donc pas utopique, elle est conforme à la fois aux traditions et à l'expérience, elle se définit ainsi : Au lieu d'avoir une politique qui s'identifie à un capitalisme et qui, par conséquent, stérilise la forme politique de lutte contre le stalinisme, nous proposons de mettre la politique de lutte centre le stalinisme en avant, avant la militarisation.
En effet, je ne suis pas insensible à l'argument des 200 divisions ; qu'est-ce que c'est, ces 200 divisions ? C'est effrayant, bien sûr, mais c'est effrayant seulement, camarades, dans la mesure où vous opposez en face une politique qui est strictement alignée sur la politique militariste d'en face.
Dans ce cas-là, ne vous y trompez pas, les 200 divisions marcheront comme des fanatiques, comme des esclaves aux ordres de leurs chefs parce que ces soldats ne trouveront pas d'autre solution. On l'a déjà vu d'ailleurs au moment de la libération : la décomposition de l'Armée rouge a été stoppée quand elle est entrée en contact avec les pays occidentaux, elle a été stoppée par des accords

secrets particulièrement stupides que les alliés avaient signés et qui ont fait qu'on a remis à Staline les déserteurs de l'Armée rouge, qu'on a ensuite fusillés. On a par conséquent, renforcé le stalinisme au moment même où il était dangereux pour lui de s'avancer trop loin vers les pays qui avaient une classe ouvrière Socialiste.

Eh bien aujourd'hui, si vous continuez dans la même direction, ne vous étonnez pas d'avoir en face de vous des soldats et des paysans russes que vous ne pourrez pas impressionner parce qu'ils croiront que vous êtes tout simplement les soldats du capitalisme américain. Mais si vois êtes capables, à travers l'Europe, de faire une politique Socialiste et d'organiser la sécurité collective, non pas seulement sous l'angle militaire qui n'est qu'un des aspects de la question, mais suis l'angle politique» vous aurez des soldats rouges qui seront sensibles à votre action, et dès aujourd'hui, camarades. Là non plus ce que je dis n'est pas quelque chose d'utopique ; il y a déjà des bruits, des rumeurs qui circulent d'officiers Polonais qui ont refusé de faire marcher leurs tanks contre les grévistes à Magdebourg et ailleurs, et deux soldats rouges ont été fusillés parce qu'ils ont refusé de tirer sur les grévistes.

Le problème est très clair pour vous, camarades : Vous allez intervenir dans ce processus. Allez-vous intervenir pour renforcer les tanks ou pour renforcer les consciences qui sont derrière les tanks ?

Voilà le problème de la politique Socialiste. Voilà le problème que je pose devant ce Congrès, et il n'est pas posé depuis aujourd'hui, il l'est depuis longtemps à la classe ouvrière internationale.

La fraternisation contre les oppresseurs, est-ce que, oui ou non, vous aurez l'audace de la préconiser pour vous défendre contre le totalitarisme stalinien ?

Cela implique une position totalement autonome, une politique parfaitement claire. Il faut par conséquent se rendre compte que cette politique est possible, mais il faut vouloir l'entreprendre.

C'est de ce point de vue que je suis obligé de critiquer plutôt une motion que l'autre, celle que Jules Moch a caractérisé comme étant dépassée, et je crois qu'il a raison, celle de Jaquet. Elle est dépassée ; elle s'est bornée à enregistrer une pression d'un état-major. C'est depuis le jour où un état-major a frappé sur la table en disant : "Je veux 12 divisions américaines !" que le Parti Socialiste, qui n'a pas été spontanément à cette solution, s'est embarqué dans cette histoire, et continue, alors que presque tous les autres Partis d'Europe sont déjà en train de réviser leur position.

Oui, Gérard, je le dis même si vous avez la majorité, ça ne changera rien, cette solution, cette position, est dépassée et ça n'est plus une position Socialiste à l'heure où noue sommes, c'est une position intégrée dans 1'idéologie d'un clan, d'un camp, et ça c'est très grave.

C'est pourquoi je m'opposerai à ce que, sur ce point, on essaie un effort de synthèse. Si la synthèse est possible, elle n'est possible que dans un effort de compréhension mutuelle pour ajourner d'un plein accord la Communauté Européenne de Défense jusqu'au moment où les efforts de pacification, les

efforts de négociation et la libre consultation du peuple allemand pour sa réunification pacifique seront tentés.
Mais auparavant, vous n'avez pas le droit d'engager le Parti et le Socialisme dans une direction qui n'est pas conforme à l'intérêt de la classe ouvrière en général, ni même de ce pays.
D'autre part, Jules Moch nous a dit que nous étions trop en avance dans notre motion. Je dirai que je ne le regrette pas. C'est dans une période où justement les événements vont vite qu'il ne faut pas être en retard et même être en avance pour marquer le chemin, pour marquer la voie, et si nous ne sommes pas encore entendus aujourd'hui, j'espère bien que nous le serons avec la maturation des événements qui vont se poursuivre.
La critique que je veux faire est très fraternelle, parce que chacun est de bonne foi, mais par exemple, je lis : "Tant que la Russie n'aura pas prouvé par des actes son désir de paix, alors, nous continuerons les armements" ? Bien. Mais à quel moment est-ce qu'on aura jugé que la Russie a fait des actes de paix ? Je reconnais personnellement qu'elle n'en a pas fait beaucoup jusqu'à présent, mais elle a tout de même stoppé, dans une certaine mesure, ses différentes agressions... Oh, ce n'est pas un grand mérite, mais je ne pose pas le problème comme ça, parce que ça, c'est poser le problème dans un état statique d'expectative. On attend que l'adversaire, là-bas, veuille bien faire un geste de bonne volonté. Mais moi, je ne suis pas sûr cette position de facilité ou d'attentisme, je suis sur la position activiste.
Je veux, précisément, mettre le peuple russe devant ses responsabilités en dépit de la dictature qui le bâillonne. Et la contagion peut venir des satellites, par les événements de la politique de l'Europe orientale. Il y a une perméabilité, il y a une pénétration, et c'est dans la mesure même où nous ferons une politique de classe internationale - camarades, ce que nous défendons là ça n'est pas une tendance mais ça le deviendra peut-être - que nous atteindrons notre but. Je ne vois rien de plus cohérent que ce que je vous explique comme politique intérieure et comme politique internationale. Cela signifie que nous ne pouvons pas trouver une issue si nous nous mettons sur le terrain de la bourgeoisie et si je suis contre la collaboration avec le gouvernement actuellement en France, je suis également contre la collaboration avec le gouvernement capitaliste américain pour servir de pion sur l'échiquier de sa diplomatie. C'est la même position. Je suis, comme Socialiste, obligé de tenir compte de l'existence d'une classe ouvrière internationale dont je cherche à faire surgir les aspirations profondes pour qu'elle traduise sa politique, et je ne l'étouffe pas par une position qui, au contraire, contribue à l'enfoncer encore dans sa servitude.

Guy Mollet - Il faudrait respecter le temps de parole. Plusieurs camarades sont déjà intervenus sur ce point.

Marceau Pivert - Je fais juge le Congrès : Je crois que personne n'a exposé jusqu'à maintenant cette position que je suis en train de développer. Bile est alimentée par une doctrine Socialiste défendue par des maîtres que je vénère et

Fondation Jean Jaurès

je suis certain qu'on l'a un peu perdue de vue depuis une quinzaine d'années, et depuis la 2ème guerre mondiale particulièrement.
Alors, je dis : Où vous arrêterez-vous ? Vous voulez être les plus forts pour obliger les Russes à parler ; quelle sera la limite de votre effort ? Croyez-vous que le peuple français n'est pas déjà au bout de ses efforts ? Est-ce que les Allemands sont suffisamment actuellement ? Non, parce que en face on en met d'autres, évidemment. Et quelle est cette politique socialise, alors ? C'est exactement le contraire de celle de Blum, qu'il nous a toujours enseignée : C'est précisément dans la mesure où vous augmentez les armements que vous diminuez la sécurité internationale, et c'est dans la mesure où vous travaillez à arrêter la course aux armements, où vous faites jouer la pression populaire dans tous les pays pour arrêter la course aux armements, que vous améliorez la sécurité internationale. Et ceci ne peut dépendre que de la classe ouvrière, et pas du tout de la bonne volonté du gouvernement.
Si on vous poussait dans vos retranchements, je ne vois pas pourquoi vous n'accepteriez pas la thèse de Burnam ; il est logique, il considère que la guerre doit être entreprise par tous les moyens, militaires et politiques, et qu'il n'y a pas à hésiter pour détruire le Communisme, qu'il faut utiliser tous les atouts.
Eh bien nous avons une autre manière de voir le problème et nous ne sommes pas du tout d'accord ; nous sommes aussi d'accord que vous pour résister à toute tentative, à toute menace d'intimidation et de chantage, mais je vous demande avec quels moyens, avec quelles armes ?
Tentative d'intimidation avec des armes, avec d'autres divisions, pour augmenter encore l'insécurité ? Non. Nous, nous proposons une politique Socialiste. La communauté de défense est liée à la communauté européenne, ah oui. Elle est liée absolument, comme la corde soutient le pendu. Ca, c'est lié !
L'idée européenne a été assassinée à partir du moment où les Américains ont voulu imposer le réarmement de l'Allemagne et l'armée européenne, parce que l'Europe se construisait et devait se construire précisément comme un élément intervenant politiquement et économiquement pour un règlement pacifique des conflits qui dressent actuellement le capitalisme américain et le totalitarisme stalinien.
Vous mettez le problème militaire au premier plan, et je constate d'ailleurs que vous n'hésitez pas à confier les intérêts de la classe ouvrière à des forces qui sont les pires ennemis de la classe ouvrière, les militaires n' ont jamais été les amis de la classe ouvrière, ils n'ont jamais été chargés de faire une politique Socialiste. C'est M. le Maréchal Juin qui est actuellement le chef suprême et vous dites que la classe ouvrière doit trouver ses garanties de sécurité avec ce genre de gens ?
Les industriels de la Ruhr sont actuellement, précisément, comme Max Lejeune a raison de le dire, vos alliés naturels. Vous travaillez actuellement pour Adenauer, et vous voulez qu'on ne soit pas ici inquiets, alors que vous travailler à retarder l'heure où le Socialisme allemand fera sa politique, qui ne peut pas être le Socialisme international. Voilà vraiment un certain nombre de conséquences qui, par votre position de principe, sont extrêmement inquiétantes.

Il y a aussi des équivoques. Nous sommes, dites-vous, pour le principe de la CED. Nous sommes pour le principe du désarmement général, pour le principe de l'ONU, nous sommes pour tous les principes, mais pour le moment, ça n'est pas un principe qui est en cause, c'est une réalité profonde.
Il y a une possibilité de faire jouer les événements dans un sens ou dans l'autre, quelle est votre réponse ? Est-ce que vous allez accélérer le processus de militarisation, pour reculer et peut-être réduire les chances d'une édification pacifique de l'Allemagne et de négociation ? Oui ? Nous, nous disons c'est impossible. Nous voulons justement ici faire la différence. La traduction pratique de vos principes nous conduit à une politique que nous considérons comme catastrophique. Il y a même une confusion encore plus grande entre une politique de gouvernement et la politique Socialiste qui n'est pas au gouvernement et qui doit être chargée de traduire toutes les aspirations du peuple.
Nous n'acceptons donc ni une politique d'expectative, ni une politique de "suivisme" à l'égard d'une force extérieure quelconque, mais une politique autonome de classe.
Naturellement, certaines attitudes facilitent la tâche du Pentagone et d'autres aggravent les difficultés du Socialisme. Le nationalisme appelle le nationalisme. On a raison, ici, de protester contre le nationalisme, mais lorsqu'il s'agit de Sygman Rhee on doit se rappeler que le nationalisme est le fruit d'une certaine politique, et quand ce sont de grands impérialismes qui se partagent la France, comme cela s'est produit, ou bien quand les russes et les américains se partagent la Corée le long du 38ème parallèle, la conséquence est obligatoirement la révolte nationaliste du peuple qui a été brisé.
Il y a maintenant, en Allemagne même, des dangers nationalistes, et je serais le premier à le dire à mes camarades de la Social-démocratie allemande. Mais je vous en prie, camarades, il y a ici des Socialistes qui ne sont pas qualifiés pour leur faire des remontrances, car on ne peut faire des reproches de nationalisme à des partis Socialistes voisins qu'à partir du moment où soi-même on n'a pas pris de position nationaliste.
Voilà pourquoi, dans les différentes motions, je crois qu'il y a possibilité de réunir ceux qui veulent vraiment sortir le Parti de la division regrettable qui est en train de s'approfondir, et nous nous disons que la politique peut être définie ainsi, et c'est simple : Ajournement de la Communauté Européenne de Défense, point 1 ; négociations en vue de la réunification démocratique de l'Allemagne - rien ne sera fait si on impose à l'Allemagne quelque chose qui n'aura pas été voulu par son peuple - donc, réunification physique et démocratique, et propositions pour les négociations, mais pas du tout pour suivre les propositions staliniennes, pour mettre au pied du mur les staliniens au nom même du Socialisme international, au nom des peuples opprimés, du droit à la libre expression, du droit à la démocratie.
C'est ainsi que nous opposerons la politique de classe au stalinisme lui-même, et cela nous conduirait si nous étions capables de dresser en Europe - car il y a les forces pour le faire - une force Socialiste, en cette époque où on n'a pas encore

réarmé l'Allemagne, cela nous conduirait à la possibilité d'une victoire socialiste en Allemagne, qui alors prenant la direction de la politique non plus seulement au bénéfice de l'allemande, car il n'y a pas de politique allemande qui tienne pour les Socialistes, la direction, dis-je de la politique de désarmement général au sein de la Communauté Européenne de Défense.

Le président - Il y a 40 minutes que tu parles...

Marceau Pivert - Je vais m'arrêter. Je regrette d'avoir dépassé mon temps de parole. Je vais donc conclure.
La politique que nous avons préconisée, la politique Socialiste de défense, ne néglige aucun effort pour l'intégration politique et économique de l'Europe, mais elle refuse de mettre le doigt dans l'engrenage des conversations diplomatiques, avec le poing de fer de l'état-major américain pour armer l'Allemagne, avant que le peuple allemand ne soit réunifié pacifiquement.
C'est seulement dans le cas où, après la campagne internationale du Socialisme, du syndicalisme, de tous les pacifistes du monde, de tous les démocrates, réclamant le désarmement général, ce désarmement se révélerait impossible, qu'il appartiendrait alors à la communauté européenne elle-même de décider librement qu'il n'est plus possible de laisser un peuple désarmé au milieu d'une Europe en armes.
L'Europe doit se défendre s'il n'y a pas de marche vers le désarmement, c'est en cela, probablement, que je suis en désaccord avec certains camarades qui sont contre la Communauté Européenne de Défense. Mais je crois que dans les circonstances actuelles, et je conclurai par là, il faut revenir à ce que Jaurès lui-même, s'il était là, nous enseignerait et nous demanderait : Prendre une position qui soit vraiment, non plus cette fois au nom de la France puisque les nations sont dépassées, mais au nom de l'Europe, une position selon Jaurès qui "consisterait à demander que dans le cas où une menace - c'est lui qui parle - dans le cas je dirai où l'Europe serait sérieusement menacée par des coalitions rétrogrades (il écrivait cela en 94), son premier devoir serait de se débarrasser de la réaction intérieure pour combattre la réaction extérieure," et non pas de se mettre entre les mains, comme prisonnière, de la réaction internationale, pour défendre la liberté de l'Europe.
Et Jaurès a sans doute prévu la période dans laquelle nous nous trouvons, puisqu'il a dit : "La conscience française ne peut pas rester indéfiniment dans cet état équivoque, troublé, qui paralyse et appesantit l'action économique, politique et sociale et humaine de la France puisqu'elle n'est pas, ne veut pas être la France de la guerre, il faut qu'elle soit pleinement, pour elle-même et pour le monde, la France de la paix. Seuls seront de bons patriotes ceux qui l'aideront à sortir et des équivoques mortelles, et des hypocrisies épuisantes. C'est une partie de la tache historique du Socialisme français."
Et il ajoute :
"Pendant que la bourgeoisie européenne s'épuise en niaiseries contradictoires, le Socialisme européen se lèvera tout entier, animé du même souffle, pour affirmer

devant les empereurs féodaux - j'ajouterais maintenant devant les staliniens fusilleurs de grévistes - devant les rois constitutionnels et devant les présidents bourgeois (sans allusion), la même République sociale." C'est cette République sociale pour laquelle Jaurès a combattu est mort, qu'il faut faire en Europe si vous voulez, dès maintenant, sauvegarder la liberté et la paix.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, il est onze heures moins le quart, il y a huit orateurs inscrits. Il est absolument indispensable que le Congrès ne finisse pas trop tard en raison de l'éloignement de Paris. Je demande donc aux orateurs de respecter leur temps de parole. Je rappelle en outre que je devais avoir cinq assesseurs à côté de moi ce soir, s'ils sont là, je serais heureux de les avoir comme compagnons.

Germaine Picard-Moch

Camarades, je me rends parfaitement compte de l'outrecuidance qu'il y a à prendre la parole pour moi, ce soir, après tant d'orateurs ayant autorité et voix magnifique et alors que je sais parfaitement que celui que vous attendez, c'est Guy Mollet.
Mais, je pense que dans un Congrès où, vous le sentez bien, c'est l'ombre, c'est la menace de la troisième guerre mondiale qui plane, je pense qu'il était impossible que ne s'élève pas une seule voix de femme.
Celle qui est à cette tribune appartient à la génération de celles dont les fiancés étaient au front en 1914 et qui ont attendu jusqu'en 1918 leur mari, auprès des berceaux de leur fils, en se demandant s'ils auraient jamais à prononcer le nom de papa, et qui alors, se sont promis de consacrer, après la guerre toute leur vie à la paix.
C'est pour cela que j'ai adhéré au Parti Socialiste en 1924, c'est pour cela que j'ai passé toutes les années qui viennent de s'écouler à faire de la propagande en ayant toujours pour thème de mes conférences à travers les fédérations la paix, même lorsque ce n'était pas la mode !
Si ce soir je prends la parole, je le dois au fait d'être déléguée de ma chère fédération de l'Hérault, j'allais dire, une petite fédération, Guy Mollet, mais je crois que vous admettrez avec moi qu'à côté de la quantité, il y a la qualité ! C'est une fédération qui ne compte que 2 600 membres, ou 2 300 suivant les années, c'est-à-dire 1/6ème du Nord, c'est-à-dire environ l/6ème du Pas-de-Calais, 1/3 des Bouches-du-Rhône, 1/3 de la Seine, une fédération qui a trois députés sur cinq, dont une femme, qui a deux sénateurs sur trois, qui a douze conseillers généraux, dont une femme, qui a 180 maires sur 360, une fédération qui a été éprouvée puisqu'à la scission, le fameux Barthe, la providence des vignerons nous a quittés entraînant avec lui trois députés sur quatre et qu'à la scission, lors des événements de Vichy, nous étions la fédération de Roucayrol et de Severac et que nous avons perdu deux de nos députés sur trois, une fédération où, vous le savez - je me permets de dire cela à Guy Mollet puisqu'il a lui aussi des difficultés à pénétrer dans les milieux agricoles du Pas-de-Calais -

sévit la misère par suite de la mévente du vin et où nous ne distribuons pas toutes les cartes, parce que le petit ouvrier agricole n'a même plus de salaire et reçoit seulement la nourriture en paiement de son travail et où le petit propriétaire lui-même ne peut pas payer le gros !
Camarades, ne soyez pas impatients, ne me dites pas que cela n'a pas de rapport avec le sujet ; je n'ai pas signalé cela pour répondre au simple plaisir de mon cher ami Augustin Laurent qui, hier a passé 19 minutes - j'ai chronométré -à nous dire les mérites - auxquels je m'associe - de la Fédération du Nord.
Si j'ai dit cela, c'est parce qu'en conclusion, je vous montrerai que c'est tout à fait dans le sujet, parce que c'est tout à fait en rapport étroit avec les décisions à prendre à la fin de ce Congrès, avec la grande décision à prendre, parce que, malgré la part que, dans son magnifique discours, Marcel Edmond Naegelen a consacré à la Corée et à l'Indochine, malgré le beau discours consacré à l'Asie par Bidet, à qui je veux dire de quelle estime nous l'entourons et combien nous apprécions son travail, son dévouement, qui va jusqu'aux limites de sa santé, à côté de cela, malgré cela, c'est le problème qu'on a appelé le problème de l'Europe qui domine nos débats.
Or, en réalité, la grande erreur, c'est de parler d'européens et de non européens, alors qu'il ne s'agit pas d'Europe. Les internationalistes que nous sommes ne peuvent pas discuter : Qu'on fasse l'Europe ou qu'on ne la fasse pas, cela, c'est réglé. Il s'agit de l'armée européenne, non, même pas, il s'agit de l'armée la moins mauvaise pour la paix, je n'ose pas dire la meilleure pour la paix, et cela c'est différent.
Si j'avais parlé plus tôt, peut-être vous aurais-je moi aussi parlé de la peur, de cette peur de tous qui est en même temps le plus grand danger de guerre et aussi la plus grande chance de paix.
Je vous aurais peut-être parlé de la peur de l'Amérique qui vit dans la constante crainte de l'attaque atomique, dont la population ne peut pas se réunir pour une distribution de prix sans qu'on indique : "En cas d'attaque aérienne, ne vous affolez pas, suivez les guides, on vous mènera vers les abris", cette population qui ne peut pas entrer dans un hôtel sans être invitée à s'assurer qu'il y a un abri, que s'il n'y en a pas, il faudra se mettre en cas d'alerte aérienne sous la table, sous le lit, ou que, s'il n'y a pas de lit, parce qu'on est dans un salon, on devra se mettre sous la table et les mains devant les yeux pour se protéger s'il n'y a pas de table. Cette peur qui fait qu'on ne peut pas vous vendre une boîte de lait condensé pour enfant, sans que vous trouviez dedans une petite réclame vous disant : "En cas d'attaque aérienne atomique, si vous avez bien fermé la boîte, le produit ne sera, pas altéré".
Si je vous avais parlé plus tôt, je vous aurais peut-être dit cela, parce que j'avais quelque raison de vous le dire et aussi de vous parler de la grande peur russe. J'aurais pu vous dire, parce que, pendant six mois j'ai eu le privilège d'assister à tous les débats de la Commission du désarmement et que j'y ai assisté avec la même passion, avec laquelle j'ai suivi depuis les Congrès de Nancy en 1929, tous les Congrès nationaux, à très peu d'exceptions près, tous les Conseils nationaux, y compris ceux concernant uniquement la France d'Outremer, et je ne

Collection Jean Jaurès

suis pas partie avant la fin de la séance de nuit - je vous le dis en passant ! - que j'ai pu faire de nombreuses constatations.
A l'heure qu'il est, et faisant peut-être une exception pour dire à Jaquet, lorsqu'il a parlé de défense périphérique, que je voudrais qu'il ait vécu un peu en Amérique, il faut se rendre compte qu'on ne peut pas toujours dire non aux Américains, parce qu'ils sont malgré tout "fair play" même quand ils paient, qu'on peut leur dire "non" à condition qu'on le leur dise en étant, comme nous le sommes absolument de bonne foi, absolument sans arrière pensée,
Je voudrais aussi dire à André Philip qui nous déclarait : "Si nous faisons l'Europe, le total nous donnera plus d'habitants que n'en ont les Etats-Unis". Oh, André Philip, quand je pense que vous additionnez les 42 millions de Français, les 20 millions de Belges, de Hollandais, de Luxembourgeois, qui font 62 millions d'habitants, d'amis dont nous sommes sûrs, avec les 45 millions d'Italiens qui honorent d'une certaine façon la date du 9 juin, et avec les 48 millions d'Allemands de l'Ouest, je pense qu'il y a des additions qui pourraient bien un jour devenir des soustractions, et que cela me fait peur !
(Applaudissements)
Ceci est une parenthèse. Si je n'ai pas renoncé à la parole, ce soir non cher Guy Mollet, c'est parce que les trois délégués de l'Hérault n'avaient pas la même opinion. Notre ami Grouzet, que vous avez entendu, qui est un admirable militant, un défenseur acharné, ardent de vos théories ne pouvait pas renoncer à la parole, il a dix-huit mandats pour vous, alors qu'il n'y en a que 48 (?) pour Jules Moch. En ce qui me concerne, si parfois je n'ose pas dire ce que je pense dans les Congrès ou dans la vie, c'est parce que j'ai toujours peur qu'on identifie les deux militants qui s'appellent Germaine Picard-Moch et Jules Moch, alors qu'ils ont chacun leur indépendance et qu'ils ont pendant des années voté des motions différentes dans le Parti, sans pour cela se fâcher quand ils rentraient chez eux.
Ce que je veux vous dire, moi, et je répète que c'est pour cela que j'ai demandé la parole, c'est ceci : Est-ce que nous avons le choix, nous, entre cette Amérique qui a peur et cette Russie qui a peur ? N'avons-nous le choix qu'entre cette participation dérisoire et puissante, vous le sentez bien, a la mise en état de défense de l'ouest contre l'est ou à la résignation à la satellisation de l'Europe par l'Est ?
N'avons-nous donc à nous compter qu'entre ceux qui, convaincus de la volonté agressive des soviets, pensent que le seul salut est dans la construction trop longtemps différée de cette armée européenne qui aurait, vous le sentez bien, même vous, plus du monstre disparate que de l'association harmonieuse avec tous les hommes, et avec toutes les richesses qui peuvent s'additionner en quantité contre le colosse russe et ceux qui, encore réticents à l'égard d'Allemands dont ils ne peuvent pas oublier ce dont ils furent capables, malgré le magnifique soulèvement de Berlin-Est, devant lequel nous nous inclinons, mais hélas concomitant des décisions du Bundestag et surtout, je voudrais que vous y pensiez, concomitant de la reconstitution clandestine du corps d'officiers allemands nazis pour la future Allemagne qu'on nous prépare, ceux qui n'ayant

pas encore retrouvé leur illusion de membres de l'Internationale d'après 1918, ni les espérances de Français du temps de la République de Weimar, les entretiens Briand-Stresmann, du pacte Briand-Kellog, de Locarno, se refusent à répondre à Washington qu'en effet tout est simple et qu'on va se réconcilier, comme deux enfants qui se sont disputés parce que le croquemitaine ukrainien ou géorgien grandit et semble menaçant.
Faire l'Europe, tous d'accord, mais le problème, c'est faire la paix, faire la paix dans le monde, et, n'est-ce pas, faire la paix, maintenir la paix entre nous.
Entre ces deux façons de se compter, entre ces deux façons de se compter en se divisant que je viens d'esquisser rapidement, nous savons tous qu'il y a une façon de se compter en s'additionnant, c'est l'association Socialiste, c'est la solution de Léon Blum, c'est la poursuite infatigable du désarmement progressif, simultané, contrôlé, sur lequel nous sommes tous d'accord.
Vous avez dit, Jaquet, et vous allez dire, sans doute, Guy Mollet, que le Congrès de 1953 a admis le principe de la Communauté Européenne de Défense, mais, vous êtes toujours bien d'accord aussi pour dire que c'était un pis-aller, que c'en est un, que vous auriez beaucoup mieux aimé qu'on n'ait pas besoin de faire d'armée du tout et que vous aimeriez bien mieux qu'on n'en fasse pas, que c'est contraire à toute la tradition du Socialisme, que la tradition du Socialisme, c'est le désarmement, c'est le transfert des crédits militaires au budget du progrès social. Sans doute, et c'est aussi vous qui l'avez dit bien loyalement, sans doute avons-nous eu raison d'avoir fait la chaîne quand l'incendie reprit de la force, sans doute, n'avons-nous pas à rougir que ce soit au moment du déclenchement de la guerre de Corée, un élu Socialiste qui ait été chargé de faire renaître une armée française, mais, camarades, croyez-vous que ce ne soit pas sans déchirement qu'en juillet 1950 l'équipe Socialiste soit entrée rue St-Dominique ?
Nous sommes donc tous d'accord sur le but qui est le désarmement. Ne pourrions-nous donc, en conclusion de ce Congrès, voter une motion qui, comme vous le souhaitez, Jaquet, montrerait que le Parti Socialiste a une politique, rappellerait que l'an dernier le principe de la Communauté Européenne de Défense a été admis - cela c'est un fait, le principe a été admis - par le Congrès de 1953, comme on met vivement un corps gras sur une brûlure quand on n'a rien d'autre à mettre dessus pour essayer de sauver, d'aller au plus pressé. Mais, que le but du parti demeure le désarmement général, et c'est ici, camarades que je pouvais étonner en commençant, que je rejoins ma première observation, car elle trouve sa valeur dans le fait que cette décision est la plus importante que nous ayons eue à prendre depuis longtemps. Elle est importante pour le Parti, pour la France, pour nos enfants, pour nos consciences.
Or, l'arithmétique est impitoyable. J'ai entendu dire - et moi j'aime dire tout haut et en face ce que j'entends dire - que si elles le voulaient, quatre fédérations à peu près pourraient faire exactement ce qu'elles voudraient, elles pourraient dicter, elles pourraient exiger ensuite, et enfin, elles pourraient même exclure. Mais moi, je me refuse à le croire...

Guy Mollet - Vous êtes arithmétiquement inexacte !

Germaine Picard-Moch - Cela ne change pas mon raisonnement, vous allez voir qu'il est un hommage aux fédérations, à ces fédérations - et que les deux autres m'excusent - Defferre n'est pas là, il me pardonnera - que j'admire. En effet, quand on est dans le Parti, quand on a assisté à tous les Congrès nationaux depuis 1929, on a l'habitude, quand on voit aujourd'hui encore les visages aimés d'Augustin Laurent, D'Eugène Thomas, de Rachel Lempereur, qu'on voyait déjà à cette époque, de revoir aussi, et j'allais dire d'entendre la voix un peu saccadée de Roger Salengro et la voix un peu sèche de Jean Lebas, et à vos bancs, parmi vos bataillons serrés, camarades du Pas-de-Calais, permettez-moi de vous dire que je ne peux m'empêcher de voir toujours la barbe du cher Raoul Evrard et d'entendre la voix de Pantini, dont le nom est inscrit maintenant sur une maison de Lyon.
(Applaudissements)
Je ne fais pas seulement confiance et je n'aime pas seulement les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, mais je fais personnellement confiance à Guy Mollet. Je sais, qu'il y a sept ans, il était peut-être un militant qui, à ce titre pouvait parfois être ardent, emballé, avoir moins de sang-froid qu'aujourd'hui, mais je sais qu'il s'est, depuis, complètement identifié avec sa fonction de Secrétaire général du Parti Socialiste français ; il cherche l'impartialité, l'objectivité, la justice et il veut être le Secrétaire général d'un Parti fort et uni : cela j'en suis sûre… (applaudissements)… Par conséquent, même si c'est vrai - et si ce n'est pas vrai, cela ne change pas mon raisonnement - je suis assurée que vous ne voudriez pas ne pas faire tout ce qui est possible pour que, même si vous êtes les plus riches, même si vous êtes les plus forts, les petites fédérations dont vous avez bien senti tout de même qu'elles applaudissaient certaines autres thèses, même si elles n'ont pas autant de mandats et de voix que vous, n'aient pas les mêmes droits. Je sais que vous ne voudriez pas profiter de votre richesse, que vous êtes Socialistes et que par conséquent vous voulez partager afin qu'on soit tous égaux. Il n' y a que le mérite, que l'effort, que la valeur, que la conviction Socialistes qui comptent pour vous et vous voulez que nous soyons égaux, j'en suis assurée.
Vous ne pourrez plus dire, comme je crois que vous l'avez dit hier, cher Ramadier, que le Congrès s'ennuie. D'ailleurs, voyez-vous, ce qui serait dangereux, c'est que dans un moment aussi grave, le Congrès s'amuse !
Le Congrès ne s'ennuie pas, parce qu'il n'en a ni le droit, ni l'envie. Il n'en a pas le droit, parce qu'il porte les espoirs de la France et des travailleurs de ce pays et aussi, un peu, les espoirs de toute l'Europe. Vous avez entendu nos camarades de Hollande, de Belgique, d'Espagne ! Et aussi, parce qu'il n'en a pas l'envie, il n'en a pas l'envie à cause de ce que j'ai dit de la conviction des Socialistes.
Il a envie d'une chose, le Parti, il a envie d'être demain plus grand, plus fort, plus puissant, pour qu'on ne lui dise pas : "Nous vous en prions, venez participer avec nous". Il a envie d'être fort, d'être puissant, pour que le Président de la République, quel qu'il soit, soit obligé de dire à l'un des siens : "Menez la France dans l'intérêt de ce que vos consciences vous dictent", et alors, si les autres

veulent venir - nous n'irons pas les supplier - ils viendront et ils seront bien obligés de nous aider !
C'est pour faire cela, tous d'un même cœur, plus ardemment encore qu'hier, que nous aurons travaillé pour le Parti, pour nos petits-enfants, pour le Socialisme international et que le Congrès de 1953, aura été un grand Congrès. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Chers camarades, avant d'aborder la discussion sur le fond, je voudrais dire que ma tâche vient de se trouver compliquée du fait d'avoir à parler après notre camarade Germaine Picard-Moch.
Je voudrais dire d'abord qu'une voix de femme dans un débat sur la paix, c'est toujours quelque chose d'émouvant et quand, en plus, on sait ce que Germaine, comme tant d'autres, ont payé à la guerre, on comprend l'émotion qui l'étreint et je lui dis que j'aurais préféré parler à un autre moment de la soirée que maintenant, mais vous savez - vous savez aussi Germaine Picard-Moch - que la première fois que l'idée a été lancée d'envisager la participation d'Allemands à la défense de l'Europe, j'ai été l'un de ceux qui ont eu exactement la même réaction que celle que vous avez gardée jusqu'à aujourd'hui. Il m'a néanmoins fallu m'incliner devant les faits, et c'est de ces faits que je voudrais vous parler.
Tout d'abord, en cette fin de discussion sur ce problème, je veux vous faire part d'une surprise : l'an dernier, notre Congrès national avait défini une ligne de politique extérieure que je croyais claire, je la croyais claire pour avoir essayé de la rendre claire chaque fois que je l'exposais dans des milieux internationaux, soit à l'Internationale Socialiste, soit grâce à des amis et aussi à des adversaires, dans les Conférences internationales, et je m'excuse, mais j'ai eu l'impression que la majorité du moins parmi les orateurs des membres présents aujourd'hui a oublié complètement la motion de l'année dernière.
En effet, il ne s'est trouvé, dans un nombre d'orateurs assez important, que 4 camarades avant moi pour défendre la position adoptée l'année dernière ! Ce qui prouve que la conception de la démocratie qui assure le respect de toutes les opinions, de tous les courants de pensée, est bien une réalité chez nous.
En conséquence, je vais me permettre, pour commencer, parce que cela va faciliter ma tâche, de vous relire et je m'en excuse, le texte adopté l'année dernière.
"Le Congrès, placé devant la problème de la Communauté Européenne de Défense, constate que le rassemblement défensif des démocraties a été rendu nécessaire par la politique d'expansion russe. En acceptant l'indispensable effort commun de défense, le Parti Socialiste reste dans la ligne de sa doctrine politique traditionnelle ; fidèle à la sécurité collective, il affirme toujours que seul le désarmement général, simultané et contrôlé, est capable d'éloigner définitivement tout risque de guerre. Aujourd'hui comme hier, il apportera son appui à toutes négociations susceptibles d'aboutir à un règlement de l'ensemble

des problèmes internationaux, y compris une conférence des quatre puissances. Pour que de telles négociations aient une chance d'aboutir à des résultats positifs, il doit apparaître sans équivoque que toute initiative belliqueuse serait infiniment dangereuse pour l'agresseur. L'effort des démocraties, loin de conduire à la guerre, à l'heure actuelle se présente comme le seul moyen efficace de défendre la paix".
Suit un second paragraphe sur le niveau de vie des travailleurs, paragraphe qui précise que l'effort d'organisation de la sécurité collective doit être rigoureusement calculé pour obtenir le maximum d'efficacité.
Puis, un troisième paragraphe sur l'intégration de l'Allemagne où sont évoqués les problèmes d'unification et d'intégration, et qui se prononce en faveur du principe d'une communauté de défense.
Puis, le dernier, en ce qui concerne le traité actuellement paraphé sur la Communauté Européenne de Défense, dont le texte définitif n'est pas encore connu ; le Parti se prononcera sur la ratification dans un conseil national, et celui-ci appréciera dans quelle mesure satisfaction aura été donnée sur certains points essentiels pour l'efficacité même du traité et notamment :
1° - l'octroi d'une garantie américaine contre toute possibilité de rupture ou violation du traité par une nation membre ;
2° - la forme et la nature des liens d'association étroits à établir entre la Communauté Européenne de Défense et la Grande-Bretagne ;
3° - la reprise, dans un accord spécial susceptible d'entrer immédiatement en vigueur, des dispositions du traité relatives à la structure politique future de l'Europe.
Si j'ai tenu à relire ce texte, c'est parce que je suis très étonné de voir faire à l'occasion de notre débat des reproches au Parti qu'il ne mérite pas. Il semble que l'on ait chargé le Parti de toutes les fautes commises contre nous, par nos adversaires, en France, "Vous voulez faire l'Europe à six, isolée, coupée, etc." ont dit quelques uns.
Ecoutez, je me félicite, en ce qui me concerne, de voir le Parti maintenant unanime pour exiger qu'il y ait, sinon une participation entière, au moins l'association britannique, et j'ai quelque surprise à voir reprocher au Parti de ne pas être fidèle à cela, alors qu'il n'y a pas une seule instance nationale, une seule instance internationale où ce langage n'ait été tenu par le Parti ; mieux : Quand le Parti a eu à prendre des décisions, des votes, chaque fois qu'il avait le sentiment qu'on voulait diminuer la construction européenne à six pays, il s'y opposait jusque dans le vote.
Oh ! je n'aurai pas l'outrecuidance de vous dire les discours qu'au nom du Parti, j'ai fait à Strasbourg en maintes occasions, janvier, mars derniers, mais il est curieux de nous voir reprocher ce qu'on nous a demandé de faire !
Vous êtes pour la négociation et pour la conférence à quatre, mais je vous répète que vous avez oublié la motion du Congrès de l'année dernière. Vous avez oublié que cela a été répété toute l'année par les orateurs du Parti, à la Chambre et, pardonnez-moi encore, dans la déclaration que le Secrétaire général du Parti

faisait à la sortie de l'Elysée quand il disait sur quoi le Parti Socialiste exigeait l'accord d'autres partis pour faire une éventuelle majorité.
"Les Socialistes laissent à d'autres le soin de parler du désarmement général, simultané, contrôlé", j'ai trouvé quelque chose de paradoxal, d'invraisemblable, à entendre cela, et de qui ? De Jules Moch qui a représenté la France toute l'année dernière à la commission de l'ONU sur le désarmement et qui s'y est battu à la fois en notre nom et au nom de la France pour le désarmement général, simultané et contrôlé !
Enfin, il est une formule que Jules Moch a employée, il a dit : "les nationalistes disaient : si tu veux la paix prépare la guerre, les Socialistes ont toujours dit : si tu veux la paix, prépare la paix", mais il a tellement senti lui-même qu'il n'était pas possible de placer les Socialistes devant un tel dilemme aussi faux, qu'il a lui même dit : "Mais qu'on ne se méprenne pas, les uns ou les autres, il est évident que nous sommes tous pour la sécurité collective".
Alors, si vous me le permettez, nous allons commencer par quelques affirmations claires :
Tous les Socialistes, sans exception, sont favorables aux négociations ;
Tous les Socialistes, sans exception, sont pour une conférence à quatre ;
Tous les Socialistes, sans exception, sont pour l'organisation de la paix par le désarmement général, simultané et contrôlé ;
Mais en attendant que ces négociations aient abouti, ils sont tous pour l'organisation de la sécurité collective.
Enfin, aucun Socialiste français, s'il est fidèle aux décisions antérieures des Congrès, ne peut-être pour la limitation à six de l'Europe et il doit exiger, sinon la participation pleine, au moins l'Association de la Grande-Bretagne à toutes les autorités spécialisées.
Si nous sommes tous d'accord là-dessus, permettez-moi alors de demander qu'on ne se serve plus de ces arguments les uns contre les autres, puisque c'est, au contraire, les points sur lesquels nous devons faire l'unanimité.
Mais alors, que doit-on décider aujourd'hui ?
Confirmer la décision de l'année dernière, puisqu'elle dit tout cela, ou revenir sur cette décision, disent quelques autres.
Voyons les raisons invoquées pour revenir sur la décision. Dans toutes les interventions d'aujourd'hui, j'en ai trouvé de deux ordres : Certaines, en ce qui concerne la Communauté Européenne de Défense, sont la reprise exacte, calquée des raisons invoquées l'an dernier ; d'autres, au contraire, tiennent à ce que la situation a évolué depuis l'an dernier.
Les raisons déjà évoquées l'an dernier, vous les retrouvez toutes : opposition à toute forme de participation allemande, refus absolu d'envisager, de voir un jour un Allemand en uniforme, même un seul, danger de braquer les Russes, et d'empêcher ainsi le succès éventuel de toute conférence à quatre ou autre. Car si vous ne vous souvenez pas exactement des débats, vous n'avez qu'à vous reporter au document, il était question de la Commission du désarmement à l'ONU, du problème de l'unité allemande, de la crainte de la puissance allemande, etc.

Fondation Jean Jaurès

Enfin, un argument qui a été repris, encore qu'un peu transformé, c'est celui de l'abandon de la souveraineté nationale.
Je dois dire d'ailleurs qu'il est en contradiction avec certaines positions de camarades du Parti, car j'ai entendu aujourd'hui employer l'argument suivant, d'abord par Jules Moch, un peu, mais surtout par Max Lejeune, que dans l'éventualité d'une armée européenne, il était inconcevable qu'un groupe de neuf techniciens dénationalisés et, plus encore, de six ministres, puisse prendre des décisions, alors qu'au contraire, le mandat que l'année dernière le Congrès nous avait donné était de protester contre le fait qu'il n'y avait pas de caractère vraiment supra national dans le traité et qu'en réalité, toutes les décisions étaient prises par un Comité des ministres statuant avec le droit de veto ; nous reprochions à l'armée en question de ne pas avoir véritablement d'autorité politique au-dessus d'elle, et c'est pourquoi nous demandions qu'il y ait une autorité supra nationale superposée à l'autorité en question.
Je ne veux pas vous imposer de redites en vous redonnant les arguments utilisés l'année dernière et pour essayer d'y apporter une contradiction, il a été longuement et pertinemment répondu l'an dernier et même aujourd'hui par plusieurs Camarades, par Philip et Gazier en particulier, et le Congrès de l'an dernier avait conclu.
Je ne vais pas non plus m'appesantir sur les conséquences d'un refus, conséquences qui peuvent être la défense périphérique ou plus vraisemblablement un réarmement allemand direct ; j'ai eu la stupéfaction de constater que dans l'esprit d'un certain nombre de camarades cette idée avait fait du progrès, l'idée d'accepter un réarmement allemand direct. Ou même, il y a une autre possibilité que la défense périphérique ou le réarmement allemand, c'est d'avoir les deux réunis : Le réarmement direct allemand et, pour les Etats-Unis, le repli en ce qui les concerne sur la périphérie.
Je n'insiste pas plus sur la politique de remplacement, la seule que les camarades qui sont contre cette politique nous proposent, la seule à laquelle ils aboutissent, en fin de compte la neutralisation de l'Allemagne. Je n'insiste pas beaucoup là-dessus, le Congrès déjà s'était prononcé et je crois que Philip a dit excellemment aujourd'hui ce qu'il en fallait dire : Ce serait, à mon avis, la plus grande victoire russe.
Je n'insiste surtout pas pour aller au plus important, c'est-à-dire aux arguments nouveaux, à ceux qui tendent à faire état de faits nouveaux depuis le dernier Congrès, car s'il y a des faits nouveaux importants, alors, oui, il est justifié pour nous de revoir le problème et peut-être même de modifier notre position.
Des faits nouveaux, j'en ai entendus deux : Naegelen nous a dit que les garanties demandées par nous ne sont pas pour l'instant acquises. Première remarque : Nous n'en savons rien. Nous connaissons un traité, nous connaissons six protocoles, mais nous ignorons absolument l'état actuel des négociations quant à la question britannique et les informations à ce sujet sont différentes, mais ce qui est plus important, est-ce que quelqu'un a demandé au Congrès du Parti Socialiste de voter ce soir ou demain plus exactement pour la ratification ? Qui vous a demandé cela ? Lequel de ceux qui défendent cette position qui consiste à

maintenir les décisions de l'an dernier vous a demandé de vous prononcer demain ?
S'il était des Camarades qui souhaitaient cela, je demanderais au Congrès de ne pas les suivre. Je demanderai au Congrès de ne pas dire demain soir qu'il faut être pour la ratification.
Comment ! Alors que nous ne connaissons pas l'état des textes, des conditions, des garanties, nous dirions que nous sommes pour, ce qui nous ferait perdre toute chance d'obtenir plus dans les garanties dont nous avons besoin ? Mais ceux qui comme moi souhaitent le plus que cette arme que représente dans la diplomatie actuelle la Communauté Européenne de Défense soit positive, je serai un des premiers à dire que ce serait une erreur stratégique terrible pour le Parti Socialiste que de dire maintenant que nous sommes pour.
Si bien que personne n'a posé la question, et en ce qui nous concerne, nous espérons que le Congrès, demain soir, dira que toutes les décisions de l'an dernier valent, y compris celle d'attendre un Conseil national la dernière minute pour apprécier de la mesure dans laquelle il aura été tenu compte de nos préoccupations.
Et j'en viens à l'argument essentiel, c'est qu'il y a depuis un an un changement profond de climat dans le monde entier, changement qui serait dû à la nouvelle politique russe. Parlons donc de cette nouvelle politique russe, ou de cette nouvelle attitude et des gestes par lesquels elle s'est exprimée.
Un camarade l'a essayé plus précisément que d'autres - beaucoup s'y sont référé - le camarade Hauriou, et le premier geste qui lui est venu à l'esprit, c'est la libération des médecins juifs. J'avoue que j'ai été quelque peu suffoqué que nous nous félicitions de ce que pour des raisons que nous ignorons, des innocents, si tant est qu'ils étaient innocents, aient été libérés !
Qu'on ait renoncé à certaines méthodes, bravo, mais je vous demande un peu qui les avait mis en prison ? Ce n'est pas vous, ce ne sont pas des représentants des peuples libres ! Si vous estimez qu'il y a là un geste pouvant modifier totalement dans le monde l'attitude d'ensemble de la Russie, moi je n'y crois pas.
Le deuxième geste, c'est le fait, j'ai pris sa formule intégralement, que l'URSS a pardonné les fausses manœuvres des adversaires.
Par exemple, il a dit : Pour la libération des prisonniers de guerre par Syngman Rhee, l'URSS a pardonné les fausses manœuvres des adversaires. C'est assez joli, mais ma surprise s'accentue.
Que l'on condamne dans un Congrès Socialiste Syngman Rhee pour ce qu'il est, pour la politique qu'il fait, pour le risque qu'il vient de faire courir à la Paix en étant peut-être le responsable de ce que l'armistice sera longuement reculé, d'accord. Mais qu'on oublie comment se posait le problème des prisonniers de guerre et que les Russes continuaient à exiger le rapatriement obligatoire de tous les PG, même contre leur propre volonté, il y a encore là quelque chose qui m'étonne.
Enfin, troisième chose qu'il a vue, et la formule me stupéfie : C'est que la Russie, dit-il, a accepté de courir des risques très forts à Berlin-Est. Là, ça bat les records !

La Russie a accepté de courir des risques très forts à Berlin-Est ? Les événements de Berlin, nous ne les connaissons pas bien. Nous en savons tout ce qu'il a été possible d'entendre de la part des camarades allemands de l'est qui sont venus, et de la part des camarades allemands de l'ouest.

En ce qui nous concerne, nous avons eu à une réunion du bureau de l'Internationale à Strasbourg, il y a trois semaines, un utile rapport qui nous a été fait par les camarades Socialistes allemands de l'Ouest et dont il ressort à peu près ceci : la situation morale en Allemagne de l'Est était grave, à la suite de la situation économique ; il y avait énormément de misère, et les transformations de structure rapide qu'ils avaient apportées avaient fait qu'une partie de la population se révélait, selon le mot épouvantable qu'ils emploient, "complètement impossible à digérer", une partie de la population composée en particulier des paysans, des classes, moyennes, des petits commerçants, était absolument inabsorbable.

On a essayé de la réduire par tous les moyens ; on lui a supprimé les cartes d'alimentation, la condamnant par là même à acheter au marché noir ce qu'elle ne pouvait se procurer directement ; chaque individu qui achetait au marché noir savait qu'il y était condamné, puisqu'il n'avait pas de carte, mais que s'il était pris, on se débarrasserait de lui en le mettant en prison ou en l'envoyant en déportation, si bien qu'un nombre important d'entre eux s'évadaient, franchissaient la ligne, et on y mettait quelquefois quelques complaisances à les laisser casser, on se débarrassait des inabsorbables, jusqu'au jour où on s'est rendu compte que l'économie du pays risquait d'en crever et que la production agricole s'effondrait, qu'il s'exerçait une sorte d'auto-défense de la part de tous les individus.

On a intensifié les mesures pour avoir quand même quelque chose à distribuer ; on a augmenté les maigres rations, on a augmenté les normes de travail de tous les travailleurs.

Le mécontentement des travailleurs a augmenté en même temps, jusqu'au jour où on a décidé de renverser la vapeur, peut-être pas les allemands de l'Est, mais les Russes, sentant grandir le mécontentement et agissant peut-être bien aussi parce que c'était la veille des élections allemandes.

On a décidé un beau jour qu'on allait rendre aux petits paysans qu'on avait chassés les terres, qu'on allait permettre aux étudiants de rentrer dans les écoles dont on les avait chassés, qu'on allait leur rendre leurs cartes d'alimentation. On a réouvert les portes pour qu'ils reviennent, il n'en est pas revenu.

Ces mesures d'apaisement pour une partie de la population ont soulevé chez les travailleurs une émotion ; les travailleurs du bâtiment se sont dits : Et nous, est-ce qu'on va revenir sur les mesures prises ?

Ils ont envoyé une délégation, et il faut lire le récit qui est fait par nos camarades. Deux camarades allemands, deux ouvriers syndiqués sont désignés pour aller porter une revendication au ministère ; ils disent à leurs camarades : Mais ce n'est pas possible ? Vous n'allez pas nous demander d'aller là-bas à deux, on n'en reviendra jamais ! On les fera accompagner par cinquante ou soixante copains. Ils sont partis à cinquante ou soixante pour cette revendication

unique : faire disparaître cette augmentation des normes de travail. Entre les cinq kilomètres de la Stalin allée, du point de départ au Ministère, les soixante sont arrivés dix mille. On ne les a pas reçus, Grotewohl et Ulbricht ne les ont pas reçus, c'est un tiers qui les a reçus.
Ils ont ajouté à leurs revendications économiques des revendications politiques. On a voulu les "foutre" dehors ; une partie des policiers a fraternisé avec eux, ils ont jeté dehors tout le matériel, les papiers, ils ont brûlé tout cela, et les Busses qui peut-être, au départ, n'avaient pas vu d'un mauvais œil la protestation contre le gouvernement Grotewohl qu'on voulait faire changer de politique, ont été obligés de mater par la force, avec les tanks, une révolte ouvrière.
Quelqu'un va-t-il nous présenter cela comme accepter de courir des risques ? Allons donc, camarades ! Je crois qu'il ne faut pas nous leurrer sur la situation. Si j'ai tenu à corriger les impressions exagérées, je ne veux pas dire pour autant qu'il n'y a absolument rien de neuf du côté de l'URSS. S'il n'y a pas encore une nouvelle politique, on ne peut pas le savoir.
Il y a tout de même une nouvelle tactique, incontestablement. Je ne cherche pas, car on serait obligé de se lancer dans l'hypothèse, à quoi est due cette nouvelle tactique, si elle leur est imposée par les événements intérieurs, par une volonté qu'ils sentiraient dans leur population ou par la crainte même dans ces pays satellites qu'ils occupent, si le problème de la succession et tout ce qu'il pose chez eux leur crée des troubles ; c'est une hypothèse.
Il en est une autre : Il est très possible aussi que les décisions comme celles-là ne soient pas postérieures à la mort de Staline, mais antérieures à sa mort, qu'ils agissent purement et simplement suivant une politique définie, qui se trouve mise en application aujourd'hui à une cadence beaucoup plus rapide à cause des événements extérieurs qu'ils avaient à peu près prévus, et qu'ils soient quelque peu débordés, tout cela est possible.
Une seule chose que je puis dire, c'est que cela existe, et puisque cela existe, puisque dans le monde on a créé cette idée qu'il y avait possibilité d'une politique nouvelle russe, alors je dis avec Naegelen, avec tout le Parti, qu'il faut saisir cette opportunité, qu'il faut, je prends la formule de Naegelen, les mettre au pied du mur. Ce n'est pas la position des uns contre les autres, elle est unanime chez nous.
(Applaudissements)
Il faut absolument que nous saisissions cette opportunité. Vous nous dites que la France ne le fait pas, d'accord, c'est ce que nous lui reprochons. Mais ne dites pas que le Parti ne veut pas le faire, car dès les premières heures, tous les porte-parole du Parti, quels qu'ils soient, l'ont dit. Seulement, je voudrais dire dans quel état d'esprit il nous faut agir. Naegelen a rappelé une idée que je crois dominante : C'est qu'il ne faut pas demander aux dirigeants russes de faire la politique des gouvernements des autres pays. Les dirigeants russes font une politique russe…

Dans la salle - Comme les dirigeants américains font une politique américaine.

Guy Mollet - Il n'y a pas de philanthropie en politique extérieure. Seulement, cela nous amène à une question, reposons nous-mêmes le problème essentiel : quelle est donc la politique russe ?
Je croyais que nous étions tombés d'accord depuis longtemps là-dessus ; je croyais que nous avions constaté que les Russes ne voulaient pas faire la révolution mondiale, quoiqu'en disent les bourgeois et les staliniens réunis ; nous savions que ce n'était pas là l'objectif ; je croyais que nous avions tous constaté que ce que les Russes veulent faire, c'est assurer l'emprise russe sur un nombre sans cesse croissant de pays ; nous avions été d'accord pour dénoncer l'expansionnisme russe, et même nous avions constaté que pour parvenir à ce but expansionniste, les Russes avaient employé successivement deux méthodes :
La première, qui était la méthode hitlérienne, qui a duré jusqu'en 1950, a consisté à faire tomber les uns après tes autres tous les pays à coté d'elle ; tous, je ne vais pas les énumérer, vous les connaissez comme moi : Etats baltes, Roumanie, Pologne, etc., jusqu'au jour où les incidents de Corée ont été l'occasion pour le monde libre de dire : non, c'est fini, l'agression ne sera plus payante. A partir de ce jour-là, il n'est plus tombé aucun pays du monde par la première méthode.
Mais si la première méthode n'est plus payante, si la seconde commence à se révéler dangereuse puisqu'ils savent maintenant qu'il est répondu à l'agression par la sanction et s'ils veulent quand même maintenir des chances d'expansion pour l'avenir, si nous nous plaçons dans cette hypothèse, que nous supposions pour quelques instants que nous sommes à la place des hommes chargés de faire la politique russe, que doivent-ils rêver à l'heure actuelle ?
Ils doivent rêver de maintenir autour d'eux des Etats susceptibles à leur tour de tomber, le jour où on pourra revenir à la première méthode.
Ma conviction est que ce que la Russie craint le plus en Europe, ce n'est pas l'armée allemande, ce n'est pas la communauté de défense, dans la mesure où elle signifie des soldats allemands. Ce qu'elle craint le plus, c'est l'intégration de l'Allemagne au monde libre, parce que ce jour-là c'est fini pour elle de l'espoir d'expansionnisme, c'est fini pour elle de la chance un jour d'avoir l'Allemagne comme satellite ou au pis-aller comme allié.
Ce qui prouve que ce qu'elle craint, ce ne sont pas les soldats allemands, c'est que le 12 mars 1951 elle n'eut pas fait la proposition d'une armée allemande en même temps que l'unification du peuple allemand. Ce dont elle ne veut pas, c'est l'intégration de l'Allemagne.
Camarades, vous êtes-vous jamais posé un problème ? Supposons que les dirigeants russes, au lieu de vouloir l'expansionnisme russe, veuillent la paix. maintenant. Je ne parle pas des lendemains de la libération où elle était possible s'ils avaient accepté le désarmement général ; si actuellement les dirigeants russes voulaient la paix, si pour avoir la paix ils avaient une politique cohérente, qu'est-ce qu'ils devraient faire ? Ils devraient être les pionniers de l'unification européenne. Car pour assurer la paix, le jour où les dirigeants russes auraient créé une Europe indépendante, ils seraient sûrs que sur ce front-là au moins ils

seraient tranquilles, et le fait de leur opposition à l'idée européenne est une des preuves de leur volonté d'expansion. Ne soyons pas dupes.
Il y a à mon avis trois attitudes possibles en politique extérieure. L'une est celle de l'équipe dirigeante aux Etats-Unis d'Amérique, je ne dis pas de l'homme qui la dirige, on ne le sait pas encore, mais de l'équipe dirigeante, celle qui consiste à dire ; il faut être pour la sécurité collective, pour l'Union européenne, pour la communauté de défense, et dans le même temps, il faut éviter des négociations. Il est parmi les dirigeants américains des hommes qui craignent la négociation, qui craignent la rencontre, je ne sais pas s'ils n'ont pas confiance en leurs alliés, mais j'ai l'impression qu'ils n'ont pas confiance en eux-mêmes et qu'ils sont arrivés à cette idée que seule la sécurité collective est la solution.
La deuxième attitude, c'est qu'il y a des hommes qui au contraire mettent l'accent sur la négociation nécessaire et qui même, pour que les négociations réussissent, sont prêts à suspendre ou à ralentir l'effort de sécurité collective, l'effort d'intégration européenne.
Je dis que dans ce cas-là, ces hommes commettent la pire des erreurs, même quand ils s'appellent Churchill. L'Angleterre s'est assez trompée après la guerre de 1918 pour qu'on imagine qu'elle est encore susceptible de se tromper après celle de 1945, et son splendide isolement n'a pas tellement réussi après l'avant-dernière. Je dis que c'est la pire des erreurs, car c'est la plus grande victoire russe.
D'autres hommes vous parlent de délai et vous disent : renvoyez un peu les décisions. D'abord, camarades, parlons des délais de faits ; il y a un délai de fait ; j'entends des camarades dire : il ne faut rien faire avant les élections allemandes. Ce n'est pas la peine que nous prenions de grandes résolutions pour décider cela, c'est une question de fait : il ne se passera rien avant les élections allemandes. Mais entre constater un délai de fait et demander des délais, il y a une immense différence.
Je crois que ce qui serait le plus dangereux comme décision, ce serait de dire : Eh bien, nous allons aller vers les russes, nous allons accepter une conférence avec eux ; pendant ce temps-là, nous suspendons l'effort d'intégration européenne, y compris la CED. Puis, nous les prévenons que cela ne pourra pas durer éternellement, qu'on ne veut pas d'un nouveau Pam Mun Jon. Au bout d'un certain délai, s'ils n'ont pas compris et si cela n'a pas réussi, on en tirera les conclusions.
J'ai entendu deux formes de conclusion : L'une très éloquente mais qui ne me paraît pas très réaliste, cette de Naegelen : On les enverra demander pardon à Dieu et aux hommes.
L'autre, c'est celle de Jules Moch : à ce moment-là on repensera le problème et à ce moment-là on acceptera alors l'armée européenne. C'est la pire des conclusions à laquelle nous puissions arriver, camarades, parce que cela voudrait dire que nous aurions constaté que cette réunion, c'est la réunion de la dernière chance et qu'après cette dernière chance, il n'y en a plus aucune et qu'alors c'est fatalement un conflit qui se prépare.
(Applaudissements)

A côté de ces deux positions, il n'en est plus qu'une, la troisième, celle qui doit être la nôtre, celle que le Parti a toujours affirmé : la sécurité collective, y compris la Communauté Européenne de Défense, sous la réserve qu'il soit tenu compte de nos droits et de nos préoccupations.
Ses négociations, oui ; conférence à quatre, oui, et j'ajouterais la propagande, surtout cela, que ce soit nous aussi qui fassions cela… (applaudissements)… Annonçons aux Russes et au monde que le lendemain du jour, mais pas avant, où un accord sur le désarmement simultané et contrôlé aura été acquis, alors oui, nous cesseront les efforts d'organisation de la sécurité collective.
Si nous savons dire tout cela en même temps, je vous assure que nous serons à la fois des pacifistes, au vrai sens du mot, et des réalistes.
Nous dirons aussi qu'en attendant le règlement général, chaque problème résolu entre eux et le monde libre sera un pas en avant vers la paix.
J'évoquais en jetant ces notes, tout à l'heure, le souvenir d'une conversation au Comité directeur, où notre ami Augustin Laurent nous rappelait les conversations qu'il avait eues avec les staliniens dans le Nord quand, dans des réunions publiques on leur avait proposé les conditions que le Parti Socialiste mettait ; on leur disait : Etes-vous pour le parti unique ou ne l'êtes-vous plus ? Etes-vous pour le syndicat unique ou ne l'êtes-vous plus ? Etes-vous pour l'inféodation à la Russie ou non ? Augustin Laurent nous disait : Je disais à celui qui dit oui sur un point, ce n'est pas suffisant pour que nous fassions l'unité mais c'est déjà un pas pour la marche vers l'unité.
Que sur le plan international notre attitude soit la même, que chaque fois qu'il sera possible de régler un problème particulier, mous fassions savoir au monde que cela est déjà un pas vers la paix, mais que ce n'est pas un moyen de nous duper, car nous n'accepterons de considérer la paix comme une paix définitive que le jour où l'ensemble des problèmes mondiaux aura été réglé.
Pour le Congrès, cela se ramène à ceci, camarades : renouveler la décision de l'an dernier, réaffirmer notre accord de principe sur l'idée de la Communauté Européenne de Défense, renouveler la décision d'avoir un Conseil national à la dernière minute, pour apprécier dans quelle mesure il aura été tenu compte de nos préoccupations, mettre l'accent sur la nécessité de la négociation à quatre, à cinq sur d'autres problèmes, sur toutes les négociations.
Pour conclure, je voudrais vous lancer à tous, camarades, un appel. Tous êtes nombreux à nous avoir dit aujourd'hui, avec beaucoup de passion, avec beaucoup de foi, parce que ce débat a été grand, parce qu'il a été noble, ce que sont vos troubles de conscience. La vérité dans ce domaine, nous le savons, est difficile, elle est difficile pour chacun. Nous nous devons nous tous de respecter vos convictions, mais vous vous devez de respecter les nôtres de la même façon, parce que vos hésitations sont les nôtres aussi, et vos crises de conscience sont les nôtres.
(Applaudissements)
Ce qui nous anime, camarades, et vous devez le comprendre, c'est une peur, puisqu'on a beaucoup employé le mot, nous ne voulons pas courir le risque, pour retarder l'heure de la guerre, d'employer des moyens qui, enfin de compte,

Collection Jean Jaurès

rendraient la guerre plus certaine et en tout cas la rendrait plus certainement perdue pour la liberté, dans cinq ou dix ans.
Ce que nous voulons, c'est assurer difficilement, dangereusement peut-être la paix, pas seulement pour nous, mais pour nos enfants et nos petits-enfants.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Sylvandre, pour 25 minutes..... Notre Camarade Sylvandre renonce à la parole.
(Applaudissements)
La parole est donc à Notebart, pour 5 minutes...
Je vous signale qu'il y a un nombre important de fédérations qui n'ont pas encore remis leur feuille pour la composition de la Commission des résolutions. Je vais vous donner la liste des fédérations en question.
(Le président donne lecture de la liste des fédérations n'ayant pas encore remis leur feuille.)
J'interromps la séance pendant exactement deux minutes pour que les camarades puissent apporter leur feuille,

Le président - La séance est reprise. La parole est maintenant, comme annoncé tout à l'heure, à Notebart.

Arthur Notebart

Camarades, je pense qu'après Guy Mollet, le débat pourrait être clos et l'objet de mon intervention, au nom de mes camarades du Nord, n'est pas de prendre position, mais d'attirer simplement l'attention du Congrès sur le problème de l'Indochine, qui est aussi un problème de politique internationale et un problème de paix.
Nous pensons, à la fédération du Nord, qu'il est temps d'attirer à nouveau l'attention de l'opinion publique et, en particulier, au Parlement, sur le problème de l'Indochine. Dans les résolutions antérieures, nous avons manifesté notre désir de faire la paix par des négociations ; nous l'avons indiqué dans la résolution du Congrès National de l'an dernier et il est évident qu'aujourd'hui, de plus en plus, l'opinion publique de ce pays désire que l'on mette fin à ce crime qui n'a maintenant que trop duré, et l'objet de mon intervention est de vous communiquer ceci :
"Nous demandons que le Parti prenne l'initiative d'engager pour mardi 7 juillet, un débat par le moyen de l'interpellation, appuyée de 50 signatures, des parlementaires, en vue de réclamer la négociation avec l'armée du Vietminh et Ho Chi Min, en essayant de mettre fin à ce conflit, et que le Parti prenne aussi la tête de la paix".
J'en ai terminé.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je félicite Notebart de sa brièveté. Nous n'avons plus que 3 camarades : Lapie, pour 15 minutes, Mauriac (?) 10 minutes, Leenhardt, 10 minutes. la parole est à Lapie.

Pierre-Olivier Lapie

Camarades, en m'inscrivant dans ce débat, j'étais déjà animé d'un esprit de conciliation et ma tâche, je dois dire, m'est à la fin de ce débat encore facilitée par le ton et par certains paragraphes du discours de notre ami Guy Mollet.

Peut-être, comme Notebart, pourrais-je simplement dire que je viens répéter des choses qui ont été déjà dites si, en réalité, ma position n'avait quelque caractère un peu particulier et si, surtout, et ainsi je réponds à un des principaux arguments de Guy Mollet à l'égard de ceux qui ont la même thèse, je ne pensais pas prendre ici date en proposant au Congrès une autre solution que celles que Guy Mollet indiquait comme étant les solutions de ceux qui ne sont pas partisans de l'armée européenne de défense telle qu'elle se trouve dans le traité actuellement signé.

Comme il l'a dit, nous sommes d'accord sur beaucoup plus de choses que l'ensemble de ce Congrès pourrait le faire croire : Nous sommes d'accord sur l'Indochine et sur l'Asie, sur la grande négociation à quatre, nous sommes d'accord sur l'Europe dans ses principes et la nécessité de la faire, nous sommes d'accord sur l'Europe économique et sur le pool Charbon-Acier. Nous avons même été, à cette tribune, parmi les premiers, au Congrès de 1950, les premiers d'accord sur toute cette fondation économique : transports, agriculture, électricité ou autres, qui doivent être, selon notre terminologie, l'infrastructure véritable d'une Europe politique à venir et que nous voulons.

Même sur une communauté de défense, je dis bien, une certaine communauté de défense, oui, et c'est ici mon accord avec toute la formule de Guy Mollet tout à l'heure, sur l'idée d'une communauté de défense, parce que cette communauté de défense éventuelle fait partie, certainement, des attributs de souveraineté d'une Europe politique à construire.

Et alors, je crois que les points sur lesquels nous différons, c'est sur le moment où il s'agit de construire cette communauté de défense : si c'est maintenant, si c'est tout de suite, si c'est plus tard ? Et sur le moyen, c'est-à-dire si c'est grâce au traité actuellement signé et dont nous ne connaissons pas les protocoles annexes, etc. ou si c'est par d'autres moyens, et ici je viens vous dire qu'en dehors des moyens de ceux qui sont les adversaires du traité actuel, dont je suis, et qu'énumérait tout à l'heure Guy Mollet, je vous en proposerai un autre - et c'est là le véritable but de cette intervention que je ferai aussi brève que possible.

Sur le moment, Jaquet l'a dit tout à l'heure : L'armée européenne, on s'en est occupé, on s'est occupé de la construire, de la faire, de la bâtir, sous la pression des circonstances, sous la pression de l'attitude agressive des soviets qui étaient, à ce moment-là, en train d'engager la guerre de Corée et on a cru que cette agression militaire pourrait se transposer sur d'autres territoires.

Or, en réalité, dans le plan de construction de l'Europe, eh bien, au lieu d'être la première ou la seconde, tout de suite après la communauté charbon-acier,

l'armée européenne, elle aurait dû être la dernière attribution de souveraineté car c'est la plus difficile, la plus sentimentale à bâtir, celle qui est la plus symbolique de l'idée de patrie. C'est, par conséquent, l'armée autour de laquelle il est le plus difficile de construire.
Mais alors, la conclusion, c'est que si en 1950, c'est sous une certaine pression des circonstances que l'on devait bâtir rapidement une esquisse d'armée européenne, eh bien, aujourd'hui où la pression est un peu moins grande, nous pouvons éloigner cette décision ou, en tout cas, dans ce Congrès, nous borner à répéter notre accord sur le principe d'une idée européenne sans nous précipiter dans une confirmation qui aurait l'air de forcer l'opinion publique Socialiste à ratifier rapidement.
Nous nous souvenons que c'est un Conseil national spécial qui en sera chargé.
Donc, sur ces points déjà, nous sommes d'accord.
Si nous différons aussi, c'est sur le moyen.
J'ai dit tout à l'heure : nous sommes d'accord sur le principe d'une communauté de défense. Est-ce que ça doit être celle-là !
Je lisais, il y a quelque temps, le très important article de Guy Mollet, comme ceux d 'ailleurs de Jaquet et de Haegelen dans "La Revue Socialiste". Je n'ai pas besoin de les rappeler au Congrès, surtout après l'importante intervention de Guy Mollet, tout à l'heure, et nous sommes d'accord sur le point qu'il s'agit de l'idée d'une certaine communauté de défense à venir. Ce n'est donc pas obligatoirement celle-là, celle qui est inscrite dans un traité signé et contre lequel certains de mes amis et moi nous nous élevons.
Et alors, après ces constatations, intervient la proposition que je vous annonçais tout à l'heure :
Si nous avons un peu de temps devant nous, si nous avons un peu de temps, - je dis "nous" Socialistes - pour prendre une décision finale, par un Conseil général spécialement convoqué à cet effet, eh bien, voyez-vous, contrairement à ce que pensait Guy Mollet, certains de mes amis et moi sommes partisans d'utiliser ce répit, de ne pas le laisser sans emploi ou de rester dans le silence ; il ne faut pas qu'il soit inutilisé, silencieux ; je voudrais, au contraire, que l'on profitât de ce répit pour rattacher la communauté de défense à ces piliers économiques, à la communauté de charbon et de l'acier, pour en quelque sorte dépersonnaliser, désentimentaliser, enlever ce qu'il y a de sentimental, d'émouvant, de difficile à franchir pour les consciences françaises et Socialistes dans la formule actuelle de la communauté de défense, autrement dit l'idée de l'armée allemande, l'idée de ses chefs et de ses drapeaux.
Et cette proposition, eh bien, mes chers collègues, mes chers camarades, c'est ce que j'appellerai l'idée de la Communauté d'armement, c'est-à-dire qu'au lieu de mettre en commun les hommes et le matériel, eh bien, il faut enlever les hommes, les commandements, les unités. Ce qu'il faut, c'est mettre en commun les fabrications de matériel de guerre, la distribution de matériel de guerre et même la réception par l'Europe des armements qui peuvent nous être par l'Amérique ou par d'autres pays de l'extérieur.
Comment allons-nous faire cela ?

Fondation Jean-Jaurès

Je vais très rapidement en faire l'esquisse, le temps m'étant limité.
Comment le faire ?
Je vois deux ou trois façons :
- On pourrait penser à étendre la compétence de la communauté du Charbon et de l'Acier, compétence réservée à ces grandes matières premières essentielles du charbon et de l'acier, essentielles pour l'industrie, mais aussi essentielles pour l'armement, et étendre par conséquent cette compétence au contrôle des industries, des fabrications d'armements d'Allemagne, de France et des 3 autres pays, et si possible d'autres encore.
- On pourrait encore, et je sais que certains y ont pensé dans certaines formations ministérielles, réviser la forme du traité de la CED actuellement signé et le limiter alors en en extrayant tout ce qui concerne le personnel, en le limitant à la fabrication de l'armement, ou encore - c'est la troisième formule - on peut penser à créer, sous une forme qui n'est pas obligatoirement un calque des autres communautés, une nouvelle communauté spécialisée dans le contrôle de la réception, de la distribution ou de la fabrication des armements européens.
Vous me direz alors : quelle est l'utilité de cette de cette proposition ? Quel est l'intérêt d'une formule comme celle-là ?
Eh bien, d'abord, comme je l'ai déjà indiqué à plusieurs reprises, la première utilité c'est d'enlever à la CED, à la Communauté Européenne de Défense, à l'armée européenne, ce côté sensible, ce côté frontière symbolique, ce côté drapeau, musique, tambour, commandement, qui joue un grand rôle dans la réaction des sentiments français et, vous l'avez entendu cet après-midi, aussi des sentiments de nos voisins belges qui ne voient pas volontiers une division belge accolée à deux divisions allemandes et - Larock ne l'a pas dit - vraisemblablement sous le commandement d'un officier allemand !
En même temps, nous avons le contrôle de l'Allemagne ; sans avoir obligatoirement une armée allemande mélangée à la nôtre, puisque nous avons le contrôle de la fabrication de ses propres armements et le contrôle de la distribution des armements venant d'outre-Atlantique.
Autre avantage, nous reprenons dans la construction de l'Europe l'acheminement venant de l'économique et allant vers le politique, nous reprenons le rythme normal, c'est-à-dire que nous placerons le problème de l'armée à la fin de la souveraineté, au moment où l'autorité politique aura besoin, justement, de l'armée pour faire valoir sa qualité, sa force, sans procéder à ce saut dans l'inconnu, à ce bond brusque qui heurte actuellement l'opinion et la logique.
Enfin, cela permet ici, au sein de ce Parti, au sein du grand Parti Socialiste, parmi tous les militants répandus en France, cela permet notre accord, et cela vaut bien quelque chose !
Cela permet de dire que si, jusqu'au prochain Conseil national, nous ne restons pas suspendus à attendre qu'on nous dise ce qu'il y a dans les protocoles additionnels ou qu'on nous dise où en sont les négociations avec les Anglais, les négociations sur la Sarre, nous faisons au contraire quelque chose, nous songeons, dans nos équipes de travail, à faire quelque chose qui ressemble à quelque chose d'utile, dans l'ordre de la progression de l'économique vers le

politique, de l'ensemble de l'Europe, ce qui est par conséquent exactement dans la ligne de notre conception, à nous Socialistes, de l'évolution de l'humanité.
En terminant, je répondrai à un certain nombre d'objections qui sont d'ordre international.
Tout à l'heure, on nous disait : "Si vous abandonnez la communauté de défense telle qu'elle est, que va dire l'Amérique ?"
Eh bien, je ne vais pas vous dire : "Que m'importe ce que pensera l'Amérique !", ça ne serait pas tout à fait vrai et ça ne serait pas un langage diplomatique, mais enfin, nous pouvons tout de même, nous Français, dire que nous avons l'intention de faire notre politique sans, chaque fois, demander la permission à l'Amérique !
Mais, dans la formule que je vous propose de la communauté d'armements, personne aux Etats-Unis d'Amérique ne peut dire que la France abandonne l'idée de l'Armée européenne car le Pacte Atlantique, par la fourniture d'armements, peut toujours jouer puisqu'ils peuvent verser leurs armements à cette communauté.
Et que diront, nous a-t-on dit d'autre part, en particulier notre ami Van der Boes, ce matin, ceux qui ont déjà voté, ceux qui, comme les Hollandais, ont déjà émis un vote et qui ont, en quelque sorte, été entraînés par l'idée que la France allait certainement voter le traité CED mais vous savez certainement comme moi que c'est de Hollande même, de certains éléments du gouvernement Hollandais, que viennent justement en ce moment un certain nombre de bruits, de propositions d'accords qui seraient d'ordre économique et d'armement !
Par conséquent, la formule de communauté d'armements que je vous propose, qui n'est pas contraire à l'idée d'une communauté d'ordre, d'une communauté militaire, mais qui est un élément de remplacement non cité tout à l'heure par notre Secrétaire général, parce qu'évidemment, ayant parlé avant moi, il ne pouvait pas la connaître, eh bien, c'est un élément de remplacement utile qui vient, par conséquent, à l'appui de ceux qui considèrent qu'il faut suspendre et négocier davantage une nouvelle formule et qui, pendant cette suspension, considèrent que les Socialistes doivent faire un effort de construction.
Pour nous, Socialistes, cette formule de la communauté d'armements que je propose ici doit montrer la permanence de notre volonté de construction européenne et, aujourd'hui, doit permettre à ce Congrès un accord d'ensemble dans une conception d'effort de la pensée Socialiste.
Je n'ai pas, sur ce point, une motion, je ne propose pas un addenda à la Commission des résolutions, mais je prends date et, en même temps, je vous dis qu'un jour ou l'autre, c'est dans une formule de ce genre que l'ensemble des pays européens, y compris ceux qui ne sont pas les 6, seront obligés de s'agréger et que, ce jour-là, vous serez satisfaits que ce soit dans votre Congrès Socialiste que l'idée ait été lancée, car c'est une idée forte au point de vue de la paix. (Applaudissements)

Francis Leenhardt

Camarades ; dans le discours que Guy Mollet vient de prononcer, il me semble qu'il y a trois faits dont notre camarade n'a pas tenu compte suffisamment. Le premier fait, c'est le retentissement mondial de l'initiative de Churchill, et il ne faut pas la minimiser. Certains disent : "Churchill est plus ou moins gâteux." Mais il faut tenir compte qu'il est appuyé par la totalité de l'opinion publique britannique et par nos camarades travaillistes en particulier et que son initiative constitue un fait nouveau considérable. Le deuxième fait dont je pense que Guy Mollet n'a pas tenu un compte suffisant, c'est l'ensemble d'initiatives prises par la Russie depuis la mort de Staline, qui ont donné à l'opinion publique du monde entier, à tort ou à raison, l'impression qu'il y avait un changement, et à cet égard l'énumération faire par Hauriou est insuffisante. On a perçu des changements dans la position de la Russie aussi bien vis-à-vis de la Turquie, de la Yougoslavie, de la Corée, et il ne faut pas sous-estimer non plus la désoviétisation amorcée en Allemagne orientale car l'opinion publique ne peut s'empêcher d'enregistrer l'initiative de Churchill dans ce climat nouveau.

Je pense que nous sommes tous d'accord ici sur le peu de sincérité ou de confiance qu'il faut accorder aux Russes, mais il nous faut tenir compte de l'état de l'opinion mondiale à l'heure actuelle, où elle doit à la fois noter des initiatives de détente du coté russe, une initiative spectaculaire du côté britannique.

Et le troisième fait dont je pense que Guy Mollet n'a pas tenu suffisamment compte, c'est le fait qu'il y a plus de deux ans déjà que la conférence à quatre est à l'ordre du jour. Je rappelle que l'an dernier, la motion minoritaire de Depreux s'opposait précisément à la motion majoritaire de Philip en ce qui concerne la hiérarchie des urgences, en disant : Ce n'était pas seulement la question du désarmement - j'ai relu la motion de Depreux ce matin - c'était aussi le souci d'épuiser les chances d'une conversation avec les Russes dans une conférence à quatre, qui a pris par suite de l'initiative de Churchill un relief exceptionnel cette année.

Et alors, au moment où la Commission des résolutions va commencer ses travaux, je ne vais pas, dans les cinq minutes qui me restent, reprendre des arguments de Moch, de Naegelen et de Savary, à la pensée desquels je m'apparente, je veux simplement souligner qu'il m'apparaît qu'il subsiste un certain nombre de contradictions, pas tellement dans la motion Jaquet que dans le discours fait par Jaquet ce matin, et dans la pensée de plusieurs de ceux qui s'apparentent à la motion Jaquet.

Par suite des faits que je viens de rappeler et qui ont modifié le climat international, nous n'hésiterons pas à affirmer qu'il y a une contradiction entre l'affirmation apportée par Jaquet qu'on veut poursuivre parallèlement le réarmement et les négociations, et sa déclaration disant qu'on veut accélérer au maximum - c'est l'expression de Jaquet ce matin - la réalisation de l'armée européenne, au moment où le problème à l'ordre du jour, dans le monde entier, c'est la conférence à quatre.

Nous n'empêcherons pas non plus que, dans l'opinion, on voit une contradiction entre l'affirmation répétée dans chacun de ces congrès par le Parti qu'on veut

saisir toutes les occasions de négocier, et exprimant en même temps la volonté de précipiter, en quelque sorte, la ratification de la Communauté Européenne de Défense. Sans épuiser d'abord les chances d'une conférence à 4, cela paraîtra nécessairement comme prendre la responsabilité de substituer en quelque sorte une tension internationale nouvelle à la phase actuelle de détente et je suis pour ma part très sensible au fait que, dans la motion de Jaquet, on ne trouve à aucun moment la mention de la conférence à quatre qui constitue, au contraire, la préoccupation principale de l'opinion.

Et je pense que Jacquet aurait pu dire : "Il faut poursuivre parallèlement...", mais il a dit : "Il faut accélérer au maximum", ça n'est donc pas mené de front, une priorité est fixée, une hiérarchie d'urgence, sur laquelle je crois que nécessairement va persister un désaccord entre nous.

Troisième contradiction que je veux souligner et qui à mon avis subsiste même après les explications très déraillée de notre ami Guy Mollet : Dans son interview de "Franc Tireur" du 16 juin, qui est extrêmement importante, Guy Mollet a marqué en termes plus nets encore que ce soir que la politique socialiste se distingue de la politique américaine, de la politique gouvernementale française, politiques qui répugnent - c'est le mot qu'il a employé - à favoriser les négociations internationales.

Mais si nous ne faisons pas passer la conférence à quatre avant la ratification, dans la hiérarchie d'urgence, nous n'éviterons pas qu'on nous confonde avec la politique américaine, la politique gouvernementale, et qu'on nous dise que nous aussi, nous répugnons à la négociation.

Il y a là une contradiction qui me parait évidente et qu'il paraît possible au Congrès de surmonter, entre la thèse officielle du Parti, affirmée maintes fois par notre Secrétaire général, notamment dans son discours à l'Assemblée Nationale du 6 janvier, ou dans cette brochure "l'Europe unie", dernière page, brochure faite pat Guy Mollet et où il a toujours affirmé que le Parti voulait seulement créer des autorités politiques spécialisées, pour 1 'acier et le charbon, pour la Communauté Européenne de Défense. Il y a une contradiction entre cette affirmation qui me paraît la loi du Parti, et au contraire le texte de la motion de Jaquet qui déclare que la création d'une communauté de défense rend plus que jamais nécessaire et urgente l'instauration d'un véritable pouvoir politique européen comportant l'exécutif, etc..

Il manque totalement, dans la motion de Jaquet, et je crois que ça correspond à sa pensée profonde et déjà ancienne, il manque cette affirmation que l'autorité doit être spécialisée, et au fond, ce Jacquet souligne, c'est la position MRP, que nous sommes fondés à considérer comme une déviation par rapport à la ligne générale qui n'a jamais admis que l'autorité spécialisée.

Je crois qu'il y aurait intérêt à surmonter cette contradiction il me semble, et à chercher, dans l'Europe, une force d'autonomie et de contrepoids, nous l'affirmons à l'appui de notre thèse, force de contrepoids entre les deux camps.

Or, dans le texte d'un des projets de la Communauté Européenne de Défense, cette communauté est officiellement subordonnée à l'OTAN ce qui est mal connu et ce qui est la négation de la notion même d'autonomie.

Fondation Jean Jaurès

Enfin, il y a contradiction à se servir de la menace d'un retrait des forces américaines, et à accepter ce qui serait la conséquence notoire et officielle de la création de l'armée européenne, c'est-à-dire le retrait d'Allemagne des contingents américains, des contingents britanniques.
Cette contradiction ne serait surmontée, à mon avis, que si, aux conditions déjà posées l'année dernière, à une éventuelle ratification, on ajoutait la condition du maintien pendant plusieurs années, en Allemagne occidentale, le maintien des contingents américains et britanniques dont il est parfaitement prévu qu'ils seront retirés aussitôt que les contingents allemands seront sur pied.
Dernière contradiction, il y a contradiction pour nous à affirmer notre attachement à l'internationale Socialiste et à accepter en même temps, dans une conjoncture d'une gravité exceptionnelle, de réaliser cette performance d'être en désaccord avec les socialistes britanniques qui appuient l'initiative de Churchill, et avec la Social Démocratie allemande, qui se manifeste comme hostile à la Communauté Européenne de Défense.
Je pense que ces contradictions sont graves. Il faut souhaiter que le Congrès arrive à les trancher clairement.
Je rappelle, en terminant, que la propagande électorale, que le programme électoral sur lequel nous avons été élus le 17 juin 1952, affirmait la volonté du Parti de faire le maximum - c'était l'expression employée - pour assurer la réunion et le succès de la conférence des quatre. Vous voyez combien on en parlait déjà il y a deux ans.
Eh bien, pouvons-nous dire que nous faisons le maximum pour le succès de la conférence des quatre si nous prenons l'initiative d'accélérer les débats pour la ratification ? Je ne pense pas que nous puissions le soutenir. Et c'est pourquoi, même après le discours de Guy Mollet, je crois qu'il est grave que l'on puisse constater qu'au bout de deux ans, nous en sommes encore à discuter de la hiérarchie des urgences pour cette conférence à quatre que nous avions placée au centre de nos préoccupations.
Que nous le voulions ou non, il y a à l'heure actuelle au sein même de l'Alliance Atlantique, d'une part les Américains, qui répugnent - le mot de Guy Mollet est parfaitement juste - à la conférence à quatre, et d'autre part les Britanniques qui la souhaitent ardemment, de Churchill à Attlee. Il me parait difficile que le Congrès n'opte pas clairement entre ces deux tendances qui se manifestaient au sein de l'alliance Atlantique.
(Applaudissements)

Le président - Leenhardt étant le dernier orateur inscrit, le débat de politique étrangère est clos. Nous allons vous annoncer, dans quelques minutes, les résultats au dépouillement concernant la Commission des résolutions.
La prochaine séance aura lieu demain matin à 9 h 30, avec comme ordre du jour les problèmes de l'Union française et l'aide aux pays sous-développés.

Jules Moch - Est-ce qu'on ne pourrait pas décider tout de suite que la Commission des résolutions se réunira demain matin ? Je sais que c'est pénible

Fondation Jean-Jaurès

de manquer une partie du débat, mais je pense qu'après ces deux jours de travaux utiles mais difficiles évidemment, il faudrait mieux avoir une nuit de repos, dans l'intérêt même des travaux de la Commission.

Le président - Nous allions le proposer à Jules Moch et aux autres camarades. La Commission des résolutions se réunira donc aussi demain matin, disons à 9 heures...

Pierre Commin - Je demande aux camarades qui sont susceptibles de faire partie de la Commission des résolutions de rester là car nous allons donner dans quelques instants les chiffres, ce qui permettra de la constituer définitivement.

Catherine …(?)… - Camarades, je trouve tout à fait anormal de réunir une Commission des résolutions au moment même où l'on doit discuter des problèmes de l'Union française, qui sont extrêmement importants. Je dois dire que nous avons eu des conférences entières sur ces problèmes et que les camarades ne se sont pas dérangés. Certes les problèmes internationaux, certes les problèmes économiques de notre pays sont extrêmement intéressants, mais je pense que les problèmes de l'Union française sont aussi des problèmes cruciaux et qu'il faut absolument que nos camarades en discutent et prennent des positions sur ces questions.
(Applaudissements)

Le président - Nous répondrons tout d'abord que la Commission des résolutions sera loin de représenter la majorité du Congrès. Ensuite, il est déjà décidé qu'après un premier débat, quelques camarades seulement seront chargés de présenter des rapports, ce qui permettra à la plupart des membres de la Commission des résolutions de venir en séance pour suivre comme il se doit le débat sur l'Union française.
Il est vraiment difficile de demander à des camarades qui siègent depuis ce matin 9 h 30 de se mettre au travail cette nuit, et je vous prie de les en excuser.

Edouard Depreux - Pas de séance de nuit, rien à faire.

Léon Boutbien - Je comprends très bien qu'il est impossible de demander à la Commission des résolutions, après deux séances de travail aussi chargées de se réunir immédiatement, et je crois que la proposition de notre camarade Jules Moch était utile. Mais je pense néanmoins qu'il serait nécessaire, immédiatement après la séance, que cette Commission tienne une réunion, ne serait-ce que pour désigner les camarades capables de rédiger pour demain un premier texte. Habituellement, vous le savez très bien, la
Commission des résolutions se réunit dans la nuit et, au petit matin, on n'a pas encore réussi à rédiger les textes. J'ai peur que demain la Commission des résolutions ne rapporte beaucoup trop tard.

Fondation Jean Jaurès

C'est la raison pour laquelle, sans demander à ce que la Commission siège en permanence, je considère qu'il serait peut-être utile, pour la bonne marche de nos travaux, qu'elle ait une courte réunion tout de suite.

Gaston Defferre - Camarades, en ce qui me concerne, je m'oppose formellement à la proposition de Boutbien. La tradition suivant laquelle on travaille la nuit pour rédiger les motions est une tradition à laquelle il serait sain de renoncer… (applaudissements)… Il est plus de minuit et demi, il est temps d'aller se coucher si l'on veut travailler avec lucidité demain.
Je demande donc à Pineau de mettre la proposition de Jules Moch aux voix.

Léon Boutbien - J'accepte la proposition de Defferre, à condition que la Commission soit capable de rapporter devant le Congrès avant que les congressistes ne soient obligés de partir prendre leurs trains pour rentrer dans leurs provinces !
(Protestations)

Le président - Je mets aux voix la proposition de Defferre : réunion de la Commission des Résolutions demain matin à 9 heures.... Ceux qui sont d'accord lèvent la main... Avis contraires ?... Elle est adoptée.
Merci, camarades. La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
45ème congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 1953

Séance du dimanche 5 juillet 1953. (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Lamine-Gueye, du Sénégal.
Assesseurs : Yacine Diallo, Caput, du Sud-Vietnam, Biglot, de la Sarthe.

Le président (Lamine Gueye)
Camarades, la séance est ouverte. Nous allons ouvrir la discussion sur les problèmes d'Outremer.
Notre camarade Brutel demande la parole.

Georges Brutel - Je demande au Président de prononcer la clôture, car il n'y a presque pas de camarades dans la salle.

Lambert - Je m'élève contre la clôture, Vous ouvrez la séance sans avoir demandé à ceux qui sont à l'extérieur de rentrer. C'est de la fumisterie.

Georges Brutel- Ecoutez, Camarades, je comprends très bien votre sentiment, mais je dois faire observer au Congrès que si nous prenions l'habitude de commencer à l'heure indiquée, même si les banquettes sont vides, les camarades

Coll. Fondation Jean-Jaurès

prendraient aussi l'habitude de ne pas compter sur trois quarts d'heure de retard… (applaudissements)… et beaucoup de camarades n'auraient pas à se plaindre d'être obligés de partir le dimanche soir avant d'avoir entendu les rapports de la Commission des résolutions.

Lambert - Hier, on a pris exactement les mêmes dispositions, on a commencé à 10 heures 10, alors que la réunion était prévue pour 9 heures 30. Les camarades sont excusables, d'autant plus qu'on ne les a pas prévenus. Si on avait prévenu hier que la séance commençait à 9 heures 30 précises, d'accord, mais nous ne l'avons pas été. Aujourd'hui vous dites : "On demande la clôture". Soyez tout de même assez raisonnables pour attendre.

Un camarade des Bouches-du-Rhône - Il faut avoir beaucoup d'indulgence pour les gens qui sont en retard. Votre Congrès se tient très loin. Il y a des difficultés pour s'y rendre. Je crois qu'il faut avoir de l'indulgence pour les gens qui sont en retard.

Lambert - Je voudrais que le président consulte ses assesseurs.

Georges Brutel - Je voudrais dire qu'il y a deux jours que la liste des inscriptions sur le débat d'Outremer est ouverte, et il est vraiment impensable que l'on entende à tour de rôle des camarades se plaindre, avec raison, je le dis, que l'on ne fasse pas un effort pour commencer des Congrès à l'heure, et d'autres, si l'on essaie de commencer le plus près possible de l'heure, se plaindre aussi., Il faut tout de même que nous arrivions, Camarades, à être un peu raisonnables dans nos méthodes de travail, et, si nous avons la faiblesse, certains jours, d'attendre que les camarades arrivent pour commencer la séance - car je prétends, moi, que c'est une faiblesse, ce n'est pas une raison pour que, lorsqu'on essaie de réagir, les camarades protestent. Je demande donc aux orateurs de se réunir derrière la salle afin que nous organisions le débat.

Une camarade - En quelle année a-t-on commencé à l'heure ?

Georges Brutel- Camarades, ce n'est pas tellement d'un esprit amusé qu'il faut considérer ce problème, car je considère qu'il est assez indigne, pour le Parti qui prétend organiser la Société, d'être incapable d'organiser son Congrès. Quant à l'année où nous avons commencé à l'heure, je dois vous dire que, dans le débat du Conseil national où s'inscrivait les problèmes de l'Union française, on a commencé la première séance avec 20 minutes de retard, mais toutes les autres ont été commencées à l'heure, la seconde, avec la salle vide, mais, à la troisième, il y avait des camarades dans la salle.
(Les orateurs se réunissent pendant quelques minutes derrière la scène, pour organiser le débat)

Le président - Je donne la parole à notre camarade Bidet.

Coll. Fondation Jean Jaurès

André Bidet

Camarades, on me prend un peu au dépourvu. Je vais essayer, tout de même, de vous montrer quelle est l'importance de la question que vous avez à examiner ce matin et que l'on définit sous la formule "Aide aux pays sous-développés".

C'est à la fin de la deuxième guerre mondiale que le monde libre s'est particulièrement préoccupé du sort des pays insuffisamment développés.

Cette préoccupation correspond aux impératifs de la loi morale, autant qu'à ceux des lois économiques. Les premiers condamnent l'égoïsme collectif comme l'égoïsme individuel. Ils ordonnent aux pays les plus favorisés d'assister, de venir en aide à ceux qui le sont moins. Les seconds, les impératifs économiques, précisent que l'établissement d'une ère de prospérité générale, stable, dépend de l'exploitation rationnelle des ressources universelles, au bénéfice de la communauté internationale.

Les uns et les autres, impératifs moraux ou impératifs économiques, rappellent qu'un climat pacifique mondial dépend de l'équilibre et de l'égalisation du niveau de vie des hommes, base de la concorde intérieure d'un état, une bonne solution du problème de la condition humaine est aussi celle de l'harmonie des rapports entre les peuples, entre les nations, entre les races.

Or, l'évidence s'impose, irréfutable, le monde d'aujourd'hui reste partagé en pays économiquement développés, au standard de vie plus ou moins normalisé, et en pays sous-développés, où il sévit une terrible indigence sur le triple plan économique, social et culturel. D'immenses régions de l'Asie, je l'ai dit trop brièvement hier dans mon intervention, de vastes contrés d'Afrique, d'Océanie, d'Amérique du Sud, d'Amérique Centrale, subissent des conditions de vie pitoyables.

Je ne veux pas entrer dans les détails, mais je pourrais vous faire un tableau épouvantable des conditions dans lesquelles des hommes sont obligés de vivre. Il existe dans le monde des êtres humains pour lesquels chaque jour se pose le problème de la faim. L'expression : "Donner à ces hommes le minimum vital", là, prend tout son sens. Il s'agit bien, et j'y insiste, de leur donner simplement de quoi vivre, de quoi satisfaire chaque jour leur faim.

Le problème de la santé, également, se pose avec une acuité redoutable. J'ai des chiffres, je ne veux pas vous en accabler. Ce que je veux dire, c'est que l'urgence s'impose de trouver une solution à ce problème de l'aide aux pays sous-développés. L'urgence se manifeste sur le plan humain, d'abord. C'est un devoir pour le monde libre de venir au secours de ces hommes chez lesquels la moindre famine fait des ravages extraordinaires. La dernière famine du Bengale a provoqué plus qu'un million et demi de morts.

C'est aussi une obligation sur le plan politique.

Il ne s'agit pas de préconiser tous les jours la lutte contre le Communiste et de laisser subsister les conditions économiques favorables au développement du Communisme, car, lorsque les hommes ont tout perdu, et jusqu'à l'espérance, comment voudriez-vous qu'ils ne se disent pas tout simplement: "Après tout, nous sommes dans l'enfer, dans un enfer tel que l'a décrit Dante. Pourquoi,

puisque nous n'avons plus rien à perdre, n'irions-nous pas vers des solutions qui peuvent, peut-être, nous apporter un réconfort ?" C'est là qu'est le danger.
Je vous l'ai dit hier à propos de l'Asie, il y a une course de vitesse qui est engagée entre les fallacieuses offres du Communisme et les réalités du Socialisme démocratique. Mais, ces réalités, elles ne peuvent apparaître à ces hommes qui souffrent que si, dans l'immédiat, le monde libre se préoccupe d'apporter à ces pays l'aide matérielle, les moyens, pour ces hommes, de satisfaire leur faim, tout simplement.
L'Internationale Socialiste s'est préoccupée de ce problème pendant plus de 15 mois ; comme représentant du Parti Socialiste, j'ai été étudier avec mes camarades de l'internationale, des solutions. De ce travail est sorti le texte de Milan. Je n'ai plus beaucoup d'illusions, mais je veux encore garder celle-ci : j'espère que vous avez lu le texte et que vous avez pu constater qu'il offre un certain nombre de solutions.
Je sais bien que vous pourrez me parler de tous les fameux plans qui ont été édifiés et dont la plupart sont restés en plan. L'insuffisance de ces plans est notoire. Je pourrais faire la critique, en ce qui concerne l'Asie, et du point 4, du plan Truman, et du plan de Colombo.
J'en arrive, après vous avoir renvoyés au texte de Milan, à vous demander de réfléchir sur une solution qui est présentée dans un texte que défend, depuis de longues années, notre camarade Levy-Jacquemin. Je ne veux pas entrer dans les détails de la thèse, je vous laisse le soin de le faire après que Weill-Raynal aura présenté à son tour un rapport où il essaiera de mettre les choses au clair. Mais il est sûr qu'il y a, dans cette thèse, un certain nombre de vérités que nous devons examiner, et, ce qui est non moins sûr, c'est qu'il faut que nous nous déterminions, et que nous nous déterminions vite.
Croyez-moi, on le disait hier, je le rappelle encore aujourd'hui : la paix est indivisible, mais il n'y aura pas de paix possible aussi longtemps que des centaines de millions d'hommes se demanderont comment ils peuvent pourvoir aux besoins de leurs estomacs. J'emploie un langage extrêmement familier à dessein, pour vous montrer combien ce problème est angoissant pour une très large, une trop vaste partie du monde.
Il nous faut, par conséquent, sortir du stade des théories, de l'élaboration de plans magnifiques mais dont les réalisations tardent trop, pour que nous donnions un avis clair, que nous serons décidés à soutenir, à faire triompher à l'intérieur de l'Internationale, en attendant que le monde libre comprenne son devoir.
Camarades, on va vous présenter un avant-projet. Weill-Raynal a été chargé de rédiger un rapport à la suite de la réunion d'une petite Commission. Ensuite, Levy-Jacquemin prendra la parole pour vous donner les détails de sa thèse, mais je vous assure que peu de problèmes demandent une réponse plus prompte et que peu sont d'une importance plus grande pour le devenir même du genre humain.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Weill-Raynal.

Etienne Weill-Raynal

Mes Chers Camarades, notre ami Bidet vous a expliqué comment se présente le rapport que je vais expose devant vous. Un de nos amis, Levy-Jacquemin, a depuis longtemps présenté une doctrine et un plan qui résout - vous verrez pourquoi - à la fois le problème du déséquilibre économique permanent de l'Europe occidentale envers a zone dollar, et l'aide aux pays sous-développés.

Je présenterai donc les deux questions en même temps, et je m'en excuse par avance auprès de ceux de nos amis qui s'intéressent, comme ils le doivent, surtout à l'aide aux pays sous-développés.

Si je présente surtout la question de la pénurie de dollars, pourquoi ? C'est que l'aide aux pays sous-développé s est un problème difficile, mais que personne ne conteste, tandis qu'au contraire, le problème de la pénurie de dollars soulève parmi les économistes les plus éminents, et même parmi les économistes les plus éminents de notre Parti, des opinions divergentes. Et voilà pourquoi je suis obligé, dans cet exposé, tout simplement d'insister particulièrement sur la question de la pénurie de dollars. Ce problème est né immédiatement après la guerre, dans une Europe occidentale qui avait été ruinée, en grande partie pillée par l'occupant allemand pendant 4 ans. Lorsqu'en 1947, les Américains se sont rendu compte de la détresse très grande de ces pays qui étaient pourtant à la tête de la civilisation matérielle, ils ont imaginé le plan Marshall dont je ne donnerai pas le détail mais dont je rappellerai l'objet : il s'agissait, par un système de prêt, et surtout de dons, de mettre l'Europe Occidentale en état de se rééquiper, de se suffire à elle-même, d'exporter et de payer en dollars, aux Etats-Unis, les produits dont ces pays pourraient encore, ensuite, avoir besoin. Le plan Marshall a été une réussite en ce sens qu'il a abouti véritablement, pour les pays de l'Europe Occidentale, à se rééquiper, surtout au point de vue industriel.

Mais, lorsque ces pays rééquipés, capables de produire, capables d'exporter, ont voulu exporter aux Etats-Unis pour payer les produits dont ils avaient encore besoin auprès de la zone dollars, ils n'ont pas pu y parvenir. Et le problème de la pénurie de dollars se pose d'année en année. Les experts ont examiné la situation. On a d'abord annoncé qu'il fallait patienter, que cela s'arrangerait, que le déficit irait en se résorbant, puis certains ont pensé que cette situation était une conséquence de la deuxième guerre mondiale qui serait plus longue à guérir que l'on avait prévu.

Et c'est ici que se place - voyez-vous, je l'introduis très vite - la théorie de notre ami Levy-Jacquemin, qui déclare que cette situation d'un déficit en dollars, résultait d'un déficit commercial de l'Europe Occidentale à l'égard de la zone dollars, n'est pas un mal, que c'est un bien, et qu'en tous cas c'est une situation naturelle, durable, profonde dont l'humanité, si elle comprend et si elle veut, est capable de tirer une amélioration considérable, non seulement pour les pays de l'Europe Occidentale, mais encore, et surtout, pour les pays sous-développés de l'univers.

Ce plan a été proposé il y a déjà six ou sept ans, et si je donne cette précision c'est parce que les faits ont jusqu'ici vérifié, et ces constatations, et ces prévisions. Et je rappelle à nos camarades Socialistes que Léon Blum avait connu ce plan, qu'il lui avait donné, non seulement sa sympathie, mais aussi, son assentiment, et qu'il lui a consacré un long et bel article, le 27 août 1949 dans "Le Populaire", et, certainement, le Secrétaire, ou le secrétariat général enverra aux fédérations qui le demanderont la reproduction de cet article capital.

En premier lieu, Levy-Jacquemin considère que le déficit actuel de l'Europe Occidentale envers la zone dollars est permanent, ou, si vous voulez, pour éviter toute controverse, qu'il est destiné à persister très longtemps. Il s'agit du déficit envers la zone dollars, c'est-à-dire concernant non seulement les produits qui sortent directement du territoire des Etats-Unis, savoir, outre quelques fournitures d'équipement, des produits naturels tels que le coton, le cuivre, mais aussi, des produits qui viennent, non pas du territoire des Etats-Unis, mais d'entreprises, peut-être dispersées dans le monde, mais où les capitaux américains sont prédominants, et je citerai en premier lieu ce produit essentiel qu'est le pétrole.

Et enfin, troisième catégorie, les produits qui viennent, non pas des Etats-Unis, mais des pays qui font monétairement partie de la zone dollar, comme le Canada, qui envoie en masse à l'Europe occidentale du blé et du bois.

Retenez les produits que je viens d'énoncer. Leur simple énumération montre qu'il s'agit de produits indispensables à l'Europe occidentale, produits alimentaires ou matières premières dont l'Europe Occidentale ne peut pas se passer et que, par conséquent, il faudra trouver ; ces pays devront se procurer ces produits indispensables d'une manière ou d'une autre.

Or, on doit constater que, depuis 7 ans ces pays n'arrivent pas à payer dans leur totalité ces produits qui viennent de la zone dollars, et que la pénurie, que le déficit dollars, va se prolongeant, et quelquefois s'aggravant d'année en année.

Voilà un problème certainement difficile et qui s'impose à nos méditations.

Or, pendant à ce problème, déjà si difficile, Levy-Jacquemin a observé un autre problème beaucoup plus tragique. Car plaie d'argent n'est pas mortelle, mais la plaie que présente l'humanité famélique, exsangue, des bords du Gange et des bords de l'Amazone, est une honte pour l'humanité. Or, c'est du rapprochement de ces deux difficultés que Levy-Jacquemin a fait jaillir la solution. Et je vais vous résumer aussi brièvement que possible sa doctrine et le plan qui en découle.

Levy-Jacquemin divise le monde, le monde libre - en laissant de côté ce monde immense mais fermé qu'est le monde soviétique - le monde libre, c'est-à-dire qui fait des échanges libres, en trois grandes catégories :

La première comprend les pays qui produisent au-delà de leurs besoins. Exemple type : les Etats-Unis, pour qui l'embarras est, non pas de produire, mais de trouver des consommateurs pour leur production. Or, les Etats-Unis exportent au-dehors une fraction d'ailleurs assez faible de leur production, et ils sont créanciers, d'année en aimée, à l'égard des pays avec lesquels ils ont des

relations commerciales régulières, et notamment envers les nations de l'Europe occidentale.
A l'autre extrémité de la chaîne sont les pays sous-développés, pays malheureux, misérables, de l'Asie, essentiellement, mais aussi de l'Amérique du Sud, de l'Afrique et de l'Océanie. Ceux-là n'ont rien à offrir, ou, du moins, il ne devraient rien avoir à offrir, car, eu égard à leurs besoins et à leurs ressources, humainement, ils ont droit à recevoir sans donner, ou, du moins, à recevoir beaucoup plus qu'ils ne donneront, et ils considèrent, leurs chefs considèrent - et nous leur donnerons largement raison sur ce point - que leurs souffrances, dans les siècles passés, dues au colonialisme, ont constitué une créance énorme qui sera longue à éteindre.
Entre les deux groupes de pays, ceux qui produisent beaucoup plus qu'ils n'ont besoin et ceux qui ont beaucoup plus besoin qu'ils ne produisent, il y en a un troisième, dont font partie tout les pays de l'Europe occidentale. Ces derniers peuvent produire certains articles bien au-delà de leurs besoins, c'est-à-dire, principalement, des articles industriels, mais ces pays ont besoin, pour les produire, d'autres marchandises, surtout denrées alimentaires et matières premières, qu'ils ne produisent pas en quantités suffisantes, ni sur leurs territoires, ni dans leurs territoires d'Outremer. Or, ces marchandises viennent eut grande partie des Etats-Unis. Et c'est là où est le drame : Les articles qu'ils peuvent exporter, les articles industriels, ils ne peuvent pas, en fait, les vendre directement ou indirectement à la zone dollars. Nous verrons tout à l'heure pourquoi. Or, ces mêmes articles qu'ils ont de la peine à vendre aux Etats-Unis, les pays sous-développés en auraient le plus grand besoin, soit des objets de consommation industrielle, soit des équipements lourds pour les industries qui produiront ces objets de consommation industrielle. Mais, ces articles qu'ils sont prêts à fournir aux pays sous-développés, ceux-ci sont hors d'état de les payer, et alors, quelle est la situation ? Les pays de l'Europe Occidentale manque de dollars pour payer les marchandises dont ils ont besoin en Amérique, et les pays sous-développés manquent de toutes devises étrangères pour se procurer, dans un pays quelconque, les produits dont ils ont besoin.
Et c'est sur ces données, sur cette doctrine, que je viens de vous exposer, que Levy-Jacquemin a établi son plan, que nous allons vous présenter sous une forme volontairement simplifiée.
Les Etats-Unis, avec le concours de tous les pays riches, grands producteurs, qui voudront bien se joindre à eux, mettront gratuitement à la disposition des pays sous-développés des dollars pour leur permettre de se procurer les produits dont ils ont besoin. Les nations de l'Europe Occidentale les fourniront aux pays sous-développés, et ils recevront, contre ces marchandises, contre ces produits, des dollars que les Etats-Unis auront donnés aux pays sous-développés, et, avec ces dollars, ils paieront la partie des marchandises reçues des Etats-Unis que le commerce normal des échanges n'aura pas réussi à acquitter.
Dans une telle opération, l'avantage matériel des pays sous-développés est évident. Quant aux nations de l'Europe Occidentale, elles auront reçu des dollars. Elles les ont reçus, c'est entendu, par l'intermédiaire des pays sous-

développés, mais elles ont fourni en échange de ces dollars, des articles dont ces derniers ont besoin et dont les Etats-Unis ne veulent pas. Les nations de l'Europe occidentale ont donc gagné ces dollars qui ne peuvent plus être, maintenant, considérés comme constituant une aide gratuite des Etats-Unis à l'égard de l'Europe occidentale. L'aide a bien été donnée aux Etats-Unis, mais pas aux pays de l'Europe occidentale, elle a été donnée aux pays sous-développés, et, ainsi, est bien résolu, par une même opération, le double problème du déficit de dollars des nations de l'Europe occidentale et de l'aide nécessaire aux pays-sous-développés.

Voilà la solution. Mais, voyons les objections. On dira : il y a un perdant, là-dedans, ce sont les Etats-Unis qui ont donné et qui n'ont rien reçu. Les dollars donnés aux pays sous-développés rentrent bien aux Etats-Unis, mais les nations de l'Europe occidentale n'ont payé les marchandises qu'elles ont reçues des Etats-Unis qu'avec des dollars que les Etats-Unis ont donné aux pays sous-développés. A la fin de cette opération, on ne voit plus très clairement qui est débiteur, si ce sont les pays de l'Europe occidentale ou si ce sont les pays sous-développés. Mais, ce qui est certain, c'est qu'il y a un créancier qui n'est pas remboursé, et ce créancier, ce sont les Etats-Unis. Voilà l'objection. Eh bien, elle n'émouvrait pas Levy-Jacquemin, elle n'ébranlerait nullement ce plan, parce que sa doctrine est précisément basée sur la reconnaissance et sur l'utilisation de cet équilibre permanent.

Et alors maintenant, voyons comment l'on peut justifier sa doctrine et comment on peut répondre aux diverses objections pratiques qu'elle soulève.

Justification théorique, d'abord ; elle est nécessaire. On nous dira : Mais enfin, cette doctrine séduisante, correspond-elle à la réalité ? Est-ce que, dans le passé, on n'a pas toujours estimé qu'il devait y avoir équilibre des échanges entre les pays qui envoient des marchandises et ceux qui les reçoivent ? Eh bien ! A cette objection, on peut répondre par deux arguments :

En premier lieu, si, dans le passé, des échanges entre deux pays, l'un très riche, l'autre très pauvre, ont été, en apparence, équilibrés, c'est à quel prix ? Prenons, par exemple, l'Angleterre, lorsqu'elle envoyait des produits manufacturés dans des pays pauvres coloniaux produisant des matières premières. S'il y avait équilibre entre les deux pays, l'Angleterre, très riche et grand producteur industriel, et le pays dit "colonial", très pauvre, c'est parce que le pays pauvre se saignait, c'est parce qu'il y avait une exploitation affreuse de l'indigène qui produisait les matières premières, et, par conséquent, c'était sur l'exploitation permanente de l'indigène que s'établissait l'équilibre, et l'on peut dire que c'est tout le problème de l'ancien colonialisme.

En, en outre, quand on regarde les choses de près, il y a lieu de croire que, dans un certain nombre de cas, l'Angleterre n'est pas rentrée dans ses fonds, qu'elle a développé, dans une faible mesure, il est vrai, un certain nombre de pays, par des capitaux qu'elle a investis et qui ne lui sont jamais revenus, de sorte que, quand on regarde les choses de près, il y a eu en réalité des investissements de fonds à fonds perdus. Par conséquent, nous voyons que, même dans le passé, lorsqu'il y a équilibre, c'est un équilibre qui est dû à une exploitation de

l'indigène et que, dans certains cas, il n'y a pas eu, en réalité, d'équilibre. Voila la première réponse.
Il y en a une seconde : Les hommes pratiquent, depuis longtemps, sans s'en douter, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, le déséquilibre permanent. En effet, entre deux pays, il y a souvent ce déséquilibre permanent, lorsque ces deux pays font politiquement partie d'une même nation.
En France même, quand vous considérez certains pauvres départements des montagnes, quand vous regardez ce qui s'y dépense pour les fonds administratifs, pour la justice, pour l'enseignement, pour la sécurité sociale, vous pouvez, vous demander si c'est avec l'argent des impôts ramassés dans ces départements que l'en acquitte toutes ces dépenses ?
Il est évident que c'est avec l'ensemble des fonds nationaux, où il y a un surplus qui est fourni par les grands départements qui sont économiquement développés, soit dans le domaine agricole soit dans le domaine industriel, soit dans le domaine commercial, que l'on acquitte ces dépenses. Par conséquent, nous avons bien le droit de dire qu'en fait, dans un pays comme la France, fonctionne, sans que personne ne s'en aperçoive, sans que personne ne s'en plaigne, parce que c'est juste, le déséquilibre permanent, car ce n'est pas le faute de ces départements si la nature ne les a pas richement dotés.
Et ce qui est vrai, camarades, dans l'espace, est encore plus vrai dans le temps. Regardez, les générations ? Est-ce que les parents qui ont dépensé pendant de longues années pour leurs enfants leur demandent le remboursement de ce qu'ils leur ont donné ? Non. Les enfants s'acquitteront envers leurs parents en dépensant, à leur tour, gratuitement, pour leurs propres enfants.
Il y a donc, à travers le temps, un déséquilibre permanent. Disons mieux, ce déséquilibre non seulement est permanent, mais doit être permanent.
Alors, après cette justification théorique de la doctrine et du plan que je viens de vous exposer, il nous reste à voir maintenant les objections pratiques qui correspondent aux baisses actuelles.
Premier point : toute la théorie de Lévy-Jacquemin part de la notion du déséquilibre permanent commercial, de la pénurie permanente de dollars. Est-ce que cela est vrai ? Je n'y reviendrai pas, je l'ai exposé tout à l'heure. Ce que l'on doit constater, c 'est que, depuis 6 ou 7 ans qu'il l'a annoncée jusqu'ici, les faits lui ont donné raison et pour ne pas nous attarder, pour pouvoir aller plus loin, disons que cette théorie, si elle n'est pas absolument démontrée, est plausible. Par conséquent cela nous permet d'aller plus loin, pour voir, en supposant qu'elle soit vraie, quelles sont les conséquences qui en découlent.
Alors, nous allons voir les objections ou les problèmes qui peuvent se peser pour les trois groupes de pays que nous avons distingués; en premier lieu, les Etats-Unis ; en second lieu, les pays sous-développés ; en troisième lieu, les pays qui forment le relais, c'est-à-dire les pays de l'Europe occidentale, en général, et la France en particulier.
Les Etats-Unis : le problème est capital, puisqu'ils sont, non pas la partie prenante, mais la partie principalement payante, par conséquent, il faut savoir ce qu'en pensent, ce que peuvent en penser les Etats-Unis.

Sur le problème de la pénurie de dollars, bien entendu, leur premier mouvement est celui-ci : nous fournissons des marchandises aux pays de l'Europe occidentale, il faut qu'ils les paient. Seulement, comment les payer, car les dollars ne sont que des signes monétaires... Vous savez que les recherches de l'économie politique ont établi, d'une manière certaine, que l'on ne paie des marchandises ou des services qu'avec d'autres marchandises et d'autres services.
Seulement, les Etats-Unis qui exportent une partie, une faible partie de leur production, demandent à être payés. Lorsque, pour les payer, les pays de l'Europe occidentale offrent des marchandises ou des services, les Etats-Unis n'en veulent pas. C'est un fait. Il y a des faits constants qui montrent que lorsque les pays de l'Europe occidentale offrent ce qu'ils peuvent donner, non pas les matières premières que les Etats-Unis leur réclament et que ces pays ne possèdent pas, mais des services, comme le fret, des produits industriels, des soumissions a des travaux d'équipement, les Etats-Unis n'en veulent pas. C'est peut-être absurde, mais c'est ainsi.
Alors, vous me direz, "le problème est insoluble". Parfaitement et c'est précisément ce que pense Lévy-Jacquemin. Vous me direz : "Cela ne peut pas durer". Si, cela peut durer et nous en avons un exemple dans ce qui s'est passé entre les deux guerres, pour les réparations.
La France demandait des réparations à l'Allemagne. L'Allemagne ne pouvait offrir que des marchandises ou des services. Alors, la France qui avait ses régions dévastées à reconstituer a réduit au minimum ce que l'Allemagne pouvait lui donner et ce qu'elle pouvait en recevoir. Alors, naturellement, on n'a pas trouvé de solution ; cela a traîné d'année en année. Puis est arrivée la grande crise de 1950 qui a emporté toutes les réparations. La France a gardé sa créance, bien entendu, mais celle-ci est restée pour 10% à sa charge.
Par conséquent, cela nous montre que les préjugés protectionnistes sont très forts et que, par conséquent, ils peuvent empêcher l'application des solutions les plus raisonnables.
D'où vient cette situation ? C'est que les Etats-Unis qui ont la situation prédominante au milieu du 20ème siècle que l'Angleterre avait au milieu du 19ème siècle, ne jouent sas, dans le monde, au point de vue économique, le même rôle bienfaisant qu'avait rempli l'Angleterre. Cela tient à deux causes : en premier lieu, c'est qu'alors que l'Angleterre était devenue un immense atelier absorbant des matières premières alimentaires et vendant des produits fabriqués, les Etats-Unis restent un vaste continent qui produit dans tous les domaines. D'autre part, l'Angleterre employait les bénéfices que lui donnait son commerce à des investissements dans le monde entier.. Jusqu'ici, pour les Etats-Unis, les investissements à l'Etranger représentent un emploi infime de leurs capitaux.
Alors, cet état d'esprit continue, et je vais vous en donner un exemple récent : dans le journal "Of Commerce" du 11 mai 1953, on relate que les représentants de l'administration américaine ont promis au Congrès américain que le gouvernement s'emploierait à chercher tous les moyens d'aider les industries américaines qui souffrent des importations étrangères. Ces souffrances des industries américaines concurrencées par les industries européennes peuvent

vous faire sourire. Elles peuvent paraître comiques. Néanmoins, elles traduisent un état d'esprit qui explique le protectionnisme forcené, volontaire, obstiné, des Etats-Unis.
La conclusion à laquelle nous arriverons sur ce point sera sans doute plus aisée ou moins malaisée. Il serait plus facile d'obtenir des Etats-Unis qu'ils donnent à l'étranger plutôt que de modifier leur système protectionniste.
Je crois qu'on essaye, dans des négociations, d'obtenir d'eux qu'ils baissent leurs tarifs douaniers, qu'ils donnent des facilités aux industries européennes pour les concurrencer sur leur propre territoire. Je crois qu'on l'obtiendra plus difficilement encore que des fonds à l'extérieur.
Sur ce point également, je vous apporte un texte que je demande à l'assemblée de méditer, parce qu'il me paraît fondamental. Dans un article qui a été publié dans le New-York Times du 10 mai 1953, le journaliste James Fredstone (?) a dit : "Un Congrès de majorité républicaine est plus disposé à donner des dollars qu'a alléger la législation protectionniste qui empêche nos alliés de gagner des dollars".
Par conséquent, vous, voyez que ce sont les Américains eux-mêmes qui nous indiquent cette solution : On obtiendra d'eux plus facilement des dollars qu'une modification de leur législation.
Or, dans le plan de Levy-Jacquemin, on leur demande de donner des dollars, non pas aux pays d'Europe occidentale, mais aux pays sous-développés. Par conséquent, il y a tout de même plus de chance d'obtenir leur assentiment de ce côté, que dans une modification de leur législation commerciale.
Quant aux pays sous-développés, je n'insisterai pas longtemps, non pas, camarades, que nous n'y attachons pas d'importance. C'est au contraire le but le plus important. Tout à l'heure, certainement, on vous dira les modalités qu'il faut entrevoir, les difficultés d'ordre moral surtout qu'il y aura à vaincre du côté des pays sous-développés pour leur faire accepter un plan comme celui que je viens de vous exposer.
Par conséquent, c'est le point le plus important, c'est même le but essentiel, mais il n'y a là que des modalités ou des problèmes moraux ; au point de vue économique, il n'y a pas de difficultés.
Alors, j'en viens - parce qu'il faut arriver à la conclusion - à la situation des pays d'Europe. C'est à eux qu'il faut poser le problème. Il y a certains de nos camarades qui pensent qu'on pourrait arriver, soit à obtenir des Etats-Unis un abaissement de leurs tarifs douaniers, soit même, par des prodiges d'ingéniosité, même avec la législation actuelle, à forcer les barrières douanières des Etats-Unis.
Acceptons-le ; considérons que c'est techniquement possible, que les Etats-Unis ne s'y opposeront pas. Et bien, nous disons que même cette solution serait une solution mauvaise parce que les pays d'Europe Occidentale s'ingénieront ainsi à se concurrencer les uns les autres pour obtenir des dollars disponibles dont la quantité est limitée au lieu de tourner leurs efforts en commun vers des pays qui, eux, ont besoin de ces produits et les attendent.

Il y a l'exemple caractéristique de l'Angleterre. Nos amis travaillistes avec leur courage ordinaire, présentent comme prochain programme, un programme d'austérité pour payer les Etats-Unis. Ils s'ingénient à envoyer aux Etats-Unis des produits industriels anglais dont ceux-ci ne veulent pas. L'exemple de l'Angleterre est caractéristique. Vous voyez qu'il serait de l'intérêt des pays d'Europe occidentale de se tourner vers le plan qui vous a été exposé tout à l'heure.

Quant à la situation particulière de la France, une observation essentielle a été faite par notre ami Gazier : Tous pensons que le plan vaut pour la France comme pour les autres pays, mais ce serait une erreur grave, une erreur dangereuse, de faire croire que ce plan suffirait à lui seul pour permettre à la France de sortir de ses difficultés. Car pour entrer en lice dans le concurrence pour la fourniture aux pays sous-développés, il faut que la France s'équipe, qu'elle brise son ankylose économique, son malthusianisme actuel. La condition préalable, la condition simultanée ou si vous le voulez, la condition inaugurale, c'est que la France accepte le plan de rénovation économique que les Socialistes ne cessent de lui présenter»

Voilà mes chers camarades, l'ensemble du plan. Et maintenant, je vais conclure, non pas par une motion mais en vous demandant à la fin de ces débats de dire si vous désirez qu'une motion soit renvoyée à la Commission des résolutions pour, au cas où elle serait acceptée, que le Congrès fasse sienne cette motion transformée sur le base du texte que j'ai établi.

En conclusion, sous l'importante réserve que je viens d'indiquer en ce qui concerne la transformation économique nécessaire de la France, nous pensons que le parti Socialiste devrait prendre en considération et accepter dans son principe le plan que je viens de vous exposer, car, quel que soit le jugement que l'on porte sur la réalité de cette pénurie de dollars qui en fait se prolonge d'année en année, nous devons penser aux pays sous-développés que ce plan vise expressément à soulager, et nous devons rappeler ici deux efforts de nos camarades : le premier dans le temps, celui de Gazier qui, l'an dernier, à ce Congrès, dans une éloquente intervention très émouvante, a peint la détresse des pays sous-développés. D'autre part, les efforts de notre camarade Bidet qui a fait accepter par l'Internationale à Milan un plan où était défini le double problème résolu par nous-mêmes : pénurie de dollars, aide aux pays sous-développés.

Ce plan aurait le mérite de permettre aux pays de gagner des dollars par leur travail et de ne plus jamais être à la charge des Etats-Unis en même temps qu'il soulagerait les pays sous-développés.

Pour pouvoir persuader l'opinion publique française, l'opinion publique de l'Europe occidentale et l'opinion publique des Etats-Unis, pensons que le Parti Socialiste doit dès maintenant accepter, méditer ce plan et le répandre car - et je terminerai par là - il importe de souligner que ce plan qui est basé sur la doctrine du déséquilibre permanent le présente non comme un pis aller, mais comme un système générateur d'activité économique et qu'il se rattache à une conception humaine de l'échange entre les nations et qu'il fournit un moyen efficace pour assurer la paix.

Par conséquent, à la fois dans son esprit et dans ses modalités, il va dans le sens même du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Levy-Jacquemain.

Levy-Jacquemain

Mes chers Camarades. A la suite de Weill-Reynal, je voudrais rassembler la thèse en cause avec l'optique particulière de celui qui, depuis de nombreuses années, en est tourmenté.
Mais tout d'abord, je remercie vivement Weill-Raynal pour son exposé que chacun de nous je le sais a trouvé si clair et si complet, exposé qu'il n'aurait d'ailleurs pu faire si, depuis longtemps, il ne m'aurait accordé la faveur d'étudier le fond des idées qu'il vous a présentées.
Je ne lui adresse qu'un reproche, c'est d'avoir si souvent mentionné mon nom. Ce m'est une grande gêne, je vous l'avoue, que la personne soit confondue avec la thèse qu'il faut vanter si on veut la voir triompher. Mais tant de camarades déjà lui ont témoigné leur intérêt que j'espère voir bientôt cet inconvénient disparaître par l'étiquette nouvelle et plus générale qu'à cette thèse je l'espère le Parti attachera.
Tant de camarades et je veux encore et tout d'abord en rappeler les noms, depuis celui de Léon Blum que je n'ai vu qu'une seule fois pendant dix minutes, mais qui avait de suite saisi l'importance du problème qui lui était exposé et qui, depuis, n'avait cessé de m'accorder son appui... Jusqu'à Salomon Grumbach, dont je veux encore une fois saluer la mémoire, jusqu'à Guy Mollet, qui depuis longtemps saisit toutes les occasions de le faire connaître, jusqu'à Leenhardt, Pineau et Philip, avec certaine restriction peut-être Lacoste, Gazier, Bidet, Victor Laroque et Van der Kift à Strasbourg, avec Denis... et Spaak.
De Spaak, je voudrais vous conter une anecdote. Je me présentai à lui il y a deux ans, si mes souvenirs sont exacts, à Strasbourg, et je lui exposai les idées en cause. Il voulut bien se dire intéressé, mais j'ignorais jusqu'à quel point j'avais pu le pénétrer, jusqu'au moment où, quelques jours plus tard, la teneur d'un discours qu'il tînt à un déjeuner qu'il présidait me fut rapportée. On m'indiqua qu'il avait pris la parole pour dire qu'il avait reçu un Français qui l'avait intéressé et il commença alors à exposer la thèse que je lui avais présentée.
Un Anglais l'interrompit pour lui dire : "Mon cher président, quand même il me semble qu'on pourrait élever certaines objections." Il répondit : "Mon cher Lord, excusez-moi, en économie vous êtes beaucoup plus calé que moi, mais permettez-moi de vous dire, pourtant, que c'est la première fois qu'on me présente un plan qui repose sur les faits tels qu'ils sont, et non pas sur les faits tels qu'on voudrait qu'ils soient." Et avec ces paroles, nous entrons au cœur du sujet.
Car si le déficit de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis subsiste, malgré nos efforts, si aujourd'hui tout le monde se penche enfin avec quelque retard coupable, sur la nécessité de donner aux pays retardés plus qu'ils ne nous donnent, si en un mot

les anciennes lois économiques ne jouent plus, c'est que, reposant le principe de l'égalité du droit et de l'avoir, on tient compte maintenant des faits tels qu'ils sont, du monde tel qu'il est, avec ses riches, ses appauvris et ses pauvres. L'ancienne économie chancelle. Pourtant, les hommes s'y cramponnent et ne savent par quoi la remplacer.

C'est à cette magnifique aventure qui consiste à forger la nouvelle doctrine que je voudrais vous convier aujourd'hui. Hors, l'ennui dont parlait Ramadier avant-hier je crois, disparaîtra bientôt, et peut-être aussi la plupart de nos inquiétudes et de nos tourments. Car il ne s'agit pas d'économie, il s'agit de bien autre chose.

Il s'agit simplement du problème du monde. Il s'agit simplement de la façon la plus prosaïque, la plus directe, la plus concrète, de votre sort prochain à tous, de celui de vos familles, de celui de notre pays, de celui de notre humanité. Il est un devoir impérieux, c'est d'apporter enfin aux pays pauvres de la terre l'aide qui leur permettra de partir sur la route du progrès. Jusqu'à aujourd'hui, notre réponse à cet appel a été insuffisante. La misère croit en même temps que le nombre d'êtres humains à secourir. Pour gagner - trop lentement hélas - cette course contre le froid, la faim et la maladie, des montants annuels à atteindre de 4 milliards de dollars en trois, de 10 milliards en six ans, de 15 milliards en 8 ans, sont unanimement reconnus comme les minima nécessaires. C'est en vertu d'un droit le plus absolu que ceux qui l'attendent recevront ce secours.

Nous devons donner sans conditions. Les relations amicales permettront sans doute d'instaurer un régime d'application rationnel, mais le contrôle ne devra être exercé que par les nations indépendantes appelées à recevoir. Mais peut-être avons-nous le droit de nous demander si en même temps que nous remplirons cet élémentaire devoir, nous recevrons une récompense. Cette récompense, je vous l'ai dit, ce sera tout simplement notre salut.

Devant le danger qui nous menace, nous nous trompons de bataille, la guerre, au sens "canonique" du terme, n'aura probablement pas lieu, mais nous ne serons pas pour autant sauvés, car le problème est d'une autre nature. Nous bornons au réarmement nos écrits et nos discours, ainsi nous ne fournissons d'autre choix aux peuples, suivant leur position sur la carte, suivant le degré des souffrances passées, que l'oscillation trop facile entre le désir de la guerre et le désir de s'en éloigner, en recherchant un isolement trompeur, ou une fausse quiétude dans 1'atmosphère de tension ainsi crée, nous laissons s'exagérer les mouvements de l'opinion publique dans nos sociétés ouvertes et libres qui dirigent aujourd'hui les gouvernement.

L'union atlantique est en grand danger. Or, si des différences entre nos gouvernements sont inévitables, puisque notre coalition n'est pas monolithique, il faut éviter désormais qu'elles dégénèrent en disputes publiques, occupant la première place dans tous les journaux. Il faut imaginer le moyen de cimenter notre union. Nous devons souhaiter que l'épreuve soit longue, car elle ne pourrait être raccourcie que par la guerre.

En trois ans, nous ne pouvons que perdre ; nous ne pouvons gagner qu'en vingt ans. Mais exiger de nos peuples, au cours de ces vingt années qui commencent, qu'ils restent forts et calmes, est une épreuve lourde, difficile. Nous ne pouvons

plus rester sur la défensive qui depuis longtemps est notre mauvais lot, et nous conduit au jeu dangereux d'avoir à deviner les intentions des autres. Alors, comme vous le savez, dans cette situation qui existe depuis longtemps, toutes les controverses consistent à savoir si l'on doit contenir, ou bien tenter la libération des peuples opprimés.

Nos divergences s'accusent, nos discordes s'accusent encore. Or, quelle altitude, je vous le demande, cette tension n'atteindra-t-elle pas lorsque dans dix trimestres les Etats-Unis se sentiront acculés, comme un boxeur, se sentiront menacés dans leur suprématie. C'est au milieu du piétinement dans cette impasse que nous sommes pris à contre-pied maintenant par les offres pacifiques, et de nouveau, nous sommes bloqués dans la position conjecturale que l'attitude de pure défense implique et dont nous devons enfin sortir.

Peut-être le revirement auquel nous assistons est-il la répudiation sincère du passé. Peut-être est-ce au contraire de la stratégie, les objectifs restant les mêmes, seule la tactique ayant changé, les soviets cherchant maintenant, après avoir tenté de nous écraser sous le poids du réarmement, à nous désunir par les divergences des réactions. Ils essaient - et tel a été toujours le seul véritable danger - de nous faire tomber dans le piège. Et tout le monde se divise aujourd'hui entre ces deux possibilités.

Eh bien il ne faut pas, il ne faudra jamais choisir.

Au cours de cette épreuve de vingt années qui nous attend, nous devrons certes donner constamment des preuves éclatantes de notre fervent désir de paix, et jamais devant des assurances de cette nature, nous ne devrons écarter l'hypothèse de la sincérité, mais jamais non plus, nous n'aurons le droit d'oublier certains textes qui ont été publiés, et d'accorder à ces assurances une confiance aveugle, avant le moment où la division physique du monde aura complètement disparu. Notre ligne de conduite doit répondre à ce comportement devant ce redoutable secret qui ne pourra jamais être percé, que nous ne devrons pas essayer de percer, car nous ne pouvons courir le risque de l'erreur.

Sans nous dérober aux conversations, aux accords, notre véritable espoir ne peut être placé que dans une politique reposant sur des actes positifs accomplis délibérément, et sans demande de contrepartie, c'est-à-dire prendre enfin l'offensive.

Mais ceux qui., à juste titre, préconisent l'offensive et commettent l'erreur de ne pas penser à la seule arme qui pendant longtemps encore nous conférera une écrasante supériorité, à la seule arme qui ne risque pas de provoquer un conflit : une seule offensive nous est permise, mais qui sera suffisante, celle de la prospérité.

Pour consolider notre fortin par l'intérieur, un seul remède : apporter une aide à ceux qui n'ont pas su prendre seuls le départ sur la route du progrès. C'est la seule tâche qui pourra cimenter notre union et provoquer la renaissance d'une foi depuis trop longtemps atténuée, et sans laquelle les efforts physiques sont frappés de stérilité. Ainsi doit se définir l'unique attitude qui nous vaudra des dividendes à long terme, mais sûrs : L'attitude qui consiste à gagner l'accord et le concours de chaque nation, au besoin contre elle-même, mais pour elle-même.

Nous devons tous ensemble crever l'abcès et détendre les esprits. Telle est la seule bataille à rechercher. Elle ne doit comporter ni vainqueur ni vaincu. Il n'existe pas d'autre plan de paix. Tel est donc le premier pilier de notre thèse.
Pour eux comme pour nous, pour nous autant que pour eux, il faut apporter aux peuples miséreux notre aide, c'est le premier impératif de notre survivance. Et pourtant, jusqu'à maintenant, nous avons échoué.
Les camarades, tout à l'heure, apporteront peut-être d'autres considérations, comme celles par exemple concernant la réalisation matérielle et psychologique de cette aide, mais nous devons voir la réalité, nous ne devons pas avoir la légèreté de Perette avec son pot au lait, nous devons éviter les formules séduisantes mais irréalisables, qui éveillent des espoirs trop vite déçus.
La condition primordiale est de réunir régulièrement les fonds nécessaires. Le plan sera établi selon le chiffre des besoins les plus urgents à satisfaire. Notre but est clair et bien défini. On connaît le niveau d'existence de centaines de millions d'êtres humains, et le point à partir duquel ils pourront progresser tout seuls. Une telle aide ne représenterait qu'une petite partie de nos richesses. Si nous ne leur accordons qu'une faible portion de l'aide exigée par les faits, nous perdrons la partie car la fissure subsistera, et nous n'apparaîtrons que comme distributeurs d'aumônes, contre lesquels on a toujours du ressentiment.
Nous ne devons pas avoir l'air de faire du paternalisme, à l'échelle mondiale. Pourtant, jusqu'à présent, je le répète, le point 4, le plan de Colombo ont laissé des espoirs. L'ONU et son conseil économique et social n'ont pas réussi à mettre sur pied le fonds d'assistance dont pourtant la création avait été votée. Parallèlement, cette même idée d'un fonds général d'assistance auquel chaque nation évoluée apporterait une contribution annuelle, représentant pour chacun à peu près la même part de son revenu national, est reprise par de nombreux hommes de bonne volonté. Depuis trois ans, nos amis Anglais élaborent de tels programmes, sans réussir.
Jamais on ne réussira dans cette voie, je l'affirme, parce que la formule cache son impuissance derrière une simplicité séduisante. Son erreur est de mal évaluer les possibilités et les besoins de chaque nation. Alors certains, comme Gazier, esprits généreux, désuets, obstinés, proposent d'attendre jusqu'au moment où le réarmement étant accompli, des ressources nouvelles pourront être dégagées. Mais c'est un rêve de croire qu'alors les citoyens consentiront à porter encore, dans ce but, le fardeau des impôts. C'est une erreur tragique d'inverser le problème, en conditionnant l'aide à l'établissement de la paix, alors que c'est justement cette aide qui conditionne la paix.
Et puis, nous il 'avons pas le droit de faire attendre ceux qui nous appellent. Nous n'en avons pas l'excuse, car la France connaît le chômage, car l'Amérique s'est toujours élevée à la hauteur des circonstances, car l'effort ne représente qu'une bien faible partie de celui du réarmement.
Nous sommes sur un faux terrain. La raison ce notre échec est simple : Tant que le problème est traité isolément - et c'est le second pilier de la thèse - tant que par exemple la solution proposée est celle d'un fonds commun proportionnellement réparti entre tous, elle ne représente qu'un effort sans

avantages immédiats en retour. Or, il faut avoir le courage de le dire, nous sommes des humains égoïstes et à courte vue. Le maintien de notre équité est une nécessité trop subtile. La conquête de la sympathie des peuples en paix est un but trop lointain.
Ces projets, loin d'être trop ambitieux, ne le sont pas assez, car le problème est un problème mondial, c'est le problème du siècle. L'aide aux pays sous-développés, en fait, sera une aube radieuse pour notre monde. Mais il faut se rendre compte que cette aide ne peut être envisagée qu'au prix d'un bouleversement total de la philosophie de notre économie et de nos pensées.
C'est parce que nous ne sommes pas encore préparés à ce bouleversement, parce que nous n'avons même pas encore envisagé l'existence de cette nécessité, que jusqu'à maintenant nous avons piétiné. Comme l'a dit Weill-Reynal, l'image du monde est celle de trois compartiments : Celui des pays dont le génie est de produire plus qu'ils ne consomment, celui des pays qui tiennent à honneur de rendre autant qu'ils reçoivent, celui des pays qui, sous peine de mourir doivent pouvoir consommer plus qu'ils ne produisent.
La seule formule qui puisse réussir, la seule efficace parce que la seule humaine, sera celle qui se calquant sur cette structure, satisfera les possibilités et les besoins de chacun, et remplaçant les règles classiques par le jeu d'un élément de dynamisme, établira la doctrine nouvelle des relations entre les peuples assez élevée pour galvaniser leur cœur et leur esprit.
Heureusement, l'autre pièce du puzzle existe, qui correspond à la première très exactement, ce hasard est la chance de notre humanité.
C'est qu'en effet d'autres soucis nous assaillent : La mise en ordre de nos économies intérieures ne dépend après tout que de nous-mêmes, mais la hantise présente est de constater que malgré sept années d'efforts, l'équilibre des comptes extérieurs de l'Europe de l'ouest semble être un fantôme insaisissable.
En même temps, en face de notre déficit toujours aussi important, l'aide nous a été apportée, mais elle diminue progressivement. Pourtant, devant le désordre qui dure on voit se succéder les espoirs irraisonnés, les tâtonnements, les blâmes adressés aux autres, etc. et on n'a pas d'autre idée que de reprendre les anciennes formules, de recourir aux armes de l'ancien arsenal.
Il faut l'admettre, nous devons enfin reconnaître notre ennemi invisible, sinon dans peu de temps ce sera le chômage par manque de travail pour les uns, pour les autres le chômage par manque de produits, et la stagnation dans la pénurie presque pour tous, la mésentente et la rupture matérielle et spirituelle entre les deux continents.
Notre faute est toujours la même ; elle est, ici encore, de n'avoir pas admis la force toujours croissante et maintenant irrésistible d'un déséquilibre qui est désormais permanent, parce qu'il représente l'image du monde tel qu'il est, et la force du courant dirigera toujours les produits de la nation la plus riche vers celle qui l'est moins.
Dans un régime de liberté relative, qui apportera à chacun la satisfaction de ses besoins normaux, un échange économique équilibré correspond à un déséquilibre social.

Il nous faut abandonner des principes désormais vétustes et poussiéreux, qui concentrent stupidement toutes nos forces dans cette tâche stérile de possesseurs qui n'ont nul besoin américain en acceptant nos produits, en nous détournant ainsi de porter des secours à celui qui est dans la peine.
Comment ne pas douter de la sagesse de ceux qui nous montrent qu'une telle voie au bout de laquelle on nous laisse espérer à tort, d'ailleurs et à grand peine, qu'on nous procurera le strict nécessaire pour nos corps et pour que nos machines ne soient pas simplement arrêtées. Est-ce là la victoire du milieu du 20ème siècle ?
Augmenter nos exportations, obtenir des Etats-Unis des concessions douanières substantielles et des investissements plus importants, augmenter la valeur de l'or, établir la convertibilité des monnaies, bâtir un grand marché de l'Europe : Certains de ces objectifs ne sont que partiellement valables, d'autres sont néfastes dans leurs conséquences, d'autres encore exigeront des études.
Les résultats à attendre sont sans rapport de grandeur avec les problèmes du monde. On peut, on doit, sans doute, les poursuivre pour d'autres raisons d'ordre et de conception. Ils peuvent, ils doivent contribuer à l'élévation du niveau de vie de notre existence, mais pour ce qui nous occupe, il ne faut pas leur accorder la primauté, car tous, ils visent à rétablir l'ancien ordre des choses, l'ancien équilibre des échanges, originaires de nos espérances et source de tous nos maux. Tous, ils nous détournent de la route que notre humanité doit suivre.
Le déséquilibre permanent et sans cesse grandissant doit être le nouveau moteur de la prospérité universelle, c'est-à-dire que le déficit de l'Europe vis-à-vis de nations plus riches et des Etats-Unis doit être délibérément perpétué.
Et pourtant le règne du don pour l'Europe, doit évidemment se terminer. Encore une fois, ce sont nos problèmes, et si on les considère isolément, ils ne peuvent être résolus, c'est le troisième pilier de notre thèse.
Alors, la réponse jaillit d'elle-même, sommaire, simple et logique. Les deux problèmes doivent-ils se confondre dans une philosophie nouvelle des relations entre les nations ?
Cela est un fait ; dans un régime détendu, tel que chacun fournisse assez pour pouvoir travailler et reçoive assez pour vivre. Certains pays sont constamment créditeurs, d'autres sont constamment débiteurs. L'image de l'ensemble est celle d'une succession de paliers à des niveaux différents les uns des autres, du déséquilibre permanent de tous ; ce déséquilibre signifie que la nouvelle économie sera calquée sur cette image celle du monde satisfait, par opposition à l'ancien cadre, au cadre encore actuel de notre règne qui façonne tous les pays sur le même niveau des échanges, créé des tensions désormais inacceptables.
La règle que, jusqu'aujourd'hui nous nous imposons ne contient que des éléments de discorde. Des activités ont été par erreur orientées pour s'affronter. Il faut maintenant les orienter afin qu'elles collaborent : Alors, notre pays verra son activité renouvelée par le travail supplémentaire que ses efforts lui permettront d'acquérir. Alors, il pourra payer la Belgique, qui ne sera plus condamnée à l'inaction par son activité trop grande. Alors, personne ne craindra plus l'échéance du désarmement. Alors l'Allemagne pourra être attirée et

solidement retenue dans notre camp. Il se pourrait bien qu'en fait, on trouve dans cette direction la possibilité de trancher le nœud gordien, c'est-à-dire l'acte de surveillance qui permettra alors des concessions d'un autre ordre, facilitant l'introduction de l'Allemagne dans l'organisation générale de défense, et satisfaisant, en même temps, chez nous ceux qui l'estiment nécessaire et ceux qui, avant tout, en craignent les dangers. Un tel plan doit servir les intérêts matériels les plus directs. Alors, l'Angleterre ne sera plus menacée par le Japon, sera dirigée vers de nouveaux horizons, alors, les peuples pauvres pourront enfin espérer parce qu'ils pourront enfin croire.
Un tel plan, je l'ai dit, doit satisfaire les intérêts matériels les plus directs de chacun, en maintenant ceux-ci dans l'état global le plus élevé, sans que les citoyens des nations plus riches en éprouvent une privation. Il doit, au contraire leur fournir une arme contre le chômage. La lenteur obligatoire de la mise en train fournit malheureusement un retard.
C'est pourquoi j'espère que le Congrès demandera au Parti de déployer tous ses efforts qui pourront être longs mais devront être obstinés pour faire accepter la nouvelle charte du monde par les autres partis que l'Internationale Socialiste, par l'Internationale elle-même, en prolongement de ses propres résolutions, par les parlements internationaux et nationaux et par les peuples eux-mêmes.
Jusqu'à aujourd'hui, on ne nous propose que deux issues également horribles, la bataille aux canons, victorieuse, peut-être, la bataille sans canons, perdue probablement. C'est cette bataille de la paix qu'il faut gagner. -
(Applaudissements).

Le président - La parole est à Olivier Reinach.

Olivier Reinach

Camarades, comparés aux questions si graves et si angoissantes d'Indochine, de Tunisie et des pays sous-développés, les problèmes qui intéressent la Côte d'Ivoire peuvent sembler des problèmes mineurs. Aussi, n'abuserai-je que pour de très courts instants de votre attention.
Il me faut d'abord vous apporter un message. Délégué à ce Congrès, je viens vous apporter le témoignage fraternel des Socialistes SFIO africains de Côte d'Ivoire, qu'ils m'ont chargé de transmettre à tous les Socialistes de la Métropole. (Applaudissements)
Les orateurs ont dit à cette tribune : "L'Union française éclate de tous côtés".
Je veux dire, ici, à mon tour, que la Côte d'Ivoire, elle, reste entièrement, profondément, totalement attachée à la France et à l'idée de l'Union française... (applaudissements)... et que ce sont les 10 000 militants et sympathisants Socialistes qui, bien entendu, ont toujours été de l'avant pour que cette union soit une réalité et non pas un vain mot.
Mais si notre territoire se sent de cœur une fraction agissante de l'Union, il ne veut pas être traité plus longtemps en politiquement et intellectuellement faible. Eh oui, les gouvernements français se sont obstinés à maintenir chez nous le

double collège ! Ce faisant, la France non seulement traite en mineurs inévolués les Africains, mais elle fait en même temps acte d'un racisme intolérable.
Voyez-vous, camarades, dans un pays comme le nôtre où le prolétariat existe, le rôle du Socialisme est avant tout de mener une guerre impitoyable au racisme, et c'est pourquoi je viens redemander à nos parlementaires de ne jamais perdre de vue cette inimitié dont souffre notre Côte d'Ivoire si riche en possibilités.
L'assemblée territoriale locale à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir comprend 50 membres : 32 sont élus par 3 millions d'habitants africains, 18 sont élus par moins de 3 000 électeurs métropolitains.
Ces 18 élus, représentant un millième de la population du pays, élisent à leur tour entre eux, un sénateur et un conseiller.
Je vous demande, camarades, d'inclure dans les motions que vous adopterez au sujet de la France d'Outremer l'abolition de ce double collège raciste.
Sénégal et Togo ont déjà bénéficié d'une telle mesure, et je ne crois offenser ni un Sénégalais, ni un Togolais, en déclarant qu'en Côte d'Ivoire les gens sont aussi aptes que les autres à s'occuper des intérêts de leur territoire.
Il est un autre point dont je voudrais dire ici deux mots : C'est la question des droits et des pouvoirs de la petite assemblée territoriale. Je pense à ce que Naegelen disait hier au sujet des Etats associés. Ne vaut-il pas mieux donner généreusement, accéder au désir de nos populations d'Outremer, plutôt que d'être obligé de céder un jour devant la menace de trouble, ce qu'on aurait pu donner auparavant et qui aurait été alors accueilli comme un don généreux ?
Certes, rien ne menace la tranquillité de la Côte d'ivoire, mais on a laissé entrevoir, lorsqu'on a créé les assemblées territoriales que les pouvoirs dont elles disposeraient n'étaient qu'un premier pas vers des pouvoirs plus étendus dans l'avenir. Je ne veux pas spécifier aujourd'hui quelles extensions de pouvoirs sont souhaitables.
La question doit être étudiée longuement et calmement par des gens qui seront chargés de s'attaquer à ce problème avec la contribution de l'assemblée locale elle-même.
Mais, ce que je veux faire ici dès maintenant, c'est demander que sans tarder nos parlementaires mettent ce projet à l'ordre du jour de leurs préoccupations, comme une réforme nécessaire en ce qui concerne les territoires d'Outremer.
Je tiens maintenant à attirer votre attention sur le problème que pose l'orientation politique des jeunes garçons qui, chaque année, viennent poursuivre leurs études en France métropolitaine.
Beaucoup d'entre eux sont boursiers ; pour quelques autres, ce sont leurs familles qui paient leurs études. Aucun d'eux, en quittant le pays n'est Communiste, je peux vous en donner la formelle assurance, et pourtant, hélas, après quelques séjours en France, un très grand nombre d'entre eux ont adhéré au parti moscoutaire.
Il y a là un bien grave danger car ces jeunes gens, c'est l'élite future, c'est l'avenir dirigeant, demain, dans notre territoire. Depuis longtemps, j'ai signalé ce danger et j'ai essayé d'y palier sans résultats appréciables, je l'avoue.

Fondation Jean Jaurès

J'avais essayé de trouver, dans les diverses localités où ces jeunes gens poursuivent leurs études, des correspondants, c'est-à-dire des familles qui puissent, les dimanches et les jours de fête accueillir nos jeunes africains dans leur sein.
Eh bien, c'est une chose qui n'est pas possible, paraît-il, car lorsque j'ai voulu passer à la pratique, les proviseurs m'ont dit : "D'accord, mais pour que des jeunes Africains aillent chez M. Dupont comme correspondant, encore faut-il que sa famille l'y autorise."
Vous voyez d'ici le problème : aller chercher au fond de la brousse africaine, un brave noir et lui dire : "Consens-tu à ce que ton fils ait pour correspondant dans une ville dont il n'a jamais entendu parler, un monsieur dont il n'a jamais entendu parler non plus."
Alors, puisqu'il m'est donné aujourd'hui l'occasion de parler devant vous tous, délégués des fédérations Socialistes de toute la France, je viens lancer un appel : Dans presque tous les départements se trouvent des établissements scolaires ou universitaires fréquentés par de jeunes Africains de chez nous, je demande aux formations des jeunesses Socialistes locales : "N'est-il pas possible que de jeunes Socialistes français accueillent dans les familles, un dimanche ou un jour de fête, un jeune Africain pour lui montrer ce qu'est une famille de travailleurs français ?
(Applaudissements)
N'est-il pas possible que des amitiés se forment entre de jeunes Socialistes français et de jeunes étudiants africains ?
De cette façon, par l'amitié qui gagne le cœur, on combattrait facilement le poison distillé par une propagande stalinienne. De cette façon, nos jeunes africains apprendraient à mieux connaître comment vit, comment pense une famille française de travailleurs et ils se rendront compte que la masse française a une mentalité, un cœur et des idées, diamétralement différentes de celles, hélas de la plupart des Français des Territoires d'Outremer, empoisonnés par le colonialisme et le racisme.
Je renouvelle donc l'appel à tous les Socialistes de France : "Aidez-nous à préserver notre territoire du poison stalinien, aidez-nous à former de jeunes Socialistes africains, en même temps que ces jeunes viennent s'instruire en France métropolitaine, ce sera le meilleur gage d'avenir contre le racisme et pour la vie de l'Union Française.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Caput.
Camarades, je crois devoir rappeler que Caput, représente la délégation du Viet-Nam, que là-bas, en Indochine, la lutte est difficile. La fédération qu'anime Caput essaie souvent avec bonheur de faire prévaloir la pensée socialiste ; c'est un travail auquel nous devons rendre hommage et je suis heureux de le faire en votre nom étant sûr de traduire le sentiment unanime de ce Congrès.
(Vifs applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Caput

Camarades, je me permets tout d'abord de solliciter l'indulgence fraternelle du Congrès. Depuis longtemps éloigné de France, je ne suis plus habitué à ces grandes assises et mes modestes moyens n'arriveront jamais à atteindre le talent magistral des orateurs qui m'ont précédé.

Je voudrais surtout mettre l'accent sur l'aspect le plus tragique, l'aspect militaire de la question d'Indochine, question que je crois assez bien connaître puisque non seulement j'ai vécu, mais n'ai cessé de militer dans ce pays depuis 25 ans, mais aussi parce que j'ai suivi avec une attention passionnée tous les événements qui se sont déroulés pendant cette période et y ai même participé.

Sur ce point, je vous apporterai l'opinion unanime et commune des camarades Socialistes français et vietnamiens d'Indochine.

En effet, je ne suis pas seulement mandaté par l'unanimité des camarades français du sud-est et du centre Vietnam, dont la position sur le problème indochinois est également adoptée par la majorité des camarades du Nord Vietnam comme j'ai pu m'en assurer moi-même au cours d'un voyage récent au Tonkin en mars dernier, mais j'ai également le plaisir de vous informer que je suis mandaté par les Socialistes vietnamiens de Cochinchine qui m'ont tout d'abord prié de vous transmettre leur salut fraternel... (applaudissements)… Ces camarades ont en effet, depuis un an, constitué un groupement qui est déjà fort important qui est animé par un esprit tout à fait différent de celui que l'on voit dans les clans politiques qui pullulent au Vietnam ; il est associé étroitement à la secte puissante évoluée du bouddhisme rénové, et il est appelé à recueillir les adhésions parmi les nombreux partisans, dans le Sud d'abord, puis dans le reste du Vietnam. Les éléments les plus dynamiques en particulier, ceux qu'on appelle les attentistes, les attentistes qui, en réalité n'attendent ni les honneurs ni les prébendes que les gouvernements locaux seraient disposés à leur offrir pour les rallier, ceux qui attendent une pleine indépendance de leur pays parce qu'ils considèrent qu'on ne peut vraiment servir son pays que quand il est libre ; enfin, ceux qui, rejetant aussi bien Ho Chi Min que Bao Daï ne veulent pas choisir entre la tyrannie et la corruption.

Il est évident que je ne peux pas, en ma qualité de Français, me permettre de représenter officiellement un parti vietnamien, parce que ce parti doit garder son indépendance totale ; il doit assurer dans l'avenir la liaison avec les Socialistes de la fraction Socialiste du Vietminh, il doit prendre tout seul ses responsabilités et former le front, l'armature de la future section vietnamienne de l'internationale ouvrière.

Mais, les relations que nous avons réussi à nouer avec ce groupement sont devenues si étroites, et si cordiales et nos points de vue ont marqué, à peu près dans tous les domaines une si parfaite identité que le Comité directeur du Parti Socialiste du Vietnam a bien voulu me charger, non seulement d'être l'interprète de ses sentiments fraternels, mais également de vous présenter une résolution qui a été adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale du Parti qui s'est tenue le 10 avril 1953.

Je vais donc remplir d'abord ma mission. Je le ferai avec d'autant plus de plaisir que les conclusions de cette résolution sont parfaitement identiques à celles d'une motion que la fédération Socialiste du Sud Vietnam a prise également, à l'unanimité au cours de son Congrès du 19 avril 1953.
Je vais vous donner connaissance de ce document du Parti Socialiste du Vietnam.
Le Comité directeur du Parti Socialiste du Vietnam :
"Considérant que les principes de politique générale adoptés par les divers Congrès du Parti SFIO au cours de l'année 1952 et relatifs au problème indochinois sont conformes aux vœux du peuple vietnamien,
Considérant que la réalisation d'une plus grande justice sociale, précédée de profondes réformes de structure d'ordre économique est indispensable pour soulager la profonde misère du peuple vietnamien,
Considérant que le retour au pouvoir, sous quelque forme que ce soit, des proconsuls déjà condamné par le peuple vietnamien constitue un danger pour la paix sociale et les libertés démocratiques du peuple vietnamien,
Considérant que l'action menée actuellement à l'étranger par des émigrés vietnamiens à la solde du capitalisme étranger constitue un danger, pour l'avenir économique, politique et social du Vietnam, pour l'existence du concept de l'Union française, pour la paix et la sécurité internationales dans le sud-est asiatique,
Considérant qu'il est indispensable de faire appel à l'Internationale Ouvrière pour aider le peuple vietnamien à briser les manœuvres des impérialistes, lesquelles constituent une menace pour la paix du monde,
A l'unanimité, le Parti Socialiste du Vietnam affirme la volonté de paix du peuple vietnamien,
Proclame sa résolution d'accentuer les réformes économiques au Vietnam, lesquelles doivent amener une plus grande justice sociale,
A l'unanimité, condamne toute politique de force,
A l'unanimité condamne toute manoeuvre tendant à vendre le Vietnam aux étrangers ou aux capitalistes,
A l'unanimité proclame son parfait accord sur les objectifs fixés par la SFIO et apporte notamment au Parti frère son soutien total pour sa politique au regard du problème vietnamien,
A l'unanimité estime que l'appui de la SFIO est indispensable pour dénoncer les manœuvres obscures contre la classe laborieuse et le Socialisme,
Estime qu'il convient de faire appel à l'Internationale Ouvrière pour préserver la paix et la sécurité internationales dans le sud-est Asiatique."
Je me permets, camarades, d'attirer votre attention sur l'intérêt considérable que présentent la naissance et le développement de ce Parti Socialiste vietnamien, mais également sur cette manifestation spontanée et unanime d'un retour de confiance dans le Parti Socialiste SFIO.
Le Congrès jugera sans doute opportun de répondre, non seulement au salut fraternel de nos camarades vietnamiens, mais également à leur appel. Je suis personnellement très heureux de cette manifestation, car, depuis 1936, j'ai

Fondation Jean Jaurès

cruellement souffert de la profonde désaffection des Vietnamiens à l'égard de notre Parti. En effet, en cette année 1946 où tout aurait pu être sauvé et où, malheureusement, tout a été gravement compromis, j'ai vainement essayé de faire comprendre la nécessité absolue de ne pas rompre les accords du 6 mars 1946, et, pour cela, de donner satisfaction aux légitimes aspirations nationales du Vietnam.

En 1946, le Parti Socialiste aurait dû, et il aurait pu, exercer une influence décisive sur l'évolution de la situation s'il avait répondu aux immenses espoirs que le Vietnam mettait en lui. Si, au lendemain de la libération, où le Parti avait pris une part glorieuse, il avait basé sa politique sur la plate-forme de la libération des pays asiatiques, et, en particulier du Vietnam, son autorité aurait été assurée en France et en Asie. Si, depuis, très rapidement, le Parti Socialiste a adopté une attitude que nos camarades Vietnamiens considèrent eux-mêmes comme conforme aux vœux du Vietnam, si cette attitude s'est manifestée dans presque tous les Congrès du Parti, dans la fameuse déclaration, dans la fameuse lettre de notre camarade Guy Mollet de 1949, dans toutes les interventions de nos camarades parlementaires, par contre, les responsabilités assumées par quelques camarades délégués dans les postes ministériels ont amené les Vietnamiens à confondre la position profonde du Parti Socialiste avec la politique qui était pratiquée par le gouvernement, d'autant plus que le Parti Socialiste n'a pas pu imposer ses hommes et ses solutions en Indochine qui est restée livrée aux réactionnaires, aux impérialistes et aux militaires. (Applaudissements)

Je m'excuse, camarades, de ce bref retour sur le passé, parce que très fréquemment les Vietnamiens l'ont évoqué avec beaucoup d'amertume, sinon de rancœur, parce que je crois qu'on peut en tirer de précieux enseignements, et en particulier répondre au nouvel appel d'une confiance reconquise, et parce qu'également je suis encore profondément convaincu que la situation n'est pas irrémédiablement perdue si le Parti Socialiste est fermement résolu à mettre sans retard et sans défaillance tout le poids de son influence renaissante pour orienter le cours des événements vers une politique pacifique et Socialiste. (Applaudissements)

Vous remarquerez, camarades, que nos camarades Socialistes vietnamiens, tout comme nous, donnent une priorité d'urgence au rétablissement de la paix. Ce point détermine tout. Il détermine tous les autres problèmes, dont il est vain de rechercher une solution si la guerre se poursuit, et, nous le proclamons, eux comme nous, avec la plus profonde conviction et la dernière énergie : S'il n'y a pas une cessation quasi immédiate des hostilités, tout espoir ne peut plus subsister pour un règlement de l'affaire indochinoise dans un sens favorable aux intérêts de la France, du Vietnam et du Socialismes.

Certes, la période n'a jamais été aussi défavorable à l'ouverture de négociations. Je n'évoquerai pas, d'ailleurs, toutes les occasions perdues, échappées, sabotées, sabordées systématiquement. Le fait est là : La situation n'est pas brillante. Car, comme le faisait remarquer notre camarade Naegelen, la situation politique et militaire ne laisse plus à notre geste le bénéfice qu'il aurait pu obtenir s'il avait

été accompli plus tôt, avec le sincère désir de réconciliation. Ensuite, parce que notre nouveau gouvernement et la majorité actuelle ne paraissent avoir, ni la conviction, ni l'autorité nécessaire pour pousser l'effort jusqu'au bout, avec la ferme volonté d'aboutir. Je ne crois pas que la décision toute récente de notre gouvernement l'incline vers une solution de paix. Il semble, au contraire, que cette décision sera destinée à rendre plus effective la guerre, en essayant de regagner la confiance, non du peuple vietnamien, mais des gouvernements. Et enfin, si, parfois, même, ce gouvernement pouvait modifier cette attitude, il est très vraisemblable qu'il ne serait, ni aidé, ni même encouragé par nos alliés anglais et américains.

Mais on ne peut plus reculer, on ne peut plus sortir de l'ornière où nous sommes enlisés jusqu'au cou que par cette issue, et je crois que ce serait la dernière d'une série ininterrompue de fautes grossières, et la plus criminelle de toute, de ne rien tenter dans ce sens. J'aurais étendu mon intervention, si le temps me l'avait permis, pour montrer dans ses détails le dossier considérable que nous avons sur cette affaire. Il faudrait, évidemment, une analyse même succincte, d'une situation qui, par nos erreurs, est devenue si complexe et si délicate ; non pas que je crois qu'il soit nécessaire de vous amener à cette idée - tout le Parti, certainement, est unanime dans son désir de paix rapide - mais parce qu'il reste encore des adversaires qu'il faut combattre, sinon qu'il faut convaincre. C'est parce qu'il y a encore trop d'arguments qui font une certaine impression, qui troublent certains esprits ou qui rendent hésitantes certaines réelles bonnes volontés.

D'une façon générale, tout argument, en ce qui concerne cette affaire, ne peut être valable que s'il correspond exactement à une réalité politique locale. Or, cette question des rapports franco-indochinois a toujours eu, surtout depuis les années 1945 et 1946, un caractère essentiellement psychologique, et c'est pour avoir ignoré, méconnu, les aspirations profondes des peuples asiatiques, c'est pour avoir ignoré et méconnu la profondeur et la permanence d'un nationalisme jamais satisfait, mais toujours plus vivace, et c'est pour avoir ignoré le comportement des autochtones, leur histoire, leurs espoirs, leurs aspirations, et surtout leur farouche détermination à la lutte, que nous avons été d'échec en échec. Je ne crois pas que, dans l'histoire, on puisse trouver une pareille persistance dans l'erreur, je dirai même, une pareille obstination.

Si, en tenant compte de ces données essentielles, on avait accordé, en 1946, ce que, par la suite, on a offert à Bao Daï en croyant s'en faire un allié, ce que l'on est en train, en ce moment, de se laisser arracher en totalité, dans le désordre et dans l'hostilité, sans espérer en tirer la moindre gratitude et le moindre profit, eh bien tous les autres aspects du problème, économiques, sociaux et culturels, auraient été réglés très facilement. Nous aurions assuré la permanence de la langue et des intérêts légitimes de la France, nous aurions épargné à celle-ci de cruelles pertes humaines, de lourds sacrifices d'argent, on aurait évité aussi au Vietnam des destructions terribles et de cruels désespoirs. Tout cela, parce que la solution, l'aspect, le problème militaire, n'auraient même pas été posés.

Fondation Jean Jaurès

Malheureusement, en 1946, au moment même où une personnalité militaire qu'on appelle le Général Leclerc - que j'ai beaucoup fréquenté - pouvait affirmer, après quelques mois d'expérience en Indochine, avec l'autorité qu'on ne peut lui contester, qu'il n'y avait pas de solution militaire, beaucoup de Français croyaient et souhaitaient ardemment la rupture des accords et s'imaginaient qu'une promenade militaire rétablirait une situation troublée par quelques meneurs, pourrait restaurer, à peu de chose près, l'ancien état de chose, et garantir de la contagion le reste de l'empire colonial que, déjà, cependant, on dénommait, d'un euphémisme heureux : "l'Union française".
Or, à cette époque, si les apports culturels sont rompus, nous avons pour dix ans de guerre.
Vous voyez., chers camarades, que nous ne sommes pas loin du compte, si les partisans d'une politique de force arrivent encore à nous imposer une guerre aussi inutile, meurtrière et coûteuse.
Si l'on pouvait connaître la situation militaire, la connaître autrement que par des communiqués mensongers, on serait effarés de la légèreté - je dirais même de 1'inconscience - de quelques hommes, en particulier d'un Président du Conseil pressenti, M. Georges Bidault qui, avec une désinvolture qui frise le ridicule, s'est permis de dire un jour : "La guerre d'Indochine, on la réglera par la victoire s'il le faut".
Or, il est insensé encore d'essayer d'obtenir la victoire. Et comme le faisait remarquer Naegelen, si l'on analysait par exemple les trois dernières opérations du Vietminh en pays thaï, au Laos et dans le delta du Tonkin, on s'apercevrait que chacune de ces entreprises aboutit au triple objectif fixé, militaire, politique et économique, avant même que des réactions des troupes franco-vietnamiennes, plus spectaculaires qu'efficaces, interviennent.
Cependant, il y a encore beaucoup de gens, notre gouvernement lui-même et naturellement des militaires, qui persistent à croire encore dans une issue victorieuse.
Pourtant Servan-Shreiber dénonçait récemment dans Le Monde la tendance naturelle du proconsulat militaire à se perpétrer, ce qui implique, ajoutait-il, la permanence de la guerre.
Il y a également des Vietnamiens et des Français nombreux qui sont essentiellement soucieux de reculer l'échéance des comptes à régler et des responsabilités à établir. Tous ces gens s'appuient sur certaines affirmations gratuites de personnalités qui peuvent avoir une certaine autorité surtout dans le secteur militaire.
C'est ainsi, par exemple, qu'au cours de son voyage de retour en France, l'ex-général en chef, l'ex-commandant le général Salan, a déclaré que la victoire était certaine. Il a eu tout de même la prudence de dire "dans trois ans". Il faudrait tout de même que nos militaires s'entendent, accordent leurs violons, non pas sur la certitude de la victoire qu'ils semblent tous partager, mais sur le temps qu'il faudra mettre pour l'obtenir.

Or, récemment, le maréchal Juin a déclaré que le delta du Tonkin ne pourrait pas être nettoyé avant 1955 ; et les Américains qui sont encore bien plus pessimistes n'entrevoyaient pas de solution favorable, au Congrès, avant 1957 !
Comment concevoir, dans ces conditions, que pour obtenir une victoire qui est fort problématique malgré la caution de tant de militaires, la France puisse encore soutenir un tel effort alors qu'elle recherche désespérément les moyens de combler son déficit budgétaire et d'assurer sa défense métropolitaine ? C'est insensé.
Sur quels motifs, sur quelles raisons valables peut-on appuyer une pareille certitude ? Sur une meilleure adaptation du corps expéditionnaire à cette forme de guerre ? On l'a déjà tenté. Il est possible que le général Navarre, le nouveau venu, fasse mieux que ses devanciers, mais dans toutes les circonstances il est incontestable que ce corps expéditionnaire aura toujours moins d'efficacité que le Vietminh parce que celui-ci est beaucoup trop bien aguerri, beaucoup trop stimulé par la certitude de la victoire. Lui aussi, il a cette certitude comme nos Généraux. Il est surtout beaucoup trop soutenu par le pays tout entier dont le concours direct ou indirect, matériel et surtout moral, reste l'atout essentiel de la résistance.
Une aide massive américaine probablement ? Ce qui fera l'objet ou l'un des objets de la conférence prochaine de Washington en attendant l'hypothétique conférence des Bermudes ? Comme si on ignorait qu'un effort américain correspondra immédiatement à un effort parallèle des Chinois ! Il est même étonnant - il faut s'en réjouir - que les Chinois n'aient pas encore rompu ce déséquilibre eu profit du Vietminh. Il est un fait : Les Chinois n'ont cédé encore aucun avion au Vietminh, alors que depuis des années des centaines de Vietminhs s'entraînent dans des camps d'aviation chinois. Vous avez sans doute remarqué ce curieux phénomène. La Chine est certainement capable de fournir des moyens décisifs au Vietminh. Si elle ne le fait pas, c'est qu'elle veut maintenir sous sa coupe, sous son emprise, le Vietminh, et ce qui est encore bien plus vraisemblable c'est que, d'accord avec la Russie, elle veut perpétuer cette guerre, elle veut retenir des forces des démocraties, les user, les épuiser, tout en créant un climat politique favorable à son entreprise.
Ce serait donc par conséquent une raison supplémentaire et d'une importance considérable que de cesser cette guerre impopulaire et qui se prête tant au jeu Communiste.
On fonde beaucoup d'espoir sur l'armée vietnamienne. Je ne dirai que deux mots. Cette armée vietnamienne, tend évidemment vers les 150.000 hommes comme effectif malgré de très grosses défections, mais en Indochine on ne considère pas sérieusement que cette armée ait beaucoup d'efficacité dans sa lutte contre le Vietminh parce que, d'abord, elle n'a pas de raisons profondes de se battre, parce qu'elle n'a pas la foi qui, par contre, anime tant le Vietminh.
Diverses hypothèses peuvent se poser. Cette armée peut se mettre à la disposition, au service d'une fraction politique et les renseignements nombreux que je viens de recevoir ne rendent pas du tout cette hypothèse invraisemblable.

C'est ainsi par exemple que, dans le gouvernement du Vietnam, viennent de revenir les éléments les plus rétrogrades, les plus antifrançais, les plus antidémocratiques, en particulier, le poste de ministre de la défense nationale vient d'être confié au chef Caillevette (?) qui fut autrefois ministre de l'éducation nationale et qui en profite pour rayer d'un trait déplume l'enseignement du français dans tout le cycle primaire vietnamien.
Une autre hypothèse est encore plausible : Se mettre au service d'un gouvernement. Pourquoi pas du président Tam ? Le Président Tam, vous vous en apercevez, semble suivre les traces du Président Syngman Rhee, et il est possible qu'il constitue, avant peu, un obstacle à des tentatives de négociations car, comme le vieillard terrible, il sait fort bien que les négociations seront pour lui la fin de son règne.
Ce qui est plus vraisemblable, c'est que, la guerre prenant de plus en plus, et bientôt définitivement, le caractère d'une guerre civile, ce qui répugne profondément à tous les Vietnamiens, les deux armées, Vietminh et Vietnam, ne finissent un jour ou l'autre par s'entendre, par se coaliser contre celui qui reste, malgré tout, quoiqu'on dise et quoiqu'on pense l'adversaire commun, l'ennemi commun, le français surtout considère sous son aspect colonialiste et militaire, et qu'ainsi se restaure, de cette façon, l'unité nationale avec le ciment d'une hostilité commune.
(Applaudissements)
Il y aurait encore beaucoup de choses à dire. De nombreux arguments sont encore souvent mis en avant. Je n'en parlerai pas, parce que je ne dispose pas de suffisamment de temps. Je voudrais arriver au tournant auquel vous m'attendez tous, à savoir comment va-t-on faire des négociations ?
Mais parmi ces nombreux arguments, il y a en particulier ces fameuses missions que la France se doit de ne pas abandonner, mais qui exigent, pour qu'on ne les abandonne pas que la guerre continue. C'est assez grotesque, actuellement, de le rappeler : C'est la défense de l'indépendance des pays associés, c'est la nécessité de la lutte contre le Communisme, c'est le respect de nos engagements a l'égard de nos alliés, a l'égard des Vietnamiens qui nous ont fait confiance, c'est la nécessité de maintenir un bastion stratégique dans le sud-est asiatique, c'est la nécessité d'empêcher l'invasion chinoise. Que sais-je ? Il y en a des quantités et tous pourraient être combattus, s'il était possible de les développer.
Mais on nous parle beaucoup de missions qui, toutes, exigent la présence militaire française. On oublie de parler de la seule qui soit vraiment valable, la mission traditionnelle de la France, sa mission civilisatrice dans le domaine culturel, démocratique et social. Or, celle-là, non seulement elle serait bien accueillie par las Vietnamiens, mais elle est demandée, elle est sollicitée avec insistance. Et ce qui est symptomatique, c'est qu'après une très courte crise de nationalisme culturel qui avait été surtout provoquée par les dirigeants de cette association - je ne vous l'ai pas dit tout a l'heure - qui est la plus rétrograde, la plus xénophobe du Vietnam, après cette crise, on vit la ruée des élèves Vietnamiens vers nos établissements. Ce fut le retour massif vers notre culture.

Fondation Jean Jaurès

Voilà notre vraie chance, voilà notre chance la plus valable et la plus authentique. Inutile de vous dire que c'est chance-là qu'on a négligée depuis le début, depuis d'Argenlieu jusqu'à Letourneau, surtout. Le MRP Letourneau, dans ce secteur, a tout fait pour saborder cette mission.
(Applaudissements)
Je passe très rapidement parce que je voudrais en venir, comme je le disais tout à l'heure, au tournant dangereux, parce qu'il est évident que l'unanimité du Parti demande avec moi la paix, et avec nos camarades Socialistes Vietnamiens. Mais ils voudraient savoir si cette attitude ne risque pas de rester purement platonique, purement philosophique, si, au contraire, elle a des chances de se réaliser, et dans quelles conditions.
D'abord, avec qui traiter ? J'avoue que cette question m'a toujours étonné. Elle me montre à quel point les esprits sont troublés par une propagande suspecte. Quand on me posait cette question en 1946 et 1947, je répondais avec un naïf bon sens, qu'il paraissait impossible de ne pas traiter avec son adversaire. Or, j'ai été stupéfait, déjà, à ce moment-là, des réactions violentes d'hostilité, et pour avoir émis cette vérité première, j'ai été vilipendé dans toute la presse réactionnaire française de Saigon et de Hanoï, à la Radio du Vietnam et même par quelques camarades.
Mais ce qui m'étonne, c'est que ce que je considère toujours comme une incohérence est repris et de nouveau soutenu.
Le gouvernement, que fait-il ? A-t-il envisagé de traiter avec Ho Chi Min ? Par contre, il envisage des négociations avec ses alliés, avec ses obligés. Je considère, quant à moi que c'est manifestement vouloir ne pas négocier et que c'est une manoeuvre qui, encore, est plus criminelle que stupide.
Les gouvernements associés, les dirigeants des gouvernements associés - je fais une distinction car, là comme en beaucoup de choses, se marque le divorce profond qu'il y a entre les dirigeants du Vietnam et le peuple qui est profondément passionné de paix, ce peuple qui, a chaque fois qu'il y a une lueur d'espoir, a manifesté son enthousiasme d'une façon absolument délirante - nos dirigeants actuels déclarent aussi qu'ils s'opposeront a des négociations si elles se font avec le Vietminh.
Or quand on sait, par exemple, que le gouvernement Tam a des liaisons avec le maquis, comment faut-il interpréter cela ? Veut-il vraiment systématiquement saborder les accords ou les tentatives de négociations ou veut-il en éliminer les Français ?
Ce serait encore logique car il ne resterait plus, à mon avis, depuis quelque temps, qu'une solution, après les occasions manquées, après avoir en particulier négligé l'intermédiaire de Nehru, après avoir ensuite négligé - ou n'y avoir même pas songé - l'intermédiaire de Mao Tsé Toung dont la reconnaissance aurait été un acte diplomatique d'une importance considérable.
(Applaudissements)
D'autre part, en considérant que le Vietnam doit avoir son indépendance totale, il apparaissait logique de laisser la parole aux Vietnamiens eux-mêmes, de permettre aux Vietnamiens eux-mêmes de s'entendre, et de ne pas intervenir,

Chinois ou Russes d'un côté, Français ou Américains de l'autre dans ce dialogue, tout au moins de ne pas intervenir officiellement.
Mais même cette solution paraît compromise. En tout cas, l'attitude des dirigeants français comme des dirigeants vietnamiens ne peut que forcer la résistance, le raidissement du Vietminh.
Quelle est, à ce sujet, la position du Vietminh ? On ne peut pas, évidemment, donner des précisions, mais j'ai quelques informations que je peux vous communiquer.
Au cours de mon dernier voyage au Tonkin, j'ai pris contact, et j'ai eu des entretiens nombreux et prolongés avec d'anciens camarades de la fédération Socialiste du Nord-Indochine d'avant-guerre. Ces camarades revenaient du maquis depuis peu. Ils ont tous été unanimes pour affirmer le monolithisme inentamé du Vietminh, sa résolution de poursuivre le combat jusqu'au bout, sa certitude dans la victoire, le dynamisme des chefs et l'esprit de sacrifice des troupes.
Ils ont été également d'accord pour observer qu'à cause de la guerre qui, en créant ce climat d'incertitude et de misère, est la meilleure source du Communisme, grâce à la guerre le Vietminh était de plus en plus devenu communisant, que la fraction stalinienne, en particulier, avait pris le pas non seulement sur la fraction nationaliste mais sur la fraction Communiste à tendance nationaliste.
Par exemple, cette fraction Communiste à tendance nationaliste, c'est celle de Ho Chi Min et de ses amis Van Dom (?) et Von Mien Djan (?).
Dans le remplacement des valeurs, si je puis m'exprimer ainsi, qui vient d'être fait de l'autre côté, et dans lequel on ne compte pas Ho Chi Min qui est hors série et dont le prestige reste incontesté partout des deux côtes de la barricade d'ailleurs, la première place est attribuée à Von Coues-cou (?) que j'ai beaucoup connu, que j'ai vu dans des réunions secrètes de la résistance. C'est le staliniste 100%, c'est l'homme froid, calculateur, inhumain. Deux de ses amis, deux de ses collaborateurs intimes prennent la troisième et la quatrième place.
Je ne parle pas de la position des camarades Socialistes dont l'influence ne peut pas être comparable à celle des Communistes, puisque le leader, notre camarade Puyane (?), ministre des Affaires Etrangères, arrive au 35ème rang.
Ces camarades ont encore tous dit que si la fraction staliniste du Vietminh n'est pas décidée à accepter favorablement des propositions de négociation, et encore moins, naturellement, à les provoquer, par contre la majorité du Vietminh est lasse, et des propositions trouveraient un écho favorable. D'autant que les évènements nouveaux (l'arrêt éventuel de la guerre en Corée, une nouvelle orientation plus ou moins sincère des soviets), seraient des conditions favorables.
En tout cas, vous voyez camarades que je ne me leurre pas sur la situation, mais je persiste à croire qu'on ne pourra mettre au pied du mur tous les adversaires d'un rétablissement de la paix, qu'ils soient américains, français, vietnamiens, on ne pourra les démasquer, et en somme neutraliser leur résistance, que si nous proclamons très haut, très nettement, la volonté de la France d'arrêter cet atroce

conflit, que si nous proclamons également notre décision de retirer nos troupes, avec les conditions et les garanties nécessaires.
Dans ces conditions, on ne peut pas dire que c'est une politique d'abandon et de trahison, car la véritable politique de trahison et d'abandon est celle que l'on mené depuis sept ans, depuis d'Argenlieu jusqu'à Letourneau.
(Applaudissements)
Il est incontestable que cette politique, qui nous conduira fatalement à l'abandon total et sans gloire, et à la trahison des véritables intérêts du Vietnam et de la France, qui ne peuvent s'accorder et se développer qu'en temps de paix, il est bien évident que cette politique, et cette volonté nettement affirmée n'impliquent nullement un départ précipité des troupes.
La fédération du sud-Vietnam a étudié très longuement et très sérieusement cette question, en particulier les garanties nécessaires qui doivent être prises pour qu'aucune vie ne soit menacée, aucun intérêt légitime compromis, pour que soit créé un climat favorable à des élections libres, à la reprise des relations amicales aussi, et pour que soit mieux acceptée l'offre désintéressée de notre concours économique et de notre apport culturel.
Je conclus : la tâche du Parti Socialiste est, à mon avis, très claire. Il faut exiger de toutes nos forces, travailler de toutes nos forces à l'arrêt des hostilités, en même temps préparer le terrain pour ne pas mettre le Vietnam dans la terrible obligation de choisir entre l'hégémonie capitaliste internationale et la tyrannie Communiste, pour cela il faut :
1° - Eliminer impitoyablement toutes les séquelles de fascisme, d'impérialisme, de paternalisme, afin de recréer un climat favorable, afin de dissiper le malaise qui a empoisonné tous nos rapports ;
2° - aider à l'organisation et au développement de toutes les forces démocratiques du Vietnam susceptibles de s'opposer aux prétentions Communistes, et il y en a ; il y en a de latentes, il y en a de déjà existantes, en particulier de forts groupements religieux et le groupement Socialiste dont je vous ai annoncé la naissance et les premiers flottements ;
3° - enfin promouvoir, pour dresser un nouvel obstacle au Communisme, avec les ressources, les moyens qui pourraient, être rendus disponibles par une diminution de nos charges militaires, la prospérité du pays.
Christian Pineau disait : "Ca n'est pas le pactole, mais ce n'est certainement pas négligeable."
C'est à ces seules conditions, c'est avec ces seules solutions véritablement spécifiquement Socialistes, que nous pourrons faire revivre le vrai visage de la France et que nous pourrons travailler utilement au triomphe du Socialisme démocratique.
Je viens de recevoir, entre autres, une longue lettre de nos camarades Socialistes français et vietnamiens qui nous expriment leur confiance totale dans le Parti, et je souhaite ardemment, pour reprendre une expression de notre camarade Le Bail, que de ces assises du Parti, sorte le mot que le peuple vietnamien attend avec tant d'impatience et tant de passion.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est à notre Camarade Caput.

Caput

Camarades ; en écoutant tout à l'heure notre camarade Weill-Raynal, et notre camarade Levy-Jacquemin, vous avez mesuré sans aucun doute l'importance de la thèse qu'ils défendaient : l'union. Cette importance est telle qu'elle m'oblige à vous faire part très rapidement de quelques réflexions qu'elle avait fait germer en moi, afin de vous apporter sur cette thèse quelques réserves inspirées par une connaissance des réalités immédiates.

La thèse défendue par nos camarades repose essentiellement sur les deux postulats suivants :

1°- la permanence du déficit en dollars de l'Europe par rapport aux Etats-Unis ;

2°- La préférence des Etats-Unis pour des dons en dollars, attribués aux pays sous développés, plutôt que de consentir à une modification de leur système protectionniste.

Permettez-moi d'examiner rapidement ces deux points essentiels :

Permanence du déficit en dollars. Voilà ce que nos camarades considèrent comme une vérité d'évidence, vérité valable non seulement je le crains dans leur esprit pour le temps présent, mais pour le futur. Vérité qui ne tiendrait pas compte de l'évolution possible, sinon probable, de l'économie capitaliste américaine, non seulement dans le développement normal de toute économie capitaliste, mais plus encore sous l'influence des événements extérieurs que nous connaissons actuellement et qui portent des coups très rudes à l'équilibre économique américain. Je veux parler des hostilités en Corée ou ailleurs.

Dans le cas présent, cette permanence du déficit en dollars résulte d'un suréquipement que connaissent les Etats-Unis d'une part, et d'autre part d'une concentration économique de plus en plus poussée. Il fait de ce pays le prototype même du pays capitaliste suréquipé, sur-industrialisé, qui détient à peu près le monopole, ou les conditions les plus propices à la fourniture, sur le marché international, des biens d'équipement au meilleur prix, et qui peut ainsi drainer l'essentiel des marchés de biens de consommation.

Mais vous admettez bien avec moi qu'il s'agit vraisemblablement, raisonnablement, d'un état que l'on peut supposer provisoire et qui ne représente qu'un moment de l'évolution capitaliste, et plus particulièrement qu'un moment de l'évolution de l'économie des Etats-Unis. Par conséquent, personnellement, je ne peux pas admettre, comme définitive et comme invariable, la permanence du déficit en dollars de l'Europe par rapport aux Etats-Unis.

Deuxième postulat : les Etats-Unis préfèrent accorder des dons sans condition, nous a-t-on dit, aux pays sous-développés, plutôt que de modifier le système protectionniste qu'ils ont mis en vigueur pour se préserver de la concurrence européenne en particulier.

Eh bien, pourquoi ce protectionnisme d'abord ? Parce que cette concurrence européenne pouvait porter un préjudice très grave à l'économie libre et très fragile des Etats-Unis, équilibre fragile surtout avant la guerre de Corée.

Je me permets de vous rappeler que jusqu'en 1948, toutes les études qui étaient faites par les économistes américains eux-mêmes, et par les hommes politiques responsables des Etats-Unis, reconnaissaient la précarité de l'équilibre économique de ce pays, au moment où il était obligé de constater que l'économie ne pouvait employer cinq millions de chômeurs. Et à cette époque, toutes les références les plus autorisées faisaient état du danger qu'il y avait à une augmentation prévisible du nombre de chômeurs.

On approchait du point crucial de rupture d'équilibre de l'économie américaine.

Vint la guerre de Corée. Vint la possibilité, pour une partie de l'économie américaine, de prendre un nouvel essor à la suite, disons-le tout de même bien franchement entre nous, des fabrications de guerre. De sorte qu'on peut - sans pousser exagérément l'analyse - admettre que l'équilibre factice de l'économie américaine repose à peu près essentiellement sur des fabrications de guerre imposées par les hostilités en Corée ou ailleurs, et qu'il n'est pas téméraire de penser que si par un coup de baguette magique, que l'on pourrait souhaiter d'ailleurs, on mettait fin immédiatement aux hostilités, je ne suis pas sûr qu'il n'en résulterait pas une rupture de l'équilibre économique américain.

Il n'y a, dans mes affirmations, et dans mes suppositions, rien qui je pense ne soit conforme à l'analyse que peut faire tout Socialiste de l'économie capitaliste.

Et j'en viens à la deuxième sous condition, qui est la préférence des dons. Pourquoi l'Amérique préfère-t-elle envoyer ou consentir des dons ? Eh bien parce que, par ce moyen, il lui est possible d'établir des relations directes avec les pays sous-développés, en passant par dessus les exigences des métropoles auxquelles se relient normalement ces pays sous-développés.

Et vous retrouvez - je me permets d'insister sur ce point - vous retrouvez dans cette tactique sur le plan économique, toutes les préoccupations ordinaires des Américains, qui sont d'établir des accords bilatéraux avec les pays auxquels ils s'intéressent économiquement. Pourquoi ? Pour pouvoir imposer plus facilement, au-delà des exigences métropolitaines, des conditions directes aux pays sous-développés auxquels ils s'intéressent.

Quelles sont ces conditions ? Elles sont de trois ordres. Les Etats-Unis - et cela est parfaitement normal - exigent en contre partie des dons qu'ils peuvent consentir, l'exclusivité de la fourniture des matières premières issues des pays sous-développés. Et je n'ai pas besoin de citer des exemples, ou de préciser qu'il s'agit actuellement, en particulier, des matières premières ayant une importance stratégique.

On a cité récemment une étude aux termes de laquelle il est reconnu que dans les 50 années qui viennent, l'économie des Etats-Unis aura besoin de matières premières en importance à peu près égale, à 25% de leurs besoins actuels.

Deuxième précaution : les Etats-Unis veulent fixer eux-mêmes la nature des investissements qu'ils peuvent consentir dans les pays sous-développés. Là aussi, préoccupation normale d'un pays capitaliste qui désire faire un choix dans les investissements à consentir, et préfère notamment les investissements à court terme et immédiatement rentables, aux investissements à long terme dont les profits ne sont pas enregistrés immédiatement.

Troisième préoccupation : c'est évidemment d'amorcer, dans une deuxième phase, un système préférentiel des échanges futurs qui pourront s'établir entre les pays sous-développés et les Etats-Unis, de manière à réserver à l'économie de ce pays la fourniture des matières premières, des biens essentiels de consommation dont ont grand besoin les pays sous-développés.
Mais il s'agit, camarades, de préoccupations tout à fait normales, et nous aurions tort de nous effaroucher de pareilles exigences. Depuis quand les pays capitalistes seraient-ils devenus philanthropes, poux faire des dons à des pays, même sous-développés, sans aucune condition ? Voilà donc, si vous voulez, le tableau très sommairement brossé, de ce qui existe.
Alors, vous me direz tout naturellement : Mais que faire ? Eh bien, si nous reconnaissons que la mise en valeur des pays sous-développés suppose la collaboration des pays détenteurs de capitaux, en particulier des Etats-Unis, si nous admettons et si j'admets comme parfaitement nécessaire cette collaboration, je pense que, connaissant la possibilité et l'intention future plus au moins masquée des Etats-Unis, nous devons prendre certaines précautions, dans l'intérêt même des pays que nous voulons élever, ou plutôt dans l'intérêt des populations que nous voulons arracher à la misère.
Car, mon Dieu, l'expérience prouve qu'à Porto Rico, qu'aux Philippines ou ailleurs, on ne s'est pas préoccupé d'abord d'élever le niveau social des masses de ces pays, mais que l'on a eu pour préoccupation immédiate la rentabilité des opérations que l'on voulait y réaliser.
Pour nous, il y a un certain nombre d'exigences à formuler dans cette collaboration, et je vais vous les énumérer très succinctement, sans les développer, de manière à respecter mon temps de parole.
Je vois, comme première exigence, la mise en vigueur d'une réforme agraire au sein des pays sous-développés, de manière à mettre fin tout de suite à une féodalité qui survit et qui permet aux minorités capitalistes, au sein de ces pays, de garder leurs privilèges et de maintenir les masses dans l'état de misère dont parlait Bidet au début de son exposé.
Cela est possible par un équipement agricole, sous forme coopérative.

Un délégué - C'est ce que demandent d'ailleurs ces pays là.

Caput - Deuxième condition, exiger une planification réelle des investissements à effectuer, de manière à empêcher une direction des investissements vers la rentabilité immédiate profitable aux pays capitalistes, et à les diriger vers un investissement à long terme, dont l'économie des pays pourrait profiter longuement et en particulier les masses exploitées.
Troisième condition, imposer une législation sociale qui mettrait les travailleurs de ces pays à l'abri des exigences des capitalistes qui auraient investi les capitaux. Et nous pouvons bien dire à ce sujet, et nous en glorifier, que la France a eu récemment dans ce domaine une attitude qui peut être donnée en exemple, en votant et en mettant en application le code du travail dans les pays d'outremer.

Quatrième condition : C'est la nécessité de préserver les liens politiques qui unissent ces pays à leur métropole respective, et cette condition me paraît encore plus valable lorsqu'il s'agit de la République française avec ses prolongements Outremer, où nous avons institué, où nous avons promu l'émancipation politique et sociale des masses et où nous ne pourrions pas admettre une ingérence, en particulier des Etats-Unis dans le domaine politique et dans le domaine social pour des raisons qu'il est inutile de développer.
Enfin, dernière condition et qui paraît la plus importante c'est que dans la mesure où nous reconnaissons la nécessité de ces investissements, de ces apports de capitaux, il faut faire perdre à ces capitaux leur caractère originel en les dénationalisant au sein du fond général d'équipement. Cela me parait la condition essentielle car sans cela, nous ne pourrions aboutir qu'à une prééminence des capitaux au sein du fond général et par cette prééminence des capitaux à une prééminence du pays qui aura pu apporter ces capitaux.
Voilà, camarades, les quelques observations que je voulais faire : J'y attache personnellement beaucoup d'importance et je dis que si, sur l'idée qui domine la thèse défendue par nos camarades Weill-Raynal et Lévy-Jacquemin je suis d'accord, je ne pourrai pas les suivre jusqu'au bout - et je le dis avec la même franchise - si les conditions que j'ai énoncées n'étaient pas respectées, car, vous le devinez, elles sont inspirées par la nécessité de préserver les pays sous-développés de l'expérience qu'ont fait à leurs dépens les pays occidentaux, et, pour ce qui concerne l'Union française, de la préserver d'une ingérence dont nous savons parfaitement qu'elle ne serait pas conforme à l'intérêt des travailleurs des pays sous-développés.
(Applaudissements)
Le président - La parole est à Begarra. A la demande de plusieurs camarades, l'intervention du camarade Caput du Sud-Vietnam, sera reproduite dans les publications des différentes sections.
(Applaudissements)

Joseph Begarra

Camarades, c'est de la situation sociale dans les territoires d'Outremer, que je voudrais vous dire quelques mots.
Depuis le 23 novembre 1952, les territoires d'Outremer sont dotés d'un code du travail, non pas le code du travail métropolitain - je défère immédiatement au désir exprimé par notre camarade Ramadier au banquet des anciens du Parti - il s'agit du code du travail adapté aux besoins et aux conditions économiques et sociales des territoires d'Outremer.
Guy Mollet disait, dans une de ses interventions, qu'en 1936 il nous était facile de présenter des revendications sociales substantielles et profondes, telles que la semaine de quarante heures, les congés payés et les conventions collectives.
Eh bien, avec quelques seize années de retard, ces revendications sont contenues dans le code du travail qui a été voté le 23 novembre dernier.
Reste, évidemment, l'application de ce texte. Une disposition prévoit que les décrets et arrêtés d'application doivent intervenir dans un délai d'un an.

Et, quelques jours à peine après le vote de ce texte important, voici quelles sont les instructions qu'adressait le ministre de la France d'Outremer, un MRP, aux gouverneurs, à tous les hauts-commissaires chargés de cette application. Ces instructions ont fait l'objet d'un télégramme chiffré et secret. Je n'ai aucune accointance particulière avec le Ministère de la France d'Outremer, mais aussi bien, je peux faire état d'un télégramme qui, depuis, a fait l'objet d'une publication.

Je vous le donne dans sa traduction :

"Code travail définitivement voté par Assemblée Nationale 23 novembre - publication JO interviendra prochains jours - département....."

Si vous préférez, je vais vous le traduire en clair, pour en rendre la compréhension plus facile :

"Le département d'Outremer entreprend l'élaboration de textes réglementaires et d'instructions définissant les modalités d'application. Aucune application de ce code ne doit être envisagée avant la publication ou la notification de ces textes et instructions. Le département de la France d'Outremer attire particulièrement votre attention sur les points suivants : L'application du code du travail ne doit pas entraîner une majoration des taux de salaire horaire ; les hausses de salaire correspondront seulement aux heures supplémentaires selon des barèmes que vous aurez à fixer dans des conditions à définir par des textes d'application.

L'article 237 du code du travail prévoit pour les gouverneurs, la faculté d'instituer un régime de prestations familiales ; il ne faudra user de cette faculté qu'avec circonspection compte tenu, notamment, des circonstances économiques et selon des modalités que proposeront des textes d'application et des instructions. Le Département de la France d'Outremer vous signale dès à présent que la notion de prestations peut couvrir non seulement les allocations en espèce, mais toute autre forme d'aide aux familles et aux enfants, répondant aux besoins des familles africaines."

Et enfin : "Veuillez faire comprendre aux représentants des travailleurs, la nécessité d'un délai pour la mise au point d'une application sérieuse et bien adaptée. Mettez-les en garde contre l'illusion qu'une application du code du travail peut modifier rapidement et profondément leurs conditions de vie".

Je crois que vous reconnaîtrez avec moi que ces instructions constituent un véritable sabotage, en ce qui concerne l'application du code du travail.

Un conseil supérieur du travail est chargé de mettre au point ces textes, ou tout au moins, de donner son avis sur les textes d'application.

Voilà sept mois que le code du travail a été voté et depuis ce temps-là le conseil supérieur du travail dont la plupart des membres, à ma connaissance, ont été nommés, n'a pas encore été réuni pour être consulté sur les textes d'application.

Certains députés MRP et, tout récemment encore, M. Robert Lecourt, dans un article du Monde proclament la nécessité d'un regroupement social et font appel aux Socialistes, aux travailleurs chrétiens et autres travailleurs.

Cela est vrai, évidemment, dans son esprit, sur le seul plan métropolitain, mais il ne faudrait pas penser, il ne faudrait pas laisser croire que l'impératif social est

seulement valable pour la métropole et ne constitue en rien un article d'exportation.
L'impératif social, valable pour la métropole est encore beaucoup plus valable pour l'Outremer et le jour où ce groupement social sera envisagé, s'il l'est toutefois, d'organisation à organisation, il faudra penser également aux réformes sociales d'Outremer.
(Applaudissements)
Je précise pour terminer - parce qu'il ne me reste plus qu'une minute - que dans les territoires d'Outremer, en matière de sécurité sociale, il n'existe à peu près rien. Par conséquent, pas de charges sociales pour les entreprises coloniales qui sont certainement à l'origine, d'abord du retard apporté dans l'élaboration d'un code du travail et ensuite dans le sabotage de l'application de ce code du travail dont ils n'ont pas pu empêcher le vote !
Ces entreprises n'ont absolument aucune charge sociale, pas d'assurances sociales, protection dérisoire contre les accidents du travail, pas d'allocations familiales, pas de retraite des vieux !
Eh bien, tout au moins, pour terminer, je dis qu'il faudra, en ce qui concerne la protection contre les accidents du travail, qu'une législation complète et efficace, s'inspirant de la loi métropolitaine du 3 octobre 1946, soit mise au point et appliquée Outremer, parce qu'il faut que vous sachiez qu'à l'heure où l'industrialisation se développe de plus en plus, à l'heure où l'agriculture se modernise Outremer, les travailleurs sont livrés sur le champ du travail, sans aucune protection. On est blessé et on meurt sans que l'on reçoive une indemnité d'aucune sorte.
Les conditions posées à cette protection sont telles - et je m'excuse de ne pouvoir les énumérer - qu'aucun travailleur, pratiquement, n'est protégé.
Il faudra aussi que, dans ce domaine, nous intervenions avec énergie pour que la législation qui a fait ses preuves en France, élargisse ses bienfaits à l'Outremer.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Sylvandre, je voudrais indiquer que la demande a été faite à la Commission des résolutions que la désignation de la Commission nationale des conflits ait lieu au scrutin secret.
Les camarades qui désireraient poser leur candidature sont priés de donner leur nom au Bureau, avant la fin de la présente séance, afin de permettre l'impression du bulletin.
(Le président donne lecture des membres composant le Bureau de l'après-midi).
La parole est à Sylvandre pour vingt-cinq minutes.

Sylvandre

(Applaudissements)
Camarades, en cette fin de journée, à la fin de nos travaux, je veux remercier nos camarades qui sont en nombre important pour entendre le débat concernant l'Union française et je m'efforcerai, vue l'heure tardive, de ne pas retenir trop longtemps leur bienveillante attention.

J'ai d'abord le devoir, étant mandaté par le Parti, en tant que délégué au Conseil de l'Europe, de donner quelques explications très brèves, en ce qui concerne les positions que nous avons été amenés à prendre sur la situation des pays d'Outremer, par rapport à une constitution politique de l'Europe.
Vous savez qu'a été établi un projet de traité portant statut d'une communauté politique européenne, communauté de caractère supra national, qui aura pour mission de coopérer à la sécurité des Etats membres contre toute agression, d'assurer la coordination de la politique extérieure, de promouvoir l'expansion économique et de participer à l'action poursuivie en vue d'atteindre les objectifs prévus par les statuts du Conseil de l'Europe, la convention européenne de coopération économique et le traité de l'Atlantique-Nord.
Vous savez aussi les modalités prévues pour le fonctionnement de ces communautés politiques, par conséquent je ne m'appesantirai pas ; je veux simplement, parce que je crois cela de mon devoir, vous donner une impression générale.
Depuis quatre ans que j'ai l'honneur de siéger au Conseil de l'Europe, j'ai l'impression, j'ai le sentiment, que ces réunions des délégués de l'Europe, que cette confrontation notamment des points de vue des délégations Socialistes que préside avec tant d'autorité notre camarade Guy Mollet, auront aplani les routes de l'Europe unie.
Je pense que si le projet de textes instituant une communauté politique européenne présente des lacunes et même des dispositions dont nous ne sommes pas partisans, il ne convient pas, pour autant, d'abandonner cette idée, et ce rêve qui est un rêve Socialiste d'une Europe unie, Socialiste et fraternelle !
L'œuvre, certes, présente des imperfections, mais il faut poursuivre l'effort créateur et aplanir les difficultés. Une de ces difficultés réside, d'ailleurs, dans l'intégration des territoires d'Outremer.
Notre projet de statut instituant une communauté politique européenne a été discuté, adopté par l'assemblée ad hoc, et remis solennellement par notre camarade Paul-Henri Spaak, président de l'Assemblée, au comité des six ministres que présidait à ce moment-là, le ministre des Affaires étrangères de France, Georges Bidault.
Je dois vous signaler pour votre information, puisque quelques-uns peuvent n'avoir pas eu en mains le discours de l'observateur britannique, que cet observateur, Lord John Hardt, agissant et parlant en plein accord avec notre camarade Robbens du parti travailliste, aussi bien qu'avec Lord Letton, a prononcé des paroles qui, à mon avis, sont encourageantes au point de vue de l'Europe. Il a en effet dit ceci :
"Nous collaborerons le plus étroitement possible avec la nouvelle communauté. Nous espérons qu'elle sera stable et efficace et nous le souhaitons. Nous nous sommes bien entendu intéressés surtout aux parties du traité qui traitent de l'association et de la question des rapports avec le Conseil de l'Europe".
Et il ajoutait ceci :
"Nous viendrons à vous comme ayant pris le plus solennel engagement - nous l'avons pris - auprès de la Communauté Européenne de Défense. Ces

engagements, l'assemblée ne l'ignore pas, sont évidemment en relation avec la Communauté Européenne de Défense, par la communauté politique européenne."
"La Grande- Bretagne, ajoutait-il, ne tournera jamais le dos à l'Europe, c'est là notre détermination absolue et irrévocable."
Je tenais, mes chers camarades, pour votre information, à vous signaler cette position du représentant britannique.
J'ai parlé des difficultés que présentent sur la route des bâtisseurs de l'Europe, les questions des territoires d'Outremer. Cette communauté, comme d'autres camarades l'ont souligné, ne comprend, au départ, quant à présent, que six pays : La République fédérale d'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.
Or, d'entrée de jeu, les représentants belges et néerlandais ont déclaré qu'ils entendaient que le statut ne s'applique qu'aux territoires européens des Royaumes de Belgique et des Pays-Bas. De même, les représentants italiens ont réservé la question de la Somalie sous mandat italien. Enfin, jusqu'ici, il n'est pas question des pays d'outremer du Commonwealth.
Alors, dans cette Europe, parmi les six participants de la communauté du pool charbon-acier, la France se trouverait seule comme puissance coloniale, pour employer l'ancien terme, face à l'Allemagne et à l'Italie dont le potentiel économique et humain est considérable et qui ont évidemment, un intérêt commun à étendre leur influence et leurs relations d'Outremer, leurs relations commerciales.
L'article 101 du projet de traité dispose, à cet égard, que, sauf déclaration faite avant la signature du traité par tout Etat membre intéressé, les dispositions du statut s'applique à tous les territoires relevant de la juridiction de chaque Etat.
J'avais présenté un amendement, mais je dois vous dire que je me suis opposé, dans la circonstance, à un autre délégué d'Outremer, à mon collègue Senghor. Celui-ci était d'avis de supprimer les mots "sauf déclaration faite avant le signature du traité" et d'intégrer automatiquement et sans condition les territoires d'Outremer. Il a présenté un amendement dans ce sens.
J'ai, au contraire, et en cela ne rencontrant avec le Camarade Marius Mouttet et avec le position prise par lui devant le Conseil de le République, comme rapporteur d'une motion qui, d'ailleurs, avait été votée, j'ai présenté un amendement tendant à prévoir des accords spéciaux pour l'inclusion des territoires d'Outremer et l'extension des dispositions du statut à ces territoires.
Voici quels étaient les termes de mon amendement :
"Les dispositions du statut peuvent s'appliquer aux territoires non métropolitains de chaque Etat signataire, en vertu d'accord spéciaux avec cet Etat fixant l'objet de l'accord, les conditions d'intégration et les pouvoirs respectifs de l'Etat membre et de la communauté".
L'amendement a été combattu aussi bien par Senghor que par Monsieur Pierre Henri Teitgen et il a été repoussé.
J'avais présenté un autre amendement qui était ainsi libellé : "Les lois et recommandations, et toutes autres décisions de la communauté, ainsi que les

traités conclus par elle ne s'appliquent aux territoires non européens qu'aux conditions d'application déterminées en conformité de leurs règles constitutionnelles".
C'était, en effet, une précaution puisque les territoires d'Outremer entrant dans le statut de la communauté politique devenaient justiciables du Conseil exécutif européen qui a pouvoir de légiférer notamment en matière fiscale. Ceci va à l'encontre des dispositions constitutionnelles qui apportent aux pays de l'Union française, la garantie de la gestion de leurs propres affaires et l'avis des délibérations de l'assemblée territoriale, en matière fiscale notamment.
Mon amendement a été également combattu par les mêmes collègues et repoussé.
Je ne peux que regretter qu'il n'ait pas été adopté, et je dois dire que nos collègues français, notamment Monsieur Laffargue, sénateur, avaient adopté mon point de vue et soutenu mes amendements.
Je considère, par conséquent, que la question n'est pas réglée. L'Assemblée Nationale ne s'est pas encore prononcée, le Conseil de la République a adopté une motion demandant la création d'une commission chargée de suivre cette question. En ce qui concerne l'assemblée de l'Union française, elle a formellement émis un avis formulant les plus expresses réserves sur l'intégration sans condition de nos territoires.
Je tenais, mes chers camarades, à vous mettre au courant, très brièvement, de cette question.
Je dois, en terminant sur ce point, vous dire que la position du gouvernement est assez flottante jusqu'ici et que, pour cette raison, je pense que l'intégration des territoires d'Outremer ne doit se faire qu'après avis de ces gouvernements et après qu'ils aient eu le temps, non seulement d'en discuter, mais aussi de saisir l'opinion publique de ceux-ci.
En ce qui concerne cette session de Strasbourg, je dois à mes camarades de les mettre au courant d'un incident personnel que j'ai eu avec Monsieur Senghor, et je ne peux mieux faire que de leur dire que Monsieur Senghor avait cru devoir, en intervenant et en défendant son point de vue, dire qu'il parlait au nom de l'Afrique toute entière et notamment en exécution de décisions prises a un Congrès tenu par son Parti à Bobo-Dioulasso.
Le Parti de Monsieur Senghor groupe des représentants d'Outremer, mais le Parti Socialiste en compte également un nombre important, et entre nous, il y a - cela va sans dire - des nuances de pensées.
J'ai enregistré avec satisfaction les paroles prononcées par mon collègue Senghor. En effet, il avait amorcé un virage, parlant d'une République une mais divisible et de Républiques fédérales au sein de l'Union française. C'est contre cette position que je me suis élevé.
J'ajoutais : "Certaines déclarations faites à Bobo-Dioulasso avaient, en effet, fait quelque bruit. Il avait été question d'une République une mais divisible. Or, depuis la Constitution de 1793, c'est un principe que la République française est une, est indivisible. La 4ème République le proclame comme la 3ème et comme ses devancières". Et je faisais état d'un ouvrage de Monsieur Prélot, professeur

de droit, actuellement député et président de la Commission du suffrage universel à l'Assemblée Nationale et je disais qu'il s'exprimait ainsi : "Cette formule est traditionnelle ; elle se trouve appliquée au royaume dès 1791. Elle figure en tête des deux constitutions républicaines de l'An 3. Sous les monarchies de la restauration de juillet, l'une et l'indivisible servaient dans les sociétés secrètes et la propagande clandestine, à désigner le République elle-même. En 1849, ils reprennent naturellement leur place au frontispice de la constitution. Tous les citoyens sont volontairement membres de la Nation, depuis la fédération ; ils ne peuvent cesser d'en faire partie en dehors de leur consentement".

Je disais donc que le slogan qui était lancé a Bobo-Dioulasso me semblait quelque peu sacrilège et qu'il apparaissait comme basé sur une erreur puisque, envisageant la réforme de la constitution, dans la création de la République Fédérale au sein de l'Union française, mon collègue Senghor le prévoyait comme copiée sur celle existant en Suisse et au Canada. Or, il suffit de se reporter au processus historique pour constater qu'aucun principe de divisibilité n'est intervenu dans la formation et que c'est, au contraire, un principe d'agglutination, en quelque sorte, d'agglomération qui y a présidé.

Voila, en peu de mots, la mise au point que j'ai faite. Monsieur Senghor a cru devoir en faire un incident personnel. Devant une assemblée internationale, je suis resté sur le terrain purement juridique… (applaudissements)… Je dois dire que, cependant, en Afrique, ce sont nos paroles qui ont trouvé un écho. Senghor l'a si bien senti qu'il y a peu de jours, dans le Journal "Le Monde", il a éprouvé le besoin de chercher une justification à ses positions. Il fait même état de prétendues dispositions de la constitution qui prévoient la cession possible de territoires, mais si l'on doit prévoir la cession - par exemple, en ce qui concerne les Alpes-Maritimes, il y a eu des rectifications de frontière - il n'en est pas moins vrai que l'article 1er de la constitution dispose que la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Je tenais, mes chers camarades, à faire cette mise au point et je vous remercie de m'avoir permis de la faire.

Mais, chose étrange que je dois vous signaler, parce que du haut de cette tribune, nous devons rectifier les erreurs, notre collègue, ancien Socialiste, dans son article, met en gros sous-titre ceci : "La faillite des départements d'Outremer et des Etats associés". Mais, camarades, quelques-uns d'entre vous qui ont assisté a un Conseil national récent, l'avant dernier, je crois, se souviennent que nous avons traité ici cette question des départements d'Outremer et que le Conseil avait même adopté une résolution demandant instamment des réformes sociales et des mesures adaptées aux circonstances et aux lieux, en ce qui concerne le statut des départements d'Outremer et notamment l'application de la législation de la sécurité sociale.

Malheureusement, nous n'avons pas été entendus et une grève dure depuis le 15 mai, c'est-à-dire depuis 50 jours, grève des agents des services publics, acculés à la misère et aux difficultés. Las d'attendre, ils essaient de faire entendre leurs légitimes revendications.

La question est venue devant l'Assemblée Nationale. Je souhaiterais que le ministre des finances, Monsieur Edgar Faure, un homme de valeur et d'intelligence, médite ce titre. Malheureusement, il a répondu, semble-t-il avec indifférence, sécheresse et incompréhension aux demandes légitimes des représentants des départements d'Outremer, à notre camarade Very, notamment.
Or, c'est Valentino (?) qui me rappelait hier que Senghor a été, en 1946, un partisan acharné de la départementalisation. En effet, à une réunion présidée par notre camarade Julien, de la Commission coloniale du Parti, il a attaqué très vivement Valentino parce que celui-ci faisait valoir des objections à l'érection en départements des vieilles colonies. Il faut s'attendre à tout. Il paraît que c'est de l'évolution. Senghor a changé de dispositions. Cela s'appelle peut-être évoluer : "Je suis oiseau, voyez mes ailes".
En effet, j'ai entendu, il y a quelques jours, Senghor a la radio parler contre le laïcité, alors que Lamine Gueye se rappelle peut-être, qu'il y a quelques années, il expliquait en long et en large, dans un éditorial du Journal de l'AOF, le journal le plus ancien de l'Afrique, créé par Lamine Gueye, les raisons pour lesquelles il était pour la laïcité.
Camarades, j'ai tenu à faire cette mise au point qui fait suite un peu à l'incident de Strasbourg. Je m'excuse d'avoir retenu trop longtemps votre attention. J'aurais eu à parler des assemblées territoriales, des assemblées municipales, de bien d'autres questions intéressant l'Union française et notamment de la question du plan, parce que nous avons entendu dire que le ministre des finances entendait rattacher le plan à la rue de Rivoli, ce contre quoi nous nous élevons.
Mais le temps ne me le permet pas. Je tâcherai, dans les résolutions qui seront proposées à votre sanction, par la Commission, de présenter des vœux et des motions qui appelleront, sur ces graves questions, toute l'attention des pouvoirs publics.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bidet pour une communication.

André Bidet

Camarades, une communication, c'est vrai, mais quelques observations aussi.
Je voudrais dire à Reynal que sa préoccupation concernant le double collège, ce que l'on appelle le double collège, est la nôtre. Nous sommes évidemment pour le collège unique, bien que maintenant le parti Socialiste soit à peu près le seul à défendre cette position. Ce n'est pas une raison pour qu'il ne se batte pas pour faire triompher son point de vue. Nous nous sommes battus à l'assemblée de l'Union Française ; nous nous battrons encore ; nos camarades parlementaires ont magnifiquement défendu la thèse du collège unique.
Il nous demande aussi de nous attaquer à la revendication concernant les droits et pouvoirs des assemblées territoriales. Je voudrais lui dire qu'il ne doit pas parler au futur mais au présent. Dans les trois assemblées, les Socialistes luttent peur l'extension des droits et des pouvoirs des assemblées territoriales, conformément aux promesses de la constitution.

Fondation Jean Jaurès

En tant que délégué adjoint de la fédération du Sud Viet-Nam, je vais réparer une omission de notre camarade Caput. Il a en effet oublié de vous lire une résolution votée car cette fédération. Je me bornerai à vous en donner lecture, la motion étant, bien entendu, renvoyée à la Commission des résolutions.

"La fédération Socialiste SFIO du Sud Vietnam proteste violemment contre la politique néfaste et antidémocratique des autorités supérieures et des représentants français en Indochine, politique qu'elle n'a cessée de dénoncer en fournissant les preuves qu'elle était contraire aux intérêts réels, présents et futurs de notre pays.

Associe dans cette protestation les responsables du gouvernement français qui, sciemment ou non, ont laissé perpétrer cette politique dont les conséquences désastreuses, dans tous les domaines, sont maintenant manifestes ;

Affirme que le décret illégal et économiquement stupide de le dévaluation n'a diminué en rien le trafic des piastres et dollars qui en était le prétexte, mais n'a fait qu'accentuer davantage les difficultés des relations inter Etats, de la situation économique des Etats associés et des habitants, de la situation matérielle et morale des salariés et fonctionnaires français ;

Exige que la commission chargée de l'enquête sur les conséquences de la dévaluation et sur les trafics, quelles que soient la nationalité et la situation sociale des trafiquants, accomplisse sa mission en toute indépendance sans que les autorités françaises puissent lui imposer un programme ou limiter ses prérogatives sous un prétexte quelconque ;

Désire vivement que le ou les représentants Socialistes au sein de cette commission prennent contact, dès leur arrivée, avec la commission exécutive ;

Constate, une fois de plus, que l'évolution des événements militaires confirme nos prévisions, et réaffirme donc avec force que cette aventure insensée et inhumaine est catastrophique pour les Etats associés et la France, et doit être arrêtée par tous les moyens ;

Rend hommage à la valeur et à l'héroïsme de tous ceux qui se battent en Indochine ;

Manifeste, à cause même des sacrifices quotidiens des combattants, son indignation et son écœurement devant les trafics, scandales et concussions auxquels se sont livrés et se livrent peut-être encore certains responsables de l'armée.

Exige pour le renom de notre armée et la sauvegarde de la mémoire de ceux qui sont morts sur cette terre, que toute la lumière soit faite, que tous les coupables et fauteurs soient très sévèrement punis ;

Demande que toutes les mesures soient prises pour que cesse la gabegie afin que l'argent des contribuables français ne serve qu'aux combattants qui pâtissent autant de cette gabegie et de ces scandales et concussions que de la honteuse indifférence de certains militaires pour qui la guerre actuelle n'est qu'une source de profits et d'avantages ;

Réclame encore et sans cesse, de façon impérieuse et pressante, que tout soit sincèrement tenté peur ramener la paix en Indochine avant la catastrophe politique et morale ;

Demande au Parti de lutter de toutes ses forces et sans relâche pour obtenir du gouvernement et des Français une politique républicaine et démocratique, pour aider les Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens à lutter à la fois contre le stalinisme et le capitalisme colonialiste, rétrograde et inhumain, pour créer une véritable union entre les Etats associés qui, librement, sur un pied d'égalité, pour ramener la paix, obtenir au plus tôt une paix militaire, pour réaliser ainsi les conditions politiques, sociales et économiques d'Etats démocratiques libres, répondant au désir profond de tous les peuples d'Indochine".
Ce texte sera renvoyé à la Commission des résolutions. Vous avez, aussi entendu l'appel qui nous est adressé par le Parti Socialiste vietnamien. Notre ami Caput vous a dit que ce Parti qui est de naissance encore récente, est cependant déjà en plein épanouissement. Je crois qu'il convient que le Congrès du Parti Socialiste SFIO réponde à cette adresse par une autre adresse.
Voici un texte que je vous soumets et qui, bien entendu, sera renvoyé lui aussi a la Commission des résolutions.
"Le Congrès du Parti Socialiste SFIO a reçu avec joie et émotion le salut du parti Socialiste vietnamien. Il adresse à celui-ci l'expression de ses sentiments très cordiaux.
Le Congrès constate avec satisfaction l'identité de vues des deux Partis. Comme il le lui demande, le Parti Socialiste SFIO assure le Parti Socialiste vietnamien qu'il peut compter sur son appui pour travailler avec lui au rétablissement de la paix au Vietnam, par les moyens précisés dans se résolution des 15 et 16 novembre 1952."
S'il fallait tirer une conclusion des débats qui ont eu lieu ce matin, je crois qu'elle serait celle-ci :
Que, de plus en plus, toujours avec plus de bonne volonté et avec plus de force, le parti Socialiste, devant l'Outremer, doit s'y présenter comme le défenseur de la cause de l'homme.
(Applaudissements)

Etienne Weill-Raynal - Chers camarades, je pense qu'il serait utile que l'exposé qui a été fait au sujet de la question des dollars et des pays sous-développés soit renvoyé a la commission, de façon à ce que celle-ci dise si elle veut l'adopter ou tout au moins le prendre en considération.
Je pense qu'une question de cette importance ne peut pas donner lieu uniquement à un débat académique. Etant donné que - je tiens à le rappeler - notre camarade Bidet a fait adopter à Milan, par l'internationale Socialiste, une prise de position là-dessus, il me semble impossible que la Section française de l'Internationale Ouvrière ne prenne pas une position sur un problème d'une importance mondiale.

André Bidet - Camarades, dans mon désir d'aller vite, j'ai commis cette omission, j'en suis impardonnable. Il était entendu déjà que ce problème serait évoqué à la Commission des résolutions.
Par conséquent, je pense que vous serez d'accord pour en décider le renvoi.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - La séance est levée.
Elle sera reprise à 15 heures 30 très précises.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
45ème congrès national des 2, 3, 4 et 5 juillet 1953

Séance du Dimanche 5 juillet 1953 (Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence d'Albert Gazier.
Assesseurs : Lacour (Puy-de-Dôme), Mordin (Meuse), Binet (Ardennes).

Le président (Albert Gazier)
Mes chers camarades, la séance est ouverte. Je donne tout de suite la parole à notre camarade Sicard pour son rapport sur les travaux de la Commission nationale des conflits.

Sicard
Mes chers camarades, la Commission nationale des conflits a statué sur le cas du citoyen Moses et a sanctionné son absence permanente à toutes les manifestations du Parti (réunions de sections et autres).
Il a été fait état de la personne du citoyen Moses mais, camarades, quelles que soient les fonctions qu'il exerce, quelle que soit sa situation personnelle, il doit être traité comme les camarades les plus humbles du Parti de la base. La justice lui est due comme à tous les autres, mais nous ne ferons jamais d'exception pour des camarades comme ceux-là qui viennent aux réunions quand ils en ont le temps, et celui-ci n'a pas souvent le temps !
J'ajoute, pour vous éclairer, qu'il n'est pas venu sans réticence devant la Commission nationale des conflits. Il a fallu le prier de venir s'expliquer sur les reproches qu'on lui faisait à tort ou à raison. Ce citoyen avait une certaine facilité à refuser la justice que nous lui proposons, il ne voulait pas se déranger, inventait je ne sais quel secret professionnel, comme si devant le Parti on pouvait invoquer un secret professionnel. Finalement, nous l'avons fait comparaître. Camarades, depuis quelques vingt années que je m'occupe, je peux dire à mon corps défendant, de ces affaires, c'est la première fois qu'un citoyen demande à être renseigné sur les camarades qui vont le juger, savoir leur nom, prénom, qualité, fonction, etc.. Vous pensez bien que nous l'avons satisfait très largement, et après ces explications préparatoires, le citoyen a daigné s'exécuter ; il s'est expliqué, non sans réticence, et alors, ici, nous touchons au point le plus grave du problème : A un moment donné, sur une question d'un commissaire, il s'est trouvé très gêné pour répondre. Nous avons senti sa gêne et nous lui avons laissé une demi-heure pour nous faire une réponse. Nous avons consacré quatre séances à cette affaire. Eh bien, camarades, je ne sais pas s'il peut se plaindre d'injustice, mais nous avons consacré tous nos soins - nous y avons apporté le

Fondation Jean Jaurès

soin que nous apportons toujours à des demandes de contrôle faites par les camarades ou à des appels qui nous sont déférés - je vous parle avec une certaine émotion, je m'explique que des camarades, mal informés, puissent émettre des opinions aussi formelles que celles qui sont admises. C'est pourquoi, comme je ne veux tout de même pas, mes camarades, esquiver les explications que l'on doit naturellement à un Congrès qui vous a désigné pour remplir une fonction, je vous propose de désigner une commission de 4 ou 5 membres qui viendra ici, derrière, prendre connaissance du dossier du citoyen Moses et qui dira au Congrès, après avoir été informé du contenu même du dossier, son opinion. Je crois, citoyens camarades, que le Congrès pourra juger en toute connaissance de cause et sans difficulté.
Je me résume par conséquent : si on est d'accord sur cette procédure, puisque nous ne pouvons pas ouvrir ce dossier devant tout le monde, devant tout le Congrès, nous ne sommes pas seuls dans cette salle, il y a, je le comprends, c'est leur métier - des oreilles qui ne sont pas toujours celles de nos amis - je vous propose, par conséquent, vous le voyez, une commission de 4 ou 5 membres devant laquelle nous irons ouvrir ce dossier et dans un quart d'heure ou une demi-heure au maximum, ils pourront vous rapporter une thèse disant qu'ils ont pris connaissance du dossier. Qu'en pensez-vous ?

Le président - Quelqu'un demande-t-il la parole sur le rapport qui vient de vous être fait ? Berthe Fouchère, vous avez la parole.
Je demande d'une manière générale qu'on soit extrêmement bref, car l'ordre du jour de cet après-midi est très chargé. Beaucoup de nos camarades doivent partir pour regagner leur ville.

Berthe Fouchère

Camarades, la fédération de l'Oise ne s'était pas prononcée sur le fonds de l'affaire que nous ne connaissons pas, et je vous donne ma parole d'honneur que dans la fédération de l'Oise, aucun militant n'a été alerté par qui que ce soit. Nous avons lu les rapports de la Commission des conflits comme nous lisons tous les rapports adressés par le Parti, et nous avons été émus par la faiblesse des attendus et nous avons pensé qu'on ne pouvait pas exclure un camarade parce qu'il n'assistait pas, avec assez d'assiduité, à ses réunions de section. Le camarade qui ne participe pas d'une façon constante à la vie de son parti est un camarade, certes, qui ne remplit pas son devoir à l'égard de son parti mais je répète que si l'on voulait exclure du Parti tout les camarades qui n'assistent pas régulièrement aux réunions de nos sections, il faudrait que la Commission des conflits siégeât, depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre. Nous ne nous sommes donc pas prononcés sur le fait et la fédération de l'Oise souhaite qu'une Commission spéciale se réunisse, car nous pensons bien qu'il y a d'autres arguments, des arguments sans doute qui ne peuvent pas être exprimés en public, mais depuis l'intervention que j'ai faite au nom de là fédération, un autre fait nouveau s'est produit : C'est que nous avons appris que le citoyen Moses a demandé sa réintégration. Le problème est donc entièrement changé et voici la

proposition que nous faisons : Que le dossier soit examiné, que la demande de réintégration soit examinée par la Commission des réintégrations qui a été désigné jeudi dernier et qu'un prochain Conseil national ayant pouvoir de Congrès entende les rapporteurs et se prononce. Je dis un Conseil national parce qu'un Conseil national n'est pas entendu par la presse, et nous pensons qu'en effet il faut que ces débats aient lieu à huis clos. Voilà donc la proposition que nous faisons, que devant la Commission des réintégrations le dossier soit examiné qu'un rapporteur soit désigné, et rapporte devant le prochain Conseil national du Parti qui siégera après avoir entendu le rapporteur désigné.
(Applaudissements)

Le président - Quelques camarades demandent-ils la parole sur le rapport de la Commission des conflits ?

Sicard

Camarades, je reprends la parole, je n'ai pas l'habitude de cacher la vérité. Dans une affaire aussi banale, vous voyez l'attitude que vient de prendre la camarade Berthe Fouchère, qui nous indique qu'il y a autre chose, car ce n'est pas normal de demander au Conseil national, pour examiner une affaire que la Commission a jugé en dernier ressort quelques jours après notre décision, ce n'est pas normal ; eh bien, je vais vous le dire : moi, j'ai été l'objet de pressions multiples dans cette affaire. Des camarades étrangers au parti m'ont téléphoné à plusieurs reprises pour me demander de ne pas sanctionner Moses. Ces personnages sont assez haut placés, je n'ai pas à les nommer. A trois reprises différentes, j'ai été l'objet de coups de téléphone très pressants au moment où nous avions l'affaire Moses ; Nous avons statué en pleine indépendance, dans l'intérêt seul du Parti, sans nous préoccuper de savoir qui pouvait s'intéresser au sort de Monsieur Moses - Qui ? Je vais vous le dire tout de même - la commission a pris ses responsabilités et n'agit pas à la légère. Monsieur Moses était conseiller à la Cour des Comptes. Il a été nommé directeur d'un service à la SNEP en 1946. Il pouvait parfaitement, lorsqu'il y a eu la compression de personnel, repartir à la Cour des Comptes. Seulement, camarades, à la Cour des Comptes Moses, comme Conseiller référendaire, avait un traitement de 100 000 ou 115 000 frs. par mois - à la SNEP, il avait un traitement de 250 000 frs. par mois, plus les avantages matériels - Il a préféré renvoyer des malheureux camarades, ayant des emplois subalternes, mais lui, directeur, voulait garder son emploi. C'est une façon de comprendre le Socialisme qui n'est pas celle de la Commission des conflits. Voilà un argument entre autres.

Dans la salle (Pierre Bloch) - Combien avait-il ?

Sicard - Vous permettez que je m'arrête ? Mais nous sommes disposés, je suis prêt - d'ailleurs c'est mon devoir - à donner à la commission que vous désignerez la connaissance entière du dossier.

Fondation Jean-Jaurès

Maintenant, ceci n'est pas de mon ressort, mais je dis en passant que consacrer un Conseil national ayant pouvoir de Congrès à l'examen spécial particulier d'une demande de réintégration d'un camarade frappé il y a quelques semaines à peine, ça me paraît abusif !
(Applaudissements)

Le président - Personne ne demande la parole ? Je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

La question a été évoquée ce matin devant la Commission des résolutions et a été tranchée assez rapidement. Je voudrais rappeler les règlements du Parti. La Commission nationale des conflits est une Commission élue directement par le Congrès, responsable uniquement devant de Congrès. Le Comité directeur doit ignorer totalement les décisions, les conclusions de la Commission des conflits et n'est intervenu dans aucun sens. La Commission des conflits a pris les décisions en vertu des statuts du Parti. Ces décisions sont définitives. Cependant, l'article 61 des statuts prévoit qu'un membre exclu du parti ne peut être réadmis que par décision du Congrès national après consultation de la fédération de la section à laquelle il appartient, où plutôt il appartenait avant l'exclusion.
Le citoyen Moses qui a été exclu régulièrement, nous n'avons pas à apprécier ; chez nous la séparation des pouvoirs est vraiment entière ; il a introduit une demande de réintégration. Le seul problème qui se pose est de savoir quand viendra la demande de réintégration. La Commission des résolutions a été unanime ce matin, a estimé que si les statuts ne s'y opposaient pas, et ils ne s'y opposent pas, il y aurait intérêt à ce que ce problème soit réglé le plus vite possible. C'est la raison pour laquelle j'ai été d'accord avec l'idée que, non pas un Conseil national extraordinaire avait à régler cela, mais la prochaine instance du parti ayant sur ce point pouvoir de Congrès, connaisse de la réintégration et tranche en tout état de cause. J'insiste sur ce point que la Commission des résolutions s'est refusée absolument à tenir compte des arguments pour ou contre, qu'elle s'est refusée à accepter quelques commentaires qui seraient hostiles à une décision prise par la Commission nationale des conflits à laquelle, au contraire, nous venons de faire confiance, et qui certainement, a pris sa décision en connaissance de cause - elle a été uniquement préoccupée de ne pas laisser trop longtemps un problème comme celui-là planer sur l'esprit d'un certain nombre de camarades - si bien qu'il y a des décisions qui ne dépendent pas de nous. La demande de réintégration sera obligatoirement étudiée ; elle le sera obligatoirement par le prochain Congrès. La seule décision qui dépende de nous, Congrès d'aujourd'hui, c'est de savoir si ce sera le prochain Congrès, à la Pentecôte, prochaine, ou au mois de décembre ou octobre, le prochain Conseil National ayant sur ce point précis pouvoir de Congrès et la Commission a été unanime à estimer qu'il valait mieux que ce soit le prochain Conseil national.

Le président

Camarades, la décision sur laquelle vous avez à vous prononcer est la dernière de Guy Mollet, à savoir : Le Congrès renvoie-t-il devant le prochain Conseil national, en lui donnant sur ce point, pouvoir de Congrès, la demande de réintégration du citoyen Moses ?
Que ceux qui sont d'avis d'accepter cette proposition lèvent la main, le mandat rosé à la main...
Baissez les mains...
Avis contraire...
Baissez les mains...
Abstentions…
Baissez les mains...
La proposition est adoptée.
Je mets aux voix maintenant le rapport de la Commission des conflits.
Que ceux qui sont partisans de l'adopter lèvent la main...
Baissez les mains...
Avis contraires ?...
Baissez les mains...
Abstentions ?...
Baissez les mains.
Le rapport est adopté.
L'ordre du jour appelle maintenant le renouvellement des organismes centraux.
1° - proclamation des résultats des élections du Comité directeur. Inscrits : 343 - Votants : 341 - blancs nuls : 11 - Suffrages exprimés 330.
Sont élus : Gazier : 324 (applaudissements) - Depreux : 320 (applaudissements) - Brutel : 318 (applaudissements) - Tanguy Prigent : 317 (applaudissements) - Philip : 314 (applaudissements) - Jaquet : 310 (applaudissements) - Mollet Guy : 309 (applaudissements) - Provost Victor : 307 (applaudissements) - Verdier : 307 (applaudissements) - Augustin Laurent : 304 (applaudissements) - René Naegelen : 304 (applaudissements) - Jean Texier : 304 (applaudissements) - Lanine : 302 (applaudissements) - Pineau Christian : 302 (applaudissements) - Robert Coutant : 298 (applaudissements) - André Bidet : 297 (applaudissements).

Coutant Robert : 298
Bidet André : 297
Ribière Henri : 296
Commin Pierre : 295
Guyon Jean-Raymond : 287
Rosenfeld Oreste : 282
Pivert Marceau : 281
Begarra Joseph : 273
Malacrida Henri : 270
Cormier Maurice : 266
Delabre Camille : 262

Fondation Jean-Jaurès

Martet Urbain : 229
Diop Babacar : 227
Peyrassol Lucien : 224
Moreau Emilienne : 208
Ferrat André : 196
Viennent ensuite : Gazagne - Berthe Fouchère - Rimbert - Boutbien - Weill-Raynal - Jonas - Bernheim - Merlat - Barouton - Longue - Adrien - Grimaldi - Angousset - Boireau - Weitz.
Renouvellement de la Commission féminine nationale : Inscrits : 101 - Votants : 100 - Blancs ou nuls : 5 - Suffrages exprimés : 95
Sont élues :
Pour la région parisienne : Brunet Jeanne - Fouchère Berthe - Claude Paquita - Blanc Emma - Bras Madeleine - Brunswick Betty - Epstein Hélène - Le Gars Marie - Noublanche Lucienne - Sala Paule.
Pour la province : Boucheron-Texier Madeleine - Mauchausse Raymonde - Garrou Marie-Antoinette - Fortin Josette - Floret Paule - May Jeanne - Merle Marguerite - Choquet Olga - Rivereau Marthe - Lallement Aimée - Jack Marie - Rauze Marianne - Champon-Roche France - Morin Renée.
Viennent à égalité, parmi les élues, les camarades Le Gall Denise et Rouquès. Une Commission d'enquête sera chargée de désigner quelle est la moins jeune des deux qui passera.
Viennent ensuite pour la région parisienne : Vivier Renée - Noblet Lucienne - Fiorani Gina.
Pour la Province : Delvaux - Pascot - Berthon.
L'ordre du jour appelle maintenant le renouvellement de la Commission de contrôle, la parole à Brutel.

Georges Brutel - Aucune observation n'ayant été faite concernant le rapport de la Commission de contrôle, je vous propose le renouvellement de la Commission de contrôle signée l'an dernier, sauf à remplacer le camarade Barbier, décédé, par le camarade Gaze de la Seine, et le camarade Bastia, actuellement malade et sur lequel nous ne pouvons pas compter pendant une période qui peut durer deux ans, par le camarade Guichard, de la Seine.
La Commission de Contrôle est ainsi composée : Baudoux - Bloc - Bourget - Bourguet - Gaze - Jurdet - Richard - Wein, et pour suppléant notre camarade Renaudel du Var.

Le président - Pas d'observation sur cette proposition ?

Dans la salle - Est-ce qu'on ne pourrait pas mette quelques camarades de la province ?

Georges Brutel - Je réponds tout de suite au camarade : c'était notre souci dans les Congrès précédents, d'essayer de mettre un plus grand nombre de camarades à la Commission nationale de contrôle. C'est ainsi que nous avions introduit par

Fondation Jean Jaurès

exemple le camarade Baudoux, des Bouches-du-Rhône ; il y aurait à cela pas mal d'avantages en ce sens qu'il est très intéressant qu'un trésorier fédéral puisse descendre pour voir la situation des fédérations de province, les conditions dans lesquelles une trésorerie fédérale en province vit.
Or, il est apparu dans le travail même que c'était difficile d'exiger des déplacements et parfois de longs déplacements de camarades de la Commission de contrôle, alors que celle-ci, avec sa méthode de travail dont nous ne nous plaignons pas parce qu'elle est pour le Comité directeur lui-même une garantie, épluche une à une toute les factures du Parti et suit de près l'évolution des différents postes budgétaires.
C'est donc une raison pratique qui amène des camarades de la Seine en plus grand nombre.

Le président - Pas d'autres observations ? Je mets aux voix la composition de cette commission.
Que ceux qui sont d'accord lèvent la main. Avis contraires ? Abstentions ? Une.
L'ordre du jour appellerait tout de suite le renouvellement de la Commission des Conflits, mais il a été demandé que cette Commission ne soit pas composée à main levée, mais par bulletin. Les bulletins de vote vont vous être distribués tout à l'heure.
L'ordre du jour appelle donc le rapport de la Commission des réintégrations. La parole est à Courtois, rapporteur.

Courtois

La Commission de réintégration a été saisie de deux demandes.
La première émane de notre ex-camarade Maurice Ridrey (?) qui était membre du parti depuis 1923 à la section de Charenton d'abord, dont il fut le secrétaire adjoint, puis à la section de St-Maurice dont il était le secrétaire de 1936 à 1938, puis de 1944 à 1948.
En 1947, alors qu'il était premier adjoint, Ridrey s'était engagé avec les membres de la liste sortante parmi lesquels se trouvaient des MRP, des radicaux, des camarades du Parti du Front national et du Parti Communiste, à faire acte de candidature sur une liste commune avec les sortants.
Il en avait d'ailleurs reçu l'autorisation en juillet, mais postérieurement la fédération de la Seine avait pris la décision de présenter des listes homogènes.
Ridrey, pour honorer la parole donnée à des partenaires ou a des adversaires, donna sa démission de la section et fut élu Conseiller municipal sous l'étiquette socialiste indépendant.
C'est alors que sur la demande du secrétaire de la section de St-Maurice la Commission des conflits a exclu Ridrey du Parti. Ridrey déclare qu'il n'a jamais été informé et invité à comparaître devant la Commission des conflits, de même qu'il n'a jamais eu connaissance à la décision de cette commission.
Or, dès l'année suivante, en 1948, Ridrey faisait équipe au Conseil municipal avec les camarades du Parti ; en 1951, il entrait dans la section de St-Maurice qui l'acceptait. C'est à la suite de l'ancien secrétaire de la section de St-Maurice

Fondation Jean-Jaurès

qu'il est devenu adhérent à la section de Charenton, que la fédération fut mise au courant de l'irrégularité de la situation.
La section de St-Maurice n'a d'ailleurs jamais eu connaissance elle-même, pas plus que Ridrey, de la décision de la Commission des conflits, et cette section, comme Ridrey, comme d'ailleurs la fédération, sont aujourd'hui d'accord pour réintégrer notre camarade.
La Commission de réintégration m'a chargé de proposer au Congrès de permettre à ce camarade de rentrer dans le Parti.
Un deuxième dossier de réintégration a été soumis à la Commission.
Il s'agit de notre ancien camarade Maurice Brassard, qui était membre du bureau national des jeunesses Socialistes, dont j'ai participé à l'expulsion d'un certain nombre de membres, et dont j'ai demandé il y a deux ans la réintégration et obtenu cette réintégration, notamment celle de son secrétaire général, Marcel Rousseau.
Brassard a donc été exclu en 1947 en même temps que l'ensemble du bureau national pour deux raisons que je ne rappelle point ici, vous les connaissez tous.
La section à laquelle il appartenait reproche à la Commission des conflits de ne lui avoir point demande son avis.
Il est évident que le problème qui était posé à ce moment-là ne nécessitait l'avis ni de la section, ni de la fédération, la Commission nationale des conflits ayant à juger sur des faits qui n'avaient rien à voir avec la section, ni avec la fédération.
La section à laquelle Brassard demande son adhésion nous a informés que depuis son exclusion Brassard a eu une attitude correcte à l'égard du Parti et à l'unanimité elle s'est prononcée pour sa réintégration.
Le Congrès fédéral de la, Seine, en date du 14 juin, a été également unanime à demander sa réintégration. Si j'ajoute que l'auteur de son exclusion aujourd'hui à cette tribune est d'accord, j'espère que le Congrès me suivra.

Le président - Quelqu'un demande-t-il la parole sur le rapport de Courtois ?
Je le mets aux voix. Ceux qui sont partisans de l'adopter lèvent la main.
Avis contraires ? Adopté.
L'ordre du jour appelle maintenant le rapport de la Commission sur le mode d'élection de la composition du Comité et lecture. La parole est à Brutel, rapporteur.

Georges Brutel

Camarades, notre Commission a été composée en tenant compte du vote indicatif qui avait donné : 2.232 voix en faveur du statu quo - 769 voix pour un système de représentation proportionnelle - 138 voix pour un système de représentation régionaliste - 19 voix diverses.
La Commission a été composée de dix camarades sur la thèse du statu quo - trois sur la proportionnelle - un sur le système régionaliste.
En ce qui concerne le mode d'élection, étant donné le résultat même du vote indicatif, d'un commun accord nous avons considéré qu'il n'était pas utile de reprendre un débat sur le fond à la Commission, et que le rapporteur présenterait

seulement l'avis favorable de la Commission en faveur du statu quo, sans qu'il soit donné d'explication.
Nous avons alors abordé le problème de la composition du Comité directeur ; plusieurs points ont été envisagés qui avaient été soulevés, soit dans le débat au dernier Conseil national, soit dans le débat de ces Congrès. Ces points sont les suivants :
1°) le nombre de parlementaires doit-il être changé ? Nous étions saisis de propositions tendant à permettre que le nombre de parlementaires puisse atteindre soit douze, soit treize, mais avec intégration dans ce nombre des conseillers de l'Union française et également des conseillers du conseil économique.
La Commission, à la majorité de 11 voix contre 3 a décidé de ne pas retenir cette proposition, considérant en premier lieu que les conseillers de l'Union française ne sont pas des parlementaires, et que quoiqu'on en ait dit, ils n'ont pas, ni sur le plan des institutions, ni même sur le plan du Parti, toutes les attributions des parlementaires.
Ensuite, il est apparu que si les Congrès, pour éviter que le Comité directeur ne soit uniquement préoccupé de problèmes d'ordre parlementaire et soit uniquement le reflet du climat parlementaire, avaient éprouvé le besoin de limiter le nombre des parlementaires, cela devenait naturellement applicable d'une façon plus stricte aux députés et aux conseillers de la République, et que de vouloir comprendre à la fois les conseillers de l'Union française, et les conseillers économiques en plus des parlementaires, c'était risquer de diminuer au sein du Comité directeur, en dépassant l'esprit même des décisions antérieures, la représentation de camarades suivait de près des problèmes importants de politique, et diminuer ainsi la valeur même du Comité directeur.
2°) Le deuxième point que nous avons eu à examiner a été celui de la présence, au sein du Comité directeur, de camarades exerçant des fonctions rétribuées pour le compte du Parti. Le camarade qui faisait cette proposition avait précisé que cela n'atteignait pas les membres du Bureau du Parti qui, normalement, sont rétribués par le Parti, nais dont certains doivent garder leur temps libre pour s'occuper du fonctionnement même du Parti, mais que par contre il pouvait être dangereux que les délégués permanents par exemple, ou des camarades employés au centre du Parti puissent être candidats au Comité directeur, le secrétariat du Parti risquant de se laisser aller à des tendances bureaucratiques et certaines fonctions exercées par certains camarades, comme celles de délégué à la propagande, risquant de ne plus être remplies avec toute l'objectivité nécessaire.
La majorité n'a pas voulu retenir cette thèse, et je dois dire que personnellement, je me suis assez insurgé contre elle, car il faut tenir compte des conditions dans lesquelles s'est comporté jusqu'à présent le secrétariat général du Parti, et si vraiment cette méthode avait été utilisée, je comprendrais qu'il puisse y avoir des demandes de camarades de mettre un terme à un fait anormal. Mais il est évident que non seulement nous ne l'avons pas utilisée, mais que nous avons même conseillé à des camarades exerçant certaines fonctions de ne pas être

candidats au Comité directeur, pour ne pas justement créer des inquiétudes chez les camarades des fédérations. Je pense par exemple à notre camarade Flocard qui a la sympathie, je suis sûr, de l'unanimité de nos secrétaires fédéraux, qui peut-être pourrait très facilement être élu au Comité directeur, et lui ne se présente pas dans cet esprit, pour que l'on ne laisse pas dire que nous utilisons des camarades dont les fonctions les mettent en contact avec des fédérations pour assurer une majorité au Comité directeur.

Je crois donc que l'argument n'avait pas sa valeur. Ce scrupule, nous l'avons à un point tel, camarades, que les camarades qui travaillent au secrétariat, quand ils assistent à nos Congrès ou Conseils nationaux ont le souci même de ne pas manifester, seulement par des applaudissements, leur sentiment ; étant donné ces scrupules, je ne pense pas qu'il soit utile que nous puissions faire penser que des camarades seront des membres du Parti diminués et n'auront pas le droit d'être candidats au Comité directeur, si demain ils en exprimaient le désir.

De toute façon, il reste encore la possibilité de vote en cette matière, et il vous serait extrêmement facile d'intervenir lors du vote.

C'est par 6 voix contre que cette proposition a été repoussée, 4 camarades ayant voté pour, les autres s'étant abstenus.

Une autre question qui a été soulevée par la fédération de Seine-et-Oise a été ensuite examinée. C'est la question de la limitation du nombre de membres du Comité directeur auxquels pourrait avoir droit une fédération. Ceci vise en particulier la fédération de la Seine qui comprend un nombre important de représentants au Comité directeur. Certains camarades pensaient qu'il serait bon de limiter à 5 le nombre d'élus qu'une fédération peut avoir au sein du Comité directeur.

Contre cela, plusieurs observations ont été faites. On a indiqué en particulier le fait que, la vie politique du pays étant centré sur Paris, les institutions du parti se trouvant également à Paris, beaucoup de camarades ayant milité longtemps en province se trouvent appelés, par leurs fonctions, par leur activité, a résider ensuite à Paris. Tout naturellement, on est conduit, avec la nécessité d'être sur place pour les réunions du Comité directeur, à voir entrer un nombre un peu plus grand de camarades de la fédération de la Seine dans le Comité directeur, que des autres fédérations.

Il reste encore que les fédérations, disposent de leurs bulletins de vote, en cette matière, ont toujours le souci naturel de faire en sorte que la représentation de nos camarades de la Seine ne conduise pas à un accaparement total du Comité directeur par la fédération de la Seine. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire d'introduire une mesure spéciale pour empêcher les fédérations de présenter un certain nombre de candidats.

C'est par l'unanimité de la Commission moins une voix que cette proposition a été repoussée.

Des propositions d'un autre ordre ont été ensuite examinées, par exemple, celle qui consiste à envoyer la liste des candidats au Comité directeur, dans les fédérations, en même temps que les rapports statutaires, c'est-à-dire un mois environ avant l'ouverture du Congrès.

Cette proposition a été repoussée, n'a pas été prise en considération par 7 voix contre 7, la Commission s'étant partagée.
Elle n'a pas été prise en considération parce qu'on s'est demandé comment, on ferait vraiment connaître ces camarades dans les fédérations. S'il s'agit de faire un curriculum vitae, qui le fera sinon le candidat ? Est-ce que certains n'auront pas plus de scrupule que d'autres en rédigeant leur curriculum vitae et ne seront pas diminués ?
Camarades, je vous expose les arguments qui ont été invoqués ; si vous en avez d'autres, vous avez le droit de présenter des amendements et de les défendre.
Par ailleurs, ce qui a retenu l'attention des camarades de la Commission, c'est le danger de voir se répandre, un mois avant le Congrès, une campagne électorale au sein du Parti. Certains camarades se sont déclarés insatisfaits des conditions dans lesquelles, pendant 24 heures, au cours du Congrès, se déroule généralement une petite campagne électorale. Ils ont pensé que ce serait plus dangereux encore de voir cela pendant un mois à travers les fédérations, et ils ont pensé que nous risquerions de trouver nos Congrès fédéraux plutôt préoccupés par le recherche des hommes et des débats sur les hommes que par des débats sur les idées qui doivent prédominer dans le préparation du Congrès national.
Cette proposition n'ayant pas été adoptée, nous nous sommes saisis d'une proposition qu'une fédération avait d'ailleurs, dans son esprit, liée à celle-ci, qui était de voir le scrutin du Comité directeur cesser d'être secret. Les camarades pensaient qu'on devrait procéder à un appel nominal des fédérations, ce qui ferait connaître les candidats pour lesquels on vote.
Je dois dire que, dans la circonstance, les camarades qui défendaient la proportionnelle se sont eux-mêmes placés dans le cadre du statu quo et ont dit : "Ce système conduit-il automatiquement à la proportionnelle ou a quelque chose de pire ? Car pour faire connaître vos positions à scrutin public, l'argument qui pourra valoir sera celui de la différenciation politique, exclusivement. Si c'est un problème de choix des hommes, de sympathie ou d'antipathie, s'il se mêle des querelles d'hommes, ce sera encore plus grave.
Par ailleurs, il faut que les délégués soient à l'abri des réactions ou des scrupules qu'ils pourraient avoir à voter pour tel ou tel camarade, en pensant connaître le sens de leur vote. C'est donc à la majorité de 13 voix contre 1 que nous avons repoussé cette proposition.
Enfin, une proposition qui a été faite au dernier Conseil national et qui, d'ailleurs, a déjà été mise en pratique une fois, il y a 2 ou 3 ans, consistait à afficher les listes présentées par des groupes de camarades dans le Congrès. Cette proposition a été repoussée ; l'expérience en a été faite une fois. Je crois, en effet, qu'il y a un argument, un unique argument, mais qui est de poids, contre ce système, c'est qu'il n'améliore absolument rien. Il aggrave même les choses car des groupes de camarades se laissent aller à présenter des listes de candidats qu'ils recommandent. En définitive, il circule dans le Congrès des listes qui ne correspondent pas à celles qui sont proposées, et cela ne fait qu'aggraver le système précédent.

En dernier lieu, des camarades considérant que nous revenions trop souvent, dans les débats de nos Congrès, sur le fonctionnement de nos institutions, ont demandé, étant donné l'énorme majorité qui, dans le vote indicatif, s'est prononcé en faveur du statu quo, que nous ne nous permettions plus de passer notre temps sur le mode de désignation de nos organismes centraux. Ils ont procédé que toute modification ne puisse être inscrite à l'ordre du jour d'un Congrès que par un Congrès, ce qui laisserait un an entre la proposition et la discussion ; ils ont demandé aussi que toute proposition de ce genre vienne devant le Congrès sans qu'il puisse y avoir de débat.
Il a été fait observer à ces camarades que les statuts du Parti, tels qu'ils sont modifiés, prévoyaient déjà que ne peut venir devant un Congrès une proposition de modification des statuts que si le Congrès précédent l'a inscrite à l'ordre du jour. Ils avaient donc satisfaction sur ce point.
Quant au refus de la discussion devant le Congrès, il leur a été fait observer que cela ne pouvait avoir aucun sens puisque, si les camarades font une proposition, ils veulent naturellement la justifier et que la nécessité de l'exposé des motifs amène obligatoirement une discussion. Cette question n'a donc pas été, en définitive, retenue par la Commission, d'un commun accord.
Voilà les divers problèmes qui ont été examinés par la Commission sur chacune des questions qui avaient été posées. La majorité de la Commission ne les a pas prises en considération. C'est donc purement et simplement un vote pour le maintien intégral du statu quo qu'au nom de la majorité de la Commission, je recommande au Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Max Lejeune, je veux rappeler quel est le règlement intérieur du Congrès pour la discussion des rapports :
"En cas de désaccord au sein des commissions chargées de rapporter sur les questions figurant à l'ordre du jour du Congrès, celles-ci nommeront les rapporteurs pour présenter la différents points de vue. Le temps de parole de chacun des rapporteurs sera fixé par la Commission, 5 à 10 minutes sont accordées aux délégués désireux d'apporter un amendement au rapport présenté. On ne peut donc, en dehors des rapporteurs, avoir la parole que si l'on dépose un amendement, et pour commenter cet amendement. Les rapporteurs peuvent, seuls, répondre à l'auteur de l'amendement. Ils disposent, à cet effet, chacun de 5 à 10 minutes. Les votes auront lieu a main levée ou par mandat chaque fois que la demande en sera faite par le dixième des délégués."
Bien que ce ne soit pas dans le règlement que j'ai sous les yeux, j'ajoute que tous les orateurs doivent être écoutés dans le plus grand silence.
Je donne maintenant la parole à Lejeune, rapporteur de la minorité de la Commission.

Max Lejeune

Camarades, je me permettrai de donner quelques explications sur le texte soumis par la minorité de la Commission, dans la mesure où la Commission politique

est encore en train de délibérer, et je me permettrai cette expression : "J'amuserai peut-être le tapis pendant quelques minutes".
La minorité de la Commission des résolutions vous propose le texte suivant :
"Le Congrès national décide que, pour respecter le jeu de la démocratie intérieure, la désignation des membres du Comité directeur se fera, à partir du prochain Congrès, à la proportionnelle des courants de pensée qui se seront manifestés lors du vote de la motion politique. Un Conseil national en étudiera les modalités d'application".
Pourquoi donc la minorité de la Commission des résolutions tient-elle à défendre sa position ? Camarades, nous avons depuis 4 jours ensemble discuté de bien des problèmes et essayé d'aligner quelques phrases pour en faire des motions Or, quand il a fallu réunir les camarades chargés justement de libeller ces phrases, c'est à la proportionnelle qu'on les a désignés… (applaudissements)… On les a désignés à la proportionnelle, il y a trois jours. On les a désignés à la proportionnelle hier soir encore. Cela prouve, voyez-vous, que si le Congrès national, pour l'élection du Comité directeur, n'accepte pas de se soumettre aux règles de le proportionnelle, dans son travail de Congrès, lorsqu'il s'agit d'élaborer les motions qui fixeront la règle impérative pour tous, il recourt à la proportionnelle.
Hommage rendu peut-être au passé, ou peut-être barrage contre le fait que, dans un Congrès précédent, tous ceux qui avaient pris la parole avaient été inscrits d'office à la Commission des résolutions ; et par là même, telle tendance ayant pu envoyer nombre d'orateurs à la tribune, donnait l'impression d'être majoritaire dans le Congrès, alors que, dans le scrutin des fédérations, elle était estimée, par avance, comme minoritaire.
Mais enfin, il y a là, tout de même, quelque chose d'insolite : Pour élaborer la loi du Parti, on recourt à la proportionnelle, et pour le Comité directeur (l'exécutif chargé de faire respecter la loi du Parti) on envoie promener la proportionnelle et l'on aboutit à ce scrutin majoritaire.
Camarades, si Jules Moch, par exemple, dans ce Congrès, n'est pas candidat au Comité directeur, après en avoir eu, pendant quelques instants, l'intention, c'est parce qu'on lui a dit : "Si vous êtes candidat au Comité directeur, il faudra que Verdier ou Depreux s'en aille". Alors, on en arrive à ce qui avait été si judicieusement souligné par Marceau Pivert il y a quelques jours quand il disait que c'était la majorité qui se réservait, à l'intérieur du Congrès National, le droit de choisir impartialement les représentants de la minorité… (applaudissements)… C'est exactement cela.
Jules Moch ne sera pas membre du Comité directeur. Notre camarade, à certaines époques, ayant voulu défendre les positions quelque peu indépendantes à l'intérieur du Parti, a subi le coup très dur de la discipline majoritaire. Nous nous souvenons d'un Congrès où Philip est resté sur le carreau. Nous nous souvenons d'un autre Congrès où Depreux n'a pas accédé au Comité directeur et où, découragé, a abandonné la lutte.
Nous nous souvenons de tout cela et nous disons que Philip, Depreux, Pineau, X, Y, Z, Tartempion même, a le droit d'être candidat eu Comité directeur. Il est

tout de même un peu bizarre qu'on laisse au hasard le soin de décider si Depreux, Jules Moch, Pineau, de tendances différentes, pourront entrer au Comité directeur.
Voyez-vous, Camarades, vous avez peur des tendances clichés dans le Parti. Vous craignez moins pour le mouvement Socialiste et pour la France, un parti cliché. C'est votre droit… (applaudissements)… mais c'est notre droit, à nous minorité, de penser que la proportionnelle aurait permis à ce que l'on appelle maintenant les courants d'idées - car on n'appelle plus cela des tendances - de s'exprimer, d'apporter tout de même un peu de vie dans la monotonie de ce conformisme qui endort, de ce Parti dans lequel Ramadier, il y a quelques heures, avouait s'ennuyer.
Alors nous pensons qu'il est absolument indispensable de maintenir la position qui était celle d'autrefois : représentation des courants de pensée à l'intérieur du Comité directeur. Ces tendances ne doivent pas être cristallisées. La plupart des camarades qui défendent les idées, particulièrement dans le Parti, n'ont pas atteint un âge tel qu'ils puissent être considérés comme frappés par la cristallisation irrémédiable de la pensée.
J'ai le droit de dire, tout de même, que cela nous apporterait peut-être plus de vie et de rayonnement ; si je le dis, c'est parce que c'est l'opinion de tous les camarades qui défendent la représentation proportionnelle.
Depuis 24 ans, nous avons entendu, dans les Congrès du Parti, discuter de motions bien diverses. Un jour, devant l'épouvante de Léon Blum, c'était Lénéaud (?) qui partait. En 1945, ce fut la liquidation du vieux parti, et puis les déports de la libération : Saxas (?), de Chézel (?). Saxas est revenu. Mais enfin, toutes ces cuvées successives, comme on disait à une certaine époque, nous ont donné l'impression que la volonté du parti de s'affirmer comme une secte n'avait rien de bon pour l'avenir du Socialisme et le bien du pays.
Au bout d'une vie de propagande, on est même heureux de fêter tel vieil enfant prodigue, honoré en un soir de Congrès en ses 70 ans, après avoir été politiquement guillotiné par le Parti qui, en cette matière, avait allure jacobine. Ce n'est pas si vieux, et Boncour devait, l'autre soir, dans sa mémoire fidèle, sourire quand il pensait à tout ce que le Parti lui avait imposé, alors que, ce soir-là, on le couronnait de fleurs.
Alors, voyez-vous, il est pour notre part, un souci, c'est que, dans le Parti de 1953, on puisse exprimer sa pensée avec la liberté qu'avaient, en 1915, Gustave Hervé, Jean Jaurès Jules Guesde, Sembat, pour exprimer la leur. La variété était totale dans l'humanité d'avant-guerre ; l'unité du monde ouvrier y gagnait. La pensée du Socialisme français en était enrichie, ce qui n'empêchait pas la discipline de rassembler tout le monde, au moment de l'action.
Mais à vouloir faire quelque chose de trop monolithique, on aboutit à faire du Parti, comme je le disais tout à l'heure, une secte. Alors, quand on veut passer à l'action, on est obligé de demander au Congrès du Parti l'autorisation de faire un front démocratique et social, pour rassembler, en dehors des purs qui se sont soumis a cette discipline incessante de la parole ou du silence, ceux qui, ayant moins de patience, sont allés militer dans des organisations voisines.

Fondation Jean Jaurès

Alors, on pense que leur appoint est nécessaire pour la bataille démocratique Socialiste et l'on essaie, par un vigoureux front démocratique et social, de rassembler ceux que, peut-être par une interprétation trop rigide de la discipline du Parti, on a éloignés des assises et des expressions de ce Parti.
Peut-être vaut-il mieux avoir une formule d'expression conjuguée, avec une formule de rigidité, de discipline ; peut-être vaudrait-il mieux que le Parti soit davantage une démocratie intérieure et c'est pour cela que nous persistons à demander la représentation des courants de pensée à la proportionnelle, d'autant que la pratique que nous connaissons bien des Congrès Socialistes fait que lorsqu'il s'agit d'élaborer nos propres motions de politique, nous avons recours à cette proportionnelle que nous avons la prétention de condamner du bout des lèvres tout en la pratiquant avec énormément de conscience et même de minutie, camarades.
(Applaudissements)

Le président - Avez-vous des amendements à déposer soit sur le texte présenté par Brutel, soit sur le texte déposé par Max Lejeune ?
Pas d'amendements ?
Cartier, tu demandes la parole ?

Cartier

L'amendement que je soumets au Congrès, au nom de la fédération de la Drôme et de la fédération du Doubs, ne nécessite aucune longue explication.
Je me contenterai simplement de dire que ma fédération, après avoir voté pour le scrutin majoritaire, s'étonne que la majorité de la Commission des résolutions ait traité avec autant de légèreté, sans doute trop certaine de sa majorité massive, les demandes annexes qui avaient été présentées et cette majorité ne se rend pas compte qu'en agissant ainsi elle apporte de l'eau au moulin des partisans de la proportionnelle.
Des deux propositions annexes que ma fédération avait présentées, aucune n'a été retenue. Il y en a une, cependant, qu'en leur âme et conscience, les délégués de ma fédération au Congrès reprennent sous forme d'amendement et je ne comprends vraiment pas l'argument que, tout à l'heure, notre camarade Brutel a donné pour la refuser.
Il s'agit tout simplement, dans un but de clarté, et pour permettre aux délégués votant dans les Congrès nationaux, lesquels délégués ne sont pas toujours les mêmes, ni toujours tout à fait au courant des antécédents politiques de tel ou tel camarade candidat au Comité directeur, il s'agit tout simplement de donner aux délégués chargés de voter dans les Congrès nationaux, le maximum de renseignements possibles.
Voici le texte de l'amendement, dont je le répète en m'excusant, je m'étonne que la majorité de la Commission des résolutions ne l'ait pas accepté.
"La liste des candidats au Comité directeur, accompagnée d'une courte notice biographique, sera envoyée aux fédérations en même temps que les rapports statutaires."

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est au rapporteur Brutel.

Georges Brutel

Camarades, je réponds tout de suite à l'amendement présenté par Pic.
Je retiens un argument qu'il indiquait tout à l'heure à savoir que les majoritaires, trop certains de leur majorité massive dans la Commission des résolutions n'avaient pas voulu retenir les amendements de certains camarades. Je ne pense pas que ce soit tout à fait exact, car sur l'amendement qu'il a proposé, si Pic a écouté tout à l'heure, il a constaté qu'il n'avait pas été pris en considération par sept voix contre sept, il n'y avait pas de majorité massive et je maintiens la position de la Commission des résolutions ; nous n'avons pas pris en considération, je ne le prends pas à mon compte, à la Commission, l'amendement présenté par Pic.
J'ajoute que les meilleurs moyens pour que les militants du Parti connaissent les candidats au Comité directeur c'est que ceux qui veulent faire acte de candidature au Comité directeur fassent un effort non pas seulement dans leur fédération, mais se mettent plus entièrement à la disposition du Parti, en se faisant connaître dans toutes les fédérations autrement que par des notices biographiques.
(Protestations, mouvements divers)

Le président - Si vous n'êtes pas d'accord, vous le manifesterez en votant : faites silence.

Georges Brutel - Je crois que vous aurez l'occasion de manifester votre sentiment dans le vote de tout à l'heure. C'est une question qui a été longuement discutée à la Commission et la majorité ne l'ayant pas prise en considération, je ne la reprends pas non plus. Si par surcroît j'ajoute cet argument qui m'est personnel, c'est parce que j'ai la conviction, moi, que le système qui consiste en ce que les camarades fédéraux votent pour ceux qu'ils ont connu à la tâche dans le Parti vaut mieux que l'envoi de notices biographiques : Cela, c'est mon opinion.
Quant à l'intervention de notre ami Max Lejeune, je dis que nous avions pensé ne pas reprendre le débat au fond devant le Congrès, puisqu'il en a été abondamment discuté. Il ne l'a d'ailleurs pas repris entièrement, mais en partie. Il a cité des exemples : Le plus beau que je pourrais lui citer, c'est celui de notre Commission des résolutions où après l'avoir partagée sur une proportionnelle, 10, trois, et un, nous nous sommes retrouvés, Max et moi sur certaines thèses, dans le cadre du statu quo, d'accord contre des camarades qui étaient sur une autre position.
Evidemment, vous direz que c'était sur un petit problème, sur un petit problème, mais je vais l'élargir !

Fondation Jean-Jaurès

Si la dominante d'un Congrès étant par exempte, l'armée européenne, on utilise la proportionnelle, alors qu'il n'y a pas de raisons fondamentales, idéologiques pour que renaissent les tendances dans le Parti, si un Comité directeur désigné à la proportionnelle sur la thèse centrale d'un Congrès par exemple, au sujet de l'armée européenne, se trouve dans les mois qui suivent saisi de problèmes intérieurs brûlants, et que la composition qui en résulte se trouve différente de celle du Congrès, alors vous en arriverez à dire, justement parce qu'ils ont été élus à la proportionnelle, qu'ils sont la représentation du Congrès lui-même alors que le Comité directeur ne peut pas se permettre, dans les mêmes conditions, selon la formule actuelle, de l'affirmer.
Puisque Max Lejeune a évoqué des souvenirs, j'en évoquerai aussi : Evidemment, je suis moins ancien que lui dans le Parti, mais j'en connais assez bien l'histoire. Je l'ai vécue dans une période particulière, immédiatement avant la guerre, je l'ai vécue dans la clandestinité et je me rappelle qu'au moment de la clandestinité, notre souci, quand nous pensions à reconstruire le Parti de demain - n'est-ce pas, les camarades de la zone nord ? Je vois ici Tanguy-Prigent - notre souci, quand nous faisions cette étude, parce que nous étions dégoûtés de ce à quoi nous avait conduits la politique du Parti, notre souci avait été d'éviter à jamais le retour de cela dans le Parti et c'est pourquoi au lendemain de la libération, nous avions cherché un autre système qui donne réellement l'expression du Parti, permettant la représentation proportionnelle à chaque sujet débattu au sein des Congrès fédéraux et au sein des Congrès nationaux, et que l'élaboration de la pensée du Parti se passe dans une démocratie totale, mais en ce qui concerne les organismes d'exécution, Commission exécutive fédérale, il faudrait que nous désignions les membres à la majorité.
C'était l'argument fondamental que nous avions retenu à l'époque. Je ne pense pas que maintenant l'expérience soit si mauvaise que nous désirions revenir sur la question.
Dans ces conditions, ne reprenant pas davantage le débat sur le fond, proportionnel ou majoritaire, je demande au Congrès de suivre les conclusions de la commission : Maintien intégral du statut quo.

Le président - Avant de passer au vote des textes, je vous signale que, pour le vote des candidats à la Commission nationale des conflits, 25 fédérations n'ont pas encore déposé leur vote.
Nous devons commencer, je crois, par la mise aux voix de l'amendement défendu par Pic qui consiste à demander que les candidatures au Comité directeur soient envoyées avec les motions à chaque fédération avant les congrès avec des indications sur chaque candidat.
Max Le jeune demande la parole comme rapporteur de la minorité de la Commission.

Dans la salle - Il a déjà parlé !

Fondation Jean Jaurès

Max Lejeune

Certainement, camarades, j'ai déjà parlé, mais je suis ici non pas à titre personnel, mais en tant que rapporteur de la minorité, mon cher camarade !

Je vais dire tout de suite pourquoi, à la Commission des résolutions, je me suis opposé à la demande de notre camarade Pic.

Pourquoi ? Parce qu'envoyer à toutes les sections du Parti la liste des camarades candidats au Comité directeur, un mois avant le Congrès, avec leur curriculum vitae, cela aboutit à quoi, camarades ?

Ceux qui ont connu le Parti avant guerre se souviennent que dans la représentation des tendances, qui, à notre sens était éminemment juste, il y avait un aspect qui était très déplaisant.

L'aspect qui était déplaisant, c'était précisément la querelle des personnes, c'était véritablement la bataille entre hommes, c'était le fait que, discutant d'idées et de courants d'opinions, on entendait quelquefois, comme je l'ai entendu parfois à la fédération de la Seine, attaquer tel camarade sur son comportement personnel, sur sa façon de vivre un peu bourgeoise, sur son comportement individuel, sur sa vie conjugale - car on enregistrait tout cela à l'époque - et alors, il y aurait tout de même un danger, camarades, de ressusciter, en reprenant l'amendement Pic, ce qu'il y avait de pernicieux et de mauvais dans la représentation des tendances, c'est-à-dire les querelles de personnes, pour en même temps repousser ce qui était éminemment profitable pour le Parti, c'est-à-dire les débats sur les idées.

Voilà pourquoi, étant attaché à la représentation des courants d'idées dans le Parti et dans les organismes directeurs j'ai, ayant défendu la proportionnelle pour la désignation des membres du Comité directeur, combattu cette désignation d'hommes qui se ferait un mois avant le Congrès National sur des perspectives bien lointaines et, excusez-moi le terme - je peux l'employer car je suis provincial - bien provinciales.

Je crois qu'il était de mon devoir de dire aujourd'hui que, partisan de la représentation des courants d'idées dans le Parti et de la représentation des tendances idéologiques dans le Parti, j'étais opposé à la résurrection de cette cristallisation de clans qui faisait qu'en arrivant à la section tel camarade disait non pas : "Je vote pour telle idée ou pour tel courant, ou contre telle idée", mais : "Je vote pour Paul Faure, je vote pour Léon Blum ou je vote pour Ziromski".

Je sais que cela pourrait heureusement nous rajeunir ou nous rappeler quelques bons souvenirs d'antan, mais j'estime que l'amendement de Pic saute par-dessus ce qui est utile pour aboutir à ce qui serait le plus préjudiciable, à la bagarre entre hommes, entre militants, dans un combat qui était très personnel et dont nous avons, nous qui avons connu ces pratiques dans le Parti et qui en avons gardé des souvenirs personnels, voulu qu'il n'existe plus.

C'est pourquoi, comme le disait Brutel tout à l'heure, bien qu'appartenant à la minorité, je n'ai pas voulu ayant l'impression d'avoir un mandat de la minorité du Congrès que l'on caricature nos intentions et que nous n'avons pas voulu que, demain, dans les sections on se prononce au Comité Directeur, ceux qui sont pour Guy et ceux qui sont contre Guy ; ce n'est pas comme cela que le problème

se pose. Il doit se poser sur le problème des idées et c'est pourquoi nous sommes contre la tendance exprimée par notre camarade Pic.

Le président - La parole est à Cartier.

Cartier

Je ne veux pas que Max nous fasse dire ce que nous n'avons jamais dit. Il n'est pas du tout dans notre intention de faire revivre dans le Parti - je reprends l'expression de Max - la cristallisation des clans et des querelles de personnes. Je peux lui dire qu'adhérent au parti depuis 1939, je les ai connues aussi, mais il ne s'agit pas de cela : Lorsque vous arrivez au Congrès national, on vous remet bien une liste de noms et, que Max le veuille ou ne le veuille pas, vous votez bien sur des noms et sur des hommes. Le danger qui nous parait néfaste dans le système actuel, à propos du détail dont il s'agit, c'est qu'on nous invite en quelques heures à choisir entre une cinquantaine de camarades les 31 qui formeront le Comité directeur.

Je dois dire à Max que bien que je sois au Parti et secrétaire de section, ou secrétaire adjoint, ou secrétaire depuis 1939, lorsque j'ai, avec les camarades délégués de ma fédération, étudié la liste qui nous était soumise, sur les noms offerts à notre choix, il y en avait bien une dizaine dont le nom ne nous disait absolument rien, parce que nous ne savions pas ce qu'ils avaient pu faire ici ou là… (applaudissements)… J'assure Max qu'il n'est pas du tout dans notre esprit ni dans nos intentions, d'une façon détournée et subalterne de faire revivre dans nos Congrès les querelles de personne dont il s'est plaint, et qui existaient avant la guerre, et nous avec lui, mais tout simplement, puisqu'aussi bien tôt ou tard il nous faut voter et choisir entre des noms, entre des camarades, entre des hommes, nous préférons choisir en meilleure connaissance de cause. Un point c'est tout.

Le président - Camarades, je n'aurais pas dû redonner la parole à notre ami Cartier. Si je l'ai fait, c'est parce que les motions qui viennent maintenant étaient à la dactylographie, mais je vous assure que tout à l'heure le règlement sera très exactement appliqué.

Je dois maintenant mettre aux voix l'amendement défendu et redéfendu par Cartier. Vous en connaissez le texte. Que ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main ?

Avis contraires ?

Abstentions ?

L'amendement est adopté… (applaudissements)… Il faut maintenant départager le rapport de la majorité rapporté par Brutel et le rapport de la minorité rapporté par Max Lejeune.

On me demande le vote par mandat. Vous savez que celui-ci a lieu, lorsque le 1/10ème des délégués le demandent. Je prie donc les camarades qui veulent que ce vote ait lieu par mandat de le manifester en levant la main ?

Le vote par mandat va donc avoir lieu. On va donc appeler les fédérations.

Vous répondrez, majorité ou minorité, statu quo ou contre.
Ceux qui sont pour les conclusions de Brutel vous répondrez : statu quo.
Vous répondrez contre, si vous adoptez les conclusions de Lejeune, et ceux qui ne choisissent pas s'abstiendront.

Un délégué - Etant donné l'amendement Pic, cela ne tient plus ; il n'y a plus de statu quo maintenant.

Le président - Ce sera le statu quo compte tenu de l'amendement.
Je vous prie de faire silence, car c'est nécessaire pour faire un vote par mandat.

(Il est procédé au vote par mandat)

Le président - Camarades, la séance est reprise. Voici les résultats du vote qui vient d'avoir lieu concernant les modalités de composition du Comité directeur.
Nombre de votants : 3 403
Pour le statu quo : 3 281
Contre le statu quo : 811.
Abstentions : 373
Absents : 38
L'ordre du jour appelle maintenant les conclusions de la Commission des résolutions mais auparavant, la parole est à Pierre Commin sur quelques motions particulières.

Pierre Commin

La Commission des résolutions vous demande de renvoyer au Comité directeur un certain nombre de textes qui ont été déposés par des fédérations :
- Texte de la fédération de la Seine demandant la création d'un Bureau permanent de liaison avec les mouvements d'émancipation des peuples de l'Union française.
- Texte de la fédération de l'Ariège concernant l'affaire François Cameux (?). Je vous demande, au nom de la Commission des résolutions le renvoi au Comité directeur.
- Texte de la fédération du Pas-de-Calais concernant l'application des avantages du traité sur la communauté européenne du charbon et de l'acier.
- Motion présentée par la fédération du Pas-de-Calais concernant la presse Socialiste.
- Motion présentée par la fédération de la Seine demandant la création au sein de la Commission internationale du Parti d'une sous commission d'étude chargée de recueillir et d'examiner les documents soviétiques.
- Enfin une motion de la fédération du Pas-de-Calais concernant la discipline. Cette motion avait été lue par notre ami Camille Délabre. J'indique à ce propos que le Secrétaire général du Parti dans son intervention sur les rapports d'activité a fait une déclaration qui a été consignée au procès-verbal et qui ne semble pas avoir été mise en cause au cours de la discussion par le Congrès. C'est donc à la

Fondation Jean-Jaurès

fois le texte de la fédération du Pas-de-Calais et la déclaration du Secrétaire général qui serviront de base pour le Comité directeur dans l'application de la discipline concernant les problèmes de presse.

Le président - Vous êtes d'accord avec les propositions au Comité directeur de ces diverses motions ? Pas d'opposition ? Je donne la parole à Mireille Osmin, premier rapporteur de la Commission des résolutions.

Mireille Osmin

Camarades, c'est au nom de l'unanimité de la Commission des résolutions que je vais vous proposer le texte suivant, transmettant à ceux qui ont lutté à Berlin-Est, dans toute l'Allemagne Orientale et en Tchécoslovaquie, contre les forces staliniennes ; c'est au nom de l'unanimité de la Commission des résolutions que je vous présente ce texte. Nous avons pensé que, si peu de temps après les événements et alors que d'autres événements continuent à se dérouler, le 45ème Congrès ne pouvait pas faire moins que d'adresser un salut fraternel et admiratif aux combattants de Berlin-Est, de l'Allemagne orientale, de Tchécoslovaquie et des autres pays de l'autre côté du rideau de fer. La Commission des résolutions a pensé également que les manifestations qui s'étaient déroulées, manifestations de solidarité en faveur de ces combattants, manifestations de solidarité, en particulier dans la région parisienne, aussi bien devant l'ambassade soviétique que la grande manifestation de la Mutualité qui avait réuni, non seulement des Socialistes, mais tous les hommes libres, qui désirent rester libres et qui veulent rester libres, nous ne devions pas ne pas adresser ce salut et ne pas leur indiquer toute notre solidarité. Je tiens à vous indiquer au surplus que la Commission des résolutions a décidé de rendre public ce texte et de l'adresser également au Parti Socialiste démocrate allemand. Je vous lis le texte :

"Le 45ème Congrès du Parti Socialiste SFIO salue avec émotion le magnifique élan des travailleurs de Berlin-Est et de l'Allemagne orientale et les assure de sa solidarité agissante.

Après la révolte des travailleurs tchécoslovaques contre la réforme monétaire qui aggravait leur misère, l'action revendicative entreprise pat le prolétariat berlinois atteste la volonté de résistance des peuples au régime de dictature instauré par le bolchevisme dans les 'démocraties populaires'.

Il dénonce vigoureusement l'atroce répression exercée par la police dite populaire et l'armée soviétique qui n'a pas hésité à ouvrir le feu contre des ouvriers désarmés se dressant, unanimes, pour l'amélioration de leurs conditions d'existence et leurs libertés.

Il flétrit les agents serviles du stalinisme qui, non contents d'assassiner, calomnient la mémoire de leurs victimes.

Le Parti Socialiste conjure tous les travailleurs encore abusés par les impostures permanentes des chefs staliniens à réfléchir sur la signification profonde des événements de Tchécoslovaquie, de l'Allemagne de l'Est et des pays au-delà du rideau de fer et les appelle à renforcer l'action de la démocratie socialiste pour la liberté, pour la justice sociale, pour la paix".

(Applaudissements)

Le président - Pas d'opposition ? Pas d'observation ? La motion est adoptée.
Maintenant, les débats s'engagent sur les motions de politique internationale. La Commission des résolutions a désigné deux rapporteurs : Christian Pineau, défend la majorité, et Savary, pour la minorité. Je donne la parole à Christian Pineau.

Christian Pineau

Camarades, comme il est d'usage dans toutes les Commissions des résolutions et conformément d'ailleurs à nos statuts, nous nous sommes réunis ce matin pour essayer de nous mettre d'accord sur un texte commun de politique étrangère. Mais nous nous sommes très vite aperçus que nous avions le choix entre deux solutions : Ou bien rapporter devant vous un texte qui n'aurait pris position sur aucun des problèmes fondamentaux qui se posent à nous et que le Congrès aurait adopté à l'unanimité sans doute, mais sans indiquer pour autant, pour l'année 1953-1954 la politique du Parti, ou bien, rédiger deux textes et vous appeler à vous prononcer sur l'un ou l'autre.
C'est cette deuxième solution qui a prévalu, encore qu'aussi bien, en ce qui concerne le texte de la majorité que le texte de la minorité, un effort sérieux a été fait pour que rien dans ces textes ne choque violemment des camarades qui ont une opinion contraire. Nous marquons ainsi nos différences, mais nous tenons à ne pas souligner nos opinions.
Sur un certain nombre de points d'ailleurs des deux textes en présence, vous retrouverez les formules analogues. C'est le cas pour l'affirmation de notre fidélité à la sécurité collective ! C'est le cas pour le désarmement général, simultané, et contrôlé qui reste notre espérance suprême ; c'est le cas pour notre volonté commune de négociations et pour la réunion d'une conférence tendant à résoudre les problèmes internationaux en litige. C'est également le cas pour les problèmes asiatiques.
Sur un point, vous trouverez une différence qui tient simplement à la place à laquelle l'idée a été placée, concernant les crédits militaires, car nos camarades de la minorité ont résolu ce problème dans leur motion de politique étrangère, mais nous avions inclus le même texte dans notre motion de politique intérieure en rattachant le problème des crédits militaires à nos problèmes économiques, c'est-à-dire, pour souligner davantage l'influence que peuvent avoir les dépenses du réarmement sur la situation économique du pays. Par conséquent, que vous votiez sur ces différents points d'un texte ou l'autre, vous obtiendrez le même résultat.
Mais c'est bien évidemment sur les différences que nous devons attirer l'attention du Congrès.
Ces différences, dès le début, ont porté sur le problème allemand, je dis bien sur le problème allemand, peut-être davantage que sur le problème de la Communauté Européenne de Défense qui est, en réalité, une des conséquences de la position générale que nous pouvons prendre sur le problème allemand.

Nous avons souligné, dans la motion de la majorité, que les négociations dont nous sommes partisans, ne peuvent avoir pour objet de réaliser la neutralisation de l'Allemagne, qui reste notre crainte essentielle, pour les raisons qu'André Philip notamment a développées devant le Congrès. Nous pensons qu'une telle neutralisation supprimerait toute possibilité ultérieure d'unification de l'Europe et laisserait les états occidentaux isolés, non pas seulement sur le plan militaire, mais surtout sur le plan économique, exaspérerait un certain nombre de nationalistes et empêcherait toute construction européenne suivie.

D'autres camarades estiment, au contraire, et je laisse bien entendu à Savary, le soin de développer lui-même sa pensée, que nous devons aller dans une négociation éventuelle, sans conditions préalables, de manière à être sûrs d'obtenir un succès plus certain.

C'est là, je crois, le fond de notre dissentiment : nous pensons qu'il n'est pas possible d'aller à une négociation sans savoir, au préalable, ce que nous voulons, et que nous obtiendrons des résultats d'autant plus concrets que la négociation aura été préparée et que nous saurons à l'avance quels doivent être les objectifs que nous poursuivons, car sinon nous risquons de nous laisser entraîner dans des négociations qui peuvent durer infiniment longtemps avant d'échouer, et pendant tout le temps que dureraient ces négociations, risqueraient de mettre en sommeil toutes les institutions à la création desquelles nous restons passionnément attachés.

C'est donc, au fond, une question d'appréciation sur la nature de ces négociations, sur l'atmosphère dans laquelle elles se dérouleront, qui nous oppose les uns les autres. Quant au problème de la Communauté Européenne de Défense, le désaccord est évidemment resté complet, encore qu'il s'agisse de limiter à ce qui est actuellement sans réalité. En effet, nul parmi nous ne vous demande de prendre position sur la ratification du traité dont nous aurons à examiner l'opportunité lorsque le moment sera venu ; comme nous l'avions dit l'année dernière, c'est un Conseil national ayant des pouvoirs spéciaux qui statuera en fonction de ce que sera au moment de la ratification éventuelle, la situation internationale et de ce que seront devenues les conditions que nous avons pesées l'année dernière et que nous reprenons cette année pour une ratification par le Parti Socialiste : Octroi d'une garantie américaine, forme et nature des liens d'association entre la CED et la Grande-Bretagne, et surtout progrès réalisés vers la création d'une autorité politique européenne. Nous affirmons, les uns et les autres, la nécessité d'une collaboration étroite avec la Grande-Bretagne et de mettre en commun, dans le cadre de l'Alliance Atlantique, une politique extérieure susceptible de permettre aux peuples occidentaux de prendre des initiatives en faveur de la paix. Ainsi, sans être en désaccord sur les objectifs généraux du Parti, à savoir la paix, le désarmement, nous ne sommes pas d'accord sur les moyens les plus susceptibles de nous permettre d'arriver au résultat le meilleur.

Certains camarades ont estimé que les changements survenus dans la politique extérieure de l'Union soviétique étaient susceptibles de créer une situation tellement nouvelle qu'elle justifiait la modification de la politique extérieure du

Fondation Jean Jaurès

Parti. D'autres pensent que nous aurions tort de ne pas tenir compte de l'évolution possible de la politique soviétique, mais que nous n'avons pas encore actuellement reçu les garanties nécessaires nous permettant d'être certains que cette évolution est autre chose qu'une évolution tactique et que nous devions en conséquence, modifier notre politique étrangère.
Sous réserve de ces observations, je vous lis le texte de la majorité :
"Le Parti Socialiste, soucieux d'assurer dans le monde une paix durable et fidèlement attaché à la sécurité collective, affirme une fois de plus que seul un désarmement, général, simultané et contrôlé, est capable de créer les conditions d'une paix organisée.
En présence des faits internationaux récents et de l'espérance de détente qu'ils ont fait naître, il affirme sa volonté de voir la France prendre ou appuyer toute initiative de négociation, y compris une conférence à 4 ou à 5 qui puisse aboutir, soit à un règlement d'ensemble des problèmes internationaux, soit, comme première étape, à des accords limités mais précis, permettant d'effectuer de réels progrès et d'assainir ainsi l'atmosphère internationale.
Mais de telles négociations ne peuvent aboutir que si l'on a défini au départ leur but et leur objet et fixé les bases des accords acceptables ; elles ne sauraient, en particulier, porter sur une neutralisation de l'Allemagne, qu'elle soit politique, économique ou militaire, qu'elle prenne la forme d'une neutralisation désarmée ou d'un isolationnisme armé systématique. Une telle neutralisation en effet, détruisant toute possibilité d'unification de l'Europe, laisserait subsister une mosaïque d'Etats occidentaux isolés, bientôt en proie à des antagonismes économiques croissants et à des nationalismes exaspérés, et détruirait pour chacun d'eux toute possibilité d'expansion économique, de progrès social et d'indépendance politique.
L'intégration rapide de l'Allemagne - unifiée ou non - au sein de l'Europe démocratique avec une complète égalité des droits dans toutes les institutions communes à créer, apparaît ainsi comme une condition même du succès des négociations envisagées.
En ce qui concerne le traité de la CED, le Parti réitère son approbation du principe d'une armée européenne unifiée, ouverte à toutes les nations démocratiques ;
- Constate qu'en fait le projet de traité ne sera pas soumis au Parlement avant plusieurs mois et en tous cas pas avant les élections allemandes ;
- Rappelle que, conformément à la résolution du Congrès National de 1952, il appartiendra alors à un Conseil national de fixer la position définitive du Parti, en appréciant dans quelle mesure satisfaction aura été obtenue sur certains points essentiels pour l'efficacité même du traité, notamment l'octroi d'une garantie américaine contre toute possibilité de rupture ou violation du traité par une nation membre ;
- La forme et la nature des liens d'association étroite à établir entre la CED et la Grande-Bretagne ;

- Les progrès réalisés vers la création d'une autorité politique européenne, dotée d'un exécutif disposant de pouvoirs limités mais réels et responsable devant un Parlement dont une Chambre devrait être élu au suffrage universel.
Le combat pour la paix impose de mettre fin par des négociations à toutes les effusions de sang en Indochine comme en Corée, l'armistice en Corée devant entraîner la participation du gouvernement de Pékin aux négociations relatives à l'Asie et son adhésion à l'ONU.
Enfin, le Parti Socialiste estime indispensable qu'une collaboration étroite avec la Grande-Bretagne et l'ensemble du Commonwealth, tant pour rechercher en commun une coopération économique plus que jamais nécessaire, que pour définir dans le cadre de l'Alliance Atlantique une politique extérieure audacieuse, capable de susciter les initiatives nécessaires à la défense de la paix."
Voilà, mes chers camarades, quel est le texte de la majorité. Il a tenu compte dans une très large mesure des préoccupations légitimes d'un certain nombre de camarades qui étaient désireux d'orienter le Parti dans une autre voie, et il est bien certain que beaucoup de membres de la majorité, qui ont accepté ce texte - je pense notamment à des camarades comme André Philip ou Gérard Jaquet - ont fait des sacrifices sur leurs conceptions personnelles pour ne pas heurter un certain nombre de camarades. Je dois dire que nos camarades de la minorité ont de leur côté fait un effort dans notre sens, mais il reste des points de dissentiment dont, à la comparaison des textes, vous ne pourrez que les constater.
C'est par un vote du Congrès que nous devrons nous départager. Je ne forme pour ma part qu'un vœu : C'est que quel que soit le résultat de ce vote, nous soyons unanimes pour défendre devant le pays la seule politique étrangère du Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Savary, au nom de la minorité de la Commission des résolutions.

Alain Savary

Camarades, c'est certainement au privilège de l'âge jouant à retours que je dois le redoutable honneur de vous présenter en ce moment la thèse de la minorité en ce qui concerne la politique étrangère. Redoutable honneur, puisqu'aussi bien je parle après Christian Pineau, dont vous avez toujours apprécié le talent ; j'essayerai par ma conviction de suppléer à tout ce qui pourrait me manquer par ailleurs.
Christian Pineau vous a dit nos discussions à la Commission des résolutions. Il vous a dit l'effort de synthèse et il vous a dit le point fondamental sur lequel il n'a pas été possible de se mettre d'accord.
Ce point, c'est à la vérité le rapport respectif du problème de la conférence à quatre de celui de l'intégration de l'Allemagne et de celui de la réunification.

Je demandais ce matin à un membre de la Commission des résolutions, à un membre de la majorité, s'il pensait effectivement que l'intégration devait précéder la réunification de l'Allemagne. Et c'est sur sa réponse affirmative qu'il nous est apparu qu'il y avait un désaccord profond.
Nous pensons quant à nous que l'intégration militaire de l'Allemagne faite rapidement compromettrait tout à la fois la conférence à quatre et la réunification de l'Allemagne.
Comment en effet penser que les Soviets, s'ils sont prêts à négocier, ce que l'on ne peut savoir, accepteraient de se trouver placés devant le fait accompli, devant une Allemagne déjà partie prenante dans une coalition militaire ?
Comment accepteraient-ils de contribuer eux-mêmes à cette coalition adverse en libérant vingt millions d'Allemands qui viendraient grossir des gens qui paraissent leur être opposés ?
Et lorsque Christian Pineau paraît craindre la neutralisation et nous imputer une volonté de neutralisation de l'Allemagne, je lui répondrai que voulant des négociations, nous ne précisons pas de façon absolue quelle serait l'issue de ces négociations.
Un nouveau Locarno ne signifierait pas forcément une neutralisation de l'Allemagne. Dans le passé, quand Locarno a été signé, les Etats qui étaient garantis par ce pacte n'étaient pas pour autant neutralisés.
Et enfin, quand nous souhaitons une conférence à quatre, nous pensons qu'en effet il faut que les Etats occidentaux voient ensemble à la fois quelles sont les concessions qu'ils doivent demander aux Soviétiques mais également les concessions qu'ils peuvent faire aux Soviétiques. Aller à la négociation ne signifie pas être prêt à tout lâcher ou à tout céder, mais cela signifie être prêt à parler. Je comprends que l'on mette des conditions préalables à une négociation... (applaudissements)... et vouloir demander que les Soviétiques donnent à l'avance des gages tangibles, avant toute négociation ; c'est vraiment, me semble-t-il, méconnaître ce que sont les Soviets ou faire preuve de naïveté ou ne pas vouloir réellement cette conversation.
Enfin, nous pensons que le danger de guerre ne se mesure pas seulement à des rapports de force, à cette disparité des forces que nous avons dénoncée, qui a justifié le pacte atlantique, mais également à des situations dangereuses, et l'Allemagne est l'une de ces situations-là. La réarmer sous quelque forme que ce soit, dans la CED ou le pacte atlantique, alors qu'elle est coupée en deux, alors qu'elle n'a pas de frontières, alors qu'elle a des revendications sans pourparlers préalables avec les Soviets, c'est véritablement bourrer d'explosifs une organisation purement défensive.
Nous insistons sur ce point des frontières de l'Allemagne, car nous pensons qu'il n'y aura pas de paix durable, qu'il n'y aura pas de sentiment de sécurité des peuples polonais et tchèques, et qu'il n'y aura pas de sentiment de sécurité de la part de l'URSS tant que de problème des frontières ne sera pas réglé.
Quand je dis frontières, je parle non seulement des frontières de l'Oder-Neisse, en ce qui concerne ce problème de sécurité, mais également des frontières de la Sarre, car nous n'entendons pas nous non plus couper tout pont d'entente et

Fondation Jean Jaurès

mettre un obstacle irrémédiable à une entente avec l'Allemagne, entente que nous souhaitons profondément.
(Applaudissements).
En effet, réarmer l'Allemagne sans accord préalable sans conversation ? Nous avons salué le geste des ouvriers de la zone soviétique et la révolte des ouvriers de Berlin. Il est impossible de reconstituer l'histoire, ce ne serait pas honnête, mais enfin, qu'eussent été les événements si à la porte de cette révolte s'étaient trouvés, soit à Berlin, soit à la frontière des deux zones, des troupes allemandes ? N'eussent-elles pas été tentées d'aller au secours de leurs frères opprimés, et qu'en serait-il résulté ?
(Applaudissements)
Notre camarade Harry Earnshaw, du Labour Party, faisant allusion à cet évènement considérable de la révolte des ouvriers allemands disait : C'est un argument de plus et un argument puissant pour que soit tenue une conférence à quatre, la possibilité de réaliser l'unité et la liberté de l'Allemagne semble maintenant moins éloignée. Quant à la CED, en effet, dans l'instant, le désaccord serait peut-être moins grand qu'il ne risque d'apparaître sur le problème même restreint de la ratification.
Mais s'il n'y a pas eu d'accord possible là non plus, malgré une intéressante suggestion de la fédération du Nord, c'est qu'en fait ce problème s'inscrit dans le cadre d'une politique générale et dans cette politique générale, je vous le disais, c'est le premier point de notre désaccord.
Il est certain que la minorité n'a pas vu sans quelques satisfactions ce délai que les événements nous apportent pour revoir le problème, et puisque une conférence à quatre est possible, compte tenu du calendrier parlementaire, compte tenu des propositions de Churchill, compte tenu des élections allemandes, nous souhaitons que ce délai soit utilisé comme il convient, en renvoyant le soin de décider la ratification à un Conseil national qui décidera, compte tenu des circonstances internationales du moment, car il ne peut y avoir en politique étrangère rien de figé, rien de définitif.
(Applaudissements)
Nous devons avoir les yeux ouverts avec prudence et objectivité, mais également avec espérance.
Sur l'Europe, je ne m'étendrai pas. Le seul point sur lequel, comme d'ailleurs la majorité, nous insistons, mais peut-être avec des moyens différents, c'est la volonté que nous avons que tout soit fait pour que la Grande-Bretagne et les Scandinaves puissent y adhérer, et qu'également rien ne soit fait qui les empêche d'y adhérer.
(Applaudissements)
Or, nous considérons que le projet d'Europe politique signé, conclu à Strasbourg, qui est à l'étude du Conseil des ministres, projet d'Europe politique contre lequel Guy Mollet a élevé des protestations extrêmement substantielles, ce projet d'Europe politique ne correspond pas à la possibilité, pour les Britanniques et les Scandinaves, d'adhérer à la véritable communauté européenne que nous souhaitons.

Fondation Jean Jaurès

Dans cette politique, il est certain, comme je le disais tout à l'heure, que nous devons agir avec prudence, que nous devons examiner et étudier les gestes soviétiques sans illusion, en réalistes, et tout autant continuer notre effort défensif.
Sur ce point, la minorité a précisé sa position dans un paragraphe que la majorité, je crois, avait prévu d'inclure dans le texte de politique intérieure. Nous avons quant à nous préféré le faire figurer dans ce texte, parce qu'il est profondément lié à la politique étrangère et surtout au cadre de notre alliance.
Tout d'abord, nous pensons que les problèmes de réarmement doivent être discutés et réduits, à l'instar de nos alliés, compte tenu de la situation économique et sociale de notre pays.
Ensuite, nous pensons que dans la répartition que les Alliés font de la contribution de chaque nation, la part française est trop élevée et qu'il y a lieu d'en tenir compte ; il y a d'autres Etats dont le revenu national est supérieur, et en valeur absolue et en valeur relative, et ils se doivent de contribuer davantage à l'effort commun. Dans ce domaine, nous souhaiterions que le gouvernement français reprenne davantage l'initiative, davantage de force dans ces négociations.
Christian Pineau a dit qu'il y avait accord complet sur le texte relatif à l'Asie, c'est-à-dire que nous voulons que la politique de négociation ne soit pas limitée à l'Europe seule, à la Corée seule, mais également à l'Indochine, et me tournant vers les camarades de la majorité, je leur demande s'ils ne sentent pas quelques contradictions à accepter, je le sais sincèrement, des négociations avec Ho Chi Min, avec la Chine, sans poser de conditions préalables, alors qu'en Europe ils exigent et ils veulent des conditions préalables.
(Applaudissements)
Il me semble qu'il ne peut pas y avoir deux attitudes différentes en Europe et en Asie, et que nous devons être pour la même politique de négociations, en Europe et en Asie.
J'ai dit un mot de la politique et de notre entente avec la Grande-Bretagne. Là encore, je crois que les intentions de la majorité sont les mêmes que les nôtres. Je dis intentions, parce qu'hier Guy Mollet répondant à divers orateurs rappelait à la suite des propositions de Winston Churchill que dans le passé la Grande-Bretagne s'était trompée. Certes, nul n'est infaillible, mais s'agissant du vieil homme qu'est Winston Churchill, n'a-t-il pas été prévoyant et perspicace lorsqu'il s'agissait de dénoncer le danger nazi ? N'a-t-il pas été seul, ou presque seul, prévoyant et perspicace lorsqu'il s'agissait en 1944 et 1945 de dénoncer les menaces que les concessions faites aux soviets présentaient pour la paix du monde ?
Aujourd'hui, lorsque Churchill agit comme il le fait, nous pouvons légitimement penser qu'il donne là encore une preuve de sa prévoyance et de sa perspicacité. Et lorsque Atlee allait, au grand soulagement et à la grande joie de toutes les nations du Pacte atlantique, à Washington pour mettre en garde une administration américaine contre le danger d'une politique à la Mac Arthur, est-

ce que nous ne pensons pas que là encore il y avait perspicacité et prévoyance ? (Applaudissements).
Et je constate que ces deux hommes sont aujourd'hui d'accord, pas un accord formel, mais un accord total que l'on retrouve dans le détail de leurs propositions, que l'on retrouve dans des votes aux Communes, et qu'ils ont manifestés à de nombreuses reprises. Ils se trompent peut-être, mais il n'est pas déplaisant, dans leur analyse, de se trouver en leur compagnie.
Enfin, il faut cet accord avec la Grande-Bretagne, non seulement pour les relations entre l'Europe et la Grande-Bretagne, mais également entre la Grande-Bretagne et la France, dans le cadre du pacte atlantique, et enfin dans tous les problèmes mondiaux.
Tout cela, si cela devait se limiter à des accords entre gouvernements, n'aurait pas le sens que nous voulons si cela n'était pas doublé de liaisons, de coordination et d'entente la plus étroite possible avec les partis Socialistes européens, en particulier avec le Labour Party et les sociaux-démocrates. (Applaudissements)
Je ne voudrais pas allonger ce débat, ou plutôt mon intervention ; je vous ai dit, je vous ai cité les doctrines de Mac Neel et d'Attlee sur la conférence à quatre, sur le problème allemand ; je vous ai dit également les appréhensions de nos camarades de la social-démocratie allemande devant cette intégration précipitée qui, pour eux - et ils ne sont pas de mauvais juges des questions allemandes - risque de compromettre non seulement la conférence à quatre, mais également l'unification, et je voudrais que dans toutes ces questions le Parti Socialiste ne soit pas isolé. Nous avons déjà en France une position parfois difficile, il ne faudrait pas que sur le plan international nous nous trouvions seuls, ou presque seuls, et en particulier à l'endroit des partis frères, à défendre une position sur des problèmes essentiels tels que la paix.
Voilà, camarades, les quelques points qui nous ont différenciés de la motion majoritaire. Ils sont importants. C'est une approche différente de la politique étrangère, c'est une approche différente de la conférence à quatre, c'est une approche différente de l'intégration de l'Allemagne, intégration politique, économique et sociale que nous voulons et que nous souhaitons, car nous n'acceptons pas davantage le veto soviétique à cette intégration allemande que nous ne reconnaissons le droit d'imposer à l'Allemagne d'entrer dans une coalition dont son peuple n'aurait pas eu à apprécier.
Cette voie, camarades, est difficile ; la paix sera longue à gagner, il est bien certain que devant les problèmes, et leur complexité, on ne fera pas la paix en un jour.
C'est un long cheminement, encore faut-il commencer et c'est pour cela que le meilleur commencement vers le chemin de la paix nous paraît être la conférence à quatre.
Je vais vous lire, camarades, la motion des minoritaires en ce qui concerne la politique étrangère.

Fondation Jean Jaurès

"La paix est indivisible. La sauvegarder constitue actuellement l'objectif essentiel du Socialisme. Elle ne sera durablement assurée que par la sécurité collective et le désarmement général, simultané, progressif et contrôlé.
Le combat pour la paix exige, en première urgence, des négociations à quatre sur l'ensemble des litiges internationaux. La Conférence des quatre chefs de gouvernement doit être réunie dans les plus brefs délais, après étude sérieuse entre Occidentaux des concessions à faire ou à obtenir, mais sans conditions préalables imposées aux Soviétiques, ni décisions unilatérales de nature à accroître la tension et à diminuer les chances de succès des conversations.
Le combat pour la paix impose de résoudre en premier lieu le problème de l'Allemagne. Son unification pacifique et démocratique qui devrait résulter de la conférence ne doit pas risquer d'être empêchée par l'intégration militaire d'une fraction de ce pays au sein de l'Europe occidentale.
Préparer les voies de la paix impose d'éviter que le Parlement se prononce hâtivement sur la ratification du traité de la CED dans l'état actuel de la politique internationale, alors que semblent croître les chances d'une négociation à quatre et que l'Allemagne occidentale va, dans les élections générales, fixer sa ligne de politique. Le Parti se félicite donc qu'en tout état de cause, les événements imposent à l'examen du Traité un délai de plusieurs mois. Il confirme qu'un Conseil national fixera sa position dans ce débat, en tenant compte de la situation internationale du moment, du contenu du traité et de ses annexes et des conditions posées par le 44ème Congrès, dont personne ne saurait soutenir qu'elles soient aujourd'hui remplies.
En attendant les résultats de la Conférence, l'effort de défense nationale doit être poursuivi, rendu plus efficace et s'accompagner d'une lutte permanente contre le gaspillage. Les réductions et les étalements des dépenses militaires seront, a l'exemple de nos alliés, imposés à ces dépenses qui excèdent aujourd'hui les possibilités du pays, dépassent la partie qui, équitablement, incomberait à la France d'après son revenu national, et abaisse dangereusement le niveau de vie des travailleurs.
La garantie de la paix sera renforcée par la libre intégration, dans une Europe économiquement et politiquement organisée, de l'Allemagne dont les frontières auront été définitivement fixées et garanties.
L'édification de cette communauté politique suppose, à l'inverse des communautés purement techniques toujours souhaitables, qui puissent y adhérer, sous des termes à déterminer, les démocraties britanniques et scandinaves, car l'opposition à une communauté politique réduite à 6, mais à pouvoirs étendus, tels que les projets actuels la définissent, reste pour le Parti la seule forme valable de le constance et de la fidélité en cette matière.
Le combat pour la paix impose en outre que soient constamment harmonisées et coordonnées les politiques de la France et de la Grande-Bretagne, non seulement dans le cadre de l'Europe, mais encore dans celui du Pacte Atlantique qui doit constituer une association défensive entre peuples libres et égaux en droit. Le combat pour la paix impose de mettre fin, par des négociations, à toutes les effusions de sang, en Indochine comme en Corée, l'armistice en Corée entraînant

la participation du gouvernement de Pékin aux négociations relatives a l'Asie et son admission à l'ONU.
Le combat pour la paix exige que le règlement des litiges internationaux s'accompagne d'un accord sur une formule de désarmement telle que chacune des étapes de celui-ci, loin de réduire la sécurité d'une des parties, accroisse la sécurité de tous.
Le combat pour la, paix doit enfin, pour être efficace, comporter un étroit accord entre les principales forces du monde du travail et, en premier lieu, entre les Partis Socialistes de France, Grande-Bretagne et Allemagne, en vue de coordonner leurs efforts et de faire reculer les risques de guerre sous la pression de le volonté de paix des masses. Celle-ci ne saurait être confondue avec le neutralisme, générateur de servitudes. Elle suppose, en effet, que soit assurée la sécurité collective des peuples libres.
Tels sont les objectifs fondamentaux que le Socialisme français propose au pays dans le domaine international. Il développera sur ces thèmes une vigoureuse campagne en faveur de la paix indivisible et désarmée".
Camarades, Christian Pineau, tout à l'heure, lançait un appel a l'unité du Parti sur ce que sera la décision du Congrès. Il est bien certain que, quel que soit votre verdict, quelle que soit votre décision, la minorité s'y soumettra avec la conviction que la bonne foi qui nous anime tous est que les événements que nous pouvons peut-être apprécier de façon différente, nous mettront tous bientôt d'accord.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, vous connaissez la procédure habituelle. Je demande s'il y a des amendements à l'un ou à l'autre texte ?
Pas de propositions ?
Alors, je donne la parole à Christian Pineau.

Christian Pineau

Camarades, nous nous sommes aperçus très souvent, au cours des débets d'hier et d'aujourd'hui, combien il était difficile à un courant de pensée de comprendre très exactement quel était le courant de pensée inverse, et à la Commission des résolutions, nous avons retrouvé un certain nombre des malentendus que nous avions constatés hier.
Je voudrais redire à Savary que, sur un certain nombre des points qu'il a soulignés, il n'y a aucun désaccord entre nous. Il n'y a aucun désaccord entre nous sur la nécessité d'associer le plus étroitement possible la Grande-Bretagne à la communauté européenne, à toutes les communautés européennes. Il n'y a aucun point de désaccord sur la nécessité de nous entendre avec la Grande-Bretagne sur le plan économique et dans le cadre de l'Alliance Atlantique pour déterminer en commun une politique internationale.
Mais le désaccord existe sur un point que je voudrais tout de même essayer de souligner davantage : Ce sont les perspectives d'une future conférence internationale. Voyez-vous, il y a deux politiques dans le monde qui me

semblent à l'heure actuelle également dangereuses : C'est, d'une part, la politique de certains milieux américains qui se refusent systématiquement à toutes négociations ou qui, tout au moins, s'arrangent pour reculer si loin les perspectives de négociations qu'elles apparaissent inaccessible. C'est une politique infiniment dangereuse car elle cristallise les parties en présence sur leurs positions opposées ; elle maintient dans le monde ce climat de guerre froide et de surarmement dont nous souffrons et elle ne peut aboutir à aucun règlement.

Le deuxième danger, il est en sens inverse. Il est, pour obtenir une négociation, de sacrifier n'importe quoi. Or, camarades, si nous n'opposons à une négociation avec l'Union soviétique, aucune condition préalable, dans quelle situation risquons-nous de nous trouver eu cours de cette conférence ? Ou bien nous acceptons purement, et simplement toutes les propositions soviétiques et il est bien certain que, en ce qui concerne certains de nos alliés, nous ne serons pas suivis. Et, par conséquent, nous donnons raison à l'Union soviétique dans toutes ses revendications. Ou bien la négociation échoue, et, dans ce cas, quelle sera la situation lorsque, la négociation ayant échoué, nous aurons brûlé notre dernière carte ?

Je dis qu'il est tout de même raisonnable, lorsqu'il s'agit d'une conférence qui ne sera pas la dernière, je l'espère, mais qui peut être une des dernières chances de la paix dans le monde, de savoir ce que nous voulons, de savoir où nous allons et de viser à l'avance un certain nombre de points sur lesquels nous estimons qu'il est de l'intérêt de la France et de l'Europe de ne point céder.

Oh, bien entendu, si, dans tous les domaines, nous fixions au départ, à l'Union soviétique des conditions inacceptables pour elle, si nous n'avions aucun moyen ni sur le plan européen, ni surtout sur le plan asiatique - et je demande à nos amis de la minorité de ne pas confondre, pour la France, le plan de le défense européenne avec le plan asiatique, le Parti a eu souvent l'occasion de l'affirmer à propos de l'Indochine - quelle serait alors notre situation, dans un cas comme celui-là ?

Et bien, nous pourrions proposer à l'Union soviétique beaucoup de choses ; nous pourrions lui proposer le règlement d'un certain nombre de problèmes asiatiques auxquels elle attache du prix ; nous pourrions lui proposer, pour un certain nombre d'années la garantie de ses frontières ; nous pourrions lui proposer un pacte de non-agression. Nous avons, entre les mains tout un arsenal de propositions à faire.

Mais devons-nous renoncer pour autant à ce qui a semblé, jusqu'à présent, au Parti Socialiste, absolument essentiel, c'est-à-dire la construction de l'Europe ? Je dis non. Je me rappelle l'intervention de Guy Mollet hier ; pour avoir une conférence immédiate donnant un résultat immédiat, mais ne garantissent pas l'avenir, nous aurons peut-être prolongé l'ère de paix relative dans laquelle nous vivons, mais pour être certains d'avoir la guerre demain.

Je ne voudrais pas que nous éprouvions, au lendemain d'une future conférence internationale, ce lâche soulagement dont parlait Léon Blum au lendemain de Munich.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Jules Moch - Ce qui se passe n'est pas conforme au règlement.

Le président - Il n'est pas conforme eu règlement d'interrompre.

Christian Pineau - Le règlement du Congrès prévoit que l'orateur de la majorité parle après celui de la minorité. Or, on m'a donné la parole le premier. Pour donner satisfaction à tout le monde, je ne demande qu'une chose, c'est que mon ami Savary prenne la parole après moi s'il le désire.
Par conséquent, il ne s'agit pas d'étouffer le débat, bien au contraire, mais devant des responsabilités aussi lourdes que celles qui pèsent sur nous, il faut que le Congrès sache exactement quelle est la différence profonde qui existe entre les motions en présence. J'estime que c'est honnête.
(Applaudissements)
Alors, je dis que nous devons garantir, quoiqu'il arrive, la construction de l'Europe, d'une Europe dont l'objectif n'est pas militaire, mais dont vous savez parfaitement, comme moi, qu'il est économique et politique. Si nous ne sommes pas pressés de voir venir, devant l'Assemblée Nationale, le débat sur la Communauté Européenne de Défense, si nous constatons un délai de fait que les circonstances nous imposent, nous ne devons pas, nous, prendre la responsabilité d'un délai supplémentaire, car en matière européenne, tout ce qui pourrait avoir l'air d'un recul serait une défaite pour l'Europe.
Or, rien ne serait plus grave, à la suite d'une conférence internationale, les deux blocs en présence restent de plus en plus puissants, que de voir isolées, en proie à des nationalismes excessifs, à une concurrence meurtrière, les nations de l'ouest de l'Europe, livrées à elles-mêmes.
Alors, en admettant que nous évitions la guerre, nous n'éviterions pas la servitude, c'est-à-dire l'intégration soit au bloc américain, soit au bloc soviétique.
Voilà, camarades, les raisons profondes qui font que nous insistons pour que le Congrès, tout en acceptant le principe d'une conférence, tout en insistant pour que cette conférence ait lieu, demande que les garanties nécessaires pour la paix, pour le pays et pour l'Europe, soient prises au départ et que nous ne nous trouvions pas dans 1'obligation - une conférence ayant échoué - de revenir sur nos positions antérieures dans des conditions qui alors constitueraient une provocation a l'égard de l'Union soviétique et risqueraient cette fois de nous entraîner vers la guerre.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Savary.

Léon Boutbien - Je dépose un amendement.

Le président - C'est trop tard.

Léon Boutbien - Ce n'est pas trop tard, puisque les orateurs parlent.

Alain Savary

Je remercie Christian Pineau de m'avoir permis de lui répondre. Je ne le ferai que sur deux points.

J'ai cru comprendre qu'il pensait que, dans notre demande de conférence à 4, nous renoncions à l'Europe. Il y aurait là un très grand malentendu, car je crois avoir dit que, dans les thèses que le Parti, que le gouvernement devait défendre dans une conférence à 4, figurait justement la construction de l'Europe. Mais ce qu'il faut savoir, c'est si nous établissons une hiérarchie entre la paix et l'Europe. Pour nous, les deux vont de pair. On peut tout à la fois, on doit tout à la fois faire l'Europe économique, sociale, politique, et en même temps travailler pour la paix.

(Applaudissements)

Ce que nous ne voulons pas, ce que nous craignons - je n'en fais pas de reproche à des camarades de le majorité, ce sont des thèses que l'on entend exposer ailleurs - c'est que la construction de l'Europe, telle que d'autres la conçoivent - je ne dis pas telle que la majorité la conçoit - soit en fait une menace pour la paix ou, en tout cas, un risque très grave à courir qu'il n'y ait pas de paix durable ; la seule paix durable telle que Mac Neel (?) la définit est celle qui a, comme condition, une entente à 4 sur l'Allemagne.

Voila, je crois, camarades, le point de vue de la minorité exprimé aussi précisément que possible.

Ensuite, je voudrais dire que, parmi ceux qui refusent cette conférence à 4 ou qui y mettent des conditions inacceptables, il y a des hommes pour lesquels nous n'avons aucune raison de combattre, envers qui nous n'avons aucun devoir, je veux parler de Monsieur Adenauer.

Que Monsieur Adenauer ait des raisons de vouloir précipiter les choses, et croit, pour des raisons qui lui sont propres, qu'il faut d'abord l'intégration - à quel prix ? - et ensuite l'unification, c'est son droit. Mais je pense que, sans même prendre partie entre socio-démocrates et Adenauer, ce qui serait peut-être notre droit, du simple point de vue du Socialisme français, notre choix est simple. Nous devons voir, dans leur ensemble, les chances de la paix et les chances de l'Europe que nous voulons mener de pair et jusqu'au bout.

(Applaudissements)

Le président - Camarades, tout à l'heure, après les premiers exposés des deux rapporteurs, j'ai demandé si des amendements allaient être déposés. A ce moment-là, personne n'a demandé la parole. Maintenant, je suis saisi d'un amendement de notre camarade Boutbien. Bien que ce ne soit pas très strictement conforme à la procédure et au règlement, je considère que, pour ne pas compliquer ce débat très élevé par des questions de procédure, on pourrait, exceptionnellement, permettre à Boutbien, auteur d'un amendement tardif, de le commenter très brièvement à la tribune.

Collection Jean Jaurès

Léon Boutbien

Camarades, ce n'est pas un artifice de procédure, mais il fallait évidemment déposer un amendement pour pouvoir poser une question au rapporteur et ne pas l'interrompre pendant son exposé.

J'ai entendu avec beaucoup d'intérêt les deux exposés de nos camarades Savary et Pineau. Or, il est une question qui aura une traduction pratique à la fin de cette année, lors des débats budgétaires ; il semble que Savary y ait fait allusion. Il semble que la motion de Pineau n'en fasse pas état. Je pense actuellement à l'attitude que devra adopter le groupe parlementaire lors du vote des crédits militaires. Est-ce le Congrès qui donnera son appréciation sur ce point ou au contraire, est-ce laissé à l'initiative du groupe ou du Comité directeur, en temps opportun ?

Car, précisément, dans le texte de notre camarade Savary, il est parlé d'un vote de crédits militaires compatibles avec l'économie nationale, sans d'ailleurs donner les limites ni les raisons pour lesquelles nous pourrions être amené à être opposés à un vote de cette nature. Dans le texte de Christian Pineau il n'est fait aucune allusion.

Comme on a demandé beaucoup de discipline au Parti dans l'année à venir, j'aime mieux que les questions soient nettement et clairement posées au Congrès avant que le groupe parlementaire n'ait à se prononcer.

C'est pourquoi j'ai usé d'un amendement qui tendait à ajouter au principe du désarmement général, simultané et contrôlé, l'adjectif "équilibré", pour bien montrer que les désarmements, pour qu'ils aient leur efficacité, doivent être équilibrés partout.

Et je demande à notre camarade Pineau de bien vouloir me répondre sur la question : Que devrons-nous faire, en ce qui concerne le vote des crédits militaires, au mois de décembre prochain ?

Le président - Une question a été posée à Pineau ; il va y répondre.

Christian Pineau - Je réponds exclusivement à la question de Boutbien.

J'ai dit tout à l'heure au Congrès - je ne sais pas si Boutbien était dans la salle - que ce qui est actuellement dans le texte de la minorité, en ce qui concerne les crédits militaires, se retrouvait dans le texte de politique intérieure, unanimement.

Il y a, unanimité de la Commission des résolutions sur ce point : à savoir que notre effort militaire doit être proportionné à nos ressources économiques et que nous devons faire pression sur nos alliés pour obtenir une diminution de la part de le France.

Je pense que, sur ce point, le Congrès sera unanime. Nous n'avons pas fixé de pourcentage par rapport au budget pour la raison très simple qu'il est trop facile de tourner des pourcentages de cette nature - Il suffit de mettre certaines dépenses hors budget ou d'en ajouter d'autres, pour modifier les pourcentages - par conséquent, nous risquerions d'arriver à un résultat ridicule.

Mais les deux idées auxquelles vient de faire allusion Boutbien sont, pour l'une, dans la motion de politique étrangère, pour l'autre dans la motion de politique intérieure.
Le Congrès les ayant votées unanimement - je parle de la motion de politique intérieure - le résultat sera exactement le même. Par conséquent, tu as satisfaction».

Le président - L'amendement de Boutbien étant retiré, le Congrès va se prononcer sur les deux textes dont il est saisi. Comment voulez-vous voter ?

Dans la salle - Par mandat.

Le président - Je ne demande même pas si le dixième des délégués le désire. On va donc appeler les fédérations. Vous répondrez pour le texte de la majorité ou contre ; ce sera alors pour l'adoption du texte de la minorité. Ceux qui ne veulent pas choisir annonceront : "Abstention".
Je répète : Pour, cela veut dire que vous adoptez le texte rapporté par Pineau. Contre, cela veut dire que vous vous prononcez pour le texte rapporté par Savary. Abstention : Vous ne choisissez pas.
Vous avez vu tout à l'heure qu'il n'était pas possible d'entendre les réponses des fédérations avec du bruit dans la salle. C'est une opération délicate. Je vous demande de contribuer à son succès en faisant le plus grand silence.

Dans la salle - Pourquoi ne pas remplacer "pour" et "contre" par "Pineau" et "Savary" ?

Le président - Je croyais que c'était suffisamment clair ainsi. Mais si cela vous fait plaisir, vous pouvez procéder ainsi.

(Il est procédé au vote par mandat)
(Quelques minutes de suspension pour le dépouillement)

Camarades, je vais vous donner connaissance du résultat du vote sur les motions de politique internationale.
Nombre de mandats : 5 405
Motion rapportée par Pineau : 1 979
Motion rapportée par Savary : 1 187
Abstentions : 228
Absents : 9.
Je vais donner la parole à Alduy, rapporteur au nom de l'unanimité de la Commission des résolutions sur les questions de l'Union française.

Alduy

Camarades, les questions de l'Union française n'étaient pas parmi les plus importantes que l'on eut à discuter au Congrès, étant donné qu'un Conseil

Contribution Jean Jaurès

national, avec pouvoir de Congrès, s'était réuni les 24 et 25 janvier dernier. Par conséquent, nous n'avons ici qu'à nous borner à rappeler les décisions déjà prises, en tenant compte simplement de trois faits : Le premier en ce qui concerne les Territoires d'Outremer, c'est qu'il est de plus en plus urgent de mettre en place des municipalités. Le deuxième, c'est que le plan quadriennal de mise en œuvre des ressources économiques et sociales, Outremer, doit être mis au point au cours des prochaines semaines. Enfin, le troisième point, c'est la politique de répression au Maroc et en Tunisie. C'est donc sur ces bases et par référence aux décisions du Conseil national dernier qui, je le répète, avait pouvoirs de Congrès, que nous vous proposons la motion suivante :

"Le Parti Socialiste rappelle et confirme les diverses résolutions relatives au Maroc et à la Tunisie, ainsi qu'à l'Algérie, aux territoires d'Outremer et aux départements d'Outremer, qui ont été votées par le Conseil national des 24 et 25 janvier 1955 ayant pouvoir de Congrès.

En ce qui concerne les problèmes politiques et sociaux dans les territoires d'Outremer, il réaffirme sa position relative au collège unique, à l'extension des pouvoirs des assemblées territoriales, à l'application immédiate du code du travail et de la législation des accidents du travail. En particulier et en vue de l'application de la promesse de la constitution d'appeler les peuples d'Outremer à gérer démocratiquement leurs propres affaires, il invite ses élus à promouvoir dans les territoires d'Outremer des municipalités, foyers locaux de la démocratie, pourvues de l'ensemble des attributions et des pouvoirs des collectivités communales françaises.

En ce qui concerne les problèmes économiques, le Parti insiste sur la nécessité d'orienter le plan quadriennal, actuellement à l'étude, vers une transformation des conditions de la production agricole par la pratique d'investissements destinés à satisfaire par priorité les besoins immédiats des populations autochtones.

Dans ce dessein, devront être mis en œuvre, à l'aide du Fonds Economique et Rural de Développement Economique et Social (FERDES), lui-même financé par le FIDES :

a) Une coopération agricole véritablement démocratique ;

b) une réforme des sociétés indigènes de prévoyance ;

c) un organisme de crédit agricole mutuel particulièrement destiné aux autochtones.

Cet effort dans le domaine agricole doit être accompagné d'une planification de l'économie industrielle des pays d'Outremer en vue de créer des ensembles industriels intégrés.

En conséquence et parce qu'il convient de préserver et de développer l'unité économique de la République Française, l'élaboration du plan d'Outremer doit être maintenue à la Présidence du Conseil et ne pas être subordonnée à des préoccupations financières immédiates".

Voila la première motion.

Et voilà la seconde : Motion sur la répression en Tunisie et au Maroc :

"Le Parti Socialiste condamne la politique de répression pratiquée au Maroc et en Tunisie. Il demande la libération des détenus politiques et syndicalistes, la mise en œuvre de tous moyens policiers et judiciaires propres à assurer l'arrestation des assassins de Ferhat Hached. Il réclame le rétablissement des libertés civiques, liberté de la presse, des syndicale, d'association, de réunion. Il considère ces mesures d'apaisement comme la condition préalable à une reprise des négociations entre la République Française, le Tunisie et le Maroc."

Le président - Camarades, je suis saisi d'un amendement de Defferre. Je lui donne la parole.

Gaston Defferre

Mon amendement vise l'Indochine dont ni la motion rapportée par Pineau, ni celle rapportée par Savary n'ont parlé en termes précis. Voici le texte de l'amendement qui est court ; mon commentaire le sera lui aussi.
"La fédération des Bouches-du-Rhône demande au groupe parlementaire de s'abstenir de voter les crédits militaires de l'Indochine tant que le gouvernement ne sera pas engagé dans la voie de la négociation"… (applaudissements)… Nous avons, au cours des Congrès précédents, à plusieurs reprises, demandé au gouvernement d'engager les négociations pour mettre un terme à la guerre d'Indochine. Si je n'étais pas dans un congrès Socialiste, je pourrais presque dire que les textes que nous avons votés ont été des vœux pieux.
Aujourd'hui, dans notre fédération, nous avons le désir d'aller plus loin et de préciser davantage les choses, de prévenir le gouvernement, d'ores et déjà, que s'il ne s'engage pas résolument dans la voie de la négociation, pour mettre un terme a le guerre d'Indochine, le parti Socialiste - et pas seulement le groupe parlementaire qui ne fait qu'exécuter la décision - le Parti Socialiste considérera qu'il ne peut pas continuer à voter les crédits militaires destinés et nécessaires à la poursuite de cette politique… (applaudissements)… C'est pourquoi nous vous demandons de donner mandat au groupe parlementaire de s'abstenir, tant que le gouvernement ne se sera pas engagé dans la voie de la négociation.
(Applaudissements).

Le président - Y a-t-il d'autres amendements ?

Alduy - La sous-commission est entièrement d'accord avec l'amendement de Gaston Defferre.

Le président - Je mets aux voix l'amendement de Defferre.
Que ceux qui sont partisans de l'adopter lèvent la main ?
Avis contraires ? Abstentions ?
L'amendement est adopté… (applaudissements)… Je mets aux voix la résolution d'Alduy.
Pour ?
Contre ?

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Abstentions ?
La résolution d'Alduy est adoptée à l'unanimité.
Je donne la parole à Bidet pour un deuxième rapport»

André Bidet

Nos amis des départements d'Outremer ont mis au courant la Commission des événements qui se déroulent sur le plan social dans ces pays. Vous le savez, les journaux en ont parlé, il y a là-bas des fonctionnaires en grève depuis maintenant plus de sept semaines. Ils formulent des revendications strictement sur le plan professionnel. Ils demandent une révision du régime de leur traitement et de la sécurité sociale.
La question est venue déjà devant l'Assemblée Nationale, M. Edgar Faure a écarté le débat en invoquant la loi budgétaire des maxima.
La sous-commission a étudié la question et vous présente la résolution suivante :
"Le Congrès appelle de la manière la plus pressante l'attention des militants Socialistes et celle de l'opinion et des pouvoirs publics sur les revendications légitimes des fonctionnaires en grève depuis déjà sept semaines dans les départements d'Outremer, concernant le régime de leurs traitements et de la sécurité sociale.
Il affirme qu'un refus basé sur la loi budgétaire des maxima ne peut suffire à écarter ces revendications et à remédier à une situation extrêmement grave.
Il invite ses élus à mener une action énergique pour reprendre d'urgence la question en vue de la faire aboutir devant le Parlement".

Le président - Y a-t-il des amendements ?
Non ? Pas d'opposition ? Pas d'abstentions ?
Il est adopté.

André Bidet - Camarades, j'ai deux autres textes à vous soumettre.
J'ai entretenu hier le Congrès de la Conférence Socialiste asiatique. Cette conférence entretient avec l'Internationale Socialiste des relations qui vont en de développant. Déjà, à la conférence de Puteaux de l'Internationale Socialiste, un représentant de la Conférence Socialiste asiatique était présent. Au Congrès de l'Internationale à Stockholm, c'est toute une délégation asiatique qui assistera aux travaux. Je crois que nous ne pouvons que nous réjouir de ces relations, car ce sont les contacts humains qui sont les plus profitables à une bonne entente entre les Socialistes du monde entier.
La Conférence asiatique a adressé un message il y a quelque temps à la SFIO ; elle en avait adressé un à l'Internationale ; voici le texte que je vous propose d'adopter :
"Le Parti Socialiste SFIO, réuni pour la première fois en Congrès depuis la magnifique rassemblement des Socialistes d'Asie à Rangoon, salue avec joie la naissance de la Conférence Socialiste asiatique.

Fondation Jean Jaurès

Il adresse à celle-ci l'expression de ses sentiments fraternels. Il se félicite de la volonté affirmée par la Conférence Socialiste Asiatique d'établir des relations étroites avec les Partis Socialistes du monde entier.
Le Parti Socialiste SFIO est convaincu que les efforts convergents de tous peuvent seuls permettre de réaliser ce monde prospère, libre et pacifique, cette unité humaine dont le Socialisme porte la promesse, comme la Conférence Socialiste Asiatique a su très heureusement le rappeler."

Le président - Pas de propositions de modifications ?
Pas d'opposition ? Pas d'abstentions ?
Le texte est adopté.

André Bidet - Camarades, ce matin le délégué de la fédération du Sud-Vietnam, notre Camarade Caput, nous a lu un message d'amitié du Parti Socialiste vietnamien.
Dans ce message, le Parti Socialiste vietnamien a dit son accord avec les positions prises par le Parti Socialiste SFIO en ce qui concerne l'ensemble des problèmes vietnamiens.
En réponse, au message du Parti Socialiste vietnamien, la sous-Commission vous propose le texte suivant :
"Le Congrès du Parti Socialiste SFIO a reçu avec joie et émotion le message d'amitié du Parti Socialiste vietnamien.
Il adresse à celui-ci l'expression de ses sentiments très cordiaux.
Le Congrès constate avec satisfaction la concordance de vues entre les deux partis.
Le Parti Socialiste SFIO assure le Parti frère vietnamien de son appui pour l'établissement de la paix, la réalisation de réformes démocratiques et sociales dans un Vietnam dont les liens avec l'Union française pourront être définis en de libres accords".

Le président - Pas d'oppositions ? Pas d'objections ? Pas d'abstentions ?
Le texte est adopté.
La parole est à Weill-Raynal.

Etienne Weill-Raynal

La résolution que je suis chargé de rapporter devant vous est complètement indépendante des problèmes de l'Union française qui ont été traité tout à l'heure par nos camarades. C'est un problème qui vise d'autres pays, tous les pays qui font partie d'une union, comme l'Union française ou comme le Commonwealth britannique sont en dehors de la résolution que je vais vous présenter.
Il s'agit des pays qui sont politiquement indépendants, mais qui sont économiquement sous-développés. Je vais en donner quelques exemples sans avoir la prétention d'en épuiser la liste.

Fondation Jean-Jaurès

Il y a comme type de ces pays l'Inde qui est indépendante et qui est le type du pays qui meurt de faim. Il y a tous les pays de l'Amérique du Sud, en dehors naturellement, de l'Argentine, du Brésil, du Chili.
Un grand géographe américain a établi la géographie de la faim où sont énumérés tous ces peuples, c'est d'eux, et d'eux seuls qu'il s'agit.
J'ajoute que sur cette question, la question que je suis chargé de rapporter, à savoir le lien entre l'aide aux pays sous-développés et le déséquilibre commercial permanent, ou durable de l'Europe occidentale, à l'égard de la zone dollars, vos représentants ont déjà pris position par deux fois.
En effet, nos représentants à l'assemblée de Strasbourg se sont associés à une note unanime de cette assemblée en mai 1952 qui établit, qui définit, qui affirme le lien entre ces deux problèmes et, d'autre part, postérieurement à notre dernier Congrès, à l'Internationale de Milan, notre ami André Bidet a fait adopter une résolution que je reproduis ici.
J'ai donné ces explications préliminaires pour éviter tout malentendu et maintenant je vais vous lire la résolution, très courte, qui, sous le bénéfice de ces observations, nous pensons se suffit à elle-même.
"Résolution concernant l'aide aux pays indépendants sous-développés :
Le Congrès du Parti Socialiste SFIO confie au Comité directeur le soin d'étudier et de faire connaître à l'opinion publique les moyens de mettre en œuvre la coopération internationale pour l'aide nécessaire et urgente aux pays indépendants économiquement sous-développés, en vue de faciliter leur pleine émancipation dans tous les domaines.
Au moment où les grandes organisations internationales étudient les modalités de cette aide, le Parti Socialiste SFIO affirme la nécessité qu'une telle action soit réellement entreprise dans l'intérêt des populations de ces pays, et non en vue de la seule recherche de nouveaux débouchée commerciaux pour les pays techniquement suréquipés.
Le Parti Socialiste SFIO fait sienne les résolutions de l'Internationale Socialiste prises à Milan en octobre 1953 au sujet de ce problème, et en particulier la résolution suivante :
Il faut prendre des mesures propres à associer l'ensemble des pays du monde à l'aide aux pays sous-développés, et à régler simultanément le problème du déséquilibre de la balance des paiements entre l'Europe et la zone du dollar et le problème économique des pays sous-développés".

Le président - La parole est à Junillon (?) pour développer un amendement.

Junillon

Plusieurs camarades m'ont demandé d'attirer instamment l'attention du Congrès sur l'importance du dernier alinéa de la résolution dont il vient de vous être donné lecture, ce dernier alinéa qui renvoie le Congrès à la résolution adoptée par l'Internationale à Milan, résolution qui, dans l'esprit de nos camarades et de moi-même, constituait plus une base de discussion pour chaque Parti Socialiste

qu'une décision définitive qui, pour la France, serait imposée à notre Parti Socialiste.
St je me permets de faire un rapprochement entre ce qui est indiqué dans cette résolution dont on nous demande l'adoption définitive comme loi du Parti, avec une autre résolution qui fut votée à Strasbourg, en septembre 1953, si je ne m'abuse, sous l'inspiration de M. Zemler, et pour un but qui avait été précisé et qui était le même que celui énoncé dans la résolution, à savoir l'identification absolue entre le déficit dollar de l'Europe et la nécessaire développement des pays soi-disant arriérés.
Il y avait là, incontestablement, une inspiration d'un néo-colonialisme que nous avons été quelques-uns à condamner et en particulier à l'Assemblée de l'Union française.
Je sais bien que notre ami Weill-Raynal a, sur mon insistance, pris la précaution de préciser dans le texte de la résolution qu'il vous a lu, qu'il s'agissait des pays indépendants et qu'implicitement les territoires d'Outremer de l'Union française seraient exclus des dispositions visées par la résolution, mais je me permets de rappeler que lorsque le conseil économique et social de l'ONU a eu à se pencher sur le nécessaire équipement des pays sous-développés, il a établi une nomenclature dans laquelle figuraient bel et bien les pays d'Afrique de l'Union française.
Par conséquent, et c'est là le danger, dans la mesure où une action internationale pourra et sera engagée en faveur des pays sous-développés, dans la mesure où cette action sera engagée, nous ne pourrons pas éviter que dans le cadre du conseil économique et social, de l'ONU, les pays africains de l'Union française soient bel et bien rangés et maintenus dans la catégorie des pays sous-développés et, par conséquent, soumis aux dispositions qui seront arrêtées par un organisme international. Voilà le danger.
C'est pourquoi j'ai déposé l'amendement qui vise à supprimer le dernier alinéa de la résolution, de manière - tout en admettant que la résolution de l'Internationale peut servir de cadre à une étude approfondie, minutieuse et qui doit être nécessairement longue - qu'une étude soit confiée au Comité directeur pour être éventuellement, alors, sanctionnée par le Congrès.
Des précautions sont, en effet, à prendre ; j'en ai énoncées quelques-unes ce matin, je n'y reviens pas.
Autant mes amis et moi sommes d'accord pour le plan mondial d'assistance, autant nous ne pouvons pas, en conscience, apporter une caution à ce qui n'est dans notre esprit qu'une forme de néo-colonialisme d'inspiration américaine allemande - j'en demande pardon à Guy Mollet - car nous avons vu tout de même ce qui s'est passé à Strasbourg.
Par conséquent, j'insiste pour que cette affaire fort grave pour les pays d'Outremer de l'Union française soit renvoyée pour une étude plus approfondie que celle que nous pouvons faire à la faveur d'un Congrès.

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Ecoutez, Camarades, je comprends bien qu'il est tard et que ce soit un sujet que très peu d'entre voue ont étudié, mais je suis dans l'impossibilité de laisser passer certaines formules qu'a employé Junillon.

Il a fait état de ce que, à Strasbourg, il y a eu une proposition faite par un nommé Zemler, qui est un homme de droite allemand. Cette proposition n'a pas été votée par l'Assemblée de Strasbourg, je lui en demande pardon : La proposition de Zemler est passée devant la commission intéressée comme beaucoup d'autres et les Socialistes l'ont entièrement transformée et celle votée à Strasbourg, à laquelle le Socialistes de tous les pays d'Europe ont donné leur assentiment, Guy Mollet, y compris, Jaquet y compris, Spaack y compris, n'a, je vous affirme, pas été influencée par les Américains, pas plus qu'elle ne l'a été par des sentiments de néo-colonialisme.

Quand nous avons repris cela à la dernière Assemblée de Milan, de Depreux à Philip, nous n'étions pas, je vous l'assure, influencés par des sentiments de néo-colonialisme ou panaméricains.

J'ajoute que cette idée un peu rapidement exprimée, trop brièvement exprimée, qui n'a pas fait l'objet d'un développement, est la seule qui reprenne la thèse d'un de nos camarades du Parti, Lévy-Jacquemin.

Or, cette thèse a fait l'objet dans le Populaire il y a quelques années d'un article des plus élogieux de la part de Léon Blum que nous ne pouvons pas taxer de néo-colonialisme ou de panaméricanisme.

Je voudrais tout de même qu'entre camarades Socialistes, on évite des appréciations qui manquent d'un certain caractère de fraternité !

En réalité, on ne vous demande pas de faire vôtre aujourd'hui entièrement cette thèse, mais on vous demande de dire qu'entre le problème posé à l'Europe, à toute l'Europe, celui du déséquilibre de sa balance des comptes, et du déficit dollar, qu'entre ce problème et celui de l'aide à tous les pays sous-développés, il y a un lien, et qu'au lieu de prétendre régler les deux problèmes séparément, il y aura probablement intérêt pour le monde et les pays sous-développés, non pas pour les coloniser, mais pour eux, à les aider.

La résolution ne dit rien d'autre, et c'est la trahir que de la traduire autrement.

Le président - La parole est à Weill-Raynal pour répondre.

Etienne Weill-Reynal

Camarades, je veux répondre à deux arguments de notre ami Junillon :

En premier lieu, il vous a dit qu'il y avait une nomenclature établie un jour par un conseil ou par une organisation qui comprend les pays de l'Union française et probablement aussi les territoires britanniques. Mais, camarades, nous ne sommes pas à la remorque de cette organisation, nous nous déterminons d'une manière autonome et libre, nous savons ce dont nous parlons et nous ne nous exprimons pas par référence à des résolutions qui ont été prises par des organisations qui n'ont rien à faire avec la nôtre.

Lorsque nous vous affirmons que cette résolution vise exclusivement les pays indépendants et qu'elle laisse formellement en dehors les pays faisant partie de l'Union française ou les pays faisant partie du Commonwealth britannique, je pense que nous définissons ainsi clairement ce que nous vous demandons de ratifier.
En second lieu, notre camarade Junillon a dit qu'il y aurait une liaison permanente entre le déficit en dollar et l'aide aux pays sous-développés. Naturellement, nous établissons une liaison au départ entre ces deux phénomènes, mais nous pensons bien que le déficit que l'Europe occidentale envers les Etats-Unis ne dépassera pas 3 milliards, alors que l'aide aux pays sous-développés ira en grandissant à 5, 10, 15 milliards et au-delà, et alors comment peut-on dire que l'on accroche l'aide aux pays sous-développés au déficit envers la zone dollar, alors que dans quelques années, les deux phénomènes n'auront aucune commune mesure ?
D'autre part, je vous demande, étant donné qu'il s'agit uniquement d'une étude, de prendre garde qu'à deux reprises nos représentants d'une part à l'Assemblée de Strasbourg, d'autre part à l'Internationale de Milan, on affirmé qu'il y avait une liaison entre les deux problèmes.
Nous ne vous disons pas du tout qu'à ce problème il faut choisir telle ou telle solution, nous vous demandons simplement d'affirmer, dans une mesure qui sera à déterminer, et sous des modes qui seront à définir, s'il est nécessaire d'établir une liaison entre les deux problèmes.
C'est pourquoi je demande à notre ami Junillon de retirer son amendement. S'il accepte, il n'y a plus de question ; s'il le maintient, alors je serai obligé de demander le rejet de son amendement.

Le président - L'amendement Junillon est-il maintenu ?

Junillon - Oui.

Le président - Alors, que ceux qui sont d'avis d'adopter cet amendement le manifestent en levant la main.
L'amendement est repoussé.
Je mets aux voix maintenant le texte de Weill-Raynal.
Que ceux qui sont pour le manifestent en levant la main ?
Contre ?... Abstentions ?... Le texte est adopté.
Je donne la parole à Coutant, au nom de l'unanimité de la Commission des résolutions.

Robert Coutant

Mes chers camarades, la Commission des résolutions m'a chargé de vous présenter le texte qu'elle a élaboré sur les problèmes de politique intérieure.
Elle a disjoint la motion de politique agricole, qui fait l'objet d'une motion spéciale, et, d'autre part, elle a pensé que compte tenu de l'ampleur des problèmes soulevés et de la nécessité d'en étudier toutes les modalités, et toutes

les solutions possibles, vous présenter une motion complémentaire sur les problèmes constitutionnels et l'organisation des pouvoirs publics.
Par ailleurs, j'indique au Congrès qu'après le scrutin qui interviendra sur ces motions de politique intérieure, le Secrétaire général du Parti vous soumettra l'appel qui a été rédigé en faveur du front démocratique et social.
Etant donné l'heure et étant donné également que le texte que je vais vous lire se suffit à lui-même, je vous en donne immédiatement connaissance :
"L'expérience Pinay, poursuivie par René Mayer, que la presse conservatrice avait présentée comme la salut du pays, s'est dans la pratique révélée désastreuse. Alors que les besoins de la nation et de la population sont immenses et s'accroissent sans cesse, la politique Pinay a abouti à une régression économique génératrice de chômage et de misère. Elle a paralysé la construction, stoppé le développement de la production et affaibli le potentiel économique de la France sans pour cela avoir atteint les buts qu'elle se proposait, l'équilibre du budget n'a pas été atteint, le déficit, au contraire, s'est accru, il n'y a pas eu de baisse des prix, mais seulement une stabilisation à un niveau élevé alors que les prix mondiaux ont diminué.
La position de la France sur le marché mondial s'est aggravée et le déficit de la balance des comptes atteint des proportions catastrophiques pour notre économie.
Cette politique de facilité et de régression a augmenté les difficultés matérielles des masses populaires, dans le même temps où elle favorisait la spéculation et le luxe insultant de certaines catégories sociales.
Une telle politique, si elle devait se poursuivre, ne pourrait que conduire le pays vers la ruine et à des troubles sociaux aux conséquences imprévisibles.
C'est pourquoi le Parti Socialiste estime urgent et nécessaire de changer fondamentalement de politique. La volonté d'un tel changement a d'ailleurs été exprimée par le corps électoral lors des dernières élections municipales qui ont marqué un incontestable tournant à gauche et un progrès certain de l'influence Socialiste. Elle s'est manifestée également par l'écho qu'a trouvé dans tout le pays la déclaration de M. Mendès-France, déclaration qui reprenait sur de nombreux points les solutions préconisées par le Parti Socialiste dans son dernier Congrès.
Le refus de l'Assemblée d'investir M. Mendès-France pourtant non Socialiste, l'hostilité de la majorité à toute politique de progrès social et d'expansion économique, son incapacité à élaborer une politique simplement cohérente ont suffisamment justifié l'attitude du Parti Socialiste et son opposition à cette politique conservatrice.
Le Parti Socialiste porte le débat devant la nation et lui demande de prendre conscience de ses responsabilités.
Pour une politique de plein emploi et d'expansion économique, le Congrès affirme que seule une organisation générale de l'économie en fonction des besoins de la nation et de la population peut apporter une solution aux difficultés actuelles ; cette organisation doit être fondée sur l'établissement de programmes de production en fonction des besoins et des ressources, la garantie du plein

emploi et la construction massive de logements à bon marché, une action efficace sur les prix et la limitation des marges bénéficiaires, l'organisation de la distribution du crédit et le contrôle des investissements privés et publics, la réforme fiscale basée sur la réduction progressive des impôts de consommation, la simplification du système actuel et la lutte contre la fraude, la limitation et l'également à l'exemple de nos alliés des crédits militaires en fonction de la capacité économique de la nation et compte tenu de la part équitable des charges que le pays doit supporter dans l'effort commun.

D'autre part, la situation de notre agriculture nécessite la politique agricole rationnelle définie dans la motion ci-annexée.

L'expansion économique, seul moyen d'améliorer les conditions de vie à tous, commande le développement des investissements, afin d'améliorer l'équipement économique et l'accroissement de nos exportations. Elle implique donc la mise en commun des techniques dans une même branche industrielle et l'augmentation de la consommation des produits exigeant peu de matières importées.

Le Parti Socialiste affirme que, limitée au cadre national, toute organisation économique aboutit tôt ou tard à l'autarcie qui crée le risque de la dictature ; aussi préconise t-il une organisation internationale de l'économie.

C'est dans ce but qu'ayant approuvé la Communauté européenne du charbon et de l'acier, il appuiera et suscitera toute initiative tendant à modifier d'autres communautés techniques analogues.

Pour une politique sociale hardie, le Parti Socialiste déclare une fois de plus la réunion immédiate de la Commission supérieure des conventions collectives, afin de fixer un nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti.

Il demande que soit étudiée l'institution d'un salaire garantie hebdomadaire ou mensuel protégeant les travailleurs contre le chômage partiel.

Il insiste pour que la loi sur les conventions collectives soit enfin appliquée dans son esprit et pour que les mesures d'accroissement de la productivité ne soient plus décidées unilatéralement par les employeurs et à leur seul profit.

Il proteste contre les retards apportés au rajustement des indemnités de chômage, des allocations familiales, aux vieux, aux victimes de la guerre et aux invalides civils.

Il estime qu'une politique destinée à accroître le pouvoir d'achat sans entraîner une nouvelle hausse des prix doit en premier lieu accroître la consommation que la production actuelle permet de satisfaire. Il y a lieu notamment d'accroître la construction de nouveaux logements et les facilités de crédits aux consommateurs.

Le Parti Socialiste fixe comme un des objectifs essentiels de son action l'amélioration de la condition morale de la classe ouvrière par le développement de l'orientation et de la formation professionnelle propre à assurer aux jeunes un emploi stable, conforme à leurs aptitudes et par le vote des projets Socialistes concernant la sécurité de l'emploi et l'extension des pouvoirs des comités d'entreprise.

Fondation Jean Jaurès

Sécurité sociale et nationalisations : Le Parti Socialiste n'admet aucune atteinte aux avantages de la sécurité sociale ; il entend au contraire que les prestations en soient améliorées et que dans le respect de leur équilibre financier, la sécurité sociale soit étendue à l'ensemble de la population.
D'autre part, le Parti Socialiste continuera à défendre les nationalisations en recherchant les meilleurs moyens d'améliorer leur gestion. N'ayant jamais confondu étatisation et nationalisation, il condamne les mesures prises par les gouvernements réactionnaires en vue d'étatiser les sociétés nationales, d'en politiser les directions par une accumulation de contrôle bureaucratique a priori.
Défense de la laïcité : Le Congrès réaffirme sa volonté d'assurer l'intangibilité du caractère laïque des institutions scolaires. Dans l'accroissement des besoins, il estime nécessaire de faire l'effort maximum pour la construction d'écoles par l'établissement d'un programme à long terme, satisfaisant les besoins de l'enseignement général et de l'enseignement technique, sa réalisation constituant le meilleur moyen de défendre l'école publique, fondement des institutions démocratiques et républicaines.
Tels sont les objectifs du Parti Socialiste en matière de politique intérieure. Pour les atteindre, il adresse un appel à tous les travailleurs, à tous les démocrates, à tous les hommes libres auxquels il demande de s'unir et de combattre avec ses militants dans le front démocratique et social."
Je vais maintenant vous donner lecture de la motion de politique agricole.
"Le Congrès se félicite de l'action poursuivie par la Commission centrale agricole en liaison avec les Commissions fédérales et les groupes parlementaires.
Au cours de 6 Congrès agricoles régionaux organisés par la Commission à la demande du secrétariat général, les militants ruraux ont pu affirmer leur unanimité sur les solutions à apporter aux problèmes agricoles. Ces solutions sont celles que le Socialisme a su faire triompher dans tous les pays où il a pu détenir seul le pouvoir et en particulier dans les pays scandinaves et en Grande-Bretagne.
C'est ainsi que le Socialisme français poursuit l'organisation coopérative de l'agriculture, base de marchés agricoles orientés au profit de tous les travailleurs producteurs ou consommateurs. De même, la Commission centrale agricole s'est associée aux travaux pour une véritable réforme de la fiscalité : Il faut répartir le revenu national de façon à augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs ; il faut mettre fin au scandale que constitue une fiscalité et une parafiscalité écrasantes pour les revenus les plus faibles élevant les prix de vente des produits indispensables et dégrevant les revenus les plus élevés et favorisant les dépenses de luxe des privilégiés. Les paysans, fournisseurs des produits essentiels, ont intérêt à l'élévation du pouvoir d'achat des couches les plus défavorisées, les ouvriers ont de même intérêt à ce que l'agriculture puisse acheter largement les produits industriels nécessaires à son équipement. Les bas salaires ouvriers créent la mévente des produits alimentaires, les bas revenus agricoles sont générateurs de chômage,

La politique de droite à laquelle est attaché en France le nom de Pinay, se révèle, dans tous les pays, génératrice de crise économique et de chômage. Les Etats-Unis, après quelques mois seulement de politique dite libérale, connaissent les signes avant-coureurs d'une crise analogue à celle de 1939. Les cours des céréales s'effondrent au-dessous des prix de soutien et déjà le Sénat américain parle d'imposer aux pays européens la concurrence de produits agricoles exportés à vil prix, en tout cas très en dessous des prix de revient. Les marchés européens sont à nouveau menacés de la concurrence anormale qu'ils ont connue avant l'expérience Roosevelt.

En Grande-Bretagne, les subventions alimentaires sont progressivement supprimées et les consommateurs comme les producteurs agricoles interrogent l'avenir avec anxiété.

Cette politique réactionnaire a été en France faite au nom et sous le contrôle de prétendus "paysans" dont l'échec est si flagrant que les corporatistes sont les premiers à la dénoncer comme anti-agricole. La surenchère démagogique des Dorgéristes ne saurait tromper l'opinion agricole, car ils sont responsables des hommes qu'ils ont portés au pouvoir, et ce qu'ils proposent est un retour à ce qu'ils ont su imposer à l'agriculture quand ils régnaient sur elle par la grâce de l'occupant. Il est aujourd'hui clair pour tous qu'il n'est pas de politique agricole qui puisse défendre les familles paysannes en s'en servant pour protéger les privilèges, en particulier fiscaux, des hobereaux de la corporation.

La seule politique vraiment paysanne est celle qui, défendant le pouvoir d'achat de tous les travailleurs, sauve l'agriculture en lui assurant des débouchés stables et rémunérateurs du travail paysan. Elle suppose un développement de la productivité agricole par l'enseignement, la vulgarisation, et des investissements. Ceci doit permettre à la ferme familiale d'obtenir les résultats atteints par ceux qui, disposant de capitaux importants et de connaissances techniques suffisantes les utilisent pour exploiter le travail de leurs salariés.

Par un accroissement de la productivité agricole,
l'organisation des marchés,
l'amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs,
la défense des travailleurs ruraux, propriétaires, fermiers, métayers et salariés,
la sécurité sociale, l'équipement des villages,
le programme du Parti Socialiste est seul capable d'assurer à tous le bien-être et la sécurité.

Le Congrès lance donc un appel aux travailleurs des champs, comme à ceux des villes, pour qu'ils donnent au Parti Socialiste le pouvoir de l'appliquer".

Et, enfin, mes chers Camarades, une dernière motion, très courte celle-là, sur les problèmes constitutionnels et l'organisation des pouvoirs publics :

"Le Comité directeur est chargé de veiller à la création, dans le cadre de la Commission nationale d'études, d'une commission ayant pour objet d'examiner les problèmes constitutionnels dans leur ensemble et l'organisation des pouvoirs publics".

Collection Jean Jaurès

Le président - J'ai des demandes d'amendement, le premier émane de Rimbert, je lui donne la parole.

Pierre Rimbert

Camarades, dans le texte de la motion que Coutant vient de vous lire, nous avions, à la sous-Commission, en ce qui concerne les responsabilités gouvernementales, apporté une précision un peu plus grande que celle qui vous a été lue, et lorsque nous sommes venus devant la Commission, on nous a demandé d'atténuer le passage en question. Je vais vous le lire et je vous dirai pourquoi nous vous demandons de rétablir le texte de la sous-Commission.

A l'endroit où le texte se termine par "l'opposition à la politique gouvernementale", je demande qu'on rétablisse le passage suivant : "et son refus de toute responsabilité gouvernementale dans le cadre de l'assemblée actuelle".

Je vous explique la raison de cet amendement : Je considère que la composition sociale et politique de l'Assemblée Nationale française telle qu'elle est à l'heure actuelle, étant donné le caractère réactionnaire, conservateur de la majorité de cette assemblée, étant donné d'un autre côté que nous avons les députés Communistes qui sont pour ainsi dire en dehors de l'Assemblée, car ils voteront contre tout de façon négative, empêche de promouvoir une politique de progrès social.

Or, je crains que si des circonstances créent un mouvement de panique ou de peur dans cette assemblée, celle-ci, prise de peur devant son incapacité, devant son impuissance ne se tourne vers les Socialistes et leur dise : "Ecoutez, venez avec nous, prenez la responsabilité, nous accepterons ceci et cela", mais ils n'accepteront ceci et cela que pour une période éphémère, pour une durée de quelques mois, le temps qu'avec les Socialistes ils aient réalisé quelques mesures impopulaires et réactionnaires et ensuite, reprenant leur véritable base politique, ils jetteront de nouveau le programme Socialiste.

Or, je crois que si le Parti doit proclamer hautement devant le pays tout entier qu'il veut les responsabilités gouvernementales, qu'il ne les fuit pas, il doit dire qu'il entend diriger les destinées de la France, mais pas pour trois mois, le temps de prendre quelques mesures impopulaires ; il entend les diriger assez longuement parce que le programme qu'il veut mettre en avant est un tout qu'on ne peut pas diviser.

Si nous acceptons des responsabilités pour faire quelques mesures et ensuite on nous refuse la confiance et on nous renvoie dans nos positions, nous aurons de nouveau discrédité le prestige du Parti… (applaudissements)… C'est pour ces raisons qu'il faut dire ouvertement à la population que si elle veut que nous prenions en mains les destinées de la France, il faut qu'elle comprenne que l'assemblée doit être renouvelée et qu'elle comprenne qu'on ne doit pas voter pour ce qu'on appelle cas "indépendants", c'est-à-dire ces médiocrités dignes de la Comédie humaine de Balzac, qu'elle ne doit pas voter pour les Communistes qui sont des voies perdues pour la nation, mais qu'elle doit voter pour le seul Parti qui soit capable économiquement et socialement de faire la politique qui

redressera la nation et cela ne peut pas se faire en trois mois. Il nous faut des années pour cela ; il nous faut une majorité cohérente, et solide.
Voilà pourquoi je voudrais que le Parti dise au pays clairement : "Tant que nous aurons de tels hommes au parlement, avec eux, jamais nous ne prendrons des responsabilités gouvernementales."

Le président - La parole est à Weitz.

Weitz

Camarades, je pense qu'après avoir consacré une journée de discussion sur le front démocratique et social, la Commission des résolutions a réussi à mettre sur pied un appel que le Secrétaire général vous lira tout à l'heure en faveur de ce front démocratique et social, appel qui est destiné, en quelque sorte, à la nation et doit être une manière de conclusion à la résolution. Néanmoins, je pense que sans prétendre définir ce que doit être le front démocratique et social, il est impossible maintenant, il est surtout destiné à organiser dans le pays un mouvement tel que la situation politique puisse être modifiée en notre faveur et que dans une perspective de réélection, nous trouvions des conditions nouvelles pour, enfin, pouvoir appliquer notre programme.
Or, Camarades, il ne faut pas tout de même que nous nous bercions d'illusions et que nous pensions qu'il suffit d'appeler la classe ouvrière, d'appeler les inorganisés pour qu'ils nous suivent. Il y a un fait devant lequel il ne convient pas de se fermer les yeux ou d'avoir un complexe d'infériorité, c'est qu'à l'heure actuelle 60% des ouvriers dans les entreprises votent pour la CGT, inféodée au Parti Communiste ; et le Parti, et le front démocratique et social ne pourront réussir à renverser dans le pays le courant actuel de la politique française que dans la mesure où les gens seront conquis par notre politique.
Or, je considère que pour conquérir les ouvriers, il convient de se délimiter avec la politique anti-ouvrière que la bourgeoisie, sous couvert d'anti-stalinisme. Je pense que nous n'avons rien à avoir avec l'anti-stalinisme payé par l'Association Paix et Liberté et qu'il convient qu'on le dise.
C'est pourquoi, camarades, nous ne pouvons pas laisser nos camarades Socialistes ou inorganisés absolument désarmés dans les entreprises en leur disant : "Oui, vous devez lutter contre le patronat, mais surtout ne luttez pas avec celui qui est côté de vous et commet la faute capitale d'être Communiste ou sympathisant Communiste". Camarades, il ne faut pas mener des combats de Don Quichotte, on se bat avec qui ont peut se battre, et c'est pourquoi je répète ce que j'ai dit dans le débat de politique intérieure, je ne propose pas que l'on s'embarque dans des alliances, je propose simplement que le Parti, sans exclusive, engage tous ceux qui marchent avec nous pour entraîner les autres et nous serons ainsi les meilleurs combattants de cette action contre le patronat.
Je dépose, et je pense que cela pourrait servir de conclusion à la motion de politique intérieure, l'amendement suivant :
"Le Parti constate que la classe ouvrière face à un patronat de combat intensifie sa lutte revendicative en dépit des difficultés de l'heure présente.

Pour conduire victorieusement cette lutte, la classe ouvrière doit s'unir dans les entreprises, tout en dénonçant les équivoques et les manœuvres des organisations inféodées au Parti Communiste.
En manifestant sa solidarité à l'égard de tous les travailleurs, le Parti démontrera que sa lutte contre l'influence stalinienne n'a rien de commun avec la politique anti-ouvrière que la bourgeoisie mène sous couvert d'anti-communisme",
De cette politique dépend le succès du front démocratique et social. Le Parti déclare que celui-ci ne pourra être en aucun cas une alliance électorale du type de la troisième force, destinée à l'entraîner dans une collaboration gouvernementale vouée à l'immobilisme. Il doit, par contre, avoir pour objectif, de front démocratique et social, d'être le rassemblement de tous les travailleurs sans exclusive en vue de créer un climat politique favorable à un renversement de la situation française et au regroupement d'une véritable majorité démocratique."

Le président - La parole est à Staub pour défendre son amendement.

Théo Staub - Au nom d'un certain nombre de fédérations de l'ouest, je vais vous donner connaissance d'un amendement très bref, suivi de commentaires très brefs. Cet amendement est d'ailleurs plutôt un additif.
Après le membre de phrase qui fait allusion à l'intangibilité de caractère laïque de notre législation scolaire, les fédérations de Loire-Inférieure, de Vendée, des Deux-Sèvres, de Saône-et-Loire, et d'autres peut-être demandent que l'on ajoute : "et sa volonté d'obtenir la suppression de toute subvention directe ou indirecte aux oeuvres, associations ou écoles autres que publiques".
(Applaudissements)
Nous avons toujours annoncé que la suppression des lois anti-laïques était la condition sine qua non ; si nous ne le répétions pas, on ne pourrait qu'en tirer des conclusions erronées ; je crois qu'il n'y a que des avantages à cet additif.

Le président - Y a-t-il d'autres propositions d'amendement ?

Socolover (?) - Camarades, il me parait utile, en précision des luttes sociales qui auront lieu, d'apporter à notre résolution un amendement qui est une précision.
La motion qui vous a été présentée, très justement, insiste sur la nécessité d'accroître le pouvoir d'achat des travailleurs ; les déclarations ministérielles qui se succèdent ont aussi insisté sur la nécessité d'accroître la productivité. L'on nous dit de toutes parts que le meilleur moyen d'accroître la puissance d'achat des travailleurs, c'est précisément d'accroître la productivité.
Or, j'ai peur que cette recherche du pouvoir d'achat des travailleurs ne soit un alibi, un prétexte pour augmenter au détriment des travailleurs, les bénéfices capitalistes, et j'aimerais que dans notre motion, il y eut une limitation nettement indiquée.
Mon amendement ne comporte que six lignes, mais je crois que vous en comprendrez l'importance.

"Concernant la recherche de l'accroissement de la productivité et de l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, le Congrès déclare que ni l'un ni l'autre ne doivent être poursuivis par l'allongement de la semaine de travail".

Le président - Je donne la parole au rapporteur.

Robert Coutant

Mes chers Camarades, notre Camarade Rimbert a repris en amendement la rédaction initiale qu'ensemble nous avions décidée sur le problème touchant à la participation du Parti Socialiste et à son comportement dans le cadre de l'assemblée actuelle.

La majorité de la Commission des résolutions a estimé que le Parti n'avait pas le droit de s'enfermer, de se serrer dans un corset susceptible d'entraver toute liberté de manoeuvre, et compte tenu de l'effort que nous faisons à l'heure actuelle pour regrouper toutes les forces démocratiques de ce pays, compte tenu que nous espérons y arriver et que peut-être les événements peuvent aller vite, il paraîtrait impensable que nous ligotions le Parti par une formule définitive, d'autant plus que nous sommes toujours tenus par les décisions du Congrès de 1952 et qu'il a toujours été entendu que si la situation politique de ce pays évoluait dans des conditions telles que le problème de la participation, voire même du soutien à un gouvernement quelconque se pose, un Conseil national serait immédiatement convoqué.

Etant donné cette garantie qu'a le Parti, étant donné qu'il n'est pas possible de se livrer pieds et poings liés, peut-être au cas où on accepterait une telle formule, aux manœuvres de nos adversaires, je pense que le Congrès serait sage s'il rejetait l'amendement de notre camarade Rimbert.

Notre Camarade Weitz a proposé un additif, additif qui, à mes yeux, est singulièrement dangereux, car, contrairement à ce qu'il pense et quand bien même il affirme que l'action des travailleurs dans les entreprises devra être dirigée contre le patron et dans le même temps contre les travailleurs sympathisants Communistes, il crée les conditions nécessaires et suffisantes pour qu'à très brève échéance, l'unité d'action soit réalisée et vous savez bien que dans l'état actuel du rapport des forces, cette unité d'action sera automatiquement au bénéfice des staliniens et, en conséquence, je pense que les formes d'action des forces syndicalistes libres doivent d'abord être déterminées par les organisations syndicales et que, d'autre part, dans la mesure où une action d'ensemble devra être menée avec toutes les organisations démocratiques de ce pays, c'est le programme du front démocratique et social qui demain sera élaboré, qui sera chargé d'en fixer les modalités.

C'est pourquoi je vous demande de rejeter également l'amendement de notre Camarade Weitz.

En ce qui concerne le dernier amendement de notre camarade Socolover, le problème soulevé est important, certes, et il ne nous a pas échappé, puisque dans notre motion, nous avons évoqué ce problème lorsque nous disons notamment que le Parti Socialiste insiste pour que la loi sur les conventions collectives soit

enfin appliquée dans son esprit et pour que les mesures d'accroissement de la productivité ne soient plus décidées unilatéralement par les employeurs et à leur seul profit.
Il est bien évident que le problème de la productivité doit préoccuper tous les militants Socialistes, surtout lorsqu'ils évoluent dans le cadre du régime capitaliste, mais il est non moins certain que nous ne pouvons pas nous opposer au progrès technique et que toute l'action du Parti, à l'heure actuelle, doit être de limiter les dégâts que peut faire le régime capitaliste lorsqu'il cherche à développer la productivité.
Or, je pense que l'amendement de notre camarade Socolover est trop limité dans sa formulation et dans son objet, car il nous faudrait nous étendre sur le problème de la productivité, et je pense que ce débat qui devra venir devant le Parti pourrait faire l'objet d'un paragraphe de l'ordre du jour d'un prochain Congrès national, car parler du refus systématique du Parti Socialiste pour l'allongement de la semaine de travail, c'est ne pas tenir compte de certains impératifs économiques qui, demain, mettront le Parti dans la nécessité d'accepter dans certains secteurs des heures de travail plus élevées dans le cadre de la loi de 40 heures.
Je veux prendre un exemple : Le secteur automobile.
Eh bien, si dans le même temps où vous prenez une position contre l'allongement de la semaine de travail, vous ne prévoyez pas les moyens d'assurer l'emploi des travailleurs qui, peut-être, à ce moment-là, seront libérés de leur entreprise, dans la mesure où la production ne pourra pas servir la consommation, un problème se posera, un problème de reclassement, de mutation de main d'œuvre, voire même de migration de main d'œuvre, que le Parti doit étudier dans le cadre du problème de la productivité, de l'accroissement de la production et du développement de celle-ci.
Je suis de ceux qui pensent que le formule que nous avons employée et qui tend à garantir les travailleurs pour que les progrès de la productivité ne servent pas le seul patronat, est assez souple et nous laisse toute liberté d'action. Vouloir aller plus loin, c'est prendre une partie du problème et ne pas le régler. Camarades, soyons prudents et disons que nous le réglerons plus tard, dans son ensemble.
C'est pourquoi je demande de s'en tenir aux formules que nous avons employées. (Applaudissements)
Camarades, j'ajoute - Guy Mollet me le fait remarquer - que c'est dans le cadre de la loi des 40 heures, avec les majorations normales prévues par les conventions collectives.
Je pense, camarades, que vous nous faites confiance et que le groupe parlementaire Socialiste saura, si une telle proposition est faite, simplement respecter les positions traditionnelles du Parti et voter contre tout allongement de la semaine de travail. C'est normal.

Dans la salle - C'est acquis, c'est dans le programme du Parti.

Robert Coutant - Il y a ensuite l'amendement de Staub. Camarades, c'est à l'unanimité que le Commission des résolutions a employé, en ce qui concerne l'école laïque, le formule que je vous ai lue tout à l'heure :
"Le Congrès réaffirme sa volonté d'assurer l'intangibilité du caractère laïc des institutions scolaires".
Aucun débat n'est intervenu. Je ne puis donc parler au nom de la Commission des résolutions et je pense qu'il est sage, pour moi, de laisser le Congrès juge de se prononcer sur l'amendement présenté par notre camarade Staub.

Dans la salle - Nous sommes tous des laïcs.

Le président - Pas d'autres propositions ?
Nous allons maintenant passer au vote de ces divers amendements.
Tout d'abord l'amendement de Rimbert. Je demande si après les explications de Coutant, Rimbert maintient son amendement.

Guy Mollet

Je voudrais demander à Rimbert de ne pas le maintenir. Il sait - nous avons eu l'occasion de le dire et dans notre Congrès, et dans la résolution - que la quasi-totalité du Parti, si ce n'est la totalité du parti, est absolument hostile à toute participation au gouvernement, avec la Chambre actuelle, et dans les circonstances actuelles. Il le sait. Avant-hier encore, au cours de mon intervention, j'ai été amené à dire que nous devions travailler en vue des élections de 1956 ou des élections anticipées, dans le cas d'une dissolution que nous ne craignons pas et que, peut-être, un jour, il nous faudra demander.
J'ajoutais toutefois qu'il y avait une éventualité assez peu vraisemblable, mais qu'il fallait tout de même envisager, celle où, après la constitution du front démocratique et social, il se trouverait 50 ou 60 parlementaires, au Centre ou même d'ex-RPF qui prendraient conscience de la carence de la politique actuelle et qui, la corde eu cou - j'employais cette formule - voteraient pour le programme en question.
Alors, je vous pose une question : Supposons que le front démocratique et social constitué, son programme accepté par les organisations auxquelles tout à l'heure on faisait référence, le Président de la République de l'heure convie un Socialiste à aller à la tribune de la Chambre développer ce programme du front démocratique et social et à appeler le pays à le suivre. Est-ce que le texte proposé interdirait à ce Socialiste de remplir la mission en question ?
Camarades, nous sommes couverts, le Congrès est couvert contre d'éventuelles incartades. Si jamais il y avait une possibilité de participation, il est impossible de l'accepter sans qu'il y ait un Conseil national pour l'apprécier. Nous sommes donc parfaitement couverts.
Je voudrais attirer l'attention du Congrès sur ce danger. Si Rimbert maintenait son amendement et que celui-ci soit adopté, cela présente les inconvénients que j'ai signalés, mais s'il est repoussé, ce sera peut-être aussi ennuyeux car l'interprétation, alors, peut en être toute autre que celle que nous voudrions. Cela

Fondation Jean-Jaurès

peut être alors interprété comme une sorte d'accord du Congrès pour une participation, un prochain jour. Ce qui compte, vous le savez, c'est beaucoup plus l'esprit que les textes, puisque nous constatons que le Congrès ne veut pas de participation dans les circonstances actuelles, et puisque nous savons que rien n'est possible sans un Conseil national.
Je demande à Rimbert de retirer son amendement, étant donné qu'il a moralement satisfaction.

Le président - maintiens-tu ton texte ?

Pierre Rimbert - Je voudrais dire un mot.

Le président - Tu peux dire oui ou non.

Pierre Rimbert

Je voudrais dire tout de suite qu'en déposant cet amendement, il n'a pas du tout été question, dans mon esprit, de nous garantir contre une éventuelle défaillance des parlementaires ou du Comité directeur. Ce n'est pas dans cet esprit que je l'ai présenté parce qu'il peut y avoir aussi, si l'on se place sur ce terrain-là, une défaillance du Congrès. Rien ne prouve, dans l'histoire, qu'une foule d'individus puissent avoir raison contre un ou deux individus.
Si je l'ai déposé, c'est parce que je voudrais que le Parti Socialiste dise au pays, à la population, que vraiment cette Assemblée est impossible. Il faut le dire, il faut le proclamer, il faut aussi s'adresser aux électeurs.
Jaurès disait un jour, en parlant de l'Angleterre : "Il ne faut pas toujours accuser les gouvernements d'être responsables des guerres ; les peuples sont aussi responsables par leur fanatisme ou par leur nationalisme".
Eh bien je crois qu'il faut dire à la population, aux électeurs, aux électrices, qu'ils portent la responsabilité de cette Assemblée. Ce sont eux qui l'ont élue. Si cette Assemblée est aujourd'hui incapable de créer un gouvernement, c'est leur faute. Il faut s'adresser à eux, il faut tout de même leur donner conscience que le bulletin de vote n'est pas un amusement, n'est pas un jeu. On ne le gaspille pas. Il faut, quand on vote, savoir pour quoi on vote et pour qui l'on vote. Or, il faut leur dire que quand ils votent pour ces indépendants qui changent d'opinion du jour au lendemain, qui ont une idée différente d'un canton à un autre, quand ils votent pour les Communistes dont tous les votes, à l'Assemblée sont fonction de la politique russe, ils gaspillent le pouvoir que la République leur a donné. Il faut leur faire prendre conscience de leurs responsabilités. C'est dans cet esprit que j'ai présenté cet amendement.
Mais si, pour ne pas faire preuve d'intransigeance, je veux bien le retirer, c'est à condition que le Congrès prenne acte de la déclaration de Guy Mollet… (applaudissements)… Nous considérons, effectivement, qu'étant donné cette Assemblée, on ne peut pas élaborer une politique de longue durée, car, croyez-moi camarades, on ne peut pas faire une politique redressant la situation en France si l'on a, comme perspective, un gouvernement qui, au bout de 3 ou 4

Collection Jean-Jaurès

mois, sera renversé. Il nous faut l'assurance de rester au pouvoir des années, car l'opération est de longue haleine. Elle nécessite un profond bouleversement de l'économie française.
(Applaudissements)
Si nous prenons acte de cette déclaration, je veux bien retirer mon amendement.
(Applaudissements)

Le président - Le Congrès prend acte de cette déclaration et l'approuve. Rimbert retire son amendement.
Vient maintenant l'amendement de Weitz. C'est celui que Coutant a déclaré ne pas pouvoir accepter. Je demande si Weitz le maintient.

Weitz - Oui.

Le président - Je vais donc le mettre aux voix. C'est l'amendement - je le résume - qui fait appel aux travailleurs pour que, dans les entreprises, ils s'unissent.
Je mets cet amendement repoussé par le rapporteur, aux voix.
Que ceux qui sont partisans de l'adopter lèvent la main, avec les mandats rosés, bien entendu.
Avis contraires ?
Abstentions ?
L'amendement est repoussé.
J'en viens à l'amendement de Socolover qui concerne la productivité. Coutant a déclaré être en grande partie satisfait par le texte actuel. Est-ce que Socolover le maintient ?

Socolover - Oui.

Le président - Je le mets aux voix.
Que ceux qui sont partisans de l'adopter lèvent la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le texte n'est pas adopté.

Guy Mollet - Je voudrais donner 1'interprétation de ce vote hostile. Il ne faut pas qu'il puisse être interprété comme une décision du groupe et du Congrès Socialiste de s'opposer à cette proposition, mais cette proposition étant déjà couverte, c'est pour cela qu'elle n'est pas acceptée.

Le président - J'en viens maintenant eu dernier amendement, celui de Staub, concernant les subventions.
Voici l'amendement, ajouter : "le Congrès... etc. manifeste sa volonté d'obtenir la suppression de taux de subventions directes ou indirectes aux oeuvres, associations ou écoles autres que laïques".
Staub maintient l'amendement. Je le nets aux voix.

Fondation Jean Jaurès

Que ceux qui sont partisans de l'adopter lèvent la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
L'amendement est adopté.
Je vais maintenant mettre aux voix la résolution de Robert Coutant, compte tenu de l'amendement qui a été adopté. Il n'y a pas d'opposition ?
Il n'y a pas d'abstentions ? 1 abstention.
La proposition rapportée par Robert Coutant est adoptée.
(Applaudissements)
Avant de donner la parole à Guy Mollet, je vous indique les résultats des élections cour la Commission nationale des conflits.
Nombre d'inscrits : 101 - Votants : 98 - Blancs ou nuls : 5 - Suffrages exprimés : 95 - Sont élus : Becart : 84 - Cros : 84 - Carteyrade : 85 - Collet : 85 - Gozard : 82 - Lecomte : 75 - Sicard : 71 - Jaque : 69 - Viguier : 65.
Viennent ensuite : Fleurant, Moulin, Francis Granier, Veque, Kastenbaum, Morel, Klopstein, Ruoppolo, Vandenbroucque.
La parole est à Guy Mollet, au nom de l'unanimité de la Commission des résolutions.

Guy Mollet

Camarades, la Commission des résolutions a été unanime pour adopter l'appel suivant :
Appel du Parti Socialiste pour un front démocratique et social :
"Il y a deux ans, le Parti Socialiste a lancé un cri d'alarme ; son appel n'a pas été entendu à temps.
Sous prétexte de combattre l'inflation, la majorité actuelle et ses gouvernements, incapables d'assurer la répercussion de la baisse mondiale des prix sur les prix français, se sont refusés à réajuster le pouvoir d'achat des travailleurs et ont dangereusement amputé les crédits d'équipement et de logement. Il en est résulté une crise économique grave, cause de chômage et de misère et créatrice des conditions d'une nouvelle inflation.
Les faits ont donc condamné cette politique. En même temps, les hommes de la réaction présentaient aux peuples de l'Union française une odieuse caricature de la république et de la démocratie.
Le Parti Socialiste, persuadé qu'il est possible d'en finir avec une telle politique frappant les classes laborieuses, les vieux et économiquement faibles et les populations d'Outremer, affirme que seule l'action commune de tous les démocrates épris de justice sociale, de tous les opprimés groupés autour des forces du monde du travail libre, peut conduire aux transformations profondes que souhaite le peuple.
Car il est urgent d'assurer par un changement total de politique et par des moyens nouveaux le redressement du pays ; faute de quoi les travailleurs désespérés ou révoltés risqueraient de s'engager dans la voie funeste de la dictature.

Fondation Jean Jaurès

C'est avec tous les travailleurs, producteurs des villes et des champs, avec tous les exploités, avec tous les hommes attachés aux idées de progrès, de justice sociale, de liberté et de paix, que doit se faire un large regroupement des forces de gauche.
C'est chaque français, chaque française qui doit prendre personnellement sa cause en mains, pour la libération de tous, des menaces de la réaction et du capitalisme, du totalitarisme et de l'impérialisme.
Aussi le Parti Socialiste est-il convaincu que c'est en poursuivant avec une confiance et une résolution inlassables la constitution d'un front démocratique et social rassemblant les organisations syndicales, coopératives, mutualistes, culturelles et politiques libres, dans le respect de leur personnalité, de leurs opinions, croyances et traditions propres, que sera assurée le victoire des forces de justice sociale, de liberté et de paix. En conséquence, le Congrès national mandate le Comité directeur pour prendre toutes les initiatives en vue de promouvoir l'organisation de ce front et de participer à l'élaboration de son programme.
Le Parti Socialiste apportera lui-même à cette confrontation égale entre toutes les organisations participantes ses propres solutions. Il se contente aujourd'hui d'en fixer les objectifs essentiels :
- Rétablissement du plein emploi ;
- Amélioration de la condition des travailleurs ;
- Lutte contre la fraude fiscale ;
- Détente en Afrique du Nord ;
- Cessation de l'effusion de sang en Indochine ;
- Expansion économique et sociale des pays d'Outremer ;
- Organisation de la Paix dans le monde par une politique internationale alliant les soucis de la sécurité collective et de la construction européenne à la volonté permanente de négociation, c'est-à-dire dans l'immédiat, à la proposition d'une conférence à quatre.
Le Parti Socialiste, certain d'interpréter la volonté formelle de la nation est confiant dans la résonance que son appel rencontrera auprès des autres organisations. Il s'adresse à tous, travailleurs, Socialistes, syndicalistes, ouvriers et paysans, coopérateurs, mutualistes, pour leur demander de l'aider à mener à bien cette tâche et pour que - dressant en face des défenseurs des féodalités capitalistes et des partisans des régimes de force et de dictature leur volonté de liberté et de justice sociale - ils organisent, animent et mènent à la victoire le front démocratique et social."
Camarades, un simple et très bref commentaire. L'heure des combats défensifs est aujourd'hui dépassée ; le Parti doit passer et passe à l'offensive. La victoire, je le disais hier, sera celle de tous les exploités, de tous les hommes libres groupés autour de la classe ouvrière libre.
De ce combat, vous devez être les meilleurs acteurs ; et au moment où vous allez rentrer dans vos fédérations respectives, n'oubliez surtout pas que si la victoire du front démocratique et social est probable, puisqu'elle répond à un appel certain du pays, cependant elle n'est possible que si vous tous, nous tous,

militants et militantes Socialistes, nous nous considérons à partir de ce soir comme mobilisés pour en assurer le triomphe.
(Applaudissements)

Le président - Je mets aux voix l'appel lu par Guy Mollet.
Que ceux qui sont partisans de l'adopter lèvent la main ?
Avis contraire ?
Abstention ?
L'appel est adopté à l'unanimité.
Les travaux du 45ème Congrès National sont clos. Mais notre travail à nous n'est pas terminé ; il commence dans une direction nouvelle.
En avant pour arracher les Français et les Françaises à la réaction qui leur réserve le chômage, eu stalinisme qui leur réserve l'esclavage, et pour faire triompher une politique d'expansion et de progrès social.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès